13

REVUE DE PARIS

REVUE DE PARIS

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE

TOME QUATRIÈME

Juillet-Août 1939

OHIO STATE UNIVERSITY

PARIS

BUREAUX DE LA REVUE DE PARIS

114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 114

—

1939

AP20
R4372
v.46
pt.4

LA REVUE DE PARIS
il y a cent ans

La Revue de Paris *de juillet* 1839 *(Première* Revue de Paris*), groupe la* Vie et Aventures de John Davys, *d'Alexandre Dumas, le début d'une étude en plusieurs parties sur l'*Histoire de la Famille, *par Granier de Cassagnac, un article sur Arioste de Delécluze, un éreintement de Balzac, à propos de la récente publication d'*Un grand Homme de Province à Paris, *article étonnant de partialité et signé Jules Janin.*

Les bulletins de la Revue de Paris *reflètent l'inquiétude que les affaires d'Orient provoquaient à cette époque en France. On sait que le sultan Mahmoud ayant, en* 1839, *rétracté les concessions qu'il avait faites antérieurement au vice-roi d'Egypte Méhémet-Ali, les armées égyptiennes et turques entrèrent en campagne. Mais Méhémet-Ali assisté par son fils Ibrahim, défit les troupes du sultan à Nézib en juin* 1839. *(Voir à ce sujet l'étude de M. et A. Lichtenberger dans la présente livraison.)*

Tandis qu'en France on écrivait sur la Turquie et l'Égypte, en Orient, les événements marchaient plus vite que la pensée. En peu de jours, l'empire turc a perdu son souverain, son armée de terre et sa flotte, et les puissances européennes, qui délibéraient, n'ont plus le choix d'intervenir ou de ne pas intervenir dans les affaires de la Porte. Contrairement aux mœurs, à l'histoire et à l'esprit de l'Orient, la marche des choses est même si rapide, qu'il est impossible de savoir où en sont les affaires au moment où nous écrivons. La France a été surprise dans toutes ses combinaisons ; car, en de pareils événements, ce sont les vues désintéressées qui demandent le plus de temps pour s'accomplir, et il paraît que, malheureusement, nous n'avons que des vues désintéresseés dans l'Orient. Il est certain que les fonds qui doivent servir à l'augmentation de nos forces navales dans la Méditerranée dorment encore dans les caisses du trésor. D'un autre côté, le défunt sultan a fait passer l'Euphrate à son armée à l'insu de l'amiral Roussin ; Ibrahim-Pacha a attaqué le séraskier Hafiz à l'insu de M. Cochelet, et le capitan-pacha est parti pour aller remettre sa flotte à Méhémet-Ali à l'insu de l'amiral Lalande. Que de choses peuvent encore se passer à l'insu de notre Gouvernement, de nos ambassadeurs, de nos consuls généraux, de nos amiraux, et malgré les officiers d'état-major qu'on expédie comme courriers pour arrêter des armées et des flottes sur le simple vu d'une dépêche ministérielle !...

C'est une terrible tâche que celle que la France se trouve avoir à remplir : elle consiste à s'opposer à deux occupations à la fois, à fermer, par un traité d'alliance entre l'Égypte et la Turquie, Alexandrie aux flottes anglaises, et Constantinople aux armées russes. Ajoutons que cette tâche se trouve singulièrement compliquée par la mort du sultan Mahmoud, qui laisse, en réalité, le gouvernement de l'empire à un divan où Méhémet-Ali peut vouloir jouer un rôle. Le pacha d'Égypte a combattu jusqu'à ce jour pour se rendre entièrement indépendant de la Porte ; mais nous ne serions pas étonnés de le voir se prévaloir de son titre de sujet turc et de vassal, pour s'immiscer dans l'administration centrale de l'empire.

552649

CANAL DE SUEZ

Assemblée du 5 Juin 1939

EXTRAIT DU RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATIO

Le rapport entier est envoyé à toute personne qui le demande à la Compagnie, 1, r d'Astorg, à Paris.

Le mouvement maritime à travers le Canal de Suez a été, pendant l'année 1938, légèr ment inférieur à celui de 1937. A la diminution qui en est résultée pour les recettes exprimé en livres, s'est ajouté l'effet de deux détaxes : l'une, consentie le 1er avril 1937 et do l'influence s'est fait sentir pendant le premier trimestre de 1938; l'autre, qui n'a joué q pendant les deux dernières semaines de l'année. Quant aux dépenses, elles seraient rest approximativement les mêmes sans l'action d'un facteur d'ordre monétaire, la hausse cours de l'or, qui a majoré à la fois les charges obligataires, l'intérêt et l'amortissement d actions, ainsi que les arrérages de certaines dettes actuellement payées sur la base de l'

La diminution des recettes et l'accroissement des dépenses ont entraîné une sensib réduction du produit net de l'exercice qui, chiffré en livres égyptiennes, ressort en bais de 18,6 0/0 par rapport à celui de 1937. Par contre, la dépréciation du franc français gonflé cette année encore, bien que dans une moindre mesure que l'année précédente, les rés tats qui, traduits en francs au cours moyen de l'année 1938, font apparaître un excédent recettes de 953.021.522 fr. 81, en augmentation de 11,8 0/0 sur 1937.

Comme l'an dernier, ce chiffre doit être majoré d'un bénéfice de caractère strictem financier, qui atteint 65.074.859 fr. 74 et provient des conditions avantageuses dans lesquel ont été effectués au cours de l'année les transferts de fonds entre Londres et Paris.

Ces résultats nous autorisent à proposer de fixer à 900 francs le revenu brut de l'act de capital, tout en dotant dans toute la mesure nécessaire les fonds d'amortissement et provisions. Ce revenu de 900 francs représente, par rapport à celui de l'exercice précéde une augmentation de 9,75 0/0, très sensiblement équivalente à la hausse du prix de la en France depuis un an. Ainsi, en dépit du ralentissement de l'activité économique gé rale, le pouvoir d'achat représenté par le revenu brut de l'action de capital sera dem sensiblement constant.

S'il n'en est pas de même du revenu net, cela tient, d'une part à l'accroissement taux des impôts français et, d'autre part, au fait que les bénéfices distribués cette a seront pour la première fois frappés de l'impôt égyptien sur le revenu. Cet impôt, voté mois de janvier dernier, atteint l'ensemble des répartitions faites depuis le 1er septem 1938; son taux, qui est actuellement de 7 0/0, doit être progressivement porté à 10 au cours des trois prochaines années. Compte tenu des impôts français, la charge fisc qui pèse sur la plupart des actionnaires de la Compagnie, est ainsi devenue aujourd extrêmement lourde : aussi souhaitons-nous qu'intervienne rapidement entre le gouvern égyptien et le gouvernement français une convention sur les doubles impositions qui perm de limiter la charge fiscale totale prélevée sur les deux Etats.

Le mouvement maritime du Canal s'est élevé en 1938 à 6.171 traversées, représentant 4.418.000 tonnes de jauge nette. Ce tonnage, s'il est en diminution de 2.073.000 tonnes, ou de 5,7 0/0 sur le chiffre exceptionnel de 1937, n'en reste pas moins supérieur à tous les autres résultats précédemment acquis et particulièrement, au chiffre de 1929, année de très grande activité commerciale.

La diminution observée par rapport à 1937 est imputable en majeure partie au ralentissement du trafic italo-éthiopien, réduit d'une année à l'autre de 1.222.000 tonnes, soit plus d'un tiers. Abstraction faite de ce mouvement particulier, la perte se limite à 851.000 tonnes, soit 2,6 0/0.

La répartition du tonnage de jauge nette par pavillon met toujours au premier rang le pavillon britannique qui, avec un tonnage de 17.358.000 tonnes, compte dans le mouvement maritime total pour 50,4 0/0, au lieu de 47,3 0/0 en 1937. Au contraire, le tonnage sous pavillon italien, tout en tenant encore le deuxième rang, subit d'une année à l'autre une diminution de plus d'un cinquième, de sorte que sa participation n'est plus que de 13,4 0/0, après avoir été de 16,1 0/0 en 1937 et de 20,2 0/0 en 1936. Viennent ensuite l'Allemagne, les Pays-Bas et la France.

Le nombre des passagers est tombé de 697.800 à 479.802, la diminution portant principalement sur les passagers de nationalité italienne.

Le trafic des marchandises par le Canal a été, comme toujours, plus profondément atteint que le mouvement maritime par les causes de dépression; il a porté sur 28.779.000 tonnes de poids, en diminution de 12,2 0/0 sur le chiffre de 1937.

Le mouvement Nord-Sud, qui est fonction des exportations européennes a été particulièrement touché, ayant eu à souffrir non seulement de l'état de crise économique, mais encore des entraves résultant du conflit sino-japonais.

En direction Sud-Nord, le trafic a réuni 21.011.000 tonnes, ressortant en diminution de 1.608.000 tonnes, soit 7,1 0/0 sur le résultat exceptionnel de 1937.

Les conditions dans lesquelles s'est effectué en 1938 le transit du Canal ont été pleinement satisfaisantes. Elles témoignent de la continuité des progrès apportés, depuis son origine, au fonctionnement de la grande voie de commerce international que constitue le Canal de Suez. C'est ainsi que grâce aux travaux d'amélioration effectués, il a été possible malgré l'accroissement du trafic et l'augmentation des dimensions des navires transiteurs, d'assurer à ceux-ci un passage de plus en plus facile et de plus en plus sûr. Alors que dans les premières années d'exploitation on enregistrait en moyenne 150 échouages pour 1.000 passages de navires, ce nombre était réduit en 1900 à 17; en 1938, il n'était plus que de 3, et cette proportion s'abaisse même à 1 1/2 pour mille si l'on fait abstraction des échouages dus à des cas de force majeure tels que coups de vents, brouillards ou avaries de machines.

Les résultats d'exploitation que nous venons d'analyser reflètent, comme toujours avec un certain décalage de temps, l'évolution de l'économie mondiale. Or, cette économie est demeurée fort déprimée pendant toute l'année 1938 et l'examen de la situation présente ne permet guère d'espérer un redressement immédiat.

Il convient toutefois de noter comme un symptôme favorable en ce qui concerne le trafic du Canal la reprise qui se manifeste depuis quelques mois dans les exportations européennes à destination de la Chine et du Japon, — exportations qui, comme nous l'avons déjà indiqué, avaient considérablement fléchi l'année dernière.

Les perspectives d'avenir demeurent indécises et le demeureront tant que l'évolution de l'économie mondiale sera dominée par l'incertitude de la situation politique internationale. Mais le jour où, comme chacun d'entre nous le souhaite, ces inquiétudes disparaîtraient, il y a tout lieu de penser que l'activité économique et les échanges internationaux se développeraient rapidement : la fermeté que présente depuis quelques mois l'indice or des prix des matières premières fournit à cet égard une indication encourageante. Le trafic du Canal qui, en dépit des circonstances présentes, marque à la baisse une résistance assez remarquable, aurait alors toutes les chances de reprendre son essor.

L'Assemblée a approuvé, à l'unanimité, toutes les résolutions présentées par le Conseil d'administration.

VIN TONIQUE

Fortifiant
Fébrifuge

Anémiés
Convalescents
Fiévreux
prenez du

Quinium Labarraque

En vente toutes pharmacies
Gros : Maison Frère, 19, Rue Jacob - Paris (6e)

CRÉDIT LYONNAI

LOCATION DE COFFRES-FORT

Le **Crédit Lyonnais** met à la dispos du public des Coffres-forts entiers ou compartiments de Coffres-forts, pour la g des **Valeurs, Papiers, Bijoux, Argente Dentelles, Objets d'Art**, etc.

Ces Coffres-forts sont situés dans les sous du Crédit Lyonnais ; leur construction et installation présentent les plus complètes gara contre les risques d'incendie et de vol.

Chaque locataire reçoit une **Clé spéci** dont il n'existe pas de double, et il peut t varier les combinaisons de la serrure à son g

Il peut seul ouvrir le coffre-fort qu'il a loué

Le **Crédit Lyonnais** accepte aussi en g **Coffrets, Cassettes, Caisses, Malle** autres objets.

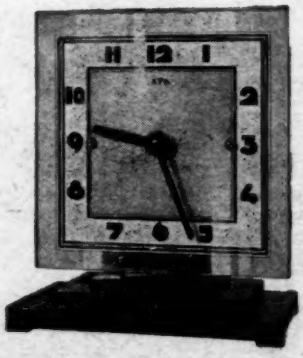
S'adresser : **SIÈGE CENTRAL**
19, boul. des Italiens ou dans les BUREAUX DE QUA

PENDULES ÉLECTRIQUE

ATO

LA GRANDE MARQUE FRANÇAISE

UN DE NOS NOMBREUX
MODÈLES, A PARTIR DE
295 FRANCS



EN VENTE CHEZ
VOTRE HORLO

GILLES

I

Par un soir de l'hiver de 1917, un train débarquait dans la gare de l'Est une troupe nombreuse de permissionnaires. Il y avait là, mêlés à des gens de l'arrière, beaucoup d'hommes du front, soldats et officiers, reconnaissables à leur figure tannée, leur capote fatiguée.

L'invraisemblance qui se prolongeait depuis si longtemps, à cent kilomètres de Paris, mourait là sur ce quai. Le visage de ce jeune sous-officier changeait de seconde en seconde, tandis qu'il passait le guichet, remettait sa permission en poche et descendait les marches extérieures. Ses yeux furent brusquement remplis de lumières, de taxis, de femmes.

« Le pays des femmes », murmura-t-il. Il ne s'attarda pas à cette remarque ; un mot, une pensée ne pouvaient être qu'un retard sur la sensation.

Les fantassins et les artilleurs, déjà domestiqués, s'engouffraient avec leurs parents dans la bouche du métro. Lui était seul, il prit un taxi.

Où aller ? Il était seul, il était libre, il pouvait aller partout. Il ne pouvait aller nulle part, il n'avait pas d'argent. La seule personne au monde qui pût lui en donner, son tuteur, était en Amérique. Son tour de permission avancé par les pertes récentes qu'avait subies son bataillon, il n'avait pu le prévenir et il n'y pensait plus. Seulement sa solde. Bah !

c'était au moins une soirée. Demain, il verrait. Il avait des idées, et surtout une confiance passionnée : rien ne résisterait à la violence de son appétit. Il n'y résisterait peut-être pas lui-même. Mais les folies de l'arrière ne pouvaient être que de bien minces sottises : on serait toujours trop content de le renvoyer d'où il venait.

Ce qui le préoccupait, c'était sa tenue. Très joli d'être un vrai fantassin, avec des brisques et une croix et de porter la fourragère d'un célèbre régiment de choc, mais encore faut-il montrer qu'on n'est pas un péquenot. Dans le train, il avait pensé à tout, à tout ce que lui permettrait sa pénurie. Le taxi le déposa rue de la Paix ; il était tard et il entra de force chez Charvet, alors que le rideau de fer descendait.

— J'ai besoin d'une chemise, dit-il avec un reste de la rudesse joviale qui ne lui manquait pas dans les bistros du front.

— Nous n'avons pas de chemises toutes faites, monsieur, répondit M. Charvet lui-même, avec un grand respect pour le soldat et une pointe d'inquiétude sur le rang social que pouvait cacher l'uniforme.

Gilles rougit. C'était certes la première fois qu'il entrait dans une telle maison ; il en avait entendu parler par des aviateurs dans le train. Évidemment, les clients de Charvet ne commandaient les chemises que par douzaines, il aurait dû y songer.

M. Charvet eut pitié de son air désappointé.

— Ecoutez, monsieur. Un client m'a laissé là une commande... Il est parti brusquement en mission aux Etats-Unis... Si ces chemises vous allaient...

Gilles fut ravi à l'idée de voir ce qu'avait choisi le client, sans doute un monsieur fort bien.

— Mais ce n'est pas pour porter avec... ?

Les clients de M. Charvet pouvaient être des héros, mais à Paris ils avaient d'autres tenues que celle-ci.

— Non, j'arrive... C'est pour mettre avec un autre...

— Une vareuse ouverte ?

— ... Oui.

Les chemises étaient d'un tissu bleu, très fin. La main de

Gilles s'avança, caressante. Il y avait des cravates de chasse assorties.

— J'en prends une, s'écria Gilles.

— Une seule !

— Oui, j'en ai d'autres. C'est seulement pour ce soir.

Gilles rougissait et bafouillait.

— Mais vous ira-t-elle, monsieur ? J'ai peur que les manches...

Gilles était si fasciné par la finesse de la couleur et de l'étoffe, tout cela éveillait en lui une telle convoitise qu'il ne pouvait croire que tout n'allât pas bien.

— Oui, ça ira.

— Mais, monsieur...

Il fallait fermer le magasin ; M. Charvet laissa partir le nigaud. Dans la rue, Gilles regarda tout autour de lui avec un sourire de triomphe. Une femme passa, deux femmes passèrent, ravissantes. Mais il lui fallait maintenant un coiffeur. Son entrée fut remarquée. On n'avait pas l'habitude de voir un fantassin aussi grand, aussi délié sous la grosse capote. Il goûta l'atmosphère chaude et parfumée, autant que tout à l'heure la douceur de la chemise.

— Les cheveux, la barbe.

— Manucure ?

— ... Non.

Il avait répondu machinalement : non, comme à quelque chose d'inhabituel. Il le regretta, puis s'en félicita, car la chemise avait coûté fort cher. Quand il sortit du délicieux linceul où il s'était si bien détendu, il était transformé. Bien rasées, ses joues étaient étroites, mais pleines et dorées. Ses cheveux blonds étaient moelleux sous le coup de vent. Les yeux bleus, les dents blanches. Peu importait le nez trop rond, un peu cuit.

Mais maintenant il fallait changer de chemise : il fallait donc prendre une chambre à l'hôtel. A quoi bon ? Ne coucherait-il pas avec une femme ? Il avait pris un bain à Bar-le-Duc. Il entra dans un chalet de nécessité. Hélas ! La chemise avait les manches trop courtes. En revanche, la cravate croisée en plastron faisait merveille et illuminait la tunique étriquée. Sur le boulevard, il regarda encore ses chaussures.

Pas trop mal, achetées dans le Nord à un officier anglais pour quelques sous. Il les fit cirer...

Enfin, il se laissa aller à regarder, à désirer. Tout ce monde, dédaigné depuis de longs mois, lui semblait étrange. Il aurait pu haïr les hommes, mais il ne regardait que les femmes qu'il adorait. C'était un soir doux. S'il avait regardé le ciel, comme il faisait au front mais oubliait aussitôt de faire dans la grande ville qui replie tous les sens de l'homme sur quelques fétiches, il aurait vu un ciel charmant. Ciel de Paris sans étoiles. C'était un soir doux, légèrement veiné de froid. Les femmes entr'ouvraient leurs fourrures. Elles le regardaient. Des ouvrières ou des filles. Les filles le tentaient plus que les ouvrières, mais il voulait jouer avec son désir jusqu'à grincer des dents ou défaillir. Tout le monde semblait aller vers un but. Et lui aussi, il avait un but dont la forme lui était encore inconnue. Tôt ou tard, cette forme allait se découvrir.

Il descendit la rue Royale et se trouva devant *Maxim*. Jamais il n'y était entré ; mais avant la guerre il était passé devant non sans envie, quand, étudiant austère, il se risquait sur la rive droite. Aujourd'hui, il y entrait.

Il fut un peu déçu : le bar lui parut étroit et aussi le boyau qui mène à la salle du fond. C'était plein d'officiers, et surtout d'aviateurs. Là encore, il étonna un peu : on s'étonnait qu'un « garçon bien » fût fantassin sans au moins être officier. Il y avait quelques poules : elles n'étaient pas belles ni même élégantes. Mais elles le regardaient avec une audace dure qui lui imposait.

Il ne pouvait s'approcher du bar et réclamait en vain un martini. Une femme lui mit soudain son verre à la bouche.

— Tiens, si tu as soif.

— Merci.

— Et puis paye m'en un autre.

Il fallait s'exécuter, mais il ne lui plaisait pas qu'elle le prît pour un niais. Le barman soudain s'intéressa à lui et ils burent. Il n'y avait plus que 100 et quelques francs dans son vieux porte-monnaie.

La poule ne lui plaisait pas et pourtant lui donnait chaud. C'était une brune encore jeune, mais déjà lourde, avec de la

mauvaise graisse, un mauvais teint et des dents peu soignées ; elle était habillée comme une cuisinière endimanchée. Il but, et tout le délice de ce premier soir coula dans ses veines. Il était au chaud, au milieu de corps vivants, bien habillés, propres, rieurs ; il était dans la paix. La paix, c'était surtout le royaume des femmes. Elles ignoraient absolument cet autre royaume aux portes de Paris, ce royaume de troglodytes sanguinaires, ce royaume d'hommes — forêt d'Argonne, désert de Champagne, marais de Picardie, montagne des Vosges. Là, les hommes s'étaient retirés dans leur force, leur joie, leur douleur. Ils avaient quitté leurs ateliers, leurs bureaux, leurs ménages, leur train-train, l'argent, les femmes, surtout les femmes. Et lui, qui s'était enivré de cette prodigieuse récurrence de la nature et du passé, qui avait longtemps serré sur son cœur le rêve soudainement, incroyablement réalisé des enfants fidèles aux origines, des enfants qui jouent aux sauvages et aux soldats, il revenait vers les femmes. Il avait faim des femmes, et alors aussi de paix, de jouissance, de facilité, de luxe, de tout ce qu'il haïssait, dont avec transport il avait accepté la privation dès avant la guerre. Il avait faim de cette douceur infinie du spasme qu'elles prodiguent. Autre aspect, qu'il ne connaissait guère, de la mort.

L'alcool le rapprochait de la paix ; l'instant d'après, il l'en éloignait. L'alcool le ramenait en arrière jusqu'à cette gare où il s'était embarqué le matin, encore plus loin que cette gare. « Il y a un petit chemin creux. Et puis un petit pont. Au delà du pont, il y a un pied de mitrailleuse boche tout rouillé. La mitrailleuse qu'*ils* ont laissée quand *on* a repassé le pont. Et puis à droite, le court boyau et la tranchée de deuxième ligne. » Et cet abri où il a tant dormi et lu Pascal avec un dégoût passionné. Dégoût pour ces mots si vrais, mais si impuissants devant une vérité d'un tout autre degré. Qu'est-ce que des mots à côté de la sensation ? « Ah ! nous avons vécu. Et évidemment ici, on ne vit pas, ce n'est pas la vie. Je le sais du plus profond de mon âme, du plus profond de l'alcool. »

Cette femme était immonde et il la désirait. Et c'était aussi du plus profond de son âme. De son âme d'enfant. Il

avait tant besoin de la prendre dans ses bras pour être dans les siens et glisser dans le puits sans fin du plaisir. Ils appellent ça le plaisir, mais c'est le cœur qui fond, qui se brise, c'est comme les larmes. C'est le cœur qui s'épanche à jamais. Elle était immonde. Elle ne pensait qu'à bouffer, à boire ; elle avait besoin d'argent pour ses vieux jours. Elle avait de vilaines dents qu'elle n'avait jamais lavées quand elle était ouvrière. Maintenant, plus bourgeoise que tous les bourgeois : s'en fourrer jusque-là et puis rien d'autre ; il connaissait le peuple, sa faiblesse.

— Gilles, tu es là !

Quelqu'un le tirait par le bras.

Gilles était très étonné qu'on l'appelât Gilles, il ne se rappelait pas que quelqu'un qui ne fût pas mort eût ce droit sur lui. Il se retourna et vit un garçon avec qui il avait frayé pendant son court passage dans un hôpital de l'arrière-front. C'était un Juif algérien, qui était court sur pattes, large de reins et d'encolure, avec des dents très blanches et des yeux très bleus dans un visage très brun.

— Tiens, tu es dans les autos-mitrailleuses maintenant ! fit Gilles, un peu distant.

— Mon vieux, j'en avais assez des 120 courts. Qu'est-ce qu'on prenait depuis quelque temps.

Ils bavardèrent à bâtons rompus. Gilles était ravi d'avoir trouvé un camarade ; il avait une grande indulgence pour ce Bénédict qui plaisait aux femmes.

— Tu dînes avec moi, avança bientôt Gilles.

— Non, mon vieux, il faut que je dîne chez ma mère. Après le dîner, si tu veux.

— Mais non, dîne avec moi.

L'autre se décida à téléphoner. Tout cela le matin était dans l'enfer à cent kilomètres de Paris, mais le soir, reprenait ses habitudes de bourgeois. La guerre ne marquait pas les hommes.

Ils s'installèrent à une table dans le couloir. Gilles se dit qu'ils faisaient bien ensemble. Bénédict avait lui aussi deux ou trois citations. Brave à l'occasion, il n'aimait pas la guerre. Il avait pour l'idée de la guerre encore plus que pour sa réalité cette répugnance déclarée qu'ont les Juifs. Il avait eu une

cuisse bien déchiquetée d'ailleurs. Gilles passait sans transition d'un ascétisme vécu avec réflexion à une parade naïve, traîtresse. Il était un jeune militaire décoré qui accepte d'être payé — pour un acte pourtant si gratuit — par le regard des civils et des femmes. Il enviait le joli uniforme de fine cheviote de Bénédict.

L'autre, justement, lui dit :

— Tu es très malin, tu t'es composé un petit costume de « poilu » élégant.

Gilles eut un sourire de béatitude.

Ils burent encore des cocktails. Gilles en était à son quatrième. Bien que depuis deux ans, il eût prit l'habitude de l'alcool, il partait. Les femmes autour d'eux, d'une autre classe que celles du bar, femmes entretenues avec leurs amants, n'étaient pas encore bien belles. Mais tout d'un coup, à la table voisine, deux femmes seules vinrent s'installer. Pas des poules. Mais qu'est-ce que c'était? L'une était plus belle que l'autre et c'était celle à qui aussitôt plaisait Bénédict. C'était couru, c'était déjà comme ça dans la petite ville où ils s'étaient ébattus, en marge de l'hôpital. Une grande fille pleine à craquer. Elle était brunie par le soleil, ainsi que l'autre, plus vieille, plus petite aussi. Elles arrivaient sans doute du Midi, les garces. La moins jeune avait plus d'autorité, l'air plus aventurier, plus vicieux. Gilles se mit à la regarder à tout hasard, mais c'était la belle grosse qu'il admirait. Il ne la convoitait pas puisqu'elle était pour son camarade. Elles avaient aussi un verre dans le nez et elles les regardaient beaucoup.

Ce fut Gilles qui engagea la conversation parce qu'il était plus éméché, plus affolé par la soirée et étrangement enclin à tirer les marrons du feu.

— Qu'est-ce que vous faites, ce soir?

Il pensa aussitôt à l'argent, aux verres, au dîner à payer, à la soirée. Les parents de Bénédict étaient riches, mais ce n'était pas une raison. Bah! tout s'arrangerait. Et puis, si quelqu'un n'était pas content, il le dirait. Il aperçut, à travers l'alcool, que les préjugés étaient près de le reprendre. La guerre n'avait pas brisé les liens ; son égoïsme, sa convoitise, sa cupidité pourraient battre en retraite devant le qu'en dira-t-on.

La question fit beaucoup rire les deux femmes, à cause de la réponse qu'elles allaient faire :

— Nous allons aux Français, voir l'*Élévation*, de Bernstein.

— Sans blague, s'exclama Bénédict.

— Ça doit être drôle, répondit la belle grosse. On les emmène? demanda-t-elle à son amie. Nous avons une loge.

— Bien sûr, dit l'amie qui avait une sorte d'accent anglais et qui s'amusait d'une façon plus détachée.

Gilles entrevit que cela pouvait être des femmes de théâtre.

— Pour rien au monde, je n'irai aux Français, cria encore Bénédict. Mais enfin, si vous avez une loge, on peut s'arranger.

La belle grosse reçut son regard bleu et rit de toutes ses dents. On but et on bavarda beaucoup, on mangea aussi. Les hommes ne se souciaient pas beaucoup de savoir qui étaient les femmes, et réciproquement.

Le moment de l'addition arriva.

— Il est près de neuf heures, il faut partir.

Gilles se préparait sottement à payer. Sans doute Bénédict se rappela-t-il ses confidences de l'hôpital, qu'il n'avait pas d'argent ; ou bien agit-il pour le principe. Mais au moment où la plus vieille des deux femmes mettait un billet dans l'assiette qu'on avait posée devant elle avec l'addition, il avança d'une table à l'autre deux doigts et fit passer le billet dans une autre assiette où était leur addition à eux. La femme rit à peine et posa un autre billet, en disant :

— Je me demande si celui-ci va rester.

Gilles, suffoqué, admira beaucoup.

On rit, puis on se transporta aux Français.

Dans le taxi, Bénédict et la belle grosse s'embrassèrent aussitôt à pleine bouche. L'autre ne plaisait guère à Gilles qui décida qu'il ne lui plaisait pas non plus.

La Comédie-Française était remplie d'un silence sépulcral. Sur la scène, le corps souffrant du soldat était présenté comme une hostie trop éclatante à la pitié dévorante du public. La salle, bien que remplie pour la moitié de soldats et de parents de soldats, s'extasiait. Ce qui la scandalisa, ce furent les ricanements partis d'une loge où l'on voyait des femmes de

mauvaise vie et des soldats trop élégants et railleurs pour n'être pas des embusqués de haut vol.

Gilles avait envie de la belle grosse ; mais elle regardait surtout Bénédict. Elle regardait pourtant Gilles aussi avec curiosité ; elle ressentait peut-être un certain mécontentement qu'il ne luttât pas avec Bénédict. Gilles avait trop rêvé dans les tranchées et il retombait dans son pli ; toutefois, il prit les regards de la belle grosse comme une invite à être poli avec l'autre ; dans la pénombre, cela devenait plus facile. Il s'efforça de l'embrasser, elle lui accorda une bouche experte et réticente. Tour à tour les deux couples s'occupaient d'eux-mêmes et de la pièce. C'était une alternance de baisers, de murmures et de ricanements que combattait de temps à autre, venus de la salle, une vague de « chut » indignés.

Les « chut » furent soudain couverts par les sirènes d'alarme dans la rue. Un raid.

Gilles et Bénédict s'esclaffèrent.

— Une bombe au milieu de cette... pièce héroïque, s'exclama Bénédict, ce serait trop beau.

Il y a toujours un moment où un pacifique veut du sang.

— Si on allait voir dehors ce qui se passe.

Ils partirent. Le ciel n'avait l'air de rien, narquois. On entendit une explosion quelque part. Gilles se rappela une phrase toute faite : « Les dieux sont impassibles ». Une autre : « Dieu est un pur esprit ». L'idée de Dieu avait pris pour lui une singulière réalité, cette réalité qu'il lui cherchait en vain au collège, quand il s'acharnait à prier. Les prêtres avaient su lui faire comprendre ce qu'était la vertu, un effort contre tout, mais ils n'avaient pu lui faire comprendre Dieu. Pour lui, maintenant, c'était un mystère atroce, palpitant et palpable, qui n'était pas dans le ciel, mais dans la terre.

On tint conseil. Où allait-on aller ? On avait soif.

— Oh ! nom de Dieu, s'écria Bénédict, j'oubliais qu'on m'attendait. Écoutez, j'ai une amie charmante qui m'attend chez elle. Allons la voir.

— Ce n'est pas nous qu'elle attend, fit la belle grosse d'un air mordu.

— Elle sera ravie. Vous verrez. Elle a du whisky, du champagne, un tas de choses.

L'alerte finit très vite et on s'enfourna dans un taxi, où Bénédict et la belle grosse se dévorèrent encore. Plus tard, on arriva dans une rue du faubourg Saint-Germain, une rue digne et morne. Cela pouvait être la rue de l'Université. On sonna, on fut dans de la pierre froide et sonore. La petite troupe devint soudain silencieuse. Bénédict craqua des allumettes et trouva la porte de l'escalier dans un fracas de bottes.

En passant devant la concierge, il cria un nom qui jeta aussitôt de la gêne et de la révérence chez les autres, cependant que l'électricité jouait.

— Madame de Membray.

On monta un escalier large, lent.

— Je ne suis pas sûre que ce soit très drôle. Je n'aime pas beaucoup les visites, dit l'autre femme.

— Moi non plus, s'empressa de renchérir la grosse que Bénédict serrait à la taille et qui s'en écarta un peu, effrayée.

— Moi, je ne continue pas, fit soudain l'autre.

— Continuons, exigea Bénédict d'une voix altérée, mais obstinée.

L'électricité s'éteignit. Sur un palier, à la lueur d'une allumette, on vit une porte entr'ouverte.

On entra dans un appartement obscur comme toute cette maison. Bénédict tourna un bouton. On admira la hauteur des plafonds et la majesté des meubles.

Gilles ne comprit pas pourquoi les femmes, tout d'un coup, ne songèrent plus à reculer et avancèrent, fascinées. Bénédict ouvrit une porte et on tâtonna de nouveau dans le noir. Bénédict murmura d'une voix plus altérée.

— Je vous en prie, sur la pointe des pieds.

La recommandation était inutile.

Bénédict ouvrit une porte. Tandis que les autres s'attardaient sur ce nouveau seuil, il avança vite et en ouvrit encore une autre. Alors, dans cette dernière chambre, on entendit une femme s'exclamer sourdement et la lumière se fit.

Une femme plus qu'à demi-nue se dressait sur son lit. Ils virent ce sein surpris et ce visage ahuri, et en même temps, dans la chambre où ils s'étaient arrêtés, deux enfants endormis. Ce sein de mère. Les deux femmes écarquillèrent les yeux, avec une curiosité furibonde pour le corps d'une

autre femme, son intimité, sa faiblesse. Puis elles s'avisèrent d'en vouloir à Bénédict. Cependant, la femme qui avait crié : « C'est toi » avait bondi et fermé la porte ; ils se retrouvaient dans le noir avec les enfants, qui allaient se réveiller. Ils se tinrent immobiles, les uns contre les autres, une seconde ; puis, pris de panique, revinrent en arrière avec hâte, jusqu'à l'antichambre.

— Ce n'est pas permis, dit l'autre femme.

— Quel type, roucoula la belle grosse épouvantée, mais d'autant plus séduite.

Sur ce, les pompiers recommencèrent leur sérénade.

On descendit l'escalier parmi les locataires qui se précipitaient à la cave.

— Allons à la cave, ça va être drôle, déclara Bénédict qui était enchanté du scandale qu'il avait causé dans les cœurs.

Toute la société du faubourg Saint-Germain se trouvait dans cette cave, seigneurs et valets. Et bientôt les enfants que là-haut ils n'avaient pas réveillés parurent, poussés par leur mère. Madame de Membray était belle, mais il y avait en elle une sévérité dérangée qui faisait peine à voir.

Bénédict souffla à Gilles :

— Elle a été mon infirmière. C'est une raseuse.

Tout le temps que dura l'alerte, elle demeura debout, non loin d'eux, sans parler, serrant ses enfants contre ses cuisses. Bénédict commença de lui parler. Elle répondit à haute voix :

— Venez me voir demain ; ce soir, je n'ai pas envie de vous parler.

Le ton blessé apitoya Gilles. Il tombait dans un état de dépression causée par la baisse de l'alcool, l'ennui de cette cave aristocratique, la fatigue de suivre sa bande, la sottise de ces raids d'avions qui n'avaient d'autre résultat pour les Allemands que de rendre le défaitisme parisien impossible. Le soupçon que les Allemands étaient plus bêtes que les Français l'attristait. Il s'approcha de la dame et murmura :

— Ce raid d'avions nous avait affolés, tous ; nous ne savions plus distinguer entre la cave et le grenier.

— C'est horrible d'aimer qui on méprise, répliqua au bout d'un instant la dame, avec un abandon qui toucha Gilles.

Cependant, il s'enfuit bientôt avec les autres.

Décidément, on avait soif et l'on se rendit dans un de ces hôtels louches où l'on pouvait boire à cette heure-là, en dépit de toutes les interdictions. Il fallait prendre une chambre, ce fut là qu'on leur apporta du champagne. Ils se mirent à boire sérieusement, en se regardant les uns les autres de plus près, d'un air désabusé. Gilles se demandait pourquoi il était venu à Paris et il projetait de repartir le lendemain matin pour la campagne, là où florissaient les obus et cette mort qui est vraiment le grand intérêt de la vie.

Tandis que l'autre femme avait l'air fort préoccupée de quelque chose qui se passait ailleurs, la grosse belle buvait beaucoup et, assise sur les genoux de Bénédict, elle roulait dans ses bras.

— Et moi? Je ne vous plais pas?

Gilles demandait ça à l'autre, du bout des dents, sans la toucher.

— Je suis préoccupée. Il y a quelqu'un qui m'attend, il faut que je rentre.

— Pourquoi lui demandez-vous si vous lui plaisez, puisque nous ne vous plaisons pas ?

C'était la grosse belle qui parlait, et qui étonnait Gilles. Bénédict releva la tête, perplexe. Toujours assise sur ses genoux, elle lui tournait le dos et regardait Gilles d'un air vexé.

— Mais moi, je te plais, cria Bénédict, qui, écartant les genoux, la fit choir par terre.

Elle regarda encore, par-dessus l'épaule de Bénédict, Gilles qui s'étonna. Pourtant, il revint à l'autre :

— Voulez-vous que je vous raccompagne? demanda-t-il.

— Non, je reste encore.

— Oui, reste, je vais me mettre nue. J'ai envie d'être nue, cria la grosse en s'arrachant avec force à Bénédict et en se relevant.

Elle regarda Gilles avec des yeux ivres, où vacillait une provocation fatiguée, mais obstinée.

Bénédict la tança. Il découvrait que Gilles l'avait intéressée toute la soirée.

La grosse retira d'un geste pâteux, mais soudain prompt, la robe qu'avait froissée Bénédict. Une chemise. Elle était nue. Comment une femme peut-elle être si grosse et si fine? Elle dit d'un ton soudain dramatique :

— Mon amant a été tué. Je suis une salope.

— Et moi, éclata l'autre soudain, il y a un homme qui repart demain au front et qui m'attend à l'hôtel. Je ne l'aime plus.

Gilles et Bénédict se regardèrent. Ils rirent comme des collégiens qui font leurs écoles de cynisme. Puis ils frissonnèrent, en pensant à l'amant mort. Gilles préférait si visiblement une pensée de mélancolie à un acte de joie que, jalouse, la grosse lui dit :

— Je te plais ?

Gilles regarda avec épouvante ce corps magnifique, plein, bien cuit comme un pain.

Elle expliqua :

— Je viens de passer deux mois en Tunisie avec mon amie. Elle a été épatante, elle m'a consolée. J'ai eu beaucoup de chagrin, mais maintenant j'ai envie de vivre.

Ses seins étaient inhumains de beauté, de plénitude, c'étaient des seins de déesse, où passe toute la force de la nature.

— Voulez-vous que je vous raccompagne ? dit Gilles.

— Oui, dit l'autre femme, qui soudain fut très triste et le regarda avec affection.

Avec affection, mais pas du tout avec amour.

Gilles et elle partirent. Gilles voulut chercher un taxi.

— Non, je suis à côté, au Crillon. Allons à pied.

Ils étaient près de la rue Scribe et ils suivirent la rue Tronchet, la rue Boissy-d'Anglas. Elle ne disait rien, mais lui donnait le bras. Gilles la regardait de temps à autre. Elle avait l'air morne.

Ils arrivèrent au Crillon. Comme ils tournaient sous la galerie, un officier, qui semblait faire les cent pas, s'avança vivement vers eux. C'était un commandant de chasseurs à pied. Visage fin, mais fatigué et douloureux. Gilles salua. Le commandant répondit machinalement, mais ne le regarda guère. Il n'avait d'yeux que pour la femme.

Celle-ci s'écria soudain avec une rage hystérique, sans se soucier du portier de nuit qui ouvrait la porte :

— Je vous dis que je ne vous aime plus, je ne peux plus, je ne peux plus. Ce n'est pas parce que vous repartez demain...

Gilles resalua et s'en alla.

Que lui restait-il de cette nuit ?

II

Quand Gilles se réveilla, il s'étonna de ne pas avoir froid. Il n'était pas au front, il était à Paris. Hélas, le charme de Paris était rompu ; il avait la bouche amère et il était dans un lieu maudit.

Il sut qu'un corps était près du sien, il perçut une présence indifférente, horriblement indifférente. Il était dans un lieu maudit et une femme maudite était auprès de lui. Elle dormait comme une morte, une morte qui croit au néant ; elle ignorait Gilles, comme une pierre n'ignore pas une autre pierre. Il n'était qu'un soldat, une brute, il était allé se jeter ivre contre le néant. Toute la nuit lui parut une plaisanterie niaise, sommaire. La pièce était noire, mais il savait qu'il faisait grand jour par les bruits qu'il entendait. La femme maudite sentait fort un parfum vulgaire, aussi la sueur, le tabac refroidi. L'odeur dans le nez de Gilles était aussi horrible que le goût dans sa bouche.

Pourtant, il l'avait trouvée belle. Il aimait une telle beauté brute ; il ne pouvait pas se plaindre : elle était plus belle à ses yeux que la grosse belle et l'autre et la dame surprise au lit. Il était donc content de ce côté-là, mais il avait mauvaise bouche, et soudain il souhaita d'être ailleurs, dans un lit où il aurait été seul. Et puis...

Qu'allait-il devenir ? Où allait-il aller ? Où allait-il trouver de l'argent ? Payée cette femme, que lui resterait-il ? Il n'avait pas de famille et il ne regrettait pas de ne pas en avoir. Ce n'étaient pas des choses pour lui. Son tuteur, en mission de propagande au Canada, était lui-même un isolé. S'il écrivait à sa maison en Normandie, la servante aurait peu de chose à lui envoyer. Son tuteur avait un notaire à Paris... mais non, Gilles voulait se livrer au hasard. Au hasard délicieux des rencontres. Il ne s'agissait pas de tendresse, mais de désir. Le désir, la convoitise étaient en lui. De tout. Et de rien. Il fallait trouver de l'argent. Le seul moyen était d'en demander à ceux qui en avaient. Cela était une nécessité certaine, nullement humiliante. Après tant d'obus et d'aplatissements dans la boue, qu'est-ce qui pouvait l'humilier ?

Il repensa aux Falkenberg : il y avait déjà pensé dans le train. C'étaient les seuls gens riches qu'il pût atteindre. Les fils avaient été tués dans son régiment. On ne pouvait rien lui refuser. Il était sûr que l'argent était à la portée de sa main. Pourquoi lui fallait-il de l'argent? Pour manger, pour boire, pour dormir, pour se laver, pour remuer, s'arrêter. Et surtout pour les femmes. Il voulait des femmes qu'on payât. Des femmes perdues pour un homme perdu, des filles pour un soldat.

Il fallait se lever, aller chez les Falkenberg. Il se débarbouilla, s'habilla.

— Tu t'en vas, mon chéri?

Par un réflexe de chienne, la femme émergea du sommeil à demi pendant une seconde. Sa main prit l'argent.

Dehors, c'était la liberté d'aller en tous sens.

Il fut un peu intimidé quand il monta chez les Falkenberg. Il ne prit pas l'ascenseur, il voulait savourer le calme de l'escalier — encore un bel escalier, il y en a de beaux escaliers dans la vie — et surtout sa furtive volonté, sa gêne légère, sa confiance lourde.

Une émotion tendre et heureuse le prenait : il se rappelait qu'il y avait des filles chez les Falkenberg. Il en avait rêvé dans le train, la rêverie revenait. Il sonna. Il avait préparé une phrase pour le domestique. Ce fut une femme de chambre qui ouvrit et qui tressaillit en voyant le numéro sur sa capote. Puis elle se troubla, en le regardant au visage.

— Je voudrais voir madame Falkenberg.

La femme de chambre plia sous le poids des paroles qu'elle avait à dire.

— Monsieur ne sait pas. Madame, monsieur, est morte. Elle est morte après la mort de ces messieurs.

Voilà ce qu'il y avait aussi dans les maisons de Paris. Il ne se sentit plus dans la même ville que la veille au soir.

— Ah!

Il oublia l'argent et fut prêt à s'en aller.

— Mais monsieur pourrait voir mademoiselle.

Quelque chose de trivial et d'énergique revint en lui.

Il était si rassuré qu'il dit : non. Pour jouer.

— Non, je ne veux pas déranger... Je reviendrai.

— Mais non. Je vois que monsieur était au régiment de ces messieurs. Mademoiselle regretterait tant... Qui dois-je annoncer?

— Monsieur Gilles Gambier.

— Ah! oui, monsieur...

On avait parlé de lui dans la maison, on le connaissait.

Il fut introduit dans une bibliothèque. Noble, confortable, tiède et triste. Au pied d'un fauteuil, une chancelière bayait. Il pensa au père, M. Falkenberg, un des plus grands hommes d'affaires de Paris. Soudain, il pensa qu'il était chez des Juifs. Il n'avait jamais connu de Juifs avant les fils Falkenberg. Gilles dévorait tout des yeux et il était aussitôt repris de l'envie de lire. Il avait lu autrefois, éperdument, il n'avait pas même cessé de lire au front, dans les hôpitaux, dans la boue, le froid, parmi les beuglements du troupeau, le retournement de la terre piochée par les obus. Il repensa à la tranchée de deuxième ligne où avant-hier il lisait Pascal. C'est bon de lire, c'est un immense plaisir tranquille, la grande abolition de la vie. Ces livres rangés de toutes parts, quelle harmonie, quelle paix!

La porte s'ouvrit. Gilles se tendit dans une soudaine violence d'espoir, de désir, à tout hasard. Gilles fut enchanté.

Un visage s'avançait vers lui. Un visage lumineux. Tout y semblait vaste, parce que la lumière y régnait. Gros yeux, front découvert, prolongé par une chevelure d'un noir éclatant. Avec tout cela faisait contraste une bouche épaisse, sombre, qui était comme une allusion enfantine à la volupté. Ce ne fut qu'au bout d'un moment que Gilles perçut que sous ce visage il y avait un corps, un corps frêle. Le buste était délicat, les jambes fines.

D'une seconde à l'autre, l'éclairage de la vie changeait. Lui qui était un homme du front, privé de tout à jamais, un homme de solitude, d'indifférence, de fuite, lui qui n'était venu là que pour se saisir d'un billet léger et s'en retourner à sa rêverie, il était saisi, cloué. Cloué par le désir. Toute cette chose lumineuse était intelligence et argent.

La certitude entrait en lui aussitôt et violentait son caractère, que tout cela pouvait être à lui.

Elle s'avançait, une mince personne, bouleversée et tendue.

Ce fut en vain qu'un sourire gauche, naïf, absolument pas contrôlé parut pouvoir déranger la lumière du visage : il y manqua. La voix était trop haute, mais si livrée. Avec les mots français, le léger exotisme du visage devint tendrement familier.

— Bonjour, monsieur.

Gilles se rappela alors qu'il y avait quelque chose de douloureux sur ce visage au moment où il était apparu dans l'entrebâillement, ce quelque chose qui revenait tandis que les yeux sombres se fixaient sur l'uniforme, sur le numéro de son col.

Elle était mal habillée. Cela faisait un deuil pire que son deuil. Et pourtant cette austérité troublait Gilles, car elle ne pouvait rien contre une peau si fraîche, si absolument pure. Cette peau faisait un constraste prodigieux, sans qu'il y pensât, avec la peau sale de la fille d'avant.

— Jacques et Daniel me parlaient de vous, surtout Daniel.

Elle ne pleurait pas ; sa figure se durcissait.

Tout d'un coup Gilles entendit sa voix, sa propre voix éclater :

— Je ne suis pas venu pour vous parler d'eux, je suis venu pour vous demander de l'argent.

Il s'arrêta, et il était surpris, mais nullement épouvanté. Il avait le goût du désastre et aussitôt acceptait l'idée de ne plus voir cette lumière et de s'enfuir tout seul dans des rues où les visages n'ont pas de nom.

Dans une arrière pensée féline, il se disait aussi qu'il venait de frapper un coup de maître.

En effet, la jeune fille ne s'étonnait pas. Le visage lumineux s'ouvrait davantage.

— Ah ! oui, bien sûr.

Elle trouvait ça naturel et ne s'y arrêtait pas. Elle le regardait avec un intérêt immense.

Il ne pensa plus à l'argent, il fut tout à ce visage lumineux.

Il se renversait vers lui et se donnait à la seconde même, sans la moindre réserve, avec une ingénuité effrayante. Dans cet appartement ravagé par le silence, il y avait une telle panique d'abandon, que Gilles dut concevoir qu'il était soudain maître d'une âme et d'une grande fortune. Il se marierait sans doute avec cette fille. Il était un homme ma-

rié. Il repensa avec délice à son angoisse la veille au soir autour de ses 100 francs. Car, maintenant, il lui semblait qu'il y avait eu de l'angoisse autour de ses 100 francs, en dépit de sa fanfaronnade d'apprenti aventurier.

Il entendit cependant sa voix, sa propre voix faire encore des siennes.

— Vous avez une sœur?

Si elle avait dit : oui, une fringale d'inconnu aurait rebondi en lui. Mais elle dit : non, et il se trouva beaucoup plus riche. Fille unique.

Ils parlèrent des deux frères tués, et il voyait avec une dilatation, une hilarité extraordinaires de toutes ses fibres cyniques qu'elle les enterrait avec lui une seconde fois. Ils enterraient ses frères ; ils en parlaient presque tout de suite avec trop d'intelligence, de détachement. Il y avait déjà entre eux une complicité. Toutefois, cette complicité ne dépassait pas une certaine limite. Était-ce son innocence? Était-ce un reflet froid dans le regard de Gilles qui l'arrêtait sans qu'elle le sût? La jeune fille ne semblait pas savoir comme sa bouche frémissait.

— Je suis seule, seule avec mon père... Oui, je travaille, je fais de la biologie.

Gilles frémit. Ce mot austère constrasta encore plus fort que la robe grise avec les belles dents, la bouche de pourpre. Soudain, il eut envie de mordre à cette bouche le mot biologie.

Il repensa à la fille de cette nuit et il eut peur ; il était sale, il aperçut un abîme entre elle et lui. Peut-être cette nuit avait-il attrapé une maladie, autre fatalité du soldat. Brusquement, il songea à s'en aller. Il se leva très soudainement.

Comme l'enfant avait peur, comme son visage se contractait, il balbutia :

— Vous me permettrez de revenir vous voir.

— Oui, mais oui. Je suis là souvent : je travaille, je n'aime pas sortir.

Il lui avait serré la main et il filait. Elle demeura décontenancée, ravie et déchirée.

Gilles se retrouva dans la rue, sans argent. Il pesta un peu contre la prodigieuse insouciance des gens riches, mais il lui fallut aussi pester contre la sienne. Insouciance? Non,

enchantement. Dieu merci, il s'était passé quelque chose qui lui avait fait oublier l'argent. Remonter l'escalier? Cela lui parut encore plus que discordant, fatigant ; après une démarche aussi heureuse et aussi décisive, il pouvait se reposer. L'argent viendrait tôt ou tard par le commerce le plus noble avec cette personne délicate ; l'argent viendrait avec le bonheur. En attendant, le bonheur était déjà là.

Il alla vers l'avenue du Bois. Il était léger, et rempli de l'enthousiasme le plus fin. Il se baignait dans la pureté de cette jeune fille. Plus aucune lourdeur sensuelle.

Dans la grande avenue, il vit marcher d'autres jeunes filles brillantes et fières. La première sensation qu'il avait éprouvée, quand elle était entrée dans la bibliothèque, se rabattit sur lui, plus violente. Il était assailli par l'urgence de la conquête. Lui qui, deux jours plus tôt, sommeillait sur la paille humide d'un abri, libre de tout souci et de tout effort, il était maintenant ravi à un autre monde. Ravissement terrible, douloureux. Les beaux livres de M. Falkenberg, les dents éclatantes de sa fille, ses mains fragiles, le calme hautain du grand appartement, l'argent dans les banques, tout cela violentait la souveraine indifférence de son cœur. Il faudrait prendre tout cela ; le dérangement lui faisait mal, était insupportable. Déjà, il s'épouvantait d'avoir quitté la jeune fille. Tous ses nerfs vibrèrent à l'idée qu'en la quittant il l'avait peut-être perdue, qu'elle allait lui échapper. Elle allait se reprendre, on allait la lui reprendre. Elle appartenait à un monde qui n'était pas pour lui. Tout allait rentrer dans l'ordre. Il ne voyait plus partout que cruautés, menaces, inexorables condamnations. Il frissonna et les larmes lui vinrent aux yeux, il eut pitié de lui-même comme au front dans les débuts. Tout ce qu'il voyait contribuait tour à tour à creuser sa blessure et à l'effacer. Pour une seconde, il était charmé par une passante, et c'était une promesse de bonheur. Puis, de nouveau, l'idée de bonheur était écrasante. La lumière et le froid avaient des pointes agaçantes. L'avenue du Bois, loin de la guerre, assez large pour que la masse de ses ramures noires restât basse sous un grand ciel calme, ouvrait sa perspective courte. Avant la guerre, il s'y était parfois promené, se refusant avec un effroi passionné à ce piège où il revenait.

Après tant de rafales, il s'attardait de nouveau à considérer le monde des riches : femmes, enfants, chiens, chevaux, arbres, et les gens du peuple qui sont attachés au monde des riches, balayeurs, sergents de ville. Gilles n'était pas insensible à la présence des pauvres, mais il accordait avec volupté la suprématie aux riches. La paix se confondait avec la richesse. Bien des choses s'emmêlaient énigmatiquement à la richesse : surtout la sagesse hautaine et douce qui se marquait en lettres d'or sur les livres de M. Falkenberg, précieusement reliés. L'or des titres revenait sans cesse devant ses yeux. C'était la même substance qui faisait cette fourrure exquise au cou de cette jeune femme. Il y avait les jeunes femmes et ces grands arbres de luxe, si bien soignés, qui arrondissaient leurs dômes dans la quiétude domestique. Quel contraste avec les arbres de Verdun ! L'injustice s'étalait partout, souveraine, sereine.

Gilles oublia un peu son angoisse, il était pris dans le rythme de va-et-vient des promeneurs et des promeneuses, dans le réseau de leurs regards, de leurs gestes, de leurs sourires. Il se tenait très droit et il voulait croire qu'il ne manquait d'aucune élégance.

L'angoisse revint. Tout cela même, s'il le tenait, ne serait jamais à lui. Il serait toujours étranger dans ce monde installé depuis toute éternité dans son aisance. Pourtant, elle, elle n'était pas comme les gens de cette avenue. Elle montrait la gaucherie que cause l'intelligence et par là elle pouvait sympathiser avec lui, le comprendre, le soutenir.

— Vous pourriez saluer, jeune homme !

Une main le saisissait par la manche. Gilles sursauta, par réflexe militaire. Sa main sauta à son képi, tandis qu'il se retournait.

— Ah ! docteur...

C'était le docteur Vaudémont, un vieil ami de son tuteur, qui le tirait de sa rêverie par la manche.

— Je te dérange ? railla encore la voix blanche.

Sous le vieux képi à quatre galons ternis, Gilles reconnaissait ce visage austère, ironique et passionné.

— Eh bien ! mon petit, il y a quelque temps que tu es là-bas ?

— Oui, répondit Gilles, avec un frisson soudain.

— Et pas d'anicroches?

— Oh! non. Si...

Gilles montrait distraitement son bras gauche.

Le chirurgien lui demanda des nouvelles de son tuteur.

— Comment va le vieux Carentan?

— Il est au Canada, en mission de propagande.

— Carentan, à la propagande!

Le chirurgien avait souri sarcastiquement. Et Gilles s'était rappelé deux ou trois conversations entre les deux hommes, avant la guerre, qui l'avaient frappé profondément. Les deux hommes se connaissaient depuis toujours et s'estimaient définitivement, sans aucune aménité. Ils discutaient des choses divines. Le chirurgien, catholique pratiquant, semblait l'esprit le plus sceptique du monde. Il parlait de la science avec un agacement bougon, comme d'une chose délicate et absurde, qui faisait autant de mal que de bien et il se fermait avec rage aux spéculations occultistes de Gildas Carentan qui, dans son grenier bourré de livres, évoquait dans un concert subtil et mystérieux tous les dieux autour de Dieu. Quand le chirurgien s'en allait, Gilles s'étonnait d'entendre Gildas Carentan dire de cet homme si caustique :

— C'est un cœur exquis.

Le chirurgien était malheureux en ménage. Il gagnait beaucoup d'argent que sa femme et ses enfants lui arrachaient pour leur luxe. A l'hôpital, ses disciples et ses malades adoraient avec effroi et pitié un prodigieux artisan de guérison, qui semblait douter du bien qu'il faisait et n'en retirer aucun adoucissement à sa sécheresse. Carentan ajoutait :

— Il va à la messe, très tôt, tous les matins. C'est là sans doute que son cœur crève.

Le chirurgien, cependant, lâchait le bras de Gilles, si maigre, sa main morte.

— Carentan, en propagandiste! Cette guerre persécute l'esprit comme le cœur. Je ne vois pas ce qu'il peut dire aux Canadiens.

Il ressaisit le bras de Gilles qu'il tâta d'une main sûre. Son œil redevint soudain froid.

— Quand as-tu eu ça?

— Il y a trois mois.

— Où? Comment?

— Un gros colt, dans un coup de main.

— Et ensuite?

— Pas de plaie, je n'ai pas été évacué. A l'arrière seulement.

— Les imbéciles.

— Quoi?

— Mon petit, si on ne t'opère pas, tu auras le bras paralysé.

Un quart d'heure après, Gilles, transfiguré, entrait au *Fouquet*. Il allait être hospitalisé à Paris, à la fin de sa permission et, en attendant, il avait de nouveau 100 francs dans sa poche que Vaudémont lui avait offerts, devinant les besoins du soldat. C'était aussi la première fois qu'il entrait dans cet endroit qui lui semblait, tout comme *Maxim*, un paradis où l'on ne pouvait coudoyer que la fine fleur de l'aristocratie. Il fit un énorme déjeuner, but deux cocktails et une bouteille de Corton. Il regardait tout le monde avec gratitude. Contemplant de magnifiques aviateurs, il regretta de n'avoir pu, à cause de sa maladresse, entrer dans leur arme, où l'on pouvait combiner le risque et le luxe.

Son regard revenait sur une femme. Il n'oubliait pas la petite Falkenberg; par moments il se reposait doucement sur son sein dont il avait remarqué qu'il était d'une forme ravissante, mais modeste. Même, plus il buvait, plus il avait le sentiment intense de l'existence de la jeune fille. Cette existence était un point, un point exquis, miraculeux, où brillait une gloire d'intelligence, de tendresse, de dignité, mais c'était un point. Tandis que la femme sur laquelle revenait son regard était une figure de plus en plus considérable. Elle étalait ce mérite qui, chez les filles, fascinait Gilles : cette générosité de la viande qui pouvait lui faire croire à la générosité de la vie. C'était sans doute pourquoi il ne remarquait pas les bourgeoises, en général d'un gabarit plus mesuré. Pourtant, il savait bien que cette générosité n'était qu'une apparence, et que les filles étaient entièrement vouées, comme presque tout le peuple dont elles sortaient, à la mesquinerie bourgeoise. Sur celle-ci comme sur les autres régnaient la propreté, la décence, la placidité. Aussi ses œillades faisaient une allusion peu croyable à la licence. Plutôt que de la suivre,

il préféra retourner chez les filles, où il avait fini la nuit. Là, un parfait mécanisme excluait tout froissement. Tout était ordre, silence. Un peu comme dans la bibliothèque de M. Falkenberg.

III

Les parents de Myriam Falkenberg étaient riches et avaient cru prendre grand soin de son éducation. Mais, ils ne s'aimaient pas et ne l'aimaient pas. Sa mère n'aimait pas plus son père qu'aucune autre personne au monde. D'abord, elle avait voulu être riche ; ensuite, faire de la peinture ; puis, connaître des duchesses ; plus tard encore, être pauvre (cela consistait à fréquenter de riches ministres socialistes). Elle admirait qu'un homme fût un grand médecin, ou fît un grand voyage ; mais l'être sensible derrière la parade des gestes, elle l'ignorait. Comme l'astronome prêt à tomber dans un puits, elle était éblouie par un firmament de signes sociaux. Elle s'était tôt désintéressée de sa fille qui ne saurait pas acquérir une situation brillante. Ses deux fils, qu'elle préférait, elle ne les avait pas plus approchés. Toutefois, elle avait jugé convenable de mourir de chagrin quand leur nom avait paru dans la liste des morts, au *Figaro*.

M. Falkenberg, ayant conquis une position dominante dans plusieurs grosses affaires, avait quelques curiosités que n'ont pas, en général, les hommes d'affaires. Mais cet homme, qui aimait les femmes et qui avait un goût libéral de la vie, avait un jour décidé de se marier et s'était ainsi condamné à trente ans de tortures. Il avait cru pouvoir se lier impunément à une créature qu'il se savait incapable d'aimer ; ayant fait preuve d'insensibilité dans son choix, il avait ensuite payé de toute sa sensibilité cette défaillance ; il se détestait et se méprisait d'avoir commis une pareille erreur. Il avait aussi aimé plutôt ses fils que sa fille. Myriam ne fut pas chérie. Personne autour d'elle ne se soucia de son cœur qui s'enferma dans une écorce. La future femme en elle n'avait reçu aucun accueil et n'avait pas été attirée sur des objets gracieux ; elle fut livrée à la seule intelligence. Quand elle se plaignit plus tard de ses parents,

ce ne fut que de leur incompréhension intellectuelle ; elle ignorait autant qu'eux son cœur et ses griefs.

Les deux frères de Myriam étaient inégalement doués. L'aîné, sans moyens et paresseux, aurait été charmant s'il s'était tout à fait accepté ; mais il cherchait dans un humour laborieux et grinçant une compensation aux grandeurs dont l'absence, somme toute, le gênait si peu. L'autre était doué, mais une sensibilité erratique retirait sans cesse à son intelligence l'objet qu'elle venait de lui imposer. La mort qu'ils avaient trouvée dès le début de la guerre convenait à peu près à l'aîné, moins au cadet, destiné à l'intrigue et au succès, selon la fatalité si monotone et si stérile de sa race. L'aîné aimait Myriam, qui se consolait un peu près de lui de l'indifférence de son père et de sa mère. Le cadet déjà n'aimait pas les Juives.

Myriam n'eut pas d'amies intimes. Elle, qui avait été arrêtée dans sa pleine croissance par le manque de tendresse, reculait devant la fadeur des attendrissements féminins. Elle était attirée par la virilité ; par une fausse conséquence, elle s'attacha à l'une de ses maîtresses, esprit sec, qui lui prêcha le féminisme, la forme la plus fâcheuse de la prétention moderne. Cette mademoiselle Dafre eut l'influence la plus pernicieuse sur Myriam. Laide à faire peur, elle lui offrait des maximes d'austérité et de solitude comme si Myriam devait être laide aussi. Alors que son visage commençait à être visité par la lumière, Myriam, par imitation, se tenait mal, s'habillait mal ; elle ignorait les grâces, les plaisirs, les élans de la coquetterie. Les destinées des hommes et des femmes se faussent si vite qu'on a peine à ne pas imaginer un dieu jaloux, un dieu qui, après avoir créé, se raviserait et briserait dans sa créature l'élan vers la perfection qui s'accomplit dans les plantes et les animaux.

Après la mort de sa mère, Myriam prit grand soin de son père, mais elle ne surmonta pas sa propre rancœur, ni l'idée qu'il se faisait d'avoir tout perdu en perdant ses fils. Elle commençait à voir un peu de monde à la Sorbonne, où elle avait passé une licence de chimie et travaillait maintenant dans un laboratoire : garçons et filles admiraient ce cas, encore assez neuf, d'une personne si riche et si jolie qui travaillait.

Son visage devenait beau. Ses traits, qui n'étaient pas par-

faitement réguliers, étaient égalisés et magnifiés par la lumière.

Les jours qui suivirent leur rencontre, Gilles vécut en extase devant Myriam. Lui, qui n'avait jamais senti qu'indifférence et dédain pour les puissances, leur accordait tout d'un coup à travers elle une grande vénération. Il relevait la tête avec fierté en se disant que ces puissances mystérieuses et hautaines se penchaient vers lui et l'élisaient. Cette petite personne, timide et frêle, était pleine de majesté. Il admirait ses dents si blanches comme une substance précieuse. Tout ce qu'elle disait lui semblait lourd de la science du monde, des affaires, des secrets d'État que possédaient les siens. Il y avait un peu là-dedans de l'enfantine terreur des chrétiens devant les Juifs. Il ne vit plus du tout Paris avec les mêmes yeux, il ne fut plus un corps perdu, livré aux convoitises les plus basses et les plus modestes. Il fut entretenu dans cet état d'âme par une parfaite pauvreté. Ayant pris une misérable chambre d'hôtel, il utilisait les derniers francs du docteur à ne pas mourir de faim.

Il passait de longues heures avec Myriam, mais c'était à peine s'il l'embrassait. Il éprouvait un désir physique qui lui donnait des vertiges autant que la faim, mais il n'imaginait pas qu'il fut permis de le satisfaire avec une jeune fille. Et les choses qu'elle représentait, qu'elle lui offrait étaient si nombreuses et si désirables qu'il en oubliait son corps.

L'adolescence de Gilles avait été indifférente aux privations, occupée par les jouissances qui, mises à la portée de tous, ne sont goûtée que par quelques ombrageux : les livres, les jardins, les musées, les rues. Ayant rêvé à distance des autres biens de ce monde, il se trouvait tout à coup près d'eux et il en recevait un coup inattendu. Sa nature passive était bouleversée, retournée. L'entrée des choses en lui faisait naître une violence tardive et irritée. Il voyait avec dépit que l'ambition, le triomphe n'avaient été que des thèmes qui ornaient sa rêverie à propos d'une statue, d'un morceau de musique ou d'un roman ; l'art ne lui en avait rien livré.

Myriam, de son côté, désirait éperdument Gilles, mais les premiers baisers suffisaient à son innocence qu'ils accablaient même. Elle voyait une marque d'amour dans le

respect qui les arrêtait. Ivre de félicité, elle ne songeait pas au plus ou au moins.

Cet état de choses dura bien deux ou trois jours. Gilles s'était flatté qu'il durât jusqu'à son entrée à l'hôpital. Mais, le soir, il était sans Myriam, qui ne croyait pas pouvoir sortir ni le recevoir. Alors il errait à la porte des cinémas, des bars, des music-halls. Il désira de nouveau les filles et l'argent qui procure les filles. Il ne pensait pas du tout aux femmes autres que les filles, il n'en connaissait pas et ses yeux ne s'élevaient pas jusqu'à elles. Cela lui faisait comme une double vie dont les contrastes lui donnaient le vertige. Tantôt il se promenait avec Myriam dans une grande limousine, pourvue d'un vieux chauffeur fort imposant, ou il était chez elle dans le somptueux petit salon où elle le recevait. Il attendait avec impatience l'heure du goûter, qui faisait le plus clair de son repas avec le petit déjeuner du matin à l'hôtel et quelques croissants ça et là. Tantôt il errait seul dans les rues, tâtant dans sa poche ses derniers sous.

Un soir, Myriam lui proposa de le raccompagner jusqu'à son hôtel, ce qu'il avait refusé avec terreur les premiers jours. Soudain il accepta, pressentant, souhaitant ce qui allait se produire. En effet, quand elle vit la sordide façade, elle comprit.

— Mais... balbutia-t-elle, en le regardant avec honte.

Alors il éclata. En un instant, il rattrapa tout le temps perdu ; il avait peur de n'en pas dire assez.

— Eh bien ! oui, je n'ai pas un sou, je n'avais que ma solde en arrivant. Je n'ai pas fait un repas depuis trois jours.

Il attendait avec une vibration des nerfs qu'elle ouvrît son sac, où il n'y avait rien. Il accepta qu'elle fît un saut chez elle pour y prendre de l'argent : il ne pouvait attendre une minute de plus.

IV

Il entra à l'hôpital et fut opéré. Le bras dans un appareil, il se prélassa dans des draps blancs entre quatre murs blancs. Jouissant d'une chambre à part, il menait la vie qui convenait à sa paresse, à son goût de la solitude, à son sentiment pour

Myriam. Autour de lui tout était blanc, pur, calme. Après le déjeuner, comme il achevait sa sieste, l'infirmière entrait et arrangeait tout pour qu'il reçût mieux Myriam. La plupart des infirmières appartenaient à la colonie américaine dont dépendait cet hôpital élégant de Neuilly. Miss Highland était une grande fille blonde, maigre, mais éclatante de fraîcheur. Parfaitement enclose dans son vêtement blanc, abaissant de vastes cils sur ses yeux un peu globuleux, elle était très attentive, mais très réservée. Tandis qu'elle soignait les fleurs que Myriam avait apportées la veille, Gilles pensait qu'elle méprisait Myriam parce que celle-ci était timide, habillée sans élégance. Il ne songeait pas à la désirer, la croyant aussi interdite que la Vénus de Milo.

— Aimez-vous mes disques nègres? demandait-elle. Je croyais que vous ne les aimiez pas. Mais vous en avez joué longtemps, hier. Alors?

Il avait d'abord pensé que cette musique aurait le tort de rompre son silence, faisant une allusion troublante à des lieux et à des plaisirs inconnus ; mais il avait trouvé fraternels ces rythmes naïfs où se confondaient le désespoir et la joie de vivre. De la même façon, il jouissait de ses pensées sans les fixer et des signes printaniers qui atteignaient sa fenêtre : une branche tachetée de vert tendre, un jet de soleil. Il se complaisait dans les soins des femmes, la gentillesse des voisins qu'il tenait à distance, les livres feuilletés, les fleurs, les longs sommeils. Les journaux apportaient des contrastes pervers. La nuit, il couchait en plein air sur une terrasse. Des plaintes distantes évoquaient d'une façon ouatée le souvenir du front, l'angoisse de ne pas y être, l'angoisse d'y retourner.

— Vous dansez? demandait miss Highland. J'ai été danser, hier au soir.

— Où?

Elle dit un nom, inconnu de Gilles.

Il ne savait pas danser, il ne savait rien faire de ce que font les gens qui ont toutes les aisances. Il regrettait, puis se résignait dans une délectation qui ne restait pas longtemps morose.

Elle n'insistait pas. Elle regardait les livres sur sa table de nuit avec de l'étonnement et de la circonspection. Elle

lui racontait les histoires des autres blessés avec beaucoup de naïveté. Elle était fière de ses blessés comme elle devait l'être de ses chiens, de ses chevaux ; elle étendait à eux sa joie de vivre et de posséder.

Soudain, elle disparaissait. Elle prenait grand soin de s'en aller avant que Myriam n'arrivât.

Gilles attendait Myriam. Il oubliait de nouveau Paris et ce qu'il y était venu chercher : la foule des femmes, les femmes de la foule. Dans ces draps blancs il avait retrouvé la pureté. Il y avait eu l'opération, le choc de l'opération, la souffrance, il ne restait qu'un peu de gêne, même plus d'insomnie. Il pouvait d'autant mieux se laisser aller à sa dilection spirituelle de Myriam. Toutefois il n'aimait pas le moment où Myriam entrait parce qu'elle marchait avec gaucherie et que ses robes de demi-deuil étaient toujours laides. Son sourire timide, un peu humble à miss Highland, quand, le premier jour, celle-ci s'était laissé surprendre, le gênait. Dès qu'elle était assise, que la porte était refermée, qu'il était seul avec elle, il était repris par elle.

Ils ne parlaient pas d'amour. Lui, du moins, n'en parlait pas et elle le suivait volontiers ailleurs. Ils lui parlait d'idées et elle l'écoutait avec une dévotion ardente. Elle ignorait les hommes. Les camarades de travail étaient laids, négligés, peu soucieux d'amour. Elle n'avait jamais rêvé d'hommes beaux et élégants. Or, Gilles, qui n'avait aucune beauté, montrait une sorte d'élégance naturelle. Ses traits étaient irréguliers, mais leur assemblage faisait un charme. Qu'il fût plaisant en même temps qu'il était intelligent avait surpris Myriam.

Cependant, elle cherchait ses défauts par instinct critique ; elle les acceptait d'ailleurs avec le réalisme des femmes amoureuses.

— Comme vous avez le nez rond, s'était-elle écrié avec joie, la deuxième fois qu'ils s'étaient vus.

A dire vrai, pour le moment elle n'était capable de saisir chez Gilles que les traits extérieurs. Gilles sursautait à ces petits accès inattendus d'âcreté, mais s'emparait avec curiosité du moindre renseignement sur lui-même. Elle se trouvait faite pour lui, elle pensait avoir en commun avec lui le même

goût d'intellectualité. Travaillant beaucoup depuis longtemps, elle n'avait pourtant presque rien lu ; elle était à peu près restée confinée dans la science. Avec l'intempérance de la jeunesse, il répondait tout ce qu'il croyait savoir. Elle croyait pouvoir tout apprendre.

Il lui parlait aussi de ce qu'il connaissait bien : la guerre. L'âpre sincérité de Gilles paraissait d'autant plus remarquable à Myriam qu'elle éclairait des sentiments inconnus d'elle. Dans son milieu, on ignorait toute expérience physique : que ce fut le sport, l'amour ou la guerre.

Après leur première conversation sur ce sujet, elle s'écria le lendemain en arrivant :

— J'ai repensé, toute la matinée au laboratoire, à ce que vous m'avez raconté hier sur la peur et le courage. C'est passionnant, c'est à regretter d'être femme.

— Ne dites jamais cela, s'exclama-t-il avec dépit.

— Cette idée qu'on ne peut jouir vraiment de la vie qu'en la risquant toute, tout de suite, dès vingt ans, dès qu'on est conscient, c'est formidable, c'est ce que je cherchais. Comme une imbécile, je n'avais pas su me formuler ça.

Son visage était si contrasté en comparaison de celui de miss Highland. Mais ce qui finira toujours par paraître dur dans un visage juif, ne fait d'abord que mettre un accent léger, étrange et séduisant sur les douceurs de la jeunesse.

— Oui, je n'aurais jamais su ça, sans la guerre.

— Mais moi, mes frères, mon père... j'aurais dû y penser.

Elle regrettait d'avoir été prise en flagrant délit d'ignorance.

— Mais c'était bien un risque que vous cherchiez, reprit-il avec une flatterie tendre, en vous donnant complètement à votre travail.

Elle lui prit la main, elle vibrait à sa moindre gentillesse.

— Oui, au laboratoire, c'est ce que je cherchais ; je travaillais comme une brute. Seulement je n'ai pas l'idée... comment dirais-je...

— Il n'y a pas de philosophie qui guide vos recherches... Nous pourrions... Évidemment je ne connais rien à votre science. Mais...

— Oh ! maintenant, il y a tant de choses qui s'éclaircissent.

Elle avançait de nouveau la main vers la sienne. Il l'attira vers lui. La blancheur de ses dents le touchait. Mais à cause de son appareil leurs baisers ne pouvaient être que légers.

Ils avaient beaucoup à se raconter. Elle lui racontait son enfance. C'était la première fois qu'elle en parlait ; elle avait souffert sans comprendre ni se plaindre ; elle s'étonnait de découvrir tant de choses dans son passé, et si horribles. C'était à lui qu'elle devait cette lumière. En dehors de ses questions, ses silences quand il écoutait la hélaient. Elle éprouvait un soulagement, une douceur inconnue ; en même temps que son esprit s'ouvrait, son cœur crevait. Il lui apportait la vie. Aussi supportait-elle facilement les petites déceptions obscures que lui valait la grande réserve physique de Gilles.

Elle n'avait pas tant de curiosité pour l'enfance de Gilles. Du reste, celui-ci n'était pas fort loquace sur tout ce qui concernait son passé. Orphelin, il avait été élevé par une nourrice sous la surveillance de son tuteur, M. Carentan, puis tôt enfermé au collège. Elle aurait pu s'émouvoir de ce sort exceptionnel, mais il ne s'en plaignait nullement. Il parlait de sa solitude avec orgueil, comme d'une source rare où il avait bu le dédain de tout ce qui n'était pas son enchantement mystérieux. Elle ne se souciait guère de son origine, elle n'avait pas le sens des choses sociales ; elle jouissait qu'il fût haut placé à ses yeux par ses qualités propres. Elle était plus curieuse du temps où il avait commencé de penser par lui-même. Avant la guerre, il avait connu moins des hommes que des esprits sur lesquels il avait aiguisé son esprit. Seul, Carentan l'avait frappé, comme un caractère, extraordinairement libre. Pour les jeunes, ils avaient tous été tués, sauf un certain Claude Debrye.

Ils parlaient aussi de l'avenir. Si pendant quelques jours, ils n'avaient pas prononcé le mot mariage, ç'avait été par jeu. Gilles se donnait le plaisir de jouer avec cette certitude, mais Myriam attendait dans des défaillances délicieuses le moment où le mot serait prononcé.

Gilles le lança un jour d'une manière assez inattendue. Elle parlait de son père qu'il n'avait pas vu, dont elle avait l'air de craindre un peu l'intervention.

— Votre père, qui ne permettra jamais notre mariage...

Elle pâlit de plaisir.

— Mais non... D'ailleurs, qu'est-ce que cela fait?

Elle pâlit encore, se gonfla de larmes, s'épancha et tomba sur sa main.

— Pourquoi croyez-vous cela? demanda-t-elle plus tard, les yeux brillants de curiosité.

— Parce que je ne suis rien.

— Mais vous ne pouvez pas encore... vous n'aviez même pas fini vos études... et puis la guerre...

Il s'assombrit un peu.

— Ce n'est pas ce que je voulais dire...

Elle l'interrogeait du regard, sans crainte.

— A propos, vous ne me l'avez jamais demandé. Que croyez-vous que je ferais?

Elle répondit d'un trait :

— Oh! vous ferez de la politique.

— Tiens, vous croyez, fit-il, fort mécontent.

Elle s'arrêta, inquiète.

— Je me trompe?... Oui, c'est vrai, je ne sais pas... Vous écrirez?... Vous écrivez déjà.

Son mécontentement grandissait.

— Je n'écris pas.

Elle montra la table de nuit.

— Tous ces papiers...

— Ce sont des notes. Ça ne signifie rien.

— Enfin, vous aurez une grande influence sur les gens.

Gilles parut gêné. Elle fut terrifiée de n'avoir pas mieux compris.

— Bah! fit-il, d'un air décidément déçu.

— Pourquoi cet air?

— Écrire... On n'écrit que parce qu'on n'a rien de mieux à faire.

— Que voudriez-vous faire?

— Quelque chose qui trahisse toutes les étiquettes. Comment pouvez-vous me classer si vite?

— Vous avez le temps, murmura-t-elle, déconcertée et penaude.

Sur ce mot, il la regarda avec soulagement, s'allongeant avec volupté dans son lit. Il s'allongea si bien que son bras lui fit mal et qu'une plainte lui fut arrachée. Elle s'empressa autour de lui.

Quand elle fut partie, miss Highland apparut bientôt. Quand elle revenait après le départ de Myriam, elle interrogeait toujours son visage d'un coup d'œil rapide, pénétrant ; puis elle paraissait plus que jamais absorbée par ses soins et par le propre charme de ses gestes.

Quand Gilles commença de se lever et de circuler dans l'hôpital, le printemps éclata. Il se fit deux ou trois camarades ; il regardait les infirmières d'un peu moins loin, les visiteuses ; il songea un peu au dehors.

Cependant de longues torpeurs lui faisaient goûter de nouveau son emprisonnement, de longues torpeurs entrecoupées de brefs éclairs. Il réfléchissait et de temps à autre sa main se crispait pour écrire. Et il écrivait. Se lisant ensuite, il était comblé d'étonnement. Car, avant la guerre, sa pensée qui avait été primesautière pendant l'adolescence, bientôt accablée par les études diverses, était devenue hésitante, timide, inerte. Loin des livres, depuis trois ans, elle s'était déliée et musclée. Il méditait sur son expérience de la guerre et voyait qu'elle lui composait une figure de la vie.

Le printemps, la promenade, les brusques inspirations le mettaient, sans qu'il s'en doutât, dans un rapport nouveau avec Myriam. Un jour, comme il l'attendait dans le parc, il la vit arriver vers lui. Elle venait au bout d'une longue allée. Nous voyons rarement dans une longue perspective les êtres avec qui nous vivons. Ce qu'il avait auparavant légèrement noté fut sévèrement souligné : elle marchait mal. Un instant auparavant, la longue taille de miss Highland, sa longue démarche dégingandée, mais si sûre, avaient fait merveille au même endroit. Gilles eut un choc : quelque chose d'essentiel ne lui plaisait pas dans Myriam. Il fut stupéfait, puis un mouvement de rage lui fit faire un pas brusque en avant.

— Qu'est-ce qu'il y a ? Vous souffrez encore ? Je croyais que vous ne souffriez plus, s'écria Myriam en pâlissant.

Il se rassura : il croyait l'avoir perdue.

La candeur de Myriam lui parut inaltérable : il pourrait bien facilement lui dissimuler ses sentiments, et il l'épouserait tout de même. Il ne pouvait pas ne pas l'épouser ; gâcher une chance pareille. Il la prit par la taille et la serra contre lui, et, avec une ambiguïté farouche, il s'écria :

— J'ai besoin de vous.

Il se sentait au bout des doigts une agilité de dissimulation irrésistible. Elle haussa vers lui son visage si clair, si livré.

Il resta deux ou trois jours à se débrouiller sous le choc qu'il avait reçu. Il chercha à s'en prendre à lui-même. Est-ce qu'il ne réprimait pas sournoisement tous les élans de Myriam ? Est-ce qu'il ne créait pas autour d'elle une atmosphère où elle ne pouvait que se replier ? S'il l'avait voulu, elle aurait déjà pris de l'audace, de l'autorité. Sa taille, légèrement fléchissante, se serait redressée, ses longues jambes frêles se seraient déliées et affermies. Il n'est pas de femme pour qui l'amour ne puisse être un miracle. Il avait horreur de penser qu'il privait Myriam de ce miracle-là. Il aurait suffi pour cela de la désirer, mais il s'apercevait qu'il ne la désirait pas, qu'il ne l'avait jamais désirée.

Myriam avait fait pour lui-même un miracle, celui de l'argent. L'apparition de l'argent dans certaines vies peut être un miracle comme celui de l'amour : il agite puissamment l'imagination et la sensibilité, du moins dans le premier moment. Mais déjà Gilles s'y habituait. Depuis qu'il était à Neuilly, il vivait sans un sou, mais comblé du grand nombre de cadeaux que lui faisait Myriam. Chaque jour, elle arrivait chargée de livres, de fruits, de fleurs ; elle lui avait apporté aussi des pyjamas, du linge, des mouchoirs, de l'eau de Cologne, des petites choses pour la toilette. Il avait pris l'habitude d'être choyé, entouré.

Ce n'est pas la même chose de recevoir des objets et l'argent qui paie les objets. Il avait maintenant la permission d'aller en ville. Un jour, Myriam lui dit :

— Demain, puisque vous sortez, achetez vous-même ces livres. Vous savez mieux que moi où l'on peut les trouver.

Et elle mit l'argent sur la table de nuit, sous un livre, un mince papier, un papier si mince qu'on pouvait ne pas le remarquer.

Gilles sortit et se demanda s'il achèterait les livres ; il avait soudain une brûlante envie d'aller voir les filles ; il y alla.

Gilles allait sortir de l'hôpital, passer dans un centre d'électrothérapie où il serait très libre, il pourrait coucher dehors. Où habiterait-il ? A l'hôtel. Mais comment payer l'hôtel ? Ces questions ne tracassaient nullement Myriam qui lui apporta 3 000 francs.

— Vous allez avoir beaucoup de dépenses. L'hôtel, les repas. Il faut vous habiller, vous n'avez rien. Vous ne pouvez pas rester dans cette capote des tranchées, cela a l'air d'une affectation.

Elle était toute au contentement d'agir sur sa vie, et de l'élargir. Gilles songeait avec regret que tout cela aurait été charmant et louable, si son cœur avait été pur.

PIERRE DRIEU LA ROCHELLE

(A suivre.)

CHOSES VUES A BARCELONE

(1936-1938)

Le précieux témoignage que nous publions ici émane d'un Français qui était déjà installé en Espagne avant 1936 et a vécu à Barcelone pendant la durée de la guerre civile.

VOL ET PILLAGE

La ville de Barcelone de juillet 1936 à mai 1937 a été entre les mains de la Fédération Anarchiste Ibérique (F.A.I.). Les assassinats ont été très nombreux au cours de cette période. On les évalue actuellement à neuf mille[1]. Ces meurtres, exécutés pour la plupart méthodiquement, remplissaient plusieurs buts.

En premier lieu, ils établissaient un régime de *terreur nécessaire* pour qu'un groupe d'hommes décidés pût tenir tout un pays. Voici d'ailleurs le procédé employé dans la campagne par la F.A.I. pour dominer les villages. Je tiens le renseignement d'un haut magistrat rouge spécialement compétent dans les questions ouvrières.

La F.A.I. arrive dans un gros village et commence par assassiner les quatre ou cinq personnages les plus importants en ayant soin d'exposer les cadavres sur la place principale. Ceci constitue une prise de possession et en même temps la

1. Il a circulé sur le nombre des victimes des chiffres fantaisistes, il convient d'attendre les données officielles.

manière la plus rapide d'établir le respect pour une nouvelle autorité. Pour les villages environnants, on procède de la façon suivante : les anarchistes envoient un groupe d'individus (toujours choisis d'ailleurs parmi des éléments d'une autre région afin de n'être pas reconnus par la suite). Ces gens emmènent également quelques personnages sous prétexte de renseignements à fournir et les fusillent un peu plus loin sur la route. C'est là ce que l'on a appelé le « pascito », c'est-à-dire la « petite promenade » ; car la mort est devenue une chose si familière et si indifférente aux agents d'exécution qu'elle est l'occasion de multiples plaisanteries. Dans ce deuxième cas, la F.A.I. n'est pas officiellement responsable, elle feint l'ignorance, au besoin l'indignation, et va jusqu'à déléguer un représentant à l'ensevelissement des victimes.

Le deuxième but des tueries qui ont durant huit mois ensanglanté l'Espagne rouge est la *destruction de la Société du type capitaliste* par la suppression de ses éléments.

Il faut proclamer très haut que c'est une honte pour les pays « civilisés » d'avoir laissé assassiner lâchement en Europe tant de malheureux innocents. On s'est ému de massacres de missionnaires en Chine ou en Afrique, c'étaient là des cas isolés ; tous les chefs d'État échangent des télégrammes de condoléances pour un accident de chemin de fer, un éboulement dans une usine qui fait cinquante ou cent victimes. Mais, à quelques kilomètres de notre frontière, on a pu voir pendant des mois une bande d'assassins mettre à feu et à sang tout un pays et tuer cent trente ou cent cinquante mille personnes qui constituaient l'élite de la péninsule, sans qu'aucun gouvernement ait cru utile d'intervenir. Qui donnera une réponse aux nombreux Espagnols qui se posent journellement cette question ?

Le troisième but des massacres a été *le vol*. On peut même affirmer que ce troisième motif l'a très rapidement emporté sur les autres. Un de mes meilleurs amis espagnols recevait un jour la visite d'une de ces « patrouilles de contrôle » tristement fameuses, puisque leur mission était de faire des perquisitions dans les domiciles et souvent d'emmener, en conclusion, le chef de famille pour être exécuté. Sa femme, jouant l'ingénue, demande à l'un de ces hommes :

— Qu'est-ce que vous appelez un fasciste?

Et celui-ci répond :

— Toute personne qui a 2 « douros » (pièces de 100 sous) est pour nous un fasciste.

Les théoriciens essayèrent dans les premiers mois d'établir une distinction entre les différentes manières de tuer. Ils publièrent de longs articles dans les journaux pour expliquer qu'il existait deux genres d'assassinats. Assassiner un ennemi des partis ouvriers, c'était une besogne sacrée qui ennoblissait ses auteurs, mais assassiner pour voler, c'était un acte maladroit, qui pouvait faire du tort à la « république ».

Inutile d'ajouter que les exécutants ne s'embarrassèrent pas de ces dialectiques et que le vol devint le motif principal des crimes.

Voici les différents procédés employés et où le voleur, doublé d'un assassin, fait des affaires fructueuses. Les chefs anarchistes ou communistes obtiennent des banques les renseignements nécessaires, car elles sont gérées par des comités d'employés, et le caractère officiel que leur donne leur participation au pouvoir leur permet de parler partout en maîtres.

Ils savent donc que « M. Estève » [1] a 200 000 pesetas à son compte courant. Ils vont le trouver et lui proposent, moyennant paiement de 50 000 pesetas, un certificat d'antifasciste, qui le mettra désormais à l'abri de tout ennui. Si le malheureux succombe au chantage, il est perdu. Plusieurs visites du même genre, accompagnées des mêmes menaces, le dépouillent complètement de ses fonds en banque. Et, finalement, la « patrouille de contrôle » le « liquide » à son tour pour supprimer un témoin qui, un jour, pourrait être gênant.

Les *coffres-forts*, dans les banques, étaient ouverts sur l'ordre des mêmes personnages, toutes les valeurs et les bijoux constituaient un butin appréciable.

Les *appartements* des fusillés et de ceux qui s'enfuyaient étaient saccagés quelques heures après leur départ, l'argenterie, cassée à coups de marteau, était empilée dans des caisses pour être fondue par la suite et conservée sous forme de

1. Ce nom désigne généralement, à Barcelone, le type du bourgeois économe qui possède quelque capital.

lingots. Quelques personnes, très exposées cependant, restèrent à Barcelone seulement pour pouvoir sauver leurs meubles et leurs souvenirs de famille.

D'ailleurs, les dirigeants ouvriers surent tirer parti également de ceux qu'ils laissaient s'éloigner de cet enfer. La vente des passeports fut une affaire d'un magnifique rendement. Suivant la fortune du postulant, le visa pour partir était vendu de 10 000 à 500 000 pesetas.

Les anarchistes font profession de mépriser l'argent, « chose ignoble », qui doit disparaître. Mais ceci encore constitue une théorie à l'usage des « masses » ; sur le plan des réalisations, ils firent preuve d'une prodigieuse cupidité. Je ne saurais mieux la mettre en relief qu'en rapportant ici les propos d'un de mes amis qui s'apprêtait à quitter Barcelone. Il me montra son passeport et, me signalant la signature autorisant sa sortie d'Espagne lors d'un voyage antérieur, il ajouta : « Cet anarchiste, qui était un des chefs, a été tué dans ma propre maison, et dans les circonstances suivantes : une commission est venue perquisitionner à l'un des appartements de la maison où j'habite, et elle déclare qu'elle reviendra le lendemain pour fusiller le père de famille et son fils. Le lendemain, la même commission revient pour faire savoir qu'après réflexion, si la famille fait un versement de 50 000 pesetas à la caisse du parti, ce geste rachètera la faute et les deux condamnés auront la vie sauve. » La somme fut versée, mais les bénéficiaires ne purent s'entendre sur son partage et, dans la discussion, le chef anarchiste fut tué.

Les dirigeants ouvriers *ont pendant huit mois pillé et rançonné de façon effroyable le pays.* La F.A.I. et la C.N.T. tenaient la tête de cette action, que l'on pourrait appeler « gouvernementale », car il est avéré que les commissions qui venaient à Barcelone chercher les particuliers dans leur maison pour les tuer étaient composées d'une représentation de tous les autres partis de gauche de la Generalidad, et à Valence, les tribunaux qui jugeaient soi-disant les gens à fusiller rassemblaient aussi tous les partis de gauche.

La F.A.I. avait dans la curée la part du lion ; elle s'était particulièrement réservé le monopole des transports et celui

du ravitaillement, où elle réussit à « mettre de côté » 70 millions de pesetas. Avec les autres procédés énumérés antérieurement, elle constitua un trésor de 300 millions environ.

A l'ombre de cette organisation « officielle », et avec la garantie de son exemple, travaillaient plusieurs organisations privées avec leurs « cimetières clandestins ». On les appelait « les incontrolados » (les non-contrôlés). La plus connue fut celle du couvent de San Elias. Un Catalan qui n'avait pu quitter Barcelone me racontait que, vivant au-dessus d'un garage, il était surpris d'entendre au milieu de la nuit des moteurs de camion en marche pendant de longs moments. Il apprit plus tard que le garage était devenu le centre des opérations d'une bande et le bourdonnement des moteurs était destiné à étouffer les cris des victimes et le bruit des détonations.

Malgré toutes les précautions prises par le Front populaire français, ces tueries interminables furent connues en France ; les communistes en rejetèrent la responsabilité sur les anarchistes espagnols. Plus tard, en 1937, le Gouvernement de Negrin essaya d'employer la même tactique. Mais les enquêtes menées sur son ordre prouvèrent que tous les partis politiques de gauche avaient eu leur part de responsabilité et leur action directe dans le crime. Et l'on jugea prudent d'arrêter les recherches.

Il suffit encore de se rappeler que les victimes furent aussi nombreuses à Valence — dix mille — qu'à Barcelone et que le record est atteint par Madrid — soixante trois mille. Or, dans ces deux villes, les communistes étaient plus nombreux que les anarchistes.

Voici d'ailleurs le récit d'un des crimes les plus répugnants, où l'on verra en action un milieu exclusivement marxiste.

Le village de Jeresa, situé dans la province de Valence, possédait depuis longtemps un centre communiste qui avait mis en émoi, à plusieurs reprises, tout le pays environnant. Certains personnages du village, qui avaient le plus contribué à combattre ce noyau de constante perturbation, s'enfuirent dès les premiers jours de la révolution pour se cacher à Barcelone dans une pension. Une commission de villageois fut immédiatement expédiée en voiture à leur poursuite et,

par un hasard malencontreux, après huit jours de recherches infructueuses, elle rencontra sur la terrasse d'un café des Ramblas trois des quatre fugitifs qui, lassés de leur cachette, étaient sortis.

Les malheureux furent ramenés au village et là promenés d'abord complètement nus à dos d'âne dans les rues. Puis l'un d'eux, un homme magnifique, fut conduit à la mairie, attaché sur une grande table et six femmes armées de couteaux et de ciseaux le dépecèrent vivant devant ses compagnons. Son frère, l'un des détenus, s'évanouit devant ce spectacle et fut tué à coups de revolver ainsi que le troisième prisonnier.

LES « COLLECTIVISATIONS[1] »

Les incendies des églises et des couvents, l'assassinat des curés, des patrons, des hommes politiques de toute nuance modérée, y compris ceux de tendance nettement libérale, représentaient l'exécution d'un plan de destruction de la société telle qu'elle existait avant juillet 1936.

Les syndicalistes de toutes couleurs répétaient journellement dans la presse qu'il convenait de *démolir de fond en comble l'édifice pourri de la société bourgeoise* et de détruire par le fer et par le feu jusqu'à ses fondements et ses moindres vestiges afin que jamais elle ne puisse se reconstituer.

Pour reconstruire sur ses ruines une société nouvelle, les meneurs ouvriers de tendance socialiste et anarchiste se mirent d'accord et lancèrent le fameux décret du 24 octobre 1936 sur les « collectivisations ».

Le décret déclare dans son préambule que le capitalisme a fini sa mission historique, qu'il est incapable d'améliorer le sort des travailleurs, que les ouvriers sont arrivés à l'âge adulte et qu'on doit placer l'économie entre leurs mains. Dorénavant, le *capital de toutes les entreprises n'appartient plus aux patrons*, ni aux actionnaires, mais aux syndicats. Les ouvriers et employés de chaque maison deviennent les soi-disant « usufruitiers », la propriété passe aux mains des *meneurs de syndicats*.

1. Traduction du vocable espagnol, qui n'a aucun équivalent en langue française.

Ceux-ci seront non seulement les chefs politiques du pays, mais les bénéficiaires de toute la richesse ; ils sont devenus de véritables bourgeois.

Les ouvriers et les employés constitués en conseils d'usine et conseils de bureau, sont supposés gérer les entreprises, mais cette gérance ne leur rapporte aucun avantage. Ils n'ont pas le droit de toucher à des bénéfices éventuels, ni même de se distribuer des indemnités de vie chère, rendues pourtant indispensables par suite de l'augmentation du coût de la vie. Plusieurs d'entre eux ont été sévèrement punis pour s'être attribué ces indemnités.

Les patrons, déchus à la fois de la propriété et de la direction de leurs affaires, en devinrent de simples employés. Ceux qui étaient de droite, ceux qui avaient renvoyé un salarié ou qui avaient eu quelque difficulté avec leur personnel furent pourchassés et assassinés. Beaucoup profitèrent de la confusion générale pour se cacher et s'enfuir. D'autres furent chassés de leurs établissements et réduits à la misère. On vit certains chefs de grandes firmes rabaissés au rôle de comptables et occupés à faire des factures, assistant impuissants à la ruine de leur maison.

Des « conseils d'entreprise » [1] gèrent les maisons en dépit de tout bon sens ; les écritures commerciales se compliquent à l'extrême puisqu'il faut quatre ou cinq signatures pour tout document. Des réunions incessantes sont tenues par les différents conseils et les discussions oiseuses se renouvellent à l'infini à l'intérieur des conseils ou entre conseils. C'est le règne des palabres inutiles et stériles.

Aucune affaire ne pourra jamais marcher sous un régime semblable, tout industriel ou commerçant, ou toute personne ayant touché de près ou de loin les affaires le comprendra aisément. Pour les autres, un fait précis leur permettra de percevoir, par voie de comparaison, l'échec inévitable de cette conception.

Les marins de la flotte, convaincus par les théories nouvelles, décidèrent de supprimer tous leurs officiers. Dans le port de Carthagène, sept cents officiers de marine et d'aviation, faits prisonniers le 19 juillet, furent attachés par groupes

1. Consejos de empresa.

de dix et jetés vivants à l'eau (le ministre Giral avait donné l'ordre de les livrer). A partir de ce moment, l'Espagne rouge eut encore des bateaux, mais elle n'eut plus de marine de guerre.

Les seules maisons qui purent résister à ce nouvel état de choses furent celles où le patron, malgré de graves dangers, put rester sur place et réussit à diriger ses affaires en sous-main (par l'intermédiaire d'employés fidèles).

Le régime des « collectivisations » fut appliqué à tous les corps de métiers.

C'est ainsi que les mécaniciens, les coiffeurs, les menuisiers, les tailleurs, les pêcheurs de chaque ville ou village, qui travaillaient généralement pour leur compte, furent *groupés de force* dans une « collectivisation » de leur profession.

Les machines, le matériel et les matières premières furent réunis dans un même local. Les établissements de *coiffeur*, par exemple, furent fermés et leurs installations, quelquefois coûteuses, fruit d'un travail patient, furent vendues aux enchères ou transportées dans de grands locaux, où l'ancien patron et ses aides travaillèrent en commun pour un salaire unique de 10 pesetas. Les menuisiers furent traités de la même manière, de sorte que l'activité individuelle ou l'habileté professionnelle de certains d'entre eux ne leur valut plus dès lors aucun avantage sur les paresseux qui ne faisaient rien. Merveilleux système pour aboutir à l'apathie, au dégoût et à la négligence générale.

Les propriétaires de *taxis* se virent dépouillés de leur voiture et furent obligés de travailler pour le même salaire unique de 10 pesetas par jour.

Dans les *théâtres*, le syndicat des spectacles réunissait tous les « ouvriers » du spectacle, depuis le chanteur d'opéra jusqu'au plus modeste employé et tous gagnaient encore la même paye, environ 10 pesetas par jour. De véhémentes protestations s'élevèrent et nous valurent un article très violent dans le journal le *Noticiero Universal*. Son auteur protestait contre une exploitation du travailleur par le travailleur pire, à son avis, que celle pratiquée naguère par les bourgeois et il invitait ironiquement le syndicat à établir

un roulement du personnel considéré comme apte à remplir indifféremment tous les emplois. Un ténor en vogue, Marco Redondo, réclama une place de balayeur puisque, disait-il, des années de travail et d'efforts ne lui permettaient pas d'obtenir une situation meilleure que celle que peut valoir le maniement du balai ; il demandait, par contre, que les ouvreuses et l'électricien montassent sur les planches.

Il est difficile d'imaginer les situations comiques ou affligeantes qui furent la conséquence de toutes ces théories rigoureusement appliquées.

Par ailleurs, les propriétaires d'immeubles étaient tous dépossédés en bloc, les maisons devenant la propriété des municipalités. Celles-ci encaissèrent tous les loyers [1] et il convient de signaler, pour la gloire de la nouvelle société ainsi constituée, que cette administration-monopole fut toujours en perte.

Nous avons vu plus haut que l'assassinat et l'incendie étaient devenus besogne courante pour les maîtres de l'heure. Qui aurait pu, dans ces conditions, *poursuivre les assassins et les incendiaires* ?

Quant au vol, sous le règne des théories marxistes sur la propriété, il est considéré comme un genre de restitution[2]. Le chantage, par ailleurs, était devenu le métier le plus lucratif et le plus apprécié de tous.

Dans les villages, les « collectivisations » de paysans furent créées. Elles échouèrent rapidement. On chercha à les maintenir par la force et plusieurs émeutes éclatèrent. Dans un village de Catalogne, Le Fatarella, cent huit paysans furent fusillés par les « patrouilles de contrôle » [3]. Mais, d'une façon générale, les théories marxistes ou anarchistes trouvèrent

1. Les loyers furent par décret uniformément réduits de moitié au-dessous d'un certain chiffre.

2. Un Français fut victime d'un vol important. Son avocat se refusa à présenter aucune plainte en justice, car le vol était, disait-il, une entreprise d'Etat et une action judiciaire quelconque amènerait immédiatement de dangereuses représailles.

3. Les bolchevistes russes, il est vrai, pour établir définitivement leur régime, fusillèrent deux millions de paysans réfractaires.

très peu d'écho dans les campagnes, qui restèrent relativement saines. Comme l'a dit spirituellement Vauvenargues : « Les paysans ne sont pas assez instruits pour raisonner de travers. »

LA PROPAGANDE SOUS LE RÉGIME COMMUNISTE

Pour défendre leur pouvoir et leurs prérogatives, la F.A.I. et la C.N.T. avaient constitué une armée à elles et transformé dans la ville de Barcelone certains couvents en véritables forteresses.

Décidés à enlever à cette organisation son hégémonie, les autres partis politiques, la U.G.T., notamment, de tendance communiste, constituèrent à Valence deux armées de mercenaires en développant considérablement le corps des carabiniers (douaniers) et des gardes d'assaut (police d'État).

Au printemps de 1937, ces troupes détruisirent à Castellon la fameuse « colonne de fer » anarchiste. Et, à Barcelone, à la suite des batailles de rues des 3 et 5 mai, mille deux cents anarchistes furent tués. C'était la fin de la domination politique de la F.A.I. et de la C.N.T.

Sous l'influence de pressions extérieures, on s'efforça d'instituer alors un gouvernement plus régulier. Les dirigeants des deux Fronts populaires s'employèrent à créer la légende d'un gouvernement modéré, soi-disant « républicain », pour donner le change.

Sans doute, les assassinats diminuèrent, des forces considérables de police empêchèrent les bandes privées de piller et de rançonner les particuliers, métier qui était devenu d'un rendement rapide et lucratif. Mais si les assassinats n'étaient plus une affaire officielle, par contre le Gouvernement remplissait les prisons de détenus. La « Tcheka » avait pris la place des « patrouilles de contrôle » et les gens disparurent pour être soumis sans jugement aux procédés de torture russes.

Sous la façade d'un gouvernement d'apparence modérée, le même *régime de terreur* continuait. *L'exploitation méthodique des possédants continuait, elle aussi ; il y avait eu seulement désaccord pour savoir quel en serait le bénéficiaire.*

Les « collectivisations » attribuaient le capital aux syndicats, les communistes s'efforçaient de l'attribuer à l'État. En définitive, les « collectivisations », qui s'étaient surtout développées en Catalogne, furent maintenues ; les meneurs de syndicats défendus par la « Generalidad » n'étaient pas disposés à céder leur place à d'autres et ils demeurèrent les véritables maîtres.

Autour des dirigeants du « Frente popular », il y a eu constamment une atmosphère de mensonges. Il faut empêcher que l'étranger sache ce qui se passe en Espagne, et il faut que les Espagnols ignorent ce qui se dit à l'étranger. Pour cela, la correspondance est soumise à une censure impitoyable et l'on n'autorise pour ainsi dire personne à sortir d'Espagne ni à y rentrer. On tient les bavards par la terreur. Ces précautions prises, il s'agit de répandre à l'extérieur, par tous les moyens actuels de diffusion, certaines notions qui, répétées indéfiniment tous les jours de l'année, finiront par convaincre une bonne partie de l'opinion étrangère. Bien entendu, à l'intérieur du pays, la même propagande appliquera des principes qui pourront être ou semblables ou diamétralement opposées à ceux qui sont proclamés à l'extérieur.

L'accord entre les idées que l'on veut ainsi faire admettre et la réalité ne préoccupe personne. Il convient que l'on croie telle chose et le reste importe peu.

Les millions du Trésor volés à la Banque d'Espagne, d'un côté, l'aide du Front populaire français, de l'autre, avec tous ses moyens d'action, ont *permis d'assurer à cette vaste organisation de tromperie une efficacité qui dépasse toute vraisemblance.*

C'est à cette méthode qu'il faut attribuer la singulière éclosion des grandes théories du « Gouvernement légal » opposé aux chefs des rebelles. Pendant près de trois ans, la propagande marxiste nous a rabâché à satiété la légende du « *Gouvernement républicain* » *régulièrement constitué luttant contre les généraux félons.* A chaque ligne, pour ainsi dire, des informations télégraphiques ou autres, on nous a parlé des « factieux », des « déloyaux »... Pour l'auteur de ces pages, qui a constaté que, dès le troisième jour de révolution,

tous les maires et toutes les municipalités des plus petits villages avaient été chassés et remplacés par des délégués ouvriers, ces appellations sonnent un peu faux. Mais le grand public, privé de ces informations, n'a pu ressentir la même impression.

En ce qui concerne le Gouvernement lui-même, on serait curieux de savoir si la Constitution espagnole ou les règlements de la « Generalidad » de Catalogne stipulaient que les ministres devaient être choisis parmi les « criminels » et les « bagnards ». Car Garcia Oliver, ministre de la Justice de la République, avait fait dix-huit mois de prison pour vol. Il avait dirigé l'assaut à main armée contre une banque de Tarassa, assaut au cours duquel plusieurs personnes furent tuées. Gonzalez Pena, qui fut également ministre de la Justice, avait fait, lui aussi, de la prison pour avoir volé les 15 millions de la succursale de la Banque d'Espagne, à Oviedo, en 1934. Dionisio Eroles, qui occupa le poste de chef de police à Barcelone, était connu des policiers comme un « assassin de métier » [1].

Le passé de Durutti, grand chef anarchiste, et celui de Aurelio Fernandez, conseiller de la Generalidad, étaient connus de tous. Le nombre de crimes et d'années de prison énumérés en détail dans les journaux constituaient sous ce régime de solides raisons pour acquérir l'estime générale.

Quant à l'*histoire du Gouvernement « républicain »*, elle est aussi comique que celle du Gouvernement régulièrement constitué. On peut dire que la seule chose qui n'existait pas dans l'Espagne « républicaine », c'était un républicain authentique.

Du temps même de la monarchie, il existait à Valence un centre de vrais républicains, qui compta comme chefs : Blasco Ibañez et Rodrigo Soriano, puis Ricardo Samper et Azatti. Azatti mourut il y a quelques années. Samper, arrêté sur un bateau français en partance par la fille de Azatti, son meilleur ami, devenue communiste, entra dans une clinique où l'on annonça officiellement son décès. En réalité, il ne

1. Ce fut un policier de carrière « rouge » qui me confessa à quel point cette nomination le navrait « puisque, disait-il, la fiche et les empreintes digitales de cet individu sont conservées dans nos archives et que nous savons tous qu'il « travaillait » pour 500 pesetas. »

put être sauvé que grâce à l'ambassade de France qui le fit sortir de Madrid en avion. Siegfrido Blasco Ibañez, fils de l'écrivain, s'échappa pour donner son adhésion à Franco. Portela Valladares, grand chef de la franc-maçonnerie, qui succéda à Samper comme président du Conseil en 1935, paya son passeport 50 000 pesetas et quitta l'Espagne au début d'août 1936. Melquiades Alvarez, chef du parti libéral, fut massacré à la mitrailleuse dans la cour de la Prison Modèle de Madrid. Même les écrivains ou avocats célèbres dévoués à la République ne purent demeurer dans cet enfer, où ils étaient constamment menacés. C'est ainsi que Marañon et Ortega y Gasset, chef du mouvement « Au service de la République », furent obligés de fuir leur pays.

Les républicains étaient poursuivis au même titre que les gens de droite mais, pour les besoins de la cause, il fallait faire croire, en France, en Amérique, en Angleterre, à une Espagne républicaine.

Dans le même ordre d'idées, il sembla un moment utile aux chefs du « Frente popular » de rétablir de bons rapports avec l'Église. Le même mot d'ordre se retrouve en France dans l'épisode de la « *main tendue aux catholiques* ». En Espagne, le rétablissement était plus délicat : car, à Barcelone, certaines églises avaient été remplacées par des champs de choux, les couvents non détruits servaient de casernes et dix-sept mille prêtres et religieux avaient été tués. Mais, dans le domaine de la propagande, rien n'est *impossible* (l'humanité étant par essence crédule). Les bureaux de propagande rouge à Paris démontrèrent donc aux Parisiens, avec clichés à l'appui, que c'était Franco qui détruisait les églises. Et ceci me rappelle l'ébahissement d'un de mes amis arrivant devant la place de la cathédrale à Barcelone, en 1938, et voyant deux prêtres en soutane causer avec animation. Le spectacle était si inattendu qu'il se crut victime d'une hallucination. Une camera en action qu'il vit installée au coin de la première rue lui permit de retrouver tout de suite son équilibre et lui fournit l'explication : il s'agissait de présenter à l'étranger un des aspects *habituels* de la vie « républicaine ».

Personne ne peut nier que, dans cette besogne vraiment

ardue, la propagande marxiste n'ait obtenu des résultats, puisque en France des catholiques, et non des moindres, se sont officiellement ralliés aux Rouges. On en arriva même à créer pour la galerie, en 1938, un Ministère *des Cultes*, bien qu'il n'y ait jamais eu à Barcelone qu'une seule messe célébrée, celle des réfugiés basques. Mais à ce moment, comme cette mesure prise « pour l'étranger » fit quelque bruit à Barcelone et qu'il fallut donner des explications, les miliciens catalans, qui sont beaucoup moins intelligents que nos intellectuels, déclarèrent qu'ils ne comprenaient plus. « On a fait, disaient-ils, la guerre pour détruire les églises et la religion ; maintenant on installe un ministre des Cultes. On nous prend donc pour des sots, nous n'avons aucun motif pour continuer à nous battre. »

Les journaux « républicains » constituent un document de premier ordre à l'étude des procédés destinés à façonner l'opinion et pour éduquer un peuple. J'ai lu dans le *Vanguardia*, journal du Gouvernement, le compte rendu d'une conférence au cercle « L'Ateneo ». Le conférencier disait en substance : « Comme chacun sait, toutes les banques à Paris et à Londres sont nationalisées. Qu'attendons-nous pour prendre une mesure semblable ? »

Lorsqu'un étranger de marque ou un journaliste réussissait à entrer à Barcelone, il était immédiatement happé par les services de propagande. Un journaliste américain m'expliquait, en 1937, qu'il passait toutes ses journées dans les bureaux du Ministère de la Propagande, et comme j'émettais quelques doutes sur la valeur des informations qu'il obtenait ainsi, il me répondit : « Vous avez peut-être raison, mais ils parlent ma langue et ils sont si aimables pour moi. » Pauvres lecteurs !

Quand les services préposés à cet effet ont réussi à tromper quelque hôte de qualité, ils célèbrent la réussite et s'en réjouissent bruyamment. La visite de personnages politiques français, en décembre 1938, constitua un de leurs succès les plus éclatants, succès célébré dans les journaux officiels, par ce titre imprimé en gros caractères : « *La Victoire du Ritz* ». Qu'importait le repli des armées catalanes, puisque le Gouvernement avait remporté au Ritz un succès plus important pour la cause que les victoires militaires ?

BARCELONE A LA FIN DE 1938

Des voyageurs qui ont vu récemment Léningrad, décrivent cette ancienne capitale comme « une ville de palais habitée par un peuple vêtu de haillons ». Cette description peut s'appliquer à Barcelone dans les derniers mois de 1938.

Deux ans et demi de domination rouge ont complètement changé l'aspect de cette ville, prospère et gaie. Les rues de la ville sont défoncées par la construction des refuges souterrains, les terres retirées du sous-sol sont accumulées sur le trottoir et la chaussée. Un peuple aux traits tirés par la faim ou la terreur stationne indéfiniment devant certaines boulangeries et épiceries, en queues interminables, qui font souvent le tour de pâtés de maisons. Ces gens misérables et patients ont enduré toutes les souffrances ; ils continuent de courber l'échine et attendent une ration dérisoire qui leur permettra de conserver quelques forces malgré leur grande maigreur. Un garde d'assaut catalan, qui s'est embusqué dans ce corps de police, pour ne pas aller tuer au front ses compatriotes, me confie : « Nous sommes un peuple de lâches, car il y a longtemps que nous aurions dû, ici, nous unir et chasser ces bandits qui nous mènent. »

Voilà qui révèle la mentalité d'une partie de la population.

Dans le peuple, on pense que la révolution n'a rien rapporté aux humbles, car il y a de nouveau des privilégiés qui roulent dans des autos luxueuses, alors que les pauvres, n'ayant même plus d'autobus ni de tramways, font des kilomètres à pied et sont insuffisamment nourris.

On rencontre constamment, dans les rues qui descendent de Tibidabo, des femmes et des enfants qui traînent des fagots ou roulent des troncs de pins arrachés à la montagne ou volés, pour avoir chez eux un peu de chaleur ou seulement pour faire cuire leurs aliments.

Il y a cependant des gens qui ont leur maison chauffée, des appartements luxueux qu'ils ont réquisitionnés et des vivres en abondance, en un mot qui ne manquent de rien.

Le peuple souffre, mais il ne peut protester, car la « République » possède une police, qui est une véritable armée. Ce régime *du pain, de la paix et de la liberté* a besoin, pour se soutenir, de forces telles qu'aucun régime politique antérieur n'en a connu de semblables.

Puis, il y a la S.I.M. (Service d'informations militaires), véritable Tcheka.

Les Catalans prononcent ce nom avec un sentiment de terreur. La S.I.M., dont les origines remontent à la F.A.I., est surtout composée de socialistes, paraît-il ; elle ne dépend de rien ni de personne, et aucun pouvoir politique n'a de prise sur elle. Elle peut arrêter aussi bien un ministre qu'un ouvrier. Elle enlève ses victimes sur une simple dénonciation et, pendant des mois, le prisonnier ne peut donner aucune nouvelle ni communiquer avec aucun membre de sa famille. Souvent, le prisonnier est soumis à la torture ; un boxeur connu, Girones, est chargé de cette besogne ; on m'a parlé des coins de bois qu'on enfonce sous les ongles, de bains glacés imposés pendant des heures. Un médecin de la S.I.M. me disait qu'on lui amena un jour un malheureux mort à la suite des tortures qu'on lui avait infligées.

Grâce à ces procédés, les personnes arrêtées sont disposées à avouer tous les crimes. Le parent de l'un de mes amis fut ainsi contraint de signer une lettre où il demandait à sa mère son carnet de phalangiste : cette lettre équivalait pour lui à un arrêt de mort. Or, il n'avait jamais été de la « phalange ».

Les lettres anonymes, les délations étaient des procédés courants pour se débarrasser de toute personne gênante. Et j'ai lu dans le journal *Vanguardia*, organe du Gouvernement, et sur des bandes de toile blanche tendues le long des Ramblas, l'exhortation suivante en gros caractères : « Femmes, enfants, dénoncez : il y va du salut de la patrie ; même si vous commettiez une erreur, il n'y aurait pour vous aucune sanction. »

Si, grâce à des influences puissantes, on obtient le visa pour sortir de cet enfer, la famille, par contre, est retenue et malheur à ceux qui, sortant d'Espagne, seraient trop bavards : leur femme et leurs enfants constituent des otages qui en supporteraient les conséquences.

De même, lorsque des hommes dans les villages ne se présentaient pas à l'appel de leur classe et se cachaient, leurs parents directs étaient emprisonnés.

Enfin, la « République » organisa les « *camps de travail* ». Beaucoup de gens y furent envoyés pour avoir vendu des produits alimentaires à des prix plus élevés que le prix fixé. Or, par suite d'une inflation qui dépassait déjà 20 milliards à fin 1937, la monnaie avait perdu toute valeur (la Bourse noire cota 1 franc 10 pesetas, puis 20) et, à cause de la grande disette, les produits alimentaires importés de France se vendaient sur la base de la valeur du franc — un litre d'huile valut 75 pesetas, puis 150 pesetas ; une demi-douzaine d'œufs a atteint 150 pesetas, puis 250 pesetas.

Un voyageur de commerce de ma connaissance, pour avoir vendu de l'huile à un prix supérieur au prix fixé, qui est de 2 pesetas, fut condamné à cinq mois de camp de travail.

La règle dans ces camps était que les hommes devaient travailler par groupe de quatre ; si l'un d'eux s'évadait, les trois autres prisonniers étaient immédiatement fusillés.

Pour prendre un métro, il fallait faire queue pendant un quart d'heure, les tramways étaient « des grappes humaines » surmontées d'un trolley ; comme le métro, ils ne circulaient que de treize à dix-huit heures. Quant aux autobus, presque tous avaient disparu ; personne n'étant capable de réparer ceux qui avaient subi quelque avarie et il n'en restait que trois ou quatre, qui avancaient dans un fracas de ferraille inquiétant. Plus de taxis [1]. La nuit venue, les rues de la ville n'étaient pas éclairées et les magasins avaient fermés : on circulait à tâtons dans une obscurité complète. Cette capitale donnait une impression de laisser-aller, de saleté et de délabrement ; la misère physique des gens s'était communiquée aux choses. Le délabrement moral était plus saisissant encore et je ne saurai mieux donner une idée de cette ambiance qu'en relatant ici quelques-uns des drames intimes dont j'étais journellement le témoin.

1. Les camions américains, neufs, que l'on importa, furent rendus inutilisables au bout de deux ou trois mois seulement, les chauffeurs ne prenant aucun soin de leur machine. Pour arrêter ce gaspillage, la « République » créa des prix pour les voitures les mieux entretenues.

Un grand fabricant, à moitié ruiné, me disait son angoisse de ne pouvoir trouver assez de nourriture pour faire vivre sa nombreuse famille ; les colis de vivres qu'il recevait de France étaient insuffisants pour que tous pussent manger. Une de ses nièces est morte de faim. Son associé a été assassiné dès le début ; c'était un homme affable, sans ennemis : son crime fut de posséder un capital. Son homme de peine, charretier et encaisseur, homme de confiance, est en prison depuis huit mois ; un malheureux qui a subi la torture dans la S.I.M. l'a dénoncé au hasard comme fasciste, pour arrêter son supplice. Il s'est ensuite rétracté, mais le charretier restait en prison.

Une Société étrangère importante possédait une usine à Barcelone. Pour « surveiller » son stock de marchandises, qui représentait un gros capital, la « Generalidad » a mis dans cette affaire un « délégué ». Le personnel du bureau de la maison, intègre et dévoué aux intérêts de l'affaire, dirigeait avec compétence la vente des stocks, mais le délégué s'attribuait la faculté de vendre lui-même pour réaliser de fructueuses combinaisons. Pour se débarrasser de la présence gênante des employés principaux, il lança une lettre anonyme injurieuse pour le régime et réussit, par ce moyen, à faire arrêter ceux qui le gênaient.

Un ingénieur électricien charitable consacrait des sommes importantes à soulager les misérables, sans s'occuper de leurs tendances politiques. Par malheur, il avait donné 50 pesetas à une collecte qui, semblait-il, devait procurer des aliments à des « Blancs » emprisonnés ; du moins, c'est une femme qui avait fait la collecte, qui le lui avait dit. Cette femme réussit à faire mettre ainsi sous les verrous tous ses amis qui avaient donné une obole : ils furent jugés par le tribunal de « haute trahison et d'espionnage ». Dans les prisons, une salle commune abritait tous les prisonniers. L'un des détenus que l'on avait incarcérés avec ce groupe était un assassin qu'on accusait d'avoir tué huit cents personnes. Ce personnage entrait dans une violente colère si on lui reprochait ses huit cents assassinats. « Je n'ai tué que trois cents personnes », disait-il. Il faut savoir qu'il n'était, du reste, pas en prison pour ses crimes, mais pour un tout autre

motif, car les criminels d'ordinaire se promenaient librement dans la rue.

Un jour, on vola la voiture du vice-consul de France et celle de Negrin lui-même. Les auteurs de ces vols étaient des commissaires de l'armée, qui avaient pris une trop grande habitude de « réquisitionner ».

Les hôpitaux regorgeaient de blessés qui arrivaient du front, mais les médicaments faisaient défaut. Dans un grand hôpital, huit cents soldats étaient soignés par deux médecins seulement, improvisés chirurgiens depuis la révolution; comme la gangrène faisait des ravages par suite du manque de remèdes, ils avaient pris le parti de couper tous les membres blessés, même si la blessure était légère.

Mais la plus grande souffrance était la faim. On donnait cent cinquante grammes de pain par jour, sauf le dimanche, et des rations de cent à cent cinquante grammes de lentilles et de haricots. Il n'était pas rare de voir des gens tomber d'inanition dans la rue. Cent personnes mouraient de faim par jour. Dans le cimetière de Montjuich, on compta une fois quatre cent quatre-vingt-deux cadavres et, un autre jour, plus de six cents, sans sépulture, car les fossoyeurs ne pouvaient suffire à la besogne. Comme beaucoup d'autres travailleurs, ils refusaient d'être payés en papier et exigeaient le paiement en vivres. On enterrait pour un paquet de cigarettes ou pour une boîte de lait condensé. Et les voitures qui portaient les morts revenaient du cimetière chargées de conserves, de sacs de pommes de terre et autres denrées.

L'année 1938 a été, pour les habitants de Barcelone, une année de telles tortures qu'ils ne pourront l'oublier. De même qu'en Espagne nationaliste, certains esprits aigris ont conçu, dans cette atmosphère, un profond ressentiment contre notre pays, qu'ils rendent en partie responsable de tout ce qu'ils ont enduré. Si l'on tient compte de l'attitude d'une partie de notre presse, la seule d'ailleurs que les Rouges aient soigneusement fait connaître à Barcelone, on peut comprendre comment ont pu se développer de pareils sentiments.

Il est très nécessaire de connaître cet état d'esprit pour

comprendre aujourd'hui certaines réactions espagnoles, qui, à distance, paraissent inexplicables à beaucoup d'entre nous. Et la première tâche de ceux qui cherchent à rétablir des relations amicales entre les deux pays doit être de faire complètement connaître, en France, la vérité sur ce qui s'est passé en Espagne. Aucun Français, évidemment, ne peut approuver les procédés ni les méthodes des Rouges espagnols.

Il convient aussi que les Espagnols sachent qu'une grande partie de l'opinion française a été pendant deux ans complètement égarée par les informations mensongères du « Frente popular ». Le rétablissement de la vérité historique ne saurait que faciliter la reprise de rapports entièrement amicaux, si souhaitable, disons même, si nécessaire pour nos deux pays.

ROBERT PEISSY

CARNETS INTIMES

SOUVENIRS DE LA GUERRE DE 1870[1]

23 août.

Lucy est partie ce matin à dix heures et demie avec Thérèse pour Varadon. Yal[2] reste avec nous à Paris. Il va falloir s'occuper de lui sérieusement et le faire travailler.

M. Mignet qui a connu beaucoup Henri Heine me racontait hier soir sur lui quelques anecdotes très curieuses. C'était un soir chez Henri Heine, M. Mignet et Bellini étaient là. « Vous êtes jeune, vous avez eu de grands succès, mourez, dépêchez-vous bien vite de mourir, dit Henri Heine à Bellini, vous n'avez plus que cela à faire. » Et voilà Bellini indigné, épouvanté — il était Italien et superstitieux — qui se met à faire les cornes à Henri Heine, et lui criant : « Voulez-vous bien vous taire, jettatore ! jettatore ! » Bellini avait alors trente ans. Six mois après, il était mort.

Bellini était très beau et très fier de sa beauté : « Avouez, dit-il un jour à M. Mignet, avouez que je suis aussi joli que madame Lehon. » Madame Lehon était alors et est restée longtemps la plus belle personne de Paris.

A propos de Henri Heine, autre anecdote bien piquante racontée hier par Michel Lévy. L'introduction de la corres-

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 juin 1939.
2. Lucy, Thérèse et Hjalmar Prévost-Paradol.

pondance inédite de Henri Heine contient cette phrase : « Les confessions ou plutôt les mémoires de Henri Heine *existent, sa famille en possède le manuscrit ainsi que tous les fragments inédits qu'il a laissés. Ces mémoires seront-ils publiés et à quelle époque?* » On peut répondre hardiment : jamais. Alors, pourquoi ce mensonge? Voilà. C'est que dans son testament, Henri Heine avait écrit cette phrase : « *Quant à la pension que m'a faite feu mon oncle Salomon Heine, pension dont la moitié doit être donnée à ma femme après ma mort, je supplie mon cousin Charles Heine de se souvenir*, etc. » Il paraît que Charles Heine se faisait et se fait toujours un peu tirer l'oreille pour le paiement de la pension. Alors la famille Henri Heine a imaginé de lui faire croire que des mémoires existaient dans lesquels, depuis la première jusqu'à la dernière page, son père Salomon était couvert de ridicule. « Si vous ne payez pas, lui a-t-on dit, on publiera... » Et il paie, et de temps en temps on glisse quelques lignes sur les fameux mémoires de Henri Heine dans les avertissements des volumes nouveaux. Cela est d'un grand effet sur M. Charles Heine.

C'est à Napoléon III — à Invasion III, comme on dit — que nous devons les Prussiens en France, mais il ne faut pas oublier que c'est à M. Thiers que nous devons Napoléon III. M. Thiers maintenant crie de toutes ses forces : « Au feu! au feu! » mais il a allumé l'incendie de ses petites mains. C'est lui qui, dans la monarchie de Juillet, a pris pour thème de son opposition la gloire napoléonienne et la grandeur de la France sous le Premier Empire, c'est lui qui a remis à la mode les récits de batailles, la gloire militaire, etc... dont étaient dégoûtés les Français qui avaient vu 1814 et 1815, c'est grâce à lui que tous les gamins de dix ans à cette époque *jouaient au soldat*. C'est lui enfin qui a ramené les cendres de l'oncle et qui a fait l'élection du neveu... Si M. Thiers et les siens avaient soutenu le général Cavaignac, les choses auraient peut-être autrement tourné pour la France. Je sais bien que le nom de Napoléon avait grisé le suffrage universel. Mais à qui la faute? A M. Thiers, à toutes ses histoires fausses et funestes du Consulat et de l'Empire...

M. Thiers, je le sais bien, a été dans ses derniers volumes, écrits après 1851, sévère pour Napoléon Ier... Mais il fallait être sévère tout le temps. M. Thiers, en commençant cette histoire, savait très bien comment elle finissait : par la France amoindrie, humiliée, envahie par les alliés à Paris et par les conquêtes de la République perdues pour nous.

Oui, c'est M. Thiers qui nous a valu ce coup d'État, la présidence, l'empire. M. Thiers éloquemment met en lumière les fautes de l'empire... Il a raison, mais comment ne pas rappeler à M. Thiers les fautes de M. Thiers.

Gondinet a dîné hier avec About. Celui-ci, tout à fait découragé, disait que nous sommes perdus, que le Gouvernement ne dit pas la vérité, que l'armée de Bazaine est à moitié en déroute, que le peu de troupes qui lui reste est épuisé... que Mac-Mahon n'a pas une armée véritable... que les Prussiens préparent des masses nouvelles et vont comme des avalanches rouler sur Paris... qu'il n'y a pas de véritable mouvement national contre l'étranger.

Un mot bien joli prêté à Mac-Mahon au début de la campagne : « Moi, dit-il, j'ai une résolution bien arrêtée. Quand le quartier général me dira : « Allez à droite », j'irai à gauche. C'est ce que j'ai fait à Magenta et cela m'a trop bien réussi pour que je ne recommence pas. »

Minuit. — Toujours pas de nouvelles. Les uns disent que les Prussiens avancent, avancent, qu'ils sont à Troyes, à Châlons, à Épernay, à Vitry, à Sézanne, etc... On raconte même qu'un uhlan est venu jusqu'à Clichy, marchant la nuit, dormant le jour dans les fossés, on l'aurait arrêté hier matin entre Clichy et les Batignolles. C'est la plaisanterie d'aujourd'hui, car on plaisante encore.

Les autres disent que les Prussiens sont arrêtés, et même battent en retraite sur toute la ligne.

Des deux côtés on dit : « Quel malheur ! » et on se désole... « Ah ! s'ils viennent, disent les uns, c'est Paris assiégé, bombardé, brûlé, pris, saccagé, mis à rançon, mis au pillage... » « Ah ! s'ils ne viennent pas, disent les autres, c'est toute notre véritable vengeance qui nous échappe... Pas un seul Prussien retournant en Prusse... Paris sera leur tombeau... » Et l'on discute là-dessus à perte de vue.

Encore des cris à la Chambre. Hier Gambetta, aujourd'hui Kératry. Tout le monde a tort. La gauche de crier en ce moment et de faire de la politique. Il faut laisser faire le militaire. Les choses paraissent aller mieux, ne dérangeons rien. Attendons. Un comité de défense nommé par la Chambre, c'était un gouvernement dans le Gouvernement. Bazaine, Mac-Mahon, Trochu, Palikao, voilà la France pour le quart d'heure. Mais voilà où les ministres à leur tour ont tort. Il fallait repousser purement et simplement le comité de défense nationale, poser la question ministérielle... La gauche, elle-même, aurait reculé... Qui en ce moment songe à renverser le Ministère? Pas du tout. Ils ont voulu faire une concession pire qu'une fin bien nette de non recevoir. Ils ont fait signer, par l'*impératrice régente*, un décret qui adjoignait cinq membres au comité de défense : MM. Thiers, Talhouët, Dupuy de Lôme, général Mellinet et Béhié. M. Rouher, hier, lit ce décret au Sénat. Joie du Sénat... mais stupeur de Paris. Stupeur plus grande de M. Thiers... *L'impératrice régente*... Ces mots-là font bondir Paris... Ils ont fait bondir aussi M. Thiers qui a déclaré qu'il voulait bien entrer au comité de défense, mais désigné par la Chambre et non par l'*impératrice régente :* alors on a jeté au panier le décret de l'impératrice régente... Et il avait été lu en séance publique par M. Rouher. Et M. Baroche avait dit : « Pourquoi deux sénateurs seulement et trois députés? »

Lettre bien curieuse d'un colonel prussien. Girardin a parié 20 000 francs que les Prussiens ne viendraient pas à Paris. Le colonel von Uvolstein parie 20 000 francs que son régiment défilera avant le 15 septembre avenue du Roi-de-Rome. Et moi je parie 20 000 francs qu'il n'y a pas de colonel Uvolstein. Cette lettre fort spirituelle et pleine de choses fort sensées a dû être écrite par quelque Prussien de Paris.

Extrait de la dernière lettre du roi Guillaume à la reine :

« Rezonville, 19 août.

» A la dernière attaque, je me trouvais au milieu des grenadiers comme à Kœnigsgraetz ; cette fois ce fut le ministre de Roon qui me fit partir. Les troupes m'ont salué avec enthou-

siasme. » Et, naturellement, pour finir : « Je remercie Dieu de nous avoir donné une nouvelle victoire. » Rien cependant dans les détails de la lettre ne donne à penser que le combat ait été heureux pour les armées prussiennes. Elle est pleine de phrases de ce genre : « Nous ne gagnons du terrain que lentement... nos troupes se maintiennent mais avec de grandes pertes... Nous avons eu à essuyer un feu formidable derrière des fossés en étage... l'ennemi défendait chaque pouce de terrain et prit plusieurs fois l'offensive, etc... » Que tout cela est loin des bulletins de Wœrth et de Forbach !

25 août.

Dix heures du matin. — Premier numéro de *l'Election Libre*, journal d'Ernest Picard, d'hebdomadaire devenant quotidien. Petit manifeste de Picard qui très justement dit : « On avisera plus tard pour le gouvernement ; avant d'avoir un gouvernement il faut avoir une patrie. »

Il paraît certain que les Prussiens avancent : les éclaireurs seraient à Épernay. La tactique de Mac-Mahon serait, non d'aller rejoindre Bazaine, mais de se tenir sur le flanc de l'armée prussienne qui marche sur nous, puis de tomber sur les Prussiens à quelques lieues de Paris, d'essayer de les battre et de les placer entre son armée à lui, Mac-Mahon et les forts détachés. Nous aurons ainsi le plaisir d'entendre le canon.

A midi, je suis allé chercher mon fusil de garde national, on m'a remis un petit canon portatif qui pèse une trentaine de livres. En même temps que j'allais chercher mon fusil, ma mère, suivie d'une petite charrette à bras, allait faire ses provisions de siège : riz, légumes secs, farine, jambons, lard, pommes de terre, etc... Les marchands veulent bien vendre, mais il faut se charger du transport.

On annonce la rentrée de Victor Hugo qui viendrait s'inscrire sur le contrôle de la garde nationale.

Bruit d'une grande bataille qui se livrerait en ce moment.

Minuit. — Pas de nouvelles. Grande inquiétude. Que devient Bazaine ? Où est Mac-Mahon ? Où sont les Prussiens ? Le prince royal avance-t-il ? Recule-t-il ? Voilà qu'on disait

hier soir que leurs éclaireurs — toujours les fameux uhlans — étaient à Montereau (79 kilomètres de Paris). Arrêté de Trochu sur l'expulsion des repris de justice. Bien des personnes, lisant les considérants de l'arrêté, en concluent que les Prussiens sont à moins de trois jours de marche de Paris.

26 août.

Rien, toujours rien... mais absolument rien.

Le défilé des cris séditieux continue devant la police correctionnelle.

Fausse nouvelle. Le prévenu est le sieur Léon Jeannin, vingt-deux ans, employé.

Le 18 août, dans un groupe formé rue Drouot, il disait que la déchéance de l'empereur était proclamée; que ceci était imprimé, affiché faubourg Montmartre, et qu'il venait de voir l'affiche.

Il prétend qu'il n'a pas dit cela, et voici l'explication qu'il donne : il venait de voir la proclamation du général Trochu aux habitants de Paris; la foule l'avait empêché d'approcher et il n'avait pas pu la lire, mais autour de lui on disait que c'était la déchéance de l'empereur; et il n'aurait fait que répéter ce qu'on disait.

Le tribunal l'a condamné à un mois de prison.

Eh bien ! le tribunal a été sévère, car *tout le monde* s'écriait en lisant dans la proclamation du général Trochu la phrase sur le pays qui reprend la direction de ses destinées, tout le monde s'écriait : « *C'est la déchéance de l'empereur.* » Ce malheureux Jeannin était de bonne foi.

Henri Blin aurait dit : « La République seule peut nous sauver; le roi Guillaume ne fait pas la guerre à la France, mais à Napoléon. » « Mais, messieurs, s'écrie Blin, comment voulez-vous que je dise des choses comme ça, moi. Je suis un ancien épicier. » Quoique ancien épicier, il a eu quinze jours de prison.

M. Veuillot prend inutilement une grande peine... Il a fait sept ou huit articles fort éloquents pour nous donner l'horreur de Voltaire, courtisan du roi de Prusse. Des citations auraient suffi. Il n'y a qu'à ouvrir la correspondance

de Voltaire avec Frédéric. Toutes les lettres de Voltaire sont des modèles de basse flatterie.

Voltaire, le 24 novembre 1736, écrit : « Monseigneur, j'ai versé les larmes de joie en lisant la lettre du 9 septembre dont Votre Altesse Royale [1] a bien voulu m'honorer ; j'y reconnais un prince qui sera certainement l'amour du genre humain. Je suis étonné de toutes manières ; vous parlez comme Trajan, vous écrivez comme Pline et vous parlez français comme nos meilleurs écrivains... Berlin sera sous vos auspices l'Athènes de l'Allemagne et pourra l'être de l'Europe... Je ne veux point mourir avant d'avoir vu l'exemple des princes et la merveille de l'Allemagne... Je ne veux point vous flatter, monseigneur, ce serait un crime, ce serait jeter un souffle empoisonné sur une fleur, j'en suis incapable. »

Le Grand Frédéric, une fleur !

Et le 13 novembre 1736, Frédéric écrit à Voltaire : « Vous savez sans doute, monsieur, que le caractère dominant de notre nation n'est pas cette aimable vivacité des Français, on nous attribue en revanche le bon sens, la candeur et la véracité de nos discours. »

Voltaire, en février 1737, écrit : « Les Berlinois parlent de Votre Altesse Royale avec des transports d'admiration. Je m'informe de votre personne à tout le monde. Je dis : « *Ubi est Deus meus* » « *Deus tuus* », me répond-on, a le plus beau régiment de l'Europe. *Deus tuus* excelle dans les arts et dans le plaisir ; il est plus instruit qu'Alcibiade et joue de la flûte comme Télémaque et est fort au-dessus de ces deux Grecs... Je vous regarde comme un présent que le ciel a fait à la terre. »

Et puis Voltaire perd tout à fait la tête ; son admiration se change en amour, et il écrit : « Prince adorable... » et alors Frédéric-Trissotin accouche du bouquet à Chloris que voici :

La sublime Emilie et le divin Voltaire
Sont de ces présents précieux
Qu'en mille ans une fois ou deux
Daignent faire les cieux pour honorer la terre.

C'est la phrase de Voltaire mise en vers.

1. Frédéric n'était encore que le prince royal.

On a tort de se préoccuper de l'attitude de la gauche. La gauche actuelle n'est pas dangereuse ; elle n'est composée que d'hommes gras... Je lisais dernièrement, dans je ne sais quel journal, un très spirituel portrait de Picard qui se terminait par ces mots : « *Trop gras pour comprendre les souffrances des maigres.* » Parfaitement vrai. L'opposition est grasse... Gambetta est gras... Jules Simon est gras. Le petit père Crémieux est gros. Jules Favre sans être énorme a de l'embonpoint. Rochefort et Flourens, très dangereux, ils sont maigres, mais l'un est en prison, l'autre en exil. Victor Hugo a engraissé. Donc il ne serait plus dangereux s'il l'avait jamais été autrement qu'en vers. Lamartine était resté maigre, c'est pour cela qu'il a pu jouer un grand rôle en 1848. Bonaparte maigre n'a fait que de grandes choses. Napoléon gras n'a fait que des folies. La règle est générale, sans exception. Cette vérité est vieille comme le monde... « Je voudrais qu'il fût plus gras », disait César de Cassius. Ledru-Rollin a énormément engraissé. Voyez comme il reste tranquille... On n'entend pas parler de lui et il est à trois lieues de Paris. Henri Heine disait ceci : « Je suis convaincu que Brutus, s'il n'avait pas perdu la bataille de Philippes et s'il ne s'était pas tué, serait devenu très gros. »

Et puis d'ailleurs être maigre ne suffit pas. C'est la première condition, ce n'est pas la seule. Il faut encore avoir un certain mérite. Robespierre n'était pas sans un certain mérite politique.

Huit heures. — L'inquiétude redouble. L'armée de Mac-Mahon tenait les Prussiens en échec. Plus d'armée de Mac-Mahon. Ils passent. Où est-il Mac-Mahon ? Que fait Bazaine ? Aucune nouvelle.

27 août.

Je reviens à Voltaire. Frédéric avait un secrétaire à qui il disait : « Les gens de lettres sont avides de compliments, dites-lui en prose et en vers qu'il est le plus grand homme du siècle. » Voltaire de son côté disait à son secrétaire : « Les rois sont tous les mêmes... Ils ne vivent que de flatteries. Dites à Frédéric qu'il est... »

Ce matin au *Figaro* une proclamation de l'empereur, probablement apocryphe. C'est quelque abominable manœuvre de l'impératrice régente, de l'Espagnole qui a la prétention de nous gouverner encore. L'empereur ose dire qu'il a été victime des fautes de ses conseillers... qu'il a cru que le pays voulait la guerre, etc..., qu'il va charger à la tête de sa cavalerie et essayer de se faire tuer... Qu'il le fasse donc, c'est le vœu de tous les bons Français... Quant aux fautes commises autour de lui : aux fautes dont il aurait été la victime, cela est trop violent. Un homme qui n'a jamais eu que des commis ! Cette guerre, il la voulait, il l'a amenée, il l'a déclarée *lui, lui, lui-même, lui seul...* Le pays a bien été obligé de le suivre. C'est lui qui a fait la grandeur de la Prusse en 1866[1], c'est lui qui fait la ruine de la France en 1870.

Le Figaro déclare que la circulaire lui paraît apocryphe. Il ferait bien mieux de déclarer qu'elle lui paraît abominable.

Huit heures du soir. — On nous annonce que les Prussiens seront devant Paris le jeudi 1er septembre, peut-être seulement le vendredi 2, au plus tard le samedi 3.

28 août.

Rien de nouveau ce matin. M. Thiers a accepté de faire partie du comité de défense. On va voir ce qu'elles valent, ses fortifications !

C'est une des choses les plus curieuses et les plus éloquentes de Henri Heine que son Louis Bœme... Ils causent et Bœme de s'écrier en montrant un journal à Heine : « Tenez, vous pouvez le lire, c'est imprimé ici : « *L'Allemagne est grosse de graves événements.* » Oui, c'est vrai, l'Allemagne porte dans ses flancs de grandes choses, mais la délivrance sera pénible... Il nous faudra un accoucheur énergique qui ne craigne pas de se servir des instruments de fer. Qu'en pensez-vous ? » Et Heine de répondre : « Je pense que l'Allemagne n'est pas grosse du tout... »

En quoi Henri Heine se trompait, Bœme se trompait aussi, d'ailleurs. Cet accoucheur énergique attendu par lui,

1. Par son inertie au lendemain de Sadowa.

c'était la république. Il ne pensait pas à M. de Bismarck et au fusil à aiguille.

Minuit. — Voilà que le Prince Royal encore une fois a l'air d'hésiter sur la route de Paris. Il avançait avant-hier... On dit qu'aujourd'hui il n'avance plus et s'en va du côté de Rethel et de Vouziers, s'en allant par où a pris Mac-Mahon. Car je sais, moi, où il est Mac-Mahon... On me l'a dit ce soir chez la comtesse Duhesme. La maréchale Niel m'a enfin expliqué le fameux plan de campagne. Mac-Mahon a quitté Châlons avec une grande armée de cent quarante mille hommes... Il est allé sur Vouziers. Il y était avant-hier matin... De Vouziers il a marché sur Montmédy... Il a dû y être aujourd'hui, et une fois là, son affaire est faite. Il ne craint plus d'être tourné, il est protégé par la frontière belge qui le garde à gauche. Entre Montmédy où est Mac-Mahon et Metz où est Bazaine, se trouve Briey occupé par les Prussiens. Mac-Mahon va aller sur Briey et quand il attaquera d'un côté, Bazaine attaquera de l'autre, et, par-dessus les Prussiens pris et écrasés entre deux feux, Bazaine et Mac-Mahon feront leur jonction. Mac-Mahon ayant réussi à gagner Montmédy sans combat, avec sa grande armée, le succès pourrait être considéré comme certain, puis Bazaine et Mac-Mahon avec deux cent cinquante mille hommes reprendraient l'offensive en marchant contre le prince royal qui, s'il continue sa marche, pourrait être pris entre Paris et notre grande armée... Voilà. Une seule chose serait à craindre[1]. Un coup de main hardi sur Paris, et Paris enlevé de vive force, mais on dit que cela est impossible, que les forts sont imprenables, que Trochu en outre a déjà soixante mille hommes de bonnes troupes, qu'il en aura cent mille dans quelques jours. Enfin, achetons des légumes secs, du riz et attendons.

Cette pauvre madame Duhesme est sans nouvelles de Gaston[2], qui est avec Bazaine. Elle a su indirectement qu'il était sorti sain et sauf de Gravelotte — le 16 — et que le 19 encore il était bien portant à Metz. Depuis, rien, et c'est aujourd'hui

1. Les renseignements donnés par la maréchale Niel, mère de la comtesse Duhesme, étaient exacts. Le plan fut déjoué par Moltke, qui, se glissant entre la frontière belge et l'armée de Châlons, l'enveloppa et la fit captive, avec l'empereur, dans Sedan.

2. Gaston Duhesme, nommé plus haut.

le 28. Cela prouve clairement que Bazaine est cerné par les Prussiens ainsi que le disent les dépêches prussiennes. *Personne ici n'a de nouvelles.* La maréchale Canrobert n'en a pas de son mari — qui, dit-on, aurait été admirable à Jaumont. Le bruit de deux divisions prussiennes précipitées ce jour-là — 18 — dans la carrière de Jaumont se confirme. On dit que Bazaine ne veut pas qu'on écrive, que c'est lui qui interdit toute correspondance. Mais si les communications étaient ouvertes, je le mettrais au défi de réduire ainsi une armée de cent cinquante mille hommes au silence. La poste ne prendrait pas les lettres... bien... mais on en remettrait à des paysans, à des voyageurs... Il est évidemment cerné. Puisse Mac-Mahon le délivrer !

29 août.

Rien de nouveau. Absolument rien dans les journaux ce matin.

L'oncle de Gaston, le général de division Duhesme est revenu avant-hier matin à Paris dans l'état le plus affreux. Il était à Lyon relevant d'une grave maladie d'estomac quand la guerre a commencé. Il a été nommé au commandement de la cavalerie du corps de Mac-Mahon. En quarante-huit heures il part, traverse Paris, arrive à Strasbourg et là, tant bien que mal organise ses cantines, tentes, fourgons, etc... Le 6 juillet, il commandait les régiments de cavalerie qui se sont héroïquement sacrifiés pour la retraite de nos soldats en déroute[1]. Il arrive à Châlons, épuisé, désemparé, brisé. Une grande armée se réorganise sous Mac-Mahon. Le maréchal donne au général Duhesme un magnifique commandement de cavalerie : huit régiments intacts, n'ayant pas encore combattu. Il y a huit ou dix jours, il quitte Châlons pour aller au secours de Bazaine. Le général Duhesme se fait hisser à cheval. Il résiste pendant huit jours, ne pouvant plus ni manger ni dormir. Il s'engourdissait sur son cheval et plusieurs fois il a failli glisser et tomber... Enfin à Vouziers les forces lui manquent et il est obligé de remettre son com-

1. Cette charge est restée fameuse sous le nom de charge de Reichshoffen.

mandement au général Michel. On l'a ramené à Reims sur une petite charrette de paysan. Quand il est arrivé à Paris, il y avait vingt-huit jours qu'il était en campagne, et pendant ces vingt-huit jours, il n'avait pris que des cuillerées de lait, de bouillon et quelques gorgées de vin. Son état est très alarmant. Grand désespoir, grande exaltation. La tête est faible. Il parle sans cesse de ses huit régiments. « J'avais, dit-il, le plus beau commandement de cavalerie de toute l'armée. Mes huit régiments ! Obligé de partir... Je ne pouvais plus... J'étais mort... Quel malheur ! » Et il fond en larmes comme un enfant.

Minuit. — Grande émotion. L'heure décisive approche. On le sent. La grosse bataille va se livrer dans les Ardennes entre Vouziers et Montmédy. Le prince royal a décidément rebroussé chemin. Il a vu que l'armée de Mac-Mahon allait décidément droit sur Metz et sur Bazaine. Alors il a pris le parti d'aller sur Mac-Mahon. Quarante mille hommes auraient quitté Paris depuis hier soir et seraient allés à Reims pour, en cas de victoire de Mac-Mahon, se porter sur les derrières de l'armée prussienne. On dit aussi que quarante mille hommes ont quitté Lyon pour aller, par Belfort, dégager Strasbourg. Enfin, on revoit les armées françaises en mouvement. Notre pays se réveille et se retrouve. L'Europe qui nous regardait avec compassion commence à changer de ton et à nous regarder avec une certaine admiration mêlée d'envie. Nous avons laissé de côté nos querelles intérieures pour marcher droit à l'ennemi.

Les uns affirment que la jonction Mac-Mahon-Bazaine est faite ; d'autres soutiennent qu'elle est encore à faire.

Détails curieux sur les allées et venues du prince impérial. Pauvre enfant ! Et l'empereur, où est-il ? On ne sait, on n'en parle plus. Il est probable qu'il suit Mac-Mahon à la piste, et que s'il y a victoire il cherchera à en attraper quelques petites rognures. « Vous verrez, me disait je ne sais plus qui dans la journée, vous verrez que si les Prussiens sont battus l'empereur essaiera de se *refaufiler* à Paris à la suite de nos soldats victorieux. »

On commençait à se faire à l'arrivée des Prussiens. On se disait : « S'ils viennent à Paris, ils n'y entreront pas, et

il n'en restera pas beaucoup pour aller en Prusse raconter la défaite. »

Une joie mêlée de déception quand on a appris que les Prussiens s'éloignaient et retournaient dans les Ardennes. « C'était une première représentation annoncée, me disait Perrin dans la journée. Paris aime les premières représentations, il avait retenu ses places, il ne sera pas content si on lui rend son argent et si le théâtre fait relâche. » Il y a du vrai là-dedans. En attendant, ce mouvement incroyable de déménagement... De dix lieues à la ronde on se réfugie à Paris... Cette ville menacée d'un siège inspire une confiance extraordinaire. Le bois de Boulogne, rempli de bœufs et de moutons, est interdit au public.

30 août.

Rien de plus beau que le rapport du sergent du génie Michaud ou Michon. Ce sergent, il y a quelques jours, se trouvait à Épernay avec quatre soldats du génie. Ces cinq hommes, c'était toute l'armée française à Épernay. Cinq chassepots, cinq hommes de passage, rejoignant leur régiment. Un paysan accourt. « Les uhlans ! Les uhlans ! » Les habitants s'enfuient. Les soldats du génie demandent :

— Combien de uhlans ?

— Une cinquantaine, dit le paysan.

— A merveille, répond le sergent, nous sommes en nombre pour les recevoir.

Et voilà les cinq hommes qui organisent un petit retranchement, reçoivent les cinquante uhlans à coups de fusils, en tuent sept, en blessent cinq ou six, font trois prisonniers... Les uhlans se sauvent. Le sergent du génie était blessé à la main, deux doigts emportés, deux de ses hommes blessés également. Après la victoire, notre sergent court la ville. Le sous-préfet ? Pas de sous-préfet... Le maire ? Pas de maire. Les adjoints ? Pas d'adjoints... Le sergent voulait organiser la défense. Il courait depuis une heure à la recherche des autorités disparues quand arrive un autre paysan annonçant : Les Prussiens ! Les Prussiens !

— Combien sont-ils ? redemande le sergent.

— Tout un corps d'armée, cavalerie, artillerie, infanterie... Ils sont à une lieue d'ici au plus.

— Combien sont-ils?

— Je ne sais, dix, quinze, vingt mille hommes.

Délibération des cinq soldats du génie, dont trois blessés. Après délibération, ils se décident à la retraite, et dans son rapport à son colonel le sergent, racontant tout cela, termine par cette phrase admirable : « Devant l'arrivée d'un corps de vingt mille Prussiens, j'ai cru devoir me replier sur Château-Thierry. »

Situation vraiment singulière entre mon père et moi. Voilà bientôt une vingtaine d'années que nous sommes habitués à nous disputer sur la politique. Jamais du même avis. Lui, grand partisan de la politique et des actualités, moi, ayant ces inventions nouvelles en horreur et ne pouvant comprendre quel était l'intérêt français dans l'unité italienne et dans la grandeur prussienne... Mon père, très républicain, appelait toujours la révolution, moi conservateur, non certes par tendresse pour l'empire, mais à cause de l'incertitude du lendemain. Aujourd'hui pour la première fois d'accord. Nous avons tous les deux le même sentiment : horreur de la Prusse, horreur de l'empire. Cela jette une certaine tristesse sur nos dîners. Plus de querelles. Une harmonie parfaite et un peu monotone.

31 août.

Du côté de Metz et des Ardennes, rien de nouveau. On dit que c'est bon signe : cela signifierait que Mac-Mahon poursuit sa marche sans rencontrer d'obstacles... Il y avait huit ou dix jours que le roi Guillaume nous laissait tranquilles avec ses télégrammes de victoire. Ce matin, petite dépêche signalant un combat victorieux de la cavalerie prussienne. Un escadron prussien mettant en déroute dix escadrons français... Dans les journaux anglais, correspondances parlant de l'épuisement et du désarroi des armées allemandes. On a toujours dit que l'organisation prussienne était admirable pour une campagne de trois semaines, de grandes masses

rapidement réunies, rapidement portées en avant et écrasant l'ennemi sous le nombre. *Le saut de la panthère*... La campagne de Bohême... Mais la fermeté de Bazaine devant Metz a tout fait manquer. Écraser Bazaine en une grande bataille et porter les trois armées allemandes sur Paris, c'était le plan de M. de Moltke. Notre armée de Metz a fait un mal énorme aux deux meilleures armées allemandes. Le rapport officiel prussien sur Borny, Gravelotte et Jaumont a été publié hier soir par nos journaux... On y voit clairement que tous ces *combats victorieux* ont été des demi-défaites pour les Prussiens.

Nouvelles désolantes de Strasbourg. Le quart de la ville brûle. Les Prussiens et les Badois ne se donnent pas la peine d'attaquer la citadelle. Ils brûlent la ville et les habitants. L'évêque de Strasbourg est allé demander au général Werder de laisser sortir les femmes, les vieillards et les enfants. « Oh ! que non — a répondu le général — par la terreur nous forcerons le général Uhrich à capituler. » Et il a repris avec de plus gros canons le bombardement de la ville sans s'occuper de la citadelle. Toutes ces horreurs ont amené hier à la séance du Corps législatif un incident très émouvant. La Chambre et les tribunes se sont levées et au milieu d'un enthousiasme indescriptible, ont acclamé le discours de M. Keller qui demandait à l'assemblée de déclarer que Strasbourg avait bien mérité de la patrie et que l'Alsace, quoi qu'il pût arriver, resterait française.

2 septembre.

J'ai été nommé aujourd'hui tuteur des enfants de Paradol. M. Blanche, subrogé tuteur. Le conseil de famille composé de MM. Mignet, Lefoyer, Piétri, le docteur Parrot, Blanche et moi.

Enfin, voici des nouvelles, mais confuses, inquiétantes. Il y aurait eu deux grandes batailles entre Sedan et Mézières, dans les environs de Carignan... l'une, le mardi 30 août... Échec pour nous, le corps de Failly aurait été repoussé et aurait beaucoup souffert. L'autre, le lendemain mercredi 31 août. Victoire pour nous. Les Prussiens repoussés. Mac-

Mahon passant la Meuse... Tout cela, je le répète, est vague, incertain... Attendons. Quelles journées nous passons!

Minuit. — Toujours la même incertitude... on s'est battu le 30... Le général de Failly a été surpris *faisant la soupe*... Son corps d'armée pris de panique, mis en déroute; mauvaise, très mauvaise journée. Cela paraît presque certain. Le lendemain 31, victoire pour nous... Cela paraît également presque certain... Pas de dépêches du roi Guillaume sur *le combat victorieux du* 30. Bon signe pour nous... Hier, la bataille a dû continuer... Aucune nouvelle, on parle d'une dépêche que le prince de Joinville aurait envoyée aujourd'hui sur la journée d'hier[1] : « Mac-Mahon victorieux. Bazaine est en marche pour le rejoindre. Vive la France! »

Attendons! Espérons...

3 septembre.

« L'Allemagne aussi attend un rédempteur, un Messie terrestre, elle attend un roi de la terre, un sauveur armé du sceptre et du glaive, et ce libérateur allemand est peut-être le même qu'attend Israël.

» O Messie, bien aimé, ardemment attendu! Où est-il? N'est-il pas né encore? »

Ainsi parlait Henri Heine[2] en 1840. Oui, le Messie allemand était né, il était né à Schœnhausen, le 1er avril 1814, le jour même où l'on affichait sur les murs de Paris la déclaration signée par Alexandre au nom des Alliés :

« Les armées des puissances alliées ont occupé la capitale de la France. Les souverains alliés accueillent le vœu de la nation française. Ils déclarent que si les conditions de la paix devaient renfermer de plus fortes garanties lorsqu'il s'agissait d'enchaîner l'ambition des Bonaparte, elles doivent être plus favorables lorsque, par un retour vers un gouvernement sage, la France elle-même offrira des assurances de repos. Les souverains alliés proclament en conséquence : « Qu'ils » ne traiteront avec Napoléon Bonaparte ni avec aucun » membre de sa famille ».

1. Dépêche envoyée de Londres, où le prince vivait, exilé par l'Empire.
2. Henri Heine, *Satires et Portraits*, p. 160, Paris, 1868.

Donc, le 1er avril 1814, pendant qu'on placardait sur les murs de Paris cette proclamation datée du 31 mars 1814, ce jour-là même un enfant était né.

Cet enfant grandit, étudie le droit à l'Université de Gœttingue et s'engage dans l'infanterie légère : il était lieutenant dans la landwehr quand Henri Heine réclamait, appelait, invoquait le Messie allemand. En 1846, l'étudiant de Gœttingue, l'ex-sous-lieutenant prussien entrait à la Diète et tout de suite se faisait remarquer par l'étrangeté de ses discours. Il prétendait que toutes les grandes villes — centres de démocratie et de libéralisme — devaient être balayées de la surface du monde. Le roi de Prusse se dit tout de suite : « Voilà un homme. » Il l'envoya représenter les Prussiens à Francfort en 1851, à Vienne en 1852, à Saint-Pétersbourg en 1859 et à Paris en 1862. « Et là, à Paris, dit M. Vapereau, M. de Bismarck *se fit remarquer par son jugement droit et sain, par son esprit loyal, sincère et conciliant.* » En récompense de quoi l'empereur Napoléon III le nomma grand'croix de la Légion d'honneur.

Quand M. de Bismarck eut ainsi fait son tour d'Europe, il revint à Berlin prendre la présidence du Conseil des ministres. L'heure de l'action était venue. Le Messie allemand allait se révéler au monde. La politique de fer et de sang commençait. Il se signala d'abord par un traité signé avec la Russie pour l'écrasement définitif de la Pologne. Puis il fit mettre en prison les députés prussiens qui osaient parler au nom de la liberté, de la justice et de la dignité humaine. Après quoi, tranquille du côté de la Russie, tranquille du côté de l'opposition constitutionnelle, le Messie allemand se dit : « Je n'ai plus qu'une chose à faire : essayer le fusil à aiguille ». Il y avait là une inconnue, il était nécessaire de la dégager. M. de Bismarck arrange une petite guerre sans trop de risques ni de dangers. Il se jette contre le noble petit peuple danois. Excellente combinaison, car on essayait le fusil à aiguille et du même coup on le comparait sur le terrain au fusil autrichien. La campagne fut victorieuse et aussi la comparaison. C'en était assez... Les Prussiens pouvaient se mettre à la tête de la civilisation. Alors, alliance avec l'Italie, voyage de M. de Bismarck à Biarritz et du prince Napoléon

à Berlin, confidences avec Benedetti, frontières du Rhin promises à l'empereur s'il se tenait bien tranquille. L'empereur se tenant bien tranquille, on eut Sadowa, et M. de Bismarck prenant le Hanovre, la Hesse et Francfort, et puis, par les conventions militaires, s'annexant de fait : la Bavière, la Saxe, Bade et toute l'Allemagne. Et l'empereur disant toujours :

— Eh bien ! et moi ?

M. de Bismarck répondait :

— Attendez, attendez, je vais arranger quelque chose avec ce cher Benedetti.

Et il lui dictait le traité belge, et Benedetti écrivait... Bismarck pose enfin la candidature Hohenzollern. D'où la guerre et les Allemands en France. Et le voilà, le voilà venu, le Messie allemand. Il est arrivé... Est-ce bien l'homme appelé, attendu par Heine ?

Nouveaux désastres, et plus terribles et plus décisifs que les deux déroutes du 6 août... De Failly surpris encore pendant qu'il faisait faire la soupe à son régiment ; son corps d'armée mis en déroute, pris de panique, un nouveau Wissembourg... Ceci se passait le 30... Le 31, Mac-Mahon livre une bataille indécise... Le 1er septembre on se bat encore, sans grand résultat... Les Prussiens préparaient leurs masses et entouraient Mac-Mahon de toutes parts. Le 2 septembre, trois cent mille hommes tombaient sur les cent mille hommes de Mac-Mahon. Mac-Mahon est écrasé, blessé et passe le commandement à Wimpfen qui capitule avec quarante mille hommes. Parmi les prisonniers : l'empereur. Pendant ce temps, Bazaine essayait de sortir de Metz, et se faisait rejeter dans la ville. Paris, ce soir, est très agité. Ce n'est plus la consternation et l'accablement du 6 août. C'est une véritable exaspération dans le peuple. Des bandes parcourent les boulevards en criant : « La déchéance ! » On s'arrache les journaux... On me conseille de quitter Paris dès demain. Quitter Paris en ce moment... S'en aller où ? A Dieppe, à Étretat... Et cependant puis-je laisser ici ma femme à la veille d'accoucher ? La guerre sous Paris, la guerre dans Paris. Nous aurons les deux.

Cavé[1] nous disait le mot d'un sénateur préparant sa défection : « Ah ! ne me parlez plus de l'empereur, disait-il... Je ne veux plus en entendre parler depuis que j'ai su que c'était lui qui avait fait Strasbourg et Boulogne. »

4 septembre.

Dieppe. Minuit... Hôtel du Géant.

Quelle journée !... Les nouvelles ce matin plus terribles que jamais. Le désastre sous Sedan complet. Une révolution inévitable à Paris. L'Empereur pris, Mac-Mahon blessé, Wimpfen capitulant avec quarante mille hommes. Tout cela confirmé.

Jules Favre hier soir a proposé la déchéance. La Chambre hésite. Quelle Chambre ! Quelle majorité ! Il y a un mois, elle devait renverser l'empire, proclamer la république... C'était le seul moyen peut-être d'en sortir. Aujourd'hui, plus rien à faire par la Chambre. Elle va être emportée par un mouvement populaire. Je viens d'aller chez madame Breguet[2] la prévenir que décidément j'emmenais Louise. Je vais à Puy. J'ai loué la maison de Montigny, près de Dumas fils. Sur la route de la rue de la Rochefoucauld au quai de l'Horloge, des bandes d'hommes... Air de révolution... L'empire n'a plus que quelques heures à vivre. Paris ce soir sera en république. On dit l'impératrice partie. Le prince impérial en Belgique. Partis à une heure pour Dieppe. Ma mère, Valentine et Yal partent ce soir. Mon père reste. Meilhac aussi. Voyage facile... Louise bien, très bien. Beau temps. Puy horrible, impossible, un trou. Impossible de rester là malgré les prières de Dumas fils qui prétend que rien n'est plus charmant et plus habitable. Grande illusion de Dumas fils sur la situation. — Que se passe-t-il ?

— Eh bien ! la déchéance doit être prononcée en ce moment.

— Oh ! comme vous y allez... On n'en est pas encore là...

Le même fiacre nous ramène à Dieppe. Beau temps. Louise très bien. Quel bonheur qu'elle supporte ainsi ce voyage ! Revenus à Dieppe, madame Blanche nous dit :

1. Albert Boulanger-Cavé, intime ami de Ludovic Halévy. Cf., sur cet homme de goût et d'esprit, *Pays Parisiens*, par Daniel Halévy, p. 82-95.

2. Mme Breguet, belle-mère de Ludovic Halévy.

— Restez ici...

Non, je veux gagner Étretat... Nous dînons, Louise, madame Breguet et moi... Je vais rôder dans la ville... Très calme, très indifférente.

A huit heures et demie, on affiche une dépêche annonçant que l'empereur n'a rendu que sa personne, ayant confié tous ses pouvoirs à l'impératrice régente. L'empereur est bien bon, il pouvait dire : « Je suis la France, voulez-vous la France? » Non, il n'a pas fait cela.

Dix heures. — Nouvelles dépêches, trois, quatre. Déchéance prononcée, république proclamée. Où ça? Par qui? A l'Hôtel de Ville, dit une dépêche. Gouvernement provisoire, Trochu et les députés de Paris, dont Rochefort. Étienne Arago, maire de Paris... Ces dépêches sont signées Léon Gambetta, ministre de l'Intérieur. Je vais à la sous-préfecture. Les Dieppois lisent les affiches. La plupart, tristes, silencieux, s'en vont... Les autres, en très petit nombre, se répandent dans les rues, criant : « *Vive la République* ! » Quelques fenêtres s'ouvrent et les visages étonnés paraissent... Les fenêtres se referment... Je m'approche d'un groupe. On écoute un monsieur qui dit : « Je viens de voir le sous-préfet, et voici ses paroles : « La » déchéance est prononcée, la république est proclamée et » je suis maintenu. » Je tourne un peu dans la ville. Je rentre à l'hôtel... Il est onze heures. Je rencontre une vieille dame en noir dans l'escalier.

— Est-ce vrai, monsieur, ce qu'on dit, que la république est proclamée?

— Oui, madame, très vrai, cela est affiché à la sous-préfecture.

— La république, quel malheur !...

Et elle fait un grand signe de croix... Je vais à onze heures un quart attendre maman, Valentine et Yal... Une heure de retard est annoncée pour le train... J'attends, allant et venant. Beau temps. Au loin s'élèvent de cette ville endormie quelques rares cris : « *Vive la République* ! » Dans le vestibule de la gare, un homme d'équipe pérore :

— Enfin voilà Rochefort au pouvoir... J'aurai vu ça avant de mourir, quel bonheur !

Quelqu'un, timidement, lui dit :

— Et les Prussiens?

— Les Prussiens, répond-il, les Prussiens, ils vont reculer devant ces deux mots : la République française.

A minuit un quart, arrive tout mon monde. Yal me dit : « La république, nous avons la république, ça a tout de suite été très bien pris. » Ma mère me raconte ce qui se passe à Paris. La bourgeoisie grave, résignée. Les ouvriers ravis. C'est un jour de fête pour eux. On plante déjà les arbres de la liberté. On enlève partout les N, les E, les armoiries impériales. La garde nationale a pris possession des Tuileries. L'impératrice n'étant plus là, on parlait de faire illuminer ce soir. La Chambre a été envahie... La république proclamée à l'Hôtel de Ville... Tout à fait la marche de 1848, avec les Prussiens en plus. Le Gouvernement provisoire déclare, par la plume de Gambetta, qu'il va organiser la défense. Sans armées, que faire? Le cocher de fiacre qui a conduit maman au chemin de fer était dans le délire, il allait ventre à terre, criant : « Vive la République! » et pendant que maman le payait, il lui a dit : « La république, Rochefort au pouvoir... c'est le plus beau jour de ma vie... Et puis le comte de Paris va revenir... Il sera roi de France et ce sera encore le plus beau jour de ma vie. » (*sic*) Le départ pour Étretat est décidé. Nous quitterons Dieppe demain à midi.

L'empereur disait à la fin de juin dans sa proclamation à l'armée : « Nous allons entrer dans un pays *hérissé d'obstacles et de difficultés* » (*sic*). L'empereur demain ou après-demain entrera sans aucune difficulté dans la forteresse de Mayence. Et ce sera le dénouement du plébiscite, *ce coup d'État : l'extérieur tout à l'empereur* [1].

Victor Hugo approuvait cette guerre. Busnach [2], il y a un mois, était chez le grand homme à Guernesey, et voici quelle était l'opinion du dieu : « Cette guerre était inévitable, et si elle réussit et nous donne les frontières du Rhin, bravo, ce sera une besogne de faite pour nous. La France a besoin des frontières du Rhin. »

1. Le plébiscite de juillet 1870. L'empereur venait alors de rendre au pays ses libertés constitutionnelles, se réservant *tout l'extérieur*.

2. Busnach, homme de lettres, auteur dramatique; Zola se l'associera pour porter ses romans au théâtre.

5 septembre.

Dieppe parfaitement tranquille... M. de Laubépine-Sully, sous-préfet, couvre les murs de Dieppe d'affiches annonçant la proclamation de la république, l'enthousiasme, l'assentiment général, l'ordre, la concorde, etc... Tout cela signé Gambetta. Gambetta, que de fois, après la séance, il m'a reconduit du Corps législatif à l'Institut ! Je ne me doutais guère, bien que le trouvant fort spirituel, qu'il serait à si courte échéance chargé de sauver la France... L'apathie et l'indifférence des provinciaux ont quelque chose de *monstrueux*. Paris est loin d'eux. Les Prussiens ne doivent pas venir à Dieppe. Ils prennent cela avec une grande philosophie. On voit bien que les affaires de la France ne sont pas les affaires de Dieppe. Cela justifie pleinement Paris de faire les révolutions à lui tout seul.

Devant les affiches de M. Laubépine-Sully, une consternation que je peux traduire ainsi :

A. — Eh bien ! voilà la république ! Quel changement !

B. — Le changement du sous-préfet d'abord.

A. — Oui, qui va-t-on nous donner ?

B. — Celui de 1848 était un bien bon vivant... Vous rappelez-vous ?

A. — Parfaitement, un grand maigre qui était venu avec une petite rousse.

Le mot vrai, le sentiment vrai, c'est que la république, pour une petite ville de province, c'est le changement du sous-préfet. Voilà le point capital.

6 septembre. Hôtel Blanquet. Chambre 21.

Cinq heures du matin. — Si quelqu'un, il y a six semaines, m'eût dit : « Le 20 juillet, Paradol se tuera d'un coup de pistolet à Washington... »

8 septembre.

Louise et le bébé vont admirablement bien. Le bébé dort toujours[1].

1. Élie Halévy, né à Étretat le 4 septembre 1870. C'est l'imminence de cette naissance qui avait déterminé Ludovic Halévy à faire sortir les siens de Paris. On a retranché ici maints passages d'un caractère étroitement familial.

9 septembre.

Circulaire de Jules Favre qui déclare qu'il ne cédera pas un pouce de terre française. Les puissances étrangères, sans reconnaître notre Gouvernement de fait, se mettent en relation avec lui. On parle de négociations diplomatiques, d'un armistice de dix jours... On dit que la défense de Paris ne sera que pour l'honneur. La grande difficulté, en somme, c'est l'absence de gouvernement en France. Je doute que la Prusse veuille traiter avec la république. Elle désire un gouvernement plus solide, plus durable. Essaiera-t-elle de l'organiser elle-même? Ce sera plus difficile que de battre nos pauvres armées mal commandées et mal nourries.

On a saisi et on va publier la correspondance des membres de la famille impériale.

Victor Hugo, lundi soir, est arrivé à Paris... On lui avait organisé un petit triomphe... Victor Hugo a fait un discours.

La Marseillaise hier matin a éclaté. Le fameux général Cluseret[1] a déclaré que le Gouvernement provisoire n'était qu'une honteuse collection de réactionnaires. Qu'il n'y avait là dedans que Rochefort qui ait la confiance du peuple, qu'il fallait balayer ces gens-là et proclamer la véritable république démocratique et sociale. Rochefort a tout de suite déclaré qu'il ne faisait plus à aucun titre partie de la rédaction de *la Marseillaise* et que l'article du général Cluseret était *odieux*. Voilà Rochefort réactionnaire.

Extrait de la lettre de Meilhac en date du 7 :

« Je viens de voir ton père. Il est aussi joyeux qu'on peut l'être et plus que jamais décidé à ne pas quitter Paris. Je suis moins net que lui. Cependant, je ne partirai pas encore ce soir. Dimanche (au milieu des chants patriotiques et de l'allégresse générale), j'étais absolument disposé à m'en aller. Et puis on réfléchit, et puis on attend et l'on finit par rester. Ce n'est pas qu'au fond je sois très rassuré, mais il faut espérer contre toute espérance. Sur le boulevard, les bruits qui courent ne sont pas tous bons, mais il y a de l'exagération dans les mauvais. Je dois te mettre en garde contre *le Gaulois*, *le Figaro*,

1. Cluseret jouera un rôle important dans la commune de Paris. Il avait gagné son grade en combattant aux États-Unis, dans la guerre de Sécession.

le *Paris-Journal* que, sans doute, vous recevez là-bas. Nous sommes un peu moins forcenés que ces journaux ne le disent et les barricades ne sont encore que sur le papier. La marche de l'ennemi est aussi un peu plus lente qu'on ne l'annonce, mais c'est toujours le même système. Un moment de repos et puis la tempête. Tu auras demain, si tu ne l'as déjà, la grande circulaire de Jules Favre. Elle est vraiment très bien. Je suis pourtant de l'avis de ton père. Il eût mieux fait de ne pas parler de ces damnées barricades. Il faut d'abord parler des forts, et puis des fortifications et ne pas mettre du tout en avant la dernière ressource... d'autant plus que cette ressource?

» Ce qui peut devenir grave : c'est le mouvement de *l'Internationale*. Il est sûr qu'elle commence à remuer et j'ai, collée tout près de chez moi, à la porte des Folies-Bergère, une annonce de réunion publique pour ce soir... qui ne me dit rien de bon. »

Extrait de la lettre du 8 :

« Aujourd'hui, réapparition de *la Marseillaise*. Je ne me trompais malheureusement pas hier en te parlant de *l'Internationale* et des craintes que m'inspirait ma voisine. C'est de la salle des Folies-Bergère que je veux te parler. Cela commence à se dessiner. « *Les noms de ceux qui nous gouvernent ne sont pas ceux que nous attendions. Ce qu'il nous faut, c'est la république démocratique et sociale.* » Puis des injures à Gambetta et des compliments à Rochefort qui veulent dire qu'on le prie de lâcher tous ces gens-là et de revenir aux purs, aux Grousset, aux Fonvielle, etc... Voilà le gros nuage et le plus noir, on l'attendait, mais il n'en est pas moins épouvantable de le voir arriver.

» Et le pire, c'est qu'au fond de ces réclamations, de ces sottises et de ces menaces, il y a des choses raisonnables. Cela trouble la conscience et arrête l'énergie. Il faudrait à la fois écraser ces gens-là et faire les trois quarts ou tout au moins la moitié de ce qu'ils demandent. Où est l'homme capable de ce tour de force? Où est le despote? Où est le révolutionnaire? Enfin, je ne connais pas grand'chose à ces questions et j'aime à croire que je me trompe et que j'exagère singulièrement.

» De l'ennemi, toujours pas de nouvelles — cinq heures —

donc, je ne cours pas de grands dangers, mais je suis bien seul et je m'ennuie d'une rude façon. Si demain j'étais sûr d'avoir quarante-huit heures devant moi pour aller et venir, j'irais peut-être vous faire une petite visite, mais cela n'est guère probable.

» En attendant, je vous embrasse de toutes mes forces, le petit excepté, que je ne veux pas serrer trop fort dans la crainte de lui faire mal. Lui, je l'embrasse tout doucement.

H. M.

» Effaçons un peu de noir. Le public lui-même a brûlé *la Marseillaise*. Rochefort écrit qu'il ne fait plus partie de la rédaction, on est allé demander à Trochu de supprimer le journal. Espérons qu'il ne le fera pas. Beaucoup de bruits d'interventions raisonnables. Cependant les Prussiens avancent et ma visite est de moins en moins probable... »

Cavé, lui, m'écrit le 8, hier jeudi :

Cher Ami,

Tu as un gros garçon, et une femme qui est une fameuse petite femme... Je ne te plains pas trop.

Je ne me plains pas trop non plus. Le courage se raffermit ici de jour en jour, surtout un peu en dessous de nous. Je les vois tous bien résolus. Cela nous gagnera, je l'espère, et le premier coup de canon donnera plus de ressort aux indifférents. A Puteaux, Suresnes, Courbevoie, Asnières, ils sont engagés. A Neuilly, plus mous. Bellevue et La Villette, très bons. Voilà mes renseignements particuliers. Je viens de Madrid [1]. Neuilly est plein de troupes cantonnées. Bonne mine, bonne humeur.

Les princes d'Orléans sont venus avant-hier offrir leurs services. On les a très bien reçus, mais le Gouvernement, tout en reconnaissant qu'ils seraient acclamés par les trois quarts de la population, a craint que le quatrième quart ne protestât à coups de fusil. Ils sont repartis. J'ai su ces faits par Estancelin.

On traitera, je crois, sous Paris en se défendant. Ce sera du moins un peu plus honorable que de céder avant avec de

1. Madrid, à Neuilly, à la lisière du Bois de Boulogne.

pareilles fortifications. On compte sur la Russie? Sur l'Italie? Sur l'Amérique? Paris est calme, très calme. Pas un sergent de ville et tout marche. C'est au moins très singulier. Une très bonne lettre de Rochefort en réponse à Cluseret — il répudie *la Marseillaise* — mauvaise, en ce sens cependant que le parti extrême ne se retrouvera plus représenté dans le Gouvernement. Tout Paris est armé, mais sans cartouches. Le mobile va bien. Le garde national, bien aussi et les nouveaux bataillons formés d'ouvriers disent déjà : *les voyous* (les blouses). J'ai ce détail de l'état-major. Je crois que c'est le mobile et le garde national qui donneront le branle à l'armée si l'on se bat. La journée de dimanche a été funeste pour les troupes de Paris. Les fuyards de Sedan font les plus tristes récits, jettent le trouble : il paraît que les deux derniers jours, les soldats ont été pitoyables; la débandade la plus honteuse. Robert[1] et Cassagnac prisonniers. Je tiens ce renseignement du secrétaire de Perrin, lequel quitte l'Opéra si on ne lui assure les 100 000 francs de la liste civile.

A. B. C.

10 septembre.

Lettre de Meilhac du 9 :

Haeckeren mort. Feuillant mort... Ce pauvre petit de Bellyme mort. J'ai su tout cela par le neveu de Ney qui par parenthèse me charge de te dire bien des choses. Il est tout stupéfait d'être vivant, pas pour longtemps peut-être. Car Trochu les a fait venir et leur a bien dit que ce qu'il leur demandait c'était le sacrifice de leur vie. Je n'ai pas besoin d'ajouter la réponse. Ils sont prêts. Ils mourront... Encore si c'était pour changer la face des choses. Ils ne l'espèrent guère, et cependant ils sont prêts.

Viénot et Rosenberg sont prisonniers. Je viens de voir le turco favori de Viénot qui m'a tout raconté. C'est toujours le même refrain : pas de vivres, pas de munitions... Ce pauvre diable n'était plus turco, Viénot devait l'emmener au 8e chasseurs, mais il ne l'avait pas encore fait incorporer, de sorte que mon turco est à Paris sans savoir à quel régiment il appartient. Il est revenu comme il a pu. Il a encore son chassepot,

1. Robert Mitchel, journaliste et homme politique bonapartiste.

mais il paraît un peu découragé. Il regardait par ma fenêtre des mobiles de province (j'ai oublié de te dire que nous avions des mobiles). « Pauvres gens, disait-il, qu'est-ce qu'ils pourront faire? Ils se feront tuer... » C'est à ce mot qu'il faut toujours revenir.

Quant à moi, j'ai presque envie d'être assiégé sérieusement, tant je m'ennuie. J'ai embarqué hier les dernières cocottes... Il ne me reste plus que cette malheureuse Blanche d'Antigny. Elle ne peut pas arriver à avoir l'air triste, mais il est incontestable qu'elle n'a plus l'air aussi gai. Elle reste cinq minutes sans rien dire, sans remuer, et finit par demander ce qu'on fera le soir. Une chose que j'aimerais encore mieux que le siège de Paris, ce serait la paix... ou tout au moins un armistice. J'irai vous voir, et tout de suite... Mais les bruits d'intervention sont toujours bien vagues.

Les journaux arrivent. Ils sont bien tristes ce soir... Il n'est plus question d'armistice. Les Prussiens avancent. On se prépare à la défense. On annonce que d'ici deux ou trois jours il n'y aura plus de gaz dans Paris... Paris dans la nuit... La rente cependant a encore monté de 45 centimes aujourd'hui.

Que la reine d'Espagne doit être heureuse de voir par terre l'impératrice, son ancienne sujette !... M. Mont disait à Paradol, au moment de la chute de la reine Isabelle : « L'empereur a été très bien et paraissait véritablement attristé... Quant à l'impératrice, elle a été abominable, elle ne prenait pas la peine de cacher sa joie, on sentait quel plaisir cruel c'était pour elle de voir devant elle, détrônée, fugitive, son ancienne souveraine. »

Il y a des paniques à Étretat, oui, à Étretat. Le bruit court que les Prussiens veulent venir au Havre, qu'ils sont déjà à Rouen...

Quand les Prussiens ont tenu l'empereur il y a eu un moment d'ivresse et d'enthousiasme : nous tenons l'empereur Napoléon. Le roi Guillaume a reçu l'empereur et il a envoyé à la reine Augusta sa fameuse dépêche : « Quel moment saisissant que celui de mon entrevue avec Napoléon !... »

LUDOVIC HALÉVY

(A suivre.)

L'ANGLETERRE
ASSUME SES RESPONSABILITÉS

Les constructions politiques anciennes choquent les esprits géométriques par la bizarrerie de leur architecture.

Mais elles se conservent aisément, car le grand nombre assimile ces édifices immémoriaux aux œuvres mêmes de la Nature et ne les met pas en question.

Au lieu qu'une construction neuve, si juste qu'en ait été le plan, est toujours discutée et se trouve par là fragile.

Il faut donc, pour maintenir des droits nouveaux, plus d'application que pour perpétuer des abus établis.

On hésiterait à rappeler une vérité tellement connue, si l'histoire de l'Après-Guerre ne témoignait que les dirigeants européens l'ont complètement perdue de vue.

Les traités de Versailles, de Saint-Germain, de Neuilly, de Trianon et de Sèvres bouleversaient la structure de l'Europe. C'est la conjonction des forces de certaines nations et l'accord des volontés de certains dirigeants qui déterminaient la nouvelle configuration de la société européenne.

Mais l'œuvre n'était pas encore achevée que déjà se dissolvaient et la conjonction des forces et l'accord des volontés.

Les Trois, se voyant capables d'amenuiser tel État des deux tiers, d'enfler au triple le volume de tel autre, en prononçant seulement quelques paroles et en écrivant quelques lignes, semblent avoir été saisis d'une foi aveugle dans la magie créatrice de leur Verbe. Et avoir oublié que la baguette magique c'étaient les armées victorieuses.

M. Lloyd George conte, dans ses *Mémoires* relatifs à la Conférence de la Paix, l'étonnante affaire d'Erzeroum : on peut la regarder comme symbolique.

C'était lors de la discussion des conditions de paix qu'on entendait dicter à la Turquie. Wilson, qui gisait paralysé à la Maison-Blanche, impuissant à faire ratifier le traité de Versailles par son Sénat, expédia néanmoins au Conseil suprême, qui se réunissait à San Remo, une longue dépêche pressant les Alliés d'assurer à « la libre Arménie » un « accès à la mer ». Et voilà le Conseil suprême qui discute longuement s'il faut accorder Erzeroum aux Arméniens, voilà lord Curzon et M. Berthelot qui se prononcent énergiquement en ce sens. Enfin le maréchal Foch est admis à donner son avis. Indiscrètement, il dit : « Il y a des soldats turcs à Erzeroum. Qui les chassera ? Et une fois la ville donnée aux Arméniens, qui la défendra ? »

A ces questions, point de réponse. Et, peu après, quelques coups de fusil mirent fin à l'existence de l'Arménie.

Personne n'entendit la leçon : qu'on peut tracer les frontières qu'on voudra, à cette seule condition, nécessaire et suffisante, qu'il faut tenir prêts les moyens de les défendre.

LA FRANCE, SEULE GARDIENNE DE L'ORDRE ÉTABLI

On a prétendu que le traité de Versailles, et ceux qui l'ont accompagné, avaient été exceptionnellement mal conçus. La vraie singularité historique est ailleurs : il est sans exemple qu'un si grand règlement imposé au prix d'une si grande guerre ait inspiré aux vainqueurs si peu d'efforts pour le maintenir.

Le vaincu, certes, est dans son rôle lorsqu'il s'emploie à modifier l'ordre établi. Disjoindre la coalition victorieuse est son premier souci. Les efforts de Talleyrand au Congrès de Vienne sont connus du moindre lycéen.

Mais, dans le cas du traité de Versailles, la diplomatie allemande n'a point à s'exercer. Infligeant à Wilson, qui avait engagé la parole de son peuple, un démenti vraiment scandaleux, les États-Unis proclament leur désintéressement des affaires européennes. L'Italie, dont Wilson nous a fait perdre l'amitié, s'isole dans la bouderie diplomatique. La

Grande-Bretagne, elle, se constitue l'avocat de la cause allemande et semble se réjouir des difficultés rencontrées par les petits États qu'elle a contribué à mettre au monde.

L'ordre établi par les quatre grandes puissances ne trouvait donc qu'un seul gardien : la France.

Et si notre politique étrangère, au cours des vingt dernières années, prête à de graves critiques, nous avons au moins cette excuse de nous être vus les uniques défenseurs d'une structure dont les pires faiblesses n'étaient point de notre fait.

Pour la défendre efficacement, il aurait fallu du moins que nous eussions pleinement conscience de notre rôle. Trente-huit millions de Français ne pouvaient fixer solidement les frontières de 1919 qu'au prix d'une constante vigilance, de grands armements et de l'usage systématique d'auxiliaires. Toutes choses que rendait impossible un régime dont la nature exclut les longs efforts et les desseins suivis.

Parmi les hommes qui jugeaient cette politique nécessaire, peu osaient la présenter à visage découvert. Car, de Russie par les canaux socialistes et d'Angleterre par les artères radicales, nous était venu le mot d'ordre : « Le relèvement de l'Allemagne est la condition de la paix européenne. Et l'impérialisme français est l'obstacle. »

Nous n'avions, pour maintenir le système de Versailles, ni le concours de nos grands alliés, ni la ferme notion de notre bon droit, ni la volonté d'accomplir les efforts suffisants. L'issue, donc, n'était point douteuse. Un coup fut frappé en mars 1936, qui aurait dû constituer un avertissement.

Mais non ! Il fallut, en douze mois, la disparition successive de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie. La France assistait, désormais impuissante, à l'écroulement de l'ordre versaillais. L'Angleterre, alors, mesura les conséquences du relèvement de l'Allemagne, qu'elle avait tant favorisé, et du désarmement de la France, qu'elle avait tant réclamé.

Et Londres, subitement, intervint pour sauver ce qui restait des constructions de 1919-1920.

LES GARANTIES IMPROVISÉES DE L'ANGLETERRE

Cette intervention a un caractère extraordinairement hâtif et improvisé.

Ayant lieu de craindre, après le coup de force du 15 mars contre la Tchécoslovaquie, un autre coup contre la Pologne, M. Chamberlain se leva, le 31 mars, à la Chambre des Communes et il déclara : « *Au cas d'une action quelconque mettant nettement en danger l'indépendance polonaise, et à laquelle le Gouvernement polonais estimerait qu'il est de son intérêt vital de résister avec ses forces nationales, le Gouvernement de Sa Majesté se considérerait comme tenu immédiatement de soutenir la Pologne par tous les moyens.* »

Par cette déclaration, le Gouvernement britannique a rompu avec son attitude constante au cours des vingt dernières années. Cette attitude pouvait se caractériser ainsi :

Primo : répugnance à promettre un concours à la France et à la Belgique en cas d'agression allemande, mais néanmoins disposition à faire de telles promesses en échange d'un droit de regard sur la politique étrangère de ces pays ; *secundo :* refus absolu de prendre un engagement quelconque à l'égard des pays d'Europe centrale et orientale.

Cette attitude de l'Angleterre, qui a trouvé son expression écrite dans les traités de Locarno, a laissé l'Europe centrale et orientale dans la situation d'une sorte de chasse ouverte à l'Allemagne.

C'est à quoi viennent remédier à présent les garanties jetées au hasard des menaces.

La menace sur Dantzig appela les déclarations de M. Chamberlain, du 31 mars, relatives à la Pologne ; la conquête de l'Albanie, le 7 avril, provoqua les promesses faites le 13 à la Grèce et à la Roumanie.

La fragilité stratégique des positions grecques et roumaines nécessita l'accord avec la Turquie annoncée le 12 mai, cependant que l'impossibilité de ravitailler la Pologne en cas de guerre menait à l'ouverture de négociations avec la Russie. Contemplant le résultat de cette grande improvisation, nous constatons qu'un conflit éclatant dans un secteur quelconque

de l'Europe oblige désormais le Royaume-Uni, *automatiquement*, à faire la guerre.

Les inconvénients de ce système sautent aux yeux. Armé de tels engagements, un gouvernement imprudent, à Varsovie, Bucarest ou Athènes, pourrait mener à l'égard de l'Allemagne la politique la plus provocante, assuré contre les conséquences de ses actes par l'appui britannique et français, promis sans conditions. Il eût été facile de préciser que les puissances occidentales n'apporteraient leur concours que si les puissances garanties se conformaient à certaines règles de conduite. Les circonstances du moment rendaient de telles réserves inutiles et dangereuses.

Inutiles parce qu'il était patent que les puissances garanties se trouvaient dans les dispositions les plus pacifiques et ne feraient rien pour attirer la foudre. Dangereuses parce que la moindre réserve, venant après le comportement des puissances occidentales dans l'affaire tchèque, eût donné l'impression que les Franco-Britanniques se réservaient une porte de sortie, pour échapper éventuellement à leurs engagements solennels.

Les obligations contractées par l'Angleterre en avril et mai, comme celles que l'Angleterre est en train de contracter à l'égard du Gouvernement des Soviets, sont bien le fruit hâtif de circonstances dramatiques.

Que les événements guident la plume britannique, l'affaire du traité russe en témoigne.

La Grande-Bretagne voulait à l'origine quelque chose de fort simple : que la Russie, voisine de la Pologne et de la Roumanie, leur prêtât son concours au cas d'une agression allemande contre l'un d'eux.

C'était l'intérêt anglais, les engagements pris à l'égard de Varsovie et de Bucarest pouvant difficilement être tenus sans la collaboration russe. C'était l'intérêt russe aussi, puisqu'une agression contre la Pologne ou la Roumanie détruirait des États qui constituent à présent la couverture de la Russie à l'égard de l'Allemagne.

Mais à Moscou, on sentit qu'il fallait se prévaloir de l'émotion britannique pour engager le Royaume-Uni de façon plus complète et plus durable.

A Downing Street régnait une inquiétude que, s'agissant de toute autre capitale, on appellerait de l'affolement. L'imminence du danger, apparaissant soudain après un long aveuglement, portait la classe dirigeante aux mesures les plus extrêmes : rompant avec toutes les traditions nationales, on remettait à un homme d'État étranger, hier encore suspect, un blanc-seing de guerre et l'on instituait la conscription. Quelque odieuse que soit à Londres l'idée d'une alliance militaire avec des puissances continentales, cela même devenait possible. Il serait fou, pensa-t-on au Kremlin, de laisser passer l'occasion d'engager définitivement l'Angleterre.

UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ COLLECTIVE

Nous semblons évoluer vers un système de sécurité collective dont les bases seraient les suivantes :

Trois grands empires, britannique, russe et français, redoutant des atteintes à leurs territoires ou à leurs possessions, se promettent aide et secours.

Mais ce n'est pas seulement une attaque directe qui peut les mettre en danger. C'est aussi une entreprise sur l'indépendance de tel ou tel autre État, entreprise dont la réussite modifierait à leur détriment l'équilibre de forces. Donc les trois empires résisteront de concert à de telles entreprises.

Ils comptent, pour les aider en cela, sur deux puissances militaires qui, l'une, la Pologne, a des intérêts européens et l'autre, la Turquie, a des intérêts balkaniques. Chacune se lie dans les limites géographiques de ses intérêts vitaux.

Enfin, des puissances mineures : Roumanie, Grèce, Hollande, Suisse, bénéficieront de cette conjonction de forces, en ce sens qu'elle servira éventuellement à leur défense. Mais elles n'y contribueront point, en ce sens que chacune n'aurait à se battre qu'au cas précis où elle serait elle-même envahie.

De cette sommaire description d'une construction diplomatique, dont l'achèvement est aléatoire et la nature brumeuse, une impression se dégage déjà.

C'est que ce système, jusqu'à présent hypothétique, de sécurité collective, serait *hiérarchisé*, l'étendue des obligations,

pour chaque contractant, étant proportionnée à l'étendue de ses intérêts vitaux.

Dès lors qu'on emploie le terme de « sécurité collective », la pensée se trouve naturellement reportée de vingt ans en arrière, à cette retentissante cinquième Assemblée de la S. D. N., où l'on élabora le document que l'Histoire retient sous le nom de « Protocole de 1924 ».

Alors, comme aujourd'hui, on prétendait « prévenir l'agression en constituant un Front de la Paix ».

Un esprit un peu philosophique tirerait de grands effets d'un parallèle entre la construction à priori de 1924 et la construction à posteriori de 1939.

En 1924, on s'en souvient, le peuple français et le peuple anglais avaient marqué, par un verdict électoral très net, qu'ils étaient las d'entendre parler de la Victoire et ne voulaient plus que la Paix, qu'on les laissât en paix...

MM. Ramsay Mac Donald et Edouard Herriot incarnaient cette humeur nonchalante et débonnaire. Ils frappèrent les imaginations en se rendant à Genève : ils étaient les premiers chefs de gouvernement à payer ainsi hommage personnel à l'institution internationale. L'exemple donné par les deux principales puissances fut suivi. Et c'est devant un parterre de présidents du Conseil et de ministres des Affaires étrangères que s'ouvrirent les débats de septembre.

Ils aboutirent à un engagement solennellement contracté par les représentants de quarante-huit nations, et selon lequel ces pays s'encourageaient mutuellement à désarmer et promettaient tous leur concours à celui d'entre eux qui serait attaqué.

« *Ce qu'il y a de beau dans ce pacte,* concluait Briand d'une voix émue, *c'est qu'il ne fait pas de distinction entre ce qu'on appelle les petites nations et les grandes nations. Toutes les nations se coalisent pour une seule, qu'elle soit petite ou qu'elle soit grande ; toutes s'engagent à se donner la main, à se prêter secours si un danger naît pour l'une d'elle.* »

Aux termes du Protocole, on aurait attendu de la Belgique qu'elle intervînt militairement en faveur de l'Albanie. Sans doute, les rédacteurs de ce document pensaient que le gros effort pour la répression de l'agression serait fourni par les

États voisins, dont les intérêts vitaux se trouveraient menacés et la sensibilité populaire remuée. Mais rien de tel n'était inscrit dans le texte. Tous les signataires assumaient des obligations égales, parce que fondées sur une loi morale s'imposant également à tous.

On peut juger ce système d'une essence plus noble que le système de 1939, qui imposera aux participants des obligations inégales, parce que proportionnées aux intérêts vitaux de chacun.

Mais le Protocole n'obtint la signature que des États en posture instable et qui craignaient pour leur sécurité : France et Belgique, les trois puissances de la Petite Entente, les quatre États Baltes, la Pologne, l'Albanie... Au lieu que les pays qui ne s'estimaient point menacés hésitaient à mettre le doigt dans un engrenage juridique pouvant les mener à la guerre.

Alors qu'ils hésitaient, M. Austen Chamberlain fit connaître la réponse de l'Angleterre.

C'était *Non*. De ce *Non*, le ministre responsable, M. Austen Chamberlain, n'a donné ni au Conseil de la S. D. N., le 12 mars 1925, ni à la Chambre des Communes, le 24 mars, les raisons profondes et véritables. Il était réservé à M. Lloyd George de parler franc. « *Le Protocole*, dit-il, *constitue une convention militaire destinée à soutenir le* statu quo. » Et l'auteur du traité de Versailles se mit après cela à démontrer que ce traité contenait tant d'erreurs que ce serait folie de vouloir le maintenir par la force. « *Les frontières orientales*, dit-il, *sont toutes vibrantes du Bosphore à la Baltique. Il n'y a aucune de ces marches où l'on ne se soit battu pendant des siècles. Il y a là une confusion de races et de religions, un inextricable mélange...* » Le vieil homme d'État ne cachait point sa pensée. Tout cela s'ajusterait par des poussées belliqueuses où l'Angleterre n'avait point à intervenir.

Cette « liquidité » des frontières orientales a été le dogme commun de la politique allemande et de la politique anglaise depuis la guerre. En cette matière, l'Allemagne n'a jamais caché sa volonté de faire, et l'Angleterre son désir de laisser faire.

C'est pourquoi un système de sécurité collective n'a pu jusqu'à présent être édifié. Il fallait et il suffisait, pour le

mettre sur pied, que Londres acceptât de solidifier les frontières orientales.

Ce qui se passe à présent, c'est donc une tardive réconciliation de l'Angleterre avec ce qui a été fait à Versailles et où elle a eu tant de part. C'est un aveu de paternité.

Sa nature d'île avait inspiré à la Grande-Bretagne une conception particulière de son rôle de grande puissance.

En des heures critiques, lorsque l'équilibre européen était en péril, elle intervenait avec *toute la vigueur* et la ténacité qui la caractérisent. Puis, la menace conjurée, elle se retirait dans son isolement et mettait désormais en jeu les plus grandes finesses diplomatiques pour se dérober à tout engagement.

On pourrait prétendre que ce régime du comportement britannique a déterminé le rythme de l'histoire européenne.

Chaque fois que l'Angleterre a déserté l'échiquier, son absence a favorisé le développement d'une tentative d'hégémonie.

Puisse-t-elle tirer de l'expérience cette leçon qu'il lui faudra dans l'avenir accepter les responsabilités quotidiennes d'une grande puissance continentale.

BERTRAND DE JOUVENEL

LE BOURGMESTRE DE FURNES[1]

Il ne pleuvait plus. On entendait, tout près, les gros rouleaux obstinés de la mer qui résonnaient comme le canon lointain pendant la guerre.

Terlinck monta dans sa voiture, la mit en marche mais, au moment de sortir de la ville, il s'arrêta devant un café, parce qu'il avait besoin de boire un grand demi. Puis il roula. Toujours la même route ! Les dunes et, au delà des dunes, la mer qui montait et les lumières des navires, le feu tournant du bateau-phare.

En passant devant chez lui, il chercha instinctivement la lueur qu'il y avait toujours au premier étage depuis que sa femme était couchée. Et, comme il l'avait pensé à Ostende, Postumus était là, il voyait son dos se profiler sur l'écran doré du store.

La salle des Échevins était illuminée. Il était six heures. Il remit d'abord son auto au garage et, lentement, il se dirigea vers l'Hôtel de Ville.

Dès le bas de l'escalier de pierre, il reconnut le bruit caractéristique des fins de séances, la porte qui s'ouvrait, les voix, les pas, les conseillers qui s'attardaient à causer sur chaque marche. A une question qu'on lui posait, Kempenaar répondait avec son obséquiosité congénitale :

— Non ! Il n'est pas encore arrivé...

Terlinck montait. Les autres descendaient. L'escalier, qui

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er et 15 mai et 1er et 15 juin 1939.

semblait taillé dans le roc, formait un coude. Fatalement, quand Terlinck atteignit ce coude, il se trouva face à face avec les conseillers.

Cela n'avait rien d'extraordinaire et pourtant on marqua un temps d'arrêt de part et d'autre. Est-ce que Terlinck, dont le regard avait une fixité anormale, était plus impressionnant que d'habitude?

On venait de parler de lui, de son absence, de sa conduite de plus en plus bizarre. Et il montait l'escalier lourdement, passait près des premiers conseillers sans les saluer, traversait tout le groupe — rien que des vêtements noirs — tandis que les silhouettes s'écartaient.

Soudain, alors qu'il n'avait plus qu'à pousser la porte de son bureau, il s'arrêtait, se retournait.

Kempenaar, le plus près, jura par la suite qu'il vit la lèvre du bourgmestre trembler. On sentit, d'ailleurs, un temps creux, une hésitation, on sentit les mots qui venaient, qu'il était encore temps de retenir.

— Léonard Van Hamme!

Tous s'étaient retournés, les uns plus haut, les autres plus bas puisqu'ils étaient étagés dans l'escalier. La lumière rendait les visages roses dans les vêtements noirs. La barbe de M. Coomans apportait la seule touche de blanc pur.

Ils attendaient, Van Hamme en gros plan, près de Meulebeck chargé de sa serviette.

— Léonard Van Hamme, répéta Terlinck de la voix nette d'un huissier, en martelant les syllabes, je viens d'acheter votre fille!

Un moment, le silence fut absolu, avec seulement sous les voûtes de pierre les derniers échos de la voix. Puis Léonard Van Hamme voulut se précipiter. On le retint. On s'agita.

Terlinck ne fuyait pas, mais rentrait paisiblement dans son bureau dont il refermait la porte, tournait le commutateur.

Son premier regard était pour Van de Vliet, qui semblait ne pas comprendre.

S'attendait-il à ce qu'on frappât à la porte, voire à ce qu'on la défonçât?

Il n'y eut rien! Après un bref brouhaha, le silence!

Kempenaar, lui-même, ne paraissait pas et quand Terlinck,

après l'avoir appelé en vain, ouvrit la porte de son cagibi, son chapeau et son imperméable n'étaient plus là.

Il était calme, très calme. Un peu vide, en réalité, comme après une crise nerveuse, comme Emilia l'était pendant deux ou trois jours à la suite de ses grandes crises d'hystérie.

Il allait oublier Emilia !

Il n'y avait plus que lui, en dehors du portier et de sa famille, dans les vastes bâtiments de l'Hôtel de Ville. Il ferma lui-même les portes, éteignit les lampes avec un soin minutieux.

Après quoi, il traversa la place et nota que l'ampoule d'un réverbère était grillée, s'arrêta enfin devant la vitrine de chez Van Melle.

Qu'y avait-il de bon? A force de choisir tous les jours ce qu'il y avait de meilleur, il ne savait plus.

Pourquoi pas un foie-gras?... Justement il y avait un ananas, un seul, comme celui qu'il avait acheté pour Lina...

Il l'acheta... Madame Van Melle le regardait autrement que les autres jours. Qu'avait-il de particulier? Avait-on déjà raconté l'incident de l'Hôtel de Ville?

— Bonsoir, monsieur Terlinck !

— Bonsoir...

Un peu plus loin, de l'autre côté de la rue, c'était la grande porte, le porche glacial du Cercle catholique, avec de la lumière au premier étage.

Il marcha, son foie-gras et son ananas sous le bras, chercha sa clef dans sa poche, rentra chez lui, s'arrêta dans le corridor pour se débarrasser de son chapeau et de son vêtement de pluie.

La maison sentait le poireau. Il y avait donc de la soupe aux poireaux ! Et tout était chaud, l'air, les murs, les objets, jusqu'à la lumière et les pans d'ombre ; on aurait dit que la maison entière baignait dans une eau tiède et limpide.

Il poussa la porte de la salle à manger et vit celle de la cuisine entr'ouverte. Il y avait longtemps que Maria l'avait entendu rentrer. Elle venait à sa rencontre pour lui prendre ses paquets, reniflait et comme s'il l'eût questionnée — bien qu'il n'eût pas ouvert la bouche — elle hochait la tête en signe de désolation.

— Très mal? articula-t-il enfin.

— Il vient de partir...

Il, c'était, désormais, le docteur Postumus.

— Il a fait deux piqûres aujourd'hui... Il reviendra à neuf heures du soir...

— Elle dort?

Signe négatif de Maria. Non! Thérésa avait les yeux grands ouverts, et le plus terrible, c'est qu'elle paraissait comprendre tout ce qui se passait en elle et autour d'elle. Sûrement qu'elle avait entendu, elle aussi, son mari rentrer. Elle attendait! Elle savait qu'il était allé à Ostende!

Un froissement de robe au-dessus de l'escalier, Marthe qui se penchait dans l'obscurité.

— C'est vous, Joris?

Il voulut monter, mais c'est elle qui descendit.

— Le docteur Postumus dit que c'est pour bientôt... Ce qui est atroce, c'est qu'elle le devine... Elle a demandé au curé de lui donner l'extrême-onction... Il va venir...

Oui! Eh bien!...

Eh bien! non...

Eh bien! oui...

Est-ce qu'il pouvait le dire? Est-ce qu'il pouvait seulement se l'avouer? Est-ce qu'il était un monstre? Est-ce qu'il était une brute?

Il enrageait! Il enrageait à l'idée que Manola était sûrement chez Lina et qu'elle lui racontait leur entretien de l'après-midi!

Il enrageait à l'idée...

La chambre, là-bas, sur le quai, et son désordre, et la gravité comique d'Elsie, les raisins sur un plateau, une bouteille de champagne vide quelque part, Lina qui souriait toujours, comme si elle ne comprenait pas, comme si elle n'avait rien compris à la vie...

Ainsi, toute sa vie à lui, il aurait...

— Le curé! répéta-t-il comme il aurait dit « do ré mi fa sol... »

Allons! Il fallait continuer!

— Maria!... Vous avez le foie-gras et l'ananas?...

D'abord là-haut, second étage, la pâtée d'Émilia! Elle était agitée et hérissée, comme un animal qui flaire l'orage.

Ensuite, étage en dessous ! Thérèsa !

Tant pis ! Il fallait avoir le courage de pousser la porte, de recevoir son regard qui l'attendait, qui s'accrochait à tout ce qu'il pouvait y avoir d'étrange ou d'inquiétant en lui, qui questionnait, qui cherchait, qui s'inquiétait...

Et l'autre, la belle-sœur Marthe, debout comme une cariatide, la tête déjà courbée comme au chevet d'un mort.

— Tu es revenu..., disait Thérésa d'une voix faible.

Pourquoi ne serait-il pas revenu ? S'était-elle attendue à ce qu'il ne revînt pas ?

Une ombre se dessinait de chaque côté du nez. Thérésa était déjà couchée sur le dos et faisait peut-être exprès de joindre ses mains maigres comme un cadavre.

— Emilia va bien ?

Elle aurait mieux fait de se taire que de parler de cette voix irréelle !

— Tu es allé à Ostende ?

A croire qu'elle pensait, tant elle y mettait d'étrange douceur :

— Tu t'es bien amusé ? Tu es content ?

A droite du lit, Marthe le regardait et son regard ferme ressemblait à un ordre.

— Quel temps fait-il ? questionnait Thérèsa comme si ça pouvait lui faire quelque chose.

Il se surprit à répondre bien sagement :

— Il a plu presque toute la journée. Maintenant, le vent s'est levé...

Et l'on entendait Maria qui, en bas, mettait la table, dehors un camion qui sautait sur les pavés et les sabots du cheval qui faisaient un bruit de forge.

V

Elle eut l'air, un instant, d'interrompre sa douleur. Ses traits furent moins crispés ; son regard abandonna les régions incertaines où il errait le plus souvent, chercha Marthe, puis la porte et, dans un effort rapide, avant de souffrir à nouveau, Thérèsa souffla :

— Écoute ce qu'il fait !

Elle avait dit écoute et non regarde. C'était déjà presque un rite. Marthe se leva en soupirant, car elle venait seulement de s'asseoir. Sans bruit, elle tourna le bouton de la porte, écarta légèrement le battant, resta là, immobile, un peu penchée en avant.

Il y avait plusieurs minutes que Terlinck était monté à pas lents et lourds et on ne l'avait pas entendu entrer chez Émilia. D'ailleurs, ce n'était pas l'heure. Et de son lit, les mains sur le ventre, le visage parfois traversé d'un spasme, Thérèsa fixait sa sœur.

— Je n'entends rien, ou plutôt je n'entends que sa respiration. Il est debout sur le palier. Il n'a pas fait de lumière...

Ce fut tout. Parler, réclamait de la part de Thérèsa une grande dépense d'énergie. C'était le plus souvent inutile, car Marthe comprenait presque tous ses regards.

Auraient-elles pu croire, tandis qu'elles étaient ainsi toutes les deux dans la chambre, l'une à souffrir, l'autre à soigner et à veiller, qu'en somme elles ne s'étaient jamais connues en tant que grandes personnes?

En dehors de ces quelques jours, il fallait remonter à trente ans, à la veille du mariage de Thérèsa, pour retrouver une nuit qu'elles eussent passée dans la même chambre. En ce temps-là, Marthe n'avait pas treize ans. Elles ne se connaissaient pour ainsi dire pas.

Pendant trente ans, elles s'étaient rencontrées en des occasions solennelles, à l'occasion de mariages, d'enterrements, de maladies.

Et pourtant Marthe était là et c'était, depuis le premier moment, comme si elles avaient toujours vécu ensemble. S'apercevaient-elles seulement qu'elles n'étaient plus deux petites filles, mais deux vieilles femmes laides?

Marthe s'occupa du feu, car il avait fallu installer un poêle dans la chambre. Elle prépara la prochaine compresse, sans hâte, sans humeur et elle maniait sans dégoût les objets les moins appétissants.

Un quart d'heure s'était bien écoulé quand elle regarda à nouveau sa sœur et elle comprit qu'elle pensait toujours à l'homme qui était là-haut, immobile dans l'obscurité d'un

corridor, près d'une porte dont il avait peut-être ouvert le judas.

Elle voulut écouter à nouveau. Au moment où elle tournait le bouton, Joris s'engageait dans l'escalier, le pas encore plus pesant, plus lent, comme plus réfléchi que quand il était monté.

Il devait voir de la lumière sous la porte. Il hésita sûrement à la pousser et l'on entendit sa respiration forte derrière le panneau. Mais Thérèsa n'avait déjà plus le loisir de penser à lui. Quand sa sœur se retourna, elle avait les traits tirés; ses lèvres entr'ouvertes laissaient voir les gencives pâles et elle poignait à deux mains son ventre que mille rongeurs déchiraient.

Tout ce qu'elle put faire, entre deux spasmes, ce fut de désigner la cheminée où se trouvaient la seringue et les ampoules de morphine.

Personne n'écoutait les coups frappés par l'horloge de l'Hôtel de Ville. Parfois le carillon se déclenchait, mais on ne savait pas, on ne cherchait pas à savoir à quelle heure il correspondait.

Joris était redescendu au rez-de-chaussée et avait pénétré dans son bureau. On avait l'impression qu'il y avait très longtemps de cela et l'on n'entendait rien, pas un mouvement, pas un de ces légers bruits qui trahissent une présence humaine.

Thérèsa paraissait dormir. Maria venait de monter. C'était le moment où, avec Marthe, elles prenaient leurs dispositions pour la nuit, fixant les tours de garde, l'heure des gouttes et des piqûres.

— Vous pouvez aller, Maria. Je veillerai.

— Vous serez trop fatiguée.

Un lit de camp était ouvert, avec en creux la forme d'un corps. Quand Marthe en avait le temps, elle dégrafait son corsage, délaçait son corset, laissait tomber sa jupe et, en jupon, s'étendait pendant une heure ou deux, se soulevant sur un coude dès qu'elle entendait remuer du côté du lit. La lampe était en veilleuse.

— Je vous assure que je préfère veiller...

Déjà sa sœur l'appelait du regard, soufflait, les sourcils douloureusement froncés :

— Va voir !

Elle descendit. L'escalier n'était toujours pas éclairé et, sans savoir pourquoi, elle n'osa pas y faire de lumière. A la porte du bureau, elle frappa, ou plutôt gratta, ouvrit tout de suite, vit Terlinck, assis dans son fauteuil, qui la regardait.

On aurait pu croire qu'il ne l'avait jamais vue, qu'il ne savait pas pourquoi elle surgissait de la sorte, mais que cela lui était indifférent.

— Vous êtes là ! dit-elle pour dire quelque chose.

Et elle jeta un rapide coup d'œil autour de la pièce où tout était en ordre. Non ! Elle ne découvrait rien d'anormal. Ou plutôt, et elle ne s'en rendit compte qu'en montant l'escalier, ce qui donnait une impression inhabituelle de vide, c'est que Joris n'avait pas fumé !

— Il ne fait rien... Il est assis tranquillement...

Maria soupira et monta se coucher, non sans avoir échangé un regard douloureux avec Marthe. Puis ce fut à nouveau un silence immense autour de la chambre, où les deux sœurs ne bougeaient pas, ne parlaient pas, figées dans l'attente.

Cela constitua une surprise, presque une alerte d'entendre soudain grincer les pieds d'un fauteuil, puis des bruits pourtant familiers, des pas, le heurt d'une porte, le déclic d'un commutateur.

Une fois de plus, Joris était là, derrière l'huis, sur le palier et il hésitait, il n'entrait pas, il pénétrait dans sa chambre où, sans se déshabiller, il s'étendait sur son lit.

— Essaie de dormir un peu..., conseilla Marthe à mi-voix.

◘

Elle tressaillit. Il lui semblait qu'elle revenait de très loin, à une allure vertigineuse. Elle se dressa sur son lit de camp d'un mouvement brusque, se rendit seulement compte que c'était sa sœur qui, depuis quelques instants, appelait à mi-voix :

— Marthe !...

Son premier mouvement fut d'aller vers la cheminée prendre

la bouteille à potion. Mais ce n'était pas ce que lui demandaient les yeux de Thérèsa. Alors elle écouta et comprit. On marchait, dans l'autre chambre du même étage. On marchait à grands pas. Et c'était régulier comme le mouvement d'une horloge. Cinq pas vers la fenêtre, un temps d'arrêt, ensuite cinq pas dans l'autre sens...

Depuis combien de temps cela durait-il? Quelle heure était-il? Le réveil, sur la table de nuit, était arrêté et les aiguilles marquaient minuit dix.

Et voilà que Marthe, comme sa sœur, suspendait sa respiration. Une porte s'ouvrait, puis celle de la chambre. Marthe n'avait pas le temps de passer un vêtement. Son beau-frère était là, tout habillé, avec seulement le col de sa chemise ouvert, le gilet déboutonné et les cheveux à rebrousse-poils.

L'éclairage soulignait son aspect d'homme très fatigué et, comme pour accroître cette impression, il prit une chaise, fit tomber les vêtements qui l'encombraient et s'assit, à la tête du lit, tourné vers sa femme.

Peu lui importait que Marthe fût présente. Il ne la voyait pas. Sans doute ne s'aperçut-il même pas que, ne sachant où se mettre, elle se recouchait dans son lit de camp, ne laissant qu'une toute petite ouverture entre les draps pour l'observer.

Pourquoi Thérèsa avait-elle fermé les yeux? Voulait-elle lui faire croire qu'elle dormait? Ou bien lui cacher ses pensées? Les coudes sur les genoux, il la regardait et ce n'était pas de l'attendrissement qu'on lisait sur son visage, ce n'était pas de la douleur, mais une sorte d'hébétude, l'effort obstiné d'un homme qui voudrait comprendre.

Une main de la malade, avec tous les petits os en relief, pendait sur l'édredon et il hésita longtemps à la prendre, il avança lentement ses gros doigts pour la toucher. Ce fut pour retirer sa main aussitôt avec une certaine colère, avec dépit, car il avait vu battre les cils mouillés, il avait surpris un mince regard de sa femme qui l'épiait!

C'était bien d'elle! Même en ce moment, elle faisait semblant de dormir, cependant qu'elle l'épiait pour savoir ce qu'il pensait réellement!

Le plus extraordinaire, c'est qu'elle comprit son geste, devina qu'il était fâché, sut très bien pourquoi! Alors, elle

ouvrit les yeux qui étaient pleins d'eau transparente. Elle le regarda, silencieusement suppliante. Elle remua les lèvres. Il fallut un certain temps pour qu'il en sortît des sons.

— Vous êtes très malheureux, n'est-ce pas?

Qu'est-ce qu'elle voulait dire? Qu'il était malheureux parce qu'elle allait mourir? Il était persuadé que ce n'était pas la pensée de Thérèsa. Dans son esprit, il était malheureux pour une autre raison, à cause d'Ostende!

Mais elle ne pouvait pas penser longtemps d'une haleine. Une douleur la reprenait bien vite, son corps se raidissait, ses deux mains se cramponnaient à son ventre déchiré, tandis que sa bouche s'ouvrait, qu'on découvrait à nouveau ses gencives.

Il s'était tourné vers Marthe qui s'était soulevée, mais qui ne bronchait pas, habituée à ces crises. Elle lui fit signe qu'il n'y avait rien à faire et il attendit, le front buté, le regard rivé à un point de la couverture.

Il fut longtemps sans se rendre compte qu'il y avait dans les plis du tissus un petit carton et que ce carton était une photographie. Il la prit, étonné.

C'était un portrait qui datait des premiers temps de leur mariage, d'un jour qu'ils étaient allés à Gand pour assister aux Floralies. Ils en avaient profité pour entrer chez un photographe.

Thérèsa était assise sur une chaise Henri II et c'était hallucinant de la voir ainsi, aussi jeune que Lina, avec, comme elle, une fossette à chaque joue et l'ovale encore flou des jeunes filles.

Lui se tenait debout, une main sur le dossier de la chaise. Et l'autre main était déjà serrée avec une énergie farouche.

Terlinck, long et maigre, portait en ce temps-là les cheveux en brosse et une petite barbe carrée.

— Joris!... appela sa femme.

Il ne la regarda pas tout de suite. Quand il leva la tête, elle semblait toute tendue vers lui, elle poussait sa main maigre vers la sienne.

Pourquoi éprouva-t-elle le besoin de dire, dès qu'elle fut capable de parler :

— Ce sera vite fini, maintenant!

Comme elle lui aurait fait une promesse! Peut-être, malgré tout, pour surprendre sa réaction?

◘

— Il a mangé?

Et Maria de répondre :

— Vous savez bien que rien n'est capable de l'empêcher de manger !

Il avait pris son petit déjeuner. Il était monté chez sa fille. Il paraissait le faire exprès d'agir exactement comme à l'ordinaire, aux mêmes heures, avec les mêmes gestes et c'était à croire qu'il comptait et mesurait ses pas.

Ce fut pourtant la première fois qu'en traversant la place aux milliers de petits pavés il ne se rendit pas compte du temps qu'il faisait et, s'il s'arrêta devant la troupe de pigeons, ce fut inconsciemment.

Dans son bureau, il ne salua pas Van de Vliet, n'y pensa pas. Mais il prit son fume-cigare dans la poche du gilet, fit claquer l'étui, appela :

— Monsieur Kempenaar, s'il vous plaît !

Le secrétaire entra, s'approcha du bureau, s'immobilisa à sa place habituelle, des papiers à la main. Après un bon moment, Terlinck leva la tête et remarqua :

— Vous ne me dites plus bonjour, à présent?

— Bonjour, monsieur Terlinck !

Il n'avait pas dit « bonjour, Baas », comme il l'avait toujours fait. Il était froid, distant, volontairement, et c'était plutôt comique, car il était fait pour l'obséquiosité.

— Quel quantième sommes-nous, monsieur Kempenaar?

— Le 23...

— Il y a donc Conseil municipal cet après-midi... A quelle heure?

— A trois heures, monsieur Terlinck.

— Des gens attendent dans l'antichambre?

— Personne !

Et ce « personne » sonnait déjà comme une vengeance.

— Vous pouvez disposer. Si j'ai besoin de vous, je vous appellerai.

Jamais il ne lui était arrivé de rester ainsi, les coudes sur le bureau, sans rien faire. Il fut surpris de découvrir une tache

de soleil sur le meuble et il suivit le pinceau lumineux jusqu'à la fenêtre à petits carreaux dans le cadre de laquelle se dessinait la place.

Elle était vide. Elle n'avait jamais été aussi vide ! Vide le bureau ! Vide, eût-on dit, l'Hôtel de Ville, où l'on n'entendait pas un bruit.

L'agent de police le salua et il répondit machinalement, puis il marcha vers le bout de la ville. Sur les pignons des maisons basses, on avait peint en jaune et rouge : *Cigares Vlag Van Vlanderen*. Ses cigares ! Avec le drapeau flamand et le gros homme béat qui fumait en esquissant un clin d'œil !

Lors de l'inauguration des nouveaux locaux de la manufacture, les journaux avaient écrit : « ... Pour la première fois, à Furnes, des ateliers et des bureaux ont été conçus selon les principes les plus modernes de l'hygiène et aussi avec le dessein de rendre la vie plus gaie à ceux qui y travaillent... »

Ce n'était pas vrai. Terlinck avait fait son devoir, comme toujours. Puisqu'il bâtissait, il le faisait dans les conditions considérées comme les meilleures. Pour sa part, il n'avait jamais été à son aise dans les bureaux trop clairs qui donnaient toujours l'impression de sentir le vernis et la peinture. Quant à l'atelier où vivaient trente ouvrières, les murs en étaient décorés d'avis entourés de guirlandes : « L'ordre est déjà une économie »... « Le temps perdu ne se retrouve pas »... « Travailler joyeusement, c'est travailler mieux ! »

Il passait. On le saluait. Il faisait signe de la main de ne pas se déranger. Dans son bureau, il n'appelait personne. Il y restait le temps habituel, un point c'est tout.

Ce qui l'entourait, c'était lui, Joris Terlinck, qui l'avait fait. Et aussi le nouvel hôpital et les abattoirs que des spécialistes venaient visiter du Hainaut et même du Brabant.

Encore une fois, il avisa une tache de soleil sur son bureau et ses doigts frémirent parce que cette tache lui donnait une bouffée d'ailleurs, d'Ostende, de la digue plus exactement, avec le sable de tabac blond, la mer changeante, mais toujours pâle, les parasols, les robes claires sur les bancs, sur les fauteuils de location, les enfants qui couraient, les ballons rouges qu'on recevait dans les jambes...

Quand il rentra chez lui, Maria vint à sa rencontre :

— Le docteur Postumus est là-haut !

Et il la regarda comme pour demander :

— Qu'est-ce que cela peut me faire ?

Il le croisa dans l'escalier et eut l'impression que le docteur était gêné de se trouver en sa présence.

— Je ne crois pas que vous deviez conserver beaucoup d'espoir, monsieur Terlinck, murmura-t-il.

Et lui, cyniquement :

— Je n'en conserve pas du tout, monsieur Postumus !

Même dans la cage d'escalier, un rayon de soleil le poursuivait et ce soleil avait déjà des tiédeurs d'été.

— Qu'est-ce que vous attendez pour servir, Maria ?

— Rien, Baas !...

Pendant qu'elle le servait, il ne cessa de la suivre des yeux. Elle s'en rendit compte, se demanda un instant s'il y avait quelque chose de ridicule dans sa tenue. Mais ce n'était pas cela. Il essayait de se rendre compte, simplement ! N'y avait-il pas vingt-cinq ans qu'elle faisait partie de sa vie ?

Les meubles aussi ! Il y en avait de plus vieux, des objets qui provenaient de chez Justus de Baenst. Pas de chez lui, car chez lui, on était trop pauvre pour posséder des bibelots intéressants ou seulement des pièces à garder ! Eh ! puis, sa mère vivait encore !

Il n'avait pas entendu de pas que déjà Marthe était dans la pièce, s'accoudait au buffet et, tirant un mouchoir de la poche de son tablier, pleurait silencieusement.

Elle savait qu'il attendait, secouait la tête, incapable de parler, soufflait enfin :

— Là-haut, je n'ose pas...

C'était nerveux. Cela passait vite. Elle reprenait son sang-froid, s'essuyait le visage, se regardait dans la glace pour s'assurer qu'il ne restait pas trace de ses larmes. Puis elle regardait son beau-frère qui mangeait et on voyait qu'elle ne comprenait pas, qu'elle essayait en vain de comprendre.

— Vous ne montez pas la voir ?... Ce matin, elle a communié...

Rien que ce mot faillit déclencher de nouvelles larmes.

— Je ne peux pas la laisser seule trop longtemps...

Il acheva son repas, plia sa serviette et faillit allumer un

cigare, pensa à temps qu'il valait mieux ne pas fumer dans une chambre de malade.

Quand il entra, il était tout froid, tout calme. On avait remis de l'ordre. Les fioles, les instruments, les linges étaient à leur place.

Et aussi, surtout, le regard anxieux de Thérèsa qui le happait tout de suite.

— Vous ne souffrez pas trop ? questionna-t-il.

— On vient de me faire une piqûre plus forte...

C'était terrible ! Terrible d'être là et, parce que c'était l'heure, de penser malgré tout à Ostende ! Le soleil y était peut-être pour quelque chose ! Toutes les impressions que Terlinck gardait d'Ostende, malgré des jours pluvieux, étaient des impressions de soleil, surtout de soleil se jouant dans la mousseline des rideaux et sur le jaune doré des murs...

Il n'irait pas ! Ce n'était pas possible ! Et cependant, s'il l'avait voulu...

Marthe, elle aussi, l'étudiait sans indulgence. Il ne savait que faire, ni où se mettre. Il était trop grand pour la chambre. Et ce n'était même pas une vraie chambre de la maison ! C'était un débarras aménagé pour la maladie.

— Joris !...

Il n'aimait pas l'entendre parler, parce que sa voix n'était déjà presque plus une voix humaine. On était obligé de se pencher sur elle pour distinguer les syllabes.

— Il paraît qu'ils vont vous créer des ennuis...

Machinalement, comme s'il n'eût pas compris, il questionna, le regard dur :

— Qui ?

Elle fit signe qu'elle ne pouvait pas parler davantage. Et lui, oubliant le lieu où il était, de se tourner vers sa belle-sœur.

— C'est Postumus qui a raconté quelque chose ?

— Mais non... C'était sans doute pour rassurer Thérèsa... Il lui a dit qu'Émilia serait bientôt dans une maison de santé...

Était-ce l'effet de la morphine ? La malade s'assoupissait, s'affaissait sur elle-même, tandis qu'un souffle irrégulier faisait frémir ses narines cernées de creux profonds.

— Qu'est-ce que vous allez faire, Joris ? s'inquiétait Marthe,

qui ne pouvait pas s'occuper de tout le monde à la fois.

Il quitta la chambre sans répondre et pénétra chez lui.

Un peu plus tôt, Thérèsa avait dit à sa sœur :

— Il faut que tu le surveilles !...

Le fait est que Marthe regarda par la serrure, vit Joris se raser, prendre dans la garde-robe son complet noir et sa cravate blanche.

Elles l'attendaient ! Elles ne pouvaient pas croire qu'il ne viendrait pas ! A cause du soleil, et parce que l'air était doux, on avait dû ouvrir les fenêtres sur le spectacle du port, et l'odeur du goudron et du poisson entrait dans l'appartement. Peut-être, quand elles entendaient une auto s'arrêter, tressaillaient-elles ? Elsie mettait de l'ordre, comme toujours, sans y parvenir tout à fait.

Et lui, debout sur le seuil de sa maison, face à la place où sautillaient les pigeons bleu d'ardoise, n'avait qu'à prendre la ruelle de droite, ouvrir son garage, tourner la manivelle de la voiture.

Elles seraient sans doute étonnées en le voyant habillé ainsi, tout en noir et blanc, comme quand, le premier de l'an et aux mariages, il endossait sa redingote.

Sans quitter le seuil, il voyait des gens se diriger vers l'Hôtel de Ville, s'attendre les uns les autres sur le perron et fumer encore un peu, en bavardant, avant d'entrer.

Juste derrière le même Hôtel de Ville, il y avait la maison où il avait vécu avec sa femme, dans un logement de deux pièces, quand il travaillait encore chez Bertha de Groote.

Elle était morte aussi.

Il fit quelques pas. Sa gorge était sèche. A travers les rideaux du « Vieux Beffroi », il constata qu'il n'y avait personne chez Kees et entra, traversa toute la salle au plancher couvert de sciure.

— Un vieux genièvre, commanda-t-il.

Et lorsqu'il regarda Kees, il vit que celui-ci, qui était conseiller communal, était déjà habillé pour la séance. Le mur auquel il tournait le dos se reflétait dans la glace et il

remarqua quelque chose d'anormal, se retourna, son verre à la main, marqua un temps d'arrêt.

Les deux réclames pour ses cigares n'étaient plus là ! On ne s'était pas donné la peine de les remplacer et on distinguait encore deux rectangles plus clairs sur le papier peint en faux velours d'Utrecht.

Il ne broncha pas, vida son verre, dit :

— Combien ?

— Deux francs, monsieur Terlinck.

Kees venait, lui aussi, de l'appeler par son nom au lieu de l'appeler Baas.

◘

Deux fois l'huissier, qui portait sa grande tenue et sa chaîne d'argent, avait agité la sonnette dans les couloirs et dans les salles. Jamais on n'avait mis aussi longtemps à entrer en séance.

Les trente-six sièges, dans la salle, étaient disposés en amphithéâtre, et petit à petit le velours rouge des fauteuils était remplacé par un vêtement noir, par une silhouette plus ou moins guindée, surmontée du rose ou du blanc d'un visage.

Il traînait encore des conseillers derrière les portes. Bien que la nuit ne fût pas tombée, on avait allumé les lustres et on évoluait ainsi dans une lumière équivoque qui donnait aux gens des airs de portraits.

Derrière les fauteuils en gradin, une barrière séparait les officiels du public debout. Et c'étaient toujours les mêmes, quelques vieux, des retraités, des curieux qui étaient à leur place depuis une bonne heure et qui attendraient patiemment aussi longtemps qu'il faudrait.

Kempenaar avait une petite table à part, couverte de drap vert. La sonnette retentit une dernière fois et des gens toussèrent, des portes se fermèrent. Terlinck, sans saluer personne, sortit de son bureau et vint s'asseoir à sa place au milieu des échevins.

— Messieurs, la séance est ouverte...

On n'était pas encore bien assis. Il fallait quelques minutes

avant de trouver la pose la plus confortable. Les rideaux de velours pourpre ne laissaient passer qu'une fente de lumière, et les lustres, dans le faux-jour, avaient l'air de veilleuses.

M. Coomans était grave. Debout au bureau présidentiel, il semblait assis, tant il était petit. Il regardait chacun autour de lui en attendant que les toux se fussent éteintes, et aussi le bruit encore plus crispant des pieds qui remuaient sur le plancher.

— Messieurs, avant de passer à l'ordre du jour, je crois de mon devoir, en tant que président de cette assemblée...

Les portes frémissaient, car elles n'étaient pas tout à fait closes, et des employés, derrière, des gens qui ne voulaient sans doute pas prendre place dans les rangs du public, essayaient de voir et d'entendre.

La voix de M. Coomans résonnait. L'acoustique de la salle des séances était telle que les moindres paroles y prenaient une solennité remarquable.

— ... Comme vous le savez presque tous, notre Hôtel de Ville a été hier le théâtre d'un incident comme je crois pouvoir affirmer qu'il n'en a pas connu pendant les siècles de son histoire...

Des têtes s'abaissaient et se relevaient en signe d'approbation. Deux ou trois voix murmurèrent :

— Très bien !

— Depuis ce matin, d'autre part, la personnalité qui préside aux destinées de notre cité est sous le coup d'une information judiciaire au sujet de laquelle je ne puis en dire davantage...

Le mouvement des têtes, maintenant, était de droite à gauche ou de gauche à droite, selon la place de chacun, car chacun éprouvait le besoin de jeter un coup d'œil à Terlinck.

— En toutes autres circonstances, j'aurais été le premier à réclamer des comptes au premier magistrat de Furnes. Ainsi le débat qui se serait ouvert aurait... aurait...

C'est à ce moment qu'on put voir combien le notaire Coomans était ému. Il chercha en vain la suite de sa phrase, puis il fit un grand geste comme pour y renoncer.

— Bref... Bref, dis-je, vous n'ignorez pas davantage que

de douloureuses raisons de famille, devant lesquelles nous nous inclinons, nous empêchent en ce moment d'accabler un homme déjà éprouvé... C'est pourquoi, messieurs et chers collègues, je me tourne vers le bourgmestre Terlinck et lui demande s'il ne juge pas plus digne, pour lui et pour la ville de Furnes, d'envoyer dès maintenant au Roi sa démission...

Un huitième, un dixième de la grand'place peut-être était encore éclairé par le soleil. La servante de chez Kees, grimpée sur une échelle double, lavait la glace de la devanture.

Dans la salle du Conseil, on ne voyait rien que le lustre et, dans la lumière assourdie, les vêtements noirs, les visages, des moustaches et des barbes, la table verte de Kempenaar et enfin la silhouette de Joris Terlinck qui se levait.

Du coup, comme par un mouvement de balancier, le petit notaire Coomans s'assit. Les portes frémirent. Des gonds crièrent.

— Messieurs...

Encore un mouvement des têtes, un mouvement latéral, une fois de plus, parce qu'il les regardait les uns après les autres et que les uns après les autres ils éprouvaient le besoin de regarder ailleurs.

— Messieurs, je prie respectueusement le président du Conseil municipal de bien vouloir passer à l'ordre du jour...

On attendit la dernière syllabe dans un silence absolu, dans une immobilité presque inhumaine. Puis les jambes bougèrent, les semelles grincèrent sur le plancher et, vers les derniers rangs, on perçut des murmures.

— Messieurs ! lança le président Coomans.

Alors, on assista à un fait unique, vraiment unique, celui-ci, dans l'histoire de l'Hôtel de Ville de Furnes. Joris Terlinck s'était rassis. Peut-être ne se rendait-il pas compte de ce qu'il faisait ? De la poche de son gilet, il tirait l'étui contenant le bout d'ambre.

Puis, bien qu'il fût strictement interdit de fumer en séance, il choisissait un cigare, en coupait le bout avec les dents, faisait craquer une allumette.

— Messieurs... Un peu de silence, s'il vous plaît !... Le Conseil passe donc à l'ordre du jour... La première question inscrite est...

Kempenaar, qui ne s'y attendait pas, feuilletait ses dossiers, pourtant bien préparés, trouvait la page, se levait, s'apercevait que ce n'était pas la bonne, remuait à nouveau ses papiers.

— *Demande de subvention de...*

Et tout le monde était hypnotisé par le cigare de Terlinck.

VI

« *... l'union des Syndicats d'Initiative de La Panne, Coxyde et Saint-Idesbald, considérant que la ville de Furnes, de par sa position, profite directement de l'afflux des étrangers sur les plages susdites, considérant d'autre part que le moment est propice pour...* »

Kempenaar leva la tête, constata que tout le monde regardait vers une même porte et regarda aussi. Mais il était déjà trop tard. Quelques-uns seulement avaient entrevu l'uniforme noir, les galons et la fourragère d'argent d'un gendarme qui parlementait avec l'huissier. Maintenant, la porte était refermée, le calme rétabli et l'huissier, se faufilant entre les travées, s'approchait de Joris Terlinck pour lui remettre une lettre.

« *... que le moment est propice pour...* »

Il ne retrouvait pas la ligne, sentait bien que personne ne l'écoutait. Il avait envie, comme les autres, d'observer le bourgmestre ouvrant l'enveloppe et lisant la lettre.

« *... propice pour... Ah ! intensifier la propagande, notamment à l'étranger, dans les pays à change haut, demande à la municipalité de Furnes de bien vouloir lui accorder une subvention exceptionnelle de 20 000 francs.* »

Consciencieux, il reprit la feuille qu'il avait déjà posée, répéta :

— Oui... c'est bien 20 000...

Terlinck, la lettre dépliée devant lui, les bras croisés sur la poitrine, son cigare avec le bout d'ambre à la bouche, était le plus immobile, le plus calme de l'assemblée.

Il savait que tous ceux qui le regardaient, dans les gradins en hémicycle, connaissaient plus ou moins le contenu de la lettre et il comprenait enfin les paroles menaçantes du président Coomans.

« *Monsieur le Bourgmestre,*

» *Vous ayant appelé vainement ce matin au téléphone, je crois devoir vous aviser qu'il y a contre vous une demande d'information judiciaire. Après un certain nombre de lettres anonymes, une lettre m'est parvenue, signée par de nombreux citoyens de votre ville, au sujet de la situation assez particulière d'un membre de votre famille et de son genre de vie dans votre maison.*

» *Je n'ignore pas que l'état de santé de madame Terlinck vous cause les plus vives inquiétudes et j'attendrai quelques jours pour procéder à un interrogatoire à ce sujet.*

» *Recevez, monsieur le Bourgmestre, mes salutations distinguées.*

» *Le Procureur du Roi,*
» *Tihon.* »

Terlinck ne les défiait pas encore. Il fixait si sagement Kempenaar qu'on aurait juré qu'il assistait à une séance comme toutes les autres.

« *... la Commission des finances, après en avoir délibéré, propose au Conseil de donner une suite favorable...* »

Il se rassit et Coomans se leva. Il y avait de la hâte chez l'un comme chez l'autre, une sorte de gêne qu'ils essayaient de cacher par leur précipitation.

— Quelqu'un demande-t-il la parole au sujet de la subvention à accorder au Syndicat d'Initiative ?

Soigneusement, Terlinck posa son cigare sur le rebord de la tablette, puis il se leva avec tant de lenteur qu'il semblait mouvoir les unes après les autres les charnières de son grand corps.

— La parole est à monsieur le Bourgmestre.

— Messieurs...

» Voilà quatre ans environ, il me souvient d'être monté dans un aéroplane venu à Furnes pour donner des baptêmes de l'air. Votre distingué président, monsieur Coomans, y est monté aussi et, si je ne me trompe, a omis de payer sa place...

Personne ne rit. On ne comprenait pas. Et lui n'avait pas encore donné toute l'ampleur à sa voix qui, d'habitude, allait se répercuter en échos sonores sur tous les murs de l'hémicycle. Il paraissait chercher ses mots, son thème.

Jusque-là, il avait fixé le parquet devant lui et voilà seulement qu'il levait la tête, graduellement.

— ... Lorsque je me suis trouvé dans les airs, j'ai vu le Beffroi de l'Hôtel de Ville, la flèche de l'église Sainte-Walburge, d'autres clochers encore, serrés les uns contre les autres autour de notre place...

Jamais de sa vie il n'avait été aussi calme, aussi lucide. Il se passait même un phénomène plus extraordinaire. Il les voyait, tous ses collègues en noir, ces visages roses dans la lumière pâle du lustre, il les étudiait un à un et, bien qu'il continuât à parler, il avait le temps de penser, de se souvenir de tel ou tel événement.

Non seulement il les voyait, mais il se voyait, lui, Terlinck, comme s'il eût été à une autre place ; il se voyait, très grand, très large, très droit et il savait qu'il était blafard, que ses traits, à force de rigidité, les effrayaient.

— ... J'ai vu aussi, autour de ces monuments, autour de ce que nous appelons la Ville, des maisons basses, sans étage, souvent couvertes encore de chaume verdi et, autour de chacune de ces maisons, un morceau de terre labourée, un pré, des canaux d'irrigation soigneusement entretenus... Plus loin, dans les dunes, jaillissaient d'autres constructions, des toits rouges et biscornus, les villas, les cités artificielles qui se remplissent l'été de gens venus d'ailleurs, et dont l'hiver, les rues trop larges sont vides comme des canaux désaffectés...

» A ce moment, j'ai compris, messieurs, l'âme de Furnes...

Ce n'était pas vrai : c'était maintenant qu'il comprenait ! Il comprenait tout ! Il voyait ! Il les regardait qui baissaient les yeux les uns après les autres.

— ... J'ai compris que dans ce morceau de province que nos aïeux ont conquis sur la mer, ce qui compte, ce qui importe, ce sont ces chaumières précédées d'une barrière verte et ces hommes, ces femmes en bonnet blanc qui, d'un bout de l'année à l'autre, se courbent sur un bout de terre...

» J'ai compris que la Ville n'était là, avec son Hôtel de Ville et ses églises, que pour servir de point de ralliement et j'ai compris enfin que notre marché du samedi, nos foires aux chevaux et aux bestiaux sont des solennités plus augustes que la Fête-Dieu elle-même...

Quelques-uns s'agitèrent et il y eut des quintes de toux. Il attendait. Il avait le temps. C'était son jour et personne ne pouvait le lui prendre.

Il se sentait tellement plus grand qu'eux tous et que ce qu'il avait été lui-même jusqu'alors !

Il aurait pu, avec une lucidité miraculeuse, dessiner sa vie telle qu'elle avait réellement été, telle qu'il la comprenait enfin, depuis la petite maison de Coxyde, la chaumière à barrière verte qu'il venait de décrire, jusqu'à cette minute même, en passant par le logement de deux pièces de ses premiers temps de mariage et par le magasin de tabacs-cigares de Berthe de Groote.

— Parce que quelques-uns d'entre vous, je pourrais dire parce que la plupart d'entre vous ont gagné des sommes importantes en spéculant sur les terrains du bord de la mer, vous avez oublié, messieurs, la raison d'être de notre Ville.

» Vous voulez en faire aujourd'hui comme la capitale de cités fantômes où l'on ne vit que deux mois d'été, mais où les profits sont gros.

» Et vous ne pensez pas que, chaque fois qu'une villa, qu'un hôtel s'élève dans la dune, il faut qu'un homme, une femme quittent une de ces maisons incrustées dans les champs, qu'ils aillent là-bas, troquant leur costume contre un uniforme, servir de valets ou de servantes à des gens qui ne sont pas de chez nous...

» Eux aussi, n'est-ce pas, connaîtront les gros gains ! Ils apprendront des langues étrangères et des manières nouvelles !

» Mais croyez-vous qu'ils reviendront un jour à leurs champs ?

» N'imaginez-vous pas qu'un jour, il ne se trouvera personne, le samedi, pour amener sur cette grand'place nos œufs, nos volailles, nos légumes et que nous n'entendrons plus sur les pavés de nos rues les pas des lourds percherons de la campagne?... »

Devant lui, un mince filet de fumée bleue montait de la cendre immaculée du cigare.

Terlinck prenait son temps : sa voix tue, ce serait fini ! Il ne disait pas les mots qu'il voulait, ceux qu'il pensait. Il n'aurait pas pu et, d'ailleurs, ce n'étaient pas des pensées qu'il cherchait à exprimer.

C'était peut-être par hasard, pour se mettre en train, qu'il avait parlé de l'avion et du paysage découvert le jour où il y était monté. Mais cela correspondait bien, en cet instant, à sa vision des gens et des choses, pas seulement des gens et des choses, mais encore du passé, du présent et de l'avenir.

Ils entendaient tous, tant qu'ils étaient, sa voix frémir, et ils ne pouvaient pas comprendre. Peut-être étaient-ils inquiets, car sa harangue ne ressemblait pas à ce qu'ils attendaient.

Lui voyait tout un long cheminement, des camions chargés de sacs de blé, et de monumentales charrettes de paille, des bestiaux qui bêlaient, des carrioles avec les paysans en noir qui s'en venaient à la ville et des vies qui cheminaient aussi, des garçons qui partaient d'une chaumière et qui devenaient des jeunes gens, des hommes ; des petites filles qui relevaient leurs cheveux et allongeaient leurs jupes, des cortèges qui entraient dans les églises et qui en sortaient, les uns clairs, les autres sombres, dans une égale rumeur de cloches...

— C'est dans cet Hôtel de Ville, messieurs, c'est ici que doivent aboutir...

Il sembla chercher quelqu'un des yeux. Il cherchait Van de Vliet, resté dans son cadre, au-dessus de la cheminée.

— ...Vous n'êtes que l'aboutissement de ces centaines, de ces milliers de chaumières et, le jour où vous aurez le malheur de l'oublier...

Il vit, au premier rang, quelqu'un qui n'écoutait plus et qui lisait un prospectus placé devant lui. Les portes ne frémissaient plus de la même manière et sans doute l'attention, derrière elles, s'était-elle émoussée. On se retourna pour

regarder un petit vieux qui toussait éperdument et n'arrivait pas à reprendre son souffle.

Alors, il y eut un long silence, si long qu'on se demanda ce qui arrivait.

Il aurait tant voulu... C'était l'occasion unique de ramasser tout ce qu'il savait, tout ce qu'il avait appris, tout ce qu'il comprenait enfin, tout ce qu'il ressentait si fort qu'il en avait comme un bouillonnement dans la poitrine...

Il baissa la tête, découragé, aperçut son cigare qui fumait toujours et le saisit pour l'éteindre en l'écrasant sur le rebord de la tablette.

— Messieurs, je m'oppose à l'octroi des crédits au Syndicat d'Initiative et, s'il devait en être autrement, je renoncerais à présider aux destinées de notre Ville...

Voilà ! Il en était débarrassé ! Il se rasseyait, indifférent désormais à ce qu'ils pensaient et à ce qu'ils allaient faire.

— Messieurs, si personne ne demande la parole, je vais mettre aux voix la proposition de la Commission des Finances.. Première épreuve à main levée... Que ceux qui sont contre l'octroi des crédits lèvent la main...

Terlinck sourit, ce qui ne lui était pas arrivé depuis longtemps, parce qu'il y en avait, comme toujours, qui n'avaient pas bien compris, qui ne savaient pas s'ils devaient lever la main ou non et qui esquissaient un geste timide.

— Je répète que ceux qui sont contre l'octroi des crédits, c'est-à-dire qui partagent la façon de voir du bourgmestre Terlinck, lèvent la main...

On compta deux ou trois mains levées dans le fond de la salle, et un de ceux qui votaient de la sorte devint pourpre en constatant que tout le monde le regardait.

— L'épreuve contraire... Messieurs, la proposition de la Commission des Finances est adoptée...

M. Coomans se tourna vers Terlinck, et les conseillers se levèrent, des gens se mirent à parler à mi-voix derrière la verrière du public.

— Je vais donc envoyer ma démission au Roi...

Ce ne fut qu'un hasard : juste à ce moment, il était tourné vers Léonard Van Hamme, et celui-ci, enfoncé dans son fau-

teuil, se trouva si gêné par son regard qu'il entama une conversation avec son voisin.

Le sourire flottait toujours sur les lèvres pâles de Terlinck, à l'abri des moustaches rousses. Plus personne, maintenant, n'était à sa place. Pour mettre un certain ordre dans le désordre, M. Coomans frappait le bureau de son coupe-papier et criait d'une voix de tête :

— Messieurs, la séance est suspendue...

On entendit aussi le bruit particulier de l'étui qui se refermait sur le fume-cigare en ambre de Terlinck. Il faillit oublier sur la tablette, la lettre du procureur, dut revenir sur ses pas et on s'écarta pour lui livrer passage. On s'écarta encore tandis qu'il se dirigeait vers la porte que l'huissier venait d'ouvrir.

Il marchait lentement, comme dans un cortège, et, sans savoir pourquoi, il avait une sensation d'apothéose. Il vit bien, dans le couloir, le visage de Maria, mais il le vit sans y penser, et la servante dut le tirer par la manche au moment où il pénétrait dans son bureau.

— Baas !... Il faut que vous veniez vite...

Il avait la main sur la poignée de bronze ciselé. Il aurait aimé pousser la porte, dire adieu à Van de Vliet.

— ...Madame est en train de passer...

D'autres entendirent. On les suivit des yeux tandis qu'ils gagnaient l'escalier. Terlinck, nu tête, suivant Maria sans rien dire.

— Il y a cinq bonnes minutes que j'attends... Pourvu que nous n'arrivions pas trop tard !...

Elle pleurait sans pleurer, marchait par saccades. La nuit avait eu le temps de tomber et les réverbères étaient allumés, toutes les fenêtres de sa maison éclairées.

Maria, en sortant, n'avait pas pris la peine de fermer la porte d'entrée. Il franchit le couloir, monta l'escalier, sans hâte, l'œil distrait, peut-être parce qu'il pensait à trop de choses à la fois.

Quand il ouvrit la porte, il tomba dans un silence épais. Des gens étaient debout, englués dans de la mauvaise lumière. Marthe se tenait près du lit, les yeux secs, mais le nez rouge. Appuyé à la cheminée, le docteur Postumus baissait la tête. Et, près de la fenêtre, deux femmes en noir se tenaient toutes

droites, deux vieilles qui étaient toujours là quand quelqu'un mourait dans la ville et qu'on appelait les ensevelisseuses. Était-ce Maria qui les avait appelées? Avaient-elles profité de la porte ouverte? Elles pleuraient toutes les deux, un mouchoir à la main. Elles portaient déjà le deuil!

Ce fut l'une d'elles qui referma la porte alors que Terlinck restait hésitant au milieu de la pièce.

— Thérèsa! appela doucement Marthe en se penchant sur sa sœur. Thérèsa!... C'est ton mari... C'est Joris... Tu m'entends, n'est-ce pas?

Thérèsa avait les yeux clos, le visage sans couleur, un cerne si profond des deux côtés du nez qu'on aurait dit qu'elle était maculée.

Elle respirait. On la voyait, on la sentait respirer, on participait malgré soi à son effort, les yeux fixés au drap qui se soulevait par petits coups, avec la peur de le voir soudain immobile.

— Thérèsa!... Ton mari...

Elle faisait signe à Terlinck d'avancer et il obéissait machinalement.

Il comprit qu'il devait se pencher aussi, mais sans savoir au juste pourquoi. Il s'irritait de sentir des étrangers derrière son dos et il faillit se retourner pour le leur dire.

Il n'en eut pas le temps. Un frémissement parcourut les paupières et celles-ci s'entr'ouvrirent, en plusieurs fois. Un regard filtra, qui se posa tout de suite sur Terlinck. Les lèvres blanches frémirent, elles aussi; il entrevit les dents, qui ne donnaient déjà plus l'impression de matière vivante, mais de porcelaine.

Il se trouva alors avoir la main de sa femme dans la sienne. Elle n'avait pas pu parler et elle le regardait, elle faisait un effort de tout son être pour mettre une question dans ce regard.

L'espace d'une seconde, on put croire qu'elle allait pleurer. Quelque chose comme une brise sur de l'eau passa sur son visage, qui fut brouillé, puis qui, insensiblement, se figea tandis que les paupières restaient ouvertes, mais que les yeux ne regardaient plus rien.

Il ne pensa pas tout de suite à changer de place et l'on n'osa pas le déranger. Il avait compris, compris le regard! Est-ce

que, toute leur vie, il n'y avait pas eu des regards entre eux? Est-ce que ce n'était pas par ce truchement qu'ils se disaient ce qu'ils avaient à se dire?

C'était une question qu'elle lui posait! Une question bien simple, bien banale! Elle lui demandait s'il était encore bourgmestre ou s'il avait été renversé!

Il en était sûr! Il aurait juré qu'elle n'avait attendu que ça pour mourir, qu'elle avait attendu la fin de la séance, comme d'autres avaient attendu au « Vieux Beffroi » et quelques uns sur la grand'place.

Elle savait bien, elle, que...

— Venez, Joris...

Il se laissa attirer à quelque distance du lit et vit le docteur Postumus se pencher sur la morte.

Il n'avait pas pleuré. Il n'avait pas envie de le faire. Il flottait un peu, mais pas pour longtemps. Il entendait les sanglots rauques de Maria derrière la porte, retrouvait les deux femmes en deuil.

— Il faut vous en aller! leur dit-il calmement.

Marthe s'interposa.

— Mais, Joris, j'ai besoin d'elles pour...

Elle n'osait pas prononcer le mot.

— Allons! Partez!... répéta-t-il.

— Monsieur Terlinck, protesta l'une d'elles.

— Il n'y a pas de monsieur Terlinck! Ouste!...

Il alla leur ouvrir la porte, se tourna vers le médecin.

— Et vous, monsieur Postumus...

— J'ai fini... Je m'en vais... Je tiens, cependant, à vous présenter...

Marthe fut ahurie en entendant son beau-frère répliquer :

— Vous présenterez votre note d'honoraires et cela suffira!

Ne comprenaient-elles donc pas, Marthe et Maria, qu'il tenait à sentir tous les étrangers dehors, à fermer la porte une bonne fois, à être chez lui? Ne comprenaient-elles pas que cela procédait du même principe que son discours de l'après-midi, que le panorama du Beffroi et des clochers au milieu des maisons basses et des champs? Et que toute sa vie, que sa fille, là-haut, et même que son refus de reconnaître l'enfant de Maria et de lui donner de l'argent?

— Vous fermerez la porte à clef, n'est-ce pas? recommanda-t-il.

C'était curieux : il devinait les regards de Marthe comme il avait deviné ceux de sa femme! C'était le même genre de regards! Elle l'observait, anxieuse, effrayée par son calme.

— Qu'est-ce que vous voulez faire?

Ce qu'il devait faire, simplement!

— Vous direz à Maria qu'elle aille prévenir le tapissier. Il doit être rentré de l'Hôtel de Ville...

— Vous ne croyez pas qu'il sera temps demain, Joris?

— Non!

Car Thérèsa ne devait pas rester dans cette chambre qui n'avait été la sienne que par raccroc, parmi les fioles, les linges, toutes les choses qui rappelaient la maladie! Et Terlinck ne voulait pas y rester, lui non plus!

— Il faudra lui dire qu'il arrange tout dans mon bureau... On peut empiler les meubles dans la salle à manger...

Elle dut le laisser seul pendant qu'elle donnait les ordres. Quand elle revint, il avait toujours les yeux secs, le visage immobile, mais les paupières de la morte étaient fermées.

— Dans l'armoire du palier, vous devez trouver la chemise de nuit à dentelles qu'elle a mise pour le baptême...

C'était du baptême d'Émilia qu'il parlait. Il n'oubliait aucun détail.

— Elle est sur la planche du dessus, dans un papier de soie...

Et voyant que les cheveux rares de Thérèsa semblaient plus rares depuis qu'elle était morte, il ajouta :

— Il y a aussi un bonnet... Je ne sais pas où elle l'a mis...

Il alla retirer sa cravate blanche et son faux col, changer ses souliers vernis contre des pantoufles. Lorsqu'il reparut, il avait allumé machinalement un cigare, mais il hésita au seuil de la chambre et l'éteignit.

— Vous ne pouvez pas faire cela vous-même, Joris!

— Pourquoi?

— Si vous ne voulez pas d'étrangères, laissez-moi au moins un moment avec Maria... Allez dans votre bureau... Je vous appellerai...

Il ne haussa même pas les épaules. Ce fut lui qui découvrit

le corps amaigri de sa femme, lui encore qui commanda :

— Qu'on m'apporte de l'eau tiède...

Marthe obéissait, allait et venait à travers la maison en s'ingéniant à ne pas faire de bruit, en tressaillant si une porte heurtait quelque peu le chambranle. Il était le seul à parler d'une voix normale, à marcher autrement que sur la pointe des pieds.

— Maria est rentrée?

— Oui... Le tapissier est en bas... Il dit...

Il n'attendit pas de savoir ce que le tapissier disait.

— Je vais lui parler...

L'homme portait encore son costume noir qu'il avait mis pour assister à la séance du Conseil. Il ne savait comment se tenir. Il avait préparé des paroles convenables.

— Monsieur Terlinck, croyez que malgré...

— Il faut que vous alliez vous changer immédiatement, monsieur Stevens. Vous reviendrez avec votre aide et vous allez tout de suite me transformer cette pièce en chapelle ardente...

— Vous croyez que si, demain à la première heure...

— J'ai dit ce soir, monsieur Stevens !... Il n'y a que la porte d'entrée que vous pourrez garnir demain matin...

Le tapissier parti, il ouvrit la porte du bureau, celle de la salle à manger et on l'entendit qui commençait, tout seul, à déménager les meubles.

Quand, beaucoup plus tard, il entra dans la cuisine, il avait retiré son veston, et des gouttes de sueur luisaient sur son front.

— Maria ! Vous avez pensé au dîner d'Émilia?

Il eut l'impression que Maria sursautait d'effroi, mais il remit à plus tard le soin de se demander pourquoi.

— Non, Baas... Il y a des restes dans le garde-manger... On pourrait...

— Quelle heure est-il?

— Sept heures...

— Courez chez Van Melle... C'est encore ouvert... Prenez une côtelette dans le filet...

Dans l'escalier, il rencontra sa belle-sœur. Ce fut comme avec Maria, en moins fort : elle sursauta.

— Qu'est-ce que vous allez faire?

— Descendre le lit...

— Vous croyez que vous avez raison de faire tout ça vous-même?

Elle l'aida. C'était le lit de la grande chambre, celui qui avait toujours été le lit de Thérèsa. Il en descendit les montants. Elle porta le sommier avec lui.

— Vous savez où sont les draps?

Maria revint et il surveilla la côtelette qui cuisait, la monta, comme les autres jours, à Émilia, qui était hébétée à cause du remue-ménage qu'elle entendait dans la maison. Il put à peine l'approcher. Elle avait peur. Il posa le plat sur la table de nuit et se retira à reculons, en prenant garde de ne pas l'effrayer davantage.

— Qui est-ce qui fournit les cierges? demanda-t-il à Stevens qui venait d'arriver avec un jeune homme couvert de boutons d'acné.

— Généralement, c'est le client qui...

— Maria!... Courez chez le sacristain de Sainte-Walburge... Vous lui demanderez des cierges...

Maria était à bout.

— Il me semble que je suis dans une maison de fous! sanglota-t-elle en gagnant le corridor. Des cierges, à cette heure-ci!

Et elle revint sur ses pas pour demander en pleurant :

— Des blancs ou des jaunes?

Il se leva, entra dans la cuisine, vit la porte de l'arrière-cuisine qui bougeait et l'ouvrit brusquement.

— Écoutez, Baas... s'écriait la servante.

Il s'était arrêté. Dans la demi-obscurité de la pièce, éclairée seulement par les reflets de la cuisine, il reconnaissait Albert, debout, dans une attitude à la fois piteuse et hostile, un Albert en civil, aux yeux fiévreux comme ceux de l'autre, de Jef Claes qui, certain soir...

— Je lui ai dit, Baas, qu'il avait eu tort et qu'il ferait mieux...

Il ne s'en occupait déjà plus. Il la laissait là, sans rien lui dire.

— Servez, Maria...

Marthe se mouchait sans répit. Il mangeait sa soupe, entendait Maria aller et venir. Quand elle revint pour changer les assiettes, il lui demanda :

— C'est de l'argent qu'il veut pour passer la frontière?

Elle ne répondit pas. Elle pleurait, laissait tomber ses larmes n'importe où.

— Mon portefeuille est dans le costume noir... Vous n'avez qu'à lui donner 1 000 francs...

Il resta à table jusqu'au bout, mangea du fromage, la salade, le dessert. Marthe, qui n'y tenait plus, était montée.

Tout seul, il poussa la porte de la chapelle ardente, où il s'assit sur une des deux chaises qu'il y avait laissées parce qu'elles étaient en bois noir.

On s'agita encore dans la maison. Le carillon de l'Hôtel de Ville se déclencha maintes fois, rendant ensuite le silence plus absolu, le vide plus vide et enfin les volets de chez Kees descendirent dans un vacarme, tandis que des pas s'éloignaient dans toutes les directions et qu'on surprenait les conversations de gens qui étaient à plus de trois cents mètres.

Quand, timidement, Marthe poussa la porte et risqua un regard pareil à tous les regards de la famille, un regard furtif, comme prêt à rentrer en elle, Terlinck était toujours assis à la même place devant sa femme immobile, sa femme née de Baenst, dont le catafalque se dresserait, dans l'église, sur la pierre déjà marquée du nom de de Baenst, une pierre qu'elle avait foulée aux pieds tant de milliers de fois, chaque fois qu'elle venait à la messe, aux vêpres ou au salut et qu'avant d'entrer dans son banc, elle faisait la génuflexion.

— Vous devriez vous coucher, Terlinck !

Mais l'homme qui tournait la tête vers elle était si grave, d'une gravité si douce, si sereine, qu'elle n'osa pas insister et qu'elle s'agenouilla sur le prie-Dieu, fit le signe de croix et resta là, le visage dans les mains.

VI

Une bonne femme murmura, le jour de l'enterrement :

— Il a rapetissé d'au moins dix centimètres !

Et, dans les travées où s'entassait le menu peuple, quelqu'un remarqua :

— Il a l'air du mari de sa mère...

On eut peur, un moment, lorsqu'il fallut défiler devant lui et lui serrer la main, parce que Léonard Van Hamme était là et que, depuis la veille, il faisait fonction de maire en attendant sa nomination.

M. Coomans et l'avocat Meulebeck se tenaient derrière lui. On avait fait passer devant le sénateur de Groote pour donner au défilé un poids plus officiel.

— ... Sincères condoléances... balbutiait-on en passant.

Et on s'inclinait devant Marthe qu'on apercevait à peine sous son voile, puis devant madame Terlinck qui était toute petite, puis devant des parents de Baenst qu'on ne connaissait pas.

Seul, Terlinck semblait penser à autre chose et regardait parfois autour de lui dans le cimetière, comme pour suivre le vol d'un oiseau ou observer le feuillage d'un arbre.

— ... Sincères condoléances...

Léonard Van Hamme passa comme les autres. Il lui serra la main comme aux autres, s'inclina légèrement ainsi qu'il le faisait chaque fois.

Le Procureur du Roi attendit plusieurs jours, et l'on vit alors une auto s'arrêter devant la maison Terlinck, cinq personnes en descendre, le docteur Postumus arriver à pied.

Terlinck monta avec eux sagement, si sagement qu'il leur faisait encore peur, malgré son air fatigué.

— Essayez de ne pas trop la surexciter ! recommanda-t-il.

Il ouvrit la porte, n'eut même pas l'air d'entendre leurs exclamations. Ni des phrases comme celle-ci :

— Ces plaies n'ont jamais été soignées ?

Ils furetaient partout, s'assuraient de la solidité des barreaux que Terlinck avait scellés devant la lucarne. Puis on

appelait Maria, qui montait en tenant ses jupes à deux mains.

— Cette porte était toujours fermée? Qui en avait la clef?

— Le Baas...

Parfois, en regardant Terlinck, on avait l'impression déplaisante de le voir sourire.

Est-ce que, s'il l'avait voulu...?

Ils s'acharnaient, maintenant que c'était commencé. Ils savaient si bien ce qu'ils venaient faire, les décisions étaient si bien prises qu'ils avaient amené avec eux une voiture d'ambulance.

Postumus était comique. Il n'osait pas regarder Terlinck, affectait de ne parler qu'en termes techniques.

— En somme, nous nous trouvons devant un cas de séquestration caractérisé?

Albert n'était plus dans la maison. Maria avait reçu une carte postale de Lille, l'avait montrée à Terlinck, qui avait déclaré simplement :

— C'est bien!

Qu'est-ce qui était bien? On ne savait pas. Avec lui, on ne savait plus. Parfois, on aurait pu dire qu'il vivait comme si rien ne s'était passé. Il allait à son bureau le matin et l'après-midi, non plus à son bureau de l'Hôtel de Ville, mais à celui de la manufacture de cigares. Il n'avait pas une seule fois sorti son auto du garage. Le soir, il entrait au « Vieux Beffroi » et s'asseyait à la même place qu'avant.

— Vous ne croyez pas que je doive m'en aller? lui avait demandé Marthe.

— Je ne crois pas.

— Il faut pourtant que je fasse quelque chose.

— Eh bien! vous resterez ici.

— Faites monter les infirmiers...

On le tenait à l'œil. Certains avaient prévu qu'il ne laisserait pas partir sa fille et qu'il était peut-être armé, qu'il était devenu bizarre au cours des derniers jours.

Ils ne savaient pas! Ils n'avaient rien compris!

S'il avait voulu faire quelque chose, ce n'est pas ça qu'il aurait fait ! Et il ne serait même plus à Furnes !

N'avait-il pas eu la possibilité, lui, Terlinck, malgré son âge, de commencer une vie nouvelle, de vivre une nouvelle jeunesse ?

Manola l'avait dit nettement : 5 000 francs par mois !

Et qu'est-ce que Léonard ?...

Il valait mieux les laisser faire, les laisser croire ! Il s'efforçait même de les saluer humblement, comme un vaincu, de prononcer avec componction :

— Oui, monsieur le juge... Oui, monsieur le procureur...

Ils bouleversaient la maison, montaient une civière, heurtaient les murs et faisaient des éclats dans le plâtre. Émilia, comme par hasard, se montrait docile.

Les autos partirent et le vide se fit. Maria se croyait obligée de sangloter dans la cuisine. Pourtant son fils venait de lui écrire qu'il avait trouvé de l'embauche dans une usine de produits chimiques.

Marthe ne lançait que des coups d'œil. Elle flottait. Elle cherchait.

— Qu'est-ce que vous allez faire ?

Et lui, qu'elle devait trouver cynique :

— Qu'est-ce que je ferais ? On continue, n'est-ce pas ?

Elle non plus ne pouvait pas comprendre. Elle ne connaissait même pas la mère Janneko, à Ostende, son café, son chat roux qui avait un fauteuil d'osier pour lui seul, et...

Elle n'avait pas davantage entendu le discours, le dernier. L'eût-elle entendu qu'elle n'aurait pas compris !

Qui l'avait compris ?

Un seul, peut-être ? Mais celui-là n'était qu'un tableau ! Van de Vliet !

On fait des choses sans savoir au juste pourquoi, parce qu'on croit qu'on doit les faire, puis...

On évitait de lui parler, chez Kees, pendant la partie. Peut-être auraient-ils préféré qu'il ne fût pas là. Mais il y était tous les soirs, avec son cigare, son étui qui claquait, son bout d'ambre.

— Alors, Terlinck ?

Il répondait :

— Alors?

Et ils continuaient leur partie. Ils étaient embêtés.

— Avouez tout de même que c'est de votre faute si...

Il souriait, buvait sa bière. Les imbéciles n'étaient pas loin de le considérer comme un phénomène dans le genre de la mère de Claes, qui se saoulait toujours et qui, quand elle était ivre, s'en prenait invariablement aux agents.

Lui, s'il l'avait voulu...

Mais à quoi bon le leur dire? Et les laisser entrer dans la maison qui était devenue un musée où chaque pièce qui avait appartenu à Thérèsa était à sa place, y compris ses pantoufles bleu pâle au pied de son lit!

Il avait vécu une vie, comme tout le monde.

Est-ce qu'il n'avait pas eu l'occasion, tout vieux qu'il était, d'en vivre une deuxième?

C'était cela qu'il aurait voulu exprimer dans son discours, mais il n'avait pas trouvé les mots! Ces gens qui maintenant vivaient de la location de villas sur la côte et de la vente des terrains...

Peu importe, puisqu'il avait décidé de penser tout seul!

Il ne se souvenait plus très bien des termes de son discours. Il sentait seulement que s'il avait pu dire ce qu'il avait à dire...

Il avait placé des portraits de Thérèsa sur tous les murs. Il obligeait Marthe à s'habiller avec les vêtements de sa sœur.

— Écoutez, Terlinck, la situation, pour moi, est...

Et lui, sachant qu'elle le comprenait :.

— La situation changera bientôt, n'est-ce pas?

Avec la fin du deuil! Parce qu'il fallait que la maison restât la même! N'était-ce pas logique qu'il épousât sa belle-sœur?

Ce n'était pas pour s'amuser!

C'était pour rester ensemble, avec Maria et la maison!

Pour causer...

Parce que, s'il l'avait voulu...

GEORGES SIMENON

Nieul-sur-Mer, 29 décembre 1938.

L'AMÉRIQUE INCERTAINE

Les élections présidentielles auront lieu en novembre 1940. Si éloignée que soit cette date, il ne se passe plus rien en Amérique qui ne soit désormais sous l'influence de ce grand événement. Chaque acte du Gouvernement est commandé par des préoccupations électorales. Chaque vote du Congrès également. Et cela s'applique aussi bien aux questions de politique étrangère qu'aux affaires intérieures. Les particuliers eux-mêmes ont les yeux fixés sur cette date lointaine, car les chefs d'industrie et les financiers, tout comme les chômeurs, pensent, à tort ou à raison, que 1940 comptera autant dans leurs vies et dans leurs calculs d'avenir que 1932, première année du règne de Franklin D. Roosevelt.

Bien que personne ne sache aujourd'hui quels seront les problèmes précis qu'auront à trancher les électeurs et bien que l'Amérique traverse en ce moment une période d'indécision extrême qui affecte tous les aspects de la vie politique et de la pensée, un fait capital se dégage déjà de la confusion générale — le même fait qui domine la scène américaine depuis sept ans — Roosevelt.

C'est toujours autour de la personnalité du président que s'axent les conflits présents — si vagues qu'ils soient — de même que les luttes à venir. Cet homme singulier, dont personne n'ose dire qu'il est grand, mais qu'on s'accorde partout à reconnaître comme exerçant une influence immense sur son temps, a conservé intact son extraordinaire faculté de

fixer l'attention passionnée de ses partisans et de ses ennemis. Il a conservé aussi, au même degré, cette faculté d'adaptation — ou cette habileté — qui lui ont permis, jusqu'à présent, de dominer constamment la scène politique, de se rétablir malgré de sanglantes défaites et de donner la curieuse impression d'être imbattable dans le rôle qu'il s'est choisi.

Ceux qui sont hostiles au président (et il est superflu de dire qu'ils sont nombreux, puissants et animés de l'énergie qui naît de la haine la plus féroce) ont certainement réussi, par leurs attaques renouvelées, à dépouiller le président du prestige un peu surhumain dont il jouissait au début du New Deal. La personnalité de Roosevelt ne suscite aucun fanatisme et ses admirateurs ne sont guère moins actifs dans leurs critiques que ses adversaires. Mais, malgré le refroidissement, évident et normal, de l'enthousiasme populaire et le fait que presque toutes les illusions sont mortes, il n'en demeure pas moins que les idées du président continuent à s'imposer à l'Amérique avec une force qui ne paraît guère diminuée.

Il y a quelques années — au moment de la querelle pour la réforme de la Cour Suprême, par exemple — on entendait couramment dire que Roosevelt était fini et une campagne « de murmures » répandait même le bruit que sa santé mentale était compromise. De tout cela, par un paradoxe étrange, il n'est plus question aujourd'hui et tout se passe comme si l'on était résigné non seulement à voir le président conserver la raison, mais comme s'il était capable de continuer indéfiniment à occuper la Maison Blanche et à gouverner avec la même ardeur infatigable jusqu'au jour où on le forcera à l'abandonner.

Une autre illustration de cette attitude exceptionnelle de l'opinion envers le président des États-Unis nous est donnée par le revirement qui semble se produire en ce moment à propos de la question d'une troisième investiture en 1940.

On sait qu'une tradition, qui remonte à Washington et qui est considérée comme sacrée, interdit à un président de poser sa candidature une troisième fois. Il y a peu de semaines encore, on admettait que cette tradition était trop forte pour que Roosevelt pût même songer à l'enfreindre. C'est pourquoi on commença à faire courir le bruit dans les milieux d'oppo-

sition que Roosevelt nourrissait secrètement ce projet. Le but de cette campagne était naturellement de discréditer le président et de démontrer l'extravagance de son ambition personnelle. On comptait susciter un mouvement de révolte dans l'opinion.

Or, jusqu'à présent, cette révolte ne s'est pas manifestée avec beaucoup de vigueur. On a constaté, au contraire, que l'électorat était disposé à envisager avec calme l'éventualité d'une troisième candidature Roosevelt. A l'heure où nous écrivons, cette question domine en fait tout l'horizon politique et il n'est pas douteux que le public s'y accoutume chaque jour davantage. La seule chose que l'on ignore, c'est si le président lui-même nourrit ce projet, mais son grand manager électoral, le Post Master General Jim Farlay, qui vient de parcourir treize États de l'Union, aurait rapporté la nouvelle que si Franklin D. Roosevelt posait sa candidature, il n'y avait pas de doute qu'il obtiendrait sans difficultés l'approbation du parti démocrate.

Cela ne veut d'ailleurs pas dire qu'il serait élu président en novembre 1940, mais la légende d'une invincible opposition dans le parti démocrate même paraît détruite.

Rien de très étonnant à cela, du reste, pour qui est quelque peu familier avec le mécanisme politique des États-Unis. Le parti démocrate est traditionnellement un parti d'opposition (dans la mesure où l'on peut employer ce terme dans un système aussi particulier que le régime des deux partis ambivalents). Il ne triomphe d'habitude que dans les moments de crise économique ou autre et ne se maintient au pouvoir qu'en suivant une politique de réforme.

Or, la question qui se posera probablement en 1940 sera dans ses grandes lignes la suivante : pourra-t-on considérer la situation comme redevenue normale ? Ou devra-t-on admettre, au contraire, que la situation intérieure et *extérieure* est telle qu'il faille tenter encore quatre années d'expériences et de réformes complémentaires ?

La tactique des républicains consiste naturellement à démontrer la faillite du New Deal qui n'a pas ramené la bienheureuse prospérité d'autrefois et à affirmer que tout s'arrangerait si l'on revenait à des méthodes économiques et financières

orthodoxes. Les républicains fondent leurs espoirs sur la lassitude de l'électeur qui ne veut plus de réformes sociales ni d'expériences financières et sur la présomption que l'ensemble de l'opinion revient à des vues conservatrices.

Cela est d'ailleurs parfaitement exact, mais Roosevelt a déjà indiqué qu'il n'escomptait nullement un état normal en 1940 et que rien ne serait plus dangereux, pour la sécurité des institutions américaines et pour l'avenir de la démocratie, qu'un retour à des procédés réactionnaires, surtout à un moment où l'ensemble du monde traverse une crise aux développements imprévisibles et où il devient nécessaire — dans l'intérêt de l'Amérique même — de définir ce que doit être sa politique étrangère et d'abandonner les vues désuètes des isolationnistes.

Il va de soi que bien des événements imprévus peuvent se produire d'ici 1940 qui pourront changer les données du problème, mais, pour le moment, nous croyons que c'est vers un très important dilemme que s'oriente l'Amérique et que si l'électorat en prend conscience, il sera très difficile d'évincer Roosevelt de la lutte. En admettant même que le président désigne son héritier (mais où le trouver?) l'enjeu ne changera pas : l'Amérique devra toujours choisir entre le New Deal et le retour à un régime plus statique — quel que soit le nom qu'on lui donne.

A propos du New Deal, il faut savoir que ce mot n'a pas toujours eu la même signification et qu'il a désigné bien des méthodes différentes sinon contradictoires. Ce qui n'a pas bougé, c'est le rooseveltisme, c'est-à-dire la conception personnelle du président et les buts qu'il se propose d'atteindre. Ces buts sont d'ailleurs assez simples : le citoyen américain doit être protégé dans son travail. S'il chôme, il doit être secouru automatiquement. Des lois sociales doivent protéger sa vieillesse. Il doit être protégé également contre l'exploitation du patronat. Par contre, le pouvoir politique des grosses entreprises financières et commerciales doit être restreint et leurs opérations contrôlées. La misère doit disparaître et les « puissances d'argent » d'allure féodale aussi. Il ne doit plus y avoir de « booms » vertigineux comme en 1928 ni de désastre comme en 1932. Chacun doit mener une vie plus

confortable mais modeste. L'idéal de Roosevelt est le juste milieu.

Le New Deal, ou plutôt les New Deal, furent les différents moyens envisagés pour atteindre ces objectifs. Aucun n'a complètement réussi, mais il serait injuste de dire que tous ont échoué.

Une nomenclature de ces différentes phases du New Deal, établie par M. Arthur Krock, du *New York Times*, servira à fixer les esprits :

New Deal n° 1. — Attaque directe contre la misère. Cette phase commença le 4 mars 1933, le jour où le président prit le pouvoir et elle dura jusqu'à l'automne suivant. Elle se caractérise par une restriction rigide des dépenses, la réglementation de l'industrie, de l'agriculture, de la spéculation, des banques, etc...

New Deal n° 2. — Les réformes prennent le pas sur les mesures de relèvement. Cette période s'étend jusqu'aux élections de 1936. La NRA et l'AAA ont été condamnés par la Cour Suprême, mais toutes sortes de lois sociales sont votées. Les impôts augmentent, les dépenses et le déficit budgétaire aussi. La coopération avec le monde extérieur, soit sur le plan économique, soit sur le plan politique, est reléguée au second plan.

New Deal n° 3. — Accroissement du pouvoir exécutif. Les élections de 1936 ont eu le caractère d'un véritable plébiscite. Le président donne l'impression de vouloir concentrer entre les mains de l'exécutif des pouvoirs quasi dictatoriaux. Il s'attaque à la Cour Suprême qu'il essaie de mettre sous le boisseau. La querelle immense qui naît de ce projet sème la dissension dans les rangs du parti démocrate. Le projet est bloqué par le Congrès et l'infaillibilité du président est sérieusement atteinte, sinon son prestige. Cependant, en 1938, il n'hésite pas à essayer de « purger » le parti démocrate des éléments qui ne lui sont pas entièrement dévoués. Cette « purification » échoue. Aux élections partielles de novembre dernier, l'opposition républicaine s'affirme, de même que celle des démocrates conservateurs et l'on prévoit que la résistance du Congrès va s'accentuer sérieusement.

New Deal n° 4. — C'est la phase actuelle dont on trouve

la définition dans le message présidentiel adressé au Congrès en janvier dernier. Elle comporte deux aspects : le premier, clairement défini, est l'intention manifestée par le président de faire triompher, avant toutes choses, sa politique internationale. Il essaie d'orienter l'Amérique vers une intervention active dans les affaires du monde, contre le fascisme et le nazisme et aux côtés de l'Angleterre et de la France auxquelles il prêche sans relâche une politique de fermeté. Le second aspect du programme, moins précis, tend à l'apaisement dans le domaine de la politique intérieure. A plusieurs reprises, le président exprime son désir de se concilier les milieux d'affaires, sans toutefois abandonner aucun des principes fondamentaux du rooseveltisme.

Cette dernière phase du New Deal est évidemment d'un intérêt vital pour les destinées du reste du monde. On pourrait dire qu'elle devrait être traitée en dehors du New Deal — ou des New Deals proprement dits — puisqu'elle affecte surtout la politique étrangère des États-Unis. Mais on ne comprendrait pas les complexités de cette politique si on la séparait des considérations de politique intérieure. En fait, chacun des gestes du président Roosevelt dans le domaine extérieur a des répercussions immédiates sur la situation intérieure de l'Amérique. Certains des critiques de M. Roosevelt (qui rejoignent en cela les propagandistes de la thèse allemande) affirment que ce New Deal n° 4 ne s'explique que par l'échec des précédents. Ce serait pour sauver son prestige, gravement compromis, sur le plan domestique que le président se lancerait à corps perdu dans l'arène, plus vaste et plus dangereuse, de la grande politique mondiale.

Cette interprétation est inexacte, mais il est parfaitement vrai que le président Roosevelt, ainsi que son secrétaire d'État, M. Cordell Hull, sont désormais persuadés que l'on ne peut plus rien améliorer en Amérique même — ni dans le domaine économique, ni dans le domaine social — aussi longtemps que le monde vivra sous la menace d'une guerre et qu'il sera écrasé par le poids des armements.

C'est pourquoi nous trouvons la politique intérieure de l'Amérique plus profondément influencée par les événements extérieurs qu'elle ne l'a été à aucun moment, depuis le début

du règne de Roosevelt. C'est pourquoi aussi l'on peut prédire que la politique étrangère jouera un rôle capital dans les élections de 1940, phénomène qui ne s'est pas produit depuis vingt ans.

Malgré l'importance croissante que prennent les questions de politique étrangère, il n'en demeure pas moins que le point vraiment vulnérable de Roosevelt et celui sur lequel se concentrent toutes les attaques est sa politique financière. Toutes les promesses faites par le président, à divers moments, concernant un retour proche à une politique d'économie et d'équilibre budgétaire ont été reniées sous différents prétextes. La crise secondaire qui se produisit en 1937 effraya les New Dealistes qui reprirent le système de « l'amorçage de la pompe » avec vigueur. L'effet de ce procédé s'est fait sentir en ce sens que la crise a été enrayée, mais aucune reprise sérieuse ne s'est encore manifestée. On a l'impression que la pompe s'use et qu'elle suffit tout juste à maintenir l'économie nationale à un niveau à peu près égal, sans qu'aucun progrès réel soit prévisible.

Au début de cette année, de nouvelles charges sont venues alourdir le budget. Les crédits pour les armements furent votés sans aucune opposition sérieuse, comme ils le sont toujours dans presque tous les pays. En outre, le chômage ne diminue pas. Les statistiques exactes manquent, mais onze millions de personnes sont considérées comme sans-travail et émargent au chapitre des secours.

Les partisans d'un retour à l'orthodoxie — et ils sont la majorité dans le pays — espéraient que le Congrès actuel trouverait le moyen de contraindre le Gouvernement à se montrer plus économe. Le président admit, du reste, au début de l'année, qu'il ne s'opposerait nullement à ce que le Congrès proposât des restrictions, mais à la condition que les élus du peuple en prissent la responsabilité. M. Roosevelt poussa l'ironie jusqu'à rappeler aux congressmen les chapitres dans lesquels ils pourraient opérer des coupes : secours aux chômeurs, pension des anciens combattants, défense nationale, etc.

Ainsi fustigé, le Congrès s'employa, en effet, à attaquer vigoureusement la politique du Gouvernement. Jamais on n'entendit autant de discours prêchant l'économie et dénonçant les extravagances du New Deal. Pour les républicains en

particulier, la question du déséquilibre budgétaire devint le grand cheval de bataille. Et il l'est encore. Le sentiment du pays est certainement opposé aux principes financiers du New Deal et s'alarme quelque peu de l'avenir, tout au moins en théorie. Mais entre la théorie et la pratique, il y a un fossé infranchissable.

Après quatre mois de discours, le *bloc de l'économie* au Congrès (formé des républicains et de maints démocrates) s'est effondré lamentablement. Après avoir rogné 150 millions de dollars sur les secours aux chômeurs, les congressmen se sont, en effet, empressés de voter sans la moindre résistance 400 millions de dollars de crédits nouveaux pour subventionner l'agriculture. Roosevelt eut beau jeu de protester contre cette dépense qu'aucune recette ne couvrait, mais le principal résultat de ce vote fut de démontrer l'inconsistance ou le manque de sincérité de ceux qui mènent campagne contre les prodigalités du Gouvernement, mais qui sont les premiers à succomber aux sollicitations de leurs électeurs dès que ceux-ci montrent les dents.

A l'heure actuelle, malgré beaucoup de paroles et d'articles de presse furieux, républicains et démocrates se trouvent logés à la même enseigne. Tout le monde parle d'économie et il est entendu que les républicains exploiteront ce thème à fond jusqu'en 1940, mais l'on peut se demander comment un président républicain, succédant à Roosevelt, pourra renverser la politique financière du New Deal, alors que la plupart des membres du grand parti viennent de donner une pareille preuve de faiblesse.

Roosevelt a d'ailleurs profité de la situation pour faire encore un pas en avant dans l'hérésie. Il n'est plus question aujourd'hui d'équilibrer le budget en 1940, ou 1942, ni même en 1950. La théorie de l'État-banquier paraît avoir reçu une impulsion nouvelle. On parle d'un double budget dont une partie serait en équilibre, mais dont l'autre serait traitée comme une vaste entreprise de crédit, gagée en quelque sorte sur la valeur réelle du patrimoine national — présente ou à venir. Roosevelt a dit que si les revenus nationaux pouvaient passer de 60 milliards de dollars à 80 milliards de dollars, le problème financier américain serait résolu, ce qui

est évident, mais pour le moment il ne semble pas en être question. Et pourtant le budget fonctionne sur la base hypothétique des 80 milliards de dollars. Il pourrait aussi s'établir sur la base de 100 milliards de dollars ou même de 150 milliards de dollars.

Entre temps, l'économie traverse une crise de stagnation singulière. Les banques regorgent de capitaux inemployés, les caisses d'épargne n'ont jamais été si riches. Des tonnes d'or sont enfouies dans le Kentucky. Mais les affaires marchent lentement. Les industries nouvelles sont rares. Les capitalistes préfèrent investir leur argent dans les emprunts de M. Morgenthau à des taux ridiculement bas plutôt que de risquer 1 000 dollars dans une entreprise privée. Le Gouvernement accusent les capitalistes de faire la grève. Les capitalistes répondent en arguant de la crise de confiance et de l'incertitude du lendemain.

La vérité, c'est que le Gouvernement a raison et les capitalistes aussi. L'Amérique traverse, en effet, une crise de confiance et s'en prend au Gouvernement pour la simple raison qu'il est là pour ça, si l'on peut dire. Mais cette crise paraît avoir des causes beaucoup plus profondes que ne l'admettent la plupart des Américains. Elle affecte, en fait, tous les aspects de la vie et de la pensée américaine, et ce vaste et puissant pays donne l'impression surprenante d'avoir peur de son ombre comme un enfant perdu dans un bois.

M. Walter Lippmann, dans un article paru dans la revue *Life* du 5 juin, trace une esquisse magistrale de cette attitude actuelle de l'Amérique, hésitante et comme effrayée par sa propre destinée. L'Amérique, dit-il, est malade d'indécision. Elle a perdu tous ses objectifs et son idéal. Elle est frappée de neurasthénie et ne sait plus ce qu'elle veut, ni sur le plan national, ni sur le plan international.

La cause immédiate de cette indécision généralisée est, selon Walter Lippmann, l'accumulation des désillusions subies depuis la guerre. « Trois fois en vingt ans, écrit-il, la nation américaine a été soulevée d'un grand espoir et trois fois elle a été déçue. Les Américains ont cru, avec Wilson, qu'ils pourraient aider à rendre le monde meilleur pour les hommes libres vivant sous le signe de la paix et de la loi internationale.

Ils ont cru, avec Coolidge et Hoover, qu'ils entraient dans une ère nouvelle où la prospérité était assurée. Ils ont cru, avec Roosevelt, qu'ils allaient organiser la sécurité et la vie plus abondante pour tous. Aujourd'hui ils sont déçus et ne croient plus à rien en particulier. »

Telle est, en effet, l'impression plutôt déroutante que donne l'Amérique en ce moment. Mais Walter Lippmann ne croit pas qu'une pareille attitude, si contraire au tempérament américain, puisse durer longtemps. Selon lui, les Américains ne se sont trompés ni avec Wilson, ni avec Coolidge, ni avec Roosevelt. Leur instinct était sûr, mais ils n'ont eu ni la persévérance, ni la sagesse d'exploiter leurs idées et leur puissance. Ils n'ont pas compris qu'ils devaient jouer un rôle international différent de celui de Costa-Rica. Ils n'ont pas compris qu'en devenant la nation créditrice la plus puissante du monde, ils avaient des responsabilités mondiales. Aujourd'hui ils sont prêts à condamner les réformes sociales qu'ils viennent de faire sous prétexte qu'elles n'ont pas résolu tous leurs problèmes.

M. Walter Lippmann voit le salut dans une *prise de conscience* de la nation américaine qui, dans tous les domaines, doit apprendre à affronter les risques et les responsabilités proportionnés à sa grandeur et à sa destinée.

M. Walter Lippmann a raison sans doute, mais rien n'indique pour le moment que son appel soit entendu. Le désarroi persiste, de quelque côté que l'on se tourne et, bien que l'Amérique soit le pays le moins menacé du monde actuel — tant sur le plan social que dans ses rapports avec l'extérieur — il n'en demeure pas moins, qu'à l'exception de son président, aucun de ses chefs ne paraît doué de ces qualités traditionnellement américaines et qui sont l'énergie, l'audace, un certain goût du risque et le sentiment d'une grande destinée. Tout est au repliement et une singulière impression de défaitisme — tournant parfois au pur cynisme — paraît planer partout.

En dehors des raisons mises en avant par M. Lippmann nous croyons pouvoir en discerner une autre, peut-être plus immédiate encore et certainement fort naturelle : le monde extérieur et ses problèmes pèsent d'un poids presque intolérable sur la conscience de la plupart des Américains. Devant

une situation qui n'est ni la guerre ni la paix et à laquelle on ne voit aucune issue — sinon celle que fournira quelque imprévisible changement profond dans l'équilibre instable actuel — devant la perspective de vivre pendant des mois et peut-être des années dans l'incertitude du lendemain, les Américains se sentent déroutés et comme paralysés par la multiplicité des périls qui se dressent de toutes parts et par l'hypothèse même de la prolongation du *statu quo* actuel.

Dans notre précédent article[1] nous avons essayé de décrire l'intensité de la réaction américaine au cours des événements de septembre et après Munich. Nous avons tenté d'expliquer pourquoi ce peuple de cent trente millions de spectateurs éminemment émotifs avait été bouleversé puis déçu par ce qui lui paraissait une victoire de l'injustice, de la traîtrise et de la barbarie sur les forces du bien et de la civilisation. Nous avons dit son mouvement de recul devant une Europe qui lui paraissait accepter la domination de la force brutale et de doctrines considérées partout en Amérique comme manifestant un état de régression caractérisé.

Depuis lors, la scène européenne a considérablement changé. La fermeté, cette fermeté que les Américains prêchaient avec tant de passion, est devenue la ligne directrice de la politique britannique et française vis-à-vis de l'Allemagne et de l'Italie. Il en résulte — ou il devrait en résulter — un rapprochement entre les points de vue franco-britannique d'une part et ceux des États-Unis de l'autre. Les malentendus et les suspicions qui régnaient avant le 15 mars devraient être dissipés. Les Anglais et les Français auraient lieu de dire aux Américains : « Maintenant que nous faisons ce que vous nous avez toujours recommandé, vous devriez être contents. »

Malheureusement, nous sommes obligés de dire que si les Américains approuvent en effet la politique que suivent désormais MM. Chamberlain et Daladier, s'ils admirent sans réserve notre étonnant rétablissement, s'ils se réjouissent ouvertement de voir l'équilibre entre les puissances de l'axe et les nations menacées par lui rétabli au profit de ces dernières — aucun progrès n'a été fait dans la clarification des idées américaines. Le mouvement de repli qui s'était dessiné après Munich

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er mars 1939.

n'a pas été enrayé. Il donne au contraire l'impression de s'être accentué ou plutôt — pour être plus exact — le conflit entre isolationnistes et interventionnistes est certainement devenu plus aigu et l'opinion est plus désorientée que jamais.

Ceci ne signifie nullement que l'hostilité des Américains à l'endroit des puissances totalitaires ait du tout diminué. Au contraire. L'annexion de ce qui restait de la Tchécoslovaquie, en violation même des principes du racisme germanique, l'inféodation de l'Italie aux directives de Berlin ont renforcé la conviction populaire que le monde avait affaire à une vaste tentative de domination européenne et même mondiale de la part des dictateurs que rien ne pourrait enrayer sauf l'accumulation, dans le camp opposé, de forces supérieures.

Mais si le jugement de l'Amérique spectatrice n'a pas varié, elle continue à hésiter dès qu'elle envisage le rôle qu'elle doit jouer elle-même, soit dans un conflit éventuel, soit même avant que ce conflit ne se produise.

Le vaste débat public institué autour de la révision de la loi de neutralité a mis en lumière la complexité des forces qui divisent l'Amérique et la condamnent à une pénible indécision. La Commission des Affaires étrangères du Sénat décida, afin d'éclairer l'opinion et de s'éclairer elle-même, d'inviter un très grand nombre de personnalités à venir exprimer leur avis sur cette grave question. On vit défiler pendant des semaines des « témoins » aussi divers que M. Stimson, ancien secrétaire d'État de M. Hoover, M. Baruch, qui dirigea l'office des armements pendant la guerre, des chefs de ligue pacifistes, des généraux, des anciens combattants, des journalistes, etc. Comme on pouvait s'y attendre, ces discours ne servirent qu'à embrouiller davantage encore les esprits et à désorienter le public.

Bien que beaucoup des experts convoqués s'appliquassent à développer leur point de vue avec sincérité et objectivité, d'autres ne purent résister à la tentation d'introduire dans la discussion des considérations de politique intérieure. D'autres encore — les pacifistes par principe par exemple — firent dévier le débat sur un terrain philosophique sans rapport pratique avec l'objet réel de la discussion. Il en résulta qu'au bout de très peu de temps plus personne n'était capable de dire préci-

sément pourquoi on voulait amender cette fâcheuse loi de neutralité, ni dans quel sens, ni comment. Quelques considérations importantes se dégagèrent de ces débats cependant, mais leur juxtaposition ne servit qu'à démontrer l'impossibilité de légiférer en pareille matière.

De ces considérations ou tendances, dégageons les principales :

1° Désir quasi unanime d'éviter par tous les moyens concevables que les États-Unis ne participent activement à une nouvelle guerre mondiale ;

2° Désir de la majorité de soutenir néanmoins l'Angleterre et la France par des moyens matériels, à l'exclusion d'envois de troupes ; mais persistance chez une forte minorité d'un état de suspicion chronique envers toute l'Europe prise en bloc. (Paradoxalement la nouvelle politique de fermeté de Londres et de Paris a été exploitée comme une preuve que l'Angleterre et la France ne réagissent vraiment que si leurs intérêts immédiats sont menacés. D'où la conclusion que l'Angleterre et la France sont au fond tout aussi « immorales » que l'Allemagne hitlérienne et tout aussi « impérialistes »).

3° Approbation du rôle moralisateur de l'Amérique dont la mission est de prêcher la sagesse, l'humanité, etc., à un monde qui retourne à l'anarchie ; mais crainte que ces prédications mêmes n'engagent l'Amérique d'une façon quelconque. Crainte surtout que Roosevelt n'en arrive à persuader ses compatriotes qu'ils ne peuvent indéfiniment se contenter de parler et qu'il faudra bien qu'ils agissent un jour. (Les adversaires politiques du président n'ont pas hésité à exploiter à fond la thèse allemande du *bellicisme* rooseveltien).

4° Évolution du concept de neutralité. Un isolationniste comme le sénateur Borah, a déclaré qu'il était impossible de parler de la neutralité des Américains en temps de guerre, puisque, déjà en temps de paix, ils manifestaient si clairement qu'ils n'étaient pas neutres. Mais cela n'empêche pas le sénateur Borah et ceux qui pensent comme lui de recommander une politique fondée sur l'hypothèse d'une neutralité que lui-même reconnaît comme fallacieuse.

5° Conviction, si la guerre éclate, que les États-Unis en seront immédiatement affectés, quoiqu'ils fassent, et crainte

que, dans tous les cas, le pays n'en souffre, tant au point de vue économique qu'au point de vue politique. Deux spectres se dressent à l'horizon, tous deux également inquiétants : en cas d'intervention de l'Amérique dans une nouvelle guerre européenne, crainte d'aller au devant de nouveaux déboires et de ne pas réussir à organiser une vraie paix (sans parler d'un accroissement formidable de la dette nationale) ; en cas de neutralité, crainte que les États-Unis ne soient forcés d'adopter la conscription économique et de réduire encore leur activité commerciale.

Comme on le voit, la note dominante dans tout cela est la crainte, l'indécision et la méfiance. On déteste les nations totalitaires et leurs méthodes, mais on se perd dans les mêmes nuées dès qu'il s'agit de prendre une position nette. On pense que MM. Roosevelt et Cordell Hull voient juste et le fond de leur politique est d'accord avec le sentiment national, mais on s'effare dès qu'ils agissent ou lorsqu'ils expriment un peu trop clairement ce que chacun pense.

Rien n'éclaire mieux cette attitude timorée que la façon dont on accueillit le message que le président Roosevelt adressa au chancelier Hitler et à Mussolini le 15 avril et la réponse du chancelier du Reich.

On sait aujourd'hui que si M. Roosevelt lança cet appel, c'est parce qu'il avait toutes raisons de croire que seule cette menace à peine voilée pourrait retarder certains actes imminents de la part de M. Hitler et de son associé. De Londres et de Paris M. Roosevelt reçut vers cette époque des informations qui l'alarmèrent suffisamment pour qu'il ne craignît pas d'être accusé lui-même d'être devenu alarmiste. En outre M. Roosevelt pensait qu'un message comme celui qu'il rédigea le 15 avril pourrait servir à rallier des hésitants autour du bloc de sécurité que Londres et Paris étaient en train de constituer.

Nous sommes convaincus pour notre part que M. Roosevelt vit juste et que son action sauva peut-être la paix du monde ce jour-là. Ses compatriotes l'approuvèrent d'ailleurs assez chaleureusement, même dans les milieux qui, par ailleurs, sont foncièrement hostiles au président. Mais l'audace même de la démarche présidentielle réveilla la pusillanimité des

isolationnistes et des pacifistes qui furent bouleversés à l'idée que MM. Hitler et Mussolini ne rejetteraient peut-être pas les propositions de M. Roosevelt. Or le président avait eu le courage d'engager d'avance l'Amérique à prendre part à un règlement économique en Europe et ailleurs ainsi qu'à une conférence de désarmement.

L'espèce d'épouvante qui frappe bon nombre d'Américains à la seule idée qu'ils pourraient s'asseoir autour d'une table avec des successeurs de Lloyd George et de Clemenceau se réveilla d'un coup. La complexe d'infériorité qui trouble les rêves de la plus puissante nation du monde lorsqu'elle pense à la machiavélique Europe propagea un courant d'inquiétude.

Aussi est-ce avec une espèce de soulagement que l'on prit connaissance de la réponse de M. Hitler. Ce sentiment s'exprima d'ailleurs avec une certaine indécence dans quelques milieux. On se souvient que la réponse de M. Hitler était calculée de façon à plaire aux isolationnistes et aux ennemis politiques du président. Le piège était grossier, mais on assista au spectacle pénible d'entendre des politiciens et des particuliers féliciter M. Hitler, presque sans pudeur, d'avoir si habilement servi au président des États-Unis des arguments que ses adversaires en Amérique — et non M. Hitler — ont inventés.

Doit-on conclure de tout cela que l'Amérique est revenue à l'isolationnisme qui fut la note dominante de sa politique entre 1919 et 1937 ? Faut-il admettre que les efforts inlassables faits par le président Roosevelt et par M. Cordell Hull pour donner à leurs compatriotes des idées un peu plus réalistes ont échoué ? L'extraordinaire émotion qui secoua ce pays en septembre ne fut-elle qu'un feu de paille et doit-on accepter le paradoxe regrettable que l'Amérique qui se montra si véhémente lorsque l'Angleterre et la France cherchaient la voie de l'apaisement, se replie et se dérobe au moment où les opinions britanniques et françaises donnent un si remarquable exemple de résolution et d'unité ?

Nous ne le croyons pas. Pour l'Américain moyen, pour l'homme de la rue, le problème reste le même. Il est plus que jamais conscient, ainsi que l'a dit le président Roosevelt, qu'il n'est pas possible de laisser les peuples du monde entier — y

compris le peuple américain — vivre indéfiniment dans l'état d'incertitude et de tension qui règne actuellement. Il sait d'une façon très précise que nous vivons dans une étrange période de détérioration morale et intellectuelle et il sait, pour sa part, nommer sans hésiter ceux qu'il rend responsables de cet état de choses.

Mais le fait même que les entreprises des dictateurs aient été bloquées, tout au moins temporairement et grâce au sentiment presque universel de la nécessité de résister à la menace — ce fait a enlevé au drame son caractère spectaculaire. On avait fini par s'habituer aux coups de surprise de M. Hitler et par attacher à ses discours comme à ceux de M. Mussolini une importance d'Apocalypse. Les discours de M. Hitler ont aujourd'hui beaucoup moins d'auditeurs. L'Américain a le sentiment confus que — même s'il entreprend quelque nouveau coup ici ou là — la direction des affaires du monde lui a échappé. Insensiblement elle passe dans l'autre camp.

Mais dans ce camp — celui de la France et de l'Angleterre — se trouve aussi l'Amérique et le citoyen des États-Unis commence à entrevoir vaguement que ceux qui regagnent l'initiative acquièrent en même temps de formidables responsabilités.

En excluant l'hypothèse de la guerre — ce que personne bien entendu ne peut faire — il n'en demeure pas moins que les nations qui ne se courberont jamais devant la domination des dictateurs, se trouvent en présence d'immenses problèmes. Neuf Américains sur dix ont le sentiment que le monde est à réorganiser presque de fond en comble et que le genre d'existence qu'ils considèrent comme souhaitable n'est possible qu'à cette condition.

Mais devant l'ampleur de ce problème comment leur reprocher d'hésiter? Comment les blâmer si tant d'entre eux conservent la nostalgie de cette époque pas bien lointaine où les États-Unis n'étaient qu'une petite nation, vivant à l'écart du monde, protégée par sa faiblesse et de laquelle on n'attendait rien?

La clef de l'incertitude américaine est dans ce conflit entre le regret d'une vie dure, difficile mais irresponsable et le sentiment que, quoiqu'elle fasse, quelques lois qu'on

vote, l'Amérique est désormais engagée dans les affaires du monde. Ceux mêmes qui prêchent l'édification d'une sorte de muraille de Chine légale savent que leurs efforts ne serviront tout au plus qu'à retarder un peu une destinée inéluctable.

Du reste il est remarquable que malgré tous les atermoiements et les disputes auxquels nous assistons, le Gouvernement — et plus particulièrement MM. Roosevelt et Cordell Hull — ne montrent aucun signe d'inquiétude sérieuse et qu'ils acceptent l'obstructionnisme du Congrès avec une grande sérénité. Il faut avouer du reste que, jusqu'à présent, le président et son secrétaire d'état se sont montrés extrêmement habiles dans l'art de contourner les obstacles qu'ils rencontraient sur leur route et de poursuivre méthodiquement la politique qu'ils considèrent comme salutaire pour l'Amérique et pour la paix du monde.

En ce qui concerne la révision de la loi de neutralité, la tactique du Gouvernement consista d'abord à laisser les commissions du Sénat et de la Chambre explorer la question tout à leur aise. Aucune pression ne fut exercée en faveur de tel ou tel projet. Mais lorsque, après quatre mois de débats futiles, le Gouvernement s'aperçut qu'aucune solution n'était en vue, il intervint avec fermeté.

M. Cordell Hull adressa aux présidents des commissions du Sénat et de la Chambre deux lettres identiques dans lesquelles il formula les grandes lignes des modifications qu'il juge nécessaires.

Les principaux points de ce programme sont les suivants :

1° Autorisation de continuer à vendre en temps de guerre comme en temps de paix du matériel de guerre aux belligérants à la condition qu'ils transportent eux-mêmes et paient comptant ;

2° Définition par le président de zones de combat dans lesquelles les navires américains ne pourront pas circuler ;

3° Maintien des restrictions concernant les prêts aux belligérants et les collectes qu'ils peuvent faire en Amérique ;

4° Continuation du système de contrôle de la vente des armements qui existe déjà.

M. Cordell Hull appuya ses propositions d'un discours extrêmement énergique dans lequel il dénonça les dangers de la

doctrine isolationniste qui forcerait les États-Unis à adopter une politique économique autoritaire absolument désastreuse pour la vie du pays.

Peu de temps après, M. Sol Bloom, député, déposa un projet de loi basé sur les recommandations de M. Hull, mais qui contient des clauses d'« élasticité » qui ont pour effet pratique de laisser le président seul juge de déterminer les conditions d'application de la loi et qui, en réalité, — pour être franc — l'anéantit presque complètement.

Il est impossible de savoir à l'heure actuelle ce que décidera le Sénat. Il paraît douteux qu'il accepte le projet Sol Bloom, mais un compromis donnant satisfaction au Gouvernement n'est pas improbable.

Ce que craignent le président Roosevelt et M. Cordell Hull, c'est que le Congrès parte en congé sans rien faire, alors que l'on considère généralement que le monde traversera une nouvelle période de tension dangereuse cet été ou cet automne.

D'ici là d'ailleurs le président compte faire un voyage sur la côte du Pacifique dans le but de tâter le pouls de l'opinion et de reprendre activement la « campagne d'éducation populaire » entreprise depuis deux ans déjà.

L'essentiel pour l'opinion publique française c'est d'essayer de comprendre l'évolution de l'opinion américaine sans perdre de vue la multiplicité des facteurs qui l'influencent. Certains de ces facteurs sont fixes, d'autres variables. Parmi les facteurs fixes, il faut compter plus sur l'hostilité profonde de l'Amérique envers les doctrines et les méthodes de MM. Hitler et Mussolini que sur une véritable sympathie pour l'Angleterre ou la France. Il faut compter aussi la difficulté qu'éprouve l'Américain moyen à imaginer qu'il est vraiment menacé lui-même — à six mille kilomètres de distance — et la tentation très naturelle de croire qu'on lui « bourre le crâne » quand on lui dit qu'il ne peut pas s'isoler même s'il le veut. Il faut compter enfin sur l'extraordinaire susceptibilité américaine en matière de propagande. Cette susceptibilité est proprement maladive, mais elle existe et elle se manifeste en ce moment par un nationalisme outrancier — le mal du siècle — qui frise parfois la xénophobie. Chaque discours d'un homme d'État étranger est épluché avec soin

pour voir s'il ne contient pas un piège caché. Cette méfiance n'épargne même pas les ambassadeurs américains à l'étranger, ni le président, ni même l'incorruptible M. Cordell Hull.

Parmi les facteurs variables, il faut citer la capacité émotionnelle de ce grand peuple qui donne souvent l'impression d'être infiniment plus affolé par les menaces qui planent sur le monde que les nations qui seraient les victimes réelles de la guerre, si elle éclatait. Mais la contre-partie de cette émotivité est une capacité de relâchement ou d'indifférence, lorsque rien ne se passe, qui peut faire croire que l'Amérique se désintéresse soudain de ce qui la passionnait la veille. Il faut citer enfin les problèmes de politique intérieure qui ne peuvent manquer de prendre une importance accrue à mesure que les élections de 1940 approcheront.

Il ne faut pas oublier toutefois que, jusqu'à nouvel ordre, le véritable inspirateur de la politique américaine reste le président Roosevelt dont le courage et la persévérance sont probablement les meilleures garanties de paix que nous ayons, jusqu'en 1940.

R. DE ROUSSY DE SALES

LES ÉTUDES SECONDAIRES EN DANGER

L'APPLICATION D'UN PROJET DE LOI MORT-NÉ

C'EST celui que M. Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale depuis l'avènement du Front populaire, a déposé, le 5 mars 1937, sur le bureau de la Chambre. Il continue de dormir d'un sommeil léthargique à sa Commission de l'Enseignement où on ne s'est pas encore avisé de le rapporter. On sait d'ailleurs qu'il a été vivement combattu plusieurs fois à celle du Sénat. Mais le ministre n'a pas attendu l'approbation des Chambres pour l'appliquer. L'enseignement du 2e degré n'a pas d'existence légale, mais il a déjà une partie de ses cadres : directeur, inspecteurs divers amalgamés ; et déjà plusieurs décrets ont réalisé certaines innovations du projet, soit définitivement, soit à titre d'expériences dont nul ne prévoit la fin. Et l'esprit qui l'inspire a déjà pénétré toute l'organisation universitaire. Tandis qu'à nos portes les dictatures s'acharnent contre la liberté de leurs sujets et de leurs voisins, l'Éducation nationale s'acharne chez nous à la ruine des études, qui ont contribué pour une large part à faire de la France la patrie des droits de l'homme, l'espoir des peuples qui veulent rester libres.

Il s'agit, comme on sait, de satisfaire les syndicats cégétistes préoccupés d'unifier, c'est-à-dire de niveler d'abord les divers enseignements, puis les catégories de maîtres et

leurs traitements [1]. Rappelons une fois encore que M. Delmas, secrétaire du Syndicat des Instituteurs, avait nettement fait connaître sa volonté dans le temps où le ministre élaborait le projet : « Quand l'enseignement du 2e degré sera institué, et qu'on ne pourra plus distinguer, ni dans les établissements, ni dans le personnel, ni dans le recrutement, ni même dans les méthodes, ce qui est aujourd'hui l'enseignement secondaire, l'enseignement primaire supérieur ou l'enseignement technique, alors une importante transformation aura été accomplie (*l'École libératrice*, 30 janvier 1937)». M. Jean Zay a déjà suivi l'essentiel de ces directions.

Un enseignement ne se distingue plus par la nature et la qualité des études, mais par l'âge des élèves. Plus d'enseignement secondaire, défi à la démocratie, mais un enseignement du second degré où voisinent et se pénètrent le classique, le moderne et le technique. On y accède à la suite du certificat d'études primaires, exigible de tous, sans lequel on ne pourra plus tard obtenir aucun emploi public. Il commence par une classe d'orientation qui tient lieu de 6e. Des instituteurs ou professeurs primaires, mêlés aux professeurs du secondaire, y étudient les dispositions des enfants et les aiguillent sur l'une des sections du 2e degré « compte tenu du désir des familles et de l'intérêt général ». De leur côté, les syndicats avaient accepté que, dans le 1er degré, nul ne puisse diriger une école ni être chargé d'une classe primaire sans être pourvu du baccalauréat.

A peine déposé, le projet était amendé par le ministre lui-même. L'enseignement primaire supérieur qui n'y figure pas, comme faisant double emploi avec le moderne, renaît de ses cendres sur l'intervention de son syndicat. D'autre part, si le technique continue d'y figurer, l'heureuse ténacité opposée par un directeur énergique à la rage unificatrice de

1. « Le Conseil national de la Fédération générale de l'enseignement, se prononce en faveur du reclassement de la fonction d'enseignement dans une révision d'ensemble des traitements et des modes d'avancement des fonctionnaires; et en réduisant au maximum le nombre des divers groupes de fonctionnaires et donne mandat à la Commission administrative et au bureau de la F.G.E. d'entreprendre sans tarder une action énergique et persévérante pour faire aboutir cette revendication. » Ordre du jour voté en mars 1937. (*Tribune du fonctionnaire*, du 10 avril 1937.)

La Fédération générale de l'enseignement (F. G. E.) groupe les divers syndicats universitaires affiliés à la C. G. T.

la C.G.T., le délivre en fait d'un lien artificiel avec les autres études, qui l'eût paralysé.

Les lecteurs de la *Revue* savent déjà combien était fragile dans sa forme première, le projet du ministre [1]. Ce qui en reste n'a pas résisté à la critique de l'Université ni à l'épreuve d'expériences illégales.

o o

Exiger le certificat d'études primaires pour l'entrée au lycée paraît d'abord une mesure assez naturelle [2]. Elle est pourtant une source de difficultés, car les enfants commencent en 6e, à dix ou onze ans leurs études secondaires ; d'autre part, très raisonnablement, la loi retient jusqu'à douze ans à l'école primaire les enfants qui n'iront pas plus loin, et ne permet de leur délivrer qu'à cet âge le certificat. La C.G.T. trouve plus simple que les études secondaires commencent et s'achèvent un ou deux ans plus tard, qu'on ne puisse être bachelier qu'à dix-neuf ans au lieu de dix-sept ou dix-huit, deux ans avant le service militaire, et même à vingt si une maladie a retardé l'élève ou s'il a dû redoubler une classe. Ni les professeurs des lycées, ni ceux des facultés, ni le bon sens ne l'admettent. Avancera-t-on d'un an l'âge du certificat ? Alors les études primaires seront sacrifiées ; et les instituteurs protestent justement. Le ministre, il est vrai, propose que cette dispense soit accordée aux seuls enfants qui aspirent à l'enseignement secondaire. Compromis acceptable si le certificat n'est pas obligatoire pour l'accès au lycée. Car, encore une fois, un grand nombre d'élèves et des meilleurs entrent en 6e à dix ans.

L'essentiel est de n'admettre que les enfants pourvus d'une culture élémentaire suffisante pour suivre les classes. L'examen d'entrée en 6e assure cette sélection. S'agit-il d'« unifier » à tout prix, ou d'ouvrir à tous les enfants les études dont ils sont capables à l'âge où elles doivent commencer ? Avant le

1. Voir dans la *Revue de Paris* du 1er mai 1937 : *Le Projet d'école unique*, et, dans celle du 15 juin 1938 : « *Les Expériences* » *de l'Éducation nationale*.

2. On sait que le certificat d'études primaires élémentaires est délivré, à la suite d'un examen, aux élèves des écoles primaires publiques ou privées à douze ans révolus. Il est exigé pour l'accès aux écoles primaires supérieures.

projet de M. Jean Zay, le passage du primaire au secondaire était-il impossible ou difficile? Les chiffres fournis par le ministre lui-même répondent. A la rentrée qui précéda l'élaboration de la loi, en octobre 1936, il est venu en 6e des écoles publiques plus d'élèves que de la 7e, soit 12 988 (10 480 en 6e A et 2 508 en 6e B) contre 12 295 (9 410 en A, 2 885 en B) [1]. Il est vrai qu'il en est aussi entré en 5e, 2 078 (631 en A, 1 447 en B) dont les familles auraient mieux fait de se décider un an plus tôt; mais rien ne les en empêchait, si elles avaient été mieux conseillées par l'instituteur ou l'inspecteur primaire.

Les professeurs des lycées et des collèges s'évertuent à résoudre le problème insoluble de donner satisfaction à la C.G.T. sans reculer le début des études. On a proposé de scinder le certificat; les enfants des écoles pourraient entrer au lycée après la 1re partie. Il est difficile de voir l'avantage d'une telle innovation qui ne serait pas sans inconvénients pour les écoles élémentaires. Mais chacun sent l'impossibilité de retarder l'enseignement secondaire par une réforme inutile pour satisfaire la passion unificatrice des syndicats primaires.

Il serait d'ailleurs cruel d'insister sur l'article fantaisiste qui exige de tous les candidats à une fonction publique, le certificat d'études. On aime à croire qu'il ne serait pas appliqué avant une douzaine d'années; autrement il faudrait voir les candidats à l'agrégation ou au Conseil d'État prouver d'abord devant un jury d'instituteurs qu'ils savent lire, écrire et compter.

o o

Quant à la classe d'orientation imposée par la C.G.T. pour ruiner les études secondaires [2], discréditée dès le dépôt du projet par des vices qui sautaient aux yeux, elle l'est encore davantage depuis que le ministre, avant toute discussion de la loi, l'applique dans un certain nombre d'établissements

1. Réponse à une question écrite de M. René Héry, sénateur (*Journal officiel* du 21 mai 1937).

2. On sait que, dans le projet cégétiste, les classes d'orientation devaient durer deux années avant le début de l'enseignement proprement secondaire. L'année unique d'orientation est le résultat d'une transaction.

sous couleur « d'expériences ». Nous ne reviendrons pas sur le propos chimérique de pronostiquer l'avenir intellectuel d'un enfant de onze ans après trois mois ou un an d'observation, sur l'intrépide assurance des augures qui assument une pareille responsabilité, sur le ridicule questionnaire auquel les orienteurs doivent répondre, sur les protestations des savants qui montrent les transformations de l'esprit fréquentes à l'âge de la puberté [1]. On peut juger aujourd'hui, sur les expériences de deux années, les études secondaires écourtées et compromises. Plus tard seulement les enfants mal orientés pourront mesurer le tort qu'ils ont subi. Dès maintenant l'Université a pu tirer une conclusion de ce qu'elle a vu. En 1937-1938, quelques 5 000 enfants dans 41 centres et 200 établissements du 2e degré, dont 15 lycées de garçons, étaient soumis à l'orientation. Cette année on a renoncé à poursuivre l'expérience dans les centres les plus importants comme Reims, Nantes et Rennes où elle n'avait pas réussi. On ne compte actuellement que 31 centres dont 9 seulement font appel à des lycées de garçons. A la suite de rapports très modérés et consciencieux présentés par MM. Chibon et Couissin à la Société des agrégés, et par mademoiselle Morey au Syndicat national des lycées et collèges, les Congrès de ces groupements ont formellement réclamé la fin de ces expériences. Celui des agrégés a voté cette résolution :

La Société des agrégés, appréciant, tels qu'ils ressortent des documents fournis par ses membres, les premiers résultats tangibles de l'expérience des classes d'orientation en 1937-38 ; constatant, en outre, que l'expérience a été renouvelée en 1938-39, à peu près dans les mêmes centres, mais en moins grand nombre, et qu'en particulier elle a été interrompue dans les centres où son fonctionnement avait le plus laissé à désirer ; regrettant que l'organisation des classes d'orientation risque de faire perdre de vue le principe fondamental suivant (en vertu duquel ces classes elles-mêmes furent organisées) : l'orientation doit aider l'enseignement et non l'enseignement faire place à l'orientation ; émet les vœux : que soit interrompue l'expérience des classes d'orientation et abandonnée l'organisation de ces classes qui, en fait, amputent d'une année le cycle des études secondaires et entravent la formation des élèves à l'effort personnel ; que le souci d'orientation des élèves ne soit pas, pour autant, abandonné, mais soit même étendu à toutes les classes de l'enseignement secondaire, en facilitant aux maîtres l'exercice de leur tâche à cet égard par l'introduction, dans toutes les classes, des excellentes condi-

1. Voir articles précités : *Revue de Paris*, du 1er mai 1937, pages 183-186 et, du 15 juin 1938, pages 919-922.

tions techniques actuellement réalisées en faveur de la seule classe d'orientation : effectifs limités d'élèves, conseils de classe fréquents, collaboration avec les familles, coordination (mais non assimilation) des programmes, surtout dans les années initiales du second degré [1].

Et voici l'ordre du jour voté par le Syndicat national :

Le Congrès adopte *à l'unanimité* les résolutions suivantes :

Les expériences d'orientation scolaire ont été suivies par le S³ sans préjugés, avec attention et intérêt. Pour que l'expérience fût plus claire, le S³ a expressément admis l'an dernier la reconduction de l'expérience sur 1938-1939.

Les résultats actuellement connus amènent le Congrès aux constatations et déclarations suivantes :

1° Le Congrès estime que l'expérience d'orientation scolaire faite au niveau de la 6e sur deux années consécutives et sous des formes très largement différentes, aura suffisamment duré pour que des conclusions puissent être prises ;

2° Au point où en est l'expérience, le S³ constate dans l'état actuel de son information :

a) Que la classe de 6e orientation a manqué sa prétention et son but principal, qui étaient de discerner utilement des aptitudes caractéristiques et dominantes, et n'a guère témoigné que de l'inégale valeur générale des élèves (pareil discernement des aptitudes est, d'ailleurs, physiologiquement et psychologiquement prématuré) ;

b) Aboutissant ainsi le plus souvent à diriger les meilleurs des élèves vers les humanités classiques, tout en rejetant les moins doués vers les sections moderne ou technique, ce qui conduirait à priver de leurs élites naturelles l'agriculture et les métiers artisanaux ;

c) Tout en dénaturant parfois sans profit réel le caractère nécessaire de la classe de 6e secondaire, à moins que la 6e orientation ne se soit simplement ralliée à la 6e normale ;

d) Que, d'autre part, il serait également inadmissible que l'on fît de la classe d'orientation un moyen de détourner systématiquement les élèves des études classiques ;

e) Que les parties pédagogiques positives de la méthode pratiquée en 6e orientation : collaboration des maîtres en conseils de classe réguliers, contacts soutenus avec les familles, méritent d'être retenues, non pas à l'actif de la 6e orientation, mais uniquement pour leur valeur générale dans toutes les classes ;

3° Le Congrès, dans ces conditions, émet les vœux :

a) Que soit poursuivie un an encore, pour être utilement jugée, l'institution récente d'une Commission d'information pédagogique au niveau de la 7e ;

b) Que le choix des parents reste absolument libre au niveau final de la 7e ;

c) Que les conseils de classe intégrés au service normal puissent réaliser au mieux « l'orientation continue » qui, d'ailleurs, s'est toujours faite ;

d) Qu'en aucun cas ne soit dénaturé l'enseignement secondaire, soit dans ses méthodes, soit dans sa 6e initiale, soit dans la formation et le recrutement de ses maîtres ;

1. *Le Temps*, 5 avril 1939.

Et donne mandat au Bureau, quand il aura eu connaissance du dossier officiel de l'expérience de cette année et avant la réunion du Conseil supérieur de l'Instruction publique, d'en tirer en son nom les conclusions définitives nécessaires pour la sauvegarde de l'enseignement secondaire [1].

Le ministre, après ces appréciations du personnel non confédéré qui constitue l'énorme majorité des professeurs, imposera-t-il à l'Université la conception cégétiste de l'orientation, qui écourte les études secondaires et les voue à une nouvelle décadence, pour le seul avantage de promouvoir primaires et primaires supérieurs dans la 6e désaffectée? Continuera-t-il à considérer comme voté par le Parlement l'article 9 de son projet qui n'a pas encore été discuté?

En face de la vigoureuse opposition qui se dessinait, on a voulu justifier la classe d'orientation par un argument dont les inventeurs cégétistes ne s'étaient avisés ni en 1931 lorsque, dans le plan confédéral, ils en fixaient la durée à deux ans, ni en janvier 1937 lorsqu'ils la réduisirent à une année après des négociations avec l'Éducation nationale; qui n'apparaît pas davantage en mars 1937 dans les motifs exposés au projet de loi. Trop d'enfants aspirent à l'enseignement secondaire, nous dit aujourd'hui un collaborateur du ministre. Une véritable ruée se produit tous les ans vers les lycées et les collèges : il faut l'arrêter. De 1930 à 1937, les effectifs des établissements secondaires sont passés de 103 000 élèves à 179 000 [2]. Et cette augmentation, qui n'est pas due à une vague de natalité comme en 1932 et 1933, désorganise les études; on manque de professeurs compétents pour tant de classes à créer; il a fallu battre le rappel des plus médiocres licenciés incapables de donner un véritable enseignement secondaire. Les classes d'orientation sont nécessaires pour endiguer le flot envahissant.

On n'a pas attendu les décisions de la F.G.E. pour opérer, à l'entrée des lycées et des collèges une sélection qui se poursuit même de classe en classe par les examens de passage. Les professeurs de l'enseignement secondaire, dont la compétence est certaine, y avaient suffi jusqu'ici. Les enfants des

1. *La Quinzaine universitaire*, des 1er et 15 avril 1939, pages 405-406.

2. Voir dans l'*Information pédagogique*, de mai-juin 1938, l'article de M. Gustave Monod, inspecteur général de l'Éducation nationale, d'où sont tirés ces chiffres et ces raisons.

familles peu aisées, qui méritent une particulière sollicitude, étaient mieux encore que les autres préservés de faire fausse route grâce au concours des bourses, rendues malheureusement inutiles, pour l'externat du moins, par la gratuité. On ne voit pas comment les classes d'orientation seraient plus efficaces pour écarter les inaptes des études secondaires que les examens de passage successifs. Il est vrai que des augures choisis assument la responsabilité d'aiguiller des enfants de dix à onze ans dans une direction ou dans une autre, forts d'une science dérisoire fondée sur des observations que la nature peut démentir bientôt. Il est vrai aussi que le président du Conseil signataire du projet prévoyait quelques mois plus tard le moment « où l'éducation nationale deviendrait, du haut en bas de l'échelle, un moyen d'orientation et d'affectation sociale [1]. » Mais ces considérations précisément ont contribué à grouper une très importante majorité de professeurs contre cette innovation.

Si l'article de M. l'inspecteur général Gustave Monod ne les a pas persuadés, il nous est pourtant très précieux par la lumière qu'il projette sur l'état où trente-sept ans de réformes démagogiques ont amené l'enseignement secondaire. Le résultat prédit pour chacune par les défenseurs des vraies études est constaté par un collaborateur de M. Jean Zay qui restaure les plus indésirables, tombées en ruine, et les aggrave. On connaît la grande pensée de nos prétendus démocrates. Depuis 1902 ils s'ingénient à créer pour les inaptes de la bourgeoisie des études au rabais, où s'égareront d'abord des enfants pauvres bien doués. Alors qu'il s'agissait de faire une sélection parmi les classes sociales par le moyen des disciplines gréco-latines sans lesquelles il n'est pas de vraie culture, ils ont créé des baccalauréats pour toutes les inaptitudes et des licences assorties, donnant accès à toutes les places autrefois réservées à des esprits cultivés. De là cette affluence, excessive en effet, dans les lycées et les collèges, vers des études et des parchemins à la portée des plus médiocres.

Les mêmes hommes qui méditaient déjà la gratuité ont préludé à cette réforme par l'avilissement de la licence ès lettres

1 Discours de M. Léon Blum, ministre d'État, au Congrès international des Instituteurs. (*Le Populaire*, 23 juillet 1937.)

qui pouvait former des maîtres pour une clientèle accrue. Jusque là tous les candidats à la *licentia docendi* devaient par des épreuves communes, composition littéraire et version latine, explication de textes grecs, latins et français, attester d'abord une culture générale et des connaissances suffisantes pour enseigner dans les classes de lettres, si même ils avaient choisi la philosophie, l'histoire ou les langues vivantes comme spécialité. Aujourd'hui, pour la plupart bacheliers à peu près sans lettres, les candidats sont spécialisés dès qu'ils entrent à la faculté. Licenciés, ils sont incapables d'enseigner autre chose que la discipline choisie [1]. Par surcroît, on a cru opportun de mettre à la retraite une quantité de professeurs éprouvés dès qu'ils ont atteint soixante ans.

Cependant les études classiques ranimées en 1923 par M. Léon Bérard ont retrouvé la faveur. Le discrédit des études au rabais a pénétré jusque dans les milieux populaires. Naturellement les familles qui s'imposent le sacrifice de pousser leurs enfants au delà de l'école primaire veulent du moins leur assurer l'éducation la meilleure, et ainsi les meilleures chances de réussir plus tard. Le « plébiscite » favorable aux études classiques se renouvelle tous les ans. En octobre 1938, dans l'ensemble des établissements secondaires 26 165 élèves, garçons et filles, entraient en 6e A, 7 770 seulement en B [2]. Et la majorité des jeunes latinistes sort des écoles primaires publiques (en octobre 1935, 9 475 contre 8 967 venus de 7e). L'administration paraît consternée de cette affluence.

Aussi, le 26 avril 1938, dans une circulaire aux recteurs, le ministre invitait-il les chefs d'établissements « à ne pas prévoir autant que possible de nouvelles sections en 6e A, les effectifs des sections anciennes étant maintenues au nombre réglementaire ». Pour la première fois le *numerus clausus* pour l'enseignement gréco-latin faisait son apparition dans l'Université [3]. Il a fallu l'intervention de M. Léon Bérard pour faire revenir le ministre (25 juin 1938) sur cette étonnante circulaire.

1. Sur l'abaissement de la licence, voir notre article : *La licence ès lettres et le recrutement des professeurs* (*Revue de Paris*, du 1er décembre 1930).

2. Voir l'*Information Universitaire* du 17 juin 1939.

3. Ce qui donne une saveur particulière à ce morceau : « S'agit-il d'éloigner un seul enfant de ces magnifiques humanités classiques *pour lesquelles certains entretiennent une sorte de maladie de la persécution?...* » (discours prononcé par M. Jean Zay à la distribution des prix du lycée d'Orléans, le 13 juillet 1938.)

o o

Les modernistes, cégétistes et autres, ont bien compris que la résurrection des programmes de 1902 [1] peut seule réprimer le désordre d'un enseignement secondaire rendu à sa mission éducatrice et conjurer la renaissance des humanités. Aussi, que le Parlement accepte ou non le cadre de sa réforme, le ministre s'occupe d'organiser l'enseignement du 2e degré sur le modèle de celui qui avait à peu près vidé la section gréco-latine et démesurément grossi les sections de baccalauréat au rabais. La section latin-langues est déjà ressuscitée. Après vingt ans d'expérience, il avait bien fallu constater que, si une langue vivante enseignée dans tout le cours des études, peut utilement, avant la fin, mettre la jeunesse en contact avec une littérature et des pensées modernes autres que les nôtres, une « seconde langue » n'a pas sa place au lycée, parce que cette étude, forcément plus courte et réduite à l'acquisition d'un vocabulaire usuel, est stérile pour l'esprit. Pendant trois ou quatre ans l'enseignement d'une langue vivante est comparable à celui que reçoivent les tout petits à l'école maternelle où on apprend à désigner les objets, à prononcer des mots, à construire des phrases élémentaires. Mais, à la maternelle, les enfants sont initiés à la connaissance des choses et du monde extérieur, travail considérable qui n'est plus à faire. Au lycée, tout l'effort est de retenir des mots étrangers, de construire des phrases d'usage courant et d'arriver à les prononcer comme le maître. « Nous voilà en Singerie [2] ».

1. On se rappelle que, sous ce régime institué par Georges Leygues, les élèves optaient, suivant leurs inaptitudes présumées ou leur goût du travail, entre quatre sections : *latin-grec* d'où les sciences étaient presque éliminées, *latin-langues* où on n'apprenait pas plus de sciences et où le grec était remplacé par une seconde langue vivante, *latin-sciences* où les heures de lettres étaient réduites à un minimum insuffisant, et *sciences-langues* où les sciences tenaient une place prépondérante ; une seconde langue vivante y remplaçait le latin. Toutes ces sections aboutissaient à autant de baccalauréats différents dotés des mêmes sections. En 1922, après 20 ans de ce régime, on comptait en seconde, dans la section latin-grec, 639 élèves pour les 372 lycées et collèges réunis, sur plus de 8 000 enfants inscrits dans cette classe. C'est, entre autres raisons, que les programmes interdisaient les carrières scientifiques aux élèves d'humanités. En novembre 1938, quinze ans après la réforme de M. Léon Bérard on comptait en seconde dans les établissements de garçons 4 376 élèves d'humanités gréco-latines (Statistique de *l'Information universitaire*, 17 juin 1939)

2. Alain. *Propos sur l'éducation*, page 257.

Aussi, en 1923, la 2e langue avait disparu des programmes.

On avait compris qu'une journée passée dans une famille à l'étranger est plus profitable que douze heures mensuelles de classe et quinze jours qu'une année d'enseignement. Après deux mois de vacances dans ces conditions, un enfant connaît la langue autant qu'après plusieurs années de scolarité, et ses yeux au moins ont vu du nouveau, son esprit a pu s'intéresser à quelque chose. Tous les élèves de la section classique apprirent donc le grec, qui est une discipline incomparable. Si les programmes de 1925 en dispensèrent les plus faibles, on essaya de compenser cette lacune par deux heures supplémentaires de français chaque semaine dans une nouvelle section A'. Mais M. de Monzie n'admit pas plus que M. Léon Bérard, l'enseignement d'une seconde langue.

Par son arrêté du 30 mai 1938, M. Jean Zay a rétabli, à partir de la 4e, sous le nom de section A'', l'ancienne section latin-langues, qui, sous le régime de 1902, ne commençait qu'en seconde, dans l'espoir peut-être que la deuxième langue, enseignée quatre ans, sera un peu moins inutile que jadis. L'étude la plus vaine, qui n'est même pas une étude, la « singerie » remplace désormais, pour les amateurs d'un baccalauréat sans larmes, la plus éducative des disciplines, le grec, qui met l'enfant, après d'utiles efforts, en contact avec les œuvres les plus simples et les plus belles, avec l'humanisme à son berceau qui a civilisé le monde et qui le sauvera encore de la barbarie renaissante. Et cette infériorité n'est même plus compensée en quelque mesure par une étude plus approfondie des lettres françaises. Il est vrai que les enfants pourvus depuis le plus jeune âge d'une gouvernante étrangère feront sans travail figure de brillants élèves dans la section A''. Nous retrouvons ici la grande pensée « démocratique » de 1902. On abaisse les études pour les cancres de la bourgeoisie au risque d'égarer dans des sections faciles l'élite sortie du peuple qui voudrait s'élever [1].

1. Cf. ce qu'écrivaient les « Compagnons », groupement d'extrême-gauche, peu après la guerre : « En réalité, nous devons avoir la franchise de le proclamer et de l'accepter, l'enseignement des humanités est un enseignement aristocratique, et il faut, même dans une démocratie, qu'il y ait quelque part, ouvert à tous les talents et à toutes les bourses, un enseignement qui soit aristocratique. S'il n'en est pas ainsi,

o o

Une autre réforme se prépare pour achever la restauration des programmes modernistes. Le Conseil supérieur n'en a pas encore été saisi parce que, suivant l'avis d'un ancien directeur de l'enseignement secondaire, on procède « par petits paquets », et que, jusqu'ici, l'organisation nouvelle s'arrête à la 3e incluse. Mais déjà, en vue de discussions prochaines, dans les groupements universitaires, on s'attend à voir remettre en question « l'égalité scientifique ». Car telle est la volonté de la Fédération générale de l'enseignement qui a décidé dans son Conseil national du 27 mars 1937 : « La répartition des matières du programme dans les différentes sections ne devra s'inspirer à aucun moment du dogme de l'égalité scientifique qui fausse actuellement le recrutement et l'organisation des études dans les diverses sections de l'enseignement secondaire. »

On sait que, pendant plus de vingt ans, les programmes ont interdit les carrières scientifiques aux élèves d'humanités gréco-latines. Jusqu'en 1902, on ne demandait pas aux enfants avant le baccalauréat, s'ils se destinaient aux lettres ou aux sciences. On se contentait, en cultivant les esprits par les diverses disciplines, où les sciences ne dominaient pas, de les préparer à la vie intellectuelle et morale. Après la rhétorique seulement, les jeunes humanistes rejoignaient, s'ils voulaient, en mathématiques élémentaires, les élèves d'un enseignement plus court, imaginé par de Falloux, pour soustraire, après la 3e, le plus d'enfants possible à la contagion des humanités, maîtresses d'esprit critique et d'indépendance. Après quoi, scientifiques et littéraires préparaient ensemble

la démocratie n'est qu'un troupeau » (*L'Université nouvelle*, tome I, page 35).

« Réfléchissez bien : vous allez prendre pour base de la nouvelle culture l'étude de l'étranger, quel que soit d'ailleurs cet étranger. Cette étude ne sera pas un des accessoires de votre culture, c'en sera la base même. C'est le monde étranger qui sera votre éducateur ; c'est lui qui deviendra la pierre de touche de nos sentiments et la norme de notre raison : c'est tout de même raide quand on est la France. » (*Ibid.*, tome II, page 104).

Depuis la publication de cet ouvrage, les « Compagnons », comme on sait, ont tourné au modernisme intégral. Dans le dernier morceau cité, l'auteur semble se faire illusion sur la culture, même étrangère, que donne la deuxième langue. L'argument contre la thèse moderniste n'en est pas moins fort.

le baccalauréat ès sciences, les premiers à peu près dépourvus de culture littéraire, bien qu'une version latine fût exigée d'eux à l'examen. Sous les deux régimes qui suivirent, celui de 1880 et celui de 1890, il fut encore permis à la jeunesse d'apprendre à penser et à écrire avant de se spécialiser dans les sciences. D'où cette merveilleuse floraison d'intelligences formées d'abord par les études gréco-latines, qui, dans tous les domaines de la science, n'ont pas moins que les scientifiques sans lettres, illustré ce pays, les Claude Bernard, les Berthelot, les Pasteur, les Henri Poincaré, les Hermite, les Émile Picard, les Paul Painlevé, les Giard, les Gley. En 1902, on ne voulut former que des savants à œillères, qui font parfois sourire lorsqu'ils se risquent à penser [1]. Les programmes rendirent très malaisée la formation d'autres esprits. D'ailleurs, ils privaient à peu près les enfants, obligés d'opter après la 3e pour les sciences ou pour les humanités, de toute culture scientifique, s'ils se décidaient pour les études gréco-latines [2]. Car, sans parler de la section sciences-langues, refuge des inaptes à toute culture littéraire, si, dans la section latin-sciences, les lettres étaient réduites à un minimum insuffisant, dans la gréco-latine c'étaient les sciences.

M. Léon Bérard fortement soutenu par des mathématiciens comme Appell et M. Émile Picard, par un savant ingénieur comme M. Guillet, directeur de l'École centrale et par M. Édouard Leroy, qui, avant de succéder à Bergson au Collège de France, professait les mathématiques, résolut de retarder la spécialisation jusqu'après la première partie du

1. Pour s'expliquer cet état d'esprit, il faut lire au Palais de la Découverte, sous le porche, cette inscription en grands caractères où il s'exprime ingénument : « Le Palais de la Découverte a été organisé pour rendre manifeste et faire comprendre au public que *nous n'avons réalisé dans le passé et que nous ne pouvons espérer dans l'avenir rien de vraiment nouveau, rien qui ait changé ou puisse changer la destinée qui semblait imposée aux hommes, que par la recherche scientifique et par la découverte.* — Jean Perrin. »

Cf. Foch cité par M. André Tardieu : « Le propre des études de lettres, de philosophie et d'histoire, est, avant tout, en quittant le monde de l'observation, de faire naître et de créer des idées sur le monde vivant ; par là, d'assouplir et d'élargir l'intelligence ; au total de la maintenir en éveil, active et féconde, en présence du domaine de l'infini, qu'ouvre la vie. » (*Revue des Deux mondes*, du 1er juin 1939, page 251.)

2. Et, naturellement, ceux qui ne voulaient pas à priori renoncer aux sciences, ne commençaient pas le grec en 4e pour en cesser l'étude deux ans plus tard. Sur cette importante question, voir : *Revue de Paris*, du 1er juin 1930 : *Lettres et Sciences dans l'éducation secondaire.*

baccalauréat ; et il obtint le suffrage unanime du Conseil supérieur, qui depuis... a été profondément modifié dans son recrutement pour que la réforme cégétiste fût possible. Tous les élèves, depuis 1923, suivent les mêmes programmes de sciences jusqu'en 1re inclusivement. « L'égalité scientifique » a rendu leur place aux études littéraires sans compromettre celles de sciences. Quelques années plus tard, le général Alvin, commandant de l'École polytechnique, ainsi que M. Eydoux, directeur des études, se joignirent au directeur de l'École centrale pour la défendre [1]. C'est à elle que nous devons cet afflux des meilleurs élèves dans la section gréco-latine, qu'ils se destinent aux sciences ou aux lettres ; grâce à elle les humanités commencent à refleurir. Aussi la F.G.E. s'acharne contre elle et cherche à la détruire.

Elle a déjà marqué un point. Depuis la dernière rentrée, la section B comporte, de la 5e à la 2e, un enseignement inutile de la physique, absent des programmes pour les autres sections. Nous apprendrons bientôt qu'à partir de la 2e il faut un régime spécial pour les physiciens en herbe sortis du 1er cycle moderne. C'est un premier pas vers une section scientifique depuis le début des études.

Une petite minorité de professeurs confédérés, dévoués à la fois aux études classiques et à la C.G.T., pour concilier les contraires, soutiennent une « motion de synthèse » qui prétend sauver le bienfait de l'égalité scientifique tout en la supprimant. Chacune des quatre sections actuelles A, A', A'', B serait dédoublée à partir de la seconde suivant que les élèves opteraient pour une dose supérieure de sciences ou de lettres [2]. On aurait le choix entre huit options. Ce serait un record. Le cœur a ses raisons...

Que décidera M. Jean Zay ? Après avoir ressuscité la section latin-langues, voudra-t-il aussi rendre la vie aux sections scientifiques de 1902 ? Et les études gréco-latines seront-elles de nouveau réduites à la portion incongrue du régime précédent ? C'est le secret redoutable de demain.

1. A la Commission du surmenage. Voir leurs dépositions et leurs rapports dans la *Revue de Paris*, du 1er juin 1930, article cité pages 663-665.

2. Il est juste d'ajouter que beaucoup parmi les professeurs de sciences non confédérés demandent qu'on revienne sur l'égalité scientifique. Il semble que le projet en question émane de l'un d'eux.

o o

Mais il soutient déjà la gageure d'aggraver la mesure « démocratique » du régime actuel. Il ne faut faire aux inaptes, ni aux paresseux, nulle peine même légère. Pour ménager leur susceptibilité, il faut renoncer à les grouper et à les instruire dans d'autres classes que leurs camarades mieux doués. « Par la fusion est introduite, dans l'enseignement secondaire, une égalité dont il est socialement utile d'inculquer de bonne heure aux jeunes gens la juste notion. » [1] Depuis 1925 est réalisé l'amalgame de toutes les sections pour les enseignements communs. Les professeurs de culture physique, sans attenter à l'égalité inscrite dans la Déclaration des Droits, peuvent exercer à part les équipes de force inégale. Pour la culture intellectuelle, les esprits alertes, les lourds, les poussifs et les obèses, doivent s'exercer ensemble de la même façon et les plus vigoureux se mettre au pas des plus faibles. Par exemple, il faut réunir, pour l'enseignement du français, ceux qui apprennent le latin et ceux qui en sont incapables. Pour complaire aux apôtres de l'égalité dans l'inégalité, le français a cessé de venir des langues antiques pour qu'on puisse l'enseigner sur les mêmes bancs aux élèves des sections latines et à ceux du moderne. Du moins les professeurs ne doivent « enseigner le français que par le français sans avoir recours au latin. » [2]

Il appartenait à M. Jean Zay d'étendre les bienfaits sociaux de l'amalgame. Jusqu'ici les enseignements communs groupaient les seuls élèves du secondaire quelle que fût leur section. Demain, ceux du primaire supérieur rallieront leurs camarades. Nous assistons à une résurrection édifiante. Le 5 mars 1937, le ministre enterrait l'enseignement primaire supérieur à l'article 10 de son projet où figurent seuls

1. *Instructions* de 1925, page 112 (Armand Colin).

2. *Ibid.*, page 120. Devant les protestations des professeurs humanistes, grâce à l'intervention de trois inspecteurs généraux qui firent fléchir l'intransigeance d'un collègue protagoniste de cette méthode, les *Instructions* de M. Jean Zay ont un peu atténué l'exclusive prononcée contre le latin dans les classes de français. Suivant le mot d'un professeur, « l'adultère est devenu à peu près légal ». Mais l'amalgame demeure.

parmi les enseignements du second degré « le classique, le moderne et le technique ». Comme il fait double emploi avec le moderne, on comprenait qu'il disparût. La F.G.E. ayant manifesté sa désapprobation, dix jours plus tard, le ministre proclama son dessein de conserver « un des organismes les plus sains de l'institution universitaire. » [1] Non seulement le mort renaît de ses cendres, mais il commande le 2e degré tout entier, car il est écrit : « Les derniers seront les premiers. » On bouleverse l'enseignement secondaire pour l'aligner sur lui. Des enfants destinés à sept ans d'études devront suivre, pendant quatre ans, les mêmes programmes que leurs camarades destinés, par la volonté de leurs familles, à n'aller pas plus loin. On ne les amalgame pas encore officiellement sinon dans les établissements où la fusion illégale existe déjà ; il y a une certaine loi sur l'enseignement primaire qu'on ne viole pas encore partout. Du moins, pense-t-on, ils pourront plus facilement passer au lycée si leurs parents se ravisent.

Une expérience de vingt et un ans a suffisamment prouvé que ce passage était illusoire. Ce système des cycles, institué en 1902 et aboli en 1923, a déjà fait faillite. Lapie, directeur de l'enseignement primaire, déclarait en 1921 que les 365 établissements secondaires n'avaient, cette année-là, reçu que 167 enfants venus du primaire supérieur parmi les 115 000 lycéens et collégiens ; mais la passion de M. Jean Zay pour l'unité ne s'arrête pas à ce détail.

Pour ouvrir à des enfants, qui n'y passeront pas plus que jadis, la porte de l'enseignement secondaire, il interdit aux petits latinistes d'apprendre comme il faudrait l'histoire ancienne indispensable à leurs études. Il la comprime en une année parce qu'elle est inutile aux autres [2]. Et parce que les études primaires supérieures sont plus courtes, il faudra enseigner très sommairement, en quatre ans, aux élèves des lycées, l'histoire universelle depuis l'Égypte jusqu'à nos jours, pour la leur développer ensuite en trois ans à raison de deux heures par semaine quand ils seront affranchis

1. Discours d'ouverture au Conseil supérieur, 15 mars 1937.

2. Sur les inconvénients de ces programmes amalgamés du primaire supérieur et du secondaire (voir *Revue de Paris*, du 15 juin 1938, article cité, pages 925-928).

de l'amalgame. L'indignation des professeurs n'empêcha pas le ministre de poursuivre son œuvre de nivellement, mortelle aux études. Mais la F.G.E. est satisfaite et M. l'instituteur Delmas aussi dont le plan est scrupuleusement suivi.

M. Bracke-Desrousseaux doit l'être beaucoup moins. Avec ménagement, mais avec netteté, il écrivait, le 15 décembre 1938, dans *le Populaire*, à propos d'autres mesures fâcheuses : « On peut, certes, ne pas aimer les études classiques ; on peut discuter sur l'avantage d'autres études. Mais il y a une chose qu'il faut éviter à tout prix. C'est d'avoir à côté les uns des autres, des modes d'enseignement qu'on juge comme on veut, et de réduire par voie indirecte les moyens dont l'un d'eux a besoin pour donner des résultats. Dire à des coureurs : « Partez, on vous attend au but comme les autres » et commencer par leur entraver les pieds, ce n'est pas de jeu. Il faut faire attention de ne pas saboter, sans le vouloir, des études admises. »

o o

Si les études classiques sont sacrifiées par l'unification des programmes, toutes les disciplines sont condamnées à un rendement médiocre par une organisation du travail qui les empêche de fructifier. Sur ce point encore nous sommes revenus à l'erreur de 1902, qui, par les conditions générales de l'enseignement, avait stérilisé toutes les études. Et on l'aggrave par des nouveautés issues des conceptions sur le travail qui fleurissaient vers 1937.

On sait que la réforme de Georges Leygues, calquée sur celle de Guillaume II dont, en France, nos démocrates modernistes étaient alors entichés, outre qu'elle organisait des sections pour toutes les inaptitudes présumées et sacrifiait les humanités gréco-latines, réprouvées comme révolutionnaires par leur impérial modèle, introduisait aussi dans notre Université la méthode allemande qui multiplie les heures d'enseignement et réduit à presque rien le travail de l'étude. Après les cinq ou six classes de la journée, l'élève bâclait nécessairement les devoirs qu'elles exigeaient outre les leçons indispensables. Jusque là, l'élève n'était retenu au lycée

que quatre heures par jour. La réflexion à l'étude, l'effort pour bien faire, la lutte contre les difficultés faisaient partie intégrante de l'éducation. En 1902, notre Université inaugura le gavage. A la méthode qui forme les esprits libres et les volontés, on préféra celle des gymnases qui vise un but opposé avec un évident succès. En même temps que la disparition progressive des humanités gréco-latines, l'impossibilité pour l'enfant de travailler explique la décadence où était tombé l'enseignement secondaire quand M. Léon Bérard entreprit de le relever. Il obtint avec peine du personnel l'acquiescement à une sensible diminution des horaires, peut-être encore insuffisante. Ce progrès n'a pas résisté au réformateur actuel. Les élèves de 6e et de 5e étaient retenus au lycée vingt heures par semaine ; ils le sont vingt-trois heures aujourd'hui ; ceux de 4e et de 3e avaient vingt et une heures et vingt et une heures et demie de classe ; ils en ont aujourd'hui vingt-quatre et vingt-quatre et demie. Et la réforme des programmes n'a encore sévi que sur le 1er cycle. Demain, de la 2e à la fin des études, on sera revenu aux horaires démesurés de 1902.

Mais M. Jean Zay soutient la gageure de paralyser le travail encore davantage. Quatre mois de vacances ou de congés, deux jours par semaine le reste de l'année, n'offraient pas de loisirs suffisants à la jeunesse des lycées et des collèges ; il y ajoute une demi-journée le samedi. Les élèves peuvent organiser librement chez eux ces loisirs supplémentaires, mais l'Université se charge aussi de les « diriger » pour ceux qui le préfèrent. Il en résulte qu'il faut entasser dans le reste de la semaine les heures d'enseignement déjà excessives. Et l'on voit des lycéens subir pour le moins certains jours jusqu'à six heures de classe dont une est gâchée, une perdue ; après quoi naturellement il ne saurait être question d'un travail utile à l'étude.

Si la « direction des loisirs » paraît à certains une pédagogie recommandable [1] ; si l'organisation de plaisirs intelligemment conduits peut, en effet, contribuer à l'éducation ; si l'on juge que l'Université doit s'en charger, et si l'on accepte de

1. On se garderait de prêter à ceux qui l'ont inventée des desseins qu'ils n'ont sûrement pas. Mais cette innovation n'est pas sans inquiéter, pour l'avenir, certains qui songent aux « jeunesses » organisées chez nos voisins.

grever encore lourdement son budget, pourquoi amputer, pour lui faire place, le temps consacré à la classe quand le jeudi est tout indiqué pour cet essai? Pourquoi M. le ministre de l'Éducation nationale s'obstine-t-il à sacrifier l'enseignement? Tentons d'expliquer ce qui paraît inexplicable. Songeons à l'époque où apparut cette conception. En ce temps-là, on décidait en France que quarante heures hebdomadaires de travail suffisent à l'activité d'un homme, et l'on s'occupa d'organiser sainement deux journées consécutives de repos. Nous vîmes naître un « Sous-secrétariat des loisirs » qui vécut l'espace de deux ministères (juin 1936-février 1938). Le même esprit fit éclore, dans les établissements du 2e degré, la « direction des loisirs », qui, elle, survit. (Arrêté du 22 mai 1937.)

Cependant, de l'autre côté de nos frontières, se multipliaient dans l'industrie les heures de travail. On s'aperçut alors en France qu'il fallait opter entre les « loisirs » et l'indépendance du pays. Les ouvriers comprirent et renoncèrent aux rêveries. L'Éducation nationale rêve toujours de faire des hommes pour des temps qui seront durs en prodiguant les loisirs à la jeunesse aux dépens des études [1]. Et, pendant les quatre jours et demi concédés au travail, les enfants sont encore sollicités par la radio-scolaire organisée pour eux aux heures de classe et aux heures d'étude, sans compter les représentations dramatiques organisées pour les loisirs, qui ne peuvent guère ne pas les occuper un peu aussi le reste de la semaine [2]. Pédagogie originale : au lieu de concentrer, en dehors des loisirs normaux, l'attention des élèves sur les tâches indispensables, on s'ingénie à la disperser.

1. Il est évident qu'elle a moins songé à organiser des distractions facultatives au lycée qu'à libérer ceux des enfants dont les pères se trouvent libres le samedi. Mais il faudrait aussi instituer des loisirs du lundi, jour où une partie importante du commerce ferme boutique.

Les « loisirs » étant organisés aussi dans les écoles primaires, les paysans sont scandalisés de cet abus. Le Sénat ayant manifesté son mécontentement, M. Jean Zay a éliminé le mot qui choque les travailleurs des champs, électeurs eux aussi. Les « loisirs dirigés » deviennent les « activités dirigées ». Le ministre a été entendu le 25 mai dernier par la Commission de l'Enseignement sur les « loisirs » dans les écoles primaires. « Après sa réponse et les engagements qu'il a pris, M. Labrousse a décidé de suspendre le dépôt de son interpellation. » (*Le Temps*, 26 mai 1939.)

2. Voir dans l'*Information universitaire*, du 27 mai 1939, la circulaire du 20 mai 1939 sur les représentations théâtrales organisées par les élèves.

o o

Ainsi, à l'ancienne Instruction publique, le ministre inaugure le département de la Récréation nationale en même temps qu'il applique le plan d'études cégétiste. Il affaiblit toutes les disciplines en même temps qu'il poursuit la ruine de l'enseignement secondaire, « démocratiquement » débaptisé, par la classe d'orientation qui l'écourte d'un an, par les diverses formes du modernisme, mort de discrédit en 1923, qui, par sa volonté renaissent ou vont renaître de leurs cendres ; enfin et surtout par l'amalgame généralisé d'enseignements inégaux destiné à niveler les études courtes ou longues des bien doués et des mal doués, des laborieux et des cancres [1]. Pour une république il est grave que la démagogie ose s'attaquer à la culture de l'esprit.

Et on n'hésite pas à compromettre ainsi la renaissance des études classiques dans un temps où elles apparaissent plus nécessaires que jamais. Contre le déchaînement de barbarie qui menace le monde, c'est pour les peuples libres une grande force de représenter la civilisation. Si, entre tous, le nôtre tient une place d'honneur, si la France est la patrie moderne des idées claires et distinctes, si elle est la patrie des droits de l'homme, si elle est, pour l'intelligence, une terre d'élection, c'est que l'esprit français a mis ses dons originaux à l'école des Grecs et des Latins, et qu'il a conservé au monde, marqué de son sceau, le précieux héritage des anciens, vérités et sentiments éternels, culte de la raison, règles de la pensée qui étendent nos connaissances, formes diverses du beau, charme de la vie. C'est pourquoi notre pays est devenu l'éducateur de peuples nombreux. Quand il est menacé, la civilisation elle-même paraît en danger. Pour qu'il garde ce rang unique nous devons continuer de puiser l'essentiel de l'esprit français à cette source pure

1. Cf. l'ordre du jour voté au dernier Congrès du Syndicat national des lycées et collèges :

« Le Syndicat national, se plaçant sur un plan très général et préalablement à toute critique de détail : *a)* déplore la façon oblique, fragmentaire et inavouée dont s'effectue la réforme de l'enseignement ; *b)* manifeste son inquiétude croissante devant les tentatives très nettes de transformation de l'enseignement secondaire en son esprit, ses programmes, ses méthodes, ses cadres, dans le sens de l'uniformisation et d'un alignement à un niveau qui n'est pas le sien. »

de l'humanisme qui l'alimente depuis la Renaissance.

Et songe-t-on que la France est devenue terre d'asile pour une foule innombrable de proscrits ; que cet afflux peut être un bienfait pour un pays de faible natalité si les nouveaux venus s'assimilent à nous, ou une catastrophe, si ces centaines de mille émigrés installent chez nous l'esprit de chez eux ? Il ne suffira pas de modifier leur état civil ; il sera indispensable de naturaliser aussi leur esprit et d'amener l'élite de leurs enfants par notre culture traditionnelle à penser français.

En ce temps inquiet, le besoin de perpétuer cette culture fait de l'Éducation nationale une annexe de la Défense nationale. Dans un cabinet dont tous les ministres ont compris que la politique de 1937 nous menait aux abîmes, peut-on espérer que M. Jean Zay renonce à son propos d'organiser les études sur le plan cégétiste ? Le président Daladier qui a voulu l'ajustement de lois votées à cette époque, laissera-t-il appliquer un projet inspiré du même esprit, que la Chambre elle-même n'a jamais voulu discuter ? Alors qu'il travaille à reconstituer toutes les forces vives du pays, l'Université sera-t-elle seule exclue du redressement national ?

L. BLUM,
Professeur honoraire
au Lycée Janson de Sailly.

SOLIMAN PACHA

OU

UN HÉROS FRANCO-ÉGYPTIEN

1788-1860

Sur l'une des plus belles places du Caire, le touriste européen jette en passant un regard distrait vers une grande statue de pierre ; celle d'un homme vigoureux et trapu, le visage arrondi et martial : Soliman Pacha.

Parmi les Français qui visitent l'Égypte, combien savent que ce héros en costume militaire musulman est un de leurs compatriotes et avec Méhémet Ali et Ibrahim Pacha, la troisième figure de ce trio historique qui, dans la première moitié du siècle dernier, créa la personnalité de l'Égypte moderne, la dota de l'outillage européen et, en quelques années, fit d'elle une puissance qui, dans un élan napoléonien, faillit dominer tout l'Orient méditerranéen ?

Combien d'entre nous savent, d'autre part, que cet illustre soldat est le trisaïeul en ligne directe du roi Farouk?

Soliman Pacha ; pour conter congrûment la carrière prodigieuse de ce demi-solde au pays des Mille et une Nuits, il faudrait la plume de Cervantès et de Dumas père, celle de d'Esparbès et des auteurs de *Goha le simple*. Les pages qui suivent n'ont pour but que d'en retracer la physionomie générale et les étapes essentielles. Si près que le personnage soit de nous, il est parfois malaisé d'y distinguer l'histoire de la légende ; mais le mirage n'est-il pas partie intégrante de l'atmosphère de l'Orient? Quiconque en a goûté la magie excusera les auteurs de n'avoir scruté de trop près une existence merveilleuse : Inch'Allah !

Le 19 mai 1788, sur les registres de la paroisse de Saint-Saturnin, à Lyon, un robuste poupon est inscrit sous le nom de Joseph, fils d'Anthelme Sève, tondeur de draps, et d'Antoinette Julliet, sa femme.

Parmi les agitations révolutionnaires et les difficultés de la vie domestique, le petit bonhomme pousse un peu au hasard. Assez volontiers disparaît-il de la maison paternelle pour faire l'école buissonnière, et des corrections répétées ne réussissent pas à avoir raison de cette forte tête.

Pour le tenir en bride, une discipline plus stricte s'impose. A onze ans et demi, à Toulon, le petit Joseph Sève est engagé à bord de la frégate *la Muiron*. Il bourlingue quelques années en Méditerranée, est versé en l'an XII dans l'artillerie de marine, prend part à dix-sept ans à la bataille de Trafalgar. Il y reçoit sa première blessure. Jamais, dès qu'il en aura l'occasion, il ne manquera de se faire trouer la peau.

Mais sa carrière dans la marine ne sera pas longue. A la suite de je ne sais quel méfait, un officier le réprimande durement, l'accable de menaces. L'indomptable adolescent saute sur son supérieur, lui arrache sa canne, la brise sur lui. C'est en perspective le Conseil de guerre et la condamnation inévitable. Mais une puissante intervention dérobe l'imprudent au sort qui l'attend.

Nous le retrouvons en Italie le 22 mai 1807. Il s'appelle maintenant Anthelme, est hussard sous les ordres de Marmont. Durant plusieurs années, à travers l'Europe, il guerroie, donne des coups de sabre et en reçoit. Malgré des exploits multiples, son humeur difficile le prive de tout avancement. C'est en qualité de simple adjudant qu'à côté de Ney, il fait le coup de feu dans la Retraite de Russie.

La campagne d'Allemagne le voit nommer sous-lieutenant et proposer pour le ruban rouge. Après Bautzen, Napoléon, au moment de l'attacher sur sa poitrine, interpelle, d'une voix bourrue, cette « mauvaise tête », dont on lui a si souvent parlé. « Si c'est tout ce que votre Majesté a à me dire... »

Sève tourne les talons et rentre dans le rang. Voilà comment, nous dit-on, il ne sera décoré que par Louis-Philippe.

Dans la campagne de France, nommé lieutenant, il reçoit la garde du drapeau. Même, un soir, un fardeau plus précieux lui est confié. Quand le petit Roi de Rome quitte Paris, c'est le lieutenant Sève qui, l'enveloppant de son manteau, fait franchir une flaque d'eau à l'enfant impérial.

Les Adieux de Fontainebleau. L'Ile d'Elbe. Licencié, le lieutenant Sève réintègre, à Lyon, la vie de famille, au quatrième étage d'un modeste appartement. Il s'y ronge quelques mois jusqu'à ce coup de théâtre : le retour de l'Empereur. Alors, remarqué par son enthousiasme, Sève est affecté à l'armée de Grouchy. Ainsi, hélas ! arrive-t-il trop tard pour participer à Waterloo. Faute de son sabre et de quelques autres, c'est le désastre.

L'écroulement d'un monde, la restauration, la mise à pied de tous les officiers suspects. Sève est du nombre.

Comment vivre? Il s'occupe de culture maraîchère, d'un petit commerce de chevaux. Mais le meilleur de son temps se passe à des besognes moins fades. Prenant la tête d'un complot formé pour faire évader le maréchal Ney, il ne s'en faut peut-être que de quelques écus qu'il réussisse.

Autre exploit : dans un café du Palais Royal, le demi-solde se prend de querelle avec un officier autrichien. L'honneur exige un duel au sabre. Pour être dans l'impossibilité de rompre, les deux adversaires escaladent un billard et croisent le fer. Du premier coup, l'ex-hussard décapite à peu près son adversaire. Il réussit à se cacher, à échapper à la police. Mais l'existence matérielle devient de plus en plus difficile.

Sève attelle son dernier cheval à un cabriolet, installe avec lui une jeune modiste (il avait et conserva le cœur sensible) et reparaît en cet équipage dans Lyon scandalisé.

Heureusement, une maison de commerce a besoin d'un représentant en Italie. Sève, qui en a appris la langue comme hussard, retourne, à Milan comme commis-voyageur. Hélas ! une clientèle ne s'enlève pas à la pointe du sabre comme un poste ennemi. Qu'il est malaisé de se débrouiller dans

cette pauvre vieille Europe rancie, en déliquescence, où étouffe quiconque n'a pour aptitude que l'héroïsme !

Tiens, voici une nouvelle. Le shah de Perse cherche des instructeurs pour son armée. Pourquoi ne se faire Persan? Sève s'adresse au général de Ségur qui, depuis longtemps, l'honore de sa bienveillance. Il reçoit de son chef une lettre de recommandation. Seulement, ce n'est pas pour Téhéran. Qu'il s'arrête à Alexandrie et s'y présente à l'homme extraordinaire qui est en train de fonder un empire au pays des Pharaons.

Au fait, pourquoi pas? Au lendemain de Waterloo, rien à faire en Occident que des sottises pour un homme de la trempe de notre héros. Pour se réaliser, il lui faut d'autres horizons. C'est un instinct sûr qui l'attire vers ce prestigieux Orient, où sont nées toutes les religions, où se sont épanouis les plus vastes royaumes, où un Bonaparte a rejoint les traces d'Alexandre et d'Auguste.

En juillet 1819, le lieutenant Sève s'embarque à Marseille, en habit râpé et avec cinq écus dans sa poche. Quand il débarque à Alexandrie, la magie de l'Orient a déjà opéré. Les portefaix plient l'échine à l'envi devant une silhouette martiale : le colonel « de Selve », officier de la Grande Armée, ancien chef d'état-major de Ney et de Grouchy. Le miracle commence.

Quelle est, au moment où y atterrit le lieutenant Sève, la situation de l'Égypte? A peu près celle de la terre après le déluge, au moment où Noé s'occupe d'y rétablir l'ordre. Mais Noé s'appelle Méhémet Ali. Cet étonnant aventurier rouméliote, de la plus modeste origine (à quarante ans, il ne sait ni lire, ni écrire), après une jeunesse accidentée, est arrivé sur les bords du Nil, en 1800, avec le contingent albanais envoyé par le Gouvernement turc pour y combattre Bonaparte. Les Français chassés, il a poussé sa fortune au service de Khosrew, le nouveau pacha intronisé par la Porte. Et, de proche en proche, en trois ans, il est arrivé à s'en faire attribuer la succession, s'applique désormais,

faisant alterner violence et souplesse, à transformer son titre en une domination effective.

De 1804 à 1807, il a délivré le pays des Turcs et des Anglais qui ont tenté d'y prendre pied. De 1807 à 1811, il s'est débarrassé des Mamelucks qui ont tenté d'y rétablir leur prépondérance. Et depuis, infatigable, il étend son empire, tantôt étouffant en Égypte des intrigues sans cesse renaissantes, tantôt poussant son action jusqu'en Arabie et jusqu'au Soudan.

Sous le voile de la suzeraineté lointaine du sultan, fiction commode plutôt que gênante, son prestige ne cesse de grandir. Mais, aux prises avec le pullulement d'anarchie qui l'environne, ce cerveau réaliste conçoit nettement ceci : n'est le maître et ne le restera que l'homme qui disposera d'une façon permanente de la force. Et cette force, il la conçoit nettement.

Outre une image d'ordre et de justice ineffaçable, l'occupation française a laissé le souvenir éclatant de son armée, à laquelle l'épopée napoléonienne a fait depuis la plus formidable publicité mondiale.

Méhémet Ali est hanté par l'idée d'instituer et d'avoir en main cet instrument incomparable de discipline et de domination : un « Nizam », une armée à l'européenne. C'est à ce moment-là (juillet 1819) que se présente à Alexandrie, où par hasard il est de passage, un demi-solde lyonnais, muni d'une introduction autorisée.

Les deux hommes parlent italien, peuvent causer sans intermédiaire. Le souverain est frappé de l'aisance du nouveau venu, de ses yeux bleus qui regardent en face. Il a servi sous Bounaberdi, n'est dépourvu ni d'audace, ni de finesse. Si c'était l'homme qu'il lui faut? On va le mettre à l'épreuve. Sollicitant un poste militaire, le Frantsaoui se voit offrir la mission d'aller chercher du charbon en Haute-Égypte. Hein?... Mais oui : est-ce que par définition les Européens ne sont pas des démons plus ou moins omniscients? « Réussis, et quelle que soit ton ambition, ma générosité ira plus loin ».

Surpris d'abord, Sève n'hésite pas longtemps. L'Égypte grouille d'Européens, de Français surtout, en quête fiévreuse de la fortune : n'est-ce pas le moment d'en saisir le cheveu?

En ce pays en ébullition, quelles perspectives ne s'ouvrent à un esprit avisé doublé d'un cœur résolu?

Voici donc notre aventurier embarqué dans une cange sur le Nil, escorté d'un bey chargé de le guider et sans doute de l'espionner. Trois mois durant, ayant Assouan pour centre, il se livre sous un ciel torride à son travail de prospection et manque d'y laisser sa peau.

Il rentre au Caire sans charbon, mais avec un bidon de pétrole et riche d'expériences. C'est le moment où le fils favori du vice-roi, le grand Ibrahim, revient victorieux d'Arabie. Méhémet Ali lui présente l'étranger. Guerrier intrépide, Ibrahim en mesure la valeur. Ainsi se constitue, d'un coup, le trio historique qui va faire de l'antique empire des Pharaons une puissance nouvelle dont les exploits vont bouleverser de fond en comble l'équilibre de l'Orient et remplir de stupeur l'Europe entière.

A l'œuvre, étranger! Reprenant la tâche où vient encore, après tant d'autres, d'échouer un officier turc, Sève Aga se voit chargé d'organiser le noyau de l'armée nouvelle que réclame le vice-roi. Il s'agit pour commencer d'en constituer les cadres, d'éduquer, pour en faire des officiers, une centaine de jeunes gens choisis parmi l'élite des mamelucks. Besogne épineuse. Ces jeunes fauves, à la fois veules, fougueux et indisciplinés, mettent à une rude épreuve le roumi qu'ils méprisent, jalousent et haïssent. Mais dans l'ex-soldat de la Grande Armée, il leur faut vite reconnaître un rude ouvrier.

Devant lui, il faut que tout plie. Le terrible Ibrahim lui-même, quand il lui prend fantaisie de se mêler à la manœuvre, est obligé de subir son ascendant et de manier le flingot à l'alignement. Tout Le Caire se répète la formidable raclée que, revenant du champ d'exercices au petit trot de sa bourrique, le coriace instructeur administre à un brillant Cawass qui a l'idée malencontreuse de lui disputer sa monture.

N'importe : si, bien vite, Sève Aga établit sa maîtrise, il faut constater que, dans la molle atmosphère de la grande ville, il ne tiendra jamais complètement en main une jeunesse

rétive, turbulente et avide de plaisirs. C'est pourquoi, après quelques mois d'expérience, il propose au vice-roi qui l'y autorise de transporter en Nubie son Saint-Cyr ou son Saint-Maixent. Dans les parages calcinés d'Assouan, ses officiers futurs seront à l'abri de toute tentation. On se figure le redoublement de rage de cette adolescence exaspérée contre le dompteur.

Intrépide cavalier, Sève Aga leur en impose tout de suite par sa supériorité d'ancien hussard dans l'art où ils estiment exceller. C'est une manche de gagnée, mais le vice-roi veut une infanterie. Manœuvrer à pied, dans les sables brûlants, sous le poids du fusil et des munitions, et sous les ordres d'un chien de chrétien, quel supplice ! La rébellion gronde. Sève en a vent, convoque les plus suspects : « Vous voulez mon sang ? Prenez-le comme des soldats, pas comme des assassins. » Dégainant son sabre, il défie la meute... et personne ne bouge.

La partie n'est pas encore enlevée. Ayant disposé sa troupe sur un mamelon pour un exercice de tir, Sève prend du champ, commande le feu. Des balles sifflent à son oreille. L'instructeur bondit sur les misérables : « Triples maladroits, pourceaux maudits ! clampins, recommencez-moi ça. » De nouveau, il s'éloigne, et sa large poitrine étalée brave les mutins : « Feu ! » Cette fois, aucune balle ne s'égare. C'est par de tels gestes qu'un chef s'impose.

En six mois, il a éduqué ses premiers élèves. En deux ans, les cadres de quatre régiments sont constitués. Il y en aura dix. En même temps que les officiers se forment, sont rassemblés, par ailleurs, les hommes de troupe. Le fellah égyptien répugne au métier militaire. Les premières recrues, bon gré mal gré, viennent principalement du Soudan.

L'année 1823 se passe à amalgamer les six premiers régiments. C'est au milieu de 1824 que Sève Aga fait à leur tête son entrée au Caire. Justement les forces égyptiennes traditionnelles (le « rédif ») viennent de subir en Nubie une série de désastres. On se figure l'accueil triomphal que reçoit ce corps d'élite.

« Ne laisse pas échapper la fortune quand elle s'offre. » A la bravoure du soldat, à la ténacité lyonnaise, notre héros sait allier la finesse, le sens du réel. Méhémet Ali a beau

être personnellement le moins fanatique des Musulmans, Sève Aga se rend compte qu'en cette terre de foi traditionnelle, le préjugé contre le Roumi demeure invincible. Qu'à cela ne tienne. Il n'est pas un coupeur de cheveux en quatre, un épluchéur de cas de conscience. Voici plusieurs années déjà qu'il a adopté la vie à l'orientale, pourquoi n'achèverait-il pas son accommodation aux circonstances par une conversion officielle à la religion de Mahomet? Avec la plupart des hommes de son temps, ce sabreur considère la religion comme une discipline respectable et adore plus ou moins vaguement un Être suprême ; mais le nom qu'on lui donne et les rites selon lesquels on l'invoque ont-ils tant d'importance? Bonaparte en personne n'a-t-il naguère affirmé son respect pour l'Islam? Menou ne s'est-il pas converti? Y a-t-il vraiment beaucoup plus d'inconvénients à se prosterner à la mosquée qu'à porter le tarbouch ou le cimeterre?...

Donc, en juillet 1824, Sève Aga devient officiellement musulman. Si de sa foi nouvelle, il observera correctement les rites essentiels, ce sera pourtant avec quelques tempéraments. Quand il se mariera, sa vie de famille demeurera réglée à la française ; et si, à son foyer, sont observés la plupart des préceptes du Coran, il en est un au moins sur lequel il réservera sa liberté ; jamais quelques bonnes bouteilles ne feront détourner la tête à l'ancien soldat de la Grande Armée.

Pour le moment, de son changement de religion, il recueille immédiatement les fruits. Promu au grade de colonel, il s'appelle maintenant Soliman Bey, et, sans parler d'autres avantages, touche une solde de 40 000 francs. Que les bigots fassent la petite bouche ; c'est le premier pas franchi pour aller loin.

Arrivant d'Asie Mineure, où il a découvert la fameuse Lady Stanhope et la Vénus de Milo, un jeune diplomate français, M. de Marcellus, ne sait assez s'extasier sur l'accueil qu'il reçoit de son compatriote, sur le crédit dont il jouit, sur l'activité dont il fait preuve.

La nouvelle armée égyptienne, qui compte 23 000 hommes dès 1824, atteindra le chiffre de 90 000 en 1826. Une série d'écoles techniques sont créées pour en assurer le perfec-

tionnement. Sans nier le mérite d'autres Français dont Méhémet Ali utilise les compétences, Clot Bey, l'illustre médecin, qui est chargé d'organiser tous les services de santé de la nouvelle Égypte, rend le plus éclatant hommage à notre héros, à ses dons exceptionnels, qui ont fait de lui « le véritable organisateur d'une entreprise aussi rare et aussi difficile que celle-ci : la création de toutes pièces d'une armée ».

Et voici que les circonstances vont permettre à celui qui a formé ce merveilleux instrument de prouver qu'il est autre chose qu'un instructeur, qu'il y a en lui l'étoffe d'un véritable chef de guerre.

Depuis 1820, la Grèce est en état d'insurrection contre la Porte. Impuissant à réduire les rebelles, le sultan se voit contraint de faire appel à ses vassaux. Le 16 juin 1824, arrive au Caire un grave message. Que Méhémet Ali lui apporte son concours, en particulier pour reconquérir la Morée, les plus magnifiques perspectives lui sont ouvertes.

Entreprise scabreuse. M. de Cerisy a doté l'Égypte d'une flotte comme Soliman l'a dotée d'une armée. Risquer l'une et l'autre ne va pas sans aléa. D'un autre côté, prendre pied en Europe, faire figure d'un seul coup parmi les puissances, pour une imagination napoléonienne, quels horizons ! Méhémet Ali prend sa décision en vassal correct et en grand ambitieux.

Le 18 juillet 1824, 63 navires de guerre et plus de 100 transports mettent la voile à Alexandrie. Cette armada comprend 17 000 soldats. Ils sont commandés par Ibrahim pacha. Soliman est le premier de ses lieutenants.

N'entrons pas dans le détail de l'expédition. Elle fait apparaître notre Lyonnais sous un jour nouveau qui rehausse singulièrement sa physionomie. C'est lui qui, l'armée débarquée, la met en manœuvre, enlève à la pointe du sabre et de la baïonnette l'îlot fortifié de Sphactérie, opération où il est grièvement blessé. A peine remis, il se distingue dans la campagne hardie du Péloponèse. Comme peut-être il fait

un peu trop parler de lui, nous le voyons nommer gouverneur de Tripolitza.

En cette qualité, il se révèle administrateur excellent, rétablit le calme et la confiance parmi les populations. Entre temps, pour se distraire, il enlève et épouse une jeune Grecque qui sera la compagne fidèle et charmante de toute sa vie.

La jalousie d'Ibrahim (périodiquement nous verrons renaître les difficultés entre ces deux grands guerriers qu'opposent leurs tempéraments) le maintient providentiellement au second plan quand, l'Europe intervenant, les choses se gâtent. C'est ainsi qu'il est à l'écart de la bataille de Navarin ; et au moment où débarque un corps de troupes français en 1828, il n'a pas à choisir entre ses deux patries.

Avec souplesse, Méhémet Ali comprend la nécessité de jeter du lest et, renonçant à ses visées européennes, conclut une paix honorable. C'est Soliman qui est chargé de rapatrier les troupes. Il rentre avec leurs débris à Alexandrie. Riche de gloire, il sent plus que jamais la nécessité de ne point se laisser griser.

Sa récente conversion à l'Islam ne cesse d'être exploitée contre lui. Auprès du vice-roi, une bande d'aventuriers multiplie les intrigues. Avec un bon sens aiguisé, Soliman comprend qu'il faut se faire pardonner ses hauts faits. Il se met en boule, se voue à l'organisation de sa vie domestique, à l'administration des biens qu'il a reçus du souverain ; bientôt le rendement de ses terres fera l'admiration de tous. Tactique judicieuse.

Le grade de général vient bientôt récompenser ses services en même temps qu'il se voit chargé de toute la réorganisation militaire du pays.

Le subtil observateur, italien d'origine, qui renseigne le gouvernement autrichien sur les affaires du Caire mande textuellement : « Tous les autres sont un tas d'ignorants. » Soliman seul est capable de former les troupes de la jeune Égypte, en vue de leur nouveau destin.

Quel destin ?

Ah ! qu'aux approches de l'année 1830, doit battre le cœur de l'ancien hussard ! Irrité contre le bey d'Alger, le Gouvernement de Charles X n'envisage-t-il pas de confier à Méhémet Ali

la mission de réprimer ces brigandages? Servir à la fois ses deux patries alliées, quel rêve! La Révolution de Juillet y coupe court. C'est sur un autre sol que Soliman va mener son armée à la victoire.

Les charges multiples que le Gouvernement de Méhémet Ali impose aux populations n'ont pas été sans créer des mécontentements. Ni la magie de la gloire, ni celle de la trique ne suffisent à assurer les vocations militaires ou la levée régulière de l'impôt. Plusieurs milliers de fellahs ont fui la vallée du Nil pour se réfugier auprès d'Abdallah, pacha de Syrie.

Comment la toute-puissance du vice-roi admettrait-elle que ces déserteurs trouvent asile et protection, comme pour le narguer, à ses frontières? Il réclame, avec insistance d'abord, puis impérieusement, leur restitution. Abdallah ergote, discute, finit par opposer un refus formel. Est-ce que des sujets ottomans ne sont pas libres de résider dans la partie de l'Empire qui leur convient? Pour fortifier sa résistance, il invoque le secours de Constantinople, le concours des Arabes de Syrie qu'inquiètent les progrès de la puissance égyptienne.

Cette fois, ni la menace d'un conflit armé, ni même une épidémie de choléra ne retiendront le vice-roi. A l'automne de 1831, suivant les traces de Bonaparte, ses troupes se concentrent à El Arysch, envahissent la Syrie, et, Gaza, Jaffa, Caïffa, Jérusalem vite tombées, mettent le siège devant Saint-Jean d'Acre. Les canons de Soliman battent la place. Elle résiste. La Porte s'est décidée à répondre à l'appel d'Abdallah. Ses troupes sont en marche. Il ne s'agit pas de se laisser prendre entre deux feux. Levant le siège, Ibrahim et Soliman vont à la rencontre de l'ennemi. Moment décisif; qui l'emportera de la vieille armée turque aux fastes séculaires, ou de la jeune force de l'Égypte?

Les Ottomans sont complètement écrasés au combat de Djerid. Quelques semaines plus tard (27 mai 1832) Saint-Jean d'Acre capitule. Coup de théâtre formidable. Où a échoué Bonaparte, Méhémet Ali est vainqueur! Dans la mobile Syrie, toutes les populations refluent vers le nouvel astre.

Mais le sultan ne se laissera pas braver par un vassal rebelle. Hussein Pacha, l'exterminateur des Janissaires,

reçoit le commandement d'une nouvelle armée. Nouveau désastre. Ses avant-gardes sont écrasées à Homs ; l'ensemble de ses troupes à Baïlan. Alep a capitulé. Les débris des armées turques se sont repliés sur le Taurus. C'est le salut même de l'Empire qui est un jeu. Rechid Pacha, qui a combattu naguère à côté d'Ibrahim en Morée, reçoit le suprême commandement.

Les deux armées se rencontrent dans la région de Konieh (20 décembre 1832). Celle des Turcs est deux fois plus nombreuse, mais l'africaine est autrement commandée et entraînée. La bataille débute dans un brouillard épais où les Ottomans s'égarent. Bientôt c'est le désordre. Il gagne toute l'armée. Les ultimes positions sont enlevées au pas de charge par les régiments égyptiens bondissant à l'assaut... aux accents de *la Marseillaise*.

Il faut l'intervention répétée des puissances européennes, l'insistance particulière de la France, pour que Méhémet Ali arrête l'élan de ses troupes, se contente par le traité de Koutaïeh (mai 1833) de se voir reconnus le Gouvernement héréditaire de l'Égypte, la possession des pachaliks de Syrie et d'Adana.

Entre Ibrahim, général en chef, et Soliman, l'organisateur de la victoire, se partage l'admiration du monde. Avec le titre de pacha et celui de général de division, le renégat d'hier reçoit une riche dotation. Débarquant en Égypte et envisageant en militaire les campagnes qui viennent de se dérouler, le maréchal Marmont rend solennellement hommage à l'ensemble de qualités qui font de l'ex-lieutenant Sève un véritable chef de guerre.

Il s'agit maintenant d'organiser l'administration de tant de populations disparates et mobiles, aussi prêtes à maudire des maîtres nouveaux que naguère à les appeler. Quel emploi plus indiqué pour les qualités d'un Soliman qui a déjà fait ses preuves en Morée? Mais, une fois de plus, d'obscures influences interviennent. Aux intrigues turques en Égypte s'ajoute déjà peut-être la séduction de l'or anglais. Autour du vice-roi s'ingénient les jalousies. Le chef de la flotte égyp-

tienne Osman Pacha a passé au sultan. On tente d'aigrir les défiances de Méhémet Ali vis-à-vis de Soliman. Il ne veut rien entendre. « Osman a pu me trahir. Ce n'est qu'un esclave. Soliman est né de mon ventre. »

Néanmoins, un souverain oriental lui-même ne doit-il pas tenir compte de l'opinion? Il est peut-être préférable de marquer un temps pour désarmer les animosités. Le grand chef de guerre est donc rappelé au Caire avec d'ailleurs devant lui une tâche importante à mener à bien : la remise au point de toutes les écoles militaires, la révision sur place de toute l'organisation de l'armée égyptienne.

A cette époque, tout en poursuivant l'accomplissement de la nouvelle mission qui lui a été confiée, le soldat goûte le plaisir de s'installer dans le palais qu'il s'est fait construire au Vieux Caire, sur les bords du Nil.

Entre la gestion de sa fortune, le souci de ses devoirs militaires et la réception des hôtes qui lui arrivent de France, il coule des jours paisibles et glorieux. Tant de victoires lui ont fait, comme à toute la nouvelle Égypte, la publicité la plus étendue. Parmi la foule des visiteurs, les plus pittoresques, comme à certains égards les plus inattendus, sont sans doute figurés par la cohorte des Saint-Simoniens.

Ces apôtres baroques commencent à avoir des difficultés avec le Gouvernement de Louis-Philippe. C'est du côté de l'Orient que le Père Enfantin voit la terre promise où ils prendront pied pour régénérer le monde. D'une part, ils y trouveront la Mère (la femme élue) qui, à ses côtés, tracera à l'humanité des voies nouvelles. A la civilisation industrielle, dont par un singulier contraste, ces illuminés sont les infatigables et remarquables pionniers, quelles perspectives n'ouvrent par ailleurs ces régions prodigieuses qui semblent aujourd'hui tressaillir de mille impatiences et possibilités!

Voici donc qu'un beau matin, le Père Enfantin débarque à Alexandrie à peu près aussi argenté que Soliman en personne douze ans plus tôt. Des bonnes volontés s'entremettent pour l'introduire auprès de l'illustre Frantzaoui, dont la bienveillance est aussi connue que les exploits. Ce n'est pas, je pense, faire tort à notre héros que de supposer que les théories philosophiques des Saint-Simoniens lui apparaissent

plutôt nébuleuses. Mais ce sont des Français, pauvres, entreprenants, alertes, doués de talents variés. Leurs vues sont hardies, leur ardeur magnifique. En outre, il paraît extrêmement probable que parmi les Saint-Simoniennes, plusieurs ne laissent pas indifférent le cœur demeuré sensible de l'ex-demi-solde...

Donc, au bout de quelques semaines, toute la bande, ou peu s'en faut, reflue dans l'hospitalier palais du Vieux Caire, en fait son quartier général. L'illustre guerrier les introduit auprès du vice-roi, les recommande de droite et de gauche, leur procure du travail, des subsides, accueille tout à fait à l'occidentale le Père Enfantin au sein de sa famille. Qu'il s'agisse de tableaux ou de cantates, de l'affranchissement de la femme égyptienne ou de la réforme totale de l'enseignement, Soliman est plein de bonne volonté pour toute suggestion qu'ils apportent. Tel des projets de ces nouveaux venus n'intéresse-t-il pas de façon remarquable tout l'avenir du pays? L'inauguration des travaux du barrage du Nil où il a de toutes ses forces secondé l'initiative saint-simonienne, marque une date dans l'histoire de l'Égypte, établit une liaison « cosmique » entre Bonaparte et Méhémet Ali, véritable continuateur de son œuvre. D'enthousiastes discours et un copieux festin, accompagné de nombreuses bouteilles, célèbrent solennellement la cérémonie.

Hélas! des raisons diverses, — querelles de femmes, intrigues et quémandages peut-être à la longue excessifs, ravages du choléra et de la politique — empêchent Soliman de concerter indéfiniment son activité avec celle de ces hôtes.

Au reste, en cette terre d'Islam, il faut toujours se méfier de retours de xénophobie... Des projets, sûrement illusoires pour une grosse part, sont brusquement primés par des circonstances impérieuses.

Au bout de quelques mois, Soliman plante là ses visiteurs. C'est de nouveau en Syrie que le réclame le service de son souverain. Il y vole pour tout retrouver en ébullition. En cette région où les esprits sont aussi instables que les sables du désert sous les souffles du sirocco, Méhémet Ali a eu l'idée téméraire de désarmer les tribus et d'exiger d'elles en même temps le service militaire et le paiement de l'impôt.

L'intrigue de Constantinople aidant, c'est bien vite un mécontentement général que n'est pas fait pour calmer l'humeur despotique d'Ibrahim. Il est nécessaire de compenser sa furie par la diplomatie de Soliman. Avec un mélange de fermeté et de bonhomie, celui-ci s'attache à une besogne d'apaisement en même temps qu'au rétablissement de l'ordre. Bientôt il faut se rendre compte qu'inévitablement de graves difficultés se préparent.

Encouragé par les sympathies qu'il sent grandir en sa faveur parmi les puissances européennes qu'inquiètent les nouvelles ambitions de l'Égypte, le Sultan pousse à l'abri du Taurus d'immenses préparatifs militaires. Des instructeurs allemands — dont le jeune capitaine de Moltke qui deviendra célèbre sur d'autres champs de bataille — activent la réorganisation des forces ottomanes. A ces nouvelles, éclatent en Syrie des insurrections. Accouru de la côte auprès d'Ibrahim, Soliman affronte avec lui une situation critique. A grand'peine, une fois de plus, l'ordre est rétabli, mais il ne faut pas se dissimuler que l'orage grossit. Soliman ne s'y trompe pas. « Prince, dit-il à Ibrahim, cette fois, nous irons jusqu'à Constantinople ou ils iront jusqu'au Caire. »

Le plus sage serait d'attaquer, en devançant l'ennemi. Mais tenant compte de la mauvaise volonté grandissante de l'Europe, Méhémet Ali sent la nécessité de rien brusquer. Bien que le généralissime turc Hafiz Pacha ait délibérément violé le traité de Koutaïeh, le vice-roi atermoie encore plusieurs semaines, se borne (avril 1839) à concentrer ses forces dans la région d'Alep. Ce n'est qu'à la fin de mai, à la nouvelle que les Turcs occupent Aïntab, que devant une telle agression, il estime son bon droit établi et lâche Ibrahim à leur rencontre à la tête de ses troupes légères. Soliman a l'ordre de suivre avec le gros. Le 31, sans perdre une minute, avec une précision quasi miraculeuse sous le ciel de l'Orient, l'armée entière est en marche. Soliman n'a laissé derrière lui à Alep qu'une poignée de soldats et un canon. Veut-on voir telle qu'elle apparaît alors à ses contemporains la silhouette de notre héros?

« Peut-être, malgré son séjour de plus de vingt années en Orient, malgré son uniforme du Nizam égyptien, décoré de diamants en croissant et en étoile, n'eût-il pas été difficile à un regard exercé de reconnaître dans le major général de l'armée du vice-roi un ancien soldat de l'Empire. Le pacha en a fidèlement conservé le type. Souvent, contre l'usage, son bonnet rouge, coiffure d'ordonnance de la réforme, se jette un peu de côté ou en arrière et découvre son front large, légèrement bombé ; le regard vif et sûr a de l'horizon ; les yeux, un peu enfoncés, sont bleus, la ligne du nez droite avec aplatissement, la bouche grande, surmontée d'une moustache fauve, la face, ample, blanche, colorée ; la physionomie ouverte et mâle, tantôt s'épanouit avec une moue spirituelle, tantôt sous l'ombre de quelque préoccupation, offre le renfrognement boudeur du vieux troupier français. L'Orient ne l'a point enveloppé de son calme d'apparat et n'a pu en voiler ni la fierté militaire, ni la vivacité extérieure habituelle à l'Europe. La tête est forte, le corps un peu gras, mais leste et d'une étonnante vigueur, les épaules larges, la taille moyenne. C'est la puissante organisation d'un homme de guerre dans la maturité. »

Le 20 juin, les troupes égyptiennes ont opéré leur jonction, refoulent devant elles les bandes de l'ennemi. Une reconnaissance menée par Ibrahim observe les lignes formidables derrière lesquelles il s'est retranché à Nézib. S'écraser contre lui en une attaque de front comme le voudrait la furie simpliste du fougueux guerrier, ce serait le désastre.

Soliman propose par une marche de flanc d'obliger le Turc à sortir de ses positions. Manœuvre risquée? Oui. Si elle réussit, la victoire en dépend, comme à Friedland celle de Napoléon. Ibrahim consent à tenter la chance et la fortune seconde l'audacieuse conception du soldat de Bonaparte.

En vain, les officiers allemands adjurent le généralissime turc d'attaquer l'ennemi pendant sa marche périlleuse. Hafiz répugne à sortir de ses belles positions. Et puis comment engager la bataille un vendredi quand ses ulémas lui ont promis la victoire pour le mercredi suivant !

Donc, durant tout le jour, les Africains poursuivent leur

cheminement aventuré sans connaître d'autre difficulté que celles des lieux. Voyez, entre ses régiments, Soliman pacha aller et venir, le bonnet en arrière, dans un splendide uniforme écarlate brodé d'or, chevauchant son pur sang alezan de Syrie...

A dix heures du soir, les troupes égyptiennes ont atteint les emplacements assignés. Une alerte nocturne jette un désordre passager parmi les combattants syriens. Vigoureusement, Soliman les reprend en mains. Au lever du soleil, les deux armées sont en présence. A ses officiers, Soliman pacha distribue ses dernières instructions, désigne, au milieu de l'autre camp, l'immense tente d'Hafiz. C'est là qu'il leur donne rendez-vous à trois heures. En avant !

« Avec les uniformes blancs et les tarbouchs rouges du Nizam, note un témoin oculaire, on eût dit un champ couvert de neige et de coquelicots. » Ibrahim mène l'attaque avec sa vaillance ordinaire. Toutefois, quand Hafiz lance contre lui ses meilleures troupes, il y a un flottement. Sous la canonnade et la fusillade, les Syriens faiblissent de nouveau. Soliman fait braquer sur eux son artillerie qui les mitraille. Quand l'épouvante les a cloués sur place, il se jette dans leurs rangs avec son état-major. Surprise, l'offensive ottomane faiblit. C'est le moment décisif. Ramassant ses réserves, Soliman les précipite dans la bataille. Ibrahim et lui, le sabre à la main, marchent au milieu de leurs hommes. C'est la poussée irrésistible qui renverse tout.

Réduite en poussière, l'armée ottomane s'éparpille, prend la fuite, laissant derrière elle ses canons, un immense butin, des milliers de prisonniers.

Dans la tente du généralissime vaincu, Soliman est fidèle au rendez-vous qu'il a donné à ses officiers. Lui faisant présent de ce trophée, Ibrahim se jette dans ses bras : « Aujourd'hui, j'embrasse un héros ». Mais à mi-voix, il glisse à l'oreille de son subordonné : « Vaincus, nous étions tous noyés dans l'Euphrate. » « Bah ! riposte l'autre avec un large sourire, nous n'en aurions rien su ; je me serais fait tuer avant ! »

Les résultats de la victoire sont immenses, foudroyants. C'est l'anéantissement total des forces ottomanes. Une puissance militaire nouvelle va dominer l'Orient : de son ascen-

sion prodigieuse, comme du chef-d'œuvre qui la couronne, un homme est sans contredit l'artisan principal.

C'est Soliman qui a formé l'armée victorieuse ; c'est lui qui, par la rapidité avec laquelle il l'a amenée d'Alep, a permis de la concentrer tout entière au moment voulu. C'est lui qui a obtenu d'Ibrahim de renoncer à la briser sur des retranchements inexpugnables. C'est lui qui a conçu la manœuvre qui a déterminé le succès, l'a exécutée ; c'est lui qui, au moment critique, a forcé la fortune par la justesse de son coup d'œil et la promptitude de sa décision ; c'est lui qui, en se jetant au premier rang des combattants, à la pointe de son sabre, a décroché la victoire finale.

Hélas ! nulle part plus que dans ces régions aux mirages prestigieux n'est vrai le fameux adage : « La Roche Tarpéienne est proche du Capitole. »

Quelques mois plus tard, dans la maison de Bonaparte qu'il occupe à Saïda (Sidon), sur la côte syrienne, regardez Soliman pacha fêter au sein de sa famille un hôte de France dont l'allure martiale lui va particulièrement au cœur !

Accomplissant en Orient un voyage d'études, le célèbre peintre Horace Vernet et son compagnon, le photographe Goupil-Fesquet trouvent auprès du vainqueur de Nézib la plus cordiale hospitalité. Ce sont (janvier 1840) de joyeuses journées (« nous sommes gais comme des pinsons ») que terminent de fameux dîners (« nous mangeons comme des loups »). Horace Vernet, aussi bon cavalier que son hôte, s'intéresse passionnément aux belles armes et aux costumes, à la vie militaire, à la vie arabe qu'il a vue de près en Algérie. Tandis qu'il fait le portrait de Soliman et que Goupil-Fesquet silhouette ses enfants, ce sont d'interminables causeries. Le soir, elles se renouvellent au milieu de festins homériques où les propos salés alternent avec des chansons bachiques. Tandis que sautent les bouchons de champagne, quel amusement de voir rouler sous la table les pachas oublieux des prescriptions coraniques ! Les visiteurs s'en vont comblés de présents. « Nous nous sommes quittés en nous

embrassant comme des pauvres. » « Figure-toi, écrivait Vernet à sa femme pour lui peindre son hôte (7 février 1840), le type de ces vieux soldats de la Révolution, resté hussard. Malgré ses deux queues, ne pensant qu'à la guerre et la faisant par instinct comme nos républicains du commencement de la République. Il est vrai de dire aussi que comme eux il s'est fait une espèce d'instruction dont il se sert avec beaucoup de bon sens... Comme ceux de Sancho Pança, chacun de ses jugements frappait si juste que quelquefois je croyais relire *Don Quichotte* ».

Hélas ! au moment même où, se rembarquant pour la France, Horace Vernet promet à son hôte de Saïda de le faire figurer en bonne place dans le tableau de la bataille de Nézib, que vient de lui commander Méhémet Ali (et qui ne sera jamais exécuté), voici que déjà vacille sur ses bases le prodigieux et fragile empire que viennent d'élever des victoires aussi précaires que foudroyantes !

Pas plus qu'elles n'ont pu admettre l'hégémonie, en Orient, de l'Empire ottoman, la Russie et l'Angleterre ne sauraient consentir que s'y substitue une prépondérance égyptienne. L'Autriche et la Prusse adhèrent à leurs vues, et par le traité secret de Londres (13 juillet 1840), elles s'unissent pour décider que de gré ou de force, Méhémet Ali sera réduit à la possession de l'Égypte.

Comptant sur leurs divisions et sur l'amitié de la France, le vice-roi fait la sourde oreille. Imprudence ! en même temps que l'escadre britannique met à la voile, une immense agitation se propage à travers la Syrie. Soliman a pu enrichir son souverain d'une armée à l'européenne, non transformer la mentalité de l'Orient où tout est prestige. Tant que, manifestement, la volonté d'Allah protégea le nouveau maître, le fellah du Nil, le fruste Soudanais, le Syrien mobile, le Bédouin insaisissable ont courbé le front. Mais dès qu'il apparaît qu'entrent en jeu les escadres et l'or de la tenace Angleterre et, qui sait, que toute la puissance européenne se lève derrière elle, avec une foudroyante rapidité, un ébranlement

général se propage ; les flottements, les volte-face, les séditions se multiplient. Tandis que le commandant Napier menace la côte syrienne, des soulèvements éclatent dans le Liban. Les rebelles refoulés dans la montagne, Soliman accourt à Beyrouth, et, écartant avec dédain les propositions de trahison grassement payée qui lui sont adressées : (« Je ne comprends pas l'Anglais », répond-il avec bonhomie aux invites), il organise la défense de la place. Toutefois, à Alexandrie même, on hésite à engager à fond la bataille. Il appert que la France renonce à soutenir le vice-roi. Et en Syrie, un vaste mouvement de révolte se propage de proche en proche.

Aussi devant le débarquement des troupes britanniques, le commandement égyptien demeure-t-il passif. Brusquement, arrive une terrible nouvelle : Ibrahim et ses troupes viennent d'éprouver au pied du Liban une série de désastres. En toute hâte, quittant Beyrouth, Soliman encore une fois se précipite à la rescousse. Tant bien que mal, il arrive à dégager son chef après des pertes cruelles. Mais, en son absence, un traître a rendu la place à l'Anglais. Le Ministère Thiers est renversé en France. Si la cause égyptienne ne cesse de susciter l'enthousiasme populaire (l'auteur d'un attentat contre Louis-Philippe déclare : « Si j'avais réussi, Soliman était sauvé à Beyrouth »), il n'y a pas à compter sur un véritable appui contre l'Europe coalisée. Et dans l'Asie Mineure en effervescence, il ne peut plus être question de se maintenir parmi les populations soulevées. De tous côtés, les alliés d'hier se précipitent à la curée. Une épidémie de dysenterie ravage l'armée. Il n'est plus d'autre espoir que d'en sauver les derniers débris et le matériel.

Après quelques suprêmes combats pour se décrocher, Ibrahim et Soliman divisent leurs troupes en plusieurs colonnes, afin qu'elles trouvent moins difficilement leur subsistance. Celle que commande Soliman — il emmène avec lui toute l'artillerie, — regagnera l'Égypte par le chemin le plus redoutable, à travers les régions désertiques, alternativement torrides et glaciales, qui séparent la Palestine du Sinaï. Peut-être que pour tenir les milliers de spectres qui l'environnent, il faut au chef une poigne plus forte que pour forcer la victoire à Nézib.

C'est à lui seul, constate un témoin oculaire, « que nous dûmes d'arriver au Caire sans nous entre-tuer. »

En effet, si beaucoup d'hommes et la moitié des chevaux ont succombé, Soliman y ramène toute son artillerie et y est accueilli, après tant d'angoisses, en triomphateur.

Seul, le fou s'obstine dans le malheur. La sagesse musulmane s'incline devant la volonté manifeste du Tout-Puissant. La prépondérance égyptienne brisée, l'Europe n'a plus de raison de se montrer impitoyable, et le jeu de bascule recommence. Par le traité du 21 janvier 1841, Méhémet Ali renonce à ses possessions exotiques, consent à payer tribut, de nouveau, à Constantinople, accepte de voir limiter son armée; toutefois, il conserve l'Égypte et ses dépendances soudanaises. L'épopée est close. C'est la fin d'un rêve gigantesque. Mais quoi! le grand Napoléon lui-même n'a-t-il pas été bien autrement trahi par la fortune? Ce qui demeure au vice-roi est autre chose que l'île d'Elbe ou Sainte-Hélène. Ainsi soit-il!

Auprès de son souverain, avec la même aisance, Soliman s'adapte à des horizons plus restreints, et aux années de *l'Iliade* succède, sans amertume, une ère de *Géorgiques*, de travail pacifique et fécond.

Riche de gloire, comblé des présents de son maître, menant au Caire une vie familiale et somptueuse, Soliman préside soigneusement à la reconstitution des forces militaires réduites que le traité consent à l'Égypte, et, plus que jamais, sur les bords du Nil son hospitalité est ouverte à qui vient de France.

Il est devenu à Paris une sorte de personnage légendaire. Balzac nous montre les jeunes ambitieux tressaillant lorsqu'ils entendent son nom. Il est désormais une des curiosités capitales de la nouvelle Égypte. Quiconque arrive de France n'a pas besoin auprès de lui de lettre d'introduction pour bénéficier non seulement de son accueil, mais de son patronage.

Léon Roche, l'interprète de Bugeaud, le diplomate égyptologue comte de Saint-Ferriol, le marquis de Luynes, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, combien d'autres,

plus modestes, décrivent à l'envi dans les journaux de France la bonne grâce de ses réceptions, le luxe et le confort de son palais.

Il n'est pas seulement le modèle des amphitryons. Méhémet Ali entend bien faire profiter l'Égypte de tout ce qui, dans la civilisation occidentale, peut aider à son développement. Soliman sait entrer dans ses vues, non seulement en y retenant les Français de quelque mérite, savants ou ingénieurs, touristes et archéologues, mais en prenant des mesures pour qu'une partie des jeunes élites égyptiennes aille chercher en France des exemples et des leçons.

C'est sur son initiative qu'en 1844, le troisième fils du souverain, l'aîné des enfants d'Ibrahim, trois douzaines d'adolescents appartenant aux meilleures familles — Skander Bey, le fils de Soliman est du nombre, — vont accomplir en France le plus instructif des séjours.

L'année suivante (30 juin 1845), c'est le duc de Montpensier, le plus jeune fils de Louis-Philippe, qui vient saluer le vice-roi. Soliman malade ne fait que l'entrevoir.

Mais, quelques mois plus tard, éclatante compensation. Rongé par la maladie, Ibrahim est obligé d'aller se soigner en Italie, et Soliman l'accompagne. Ses médecins l'engagent à compléter sa cure aux eaux du Vernet. Dès que la cour de Louis-Philippe en est avisée, une requête flatteuse est adressée au grand guerrier. Le Gouvernement de la France sollicite sa visite à Paris. L'invitation est acceptée.

Ainsi, après vingt-cinq ans d'absence; parti lieutenant Sève, Soliman pacha rentre dans son pays, environné d'un éclat quasi légendaire. Après avoir escorté son chef pendant le voyage et le séjour qu'il accomplit (automne 1845) dans le Midi et partagé les honneurs dont il est l'objet — avec le futur maréchal de Castellane, quelles bonnes gibernes au passage à Perpignan ! — les deux héros égyptiens environnés d'une suite nombreuse débarquent à Paris (avril 1846). Ils y sont les hôtes fêtés de la Cour et du Gouvernement et suscitent par leurs mines martiales et leurs uniformes chamarrés l'émerveillement des foules.

Aux Tuileries, il leur arrive de déconcerter l'étiquette. Interrogé par Louis-Philippe : « Vous êtes bien, général, le

fils du marquis de Sève ? », c'est de sa plus grosse voix de commandement que Soliman lui répond : « Non, Sire, je suis le fils d'un meunier. » Et quand, soucieuse d'être aimable à son tour, la bonne reine Amélie l'interroge : « Général, vous avez bien assisté à la bataille de Nézib ? », il tonitrue : « Oui, Majesté, assez pour la gagner. »

Ces menus accrocs n'atténuent en rien la belle ordonnance des fêtes, visites, revues, dîners, réceptions et représentations qui se succèdent. Parmi tant de galas, un épisode plus émouvant : la visite aux Invalides. Devant le tombeau de Napoléon, le grognard sent ses genoux fléchir, et des larmes coulent de ses yeux. Il est fait grand officier de la Légion d'honneur.

Heureusement, entre les parades officielles, Horace Vernet procure à son hôte d'Orient quelques aimables bamboches.

Le voyage en France est suivi en Angleterre de réceptions analogues. Sous sa grosse moustache, le combattant de Trafalgar, le lieutenant de Grouchy, le bombardé de Beyrouth, doit faire quelque effort pour retenir plus d'une boutade médiocrement protocolaire. Bah ! la victoire acquise, Albion a toujours su rendre honneur à ses adversaires. Abondamment fêté, Soliman revient en France, fait encore en Belgique une rapide tournée avec Horace Vernet et, après une pointe suprême à Saumur, voici qu'il faut songer au retour ; non sans s'arrêter à Lyon auprès de ce qui lui reste de famille. Il y reparaît en modeste habit civil. Le temps de serrer quelques mains, de s'agenouiller avec sa sœur dans le cimetière devant les tombes familiales, de flâner en ville, de prendre part à un banquet d'anciens combattants où l'embrasse en pleurant le colonel Arnaudet qui l'eut sous ses ordres dans la retraite de France... ce sont les adieux, le départ. Bah ! Soliman compte bien revenir d'ici deux ans, au plus tard. Les événements vont en décider autrement.

Rentré en Égypte, Soliman y trouve bien vite toutes choses changées. La maladie a terrassé Ibrahim, gravement

éprouvé Méhémet Ali. Avant même qu'ait expiré le vice-roi, l'autorité a passé entre les mains d'Abbas pacha, adversaire déclaré de l'influence européenne. Quand il est définitivement installé sur le trône, Soliman a le chagrin, non seulement de se sentir à demi-disgracié, mais de voir battre en brèche toute son œuvre. N'importe : que les autres tremblent devant le nouveau souverain, à coups de boutoir il défendra farouchement contre ses caprices l'armée dont il a la responsabilité. Tel demeure son prestige personnel qu'il réussit à y maintenir instruction, discipline et entraînement.

Toutefois, le vieux guerrier vit maintenant dans une demi-retraite. Ses meilleures joies sont d'y accueillir encore quelques voyageurs français. Le plus illustre est Gustave Flaubert, accompagné de Maxime Du Camp. Si grande est sa joie de les patronner, qu'il manque d'accompagner les jeunes gens jusqu'en Haute-Égypte. Au dernier moment, il se borne à leur faciliter le voyage. « Nos balles lui plaisent... déclare joyeusement Flaubert, nous voyageons avec une certaine mine... Il nous traite presque comme ses enfants... Le vieux brave est un excellent homme, franc comme un coup d'épée et grossier comme un juron. » A côté du Père La Moustache, — tel est le surnom que les Arabes ont donné à l'auteur futur de *Salammbô*, — une note d'aigreur désobligeante inaccoutumée est fournie par son compagnon. Dans l'acidité d'ailleurs congénitale de Maxime Du Camp, nous ferons la part du mal de mer, de la jalousie et du dépaysement.

Du reste, s'il eût été capable de quelque méfiance, le vieil homme de guerre eût bien fait de prendre garde aux hommes de lettres. Quelques mois après le départ de Flaubert, arrive au Caire un publiciste famélique, muni d'une recommandation saint-simonienne. Il est aussitôt embauché comme secrétaire par l'excellent pacha. Sous le titre de *Zéphirin Cazavan*, Charles Edmond, en un roman à clef, racontera plus tard ses souvenirs d'Égypte. Une vieille baderne, Bitar Yousef pacha, y figurera en traits caricaturaux son bienfaiteur. Mais le roman ne parut en librairie qu'en 1880 ; déjà, depuis vingt ans, Soliman pacha goûte le repos éternel loin des littérateurs.

Une dernière joie lui est réservée avant de mourir. En 1854, éclate la guerre de Crimée. Le contingent égyptien s'y dis-

tingue, au premier rang des troupes ottomanes. S'il n'a pas le bonheur de le mener au feu, le vainqueur de Nézib, dans sa retraite, savoure les échos de l'admiration que les troupes formées selon ses instructions et commandées par les chefs qu'il leur a choisis inspirent aux connaisseurs européens.

Quand le khédive Ismaël a succédé à Abbas, il retrouve autour de lui une atmosphère plus chaude et plus respectueuse. Les derniers documents que nous possédions le concernant sont les lettres affectueuses qu'il ne cesse d'échanger avec sa famille lyonnaise qu'il comble de ses générosités.

Le 5 février 1860, un billet remercie la sœur du héros d'un portrait de leur mère qu'elle vient sur sa demande de lui envoyer. C'est le suprême autographe de Soliman pacha.

Cinq semaines plus tard, le 11 mars, il est pris d'une crise de rhumatisme aigu. Le lendemain, dans l'après-midi, il expire. Les honneurs les plus solennels lui sont rendus. Une foule de dix mille personnes et tout ce que l'Égypte compte de plus éminent suit son convoi.

Dans le jardin du Vieux Caire, à côté du palais aujourd'hui à demi ruiné, où il recevait si cordialement ses hôtes, un mausolée a été élevé au vieux guerrier, et voici l'inscription qu'on lit sur sa tombe :

« Ci-gît un illustre prince qui acquit un rang considérable depuis qu'il vécut dans la voie de l'Islam. Il ne craignit pas sa peine au combat pour augmenter la prospérité de l'Égypte. C'est pourquoi la grâce divine s'écrie : « Soliman Pacha est dans la splendeur de la miséricorde de Dieu. » (Année de l'hégire 1276.)

Le tombeau de l'épouse est auprès de celui du chef. Elle lui survécut longtemps. C'est en 1896, à l'aube des temps modernes, que mourut celle qui avait été la jeune Grecque de Tripolitza.

MARGUERITE ET ANDRÉ LICHTENBERGER

LE FOLKLORE EN FRANCE

En terminant son article sur le folklore du pays niçois, dans les *Annales du Comté de Nice*, 1937, Paul Canestrier dit qu'il « est difficile de savoir en l'état actuel de la *science naissante* du folklore si ces coutumes ont été importées à Nice ou ont été empruntées par des étrangers ». Il se fait ainsi l'interprète de milliers de Français qui s'imaginent que cette science est « naissante » parce que le terme qui la désigne est relativement récent, datant d'un siècle à peine. Mais de ce que l'étiquette a dû être changée, il ne s'ensuit pas qu'une marchandise soit nouvelle. Donnez au folklore l'un de ses noms anciens, comme ethnographie, ethnologie, démographie et, de 1795 à 1830, statistique, si ce mot anglais vous gêne [1].

L'antiquité classique nous révèle trois noms de grands folkloristes : Pausanias parcourut toute la Grèce précisément pour relever toutes les coutumes, traditions, légendes, cérémonies, croyances populaires locales qui avaient cours à son époque ; Hérodote fit des enquêtes folkloriques en Égypte et en Syrie ; quant à Plutarque, il a fourni, avec ses *Questions grecques* et ses *Questions romaines* le type même du questionnaire mo-

1. Pour des raisons d'euphonie, on ne peut proposer populologie, plébologie ni routinologie, soit étude des routines.

derne et la méthode à suivre pour interpréter les faits populaires. Nous pourrions de même énumérer des *Questions françaises*, comme :

Pourquoi du sel renversé est-il un mauvais présage?

Pourquoi barre-t-on le passage au cortège nuptial lorsque le marié est étranger à la commune?

Pourquoi doit-on vider tous les récipients de la maison dès la mort venue?

On pourrait, rien que pour la France, dresser une liste de plusieurs milliers de questions semblables; en Angleterre les *Notes and Queries*, en France l'*Intermédiaire des Chercheurs et des Curieux* ont renouvelé le procédé issu de Plutarque. Mais des milliers de réponses fragmentaires ne constituent pas une science proprement dite. En ce qui concerne spécialement celle des mœurs et coutumes universelles ses débuts se marquent chez nous dès le commencement du XVIIIe siècle avec Lafitau, qui compara les mœurs des Indiens américains à celles des Grecs et des Romains; au cours du siècle avec Montesquieu et Rousseau, puis avec Démeunier qui étendirent la comparaison à tous les peuples. Au début tout à fait du XIXe siècle fut créé le folklore français par Dulaure et ses amis de l'Académie celtique dont en 1816 le nom devint: Société des Antiquaires de France.

Dulaure avait été chargé par l'Académie celtique, émanation de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres, de rédiger un questionnaire spécialement consacré aux mœurs, coutumes, traditions de toute sorte françaises dans le but d'y retrouver les anciens éléments gaulois et celtiques. Le caractère tendancieux de son *Questionnaire*, réédité en entier dans le tome III de mon *Manuel de Folklore*, ne diminue pas la valeur scientifique, au sens moderne, du plan de répartition des questions posées. Sa valeur pratique a été démontrée par les enquêtes qui furent faites sur place dans diverses provinces (Maine, Bretagne, Poitou, Lorraine, Bourgogne, Franche-Comté) et par la publication des résultats non seulement dans les *Mémoires* de l'Académie celtique, puis de la Société des Antiquaires, mais aussi dans le chapitre réservé aux mœurs et coutumes dans les divers volumes de la grande *Statistique impériale et royale*. C'est au questionnaire de

Dulaure qu'on doit nettement les chapitres excellents du comte de Villeneuve dans le tome III de la *Statistique des Bouches-du-Rhône;* du baron Dupin dans la *Statistique des Deux-Sèvres*. Entre 1805 et 1820, les préfets de l'Empire, puis de la Restauration, au début fortement influencés par le ministre Chaptal (encore un grand homme trop oublié) accumulèrent beaucoup de matériaux strictement folkloriques; mais la plupart ont disparu sans être utilisés parce que plus tard, l'intérêt pour la vie psychique des populations fut subordonné au point de vue économique et utilitaire. Aussi ne trouve-t-on plus dans les statistiques départementales publiées après 1835 de chapitres sur les dialectes, les croyances, les coutumes populaires.

A ce moment, ces croyances ne sont encore traitées que de « superstitions ». Dès le XVIIe siècle elles firent l'objet d'enquêtes dans les milieux ecclésiastiques et vers la fin de ce siècle, l'abbé Jean-Baptiste Thiers publia un ouvrage destiné à indiquer aux curés quelles étaient les pratiques de dévotion acceptables et quelles étaient celles qu'il fallait rejeter de la religion. Son *Traité* en plusieurs éditions augmentées doit être regardé comme l'un de nos meilleurs livres sur la psychologie rurale, ou généralement populaire. Mais il ne vaut que pour une petite région de la France, la Beauce, dont Thiers était originaire et dont il releva méthodiquement les croyances de toute sorte.

Quant à la section du folklore qui étudie la civilisation matérielle, le village et la maison, le mobilier, les métiers et professions, l'alimentation, le vêtement, ses débuts anecdotiques remontent chez nous assez haut, au moyen âge; mais ses débuts scientifiques, comportant l'étude méthodique des divers éléments et de leurs rapports, se fixent au XVIIIe par la publication de l'admirable *Encyclopédie* dite de d'Alembert et Diderot. Les descriptions et les planches sont de premier ordre et gardent toute leur valeur documentaire. Parmi les collaborateurs de l'*Encyclopédie*, celui qui plus que tous mérite notre admiration et notre reconnaissance est Duhamel du Monceau. Soit dit en passant, ces gens-là savaient décrire et écrire; même dans les exposés les plus ardus, leur phrase a du rythme et de la sonorité.

Si j'ajoute que Dulaure demandait dans son *Questionnaire* la notation exacte des contes et légendes même en dialecte ou patois local, ainsi que des chansons populaires — quelques-unes furent publiées avec leur musique et commentées dans les *Mémoires de l'Académie celtique* et dans diverses grandes Statistiques —, la description détaillée de toutes les cérémonies familiales et publiques, celle des jeux et amusements de toute sorte, on voit que dès le début du XIXe siècle les cadres du folklore scientifique étaient parfaitement établis. Mais au cours du siècle on se détourna en France de l'étude directe des mœurs et coutumes contemporaines, alors que les frères Grimm exécutaient partiellement le programme de Dulaure en Allemagne.

Non seulement le folklore n'est pas en France une science « naissante » ; c'est au contraire la France qui a pendant plus d'un siècle montré à la fois la méthode à suivre, qui, d'ailleurs, n'est que celle des sciences naturelles, et le plan général à adopter pour donner de la vie du peuple une image sincère, impartiale et complète.

Pourquoi les Français se sont-ils ensuite détournés du folklore et ne l'ont-ils repris qu'en se croyant les élèves des Allemands? Il serait trop long d'expliquer cette abstention dans le détail, mais on peut dire au moins que la faute en a été à l'orientation officielle vers les recherches historiques pures (publication des chansons de Geste, des chartes, des cartulaires) ; à l'enthousiasme déterminé par le romantisme pour l'archéologie médiévale ; à l'essor de l'économie politique, puis à la conception matérialiste de l'histoire ; au développement de la grande industrie, qui fit croire que les éléments traditionnels de la vie populaire, surtout rurale, étaient en voie de disparition ; aux tendances bourgeoises des romanciers, de nos jours combattues par les diverses écoles de romanciers régionalistes.

Pendant toute cette période seuls quelques provinciaux poursuivirent des enquêtes, mais timidement, et en se couvrant du manteau historique afin de se justifier : madame Clément-Hémery dans le département du Nord ; Laisnel de la Salle dans le Berry, qui documenta George Sand ; plusieurs Bretons, mieux placés pour rester régionaux ; Francisque Michel

pour les Basques ; Amélie Bosquet en Normandie. De cette période datent aussi les nombreux albums de costumes « pittoresques », donc choisis pour des raisons anecdotiques et esthétiques, mais non pas strictement documentaires.

Comme la France est le pays par excellence des contradictions, on ne s'étonnera pas de celle qui touche au folklore : de 1789 à 1871 le mouvement politique a été en faveur des idées démocratiques ; la République de 1848 a été théoriquement la glorification du *peuple* ; mais c'est précisément des manières de vivre, de penser, de sentir de notre peuple que les savants, les romanciers, les peintres, les sculpteurs se sont détournés. On pourrait m'objecter l'œuvre de Boilly ; mais elle appartient en fait aux tendances de la fin du XVIIIe siècle (avec Greuze) et à la première période du XIXe, celle justement de Dulaure et de l'Académie celtique. Plus tard : il n'y a pas cinquante pages, y compris la description de la partie de choule dans *Germinal*, des Rougon-Maquart qui contiennent du folklore ; même la *Terre* manœuvre dans un tout autre plan. Bref, si politiquement on ne parlait que du peuple, dans les lettres, les sciences et les arts, cependant, il n'apparaît qu'épisodiquement en tant qu'objet d'études directes, sauf en ce qui concerne ses conditions de vie économique.

Dans ce domaine, qui est parallèle au nôtre, avec quelques traverses de contact par endroits (l'œuvre de Jules Vallès servira d'exemple), l'école de Le Play, par les nombreuses monographies de la *Réforme sociale*, a accumulé une masse énorme de matériaux sur la vie artisanale. Ici aussi, il a fallu que des étrangers s'emparent de nos documents et de nos méthodes pour que nous les prenions au sérieux. Il s'est donc formé en France depuis une vingtaine d'années une section secondaire de folkloristes qui situent au premier rang l'étude du travail plutôt que celle des produits de ce travail, ceux-ci étant cependant mis à l'abri dans des musées. En Russie, d'après les publications que j'ai reçues, l'application des théories marxistes à l'ethnographie, à la préhistoire, à l'archéologie, au folklore ne me semble pas avoir apporté d'éclaircissements nouveaux.

II

Ce bref historique du folklore en France permet déjà de constater la diversité des attitudes à l'égard de notre science au cours des trois derniers siècles.

L'emploi à lui seul du mot « superstition » indique une attitude à la fois historique et théologique. Étymologiquement, une « superstition » est ce qui reste, ce qui subsiste du passé. Dans le domaine religieux, on nommera ainsi les croyances « païennes » qui ont précédé les croyances « vraies », chrétiennes. A cette conception les théologiens ont ajouté celle de dégénérescence ; même de nos jours il n'est pas rare d'entendre dire que telle ou telle croyance populaire est une déformation, une dégénérescence de telle autre considérée comme supérieure. L'idée est ancienne ; mais elle a acquis dans un autre domaine, celui de la civilisation générale, une force accrue par Rousseau ou, si l'on préfère, par la résurrection du mythe d'un paradis primitif [1].

Il était naturel que le curé Thiers, le P. Le Brun et d'autres prissent pour terme de comparaison la Bible, qui est un vrai traité de folklore juif. Une autre série de chercheurs, à partir des débuts du XVIIIe siècle, compara les coutumes françaises à celles des Grecs et des Romains, toujours pour en chercher les restes chez nous dans « les couches arriérées du peuple ». Historique aussi a été en majeure partie l'attitude de Dom Martin (*Religion des Gaulois*, 1727) et des membres de l'Académie celtique en ce qu'elle concentrait l'attention sur les restes possibles des croyances et coutumes gauloises dans les régions occupées par « nos ancêtres ». Même attitude encore, mais plus limitée, des celtisants comme Gaidoz, qui furent à la tête du renouveau du folklore par la fondation en 1870-1871 de la *Revue celtique*. Chez les Basques, on a recherché les anciens éléments ibères, ce qui mène jusqu'au Caucase ; chez les Provençaux, les anciens éléments ligures. Et naturel-

1. En ce qui concerne spécialement les cérémonies populaires tant « sauvages » qu'européennes, Boulanger dans son *Antiquité dévoilée* a édifié la théorie que nos rites et cérémonies modernes sont la déformation des grands cycles cérémoniels antérieurs au Déluge. Tout n'est pas fou dans ce livre ; la théorie générale des cycles rituels reste valable.

lement en Allemagne et dans nos régions rhénanes, les anciens éléments germaniques.

Comme du fait même de son existence, le folklore prouve précisément la continuité des traditions ethniques au travers des vicissitudes politiques et économiques, cette recherche des sources plus ou moins primitives de faits actuels est parfaitement normale. Le malheur a été seulement que, pendant plus d'un demi-siècle, cette conception historique du folklore a dominé, on pourrait même dire annihilé, les autres attitudes scientifiques possibles.

L'une d'elles, sur laquelle je n'ai guère à insister, est l'attitude psychologique. Une croyance, un présage, un proverbe, une œuvre d'art populaire, les actes rituels, les jeux, les chansons relèvent des diverses sections de la psychologie, de celle des sentiments, des réactions et des réflexes ; de la logique, de la morale, de l'esthétique ; et, selon un jeune théoricien, même de la psychotechnique. Les ouvrages importants d'Edward B. Tylor, de Ribot, de Lévy-Bruhl, surtout sur les modes de penser, de sentir, d'interpréter les phénomènes naturels et les relations humaines des « primitifs », servent de point d'appui pour l'explication de ce qui, dans le folklore français, relève de la psychologie. Cependant, ce domaine n'a pas été suffisamment exploré, même pour les proverbes et dictons, les contes et légendes et les petits drames affectifs que mettent en œuvre nos chansons populaires. Les recueils de bons matériaux d'étude ne manquent pas, mais on ne les a guère utilisés que pour décrire des formes extérieures, j'entends les thèmes mis en œuvre ou les faits curieux ou exceptionnels, non pas les mécanismes psychiques qui les ont conditionnés et en assurent la durée dans le peuple, ou seulement dans certains milieux limités.

Comme la psychologie, la sociologie ne s'est constituée en tant que science que vers la fin du XIXe siècle. De même que le folklore, elle aurait pu l'être, grâce à Auguste Comte, dès les débuts de ce siècle ; elle ne l'a sans doute pas été pour les raisons qui firent dédaigner si longtemps le folklore. Dès la constitution de la nouvelle école de sociologie de Durkheim, Hubert, Mauss, Lévy-Bruhl, l'ethnographie et le folklore furent inclus dans le programme d'études, comme on peut

le voir en consultant la collection de l'*Année sociologique*. L'attitude à l'égard de ces sciences, de cette école est raisonnable : il s'agissait de distinguer des faits individuels ceux d'un caractère collectif; il fallait aussi mettre en lumière ce caractère de contrainte que présentent toutes les coutumes; il fallait enfin définir la nature des lois ou, si l'on préfère, des tendances qui régissent les rapports des hommes formant une société générale ou des sociétés spéciales à l'intérieur de la société générale. Il est manifeste que tous les phénomènes folkloriques, même les jeux des enfants, la conduite des gens conformément à des proverbes, leur subordination aux croyances transmises par les générations antérieures, les cérémonies du mariage sont des phénomènes sociaux, collectifs, des éléments essentiels de la société, en ce qu'ils en assurent et en symbolisent le maintien et la durée.

Mais par faits sociaux il ne faudrait pas entendre seulement les faits collectifs. L'un des grands progrès que le folklore doit à l'attitude, je ne dis pas seulement la méthode, sociologique est précisément d'avoir recherché ce qui, dans les mœurs, coutumes, traditions est, ou pourrait être, d'origine individuelle. On dit que l'habitude commence dès le premier acte; de même, il est devenu inconcevable de nos jours d'attribuer l'origine ou la création d'un rite, d'un proverbe, d'un dicton météorologique, d'une chanson, d'un conte merveilleux du type de ceux de Perrault au peuple en bloc, à la masse, à la collectivité populaire, qui n'en est que le support et le transmetteur.

Il y a sans cesse, dans la transmission des coutumes et croyances de toute sorte, des modifications introduites par un ou plusieurs individus, plus imaginatifs et plus intelligents que les autres; et ces modifications se fixent à leur tour pour un temps en devenant des traditions collectives. Ou bien il y a des adaptations à des phénomènes sociaux nouveaux, comme l'emploi de fétiches, parfois vivants, sur les avions et l'invention de symboles de reconnaissance des escadrilles, qui prennent une allure à demi sacrée, sinon proprement magique. Qui inventa le symbole de l'escadrille des Cigognes, on l'ignore; mais cette idée fut adoptée par le petit groupe intéressé; et comme ce symbolisme très simple, primitif

même, correspond à un besoin général, dans toutes les escadrilles on s'ingénia non seulement à peindre un symbole, mais parfois même à porter sur soi ou à emmener avec soi l'objet ou l'être représentés.

Ce cas typique du « folklore éternel » ne peut s'expliquer que par la doctrine sociologique ; car dès que plusieurs individus forment un groupe voué aux mêmes activités, soumis aux mêmes limites d'action et aux même dangers, poursuivant un but identique, malgré la variété des tempéraments individuels, de la race, de la religion, de la catégorie sociale, il se forme une communauté restreinte qui, pour affirmer et pour affermir sa cohésion défensive et offensive, utilise l'un ou l'autre des moyens antérieurement inventés par de petites sociétés spéciales du même type sociologique. Le folklore des grèves, avec brûlement de mannequins identiques à celui du Mardi-Gras ; ou encore le geste d'inauguration d'un pont en coupant un ruban ; de baptême d'un navire avec une bouteille de champagne prouvent la nécessité, je ne dirai pas des inventions, mais des résurrections folkloriques spontanées.

Sans prétendre que toutes les explications de l'école sociologique soient exactes, du moins quant à leur application au folklore français, on doit reconnaître que sans la constitution de la sociologie scientifique, nous en serions encore à ne voir dans le folklore que des amusettes, des bizarreries, des superstitions dégénérées, des histoires enfantines ; bref, des éléments accessoires, sinon même méprisables, de notre vie sociale dite civilisée. Alors que d'un bout à l'autre des constituantes de notre civilisation affective, mentale, esthétique, économique, le folklore est un lien essentiel qui unit les générations les unes aux autres et soude les unes aux autres les petites sociétés spéciales (famille ; équipes de travail ; membres d'une même profession ; etc.) dont la combinaison forme la société française générale.

Du moment que le folklore est un ensemble complexe, à la fois historique et actuellement vivant, d'actions et de réactions sociales, il est naturel qu'on puisse en tirer parti pratiquement. Sans vouloir établir une doctrine, j'incline à regarder le folklore comme une science utilitaire, dans une certaine mesure. Chacun de nous, aussi instruit et mentale-

ment libre soit-il, est plongé dans la vie familiale, dans la vie professionnelle, dans la vie politique et, en gros, dans la vie sociale de la nation, de l'Europe, du monde. Nos pensées sont relativement un héritage ; nos jugements sont concrets ; nos besoins nous adaptent aux conditions extérieures ; nos droits et nos devoirs nous limitent selon des normes que, périodiquement, on codifie. C'est déjà beaucoup pour chacun de savoir dans quelle mesure, et pour quelles raisons, la liberté théorique de tout être humain est enchaînée par la pesée des traditions, des lieux communs, des théories déjà périmées ou naissantes. Et pourquoi l'obéissance à toutes sortes de contraintes que ni la raison pure, ni le bon sens vulgaire ne justifient est un appoint à la cohésion sociale, base péniblement acquise de cet équilibre changeant que l'on nomme civilisation.

III

Ce sont ces attitudes nouvelles à l'égard des mœurs et coutumes, ces angles nouveaux d'observation qui ont fait passer le folklore du rang de simple recueil de faits à celui de science interprétative et explicative ; ou qui plutôt lui ont rendu le sens large et plein que, sans le nommer ainsi, lui attribuait Dulaure. Si, en effet, on reprend son *Questionnaire* de 1805, on constate, d'après la division en chapitres et d'après certaines questions de détail, que ce savant, son collaborateur Mangourit et plusieurs de ses amis de l'administration préfectorale appliquèrent à l'étude de nos populations rurales à la fois la méthode historique, et sur certains points spécialement archéologique, et les méthodes psychologique et sociologique à leurs débuts, comme on peut les discerner chez de Brosses, Goguet, Rousseau, les encyclopédistes, Helvétius, et les voyageurs-philosophes comme Bernier.

Pour répondre aux cinquante et une questions posées, toutes avec beaucoup de concision (1), il aurait fallu de la fortune,

1. Voici quelques-unes de ces questions :

3. La veille du 1er janvier, proclame-t-on *le guy l'an neuf* ? Les enfants vont-ils, en criant *ma guilanée*, demander des étrennes ? Quelles sont les pratiques superstitieuses de la *fête des rois* ? Quelles formules sont prononcées pendant cette fête ?

14. Quelle fête et quelle pratique ont lieu à la fin des moissons ? Comment célèbre-t-on ce qu'on appelle *faire ses orges* ?

du temps, d'excellents et nombreux collaborateurs. Le principal obstacle cependant a dû être l'état des chemins et la difficulté des explorations dans les campagnes. L'essor actuel du folklore en France est certainement dû autant à l'auto qu'au niveau plus élevé et à l'amplitude plus grande de l'instruction publique aux trois degrés. C'est peu à peu seulement qu'il a été possible de s'adresser pour des renseignements précis aux instituteurs et aux curés.

L'indifférence du grand public a fait tomber dans l'oubli les remarquables enquêtes de Legonnidec en Bretagne, de M. Monnier en Franche-Comté, de Girault d'Auxonne en Bourgogne, de Lerouge et de Richard en Lorraine, de du Bois et de Pluquet en Normandie, de Lejeune et de Légier en Orléanais... et d'autres encore, perdues dans les Statistiques comme celle de Verneil dans le Mont-Blanc, de Ladoucette dans les Hautes-Alpes, de Delacroix dans la Drôme, de Barjavel (ensuite tirée à part) dans le Vaucluse. Il suffirait de réunir

19. Quelles cérémonies se pratiquent lors des mariages? Comment se fait la demande de la fille qu'on veut épouser? Comment célèbre-t-on les fiançailles? Comment se fait l'entrée de l'épousée dans la maison du mari? Un jeune homme assiste-t-il à la consommation du mariage, tournant le dos au lit nuptial, et tenant d'une main un flambeau allumé?

30. Quels sont les contes de fées, de génies? Quels sont les lieux, les monuments consacrés aux fées, ou qui en portent le nom? Y a-t-il des fées à qui l'on donne des noms particuliers?

39. Y a-t-il un *argot* ou langage des gueux? Quelles en sont les expressions les plus remarquables? Dans quel pays a-t-il lieu?

42. Quels signes servent de pronostics de la guérison ou de la mort prochaine du malade? Est-il quelques autres pronostics de l'abondance ou de la stérilité de la récolte à venir?

49. Qu'ont de particulier les différents costumes des habitants des campagnes? Laissent-ils quelques parties du corps découvertes?

50. Quelle forme ont certains pains, certains gâteaux, fabriqués à des époques remarquables ou seulement fabriqués comme objet de friandise? Quels noms leur donne-t-on?

La question 37 préparait la science récente de la toponymie : « Quels sont les noms remarquables des territoires, des fermes, des hameaux, des villages, des rues, etc.? »

La question 28 englobait brièvement plusieurs chapitres du folklore moderne : « Quels sont les jeux particuliers de chaque pays? Les chansons; leurs airs sont-ils tristes ou gais? Quels sont les proverbes, les adages, les rébus particuliers à chaque pays? »

Enfin, dans les instructions générales du début, rédigées par Dulaure, on lit : « Vous n'oublierez pas de demander les anciennes poésies, chansons et leurs airs notés en musique »; et la question 31 demandait le relevé de tous les contes qu'on fait sur les lutins, les génies, les revenants, le loup-garou, les apparitions de toute espèce, d'autres questions demandant de faire connaître « les fables merveilleuses ». Les frères Grimm adoptèrent ce programme, partiellement tout au moins, et conformément à d'autres instructions de la même Académie celtique relatives aux patois et dialectes des diverses provinces françaises.

en volumes ces publications pour montrer combien, grâce à des savants isolés, la France a été en avance à ce moment sur tous les autres pays de l'Europe dans l'étude du folklore.

Les points sur lesquels portèrent d'abord les recherches sont surtout : le culte des eaux et des monuments mégalithiques ; les cérémonies du baptême, du mariage et des funérailles ; le gros bloc des « superstitions ». La récolte et l'interprétation des proverbes ne datent pas de cette période, mais remontent beaucoup plus haut, au XVIe siècle, de là au moyen âge, et en fait à la période romaine. Les légendes aussi, sous le nom de mythes, sont une partie du folklore cultivée de tout temps. Pour les contes populaires nous arrivons en tête avec Perrault, nous avons dévié avec la grande collection du *Cabinet des Fées* et c'est sous l'influence de Grimm que la récolte a été méthodiquement poursuivie par Luzel et Sébillot (Bretagne), Bladé (Gascogne), Vinson (Basques), Cosquin (partie champenoise de la Lorraine), Thuriet (Franche-Comté) et toute une pléiade de chercheurs locaux jusqu'à maintenant. Partiellement nous avons eu ici l'aide des linguistes, du moins des dialectologues ; fait intéressant, l'étude scientifique des patois a bénéficié, elle aussi, de l'impulsion donnée et des directives indiquées par Dulaure et l'Académie celtique. Mais la dialectologie tomba également dans le mépris et ne ressuscita que vers 1870.

Dulaure avait insisté sur l'utilité des récoltes de chansons populaires. Plusieurs académiciens en publièrent ; mais la vogue allait alors aux chansons du Caveau et aux chansons politiques. Cependant, il faut rappeler que des chansons populaires françaises avaient été publiées dès 1501 par Petrucci (*Harmonice musice Odhecaton*) et que les recueils de Dumersan (avec Colet, 1843, puis avec Ségur, 1846) furent l'occasion pour Ampère et le ministre Fortoul d'instituer en 1852 une enquête française générale dont les résultats forment six volumes manuscrits à la Bibliothèque nationale. Depuis, cette section du folklore s'est considérablement enrichie.

Des enquêtes sur l'alimentation du peuple furent instituées dès le XVIIIe siècle ; la plupart des mémoires cités ci-dessus et des Statistiques impériales et royales accordent à cette section du folklore la place qui lui revient ; la recherche a été interrompue pendant cinquante ans, j'entends la recherche

méthodique, et n'a été reprise que récemment sous l'impulsion de Lucien Fèvre, comme en témoignent les *Travaux* du Congrès de folklore organisé à l'occasion de l'exposition de 1937.

Le mobilier, les ustensiles de toute sorte, les outils agricoles et des divers métiers avaient été décrits dans l'*Encyclopédie* et le furent ensuite, avec plus ou moins de précision, dans les vocabulaires et dictionnaires dialectaux comme celui de Chambure pour le Morvan, de Jaubert pour les pays du Centre, de Béronie pour le Limousin. Mais le véritable essor de cette section ne date que de la fondation en Allemagne de la revue *Mots et Choses* (*Wörter und Sachen*) dont les directives générales ont été adoptées par les dialectologues français. Ici, la supériorité des savants allemands en ce qui concerne la France est indéniable : nous n'avons aucune série à comparer par exemple à celle qui a été publiée par le séminaire des langues romanes de Hambourg (Landes, Pyrénées d'un bout à l'autre, Provence, Ardèche, Hautes-Alpes, etc.).

Pour l'étude de la maison rurale (plan, façades, toit, procédés et matériaux de construction), par contre, nous avons nettement la priorité chronologique grâce à l'enquête officielle dirigée en 1890 par de Foville et qui nous a valu deux volumes publiés en 1894 et 1899. Les savants étrangers, Meringer en Allemagne, Bancalari en Autriche, Hunziker en Suisse, puis ceux des autres pays s'appliquèrent aussitôt au travail dans leurs régions selon les méthodes préconisées par de Foville. Malgré l'insuffisance de maintes réponses publiées dans ses deux volumes, l'impulsion était donnée; et depuis, les géographes humains, notamment Demangeon, Deffontaines, Paul Marres et les savants groupés par l'Institut de Géographie alpine à Grenoble, ont complété notre documentation et même établi un classement provisoire des types fondamentaux des maisons rurales françaises.

Pour les jeux populaires, le point de départ est le célèbre Catalogue des Jeux de *Gargantua* (chap. XXII) qui, seulement énumérés, ont donné lieu à de nombreux commentaires, lesquels, à leur tour, ont nécessité des recherches comparatives dans les diverses régions de la France. On découvrit ainsi de nombreuses survivances du moyen âge, on arriva à identifier les neuf dixièmes de la liste de Rabelais, mais on constata

aussi qu'elle était incomplète. Il y a naturellement des matériaux bruts dans les grands dictionnaires et vocabulaires, mais trop souvent les descriptions ne sont pas assez détaillées. Les linguistes se sont occupés des noms de ces jeux ; et quelques auteurs, comme Fourès pour le Lauraguais, moi-même pour l'Isère et la Flandre, Sébillot et Esquieu pour la Bretagne, ont consacré aux jeux des enfants et des adultes des monographies spéciales.

C'est parmi les jeux qu'on peut classer les danses. Celles des paysans attirèrent l'attention d'Ataignant au début du XVIe siècle et furent l'objet de l'*Orchesographie* de Thoinot-Arbeau (pseudonyme du chanoine Tabourot, à Langres), publiée en 1589. Ensuite, presque périodiquement, parurent des traités de danse comme le *Maître à danser*, de Rameau, 1725, et les *Principes de Chorégraphie*, de Magny, 1765, avec figure des pas et des évolutions, où l'on trouve surtout des danses nobles et bourgeoises, mais où les danses paysannes françaises n'ont jamais été dédaignées, tels le contrepas, le branle, la bourrée, le rigodon, la danse du saut, la mauresque. L'extension jusque dans les campagnes, lors des fêtes patronales et des mariages, de la polka, du quadrille, de la valse, de la scottish, etc., fit reléguer au dernier plan par les paysans eux-mêmes les danses traditionnelles. Maintenant, on constate leur résurrection partielle et d'autant plus facilement qu'il existe à Paris un institut spécial, les Archives internationales de la Danse, où sont concentrés et classés tous les documents sur nos danses populaires.

De toutes les sections du folklore, la plus dédaignée avait été celle des arts populaires, bien que sous le nom d'ethnographie traditionnelle, proposé par André Theuriet, une tentative eût été faite pour mettre à leur vraie place les produits artistiques de nos paysans, réunis au musée du Trocadéro après l'exposition de 1878. Mais on se heurtait ici au dédain de la plupart des critiques d'art, portés à ne voir dans nos arts populaires que des malfaçons, des maladresses et même des dégénérescences.

Les arts populaires plastiques n'ont pas encore fait l'objet de travaux d'ensemble. Parmi les arts décoratifs, deux seulement ont trouvé grâce, ou du moins ont trouvé en Champ-

fleury un défenseur dont on ne doit cesser de célébrer les mérites : les poteries et faïences populaires et l'imagerie populaire. Jusqu'à Champfleury, ces poteries et ces images étaient complètement méprisées. Suivant son exemple, les collectionneurs firent assaut d'émulation et si, d'abord, on ne consacra à ces deux formes de nos arts populaires que des publications superficielles, du moins les matériaux d'étude se trouvèrent mis à l'abri. Déjà l'imagerie populaire a fait l'objet d'un admirable ouvrage, dû à P. L. Duchartre et René Saulnier ; les poteries, par contre, attendent encore ; mais on compte sur Henri Clouzot pour leur donner la grande monographie qu'elles méritent.

Du théâtre populaire je n'ai pas grand'chose à dire. Dans ce domaine, le moyen âge a été d'une richesse admirable ; ce qui en subsiste dans quelques coins de France, représentations de la Passion ou de la vie d'un saint, ne constitue plus, dans l'ensemble de la vie sociale populaire, qu'un épisode spectaculaire artificiel. Il subsistait un élément théâtral, dramatique en tout cas sinon scénique, dans les processions des fêtes patronales, des Rogations, de la Fête-Dieu, en tant que fragments des cérémonies cycliques tissées dans la vie de la nation, si bien tissées que l'on jugea jadis nécessaire d'instituer dans le même plan les fameuses fêtes révolutionnaires, dont rien n'a pris racine ni survécu dans les mœurs et coutumes populaires. De nos jours, les goûts dramatiques du peuple paraissent suffisamment satisfaits par le cinéma.

IV

Peut-être pourrait-on se risquer maintenant à donner une définition du folklore. Le mot lui-même est ambigu : *folk* veut dire peuple et *lore*, connaissance, étude. S'agit-il de la connaissance que le peuple a du monde, comment il le comprend et l'interprète ; ou bien de la connaissance que nous-mêmes avons du peuple ? Les auteurs anglais, même Andrew Lang, Sidney Hartland, Gomme et d'autres, ont souvent confondu ces deux sens. De même Sébillot, quand il consacra quatre volumes au *Folklore de France*, 1904-1906, ne décrivit

pas les maisons, ustensiles, danses et jeux, ne parla pas des chansons, ni des arts populaires, mais seulement des croyances, cérémonies, observances relatives au ciel et à la terre, à la mer et aux eaux douces, à la faune et à la flore, enfin aux personnages historiques et aux diverses catégories sociales (nobles, ecclésiastiques, etc.). Autrement dit, il nous a donné la « somme populaire », l'ensemble des connaissances et des opinions du peuple français sur le monde physique, animal et humain. Tous les savants français de la période 1870-1930 ont employé, avec plus ou moins d'hésitations, le mot de folklore dans ce sens restreint, qui se justifie partiellement. Les contes populaires, par exemple, présentaient pour eux cet intérêt de montrer comment nos paysans concevaient le monde merveilleux des fées et des ogres, ou le monde infernal du diable et de ses serviteurs. Ce qui intéressa Saintyves dans ses études sur les contes de Perrault, sur le culte des saints, sur les légendes hagiographiques, sur le « folklore préhistorique », sur le culte des eaux, c'était de savoir comment le peuple se représentait les puissances supérieures, interprétait les phénomènes naturels ou les monuments mégalithiques, attribuait à des sources une puissance magique et guérissante.

Si on laisse au mot de folklore ce sens de « conception populaire du monde », de *Weltanschauung* du peuple, on le limite à une série de phénomènes, sans doute intéressante, très proche de la psychologie au sens des programmes d'enseignement, mais on élimine beaucoup d'autres aspects, non moins intéressants, de la vie populaire considérée globalement.

Son autre sens, connaissance et étude méthodique du peuple, est aussi correct étymologiquement et a l'avantage de correspondre exactement à l'équivalent germanique, *Volkskunde*, en allemand, flamand, hollandais, scandinave. La forme grecque serait *démologie*, qu'on a proposée plusieurs fois, mais qui s'opposerait dans le langage courant au mot *démographie*, dont le sens est nettement délimité par les statisticiens. On dit psychologie, étude de l'âme, mais qu'est-ce que l'âme? Biologie, mais qu'est-ce que la vie? Disons folklore au lieu de démologie. Le lecteur va objecter : qu'est-ce que le peuple?

En effet, telle est notre difficulté essentielle et il serait

malhonnête, scientifiquement, de la dissimuler à l'aide d'une phraséologie d'apparence précise. Voici deux définitions parmi les plus récentes. Pour Saintyves, le folklore était « la science de la culture traditionnelle dans les milieux populaires des pays civilisés ; ou encore la science de la tradition chez les peuples civilisés et principalement dans les milieux populaires. »

Cette définition concorde avec celle de ses prédécesseurs en ce qu'elle met au premier plan un certain mode de transmission des divers éléments de notre civilisation, à savoir par la voie orale s'il s'agit de littérature et de musique, non par la voie écrite ou imprimée ; et par l'imitation lorsqu'il s'agit de tous les autres éléments de la vie matérielle, non par la voie scolaire. A première vue, la définition paraît satisfaisante ; Saintyves lui-même s'en félicitait en ajoutant : « Ainsi convergent à un même terme la détermination de l'objet du folklore et la définition de son point de vue propre. » Plus loin, il opposait le folklore à l'ethnographie en disant que celle-ci est « l'étude de la civilisation matérielle et intellectuelle des sociétés ignorant la tradition écrite », alors que le folklore est la même étude « dans les classes populaires des pays civilisés » (*Manuel de Folklore*, 1936, p. 39-48). Cette distinction terminologique n'a qu'une valeur de commodité, car, du fait même que les « classes populaires » sont ici distinguées par le mode de transmission, elles sont à mettre sur le même niveau que les peuples dits primitifs mais qui, d'après les monographies récentes de plus en plus approfondies que nous possédons maintenant, sont très loin d'être « primitifs » et possèdent des civilisations aussi complexes que les nôtres, tant au point de vue social qu'au point de vue psychique. Ils ne se distinguent en fait de nous que par l'absence du machinisme et des industries qui en dérivent.

Même l'élite européenne la plus civilisée, qui ne comprend peut-être que vingt ou vingt-cinq mille individus, manœuvre des notions et exécute des actes à quelque degré traditionnels : les hommes les plus civilisés ôtent leur chapeau en entrant dans une église ; et les femmes les plus civilisées obéissent aux règles traditionnelles de la politesse et du savoir-vivre. Ce qui revient à dire que, dans une définition du folklore, il

faut éliminer l'idée de « classes sociales », mais considérer les manières de sentir, de raisonner et d'agir en profitant de l'apport à notre science de la psychologie et de la sociologie. Telle est sans doute l'intention d'André Varagnac (*la Définition du folklore*, 1938) lorsqu'il dit que « le folklore, ce sont des croyances collectives sans doctrine, des pratiques collectives sans théorie ».

Mais comme cette définition, en quelque sorte négative, pourrait paraître trop abstraite, André Varagnac ajoute les gloses suivantes : « 1° les faits de folklore sont collectifs, ce qui range nos études dans le cadre des sciences sociales; 2° ces faits présentent toujours, à quelque degré et simultanément, répétition et innovation, conformisme et spontanéité; 3° ils comportent à la fois des aspects internationaux et des aspects régionaux ou locaux, les aspects strictement nationaux étant de beaucoup les plus rares ; 4° ils ont un caractère fonctionnel, ce qui les associe aux activités concrètes, aux « genres de vie » ; 5° ces fonctions peuvent changer ; c'est alors le transfert folklorique ; autrement dit, la forme d'une coutume peut se maintenir en grande partie, bien que servant à des fins différentes. »

On voit que dans cette définition complexe, il n'est plus question du mode de transmission par la tradition orale seule, ni du milieu social dans lequel s'opère cette tradition. Plus remarquable encore est l'élimination du terme « populaire » qui nous est pourtant indispensable, par exemple dans la distinction de conte populaire et de conte littéraire, de chanson populaire et de chanson savante (du Caveau, de Béranger). Pour nos voisins allemands, le problème de la définition n'a pas été facile à résoudre non plus et je signale ici l'observation d'Adolf Spamer (*Wesen und Aufgaben der Volkskunde*, 1934) qui justifie l'usage en France du mot folklore : que l'allemand *Volk* désigne à la fois le *populus* et la *plebs*, soit le peuple qui forme toute la nation, et le vulgaire. Les premiers folkloristes anglais et bien des folkloristes français craignaient d'être mal jugés parce qu'ils s'intéressaient aux mœurs et coutumes du « vulgaire » ; cette nuance a subsisté dans l'emploi du mot « populaire » ; mais pour la science, il ne saurait y avoir d'évaluations de cette sorte.

Je n'ai, quant à moi, aucune formule nouvelle à proposer, du moins pour le moment, et me contente de la définition vague, mais qui ne préjuge rien, de A. R. Wright (*English folklore*, 1928) : « Le folklore est la science qui étudie l'expression, dans les croyances, les institutions, les pratiques, la littérature orale, les arts et les divertissements, de la vie mentale et spirituelle du *folk*, c'est-à-dire du peuple en général, à tous les stades de barbarie et de civilisation. Comme telle, cette science est à la base de toutes les autres. »

Elle est en fait davantage : elle est à la base de toute cohésion locale (par « pays », nos anciens *pagi*), régionale (par provinces) et même nationale dans les limites où la politique et l'économie ont déterminé historiquement des frontières artificielles.

Aussi comprend-on qu'en tous pays modernes, peu à peu, on ait cherché à utiliser le folklore scientifique pour rétablir des liens psychiques et sociaux que les formes de notre civilisation industrielle tendaient à rompre, ce qui mettait en danger l'équilibre social. En Allemagne et en Suisse, cette utilisation a été marquée par la création de *Heimatbünde* et de *Heimatmuseen*, termes caractéristiques auxquels nous ne pouvons opposer que ceux de « sociétés de folklore régional » et de « musées du terroir ». Très accusé dans les pays scandinaves, tchèques et slovaques, balkaniques, ce mouvement commence à prendre une grande ampleur aussi en Italie et semble devoir s'étendre avec succès en France.

V

Sans doute le folklore a été cultivé depuis une cinquantaine d'années dans plusieurs de nos anciennes capitales provinciales, mais la plupart des sociétés savantes locales, composées d'historiens et d'archéologues, de chartistes et d'archivistes, lui ont fermé leurs portes. Le dépouillement, du point de vue folklorique, que j'ai dû faire pour la bibliographie de mon *Manuel* des publications provinciales savantes ne m'a fourni que relativement peu de choses. Ce sont surtout des travailleurs isolés qui, à leurs risques et périls, sans obtenir

la considération, moins encore l'aide de ces sociétés dites savantes, ont enrichi notre science. Leur mérite n'en est que plus grand.

On aurait pu croire que le mouvement régionaliste viendrait au secours du folklore. Mais là encore les historiens d'une part, les économistes de l'autre ont accaparé les forces et c'est depuis quelques années seulement, grâce à l'intervention personnelle de Charles-Brun, que les régionalistes commencent à comprendre que la base de la « région » est bien plus le folklore, je veux dire le peuple même, que la nature et son exploitation économique.

Jusqu'à la guerre, ou plutôt à la mort de Sébillot, en 1918, Paris avait centralisé les études et enquêtes folkloriques et seul le musée du Trocadéro avait des collections d'art populaire vraiment importantes, dons en majeure partie des amis de Sébillot (Bonnemère, Pommerol, etc.). Ce musée central est en voie de réorganisation, mais son directeur, Georges-Henri Rivière, au lieu de vouloir tout accaparer, s'efforce de faire créer de vrais musées folkloriques dans nos diverses provinces. Je dis bien « de vrais musées », conformes aux buts d'instruction générale et organisés selon les directives de la muséologie moderne ; et non des collections de « curiosités » ou de « raretés ». Le musée alsacien de Strasbourg, le Museon Arlaten et quelques autres sont à peu près dans la ligne voulue; mais il faut prendre garde que les musées du terroir doivent être conçus et arrangés tout autrement que des musées archéologiques et historiques, et surtout autrement que des musées de Beaux-Arts.

On peut estimer à plusieurs centaines les collections publiques et privées qui constitueraient aisément de bons musées du terroir ; mais encore faut-il des bâtiments appropriés. Jusqu'ici, on s'en est tiré au petit bonheur en utilisant de vieux monuments plus ou moins historiques : archevêchés et évêchés, couvents, châteaux, tours. Pour un musée du terroir, une caserne désaffectée dans les murs de laquelle on taillerait de larges baies vaudrait mieux. Discutable, et très discutée aussi en Allemagne, est la question des musées de plein air, avec reconstitution de maisons paysannes complètes. Il ne faut pas oublier que les autocars et les autos particulières

permettent maintenant de voir de telles maisons sur place, encadrées dans leur milieu naturel et villageois. Albert Marinus a organisé en Belgique des tournées folkloriques en autocars, du même type que les tournées géologiques ou archéologiques, avec visite de maisons typiques, habitées normalement, et étude des processions, des fêtes patronales, des cérémonies populaires de toute sorte locales et non truquées.

L'idéal serait que pour chaque musée de terroir existât une société qui ferait en même temps des enquêtes sur tous les autres sujets folkloriques (contes, chansons, croyances, etc.). C'est sans doute beaucoup demander, bien que les Allemands et les Suisses y soient parvenus. Du moins se manifeste-t-il déjà de-ci de-là des symptômes encourageants et c'est sur une note optimiste que je terminerai cette vue d'ensemble.

En Lorraine se sont fondées deux sociétés : le Cercle folklorique lorrain de Metz, sous la présidence du docteur de Westphalen, auquel on doit un excellent *Dictionnaire des traditions populaires messines* ; et la *Zeitschrift für lothringische Volkskunde*, organe de la Société du Folklore lorrain de langue allemande, sous la direction de E. Bongras et de l'abbé Pinck qui a publié trois volumes de chansons populaires avec d'importants commentaires comparatifs.

En Picardie, il était question d'organiser, avec l'appui des Rosati et des sociétés savantes d'Amiens et d'Arras, un groupe folkloriste dont E. Demont devait prendre la présidence.

Dans l'Ile-de-France a été créé un groupement du folklore de cette province qui a déjà publié un fascicule de propagande.

A Paris, la Fédération des Chambres d'Agriculture donne son appui à une publication périodique nommée *le Folklore paysan*, qui publie des renseignements détaillés sur les musées du terroir ou régionaux déjà constitués ou en voie d'organisation.

Des sociétés de folklore local sont en formation dans le Forez, la Nièvre et le Limousin. Dans l'Aude, on a progressé plus vite. Le Groupe audois d'études folkloriques, dont le siège est à Carcassonne et dont l'animateur, le colonel Cros-Mayrevieille, habite Narbonne, a déjà publié dix fascicules

d'un bulletin rempli d'excellents matériaux, souvent accompagnés de bons dessins schématiques.

En Bretagne, la Fédération des sociétés régionalistes a chargé madame Marie Droüart de présenter des rapports sur la situation des études folkloriques ; le premier, qui concerne la Haute-Bretagne du point de vue linguistique, a paru ; le deuxième traitera des contes et chansons ; le troisième, des cérémonies et cultes populaires. Ces mises au point permettront d'entreprendre de nouvelles enquêtes sur les sujets folkloriques encore mal étudiés en Haute-Bretagne.

De toutes nos sociétés provinciales, la plus active a été le Comité du folklore champenois, qui a institué de grandes enquêtes méthodiques et publié depuis 1930 une série de *Bulletins* bien faits, avec cartes de répartition des faits folkloriques les plus typiques.

Cette décentralisation est de bon augure ; on aimerait la voir progresser plus rapidement. En Auvergne, en Provence (Arles, Aix, Marseille, Toulon), vivent d'excellents savants, bien au courant de nos nouvelles méthodes. De même, il serait facile de créer des groupes normand, poitevin, flamand, bourbonnais. Sans doute, les circonstances actuelles (je songe surtout aux frais d'impression de bulletins locaux) ne sont pas très favorables. Mais la Société de Folklore français a choisi récemment comme directeur de sa propagande un homme énergique et actif, Paul Fortier-Beaulieu, auquel on doit une excellente monographie des fiançailles et du mariage dans la Haute-Loire. Il a bon espoir — nous dit-il — de voir naître bientôt d'autres groupements régionaux de folklore.

A. VAN GENNEP

M. CHARLES MAURRAS

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

L'ORAGE était dans le ciel : un de ces après-midi où le soleil plombe le fleuve, cuit le quai Malaquais, où les couloirs de l'Institut offrent la fraîche délivrance des lieux bien clos et de l'immortalité. L'orage ne fut que dans le ciel. Ceux qui avaient escompté quelque incident de la présence de M. Charles Maurras à l'Académie française ne recueillirent que des vivats, inaccoutumés il est vrai, et çà et là, des applaudissements que la passion décidait tout autant sans doute qu'une admiration absolument littéraire. Mais ce fut tout. M. Charles Maurras respecta la tradition du lieu et n'exprima que ce que les circonstances permettent. Il fut fidèle à son sujet sans cesser de l'être, on s'en doute, à ses sentiments ; mais M. Maurras sait peser les mots, surtout lorsqu'il retourne à la littérature. Son discours garda le ton qu'on attendait : nulle vitre de la Coupole ne se brisa sur une note trop aiguë.

M. Maurras parut entre le maréchal Franchet d'Esperey et M. Abel Bonnard, choisis pour témoins par l'auteur de *l'Étang de Berre* parce qu'ils sont — du moins l'a-t-on rapporté — les meilleurs royalistes de l'Académie. M. Maurras parla d'une voix à la fois véhémente et brusquée, martelant certains mots tandis que d'autres, involontairement, demeuraient assourdis. Cependant, on n'attendait pas un orateur, mais un morceau brillant sur un homme qui posséda de charmants prestiges. Faut-il écrire les choses comme on les pense ? Henri-Robert n'était pas un « bon sujet » pour M. Char-

les Maurras. Au début de son discours, le récipiendaire rassemblait pour les saluer d'un souvenir les ombres de quelques immortels qui furent ses amis, ses conseillers, ses maîtres : Jacques Bainville, Paul Bourget, Maurice Barrès, Anatole France. Quels propos riches de substance et d'affirmations n'eût-il pas tenus s'il avait succédé à l'un de ces écrivains? Mais le candidat à l'Académie française ne choisit pas une succession, il brigue un fauteuil. On regrette le discours que M. Charles Maurras eût pu, par exemple, prononcer sur Jacques Bainville (et telles pages remarquables publiées dans *Candide* au lendemain et dans l'émoi de la mort justifient ces regrets d'un hommage plus étendu). Non, Henri-Robert n'était pas de l'espèce d'esprit fait pour inspirer sincèrement M. Maurras.

Il était un charmant Parisien, ayant le goût des relations, de ce qu'elles procurent d'agréments légers, de facilités, de souriante puissance. Il a joui naturellement de la bonne grâce, de l'affabilité, de la camaraderie des mœurs. Il possédait ce bagout, cette connaissance du pavé de la ville qu'un provincial obstiné, et qui connaît le prix de son obstination, tient pour négligeables et n'estime guère. Ces nuances sont importantes : elles marquent des individualités très différentes. Il y avait chez Henri-Robert un art de parade et les séductions de l'indulgence ; il y a chez M. Charles Maurras un sérieux et une dureté d'inquisition. Cette « gentillesse » de Henri-Robert, M. Charles Maurras ne pouvait pas ne pas la relever et la louer, vu les circonstances ; et même aussi par gratitude car il l'avait éprouvée. Il l'a donc rappelée en une anecdote qui fait un plaisant tableau du Palais — sans traits sombres : « Un souvenir très personnel ajoute à l'obligation d'honneur qui me vient de vous, a précisé M. Charles Maurras. Henri-Robert m'a donné un signe d'amitié d'esprit qui ferait honte à la négligence. Le voici. Un jour entre les jours, il m'arriva d'être appelé à l'une des chambres correctionnelles de ce Palais, que votre regretté confrère avait enchanté de sa gloire et honoré d'un bâtonnat que la guerre fit durer sept ans. L'audience devait s'ouvrir à midi ; autant dire avant l'aube pour des journalistes qui passent leur nuit entière à l'imprimerie.

» Nous avions été exacts. A peine arrivés, nous apprîmes que nous ne pourrions être assis sur le banc d'infamie qu'après la neuvième heure. Un sommeil invincible s'empara alors de mes sens. Juste ou injuste, ce sommeil profond venant à point, j'en goûtai le bienfait réparateur, la nuque mollement appuyée au bois d'une banquette, sans même prendre garde au défilé de nombreux délinquants tombés du panier à salade ; mais peut-être rêvai-je à eux, dans le murmure des vers de Verlaine :

Allons, frères, bons vieux voleurs...
Filous en fleurs,
Mes chers, mes bons...

quand un coup de coude me réveilla. L'audience était suspendue, un ami me disait : « *Vite, voici Henri-Robert, il vient* » *pour vous serrer la main !...* » Il est difficile de dire avec quel plaisir je me frottai les yeux pour rendre au maître bienveillant les saluts de sa courtoisie. Les plus grands criminels ne peuvent faire honte à l'avocat digne de ce nom ; cependant, ce jour-là, la démarche du bâtonnier montrait une indépendance d'esprit dont le souvenir ne m'a pas quitté. Encore une fois, ce souvenir m'oblige. »

Cette obligation dont a parlé M. Charles Maurras, il l'a observée de son mieux ; mais il eût été surprenant qu'il ne trouvât pas, dans son sujet, de quoi affirmer sa doctrine, ce qui est bien naturel, et au delà du dogme la passion combattive avec laquelle il le soutient. Il a dû prendre quelques biais, pour ce faire, car Henri-Robert, en dépit de la diversité des causes qu'il défendit, n'était pas un avocat politique. Et ces biais enlevaient quelque force à la démonstration de M. Maurras. L'affaire Humbert est lointaine, effacée des esprits. Nous savons bien que cette sorte d'affaires reproduit à peu près toujours les mêmes compromissions, les mêmes négligences dont un pamphlétaire s'empare aisément. Et M. Charles Maurras, à travers l'éloge de l'avocat, n'y a pas manqué. Mais le point d'appui était fuyant : le discours prenait le ton d'un article ingénieux et n'avait pas cette plénitude que ceux-là même qui ne suivent pas M. Maurras dans ses préventions ont admiré dans ses écrits. Après l'affaire Humbert,

l'affaire Calas, que M. Henri-Robert a revisée dans un de ses *Grands Procès de l'Histoire*. Pour Henri-Robert, la preuve de l'innocence de Calas ne fut pas faite par Voltaire ; et son étude formait en quelque sorte une condamnation posthume. Il n'en fallait pas davantage pour que M. Charles Maurras rangeât Henri-Robert non point parmi les accusateurs, mais parmi les justiciers, c'est-à-dire ceux qui maintiennent « la stabilité indispensable aux actes de justice... » Comment ne pas reconnaître l'allusion à travers cette vieille affaire à une affaire moins ancienne et où Henri-Robert ne se porta pas du même côté que M. Charles Maurras ? C'est que, par naturel peut-être autant que par profession, Henri-Robert était de ceux qui cherchent des innocents, non pas de ceux qui cherchent des coupables. Ces deux espèces d'hommes s'équilibrent : elles sont peut-être l'une et l'autre nécessaires à une société ; mais elles ne se mêlent pas et demeurent l'une à l'autre impénétrables.

M. Charles Maurras, quand il eut épuisé l'éloge de son prédécesseur, n'eut pas de peine à trouver une transition pour évoquer la crise française et d'une façon plus haute et plus générale : la France. Dans ces pages placées sur un plan impassible, M. Charles Maurras retrouva aisément l'aîné qu'il n'avait que momentanément abandonné aux ombres.

« Comme chantait le poète divin,

— Ame de mon pays,
Toi qui rayonnes, manifeste,
Et dans sa langue et dans son histoire...

Henri-Robert a-t-il pu se réciter l'invocation mistralienne quand de sombres pensées venaient assaillir le patriote aveugle, courageusement résigné à sa nuit ? Des ténèbres épaisses auxquelles il ne se résignait pas tombaient sur la France et la menaçaient durement au meilleur et au vif de sa claire synthèse. Il arrive aux plus belles choses de se défaire comme des fruits. Le sentiment de leur perfection ne les sauve pas. Cependant, Henri-Robert avait le droit de se dire qu'il n'en peut être ainsi d'une nation comme la France, car la courbe ondulée de sa suite historique comporte des remontées

constantes et presque indéfinies. Quand elle paraît au plus bas, on entend éclater tout d'un coup la chaleur virile : *Retrouvons-nous, rassemblons-nous, unissons-nous !* Voilà qui devait rendre espérance et confiance à un national de la trempe de Henri-Robert. »

Cet esprit d'union inspirait jusqu'à son terme le discours de M. Charles Maurras. Une telle bonne volonté, à laquelle le rappel de la patrie provençale donnait un sincère et touchant accent, rendait à M. Henry Bordeaux sa tâche clémente. Il a prononcé un excellent discours, d'une forme précise, serrée sans être guindée et où l'adhésion n'allait pas sans une parfaite liberté d'appréciation. M. Henry Bordeaux a le sens biographique. Chaque fois qu'il s'est penché sur un écrivain de son choix — et c'est ainsi qu'il a débuté ; et l'on ne saurait oublier, entre autres, sa sensible étude sur Pierre Loti — il en a dégagé les traits distinctifs, il l'a montré dans son milieu, il a défini sa formation, ses affinités avec exactitude, et pourtant sans indiscrétion. Les origines chez M. Charles Maurras ont eu sur son œuvre une importance considérable. Il y a un particularisme — on pourrait presque dire un autonomisme — dans son talent. Il faut avoir abordé Paris avec un sentiment de conquête et un peu de mépris pour y poursuivre la tâche brûlante qu'il y a menée, pour y porter une si vive agitation. Resté dans son berceau, il n'eût peut-être fréquenté que les muses et ces prés qu'a si doucement peints M. Henry Bordeaux : « J'ai goûté les plaisirs de votre hospitalité et n'oublierai point ces soirées où nous nous enchantions, loin de la politique, et après une bouillabaisse parfumée, avec des poèmes alternés de Lamartine que vous appeliez l'archange, de Baudelaire qui sent, disiez-vous, le musc et les roses fanées, et du Jean Moréas de ces *Stances* parfaites et brèves comme les statuettes de Tanagra.

» Là, j'ai retrouvé vos origines et votre cœur. Toute la Provence s'est réunie, comme une assemblée de fées, autour de vos premiers ans, avec l'odeur spéciale de sa mer, la splendeur de son soleil, la beauté même de son ciel nocturne qui vous bouleversait enfant, avec ses chansons dont raffolait votre père, avec ses enchantements et ses sorcelleries qu'entretenait soigneusement Sophie, la vieille servante accordée aux

secrets et au merveilleux de la terre. Toute une musique intérieure s'amassait en vous pour vous composer un trésor qui vous deviendrait bientôt nécessaire et ne s'épuiserait jamais. Vous avez quitté Martigues à huit ans pour Aix-en-Provence, mais vous n'avez pas cessé d'y revenir. Elle pouvait changer physiquement, vous acceptiez ces changements et preniez bravement votre parti des ponts métalliques et des autobus. « Tant qu'on ne touchera ici, disiez-vous, ni à l'eau, » ni à l'air, ni au vent, ni à l'astre, les éléments sacrés se riront » des entreprises de l'homme. »

M. Henry Bordeaux, qui rendait visite à l'auteur de *l'Étang de Berre* sur ses terres, suivit l'auteur d'*Anthinéa* en Grèce et le montra dans ces différents pèlerinages. Celui de Grèce s'acheva par un retour à Paris, où M. Charles Maurras rencontra la fin de son repos : c'est-à-dire une affaire qui « d'une erreur judiciaire toujours possible et toujours réparable » — c'est la définition de M. Henry Bordeaux et qui ne passa pas inaperçue — se muait en demi-révolution. M. Charles Maurras y rencontra sa vocation de journaliste : il lui obéit encore. Ce n'est pas elle pourtant qui inspira le plus nombreux commentaire de M. Henry Bordeaux : c'est la foi politique, le dogme royaliste de l'écrivain. M. Bordeaux le définit avec une clarté paisible qui constituait presque une adhésion. M. Henry Bordeaux a choisi, dans *l'Enquête sur la Monarchie*, un gouvernement par l'élite. Idéal renanien bien difficile à atteindre. Mais est-il un gouvernement parfait? Nous avons, au temps de notre jeunesse, entendu M. Charles Maurras répéter cette maxime désenchantée : « Tout a toujours été très mal... » Probablement. Et le mal n'est vraiment important qu'eu égard à l'affaissement moral d'une nation. On peut différer d'opinion sur les formes de gouvernement — ce ne sont d'ailleurs pas les dogmes qui séparent les hommes, mais les intérêts qu'ils y assimilent et la façon dont ils les défendent — on ne saurait transiger sur quelques grandes nécessités morales que M. Henry Bordeaux a clairement prônées. Il a achevé son discours par un propos de confiance, ainsi que l'avait fait M. Charles Maurras. L'Académie, ce jeudi-là, pacifiait les esprits. Le ton de l'immortalité comporte décidément plus de sérénité que le quotidien.

GÉRARD BAUËR

L'HISTOIRE

Les favoris de Catherine II. — Sieyès mis en veilleuse.
La chute de Napoléon. — Les demi-solde et la Restauration.

S'IL ne s'agissait que de ressasser une fois de plus les fantaisies amoureuses de Catherine II, le volume de M. Alexandre Polovtsoff, *les Favoris de Catherine la Grande* (Plon), serait d'un médiocre intérêt et n'aurait pas une préface de M. Maurice Paléologue. Il n'est pas pour les amateurs de scandales. Il vise plus haut. Les amours de Catherine II ont eu leur importance comme les amours de Louis XIV, bien que tous deux aient eu la même prétention de ne pas mêler les affaires de l'État avec celles du cœur ou des sens.

Y ont-ils aussi bien réussi qu'ils le disent et l'auraient voulu? Louis XIV, dans ses *Mémoires* écrits pour l'instruction du Grand Dauphin, se flatte de n'avoir jamais laissé ses maîtresses influencer ses actes de souverain. « En abandonnant nos cœurs, écrit-il, il faut demeurer maîtres absolus de notre esprit... et que ce soient des choses absolument séparées. » Cette cloison étanche était facile à maintenir avec une La Vallière, moins avec une Montespan. Quant à madame de Maintenon, qui n'est du reste pas une maîtresse, elle joue un rôle manifeste dans le choix des ministres et des généraux. Catherine II, pour qui la séparation de la vie privée et de la vie publique est plus délicate, a des favoris sans conséquence;

elle en a d'autres qui comptent, ne fût-ce que pour la débarrasser de son mari, d'ailleurs aussi peu sympathique que possible. Fût-on une « Sémiramis », comme l'a baptisée Voltaire, il y a des choses qu'une impératrice ne peut faire elle-même.

Le volume de M. Polovtsoff est sévèrement documenté. Les anecdotes romancées, les commérages recueillis par des ambassadeurs plus soucieux parfois, comme La Chétardie pour Louis XV, d'amuser leur souverain que de l'informer gravement, sont passés au crible et en sortent rarement authentifiés. La galerie des favoris de Catherine est longue, mais non infinie. M. Polovtsoff en relève une douzaine, et doute qu'il y en ait eu de subreptices. Et bien souvent, ce n'est pas elle qui prend l'initiative des ruptures. « Dans ses affections, dit son biographe, elle cherche la stabilité sans la trouver jamais. » Elle se détache vite des sots, dont elle n'a vu d'abord que les avantages physiques, comme l'Antinéa de l'*Atlantide*, mais elle ne se détache des gens de valeur que lorsqu'ils abusent des infidélités. Elle ne se sent pas volage. Elle écrivait dans une lettre particulière à une époque où elle pouvait tout se permettre, même de dire la vérité : « Je suis de ces femmes qui croient que c'est toujours la faute du mari s'il n'est pas aimé, car, en vérité, j'aurais beaucoup aimé le mien si faire se serait pu et s'il avait eu la bonté de le vouloir. »

Ne compliquons pas ces histoires d'alcôve. Le favori en exercice est un fonctionnaire public, qu'il n'y a ni à cacher ni à étaler. Tout se passe officiellement. Elle prie, une fois pour toutes, Potiomkine de la quitter toujours à onze heures, même si elle n'a pas le courage de le renvoyer, parce qu'elle a besoin de huit heures de sommeil et qu'elle ne peut dormir que si elle est seule. C'est même le seul moment où elle n'ait pas peur de la solitude.

M. Polovtsoff a écrit un livre extrêmement vivant. Il parle de Catherine II comme s'il l'avait connue. Son père a exercé les plus grandes fonctions sous le règne d'Alexandre II ; lui-même a fait une belle carrière diplomatique et recueilli les échos du XVIIIe siècle de première main. Il a vu dans son enfance la veuve de Zoubof, le dernier favori de Catherine II, qui s'était marié sur le tard, en 1821, à cinquante-quatre ans

avec une jeune fille de dix-neuf. « Ne trouvez-vous pas naturel, disait-il, que j'épouse une femme aussi jeune après avoir été l'amant d'une femme aussi vieille ? » Cette compensation ne lui réussit pas longtemps : il mourut l'année suivante.

Ce que Catherine a de plus sympathique, c'est son souci d'être toujours agréable, de ne déranger ni d'offenser personne. Un jour, elle envoie un valet de pied porter une lettre. Comme il était en train de jouer avec ses camarades, elle tient ses cartes pendant son absence pour ne pas interrompre la partie. Elle aime qu'on lui dise la vérité et sait qu'on ne la dit pas souvent aux souverains. Elle offre une tabatière à un de ses secrétaires qui l'a critiquée en public, en le priant désormais, quand il la croira dans son tort, d'ouvrir cette tabatière en signe d'avertissement discret. Elle n'est ni coquette ni susceptible. Sur un banc du parc de Tsarskoïé-Sélo, elle est assise avec une dame d'honneur. Des jeunes gens passent sans saluer. « Laisse-les, dit-elle à sa compagne qui veut leur donner une leçon. Nous sommes vieilles, on ne nous regarde plus. » La gloire militaire ne lui monte pas à la tête. « Un *Te Deum*, dit-elle, ressemble au chant du coq, qui, quand il en a battu un autre, s'en va crier partout *coquerico*. »

En somme, conclut galamment M. Polovtsoff, « même en tenant compte de ses faiblesses de femme et malgré ses aventures amoureuses, il n'y a guère de personnages célèbres dans l'histoire qui aient donné au reste des humains l'exemple d'une noblesse de caractère aussi soutenue et jointe à une philosophie aussi souriante. » Dont acte.

Sieyès est le penseur de la Révolution. C'est pourquoi M. Paul Bastid, député, ancien ministre, agrégé de philosophie, agrégé de droit, professeur à l'Université de Lyon, intitule *Sieyès et sa pensée* (Hachette) une étude très poussée qu'il lui consacre et qui est une thèse de doctorat ès lettres remarquée.

Elle n'est pas inutile. Sieyès, certes, n'est pas un inconnu.

Tout le monde connaît son nom, sa qualité d'ancien abbé et vicaire général, sa réputation de Lycurgue plus que prudent qui porte dans sa tête, à travers la Révolution, une Constitution idéale dont il n'accouche jamais et dont les vagues initiés font grand mystère. Lui-même parle peu et d'ailleurs mal, bien que Mirabeau ait déclaré que « son silence est une calamité publique ». Il ne s'expose pas au danger quand il est à la fois inutile et certain. Pendant la Terreur, il trouve suffisant et déjà très beau d'avoir « vécu ». Il entre dans le Directoire pour le torpiller, comme on dit aujourd'hui ; il apprend à monter à cheval pour faire lui-même le coup d'État de brumaire, mais s'entend finalement avec Bonaparte, meilleur cavalier, pour l'exécuter en commun. Le lendemain, il est au second plan. Consul provisoire, il est aiguillé sur la présidence illusoire et passagère du Sénat lors de la constitution du Consulat définitif, où il n'y a de rôle que pour le Premier consul, qui n'est pas lui.

C'est un chapitre curieux de sa vie que l'histoire de sa mise en veilleuse, puis sous l'éteignoir, à partir de ce moment. Sieyès a été chargé solennellement de donner à la France la Constitution modèle dont on lui attribue le secret. C'est celle de l'an VIII, celle du Consulat ; mais de son enfant il ne reste qu'un cadavre lorsqu'il apparaît au jour. Bonaparte a passé là. La France avait vu, depuis celle de 1791, trop de Constitutions, mort-nées comme celle de 1793 ou non viables comme celle de 1795, pour n'être pas sceptique. Un libraire répondait à un client, qui lui demandait un exemplaire de la Constitution : « Je ne tiens pas d'ouvrages périodiques. » Une municipalité accusait réception de celle du Consulat en termes non moins désabusés. « Nous vous promettons, citoyens consuls, la même exactitude pour toutes celles qu'il vous plaira de nous envoyer à l'avenir. »

Malgré tout, Sieyès, même démarqué, outrageusement revu et corrigé, restait une autorité. Il faut compter avec lui. Bonaparte le ménage, lui donne comme récompense nationale une propriété de l'État, lui confie à peu près le recrutement des assemblées parlementaires : Tribunat, Corps législatif et Sénat. Il est le grand distributeur des places, surtout des places qui sont des sinécures, car le Conseil d'État

compte seul pour le travail, et le recrutement du Conseil d'État, le Premier consul se le réserve. La popularité de Sieyès, nanti et en apparence indifférent au reste, est en baisse dans le grand public ; mais tous les politiciens professionnels, les anciens membres des comités, les généraux jaloux ou en train de le devenir, font autour de l'astre sur son déclin un halo qui offusque, si peu que ce soit, le soleil levant. Le Premier consul, comme plus tard l'empereur, affecte de l'appeler l'abbé Sieyès. Un journal remarque que sur le quai Votaire on ne trouve plus de gravures le représentant autrement qu'en abbé : « Sieyès consul, Sieyès directeur, Sieyès législateur, tous, dit *le Diplomate* du 26 nivôse, an VIII, avaient disparu », deux mois après le 18 brumaire. Son étoile est éteinte, il n'est plus d'actualité. Est-il encore de ce monde se demande-t-on en un calembour latin, qui fixe la prononciation de son nom : « Si tu existes, où es-tu ? *Si es, ubi es?* » On a tort de prononcer Siéyès.

La police de son vieil ennemi Fouché le sait bien, où il est. Elle ne le perd pas de vue. Il a été prié de se retirer quelque temps à la campagne. Comme la Bourse a baissé, le *Moniteur* explique qu'il prend du repos pour raison de santé. Il reparaît à son fauteuil de président du Sénat, qui remplace le « trépied » sur lequel, dit malicieusement M. Madelin *(De Brumaire à Marengo)*, il a siégé depuis la Constituante. Pendant la seconde campagne d'Italie, alors que tout le monde se demande si Bonaparte en sortira mort ou victorieux, Sieyès reste le point de ralliement de ceux qui voudraient un gouvernement moins dictatorial et en même temps plus fermé, un gouvernement plus exclusivement acquis aux survivants des assemblées révolutionnaires, un gouvernement « moins national et plus parlementaire, » dit si bien Vandal. Dans ce milieu, on songe à Carnot pour remplacer Bonaparte et Sieyès n'en paraît pas fâché. Malgré cet effacement diplomatique, le premier consul, après la victoire de Marengo, qui a tout arrangé, mais qu'on avait d'abord cru perdue parce qu'elle avait au début bien failli l'être, ne cache pas sa défiance à Sieyès. Sieyès ne se laisse pas déconcerter. Il désarme le soupçon et ne s'y expose plus. Il s'embusque désormais au Sénat : il n'en est plus président au bout d'un

an, il en reste l'oracle. Le Sénat se recrute par cooptation. Sieyès fait passer ses candidats contre ceux du premier consul: l'abbé Grégoire par exemple. Le premier consul se rattrape lors de la collation des sénatoreries, sinécures bien dotées, dont il choisit lui-même les titulaires sur une liste de trois noms proposés pour chacune par le Sénat. Sieyès n'en sera pas.

Quand l'empire est proclamé, il y a seulement au Sénat trois opposants et deux bulletins blancs. On attribue à Sieyès un de ces derniers. C'est maintenant la retraite sans retour. Il entre à l'Académie française, quand celle des Sciences morales est dissoute comme repaire d'idéologues impénitents; il est grand officier de la Légion d'honneur; il est nommé comte avec de belles armoiries où une « tête de borée, soufflant d'argent » a l'air d'une épigramme. Au total, il n'est plus rien, c'est un monument historique désaffecté.

❦

La chute de Napoléon Ier (Berger-Levrault) est étudiée, une fois de plus, par M. Jean Thiry, un spécialiste en train de se faire une place parmi les historiens de l'empereur. En deux forts volumes, nous n'en sommes encore qu'au départ pour l'île d'Elbe. Ils n'apportent pas beaucoup de nouveau à proprement parler, mais précisent et éclairent beaucoup de points qui ne sont pas tous secondaires. Ils font grand usage des documents les plus récents, les *Mémoires de Caulaincourt*, les *Lettres de Napoléon à Marie-Louise*, par exemple. Napoléon reste bien au centre du récit : son attitude, sa pensée, ses espoirs, ses illusions de la fin font la trame sur laquelle s'inscrivent les événements.

La campagne de France est un chef-d'œuvre de l'art militaire. Elle a été menée avec une maîtrise incomparable : jamais l'empereur n'a montré plus de génie dans la conception, plus de ressources dans l'exécution d'un plan où la rapidité des mouvements pouvait seule compenser l'inégalité des forces. La partie était perdue d'avance, il a paru deux fois sur le point de la gagner. Avec cent mille hommes mal

équipés, à peine armés, dont beaucoup n'ont même reçu aucune instruction militaire, fantassins qui ne savent pas charger leur fusil, cavaliers qui ne savent pas monter à cheval, il tient en échec et met en danger six cent mille alliés, beaucoup mieux commandés qu'ils ne l'avaient jamais été, parce qu'ils ont appris à se battre à force d'avoir été battus.

Comme tous les généraux vaincus, Napoléon s'est déclaré vaincu par les gens de l'arrière. En effet, les hommes et les assemblées qui lui doivent tout lui tirent dans le dos. Ils ont pour excuse, ou tout au moins pour raison, qu'ils jugent la situation plus froidement que lui. Les chefs militaires sont encore plus défaitistes que les civils. Les maréchaux, qui commandent l'effectif d'une brigade, parfois moins, n'ont plus l'ardeur de la jeunesse et de l'inexpérience. « Tu n'es plus l'Augereau de Castiglione », dira Napoléon. L'Europe et la France non plus. Si les plans admirables de Napoléon échouent à chaque moment décisif, ce n'est pas qu'ils soient inférieurs à ceux d'autrefois. C'est qu'on se bat sur la Marne au lieu d'être sur le Pô ou le Danube. L'esprit public se relève quand défilent sur les boulevards les prisonniers de Champaubert ou de Montmirail, mais les gens réfléchis se disent que Montmirail ou Champaubert sont bien près de Paris. On n'a pas beaucoup de marge quand « les Allemands sont à Noyon » comme disait Clemenceau.

Certes, il est navrant au point de vue de l'art que Soissons ait capitulé à l'heure où l'armée de Blücher, cernée de près, risquait une catastrophe. Il l'est de même que la défection de Marmont ait enlevé à Napoléon toute chance de reprendre l'offensive sous Paris. Mais un succès possible, voire probable, n'aurait pas changé le sort final de la campagne ; elle est perdue dès qu'elle a commencé. Le général Bonaparte, même vainqueur un jour de plus, ne pouvait pas sauver l'empereur Napoléon une fois le Rhin et les Vosges franchis. « J'ai eu tort, avoue-t-il à Caulaincourt, de ne pas signer la paix à Prague. » Le malheureux Caulaincourt, chargé des négociations dernières au Congrès de Châtillon, où personne n'est sincère parce que les paroles comptent peu quand les dés sont lancés, n'arrive pas plus à faire comprendre à

l'empereur qu'il faut céder vite qu'à faire admettre aux alliés qu'il ne faut pas exiger trop. Il a peur de sa responsabilité. Il n'ose prendre sur lui, malgré les pleins pouvoirs qu'il a reçus le 5 février, d'accepter, le 7, les frontières de 1792. Il en réfère à l'empereur, qui refuse de « laisser la France plus petite qu'il ne l'a trouvée », et qui est redevenu plein d'espoir après son succès de Montmirail, le 10 février.

Tout le monde est fataliste. « Le boulet qui doit me tuer n'est pas encore fondu », disait Napoléon. Ce fatalisme est à base de lassitude. Napoléon essaye vainement de s'empoisonner. Ce fut son dernier échec, auquel il se résigne : « Je vivrai, puisque la mort ne veut pas plus de moi dans mon lit que sur le champ de bataille. »

6

La Restauration a commis des fautes dont beaucoup étaient inévitables. Une qui ne l'était pas et qui fut la plus grave, c'est la mise en demi-solde de quatorze mille officiers, pour la plupart lieutenants ou capitaines, tous en âge et en humeur d'activité. Réduction des effectifs, disait-on. Mais alors comment justifier l'entrée dans les cadres de quelques centaines d'officiers émigrés, notamment trente-sept lieutenants généraux (généraux de division) et cent quarante maréchaux de camp (généraux de brigade)? Leurs titres, remontant à l'ancien régime ou acquis en combattant contre la France, devaient paraître discutables aux retraités malgré eux à qui on alléguait la raison d'économie. La maison militaire du roi fut montée sur un pied irritant, alors qu'on parlait tant de la nécessité de restreindre le nombre des officiers. Tous ceux qui servaient dans les Gardes du Corps avaient rang d'officier, et il y en avait six compagnies, plus deux pour « Monsieur », frère du roi. Du haut de ses soixante-dix ans, le duc d'Avré commande en perruque poudrée de son jeune temps. Les demi-solde aux uniformes élimés voient d'un mauvais œil les parades rutilantes de galons tout frais et d'aiguillettes toutes neuves.

Ajoutons que l'obligation de ne pas sortir sans permission

de la résidence qui leur a été assignée et de faire acte de présence à toute réquisition donnait un air de relégués ou d'interdits de séjour à des braves qui avaient porté les trois couleurs dans toutes les capitales. Ils sont condamnés à l'oisiveté, car le marasme des affaires ne leur ouvre pas les carrières civiles où ils auraient pu se refaire une vie, et les métiers manuels leur sont interdits parce qu'ils appartiennent encore à l'armée. Coignet n'a pas le droit de brûler « en serpillière » le café de sa femme qui tient une épicerie, alors qu'avec son grade de capitaine et sa croix d'honneur, il ne touche en tout, et encore pas tout de suite, que 78 francs par mois. Enfin, ils sont en butte à une surveillance et à des délations capables de rendre enragés les plus débonnaires d'une corporation où on ne l'était pas beaucoup.

Ils sont réduits à la vie de café, entre eux presque toujours, par économie, par habitude, par crainte des mouchards. Chaque ville a son groupe de « vieux grognards », qui n'ont rien de vieux à part cela, éternels mauvais coucheurs en disponibilité. Ils échangent les nouvelles vraies ou fausses qui flattent leurs espérances, ils entretiennent le culte et le regret d'un passé dont les souffrances s'estompent dans les rayons de la gloire et de la jeunesse. Quand l'empereur revient de l'île d'Elbe, tous répondent : présent, alors que la plupart des grands chefs se réservent ou suivent le roi à Gand. Le « bataillon sacré » qui escorte l'empereur est fait de demi-solde. Il grossit à chaque étape. Sans eux, les Cent-Jours ne seraient pas sortis de l'œuf.

De ces demi-solde, M. Benoit-Guyod, dont nous avons naguère signalé les *Histoires de Gendarmes*, esquisse quelques silhouettes bien campées dans *Un drame pendant les Cent-Jours* [1], une des trois études qui composent son dernier volume, *le Voyage de l'obélisque* (Gallimard). C'est un de ces procès lamentables qui ont rendu si impopulaire la « Terreur blanche », encore qu'elle n'ait sur la conscience que douze exécutions militaires officielles.

Il s'agit ici de la condamnation du général Bonnaire et du lieutenant Mietton. Mietton, fils d'un petit tailleur de Lyon, n'avait pas débuté sous la Révolution. Comme Coignet, il est

1. Paru dans la *Revue de Paris* du 15 mars 1939.

de l'époque où les avancements fantastiques ne sont plus possibles. Soldat en 1803, il n'est sergent qu'en 1806, sergent-major en 1808. Il recevra l'épaulette en Espagne, grâce à son colonel, Bonnaire, à côté duquel il est blessé en 1813. Bonnaire, nommé général de brigade, n'a pu prendre part à la campagne de France parce qu'il n'était pas rétabli ; la Restauration l'a mis en congé définitif. Mietton, moins atteint, simplement affligé d'une légère claudication, est mis en demi-solde et vit péniblement à Lyon aux crochets de son père, en attendant son titre de pension, puis le paiement des termes échus, qui traîne en longueur faute d'argent dans les caisses.

Naturellement, il acclame Napoléon et le suit depuis Lyon. Il est mis en subsistance à une caserne de Paris, comme tous ses camarades du bataillon sacré jusqu'à leur affectation. Un hasard qui leur parut providentiel, et qui causera leur perte à tous deux, lui fait rencontrer dans la rue le général Bonnaire, qu'il n'avait pas revu depuis leur blessure commune et qui vient d'être nommé commandant de la place de Condé-sur-l'Escaut. Il lui faut un aide de camp, il demande et obtient le lieutenant Mietton.

Bonnaire était, lui aussi, un enfant du peuple, mais, ayant une douzaine d'années de plus que Mietton, il a débuté plus tôt et est monté plus haut. A Condé, il remplace un illustre mutilé, le général Daumesnil, qu'on renvoie à Vincennes, où il avait eu l'année précédente une attitude restée légendaire. Après Waterloo, Bonnaire est assiégé ou plutôt bloqué par une brigade hollandaise et sommé de rendre la ville à son souverain légitime, Louis XVIII, qui vient d'être rétabli. Il s'y refuse, et le fait que cette sommation lui est adressée par un général étranger lui donnait le beau rôle. Mais Bourmont qui, pour avoir déserté avant Waterloo, est maintenant commandant de la région, lui envoie un de ses officiers, qui doit le remplacer comme gouverneur. Cette fois, c'était normal. Bonnaire, qui n'est pas un fanatique de Napoléon, qui même a été suspecté de royalisme, aurait sans doute obtempéré, mais l'envoyé de Bourmont, par une fatalité regrettable, est ou se met dans une situation incorrecte.

C'est le colonel Gordon. Ce Gordon est un exemple de ces

carrières militaires ballottées d'armée en armée, d'une nationalité à une autre, dont le général Hogendorp nous donnait récemment l'occasion de parler. Comme Hogendorp, Gordon est Hollandais. Il était né en 1781 au Cap, dont son père était gouverneur, et qui appartenait alors à la Hollande. Déjà enseigne dans le régiment de son père à quatorze ans, il avait été fait prisonnier par les Anglais en 1796. Remis en liberté trois ans plus tard, il entre en 1800 au service de la France comme sous-lieutenant à la « Légion des Francs du Nord », puis repasse au service de la Hollande en 1802, y devient colonel et est versé avec le même grade dans l'armée française quand la Hollande est annexée à l'empire en 1811. Il fait la campagne d'Allemagne de 1813, est blessé à Lutzen et à Hanau, et la première Restauration le maintient dans les cadres. Il est chef d'état-major du général Durutte, qui commande la division de Metz, épouse une Française dont il a un fils. Mais, à travers tout cela, comme la Hollande a recouvré son indépendance, il n'est plus bien sûr d'être Français et demande sa naturalisation (24 janvier 1815). Surviennent les Cent-Jours. Gordon, suspect de royalisme, est d'abord destitué. Le général Durutte le réclame et l'emmène comme chef d'état-major à l'armée du Nord, où il commande une division dans le corps de Drouet d'Erlon. Le jour de la double bataille de Ligny et des Quatre-Bras (16 juin 1815), pendant les marches et contre-marches qui font que Drouet d'Erlon est inutile partout, Gordon déserte et rejoint à Gand Bourmont, qui y était arrivé la veille et à l'état-major duquel il est dès lors rattaché.

On ne pense pas à tout. Le choix de Gordon pour sommer Bonnaire était malencontreux, car la garnison était montée contre les « traîtres » auxquels on attribuait la défaite de Napoléon. Ce qui est encore plus fâcheux, c'est que Gordon, prévenu pourtant du danger, n'agit pas dans les règles. Il laisse au village de Fresnes son escorte de douze hommes et d'un trompette, fournis par la brigade hollandaise. Aux avant-postes, il est arrêté. Mietton, qui l'interroge, le reçoit assez mal et le conduit à Bonnaire, qui refuse de lui reconnaître la qualité de parlementaire, parce qu'il ne s'est pas présenté dans les conditions voulues, mais résiste à la ten-

tation de le faire fusiller comme espion et charge Mietton de le reconduire.

A ce moment se produit un coup de théâtre. Mietton fait fouiller Gordon sur lequel on trouve le récépissé de sa demande de naturalisation, plus un mémoire du 16 juin indiquant la situation de l'armée française à cette date et témoignant que Gordon s'est présenté ce jour-là au prince d'Orange, qui commande le contingent hollandais de l'armée alliée. Il est donc déserteur et n'est pas Français comme il a prétendu l'être. Bonnaire se croit joué, s'indigne, mais sa parole est donnée : il entend la tenir. Mietton se remet en route sans entrain. Les soldats s'ameutent, réclament la mise à mort du « traître », et Mietton, qui pense comme eux, prend sur lui de le faire ou de le laisser fusiller. Il ne fut même pas fusillé, mais sauvagement massacré. Bonnaire n'y est évidemment pour rien. Mais il a le tort irréparable, se sentant débordé, de couvrir ou tout au moins d'excuser cette exécution sans jugement. Sur le « livre d'ordres » de la place est transcrit un ordre du jour où il déclare que l'espion « a subi le sort qu'il méritait ».

L'affaire fit un bruit terrible. Les journaux la commentent, sans se douter que la qualité de parlementaire ait pu être, non sans apparence de raison, contestée à la victime. Gordon devient un martyr, on dit des messes pour lui de tous côtés. Bonnaire, enfermé dans Condé, ignore ce qui se passe et n'a, en tout cas, aucun moyen de s'expliquer, ce qui fait croire qu'il n'a rien à dire. C'est seulement le 28 juillet qu'il remet la place à un nouveau commandant. Le ministre de la Guerre, Gouvion-Saint-Cyr, lui demande d'urgence un rapport sur « ce qui s'est passé relativement à la malheureuse affaire Gordon ». Mietton, qui avait pris le large, sera rattrapé à Moulins. Bourmont, qui avait d'abord offert à Bonnaire de le laisser fuir, est furieux contre lui depuis qu'il a pris connaissance de l'ordre du jour malheureux du 7 juillet. Un Conseil d'enquête, réuni à Lille, renvoie Bonnaire et Mietton en Conseil de guerre à Paris.

Ils y arrivent en janvier 1816, six semaines après l'exécution du maréchal Ney, mauvais symptôme. Bonnaire occupe à l'Abbaye la chambre qu'avait occupée Labédoyère, fusillé

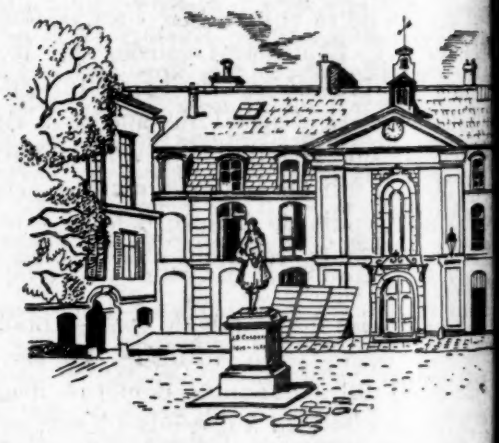
également. Cependant le cas de Bonnaire, après examen, parut moins grave qu'on ne l'avait dit. Il n'est plus accusé que d'avoir insuffisamment protégé le départ de Gordon et d'avoir laissé impunis les soldats de l'escorte qui devaient assurer sa sécurité. C'est Mietton qui encourait la plus grosse responsabilité, bien qu'il se défendît, contre tous les témoignages, d'avoir autorisé ou ordonné l'exécution. Le rapporteur rend hommage à la belle carrière du général qui, sans détruire la preuve de sa culpabilité, « augmente le désir de le trouver innocent ». Chauveau-Lagarde, qui le défend, avait plaidé une cause plus désespérée : c'est lui qui avait défendu Marie-Antoinette. Le Conseil de guerre n'était pas plus facile à attendrir que le tribunal révolutionnaire. Cependant le duc de Maillé, qui en était président, maréchal de camp comme Bonnaire, mais de fraîche date et avec des états de service moins éclatants, reconnut que l'accusé était « un très galant homme ».

La surprise fut grande de le voir condamné à la déportation et à la dégradation militaire. La scène de la dégradation (29 juin) fut poignante. Bonnaire avait quarante-sept ans. Ce fut un vieillard à cheveux blancs; se traînant par suite de sa dernière blessure et des anciennes qui se sont rouvertes, qu'on força, pour entendre sa radiation de la Légion d'honneur, à s'agenouiller devant le duc de Maillé. Le même jour, Mietton était fusillé. Bonnaire lui survit peu. Il meurt à Sainte-Pélagie, le 16 novembre. Son procès ne pouvait être légalement revisé, mais une réhabilitation plus conforme à sa conception de l'honneur militaire lui sera donnée plus tard et sans bruit. Son nom, qui tout d'abord n'y figurait pas, se lit sous la voûte de l'Arc de Triomphe, dans l'axe de l'avenue de Wagram.

A. ALBERT-PETIT,
Membre de l'Institut.

PARIS...
d'hier et d'aujourdhu

DU NOUVEAU AUX GOBELINS



Les bâtiments de la manufacture ne nous offrent nulle nouveauté. Sur l'avenue des Gobelins, le passant trouve toujours le palais d'exposition élevé en 1914 par Formigé, orné de sculptures par Landowski, édifice « conventionnel et sans caractère » (ce n'est pas nous qui le disons, mais le plus connu des guides de Paris). Et derrière la grande grille, les mêmes jardins, les mêmes pavillons descendent toujours vers ce qui fut la Bièvre.

La promenade est d'ailleurs charmante. A peine franchie cette porte, les vieux murs patinés de la cour d'Antin — les directeurs des bâtiments d'autrefois se retrouvent ainsi en chaque coin — vous conduisent à un petit Fragonard parisien, à un Louis Moreau l'aîné, pour mieux dire. Le cadre est fermé à droite par de vastes ateliers d'artistes, aux lignes simples ; à gauche, un parapet portant un grand vase de p surplombe des jardinets en co bas où poussent des figuiers ; fond un vieux puits, un bou barrière rustique sommée d'un o et, entre les barreaux, au del terrains récemment déblayés, la relle et les pignons d'un logis du XVIe *siècle.*

Ici, nous sommes à l'origin la manufacture car cette maison, remplacé l'« hôtel de la Blanche » (Blanche d'Evreux, de Philippe VI), fut celle Canaye. Les Canaye, ou Canaglia, étaient, au XVIe *siècle associés italiens de la famille G*

issue de ce Jean Gobelin — lui peut-être Flamand — qui, dès , installa sur la Bièvre la euse teinturerie dont parle Ra- s en un chapitre célèbre et mal- re.

ux Gobelins succédèrent des ssiers flamands établis par ri IV, puis Glucq et Jullienne. 1662, Louis XIV et Colbert con- raient là les divers ateliers apisserie, de mobilier, d'orfè- e qui travaillaient pour les mai- royales et formaient ainsi la ufacture royale des meubles de ouronne. En 1826, on y rame- l'atelier de tapis établi à la nnerie de Chaillot. Enfin, de- quelques années, le directeur Garde-meubles national réunit même temps, sous son autorité, peu comme au Grand Siècle, deux manufactures de tapisse- Gobelins et Beauvais. Telle est toire des Gobelins.

eprenons notre promenade. Près puits commence un escalier qui, e les murs des petits jardins, e à la cour d'honneur : une cha- , des façades et des toits, échappés, semble-t-il, d'un n de Blondel. Au centre, un ert de bronze fait des grâces, la n droite sur le cœur. A gauche, eaux arbres précèdent un hôtel peu froid, résidence tradition- e de hauts fonctionnaires. Sous el, un passage va rejoindre le le-meubles, entre des ateliers ours en activité.

Car le calme des façades et des jardins ne doit pas tromper : on travaille beaucoup aux Gobelins, on y travaille si bien qu'on vient d'y renouveler toute la technique de la tapisserie.

Gardons-nous de recopier ici un traité didactique ; sur la réforme en cours, une visite à l'exposition ouverte en ce moment à la manufacture, la lecture du précieux catalogue dû à mademoiselle Niclausse et, surtout, celle de l'avant-propos de M. Guillaume Janneau renseigneront complètement. Quelques mots suffiront à montrer l'intérêt que peuvent offrir cette visite et cette lecture.

Jusqu'aux jours de Louis XV, la tapisserie française est conçue dans un grand style décoratif, architectural, où les tons foncés et les tons clairs s'opposent vivement, où les formes s'accusent avec décision ; la tapisserie traduit la peinture selon ses moyens propres. A partir d'Oudry, chargé vers 1733 de la direction des ateliers, elle va s'ingénier à la copier. Ainsi le tapissier est amené à multiplier les teintes de ses laines, à nuancer l'exécution. Quand les couleurs chimiques apparaissent, le système se perfectionne à l'infini : il fallait 141 tons de laine pour tisser, sous Louis XIV, l'Audience du Légat ; *il en faut 587 pour les* Deux taureaux, *exécutés vers 1780,*

il en faut près de 3 000 *pour telle tapisserie moderne.*

Le résultat? D'une part, l'air et la lumière pâlissent si bien les tons trop délicats que maints détails et presque tous les fonds des tapisseries ont à peu près disparu. D'aïlleurs, les couleurs à l'alizarine, plus résistantes que les teintures végétales, ne se contentent pas, comme celles-ci, de baisser de ton, mais tournent d'un ton sur l'autre. Enfin, les frais exigés par la multiplicité des nuances sont tels que, pour sa teinture seule, *une tapisserie récente revient à* 140 000 *francs.*

Voilà bientôt un demi-siècle que l'erreur est constatée sans que, jusqu'à M. Guillaume Janneau, rien n'ait été tenté contre elle. Après une étude approfondie, il a obtenu du directeur général des Beaux-A des mesures radicales : le retour teintures végétales, le retour aux mules décoratives. Il a fait rep ter la garance à Carpentras, gaude en Normandie, le paste Albigeois. Le tissage est déjà re selon les vieilles méthodes. La t ture d'une tapisserie coûtera 7 francs, au lieu de 140 000; m encore, *elle gardera désormais tons originaux que le temps vie seulement atténuer. Et, surtout, de la tapisserie de haute lisse rendu à ses plus fécondes tradit*

Telle est l'heureuse activité cachent les vieux murs d'une ma facture nationale. Avions-nous de dire qu'il y avait du nouve aux Gobelins ?

PIERRE D'ESPEZEL

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. M THIÉBAUT, Rédacteur en Chef de la Revue de Paris, 114, *avenue des Cha Elysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT

LE MARCHÉ FINANCIER

Rêver? Est-ce exactement, au sens « dictionnaire » du terme, former des projets chimériques et en dehors de toute norme? N'est-ce pas, plutôt, corriger l'allure quotidienne des événements, l'envisager avec une pointe de personnalité, de hardiesse, la devancer et l'interpréter à notre profit? Tous les savants, tous les penseurs ne furent-ils point uniquement et cruellement des rêveurs, avant d'être devenus de grands hommes, par le seul fait que leur rêve avait enfin débordé et asservi une réalité usée par les siècles?

C'est dans cet état d'esprit que je lis et que je reproduis ces lignes d'un journal britannique, qu'on ne saurait pourtant incriminer de pêcher dans la lune, le *Sunday Times :* « Si le monde traverse l'automne sans crise, le maintien de l'argent bon marché et la tendance ascensionnelle de l'économie exerceront leur véritable influence. Pour prendre sa chance, le capitaliste doit aujourd'hui prendre son courage à deux mains. Tout se ramène à une question de confiance et la crainte de l'avenir affecte les affaires en général autant que le cours des titres. Cependant, sans quitter la stricte logique, constatons que la dépression actuelle est déjà allée trop loin. »

Emploi dangereux du conditionnel, me répondrez-vous sans doute : avec des « si... » Convenons pourtant que notre pessimisme ne s'échafaude pas sur d'autres bases : « si » M. Hitler entre dans Dantzig... Pourquoi ne pas admettre que M. Hitler, conscient de ses possibilités, hésite quelque peu devant l'ampleur du morceau, malgré son appétit?

Prendre son courage à deux mains, suivant l'expression du *Sunday Times*, est-ce donc une impossibilité pour un capitaliste, surtout pour un capitaliste français? Nous fûmes toujours et nous demeurons déconcertants : d'un sang-froid dans la bataille que nul ne songe à discuter, nous apparaissons dans la paix d'une inconsistance totale : car, jusqu'à

la preuve du contraire, que l'on cherche à nous administrer tous les jours, nous sommes toujours en état de paix. Faudra-t-il donc attendre deux ans encore ou même plus pour daigner s'en apercevoir?

Un Hollandais, rencontré l'autre jour, me disait : « Je ne crois pas à la guerre; mais, quoi qu'il arrive, je ne vois pas pourquoi je me dessaisirais de valeurs représentatives de services ou de matières premières, qui conservent leur utilité aussi bien en temps de conflit qu'en temps de paix. Le thé reste stable, le caoutchouc poursuit son amélioration, le sucre monte. Les perspectives sont meilleures pour l'étain; il faudrait être aveugle pour mésestimer le pétrole, l'or et l'industrie maritime. » Tout ceci n'est point spécifiquement batave... Faites par surcroît un petit effort de mémoire : je vous ai déjà parlé des « spécialités... »

Tout ceci n'en chemine pas moins et fort paisiblement dans les milieux financiers : il est d'autant plus significatif d'assister à quelques extériorisations. En Bourse, la situation technique se révèle plus sensible, plus favorable que jamais : voyez plutôt les statistiques, dégagées par le Parquet et par la Coulisse. Un petit choc en retour, une appréciation non pas plus optimiste, mais plus serrée des contingences actuelles et l'on rebondirait comme un ballon. Les meneurs du jeu l'ont en mains : ils le lanceront quand ils voudront; alors, il sera difficile de le saisir, et de le garder.

ANDRÉ PLY,
de la Banque de l'Union Industrielle Française.

Toute demande de renseignements détaillés concernant cette chronique doit être adressée à M. André Ply, 4, rue de Vienne, Paris (8e).

LA REVUE DE PARIS
il y a cent ans

De la livraison de la Revue de Paris *de juillet* 1839 (*Première* Revue de s), *nous extrayons ces lignes tirées d'un article de Frédéric Mercey sur la de la* Luminara *de Pise.*

Les Italiens sont peut-être le peuple de l'Europe dont la curiosité se le moins. Aujourd'hui, comme il y a deux mille ans, il leur faut, avant , *du pain et des spectacles.* La fatigue des travaux de l'esprit les rebute, cture les endort, l'industrie les trouve froids ou incapables, la politique est défendue ; désintéressés de toutes ces questions vitales qui préoccu- si singulièrement les peuples qui ont une charte, ils se passionnent pour misères. Un Milanais fera deux cents milles pour entendre le nouvel opéra Donizetti. Un Napolitain passera trente heures en mer pour assister au masqué de Palerme. Qu'est-ce donc lorsqu'il s'agit de quelque grande fête *onale* (c'est le mot du pays), comme la fête de sainte Rosalie ou comme *Luminara !...*

Comme toutes les grandes fêtes italiennes, la *Luminara* a un principe tique. Tous les trois ans, la ville de Pise illumine en l'honneur de son ron, saint Renier ; mais ce n'est point là une de ces illuminations mesquines, me celles de nos pays : c'est une illumination universelle, colossale. umination de Saint-Pierre de Rome ne peut même en donner l'idée...

La fête, cette année, a été favorisée par un temps magnifique ; nuit lée, ciel de velours, température adorable. Le soleil était à peine couché ne foule immense se répandait sur les superbes quais qui bordent l'Arno ; toutes parts on commençait à allumer. Les façades de chaque édifice de chaque maison étaient revêtues d'échafaudages dessinant jusqu'aux ndres ornements d'architecture. Les vides qui pouvaient exister entre les sons étaient remplis par d'autres échafaudages, figurant des édifices e architecture grandiose et souvent du goût le plus heureux...

Entre tous ces palais qui bordent l'Arno, le Palais-Ducal, le palais franchi, habité autrefois par lord Byron, et le palais Lanfreducci se dis- uaient par l'éclat de leurs décorations. A la lueur de l'illumination, on it la fameuse devise inscrite sur la façade de ce dernier palais, au-dessus la chaîne d'un captif : *Alla giornata* (au jour le jour), devise énigmatique fatale, qui semble si bien convenir à la malheureuse Italie. La décoration Palais-Ducal était grecque et du plus beau style. Ses colonnes resplendis- tes, aux cannelures de feu, étaient du galbe le plus heureux et présentaient fort beau coup d'œil...

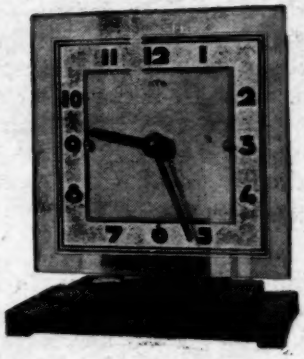
Mais la merveille la plus rare, c'était cette gracieuse église de *Santa ria della Spina*, qui semble sortir de l'Arno. Cette jolie chapelle, curieuse tant de rapports (c'est la première église gothique construite en Italie), it été décorée avec un goût exquis. A cinquante pas, cette charmante iature d'église semblait un bijou taillé dans un bloc de lave ardente et aussé sur ses angles et ses parties les plus saillantes d'une broderie de rubis d'émeraudes...

PENDULES ÉLECTRIQUES

ATO

LA GRANDE MARQUE FRANÇAISE

UN DE NOS NOMBREUX MODÈLES, A PARTIR DE **295** FRANCS



EN VENTE CHEZ VOTRE HORLOGE

POUR QUE LA FRANCE SOIT FORTE

SOUSCRIVEZ

AUX

BONS D'ARMEMENT

INTÉRÊTS : 3 1/2 %

Coupures de 500 - 1.000 - 10.000 - 100.000 - 1 million de francs

Exempts de toute taxe spéciale
frappant les valeurs mobilières et de l'impôt général sur le revenu.

L'ÉTÉ

Je suis né en été, vers la fin de la canicule. Je me demande s'il ne s'établit pas quelque lien assez intime entre la saison où nous sommes nés et nous-même. Pour ma part, l'été me fut toujours plutôt favorable. J'en éprouve comme un autre les désagréments et les malaises. La violente chaleur ne me fait pas plaisir. Je n'aime pas les temps orageux. Mais c'est en été que j'ai travaillé, que je travaille encore le plus et le plus facilement. Si mon corps tout seul avait à donner son avis, il se plaindrait peut-être autant de l'excès de chaud que de l'excès de froid. Mais le froid, même lorsqu'il ne règne qu'au dehors et que j'en suis séparé par des murs et des vitres, m'insinue volontiers une paresse, un engourdissement, un penchant à la rêverie passive, à la mélancolie somnolente — et c'est alors à la vie sociale que je m'adresse pour me secouer ; tandis que le fort de l'été coïncide pour moi avec une activité de l'esprit lucide et abondante, avec le besoin le plus vif de produire, et l'illusion que les moyens m'en sont offerts généreusement. Une bonne partie de ce que j'ai fait est comme moi enfant de la canicule. La chaleur, en même temps qu'elle m'incommode, m'excite. Et sans doute l'air des semaines orageuses est-il parcouru de fluides auxquels la pensée s'abreuve comme à de subtils robinets d'alcool.

15 juillet 1939.

★ ★

J'ai pour le printemps une affection immense et tremblante. Je m'intéresse à ses préparatifs, à sa venue, à ses accidents bien plus qu'au détail de l'été.

Un printemps manqué est une perte dont je ne me console pas et que, pour un peu, je ne me pardonnerais pas, comme si j'en étais responsable. Mais dans nos climats presque tous les printemps sont manqués et l'on passe ses années à constater avec sarcasme que le mois de mai est une invention des poètes. Dans les pays où le printemps échappe d'ordinaire à cette malchance congénitale, ou bien il dure à peine — comme dans le nord de l'Europe — ou bien, comme dans le Midi, il n'est qu'une inflexion de la belle saison, et l'on ne trouve en lui qu'à l'état de traces la langueur, le trouble, la tendresse, l'étonnement dont pour nous autres l'émotion du printemps est faite. J'aime l'automne, et me sens prêt à chanter ses louanges. Mais je suis affecté comme un sauvage par la diminution rapide des jours. Et si l'automne est un peu moins souvent gâté que le printemps, dans nos climats, il ne dure guère davantage; et ses beautés propres se dispersent très vite dans les tristesses de l'hiver. Novembre — passé l'été de la Saint-Martin, quand il a lieu — n'est déjà plus l'automne. C'est une sinistre préméditation de l'hiver. Même à Paris le couvercle de novembre est si pesant que tous les scintillements de la vie urbaine ne réussissent pas à vous le faire oublier. Pour ce qui est de l'hiver lui-même, je suis loin de méconnaître les plaisirs dont il s'accompagne, à condition que l'on m'accorde que la plupart lui sont surajoutés, ou même qu'ils furent imaginés expressément par l'homme pour nier l'hiver. (Je parle toujours de nos climats.) Je conçois qu'on aime l'hiver malgré toutes ses disgrâces; il n'y a pas de raison, tant qu'il dure — et il dure beaucoup — pour ne pas profiter des concessions poignantes qu'il fait à la vie ou des aigres coups de fouet dont il la stimule. Mais les gens qui déclarent préférer l'hiver en lui-même, tel qu'il s'offre chez nous, l'hiver tout nu de la nature, me semblent suspects. Je les soupçonne ou d'obéir à l'esprit de contradiction ou, s'ils sont tout à fait sincères,

de nourrir de sombres griefs contre la vie. Ils sont, même sans en avoir conscience, du parti de la mort.

C'est dire qu'à mes yeux l'été n'a aucune peine, j'ajouterais volontiers aucun mérite, à être la saison « préférable ». Il est vrai que je lui taille largement sa part. L'été du calendrier me paraît une convention d'astronomes. Il répond à des considérants d'une simplicité toute théorique et il ne se préoccupe nullement de coïncider avec l'ensemble d'impressions riches, confuses, chevauchantes et sans commune mesure entre elles, qui se détache de notre expérience d'êtres vivants et d'hommes pour former notre sentiment de l'été. Il est fâcheux que le langage se soit laissé intimider sur ce point par l'astronomie.

Qu'est-ce que l'été pour nous autres hommes? Un certain rendez-vous de chaleur, de lumière, de jours longs, de végétation bien installée, de puissance relativement étale et tranquille ; à quoi se joignent, pour l'homme des villes, le dégoût des lieux clos, l'appétit de la nature et l'idée qu'il a gagné des loisirs. Les participants de ce rendez-vous n'y arrivent que les uns après les autres. Quelques-uns parfois se font longtemps attendre, ou ne font qu'entrer et sortir. Car il y a aussi, hélas ! des étés manqués. Mais les limites du rendez-vous sont assez larges. L'été, dans nos climats, me paraît être une saison de quatre mois qui commence avec juin pour finir avec septembre.

★ ★

Maintenant que je laisse agir en moi ce nom de l'été, une espèce de vrille lumineuse s'enfonce dans mon passé, et je vois luire, instant par instant, des choses qu'en creusant ses spires elle atteint et découvre. Mais avant de rien reconnaître, je retrouve à toutes les profondeurs la même impression de vie tendue, le contraire du recroquevillement ; une façon qu'a ma personne d'affluer à ses propres frontières. Ma tête multiplie ses idées et les pousse le plus près possible des objets. Une fine musique bourdonnante m'habite, me rassure entièrement sur moi-même, sur mon droit à exister. (Et peut-être ne suis-je encore qu'un enfant.) Des bruits résonnent autour de moi comme à l'intérieur d'un monde plein. Ce sont

les bruits d'une rue où le soleil s'encaisse entre des façades; peut-être le roulement d'une voiture d'autrefois et des pas de chevaux. Il y a une voix de l'été dans les villes qui n'a pas changé à travers les temps, qui est hardie, un peu dure, un peu rauque. Il y a le contact de l'air, qui n'a plus besoin d'être piquant ni remuant pour se faire sentir ; il y a l'odeur de la rue, qui est celle d'un récipient desséché, aux parois de pierre et de bitume. Et s'il pleut ou qu'on arrose, la mouillure elle-même prend une odeur un peu cuite.

Je ne sais pas pourquoi c'est un tournant de l'ancienne rue Bolivar dont l'image me revient en manière de refrain, comme s'il recélait une signification d'été toute spéciale. Je n'y ai pourtant pas vécu ; je n'y suis pas passé plus souvent qu'ailleurs et il n'était remarquable en rien. Je le revois large et à peu près vide ; non pas torride ni éblouissant; blêmi seulement par la lumière, occupé, sans presque une ombre, par un soleil parisien où du gris reste dissous. Mais si l'on cherche des yeux un peu au delà, on verra sans doute des ombres de marronniers. Elles ne sont pas très épaisses; elles n'ont pas de fortes découpures ; elles sont faites pour festonner le trottoir d'un léger ornement d'été. Et qu'y a-t-il, en effet, qui vous parle mieux de l'été, qui vous donne plus secrètement la résolution d'en jouir (les plus longs jours s'éloignent si vite) qu'un trottoir en pente douce où le soleil et l'ombre des marronniers s'entrelacent devant votre marche? L'on verrait aussi peut-être, ramassées dans leur ombre personnelle, des terrasses de petits débits de vin, quatre tables bien collées contre la devanture et protégées par deux paravents de fer et deux caisses garnies de buis. Mais peut-être le sentiment que c'était ici l'été mieux qu'ailleurs venait-il de ces buttes et de ces tertres de gazon que l'on avait, sans les voir, à quelque distance derrière soi, au delà d'une falaise de maisons incurvées. (L'eau du papillon d'arrosage sur le gazon et les ailes du papillon sont plus grandes que la queue d'un paon.)

L'été fut aussi pour moi maintes allées de sable entre les pelouses des jardins publics, des cris d'enfants, des cerceaux et la fontaine où pendent deux gobelets. Mais il existe un haut lieu, où tout l'été de Paris venait se rassembler, depuis

l'aube jusqu'au dernier crépuscule, et il redescendait ensuite coasser doucement et amoureusement, jusqu'à l'aube d'après, dans l'immense marécage des lumières. Il s'y rassemble encore. Mais certaines douceurs n'y seront jamais plus. Qu'importe ! Il faut y retourner bientôt, choisir un des jours les plus longs, et ne pas attendre le soir. Il faut avoir en face de soi le long rebord des collines de l'Est, où les rangs superposés des façades blanches ressemblent aux strates d'un rocher. Présenté à la lumière et aux échos de la rumeur, cet exhaussement de l'horizon urbain excite l'âme en toute saison et envoie sur elle, comme un miroir parabolique, mille rêveries de diverses origines. Mais en juillet, le miroir recueille et concentre tout un flamboiement gris, que l'on absorbe en éprouvant une ivresse rapide, tandis qu'au-dessous de vous les jardins escarpés tombent vers la nappe des toits de zinc comme les cascades d'un château d'eau, et vous environnent d'un embrun de verdure.

★ ★

Mais il existe en moi jusqu'aux mêmes profondeurs un autre été ; et il est si différent du premier que je ne sais pas bien à quel point ils s'apparentent ni comment ils se rejoignent.

Cet autre été est fait d'abord d'une musique à ras le sol, dans les herbes. Une musique qui a la nature du bourdonnement, mais qui est striée de modulations très distinctes, ponctuée d'accents brusques ; une musique où se promènent des voix, des fredons entre les dents ou à bouche fermée, des chants de cordes et des pincements. Une musique entretenue par les mouches, les moucherons, les frelons, les abeilles sauvages. Et l'herbe qu'on a contre la joue n'a plus la même odeur qu'au printemps. Ni la terre qui semble calmée. Quand on se relève, pour marcher de nouveau à travers champs, on voit des arbres alourdis, un peu retombant sur eux-mêmes, et partout les images de la moisson. Les nappes d'épis encore debout que la moisson attaque et mange, en y creusant des échancrures, comme la mer fait d'un rivage ; les javelles couchées, les gerbes, les meules. Et rien ne vous met mieux en rapport avec une permanence modeste mais solide de la civi-

lisation humaine qu'un champ où sont érigées, de place en place, des meules. Comment faire le blason de l'été, sans y planter au moins une meule? Et il y a aussi, au fond des étés de mon enfance, le battement des fléaux dans les granges. C'était la pulsation même du mois d'août; quelque chose d'aussi inimitable que le bourdonnement dans les herbes.

★ ★

J'ai appris à connaître l'été dans bien des endroits du monde. Je ne l'ai pas toujours retrouvé avec ses traits les plus familiers, mais je l'ai toujours reconnu. L'impression ne trompe pas d'être sur le sommet amplement arrondi de l'année. La verdure aussi vous contente et vous comble parce qu'elle n'a plus de hâte et n'a pas encore de fragilité. L'air des grandes villes devient difficile à respirer; mais presque nulle part cet accablement n'est triste; et si les hommes savaient mieux se servir de leurs ressources, il y aurait partout des bals et des fêtes dans les jardins.

Rien n'est plus beau qu'un jour d'été aux Champs-Élysées, quand les terrasses sont toutes pleines sous les parasols de couleur; et que l'Histoire laisse aux hommes un peu de répit.

Rien n'est plus beau qu'un jour d'été sur une colline ou dans un vallon des environs de Nice, quand la violence de la chaleur, mêlée au souffle des oliviers et de la mer, trouve le moyen de vous enivrer plus qu'elle ne vous oppresse et que les gens des vieux quartiers dansent dans les auberges.

Rien n'est plus beau que l'été sur un navire en pleine mer, au cours d'une longue traversée; spécialement quand on va de l'hémisphère nord à l'hémisphère sud, par exemple de New-York à Buenos-Ayres, et que les eaux du tropique, puis celles de l'équateur, puis de nouveau celles du tropique remplacent infiniment autour de vous les villes et les champs de blé par une suite de jours calmes et splendides.

★ ★

Mais je n'ai pas encore parlé de celui de tous les étés que maintenant je connais le mieux, qui est devenu mon été; de celui au sein duquel, à l'intérieur duquel, depuis des années,

sauf exception, je vis et je travaille : l'été de Touraine.

J'ai dit : « à l'intérieur ». Ce terme lui convient. Il est certes possible de circuler à travers l'été de Touraine. Le voyageur ne le fera pas sans toutes sortes de plaisirs et de surprises. Mais ces plaisirs et ces surprises ne devront guère à la saison. Un peu plus tard les forêts n'auraient pas été moins seyantes, ni les châteaux, les manoirs et les bourgs moins pleins d'un doux génie ; et plus tôt, les vallées auraient eu peut-être plus de grâce encore. L'été des bords de l'Océan est un spectacle qui se déploie devant vous, auquel on assiste. L'été de la montagne demande de grandes marches et l'organisation d'aventures. L'été de Touraine est bien quelque chose à l'intérieur de quoi il est excellent qu'on reste, et superflu qu'on s'agite.

Il mérite, en principe, cette marque de confiance. C'est un été véritable. Il lui arrive, par malchance, de n'être pas lui-même. Mais c'est qu'alors tout un morceau du continent est dérangé.

Quand il est lui-même, il brille par trois qualités qui ne sont pas si communes : il est chaud, tranquille et transparent. Au temps de la canicule, le soleil y est à peine moins vif que dans le Midi. L'air bouge peu, mais continuellement ; il reste sec, sinon dans la grande vallée où il s'amollit, du moins sur le plateau. Des semaines passent sans qu'il se forme d'orages. Les nuits et les aubes sont fraîches.

En disant l'été de Touraine, ce n'est pas d'un absent que je parle, et mon imagination n'a besoin de rien lui prêter. Il est en ce moment même près de moi, autour de moi. Je n'ai pour faire le portrait qu'à copier le modèle.

Je vois, par ma fenêtre grande ouverte, des verdures nobles et pourtant riantes, des arbres beaux comme des monuments, dont les essences et les emplacements ont été choisis autrefois par des hommes qui étaient connaisseurs de la vie et de l'été. Bien que la plupart de ces hauts feuillages ne soient pas de nature caduque, ils savent marquer la saison. D'ailleurs, ils s'entourent, à leur base, d'arbustes à fleurs blanches.

Comme les branches de ces arbres sont vieilles et grandes, chacune d'elles continue à faire, sous sa charge de verdure, un geste distinct et travaillé. Chacune est devenue un savant dessin de branche sur le ciel.

Le ciel est aujourd'hui le plus habituel à l'été de ce pays : des nuages blancs, presque immobiles, sans lourdeur, sur un fond bleu de roi. De temps en temps, un nuage se forme ou se déforme. Un autre, que je ne vois pas, passe devant le soleil. Alors il se répand une lumière plus froide, mais sans tristesse, une lumière d'âges historiques, une lumière « d'anciennes dynasties ».

Ce ciel et ces branchages sont animés d'oiseaux perpétuels. Un jour compte autant de cris que de feuilles. Les vols s'ajoutent au dessin des branches.

De l'autre côté, il y a les vignes, que je ne vois pas. Mais il me suffit pour les voir de pousser une porte. Elles s'étendent au delà d'un massif d'arbres, riches d'ombre, et vont finir contre une haute muraille de chênes, de charmes et de châtaigniers. Elles portent des feuilles d'un vert léger, où s'allongent par endroits des lignes de feuilles déjà pourpres. Avec leurs ceps en rang, elles font penser à la dernière figure des Sokols, quand ils remplissaient toute l'aire du stade et saluaient.

Les arbres riches d'ombre soulèvent un peu l'été, l'écartent des bâtiments. Je puis aller d'ombre en ombre jusqu'à la muraille de bois que je vois là-bas, descendre par des pentes forestières jusqu'à un petit vallon tout enfermé, où le soleil se recueille dans un creux de prairie, de pommiers, et d'arbrisseaux romanesques, et qui, du matin au soir, a l'air d'attendre une fête champêtre, un cortège d'amants.

Un jour de l'été de Touraine est lui-même une espèce de cortège que règle une lente ordonnance. Les heures y connaissent leur place. Rien ne s'y bouscule ; rien n'y empiète ou n'y chevauche. Aucune rupture. Le moins de drame possible. Les nuages blancs, peut-être, se feront plus petits et plus rares, se dissoudront peu à peu dans l'azur qui pâlira. Ou bien au contraire ils s'accumuleront par endroits et construiront de somptueuses montagnes. Ou encore ils se changeront en un léger rideau de nuée qui, du zénith jusqu'à l'horizon de l'est, doublera l'azur crépusculaire sans le cacher tout à fait.

Parfois un souffle, qui vient des bois, remue amplement ces branches très anciennes que je regarde. Il arrive, avec un

bruit profond et soyeux, que lui ont prêté au passage les bois et les vallons, et tant de forêts et de bocages plus loin qu'il a traversés pour venir des golfes de l'Ouest (une trace de la rumeur de la mer y est aussi).

A la réflexion, je ne crois pas qu'il y ait quelque part un été plus humain que celui-ci, ou je ne l'ai pas rencontré; plus humain : je veux dire qui entretienne mieux l'illusion que la nature a été faite pour l'homme.

JULES ROMAINS

MON ENFANCE EN U.R.S.S.

Le héros de ce récit absolument authentique a pu se réfugier, à la suite des aventures qu'on va lire, dans un pays de l'Europe occidentale. Il a aujourd'hui dix-huit ans. Le texte a été établi par son oncle qui n'a introduit aucun incident, ni aucun détail qui ne lui ait été très explicitement communiqué par son parent.

(N.D.L.R.)

I

Mon père était un « lichénetz » [1]. Nous habitions alors la ville de P..., en Ukraine, et nous logions dans une petite chambre louée chez une vieille femme méchante et taciturne. Mes parents avaient l'intention de partir pour une ville de la région de la Volga, chez le frère de ma mère. Cependant, l'argent manquait : ma mère, malade, était alitée. Un jour, mon père, qui, entre temps, avait perdu sa place, se rendit en ville pour essayer de vendre notre dernier bien : l'alliance de ma mère. Le soir, il ne rentra pas. La nuit, on opéra chez nous une perquisition, pendant laquelle on intima à ma mère l'ordre d'indiquer l'endroit où elle tenait cachés nos bijoux. Vainement ma mère assurait-elle que nous ne possédions

1. Les « lichéntzis » privés forment une catégorie de la population de l'U.R.S.S., à laquelle le Gouvernement soviétique refuse le droit aux parts d'approvisionnement et le séjour dans les grandes villes. Cette catégorie comprend les familles des anciens prêtres, des ci-devant propriétaires fonciers, des propriétaires d'immeubles, des commerçants, des employés et ouvriers licenciés en raison de réduction du personnel, etc.

absolument rien... Finalement, on lui annonça que mon père, surpris lorsqu'il tentait de négocier une bague en or, avait été arrêté comme spéculateur. Je ne devais plus jamais le revoir... Peu après, ma mère mourut. Je restai seul.

II

La propriétaire veut m'emmener à l'asile municipal pour enfants. Elle fouille pendant plusieurs jours dans les effets de mes parents. Cela me fait mal lorsqu'elle touche aux objets ayant appartenu aux miens. La chose qui m'est la plus précieuse, je l'ai soustraite et cachée. Je la garde sur ma poitrine, sous ma chemise. C'est une photographie représentant mon père, ma mère et moi... Pendant des nuits entières, je couvre de baisers cette photo en pleurant. Je la serre contre moi, je lui parle. Je ne puis croire que mon père et ma mère ne sont plus, que je ne les reverrai jamais. Je ne pense à rien. Je ne quitte pas ma chambre et ne mange rien. Je ne reprends conscience que lorsque la vieille me dit que c'est demain qu'elle m'emmènera à l'asile. Je ne veux pas d'asile. Je ne veux rien. Je veux mourir, pour être à nouveau avec mon père et ma mère. Mais que faut-il faire pour cela? Que faire pour échapper à l'asile?

J'ai mis mon pardessus, j'ai pris un morceau de pain et je suis sorti dans la rue. Je marchais comme dans un brouillard, sans penser où j'allais, ni vers quel but. J'ai marché longtemps devant moi et, sans me rendre compte, je me suis trouvé dans une partie de la ville que je ne connaissais guère.

Devant une boutique coopérative, je remarquai un garçonnet d'une dizaine d'années. Habillé seulement d'une chemise, il était sale, avait des cheveux longs et tremblait de froid. Les rares passants, en le croisant, paraissaient ne point l'apercevoir. Le gamin tantôt leur tendait la main, tantôt se retournait vers la vitrine éclairée de la boutique et remuait sa bouche comme s'il se nourrissait de la vue des pains exposés. A le regarder, je ressentis la faim pour la première fois. Je tirai le pain de ma poche et j'en donnai la moitié au gamin. Il fixa sur moi des yeux ébahis, pleins d'étonnement, mais

prit le pain. Ensuite, il se retourna et s'éloigna, suivant la rue, vers les terrains vagues. Le crépuscule s'épaississait.

— Où vas-tu? demandai-je au gamin, en le suivant.

— Au logis... pour passer la nuit, que je vais... pour dormir, me répondit-il, en s'étranglant presque avec le pain qu'il mangeait.

— Où dors-tu?

— Je te dis, au logis, dans le « ravin des Brebis »; à la grange.

— Comment t'appelles-tu?

— « Nus-pieds », dit « Le Crochet ». Moi, vois-tu, j'ai échangé mon pantalon contre des graines de tournesol... J'étais affamé, alors voilà un garçon, Timochka qu'il s'appelle, qui me dit: « Veux-tu faire l'échange? » et j'ai donné le pantalon. Le jour ça pourrait aller, mais c'est la nuit qu'on commence à avoir froid... Et puis, comme ça les miliciens ne me laissent pas entrer au marché. Il faudrait se procurer un pantalon.

— Est-ce encore loin la grange?

— Pas trop... Nous allons traverser le ravin, et c'est là qu'est notre grange.

— Vous êtes nombreux?

— Qui? Nous? Oui, nombreux... Qui le sait : des fois, nombreux; d'autres, il n'y a presque personne... Ils se dispersent. Il n'y a que les maîtresses qui restent. Celles-là sont toujours à la maison.

— Et qui sont-elles?

— Comment « qui »? Des maîtresses. Il y en a une qui vit avec Fedka, c'est Marfouchka qu'elle s'appelle. Fedka! oh! celui-là il est méchant! L'autre jour, le fils de chienne, il m'a tiré les cheveux. Il y a aussi Verka-la-Chèvre. Celle-ci n'appartient à personne. La vache, elle marche avec n'importe qui.

Nous nous sommes approchés d'une palissade. L'ayant longée sur quelques dizaines de mètres, mon compagnon s'arrêta, écarta de ses mains un arbuste et disparut dans les feuillages. Je le suivis.

Derrière l'arbuste, la palissade avait un trou et nous pûmes passer de l'autre côté de la clôture. Là, un sentier serpentait entre les arbres, longeant un rempart; de l'autre côté du ravin

s'étendait un immense champ, qui servait de pâturage.

— Et toi, où est-ce que tu vas? demanda « Le Crochet » en me regardant d'un œil sournois.

— Chez vous, pour passer la nuit.

— Chez nous?

— Eh bien! pourquoi pas?

— Habillé comme tu l'es! Tu verras, les gars vont t'enlever tes frusques.

Mais j'écoutais mal les paroles du Crochet. La douleur m'étreignit à nouveau. J'avais peur...

Mais nous arrivions au ravin.

Ayant grimpé de l'autre côté, je distinguai un grand hangar en bois. On y entendait des cris. Nous entrâmes.

Une foule de gamins sales m'entoura. Un grand garçon, aux épaules larges, vêtu d'un long pardessus, de coupe étrange, avec de grands boutons métalliques, me donna une taloche et m'ordonna d'enlever mes chaussures.

C'était Fedka. J'étais comme une bête traquée.

— Enlève les bottes, ou je te f... dedans, cria-t-il.

— Donne le pardessus, fils de chienne, ajouta une autre voix.

Je ne savais que faire.

Fedka, d'un coup, fit tomber ma casquette et s'agrippa à mes cheveux.

— Ne le touche pas! prononça une voix inconnue.

Fedka me lâcha. Je vis à côté de moi un garçonnet maigre, de haute taille.

La foule entière, d'un seul coup, devint réservée.

— Ben quoi... est-ce qu'il est ton frère? dit Fedka.

— Peut-être, cela ne te regarde pas.

Fedka hésita un instant, jeta un regard furieux vers mon défenseur, mais s'éloigna. Les autres gamins se dispersèrent aussi.

— Viens, ordonna mon protecteur, couche-toi.

Il montra une botte de foin sur laquelle il se coucha lui-même.

Le calme s'établit petit à petit dans la grange. Les « sans abri » s'installaient pour la nuit. Je restais étendu, bouleversé par un essaim de pensées nouvelles. La plus forte con-

cernait mon défenseur inattendu. Que je lui étais reconnaissant !

Mais bientôt les images du passé voilèrent celles du présent. Je ressentis à nouveau l'immensité de ma solitude et de mon malheur. De sourds sanglots me secouèrent.

— Qui es-tu ?

Mon voisin me poussait.

Je restais muet.

— D'où es-tu ? Tu as tes père et mère ?

— Non... mon père est arrêté, ma mère est morte.

— Et qu'est-ce qu'il était, ton père ?

— Il était « lichénetz ».

— Ne le dis à personne. Dis que ton père était cordonnier. Entends-tu ?

— J'entends.

— Ne pleure pas, dors. Le sommeil fait tout passer..., termina mon interlocuteur, qu'on appelait « Peigne », et il se tut.

III

C'est au petit matin que j'ouvris les yeux. Les « sans-abri » se dressaient brusquement sur leur couche et, tout en tremblant à l'air frais d'une matinée d'automne, se tapaient le corps de leurs mains. La plupart couraient se réchauffer au soleil. Fedka fit un feu dans un coin de la grange et chauffa l'eau dans un petit récipient. Il était avec sa maîtresse, Marfouchka, petite brune de quinze ans, jolie, qui ressemblait à une romanichelle.

— Tiens, apporte de l'eau, me dit « Le Peigne », qui me tendit une théière en fer blanc.

— Où peut-on trouver de l'eau ? demandai-je.

Mais Le Crochet, qui tournait autour, offrit ses services. Nous sortîmes ensemble.

Devant la grange, plusieurs gamins jouaient à « saute-mouton ».

Je m'aperçus que chacun des joueurs, après avoir sauté le dernier obstacle, et avant de reprendre sa place, regardait vers l'angle de la grange, criait quelque chose et faisait des

grimaces à quelqu'un qui devait se trouver caché derrière. Par curiosité, je me mis à regarder du même côté. A quelques pas de la grange, derrière un arbuste, j'aperçus une fillette, qui devait avoir à peine neuf ans, avec une figure de vieille. Elle soulevait de sa main gauche sa petite jupe et faisait de sa main droite des gestes obscènes aux gamins qui la regardaient.

Le Crochet lui tira la langue et grommela :

— Voilà une carne qui veut gagner sa croûte... Allons chercher de l'eau dans le ravin.

Lorsque nous fûmes de retour, « Le Peigne » avait allumé, lui aussi dans un coin, un petit bûcher et faisait bouillir de l'eau. A la lumière du jour, je pouvais voir tout le hangar. Pas de plancher, simplement de la terre battue. Dans divers endroits, par terre, des tas d'objets hétéroclites, caisses, boîtes de conserves vides, morceaux de papier, vieille ferraille, chaises cassées... Les « sans abri » apportaient là tout ce qui leur tombait sous la main. Chacun d'eux avait une place déterminée pour se coucher. Quelques-uns se couchaient par groupes, pour se chauffer les uns les autres, mais d'autres utilisaient, en guise de literie et de couvertures, de la vieille paille, de la toile à sac et des tas de vieilles hardes... Fedka possédait un sommier aux ressorts cassés.

Près d'un mur se trouvait une grande caisse où était couché un garçonnet de sept ans environ, qui ne quittait jamais sa couche, ni le jour, ni la nuit. On l'appelait « Serin ». Il était malade et, pendant la nuit, gémissait et délirait. Il devait être gravement atteint ; il souffrait déjà depuis une dizaine de jours avant mon arrivée. Il était si maigre qu'il paraissait n'avoir que la peau et les os.

Beaucoup de choses se sont effacées de ma mémoire, mais le pauvre « Serin » y vit toujours. Je me rappelle comment ce petit garçon, ayant repris connaissance, me dit, d'une voix lasse qui n'avait rien d'enfantin :

— Je voudrais tant mourir, vois-tu, mais Dieu ne m'envoie pas la mort... je souffre, mais voilà, il ne me la donne pas.

— Où as-tu mal, Serin ?

— Nulle part, mais je souffre... je brûle tout le temps. C'est comme du feu, ou alors comme si on me mettait dans la glace... Les rêves m'étouffent. J'ai peur...

Après avoir fait bouillir l'eau, Le Peigne me donna, dans une boîte de conserves, de l'eau bouillante qui me réchauffa et me réconforta.

En face de moi, Le Crochet se tenait accroupi par terre. Ayant bu, j'avais envie de lui donner de l'eau chaude, et je n'osais pas le dire au Peigne. Mais celui-ci tendit, de lui-même, le reste de l'eau chaude au gamin qui tremblait — il n'était vêtu que d'une simple chemise... Ensuite, Le Peigne mit sa casquette et sortit.

— On s'en va, veux-tu? offrit Le Crochet.

— Où?

— Mais en ville. Possible qu'on se procure quelque chose.

Nous reprîmes le chemin de la veille, le long de la palissade.

— Et comment te procures-tu du pain? demandai-je au Crochet.

— Mais c'est connu : tantôt en mendiant, tantôt en volant. L'autre jour, j'ai emporté de la maison qui est près de la porte de la ville un oiseau en cage, un canari. J'ai eu toutes les peines du monde à m'enfuir.

— Et à quoi peut te servir un oiseau?

— L'oiseau ne sert à rien, mais la cage, je l'ai vendue à un youpin... Tu connais la maison verte sur la place du marché? C'est dans cette maison-là que je l'ai portée. L'oiseau, je l'ai conservé dans ma poche; pour la cage, le youpin m'a donné un morceau de sucre.

— Et l'oiseau?

— Le canari? Je l'ai apporté chez nous, au ravin. Les garçons l'ont pris et se sont mis à jouer avec lui. Fedka lui a attaché une ficelle à la patte et l'a lâché. Et voilà qu'il ne s'envole pas, l'imbécile, il remue les ailes, sautille par terre, quant à voler, il ne vole pas. Nous lui avons jeté des petites pierres, nous avons essayé de lui faire peur, mais il ne quitte pas la terre... Alors Fedka dit : « Qu'est-ce que c'est que cet oiseau-là? S'il ne sait pas voler, il n'a pas besoin de se parer de plumes ». Et à nous de le dépouiller de ses plumes. L'oiseau avait mal, il criait, le sang apparut sur son corps... Nous l'avons dépouillé, mais lui, la rosse, il se débattait. Il a donné un coup de bec au doigt de Fedka, qui est devenu furieux, l'a empoi-

gné et lui a bouché la gorge de sable jusqu'à ce qu'il crève.

— Pourquoi avez-vous fait périr le petit oiseau ?

— Monsieur est miséricordieux ! lança Le Crochet et il ajouta avec colère :

— Avoir de la pitié pour un oiseau et ne pas en avoir pour moi ! Plaindre l'oiseau et ne pas me plaindre lorsqu'on me tire les cheveux, lorsque je suis affamé et dois me passer de pantalon. Regardez-moi çà, il a pitié d'un petit oiseau !

Le Crochet se tut et sa colère tomba brusquement comme elle était venue.

— Bien entendu, on a pitié... on a pitié de tous ! murmura-t-il.

Nous nous approchâmes du trou dans la palissade. Le Crochet leva la tête et étendit la main : haut dans le ciel volait une cigogne.

— Comment qu'on appelle cet oiseau ?

— Une cigogne.

— On voit qu'elle est libre. Elle vit heureuse. A sa guise, si elle veut, elle descendra ici ; si l'idée lui vient, elle s'en ira aux pays chauds. Elle attrapera des grenouilles dans une mare, s'en repaîtra et la voilà contente. Elle s'en fiche des miliciens, et elle n'a pas besoin de pantalon... Que je voudrais être une cigogne !

Le Crochet se tut.

— Voici le trou. Allons en ville.

IV

Le Crochet et moi, nous rentrions au ravin vers le soir. Depuis le matin, nous n'avions rien mangé. Le Crochet n'avait pas réussi à chiper quoi que ce soit et personne ne lui avait fait l'aumône.

Épuisés, nous traînions à peine nos pieds. En route, Le Crochet avait trouvé un bout de grosse corde. Il s'en servit pour se serrer le ventre.

— Je te conseille d'en faire autant, dit-il. Se serrer le ventre, c'est comme si on avait mangé.

Je suivis son conseil et réellement la faim commença à moins me torturer.

En passant devant la dernière maison du faubourg, Le Crochet me proposa d'entrer dans la cour et de fouiller la fosse aux ordures. Il disait qu'il lui arrivait d'y trouver des rogatons.

— Mais le propriétaire est d'une méchanceté ! ajouta-t-il, prudent.

Je n'allai pas à la fosse aux ordures. Je m'éloignai et m'assis au bord de la route. Au bout de quelques minutes, j'entendis des cris et je vis Le Crochet bondir dehors par la porte cochère de la maison ; le propriétaire courait derrière lui, un fouet à la main. Mais il abandonna vite la poursuite ; Le Crochet se retourna brusquement, saisit une pierre et la lança dans une fenêtre de la maison, dont la vitre vola en éclats. Je m'enfuis et j'attendis Le Crochet derrière notre palissade.

Bientôt Le Crochet passa par le trou à son tour. Il respirait difficilement et lançait des jurons.

— Crève donc, fils de chienne ! Il ne m'a pas laissé fouiller dans la fosse. Je venais de m'en approcher, je regardais, un gros rat a sauté dehors, s'est arrêté, a fixé les yeux sur moi. Tiens, me dis-je, bon signe : puisqu'il y a un rat ici, il y a de la mangeaille.... Mais, juste à ce moment, le proprio est sorti avec son fouet... C'est par la fenêtre qu'il a dû m'apercevoir. J'ai voulu filer, mais il m'a poursuivi, il regrettait, chien maudit, les ordures que j'aurais pu emporter. C'est vrai que l'autre jour, je suis entré dans sa cuisine, j'ai effrayé sa gosse et emporté un morceau de lard. Voilà qu'il est furieux contre moi... Eh bien ! il se souviendra de moi. T'as entendu comme la vitre a sauté ? Il en verra de pires... C'est que je mettrai peut-être le feu à sa maison. Qu'il brûle, le salaud !

Le Crochet lança des injures encore longtemps, mais je ne l'écoutais plus. La faim recommençait de me tourmenter. Subitement, Le Crochet me saisit par la main :

— Cache-toi, voilà Fedka !

Et il roula dans le ravin. Machinalement, je le suivis. Couchés par terre, nous nous taisions. La silhouette de Fedka apparut et passa. Nous respirions à peine. Par bonheur, il

ne nous vit pas et disparut au tournant. Nous attendîmes encore quelques instants.

— Maintenant, en route, me dit Le Crochet. Dieu te garde de rencontrer Fedka ! Il cogne pour rien... Il est féroce.

— Pourquoi cogne-t-il donc ?

— Je te dis qu'il est féroce. Ce ne serait encore rien s'il ne faisait que cogner, mais il torture : il saisit le bras et le retourne, prend la tête entre les genoux, la serre et arrache les cheveux... Il est terrible.

Nous approchions du ravin.

— En été c'est mieux : il poussait ici beaucoup d'oseille. Je me nourrissais d'oseille ; maintenant il n'y a plus rien, nulle part. Faut se coucher à jeun.

Dans un coin, Le Peigne était étendu sur une botte de foin. Je m'approchai timidement.

— As-tu faim ? demanda-t-il.

— Oui.

— Tiens.

Il me tendit une pomme. Je me mis à la dévorer. Le Crochet était accroupi par terre et me regardait manger. Enfin, n'y tenant plus :

— Donne-m'en un petit morceau, me dit-il.

Je ne répondis rien et me détournai.

V

Les dimanches, il n'y avait pas de marché en ville. Les « sans-abri » tâchaient de faire quelques provisions d'avance pour le dimanche : les marchés étaient à peu près les seuls endroits où l'on pouvait trouver de la nourriture. C'est là qu'il était le plus facile de voler quelque chose, de rendre quelque service à un marchand ou à un acheteur et d'en obtenir quelque nourriture. Après la fermeture du marché, les « sans-abri » rôdaient sur la place et dévoraient tout ce qui peut être avalé : une carotte, une feuille de chou ou un morceau de viande roulé dans la boue. Le vrai régal était de sucer un os. Mais les « sans-abri » avaient des concurrents : les chiens

vagabonds. Une seule différence entre eux : les miliciens pourchassaient les « sans-abri » et laissaient rôder les chiens.

Plusieurs « sans-abri » allaient le dimanche dans les églises, dans l'espoir d'obtenir une aumône des fidèles, ou — si possible — de les voler.

Je me souviens d'un dimanche où Le Peigne proposa à ceux qui étaient restés dans la grange d'organiser une attaque pour vol. Il avait découvert un employé qui se rendait, tous les jours à midi, de la coopérative à la caserne des pompiers avec un panier de pain.

C'était cet employé que Le Peigne avait choisi comme « objectif » de l'attaque.

Armé d'une longue corde au bout de laquelle il avait attaché une grosse pierre, et, accompagné de deux dizaines de gamins, dont je faisais partie, Le Peigne se mit en route. Le rôle de chacun était désigné d'avance. Le Peigne devait lancer la corde, avec la pierre au bout, de manière à entourer les jambes de l'employé. Si ce dernier n'était pas tombé, trois garçons, choisis parmi les plus grands et les plus forts, devaient attraper le bout de la corde et la tirer à eux ; Le Peigne devait tenir l'autre bout. Le reste de la bande devait se jeter sur les pains, s'en saisir et les emporter en courant dans le ravin, où l'on procéderait au partage.

Les « sans-abri » avaient faim et ils prirent part à l'expédition, pleins d'entrain.

On se mit en route avec des cris et des rires.

— Eh ! vous, les diables, ne gueulez pas comme ça en ville, ordonna Le Peigne. Et ne marchez pas en bande, dispersez-vous et passez par des rues différentes vers la place du Marché, tournez ensuite sur l'avenue Chevtchenko. Il y a un entrepôt de bois et après, un terrain vague. Rassemblez-vous derrière la palissade qui l'entoure. Ne bougez pas, attendez-moi. Lorsque l'employé s'approchera du terrain vague, je jetterai mon lasso. Chacun fera ensuite ce qu'il a à faire. Mais que personne ne mange le pain ; nous le partagerons chez nous, dans le ravin. Autrement, gare à vous !

Les gamins suivirent exactement les ordres du Peigne. En sortant par le trou de notre palissade, ils se séparèrent en plusieurs groupes et se dispersèrent en courant.

Le Crochet m'entraîna avec lui. Nous parcourûmes plusieurs petites ruelles. Visiblement, une seule pensée préoccupait Le Crochet : ne pas être en retard. Nous étions parmi les premiers arrivés au lieu du rendez-vous. Bientôt, toute la bande fut réunie. Le long de la palissade qui suivait l'avenue se trouvaient des arbustes, et toute la bande se cacha dans leur feuillage.

Les garçons qui devaient aider Le Peigne occupèrent le poste d'observation. Quoique la rue fût tout à fait déserte, on ne se parlait qu'à voix basse. L'attente dura longtemps. Enfin, l'employé fut annoncé. Les têtes curieuses sortirent des arbustes. En effet, au bout de l'avenue, apparut une silhouette blanche avec un panier sur la tête. Mais Le Peigne restait invisible. Les gamins se troublèrent. Sans lui, rien ne pouvait être fait.

L'employé s'approchait rapidement. Subitement, à l'autre bout de l'avenue apparut Le Peigne. La vitesse de sa marche était visiblement calculée pour que la rencontre avec l'employé eût lieu exactement en face du terrain vague. Une vive émotion me saisit. Le reste se passa comme dans un rêve. La corde avec la pierre au bout, lancée d'un geste adroit par Le Peigne, s'enroula autour des jambes de l'employé. Il tomba par terre. En un clin d'œil, les jeunes bandits sortirent de leurs cachettes, se saisirent des pains et se sauvèrent en courant à toutes jambes. L'employé, se relevant, ne vit que les talons des ravisseurs.

Le Crochet et moi, nous avions apporté au ravin chacun un pain. Tout le butin était étalé à l'entrée de la grange et Le Peigne commença le partage. Nous l'entourions en foule compacte. A cet instant, Fedka, qui n'avait pas pris part à l'expédition, s'approcha du groupe.

— Donne-moi un pain, dit-il au Peigne.

L'autre se taisait.

— Donne-moi un petit morceau, mendia Verka-la-Chèvre.

Le Peigne lui coupa un gros morceau.

— Donne-moi donc un pain, répéta à son tour Fedka avec insistance, et il tendit la main pour le saisir.

— De quoi te mêles-tu ? Tu n'étais pas avec nous, lui répondit Le Peigne.

— Ainsi, tu ne me le donnes pas de bon gré ? continua Fedka, et il enleva son long pardessus.

Plusieurs gamins, de retour de la ville et qui ne comptaient pas avoir leur part au partage, semblaient prêts à soutenir Fedka.

Mais les deux groupes se figèrent sur place lorsqu'ils comprirent qu'une bataille allait s'engager entre Le Peigne et Fedka.

Fedka commença à s'approcher du Peigne d'un pas lent, se balançant comme un ours. Le Peigne fit un bond de côté. Fedka se tourna vers lui, enfonça la tête dans ses épaules et continua à s'approcher. Subitement, la bataille éclata.

Les assistants formèrent un cercle. La force de Fedka dépassait visiblement celle de son adversaire. Il avait de larges épaules, de longs bras de singe qui cherchaient à saisir Le Peigne. Mais ce dernier était beaucoup plus adroit et plus agile.

Frémissant d'émotion, j'observai toutes les péripéties de la lutte, plein d'angoisse pour le sort du Peigne.

Bientôt, le sang coula sur la figure de Fedka. Malgré cela, on avait l'impression qu'il restait insensible aux coups que lui portait Le Peigne. Gauche et maladroit comme un poteau, il cherchait le corps à corps, voulant saisir son adversaire de ses longs bras. Mais c'est justement cela que Le Peigne évitait. Comme une guêpe il tournait autour de Fedka et lui portait des coups fréquents qui tombaient comme grêle. Fedka soufflait bruyamment et répétait sans cesse, d'une voix sourde, étranglée par la fureur :

— Non, charogne, tu n'y échapperas pas...

La bataille avait atteint le suprême degré d'acharnement; les adversaires semblaient saisis d'une atroce et sombre folie.

Le Peigne glissa et, au même instant, l'étreinte de fer des immenses bras de Fedka se referma sur lui. Fedka lui serra la tête.

— Le Peigne est fichu, dit une voix parmi les assistants.

Les deux adversaires roulèrent par terre. On voyait que Le Peigne faisait des efforts surhumains pour libérer sa tête,

mais Fedka ne le lâchait pas. En roulant l'un sur l'autre, les lutteurs s'approchaient lentement du bord du ravin.

— Non, charogne, je ne te lâcherai pas... je t'étoufferai... hurlait Fedka.

Subitement, il aperçut le ravin à quelques pas. Il comprit que, s'il ne changeait pas de position, ils se précipiteraient tous les deux dans l'abîme. Il se souleva sur un genou, rassembla ses dernières forces, prit Le Peigne à bras le corps, le souleva et le porta vers le bord du ravin.

La respiration me manqua... La perte de Peigne était certaine. Mais juste au bord du précipice, Le Peigne leva ses bras, glissa comme un serpent et, en passant entre les jambes de Fedka, se libéra de son étreinte. A peine Fedka eut-il le temps de se retourner que Le Peigne se redressa sur ses jambes et, de sa tête baissée, asséna au ventre de son ennemi un coup terrible. Fedka chancela et tomba dans le vide.

Le Peigne se dirigea lentement vers le hangar. Nous autres, nous nous précipitâmes vers le bord du ravin. Au fond, gisait Fedka, immobile.

— Faut croire qu'il est mort. Regardez, il ne bouge pas, prononça l'un des gamins.

— Vrai, on dirait qu'il est mort, confirma une autre voix.

Toute la foule dévala la pente et entoura Fedka. Il avait la tête en sang.

— Peut-être a-t-il seulement perdu connaissance?

— Il est solide, il se relèvera !

— Nous allons voir ça tout de suite, conclut Timochka, un rouquin couvert de tâches de rousseur.

Il prit une petite branche et commença de chatouiller les narines de Fedka.

— Crevé, lâcha-t-il, sentencieux.

— Il faudrait l'enterrer selon la coutume, proposa quelqu'un.

— C'est juste. Mais pour commencer, il faut laver le mort. Il faut le traîner jusqu'au ruisseau. Là, on va le baigner.

— Tête d'imbécile ! Pourquoi le baigner? Il faut le laver et après célébrer l'office des morts. On doit faire tout suivant les rites.

— C'est régulier, opina la foule.

Et les gamins s'empressèrent autour du corps, le soulevèrent et le portèrent vers le ruisseau.

« Donne-lui le repos éternel parmi les saints », retentit le cantique, chanté par le chœur des gamins. L'un d'eux prit un bâton, s'avança, imitant les gestes d'un prêtre tenant la croix, et multipliant les gesticulations et les grimaces.

Près du ruisseau, les gamins enlevèrent à Fedka sa chemise et son pantalon et, prenant l'eau dans le creux de leurs mains, l'arrosèrent copieusement.

— Ce n'est pas comme ça, observa Timochka. Vaut mieux en faire une momie, faut le dessécher.

Ayant saisi une poignée de vase et de boue, il se mit à enduire le corps de Fedka, pour le couvrir d'une croûte. Des rires fusèrent de tous côtés. Tout le monde suivit l'exemple de Timochka.

— Il faut l'enterrer dans un cercueil. Justement nous avons une caisse à la grange, faut l'amener.

— Ça servira à rien, la caisse. Il va être sec tout à l'heure et on pourra l'enfouir dans la terre tel quel. Faut seulement lui boucher le nez, la bouche et les oreilles avec de la terre glaise et célébrer après l'office des morts.

Le Crochet et moi, nous nous tenions à quelque distance, en observant avec curiosité les manipulations qu'on faisait subir au corps de Fedka. Le Crochet était plein de joie, comme tous les autres gamins ; la mort de Fedka les libérait d'un être que tous haïssaient et redoutaient.

Subitement, toute la foule se figea, immobile. Quelques secondes et cette frayeur se transforma en panique et en sauve qui peut général.

Fedka ouvrit les yeux.

Son regard s'arrêta à l'endroit où se trouvaient Le Crochet et moi. Comme hypnotisés, nous restions immobiles. Fedka gémit doucement, essaya de s'asseoir et retomba à nouveau.

Le Crochet et moi, nous partîmes en courant. Ayant remonté la pente, nous vîmes tous les autres gamins étendus sur le bord du ravin, par terre, et observant de loin Fedka.

— Il va nous en faire voir maintenant des vertes et des pas mûres.

— Gare à celui qu'il abordera maintenant, furent les premières réflexions que nous entendîmes.

Le Crochet et moi, comme les autres, nous suivîmes du regard les mouvements de Fedka. Un bon moment, il resta étendu.

Le soleil était déjà très bas, lorsque Fedka trouva assez de force pour enfiler sa chemise et son pantalon. Ensuite, il se rafraîchit à l'eau la figure et les mains. Il essaya plusieurs fois de se mettre debout, mais il retombait toujours par terre. Le crépuscule le cacha à nos regards.

Les gamins retournaient vers la grange, en échangeant leurs impressions.

— Nous sommes tous foutus, maintenant.

— Il aurait fallu, pendant qu'il respirait à peine, lui écraser la tête avec des pierres.

— T'en fais pas, ce fils de chienne aurait quand même repris ses sens !

— Et voilà maintenant, pendant la nuit, il nous coupera la gorge à tous.

De retour à la grange, je racontai au Peigne par le menu tout ce qui venait de se passer. Le Peigne paraissait fortement contusionné, il gisait sur la paille.

— Faut fermer la porte, décida Le Peigne et, aidé par les gamins, il barricada la porte avec une lourde poutre.

VI

Plusieurs jours s'écoulèrent. Fedka restait invisible. Marfouchka disparut aussi. Le bruit courut parmi les « sans-abri » que Fedka avait indiqué notre asile à la milice. Il était fort possible que ce bruit fût faux. Mais, néanmoins, après l'agression contre le boulanger, il fallait s'attendre à une descente de la milice. J'appris cette nouvelle du Crochet, un jour que nous revenions de la ville. Je me rappelle bien le jour où la chose arriva. Nous longions le rempart. Notre ravin était déjà tout près. Subitement, Fedka, qui devait se tenir caché derrière un arbre, bondit à notre rencontre. Je réussis à lui échapper. J'entendis derrière moi un cri désespéré, vite éteint. Je me retournai. A travers les feuilles jaunes,

que l'automne avait rendues rares, je vis Fedka tenant de sa main droite Le Crochet suspendu dans l'air et lui fermant la bouche de sa main gauche. Il descendit aussitôt en entraînant Le Crochet dans le fossé. Je tremblais de tout mon corps, mais je ne pouvais détacher mes yeux de la scène horrible qui se jouait devant moi... Descendu jusqu'au ruisseau, Fedka y plongea Le Crochet, le tenant debout, sans lui lâcher la bouche et commença à lui abaisser lentement la tête vers l'eau, le saisissant par les cheveux. On voyait les efforts désespérés que faisait Le Crochet pour se libérer. Fedka lâcha la bouche de sa victime et de l'autre main commença à lui baisser le cou. Le petit corps du Crochet tantôt se pliait, tantôt se redressait en sursaut. Le Crochet luttait désespérément pour sa vie... Voilà sa tête qui touche l'eau... le voilà qui se soulève. A nouveau, sa tête commença à baisser lentement et disparut sous l'eau. Elle en ressortit pour un instant et tous les alentours frémirent du dernier cri inhumain, atroce que poussa le gamin. Fedka appuya son genou sur lui. Le Crochet tomba et Fedka plongea lui-même dans l'eau jusqu'au genou.

Je me précipitai vers la grange. Respirant à peine, je m'arrêtai devant Le Peigne. Difficilement, par mots entrecoupés, je le mis au courant de tout ce qui venait de se passer.

— Maintenant, c'est clair, il n'y a rien à fiche ici... Faut filer... N'importe comment, Fedka nous rendra l'existence impossible ; il nous fichera un coup de couteau, nous prenant en embuscade, ou mettra le feu à la grange pendant la nuit... Il pourra aussi mettre les miliciens sur la piste... Faut partir, décida Le Peigne.

— Emmène-moi avec toi ? implorai-je.

— Tu penses bien que je ne peux te plaquer là, imbécile ! Viens !

Il sortit de la grange. Je le suivis.

VII

Le Peigne marcha du côté opposé à la ville, dans la direction de la gare. Celle-ci était remplie d'une foule grouillante et compacte. Les gens attendaient assis sur les

bancs, sur les tables, sur leurs bagages. La plupart attendaient sur le quai. Ils y passaient des jours et des nuits. Les trains se trouvaient bondés à un tel point qu'il était presque impossible de pénétrer dans les voitures.

Le Peigne sut, je ne sais comment, se frayer un chemin à travers cette cohue indescriptible et pénétra jusqu'à la salle d'attente. J'étais sur ses talons. Dans la salle d'attente, il rôda pendant un certain temps autour des voyageurs et me glissa enfin :

— Tu vois, là, une vieille avec une fillette ? Elle a un paquet. Je vais occuper la vieille, toi, tu chiperas le paquet et tu fileras vite dans la cour, vers la porte de sortie ; attends-moi là.

Le Peigne n'avait pas à répéter ses ordres ; j'accomplis avec célérité et précision ses instructions. Avec le paquet volé, je sortis de la salle d'attente, sans attirer l'attention et j'attendis Le Peigne à la porte.

— Bien travaillé, déclara-t-il.

Ayant quitté la cour de la gare et après avoir contourné un coin, il défit le paquet. On y trouva une somme d'argent assez importante, deux billets de chemin de fer pour Moscou et quelques victuailles.

— Maintenant nous voilà équipés pour prendre le train pour Moscou... allons l'attendre ! décida Le Peigne.

Et nous nous dirigeâmes vers le quai. On entendit de la salle d'attente les cris de la vieille que nous avions délestée de son paquet :

— Oh ! les bonnes gens ! On m'a volé mon paquet, le paquet avec mon argent et les billets pour Moscou où je voulais ramener ma petite fille ; que vais-je faire maintenant ?

Les plaintes de la vieille ne nous touchaient nullement. J'étais même content, surtout parce que je voyais la satisfaction du Peigne.

Le train s'avança. C'était un long convoi, vide, uniquement des wagons pour marchandises. Une bousculade indescriptible se produisit sur les quais. Les gens s'élançaient vers les wagons, essayaient de s'y hisser, se poussaient en se piétinant, perdaient leurs bagages et leurs proches. Le Peigne et moi, nous réussîmes à monter dans un wagon. Il était plein à craquer.

— Ferme donc les portes ! cria un soldat, et quelques voyageurs tirèrent la lourde porte.

On fit probablement de même dans d'autres wagons. Ceux qui avaient réussi à y pénétrer tâchaient de se défendre contre la foule qui s'agitait sur le quai et d'où montaient des cris, des jurons et des supplications.

Du dehors on cognait aux portes avec des bâtons, avec les poings. Mais les heureux occupants des wagons n'y prêtaient aucune attention. Alors, plusieurs de ceux qui restaient sur les quais grimpèrent sur les toits des wagons ; d'autres se cramponnèrent aux tampons. Un sifflet retentit et le train s'ébranla. Lorsqu'il fut sorti de la gare, on entr'ouvrit les portes des wagons, et les voyageurs s'installèrent. Le Peigne et moi, nous trouvâmes une place dans un coin.

Dans notre wagon il n'y avait que deux ou trois femmes : une avec un petit nourrisson sur les bras, une autre avec une fillette de cinq ans environ.

Au milieu du wagon se trouvait un poêle en tôle, et les voyageurs se concertaient sur la manière à se procurer du bois de chauffage. C'était fort difficile, sinon impossible. Il fallait fermer les portes à l'arrivée à chaque gare pour se préserver contre l'assaut de la foule qui attendait le train.

Le froid commençait à se faire sentir. On disait qu'à Kharkov il régnait un froid très violent. Moi, j'éprouvais une sensation de bien-être. Jamais, pendant toute la période de mon vagabondage, je n'avais encore senti cette calme et imposante sécurité. La nuit vint. Tout le wagon dormait. Ma pensée s'envolait du passé récent vers l'avenir inconnu. Des images fantastiques se formaient dans mon cerveau. Mon imagination, que la peur, la lutte pour un morceau de pain avaient plongée jusque-là dans la torpeur, se réveillait. Les images de ma mère et de mon père se dressaient devant moi, comme vivantes. Les larmes me coulaient, et une immense pitié de moi-même m'envahit... Je ne sais comment je glissai dans le sommeil.

Je fus réveillé par des cris et des coups violents frappés du dehors contre les parois de notre wagon. Le train était arrivé à Kharkov. Une partie des voyageurs commença à débarquer sur le quai. La foule de ceux qui attendaient le train

grimpa dans le wagon à leur place. A nouveau, des cris pour faire fermer les portes ; mais ce n'était pas facile.

Une bataille se livrait devant les portes du wagon. Les occupants du wagon repoussaient les assaillants ; ceux qui étaient sur le quai s'efforçaient de tirer dehors les voyageurs qui se tenaient le plus près de la porte. Les deux groupes rivaux tiraient ainsi sur un soldat d'un côté par les pieds et de l'autre par les bras. Enfin, ceux du dehors furent les plus forts et le firent tomber sur le quai. On put aussitôt fermer la porte.

Le froid pénétrait du dehors dans le wagon. Recroquevillé sur moi-même, je me pressais contre Le Peigne.

— Tu vas te réchauffer avec ça tout à l'heure, me dit Le Peigne, et il me donna un morceau du pain qu'il retira du paquet volé.

Après avoir mangé, je sentis moins le froid. Il était d'ailleurs probable qu'après la fermeture des portes, la chaleur dégagée par toute cette foule entassée s'accumulerait dans le wagon. Dehors, régnait un froid intense.

Après un arrêt prolongé, notre train se remit en marche. Je ne pouvais plus dormir. Un cri effrayant, venu du toit du wagon, me tira de ma rêverie.

— Je gèle, mes bonnes gens... laissez-moi descendre dans le wagon.

Personne ne fit attention à ces supplications. Les cris tantôt reprenaient, tantôt cessaient.

— On n'a pas idée de monter sur le toit. Faudrait comprendre ça, disait quelqu'un dans l'obscurité.

— C'est naturel, c'est à cause de l'absence d'instruction ou possible pour spéculation, opina une autre voix, sentencieuse.

Soudain, le train stoppa entre deux stations. Les voyageurs ouvrirent les portes. Un tableau d'une rare splendeur apparut à nos yeux : tout était couvert de neige. De l'autre côté des voies commençait une grande forêt ; de grands arbres se balançaient doucement sous leur magnifique manteau blanc. La lune versait sur tout le paysage sa clarté bleue.

Plusieurs voyageurs, profitant de l'arrêt inattendu et n'ayant pu descendre aux stations pour leurs besoins naturels, sautèrent sur la voie. La femme qui était accompagnée de la petite

Pacha, fillette de cinq ans, en fit autant. A nouveau, du toit du wagon, retentit la voix suppliante :

— Mes frères camarades... laissez-moi entrer... toute ma vie je vous revaudrai ça en prières pour vous, je suis glacé, je meurs de froid...

— Laissez-le donc entrer ; on ne peut laisser mourir un homme devant nous comme ça, fit la femme qui portait le nourrisson sur les bras.

— Descends donc, autorisa une voix.

En un instant, essoufflé et respirant bruyamment, pénétra dans le wagon un petit homme barbu ; il réussit à introduire avec lui un sac de farine. Ce sac déplut à tout le monde. D'autant plus que l'homme écrasa le pied de quelqu'un avec son talon.

— Je vais t'apprendre à pousser comme ça !

Mais le petit homme, qui était il y a quelques instants suppliant et soumis, changea brusquement de ton aussitôt installé.

— En voilà un général, pour commander, fit-il. Ne pousse pas ! Avez-vous vu ça ? T'aurais mieux fait de prendre une auto ou une locomotive express pour toi tout seul...

— Tu n'as qu'à la fermer... grommela quelqu'un.

— Faudrait flanquer dehors ta race de spéculateurs et de mercantis, ajouta à son tour un ouvrier.

— Mais moi, quoi ? Je dis rien. Vous avez tort, camarade, de parler des mercantis. Cela n'a rien à voir ici, marmonna le petit barbu devenu soudain conciliant.

Le train se remit brusquement en marche, d'une manière aussi inattendue qu'il s'était arrêté. Les voyageurs descendus, surpris, couraient pour remonter dans leurs wagons, déjà en marche.

La mère de la petite Pacha ne réussit pas à le faire à temps. Lorsqu'elle remonta sur le talus, le train marchait déjà à toute vitesse. La malheureuse courait le long de la voie, mais les wagons la dépassaient et nous n'entendîmes que son cri désespéré.

— Pacha ! Ma petite Pacha !

Le cri, de plus en plus étouffé par la distance, cessa de se faire entendre brusquement.

Cet incident provoqua des commentaires parmi les voyageurs ; la petite Pacha pleurait et appelait sa mère.

— Faudrait remettre la petite aux autorités à la prochaine station... La mère va y accourir, la chercher, proposa une voix du coin.

— Quel est l'imbécile qui parle d'autorités? répliqua une autre voix.

— Penses-tu qu'une femme pourra courir dans la neige, avec ce froid? Elle est vêtue légèrement, uniquement de sa robe ; jusqu'à la prochaine station, il y a peut-être une bonne vingtaine de verstes, ajouta de son côté le petit homme barbu.

Mais tout le monde se dressa contre lui à cause probablement de son sac de farine.

— En voilà une tête d'andouille ! Est-ce qu'on meurt tout de suite du froid comme ça?

— Tu n'a rien trouvé de plus intelligent à dire? Tire donc ton sac plus près du mur. Tu ne vois donc pas que tu gênes les gens? En voilà un qui ne comprend pas qu'à sa place il n'a qu'à se taire...

— Mais moi, je ne dis rien, c'est en général seulement... c'est mon raisonnement que j'explique... quant au sac... je l'enlèverai, pourquoi pas... s'empressa le petit barbu.

Enfin on décida de débarquer la petite Pacha à la prochaine station et de la confier à l'administration. Mais on ne put y réussir. Une foule de gens affolés qui attendaient le train se jetèrent sur les portes des wagons. Il fallut à nouveau lutter contre l'assaut. Celui qui, parmi les défenseurs du wagon, s'agitait le plus, c'était le petit homme barbu qu'on avait sauvé du froid. Il avait enlevé une de ses bottes aux talons et semelles ferrés et cognait avec cette arme sur la tête des assaillants.

Ainsi, on ne put réussir à débarquer la petite Pacha. Force était de la garder et de l'emmener plus loin. Bientôt, elle s'endormit et tout le monde s'en désintéressa.

Nous mîmes plus de deux jours et deux nuits pour atteindre Moscou. J'ai gardé encore un souvenir de ce voyage : je souffris beaucoup de la soif.

Je me rappelle bien l'instant où le train s'arrêta à la dernière station avant Moscou. Il resta en station longtemps

à cause du contrôle des pièces d'identité des voyageurs.

Deux agents de la G.P.O.U. entrèrent dans notre wagon. Des soldats armés montaient la garde dehors. Les agents confisquèrent le sac de farine du petit homme barbu. Il les suppliait de mille façons de ne pas causer sa perte, il jurait tous les dieux que ses enfants mourraient de faim à la maison. Les agents le traitèrent de « spéculateur ». Lorsqu'on tira son sac sur le quai, le petit bonhomme, rendu furieux, appela les agents « voleurs ». Alors, on le débarqua et on l'arrêta.

Ni Le Peigne, ni moi n'avions aucune pièce d'identité.

— Où allez-vous? demanda un des agents au Peigne.

— Chez notre père... Il est dans la milice à Moscou, à Presnia...

« Notre mère est morte, et voilà, c'est l'oncle qui nous a fait partir, expliqua Le Peigne.

— Eh, camarade ! cria l'agent à l'autre, ne se décidant visiblement pas à nous laisser passer, voici deux gars, ils vont chez leur père, sans documents... Le père est à la milice.

— Qu'ils passent, déclara l'autre.

Ainsi, nous arrivâmes à Moscou.

A l'arrivée tous les voyageurs étaient si absorbés par leurs propres soucis que personne ne pensa à la petite Pacha.

— Maman, Maman ! commença-t-elle à crier...

Le Peigne et moi, nous nous dirigeâmes vers le buffet de la gare.

VIII

Le gardien du buffet de la gare, qui était à la porte, ne nous laissa pas entrer, tant nos vêtements étaient sales et déchirés.

Nous sortîmes sur la place de la gare. Les lampadaires électriques l'inondaient de leur lumière ; les tramways et les automobiles y défilaient sans arrêt et une foule immense s'écoulait et se renouvelait sans cesse par les rues adjacentes. Sur les grandes maisons qui la bordaient flamboyaient les feux multicolores des panneaux de publicité... Il me semblait être dans un pays de rêve !

Brusquement, Le Peigne se mit à courir très vite ; je le suivis. Il s'arrêta dans une rue peu éclairée. Là, il m'expliqua qu'ayant aperçu un milicien, il s'était enfui de peur que nos vêtements en lambeaux n'attirent son attention. Il était nécessaire de nous en procurer d'autres, sous peine d'être arrêtés et expulsés de Moscou. Nous passâmes dans un terrain vague et nous nous installâmes pour la nuit près d'un amas de pierres.

Dans le petit paquet que nous avions volé à la vieille femme se trouvait une grande quantité de billets de banque que Le Peigne semblait vouloir partager avec moi. Le matin nous sortîmes frigorifiés de notre repaire ; nous arrivâmes, je ne sais comment, au marché où Le Peigne acheta du pain pour nous deux. Il marchanda ensuite de vieux habits pour lui et pour moi. N'en trouvant pas de notre taille (ils étaient tous trop grands), le marchand nous proposa d'aller chez lui où il en avait un stock. En cours de route Le Peigne lui raconta toutes sortes d'histoires sur notre arrivée à Moscou ; le vieillard l'écoutait avec compassion. Il nous indiqua l'adresse d'un asile de nuit où nous pourrions passer la nuit jusqu'à ce que nous retrouvions notre père qui était dans la milice. Le vieillard dressa l'oreille lorsque Le Peigne sortit son argent.

— Et d'où vient cet argent ?

Le Peigne expliqua que c'était notre grand'mère qui nous avait chargé de le remettre à papa. Finalement nous sortîmes du logement du vieux marchand ayant du linge propre et vêtus d'habits bien chauds quoique reprisés et un peu trop grands pour nous.

J'ai gardé peu de souvenirs du temps que j'ai passé à Moscou. Nous couchions dans un asile, toujours en payant nos places. Nous avions été au bain. Nous nous ravitaillions au marché. Mais, tandis qu'un de nous deux faisait les achats avec l'argent de la vieille, l'autre volait quelque chose prestement et, de cette façon, nous étions amplement pourvus.

Une fois nous nous trouvâmes en face des grands magasins de « torgsine ». Les vitrines étaient chargées de toutes sortes de produits coûteux : dans l'une étaient exposées des friandises variées, dans d'autres des bicyclettes, des motocyclettes et beaucoup d'autres objets intéressants. Une foule contem-

plait ces merveilles, certains flânaient, d'autres se plaignaient de ce que seuls les étrangers et ceux qui avaient de l'or, les capitalistes, pouvaient acheter au « torgsine ».

Un jour, errant à travers la ville, nous arrivâmes au mausolée de Lénine. Pour y entrer, quelques personnes faisaient la queue. Une vieille femme répétait pieusement tout haut :

— Le bon Dieu nous a fait la grâce de pouvoir vénérer la dépouille de Lénine. On dit qu'il semble tout vivant dans son cercueil, la putréfaction ne l'atteint pas. Sa vie devait être bien sainte. On l'appelle momie maintenant. Mon fils m'a fait venir par dépêche du kolkhoz à Kremlin, il est dans la garde ; il veille sur les chefs du Gouvernement, pour que les impérialistes et les Anglais ne les fassent pas mourir. Je suis arrivée à Moscou voulant aller entendre la messe à la cathédrale du Saint-Sauveur, mais mon fils m'a dit qu'elle était détruite depuis longtemps par ordre du Gouvernement. « Il plaisante », pensais-je, mais en arrivant sur place, j'ai vu moi-même, de mes propres yeux vu, que c'était la vérité. C'est alors que j'ai résolu de venir vénérer la châsse d'Ilyitch, mais à ce qu'il paraît, il est défendu d'y mettre des cierges.

Quand on nous laissa entrer au mausolée, la vieille se mit à se disputer avec les gardiens, soldats de l'armée rouge, qui ne lui permettaient pas de baiser, en signe de vénération, la caisse où gisait le cadavre de Lénine.

— En voilà des oiseaux, c'est pas pour voler que je suis venue, vous n'allez pas défendre aux gens de faire leurs dévotions.

La vieille fut chassée brutalement. Nous la suivîmes, car elle nous intéressait beaucoup plus que le cadavre.

Mais le temps de notre vie heureuse touchait à sa fin. Un événement en effet allait changer brusquement toute notre situation.

Nous nous trouvions un jour dans la rue de Loubianka, en face de la grande maison de la G.P.O.U., lorsque tout à coup une détonation retentit. Tout le monde se mit à courir, nous suivîmes le flot. Nous nous arrêtâmes avec la foule. Plusieurs personnes prétendaient que le coup avait été fait par les Blancs [1].

1. Explosion à la G.P.O.U., en 1932.

Brusquement la foule fut entourée par la garde de la G.P.O.U. et on nous emmena dans une cour où allaient et venaient des pompiers ; une fumée noire sortait des fenêtres de la maison.

Le Peigne et moi, avec d'autres personnes, nous fûmes descendus dans une cave et mis dans un cachot. Quelques jours plus tard on nous fit conduire chez le juge d'instruction, un homme aux lunettes foncées, assis devant une table. Il nous demanda notre nom, notre adresse, qui étaient nos parents... Je répondis, en m'embrouillant, faisant passer mon père tantôt pour un milicien, tantôt pour un cordonnier. Le juge d'instruction ne semblait pas nous croire. Il ordonna ensuite de faire venir un vieillard en pelisse.

— N'était-il pas avec vous quand vous vous êtes sauvés du lieu de l'explosion ? nous demanda-t-il.

Nous répondîmes que nous ne le connaissions pas.

On fit sortir le vieillard et le juge d'instruction nous dit qu'il nous rendrait la liberté si nous nous rappelions que le vieux était avec nous pendant la fuite. On nous reconduisit de nouveau dans un cachot où étaient déjà des femmes et des enfants ; beaucoup parmi eux pleuraient. Une fois par jour on nous donnait à manger, mais on ne nous laissait pas sortir.

Plusieurs jours après on nous conduisit à nouveau chez le juge d'instruction ; notre vieillard appuyé contre le mur y était déjà. Le juge d'instruction lui ordonnait, en criant, d'avouer quelque chose.

— Vous le reconnaissez ? demanda-t-il.

Nous souvenant sa promesse, nous dîmes :

— Oui.

Alors le juge ordonna de nous mener dans la chambre 27.

Deux gardiens nous poussèrent le long d'un couloir, en bousculant le vieillard pour qu'il aille plus vite. Sa grosse et longue pelisse l'empêchait de marcher facilement, mais on ne lui permettait pas de la quitter. On nous fit monter et descendre des escaliers, tourner à droite et à gauche avant d'arriver à la chambre 27. Là se trouvait un autre juge d'instruction en uniforme militaire, qui commença à gronder le vieillard en l'appelant « intellectuel ».

— Pourquoi nies-tu, « poupée du diable », tu vois, voilà des

témoins qui t'ont vu. Le malheureux vieillard répondit qu'il n'était pas coupable.

Après avoir téléphoné, le juge d'instruction ordonna de nous conduire à la chambre 15. On nous fit encore traverser une série de couloirs et d'escaliers. Le vieillard ne pouvait plus respirer, il tomba, on le traîna alors par les bras.

Dans la chambre 15 nous fûmes aimablement reçus par une jeune femme qui conseilla vivement au vieux d'avouer sa faute.

— Pourquoi me martyrisez-vous? dit-il.

Je n'ai jamais su ce qu'est devenu le vieillard ni de quel crime il était accusé.

Quant à nous, on nous fit sortir dans une cour et on nous fit monter dans une auto fermée.

Nous roulâmes très longtemps et, quand l'auto s'arrêta, nous vîmes, en sortant, une grande palissade avec un écriteau : « Maison d'enfants d'étape. »

Notre gardien sonna, un homme nous ouvrit, nous fit traverser une grande cour et nous amena devant un grand bâtiment en bois. Il ouvrit la porte avec une clé, nous ordonna d'entrer et la porte se referma sur nous.

La « Maison d'enfants » était entourée d'une barrière en barbelés. L'imagination humaine est incapable de se figurer l'horreur du lieu où nous nous trouvions. L'existence dans la grange, au « ravin des Brebis », comparée à cette institution, était un véritable paradis. Dans le passé, le local de la « Maison d'enfants » servait, probablement, d'écurie. L'air et la lumière dans la journée n'y pénétraient que par quelques petites fenêtres. Même le jour une demi-obscurité y régnait. Il n'y avait pas de plancher : simplement de la terre battue. Les « sans-abri » détenus ici ne recevaient ni foin ni paille pour se coucher. Ils étaient forcés de satisfaire leurs besoins naturels dans un coin du local.

On ne les laissait sortir dans la cour qu'une fois par jour, pendant une demi-heure environ, et cela, en principe, pour leur distribuer la nourriture ; chacun des « sans-abri » recevait à la porte un petit morceau de pain et un bol d'eau chaude. Mais ce n'étaient que les premiers qui obtenaient de l'eau vraiment chaude, les seaux où on la puisait se refroidis-

saient vite, en raison du froid. Il va de soi que l'eau chaude revenait toujours à ceux qui étaient les plus âgés, les plus forts. Il se livrait des batailles acharnées pour obtenir les meilleures places dans le tour de distribution.

Les batailles entre les « sans-abri », les plus forts frappants les plus petits et les plus faibles, représentaient un incident quotidien et presque permanent.

Dans l'écurie qui portait le nom de « Maison d'enfants », régnait une atmosphère irrespirable et nauséabonde au dernier degré. Nous ignorions pendant combien de temps devait durer notre détention dans ce taudis.

Le soir je ne quittais pas Le Peigne d'une semelle : je craignais de le perdre dans l'obscurité ; le vacarme était tel qu'il ne m'aurait peut-être pas été possible de le retrouver même dans la journée ; il n'aurait pu entendre mes appels.

Dans l'écurie, pendant la nuit où nous fûmes amenés, se trouvaient enfermés au moins cent enfants « sans-abri ».

A l'heure tardive de la nuit, où nous arrivâmes, tous dormaient. Nous fûmes obligés de nous coucher aussitôt rentrés : il était impossible d'avancer, les corps des détenus couvrant tout le sol.

XI

Je ne saurais dire combien de semaines je suis resté dans la « Maison d'enfants », car j'avais perdu toute notion de temps. Pendant le séjour dans ce lieu infernal, un épisode est resté gravé dans ma mémoire.

Par instinct de conservation, les fillettes détenues avec nous se tenaient ensemble comme un petit troupeau. Une fois, malgré le bruit, les cris et les jurons qui remplissaient l'air, un cri d'enfant couvrit les autres voix. La lumière du jour ne s'était pas encore tout à fait éteinte et je vis bientôt plusieurs grands gamins traînant par terre une fillette vers un coin. De ce coin partirent des cris atroces coupés de silences... On la violait.

Le lendemain les « sans-abri » s'amassèrent, en foule curieuse, devant ce coin. La fillette y gisait sans mouvement et,

peut-être, se mourait. Je crois que c'était ainsi, puisqu'elle ne sortit pas pour la distribution de pain. Elle resta dans l'écurie également lorsque, tard dans la soirée, on nous fit tous sortir dans la cour. Un homme nous annonça qu'on nous conduirait à la gare pour nous expédier dans les pays chauds, où l'on nous distribuerait des vêtements et où on nous nourrirait bien. Mais cet homme nous avertit que, si nous poussions des cris dans la rue ou si quelqu'un d'entre nous essayait à s'évader, nous serions tous ramenés ici au « poste d'étape » et nous y serions enfermés à jamais.

Cette menace était inutile. Nous étions remplis de joie à la pensée que nous allions quitter le lieu de notre détention, voyager dans le train, et qu'à l'avenir il y aurait du pain.

Le même homme nous dit qu'on allait nous distribuer à chacun une ration supplémentaire de pain comme viatique pour notre voyage. Il nous conseilla de ne pas manger ce pain, et de le conserver pour le voyage, puisqu'en route nous ne serions pas nourris.

Ce dernier conseil, bien entendu, ne fut pas suivi ; nous avions tous trop faim et chacun mangea sa provision.

On nous rangea en colonne et, après nous avoir entourés d'une escorte de soldats, on nous fit suivre des rues endormies.

Se rappelant la menace, les « sans-abris » suivaient leur chemin sans prononcer une parole. On évita de nous faire passer par la ville. On nous fit prendre une route détournée par les faubourgs, les terrains vagues, pour éviter de traverser Moscou, ceci probablement pour rendre l'évasion plus difficile et, surtout, pour ne pas attirer l'attention des habitants sur nous.

On nous fit marcher longtemps. L'automne était très froid. Je me souviens que parmi nous il y en avait qui n'avaient pas de chaussures et qui marchaient dans la neige pieds nus. Je me rappelle aussi que Le Peigne et moi, nous nous trouvions à la fin de la colonne et que devant nous marchait une gamine un peu plus âgée que moi ; une autre, toute petite, la suivait ; elle se tenait par la jupe de son aînée, comme si elle cherchait et trouvait ainsi une protection.

X

On nous amena à la gare de marchandises. Un long train de marchandises s'y trouvait. Les deux derniers wagons étaient vides et l'on nous y entassa. On verrouilla les portes du dehors et le train se mit en marche. Dans le wagon il faisait si sombre qu'il était impossible de distinguer son voisin. On se trouvait tellement à l'étroit que l'on ne pouvait que s'accroupir. Les « sans-abri » gardaient le silence. Peu à peu l'air commença à manquer, nous respirions à peine. On découvrit une petite fenêtre et ceux qui se trouvaient près d'elle, la brisèrent. On put mieux respirer ; mais le froid commença à pénétrer dans le wagon. Les parois et le plancher du wagon paraissaient brûlants de froid. Mais il n'y avait personne pour écouter nos plaintes. Le train marchait sans s'arrêter, brûlant les stations. La torture du froid nous empêchait de dormir. Bientôt à cette souffrance s'en joignit une autre, celle de la faim. Mais chacun de nous observait le silence. On n'entendait que le bruit rythmé des roues sur les rails.

Des heures passèrent ainsi. Soudain, le train s'arrêta. Les « sans abri » sortirent de leur torpeur. Comme sur un commandement ils se mirent à frapper à coups de poings les portes du wagon avec une brusque frénésie. Personne ne répondait du dehors.

— Camarades ! le train s'est arrêté dans les champs, cria la voix du gamin qui occupait la place près de la fenêtre.

Un silence se fit.

— On veut nous faire frigorifier ! dit quelqu'un.

— Ils vont nous laisser geler !

Le train se remit en marche. Les « sans-abri » se tenaient maintenant debout.

L'intérieur du wagon présentait un tableau étrange et terrifiant : pour ne pas geler nous courrions constamment en passant les uns entre les autres. Un cri retentit à côté de moi : un gamin, à bout de forces, tomba sur le plancher et on marcha sur lui. Visiblement, il n'avait pas de force pour se sou-

lever, on entendait son cri se répéter chaque fois que quelqu'un le piétinait. Je marchai aussi sur son ventre et il poussa une fois de plus un cri perçant qui n'avait rien d'humain.

La soif me torturait... A travers la petite fenêtre commença de pénétrer la lumière du jour naissant. Les « sans-abri », comme un troupeau de moutons épuisés par la fatigue, restaient debout, en tas, se balançant d'un côté à l'autre, au gré des secousses du wagon.

Le train s'arrêta à nouveau parmi les champs. On détacha la locomotive qui partit, seule, jusqu'à la prochaine station pour faire sa provision d'eau et de bois de chauffage. Il était probablement ordonné de ne pas amener les wagons devant la gare, pour ne pas ameuter les voyageurs.

Et, bien que personne ne pût nous entendre dans les champs, les cris des enfants réclamant de l'eau et du pain retentirent à nouveau dans les wagons. Cris vains qui demeurèrent sans réponse !

Bientôt le train se remit en marche... Tout ce qui suivit, je ne le perçus que comme dans un brouillard. C'était un tourbillon de souffrance. Je me souviens que plusieurs des « sans-abri » gisaient déjà sans mouvement. Plusieurs autres se trouvaient assis sur eux. Je me rappelle qu'un gamin essayait en s'agrippant au mur avec ses mains, de se hisser. Peut-être le rêvais-je : il est fort possible aussi qu'il fût devenu fou.

Je me rappelle vaguement qu'à un moment donné je vis la silhouette du Peigne qui restait près de la porte ; il me sembla qu'il pleurait. Mais tout cela m'était déjà égal. La limite de résistance était dépassée... Lors des arrêts du train on n'entendait plus de cris. Les wagons semblaient ne plus contenir un seul être vivant. Je ne sentais plus rien...

XI

Lorsque je repris mes sens, je ne pus, pendant longtemps, me rendre compte en quel lieu je me trouvais, ni ce qui m'arrivait.

Il me semblait être au paradis, je croyais faire un rêve.

J'étais bien au chaud. J'étais étendu sur une couche moelleuse. Un soleil très clair inondait la pièce de sa lumière.

Je ressentais un tel bien-être que je fermais les yeux, de peur de faire disparaître ces sensations ; je voulais prolonger le rêve. Je m'endormis probablement aussitôt.

A mon réveil, le même tableau se renouvela. A nouveau le soleil. A nouveau la sensation de douce chaleur. Je m'assis sur le lit et je me mis à regarder autour de moi.

Des grandes personnes, des enfants aussi, étaient couchés dans la pièce. Plusieurs parlaient entre eux à voix basse. D'après leurs conversations je compris que je me trouvais à l'hôpital.

Je ne sais de quel mal, ni pendant combien de temps j'avais souffert. Je me souviens seulement que dès l'instant où je repris connaissance, je me sentis guéri. Je n'éprouvais qu'une grande faiblesse et j'avais faim constamment.

A l'hôpital municipal où je me trouvais, les malades, en réalité, n'étaient soumis à aucun traitement. Beaucoup en sont morts. Chaque jour un médecin visitait la salle. Mais que pouvait-il faire en l'absence de tout médicament ?

Tous les malades étaient nourris de la même façon : le matin du thé avec un morceau de sucre ; à midi, l'eau chaude qui portait le nom de soupe avec un petit morceau de pain noir et de la purée de pommes de terre ; vers six heures du soir, la même purée de pommes ou le bouilli de sarrazin. Moi, je trouvais cette nourriture excellente, mais les malades s'en plaignaient. Je me souviens qu'on incriminait surtout le directeur de l'hôpital, qui venait de temps en temps avec le docteur. C'était un ancien infirmier du même hôpital, un homme d'une quarantaine d'années, très gros et d'un aspect imposant. Il précédait toujours le docteur qui était de petite taille et avait l'air effrayé. Une infirmière les suivait. Le directeur de l'hôpital s'arrêtait, on ne sait pourquoi, devant certains malades et demandait :

— Quelle maladie ?

C'est le docteur qui répondait parfois à cette question ; d'autres fois, c'était l'infirmière que le directeur interrogeait et c'est elle qui lui disait, en latin, le nom de la maladie ; le

docteur le répétait, après elle. Sans aucun doute le directeur ne comprenait rien à ce qu'on lui disait.

Les malades adultes se plaignaient au directeur de la nourriture et de ce qu'on ne leur faisait aucun traitement. Le directeur répondait toujours à ces plaintes par la même phrase :

— Camarade, ayez patience. On va examiner votre affaire au Comité.

De quel « Comité » parlait-il, nul ne le savait. Son départ était aussi grave et aussi protocolaire que son arrivée. Après son départ, les malades se mettaient d'habitude à lui lancer des invectives de toutes sortes.

Pendant le reste du temps, aucun membre du personnel n'entrait dans la salle, sauf le vieillard, presque impotent, qui distribuait la nourriture.

Si un malade mourait, le corps était emporté par le même vieillard et un soldat, portier de l'hôpital évidemment, puisqu'un jour le directeur, qui lui demandait quelque chose, l'appela « camarade portier ».

Je dois ajouter, si étrange que cela puisse paraître, que pendant mon séjour à l'hôpital, je ne pensais presque pas au Peigne. Son absence ne me chagrinait pas du tout. Je m'explique cette indifférence par le changement apporté en moi par la maladie elle-même. Je me trouvais, en outre, dans une nouvelle ambiance qui absorbait toute mon attention.

Je parlais avec quelques-uns des malades, et, lorsqu'on me demandait qui j'étais, je répondais que j'étais orphelin et que mon père était cordonnier. Je me souvenais du conseil du Peigne et je le suivais. Mais chaque fois que je répondais ainsi, j'éprouvais une sorte de malaise et je me sentais coupable à l'égard de mon père.

Le soir, avant de m'endormir, je pleurais souvent en songeant à ma vie passée, mais je ne pensais pas à l'avenir. Ce problème n'existait pas pour moi. Il se posa lorsque j'entendis dire par mon voisin, mécanicien de chemin de fer, que moi et les autres enfants se trouvant à l'hôpital, nous serions probablement placés dans une « Maison d'enfants ». Mon voisin était un homme bon et lorsque sa femme venait le voir et lui apportait quelques victuailles, il m'en donnait

toujours. Mais son allusion à la « Maison d'enfants » me remplit d'effroi. Dans mon idée, toutes les « Maisons d'enfants » devaient être de sombres et froids hangars semblables à celui où j'avais été enfermé à Moscou et où, pour toute nourriture je ne recevais qu'un petit morceau de pain avec un bol d'eau.

Je décidai donc de m'enfuir de l'hôpital le plus tôt possible.

XII

Ce fut le lendemain, si je me souviens bien, que, pendant sa visite, le directeur s'arrêta devant moi et posa à mi-voix une question au docteur, question que je n'entendis pas. Le docteur dit alors quelque chose à l'infirmière ; elle me mit un thermomètre et me palpa le pouls. Puis, ils se retirèrent tous, mais, au bout de quelque temps, l'infirmière revint pour me dire de m'habiller.

Ma première pensée fut qu'on allait, incontinent, m'emmener à la « Maison d'enfants ». En effet, l'infirmière me conduisit dans une petite pièce, où il y avait une baignoire. Un autre gamin, paraissant âgé de neuf ans environ, habillé d'une chemise toute noire de crasse et d'un pantalon noir, s'y trouvait déjà. Une jambe de sa culotte était longue, l'autre n'atteignait même pas le genou.

— Tenez, lavez-vous dans la baignoire. Toi, je vais t'apporter d'autres vêtements, dit-elle à mon camarade, en donnant à chacun de nous un tout petit morceau de savon.

Mes vêtements étaient aussi sales et déchirés, mais j'avais quand même un pardessus et des bottes, il est vrai que, pour celles-ci, elles ne chaussaient jamais que mes pieds nus, et qu'elles étaient percées en plusieurs endroits.

Restés seuls, nous nous regardâmes attentivement.

— Étais-tu dans le wagon de Moscou ? questionnai-je le premier.

— Oui, j'y étais.

— Tu as failli geler ?

— Oui.

— Tu étais détenu dans la « Maison d'enfants », à Moscou ?

— Oui.

— Ici, également, on veut nous mettre dans une « Maison d'enfants ». Faut nous sauver.

Le gamin se gratta derrière l'oreille et répéta :

— Faut nous sauver.

— Comment t'appelles-tu ?

— Petka.

— Allons nous laver.

Nous nous déshabillâmes avec précipitation et entrâmes en même temps dans la baignoire. L'eau était à peine tiède et nous avions peur de nous y aventurer. Je me frottai avec du savon. Petka suivit mon exemple. Mais la croûte de crasse épaisse qui couvrait nos corps ne voulait pas partir. D'ailleurs, le savon fut vite usé.

Pendant un moment, nous remuâmes bras et jambes dans l'eau puis nous sortîmes de la baignoire. Nous n'avions rien pour nous essuyer.

— On pourrait arracher le chiffon de la fenêtre, proposa Petka, en montrant le rideau poussiéreux accroché à la fenêtre.

Après l'avoir enlevé, nous le déchirâmes en deux morceaux avec lequel nous nous essuyâmes, puis nous le jetâmes sous la baignoire. Ensuite, nous nous habillâmes.

L'infirmière entra, portant un tas de vêtements sous les bras.

— Voilà... avec ça tu auras plus chaud... attache les caoutchoucs à tes pieds avec de la ficelle, dit-elle à Petka.

Et elle ajouta :

— Aussitôt habillés, vous monterez chez moi, au troisième ; je vais vous conduire à la « Maison d'enfants ». Là, on vous donnera d'autres vêtements.

— Ça y est. Filons maintenant ! dis-je, lorsque l'infirmière fut retirée.

A. POUSINO

(A suivre.)

LA MENACE ALLEMANDE ET LE FRONT DE LA PAIX

De 1935 à 1938, l'entreprise de destruction des traités que l'Allemagne a poursuivie avec une implacable méthode n'a rencontré que des velléités de résistance et ne s'est heurtée à aucune organisation sérieuse. Ce n'est pas que les avertissements aient manqué. Je me souviens d'avoir, au mois de février 1938, avant l'Anschluss, avant le démembrement et la conquête de la Tchécoslovaquie, montré à la Chambre que les buts de l'Allemagne étaient progressifs mais illimités, qu'elle se servirait partout de la question des minorités comme d'un explosif et que si l'on n'opposait pas un barrage immédiat à ses entreprises nous risquions de voir toutes nos positions débordées. Cette prophétie était facile à faire et s'est réalisée point par point. Ce n'est pas le lieu ici de rechercher la part que diverses causes ont eue dans ces regrettables effets. La crise politique intérieure par où nous sommes passés en 1936 n'explique pas tout. Il faut remonter plus haut. Nous avons considéré les traités non pas comme des réalités qu'il faut défendre, mais comme des abstractions théologiques. On a cru que la sécurité collective suffirait à elle seule à nous garantir contre toute surprise. Si l'on avait mieux su la langue française — mais on la parle si mal dans les Assemblées internationales — on aurait pris garde que la sécurité est un sentiment et la sûreté une chose et que les sentiments sont d'une faible valeur contre les tanks et les avions.

J'ai cité ailleurs une phrase ironique et curieuse de Henri

Heine, dans son livre *De la France*. Henri Heine parle de l'inviolabilité royale. Il relate sans nul excès de sympathie les malheurs de monarques tels que Charles Ier d'Angleterre et Louis XVI et il conclut que le principe de l'inviolabilité du souverain est un principe parfaitement inviolable, mais qu'à la vérité, il ne garantit pas toujours la personne du souverain. « Ce principe, ajoute-t-il, me fait penser à l'anneau magique de don Luis Fernando Perez de Acaïba. La vertu de la pierre de cet anneau était telle que, si l'homme qui le portait venait à tomber du haut d'un clocher, la merveilleuse pierre ne se cassait pas. »

Si l'ironie était de mise dans un sujet aussi triste, on pourrait dire que le principe de la sécurité collective s'est avéré aussi inviolable que celui de l'inviolabilité royale ; la sécurité collective demeure intacte, mais les pays dont elle garantissait l'indépendance : Éthiopie, Autriche, Tchécoslovaquie, Albanie sont alignés dans un cimetière. Ce n'est pas tout. Au moment même où les illusions de la paix genevoise commençaient à se dissiper et où l'optimisme le plus endurci aurait dû se rendre compte que la force redevenait le principe essentiel de la politique internationale, beaucoup de pays ont continué à faire preuve du même aveuglement. Tant que le danger n'a pas été sur eux, ils se sont refusés à croire qu'il existait pour les autres. Ainsi la Tchécoslovaquie, hypnotisée par le fantôme des Habsbourg, s'est montrée indifférente à l'annexion de l'Autriche ; la Pologne, concentrant toute son attention sur Teschen, indifférente au démembrement de la Tchécoslovaquie. Je ne suis pas sûr que l'annexion de l'Albanie par l'Italie ait fait clairement comprendre au Gouvernement de Belgrade l'inanité de la politique de bascule entre Rome et Berlin qu'il a poursuivie pendant de longues années !

Dès le début de cette année, les entreprises des dictateurs trouvent en face d'elles plus de résistance. Nous assistons depuis quelques mois à une partie mieux équilibrée où les coups ne demeurent pas sans riposte. Le 15 mars, les Allemands entrent à Prague ; le 31, la Pologne reçoit la garantie anglaise ; le 7 avril, l'Italie occupe l'Albanie ; le 13 avril, la garantie franco-anglaise est donnée à la Grèce et à la Roumanie et, le 26, la conscription est décidée en Angleterre. Le 28 avril, le chan-

celier Hitler dénonce l'accord germano-polonais de 1934 et l'accord naval avec l'Angleterre ; le 12 mai, l'accord anglo-turc est annoncé aux Communes ; le 22 mai, Rome et Berlin proclament leur alliance militaire ; le 23 juin, l'accord franco-turc vient compléter le système de garanties dans le bassin oriental de la Méditerranée. Ainsi, en face des menaces de l'axe, se poursuit un effort considérable pour organiser le front de la Paix.

Ces menaces, quelles sont-elles ? Les visées de l'Allemagne sont à l'est de l'Europe. Le chancelier Hitler a écrit avec toute la clarté désirable, dans *Mein Kampf*, que la seule politique territoriale saine pour son pays résidait dans l'acquisition de terres nouvelles en Europe même et, critiquant la politique de l'Allemagne de Guillaume II, il ajoutait : « Nous mettons terme à la politique coloniale et commerciale d'avant-guerre et nous inaugurons la politique territoriale de l'avenir. Mais si nous parlons aujourd'hui de nouvelles terres en Europe, nous ne saurions penser d'abord qu'à la Russie et aux pays limitrophes qui en dépendent. »

Cette déclaration signifie que l'Allemagne nourrit toujours envers l'Ukraine les desseins qu'elle avait réalisés à peu près complètement au début de l'année 1918 dans cet empire continental auquel Bertrand de Jouvenel consacrait récemment un article dans cette revue. La visée sur l'Ukraine n'exclut pas d'autres objectifs. La conquête de Dantzig, sans intérêt territorial, représente une forte hypothèque que l'Allemagne peut être tentée de prendre sur la Pologne. La Roumanie, avec ses blés et ses pétroles, constitue un but aussi intéressant que l'Ukraine, et, parmi les plans que l'Allemagne étudie comme dans des *kriegspiel* d'École de guerre, il en est certainement un qui prévoit une révolution politique en Hongrie de manière à permettre le glissement, le long du Danube, des armées allemandes. Enfin, la Yougoslavie, avec ses divisions ethniques et politiques, peut offrir un champ à une expérience du même ordre que celle qui a été faite avec succès contre la Tchécoslovaquie. En effet, dans l'alliance Rome-Berlin, c'est Berlin qui, jusqu'ici, a recueilli les bénéfices les plus substantiels ; le seul point sur lequel l'Italie se soit payée, c'est l'Albanie. Je crois que l'Allemagne ne verrait pas d'un très bon œil

sa partenaire de l'axe opérer seule, plus profondément, dans les Balkans. La politique étrangère de l'Allemagne n'est que la mise en application des théories de la science qu'elle appelle *Geopolitik*. C'est sur la carte qu'elle est pensée, ses tendances s'expriment en flèches et en lignes de force : le but final de l'Allemagne demeure l'axe Berlin-Bagdad. On peut être assuré que le Reich ne laissera à personne, même pas à un ami, le contrôle des positions stratégiques voisines de cette diagonale.

Les desseins de l'Italie sont complémentaires, mais il faut distinguer deux étapes dans leur développement. Si l'Allemagne et l'Italie alliées étaient victorieuses dans une guerre européenne, Rome essaierait sans doute de se faire octroyer Nice, la Corse et la Tunisie. Mais si cette guerre éclatait demain, la direction des offensives italiennes devrait être plus vraisemblablement cherchée vers l'Égypte et le canal de Suez et un front éloigné, d'importance très grande se constituerait dans le bassin oriental de la Méditerranée.

Dans la pensée des stratèges de Berlin, d'autres prolongements de l'axe ont été prévus : on a essayé et on essaiera encore de s'assurer le concours du Japon et de l'Espagne. En ce qui concerne l'Espagne il y a quelque chose d'exaspérant à voir chez nous certains hommes qui ont soutenu le Gouvernement républicain, qui ont essayé de nous entraîner dans l'intervention et qui ont retardé le plus qu'ils l'ont pu la reconnaissance du fait accompli, à les voir, dis-je, se permettre encore de donner des conseils, de faire des prédictions, de s'indigner des difficultés que le maréchal Pétain rencontre dans sa mission. La politique de notre Gouvernement consiste à exécuter loyalement les accords Bérard-Jordana et à rétablir peu à peu des relations normales avec nos voisins d'outre-Pyrénées. C'est affaire de beaucoup de tact et de patience et le Gouvernement espagnol devrait reconnaître mieux qu'il ne le fait quelquefois la loyauté de notre attitude. Quant aux événements d'Extrême-Orient, leur gravité ne doit jamais nous faire perdre de vue les choses essentielles. Le Japon joue son jeu et non celui de l'Allemagne et s'il agit en liaison parfois évidente avec l'axe, c'est, croyons-nous, beaucoup moins pour créer une diversion que pour tirer lui-même parti des circonstances.

Nous avons sagement agi en mettant l'Indochine en état de défense, nous aurions tort de nous laisser engager dans le Pacifique : c'est à d'autres pays, qui ont plus d'intérêts et plus de moyens d'action que nous dans ces régions du monde, et moins de soucis ailleurs, de suivre ce problème.

□ □

En présence des desseins de l'Allemagne et de son satellite, deux attitudes pourraient sembler possibles. L'une consisterait à laisser au Reich les mains libres à l'est pour qu'il y trouve, soit l'espace vital et les matières premières qu'il cherche, soit, comme d'autres empires, son tombeau. Je sais bien que l'Orient fut souvent fatal aux conquérants, mais c'était à une époque où les armées vivaient sur le pays conquis et n'avaient les moyens de transport ni les services d'étapes qu'elle ont aujourd'hui. On peut donc compter que le Reich, si on lui laisse entreprendre la conquête de l'est européen, réussira dans son entreprise et organisera en protectorats et en colonies ces immenses régions. Quand il en sera maître, s'imagine-t-on qu'il résistera à la tentation d'étendre sa domination sur tout le continent européen, en tournant ses forces accrues contre la seule puissance militaire qui subsistera alors à côté de lui en Europe ? Je crois que nul doute à ce sujet n'est permis. Toute la stratégie de l'Allemagne consiste à concentrer toutes ses forces sur un seul front. Son état-major a toujours essayé de réaliser cette condition stratégique essentielle en obtenant, sur un front jugé moins solide que l'autre, une décision rapide. Il serait bien naïf de la part des puissances occidentales de nous faire les auxiliaires de ce plan, à moins de nourrir de singulières illusions sur l'esprit de modération de l'Allemagne ou de sous-estimer la grandeur des desseins de son maître. La seule différence entre le chancelier d'Allemagne et les grands conquérants de l'antiquité et des temps modernes, c'est qu'il n'est pas un chef militaire. Peut-être faut-il voir là une cause de faiblesse pour la suite, peut-être reculera-t-il devant une décision qui, par la proclamation de l'état de guerre, fera passer son autorité au second plan ? Mais en ce qui concerne les vues politiques, il n'y a

aucune différence entre lui et le général, dont le poète latin disait qu'il considérait n'avoir rien fait tant qu'il restait quelque chose à faire :

Nil actum reputans si quid superesset agendum.

Dans ces conditions, le devoir de la France et de l'Angleterre était tout tracé ; il consiste non pas à réaliser un encerclement ou à préparer une guerre préventive, mais à écarter la guerre en organisant, dès maintenant, un front européen assez solide et assez fortement articulé pour que l'Allemagne sache sans la moindre ambiguïté que, dès le premier jour de la guerre qu'elle provoquerait, elle trouvera en face d'elle une coalition résolue à maintenir l'équilibre européen. L'équilibre européen, selon la définition du Congrès de Vienne : « C'est que l'état de l'Europe soit tel qu'aucune puissance seule ni aucune réunion de puissances ne puisse parvenir à dominer l'Europe. » Cette définition, mieux que de longs développements, permet de faire comprendre clairement le caractère des accords déjà négociés ou en voie de négociation par les soins de la diplomatie française et anglaise.

Parmi les pactes de garantie déjà conclus, les uns, comme celui qui unit la France et l'Angleterre avec la Pologne sont réciproques ; les autres, comme ceux qui intéressent la Grèce et la Roumanie, sont à sens unique, mais ils ont tous la même nature défensive et le même caractère empirique : la garantie devant fonctionner dans un cas très simple et qui ne prête à aucune équivoque, le cas où chaque pays, étant attaqué, décide lui-même de se défendre.

En ce qui concerne la Turquie, les pactes de garantie ne sont pas encore définitivement conclus, car l'accord anglo-turc du mois de mai, comme l'accord franco-turc signé le 23 juin en même temps que l'arrangement pour le Sandjak d'Alexandrette, constituent exactement une promesse d'accord, ce que la vieille langue diplomatique appelait *pactum de contrahendo*. Il n'y a, cependant, aucun excès d'optimisme à considérer qu'en ce qui concerne la Turquie, la signature des traités définitifs ne souffrira ni retards ni difficultés. L'opinion française dans son immense majorité, a approuvé ce geste, parce qu'elle comprend bien qu'en réglant notre litige

au sujet du Sandjak, nous avons apuré avec la Turquie un compte litigieux qui pesait lourdement sur nos relations. Je ne méconnais point la force des raisons traditionnelles et sentitales que certains hommes, chez nous, faisaient valoir pour notre maintien à Alexandrette, mais je voudrais que l'on ne perde point de vue que l'accord du 23 juin est une rectification de frontière que nous consentons au profit de la puissance qui possédait le Sandjak avant 1914. Concession dont le mandat nous donne le droit, droit que nous avons déjà exercé en 1930 au profit de l'Irak. Nous rendons à la Turquie un territoire peuplé de deux cent vingt-cinq mille habitants, dont 45 p. 100 sont des Turcs. Une négociation simultanée et parallèle nous garantit l'amitié turque : cette amitié représente la liaison assurée en cas de guerre entre le front oriental et le front occidental. S'imagine-t-on que la dernière guerre aurait duré quatre ans si nous avions pu passer librement par les Dardanelles?

Les négociations avec la Russie sont aussi importantes; malheureusement leur cours est moins favorable. On comprendra sans peine que je ne donne point le détail complet de leurs vicissitudes : les indiscrétions de la presse depuis plusieurs semaines n'ont certainement pas rendu la tâche facile aux diplomates. On a tout dit sur la nécessité d'inclure la Russie dans le réseau des garanties à l'est; il est bien évident que derrière la Pologne et la Roumanie, la Russie peut, seule, constituer une seconde ligne avec ses immenses ressources de matières premières; il n'est pas davantage niable, même en laissant de côté les exagérations ridicules de certains journaux sur les effectifs de l'armée russe, que l'aviation avec ses cinq mille à six mille appareils modernes et l'industrie, où la mobilisation est beaucoup mieux organisée que dans l'armée, peuvent jouer un rôle extrêmement important dans un conflit. Je n'ai pas hésité à dire publiquement, au début des négociations que les propositions présentées par l'Angleterre avaient le grave défaut de ne pas comporter l'égalité et la réciprocité. Cette erreur initiale, aujourd'hui réparée, a fait perdre beaucoup de temps; mais il faut également reconnaître que l'attitude russe devient difficilement explicable, et qu'après deux mois de négociations, on arrive à se deman-

der si l'U.R.S.S. veut vraiment s'engager à fond. De tels retards sont déplorables, par l'impression d'hésitation et d'incertitude qu'ils donnent et qui risque d'encourager l'Allemagne.

Dans les semaines qui vont venir, on peut tenir pour assuré que la guerre des nerfs prendra des formes de plus en plus aiguës, et que la politique allemande se servira de tous les moyens qu'elle croit de nature à lui permettre d'atteindre ses buts, sans provoquer une guerre générale. La presse du Reich emploie pour caractériser cette attitude un mot qui la dépeint parfaitement : c'est le mot *Vermürbung*, dont le sens est celui de faire mortifier une viande ou de laisser faisander un gibier. On espère à Berlin que la situation évoluera suffisamment pour que, lorsque le Reich le voudra, il n'ait qu'à ramasser la bécasse qui sera tombée toute seule, comme celles que nos braconniers accrochent à une ficelle dans leur cuisine. *Vermürbung !*

Cela ne veut aucunement dire que l'Allemagne attend ces effets de la seule action du temps. Elle compte en accélérer la réalisation par la technique de sa propagande. Énerver l'adversaire par la tension qu'impose une alerte prolongée, essayer d'émousser ses résolutions par l'alternance de nouvelles tantôt inquiétantes, tantôt plus rassurantes, tenter de diviser l'opinion des pays démocratiques, cette opinion que des lois trop libérales permettent d'influencer par trop d'agents : voilà les manœuvres quotidiennes de la guerre des nerfs. Jusqu'ici, il semble bien que les résultats n'ont répondu ni aux efforts ni à la dépense, tout au moins dans les pays comme la France, l'Angleterre et la Pologne. Chez nous, comme de l'autre côté du détroit, l'opinion est aussi cohérente qu'elle était divisée en septembre. On a compris qu'en présence d'un plan d'expansion illimitée il fallait fermer la barrière à la première occasion. En Pologne, le moral de la nation n'a jamais été plus haut et le peuple est unanime derrière l'armée et le Gouvernement. Par contre, certaines petites nations sont troublées et ne comprennent pas que leur attitude incertaine fait d'elles une proie plus faible et plus tentante.

Cependant, il ne faut pas oublier que la politique des dictateurs repose entièrement sur un postulat psychologique. Ce

postulat, c'est que l'opinion, dans les pays totalitaires, constitue un bloc de granit et que, par conséquent, dans la guerre des nerfs, l'Allemagne et l'Italie peuvent attaquer sans crainte et sans se préoccuper des ripostes. Quoiqu'on se refuse à comprendre chez nous que la propagande constitue une arme aussi puissante que l'aviation en temps de guerre, et plus efficace en temps de paix, et bien que notre carence à cet égard soit totale, l'opinion évolue dans les pays de l'axe et paraît être de moins en moins favorable à une politique d'aventures. De nombreux petits symptômes permettent d'affirmer que, derrière l'orgueilleuse façade des dictatures, quelques fissures commencent à se manifester et que l'esprit critique se réveille. Si l'Allemagne était vraiment imperméable à toutes les nouvelles du dehors, prendrait-on tant de peine dans les milieux officiels pour les réfuter? Je ne sais s'il est vrai, comme on l'a raconté, que des malfaçons graves aient été constatées dans les bétonnages de la ligne Siegfried. Exacte ou fausse, cette information doit avoir trouvé créance en Allemagne, puisque le Dr Todt, chargé de la construction des fortifications, a prononcé plusieurs discours pour célébrer la solidité de son ouvrage. On pourrait citer d'autres exemples ; ils prouveraient qu'un effort tenace et méthodique de propagande arriverait vite à faire comprendre aux Allemands que la politique actuelle du Reich est grosse de périls, que le chancelier Hitler aurait pu choisir la route de la coopération européenne et que, s'il a préféré celle de l'impérialisme, c'est lui qui sera responsable des catastrophes que ce choix peut entraîner.

Le même effort aurait probablement ouvert les yeux de certains pays dont les gouvernements, inhibés par l'Allemagne, font semblant de prendre au sérieux les pactes de non-agression qu'elle leur offre. Enfin, il n'aurait peut être pas été impossible de faire comprendre aux États-Unis que, si intéressantes que puissent être pour leurs politiciens les manœuvres en vue de la prochaine élection présidentielle, la suppression du *Neutrality Act* aurait mieux valu, pour assurer la paix du monde et le respect de la liberté, que toutes les diatribes de presse contre les dictatures. Il est navrant qu'à côté du programme de réarmement poursuivi par l'Angleterre et par nous et en marge du travail de construction diplomatique

auquel on se livre, on ait négligé de forger une arme comparable à celle qui, maniée par le Dr Goebbels, a valu tant de succès à l'autre camp.

□ □

En ce mois de juillet, où la situation politique de l'Europe apparaît aussi tendue qu'en juillet 1914 ou qu'en septembre dernier, l'inquiétude des peuples cherche à deviner le proche avenir. En ce moment, comme l'an passé, les hommes se demandent si l'on aura la guerre ou si, à la dernière minute, un arrangement diplomatique interviendra. Le maître de l'Allemagne se pose certainement le problème dans les mêmes termes qu'à la veille de Berchtesgaden : il ne souhaite pas la guerre, mais il s'en sert comme d'une menace et il compte qu'entre cette menace et les concessions nécessaires pour l'éviter, la Pologne et ses alliés choisiront la voie du compromis. En septembre dernier, ce compromis s'appelait l'accord de Munich, et je suis de ceux qui, sans le célébrer, certes, comme une victoire, l'ont approuvé comme un moindre mal. Aujourd'hui, le seul compromis qui apparaisse possible, c'est le maintien du *statu quo* à Dantzig. Si l'Allemagne, après Munich, n'avait pas débordé du cadre de ce qui avait été convenu, si elle n'avait pas, dès le printemps de 1939, violé délibérément les traités de l'automne précédent, la Pologne aurait peut-être pu envisager, aujourd'hui, un arrangement à l'amiable. Mais qui pourrait, aujourd'hui, lui conseiller un semblable marché, quand tout le monde a vu combien la validité des engagements du Reich est précaire? Aussi n'y a-t-il pour nous et pour nos alliés qu'une politique possible : être forts et être unis. La reconstitution morale de l'Europe sur la base de la coopération internationale ne sera possible que lorsque l'Allemagne aura renoncé à ses rêves d'hégémonie; la seule façon de l'y faire renoncer, c'est de lui donner conscience des risques que sa politique entraîne et de ne plus lui permettre de spéculer sur les hésitations que certains de ses informateurs croient faussement sentir dans notre opinion publique.

JEAN MISTLER

GILLES[1]

V

Il fallait bien que, tôt ou tard, il vît M. Falkenberg. Le jour où enfin cela devait se faire, il sortit, fort énervé, du centre d'électrothérapie qui était installé au Grand-Palais. Deux ou trois heures de présence, c'était encore trop. Et aujourd'hui, il avait été de service ; au lieu de sortir dès midi, il n'avait pu s'échapper qu'à cinq heures. Il fallait jouir maintenant, rattraper le temps perdu. Hélas, le temps de la jouissance allait encore lui être disputé ; il faudrait tout à l'heure aller chez Myriam. Mais il allait d'abord s'accorder un temps de répit. Il prit un taxi et donna l'adresse de son tailleur.

Il défiait les règlements avec une inconsciente audace. Sa tunique à l'anglaise de teinte ardoise était ouverte sur une cravate de chasse bleu-gris que retenait une épingle d'or ; ses pantalons longs avaient un pli ; son képi pouvait être envié par l'aviateur le plus galant. Mais ses bottines de confection décelaient que son luxe était appris et laissait passer de fausses notes.

La vie était pour lui maintenant une houppe de jouissances frivoles, où ne se mêlait que comme une odeur éventée le souvenir des sensations fauves des mois précédents, quand

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er juillet 1939.

il allait dans la boue, entre la peur et le courage. Quels étranges jeux menaient cette compagne et ce compagnon !

Il entra chez le tailleur avec le même frémissement intime et lent que chez les filles. Il aimait cette caverne d'Ali Baba où, de tous côtés, les étoffes anglaises s'empilaient et retombaient à longs plis. Il se retenait de se rouler dans cette matière solide et souple, n'en jouissant pas assez du nez, des yeux, du bout des doigts. Comment pour le tailleur, chacun de mes gestes décèle-t-il que je suis un parvenu ? Gilles essaya un manteau de ratine ; en sortant de la cabine d'essayage il se laissa tenter par un léger chandail bleu dont il n'avait nul besoin. En voyant un veston civil posé sur une table il se rappela son dernier veston d'avant-guerre, d'une affreuse coupe faussement élégante, et qu'il avait eu tant de peine à faire payer par son tuteur. Avait-il pu vivre d'une autre vie que celle d'aujourd'hui ? Certes non.

Il était temps d'aller avenue de Messine. Il en prit le chemin à pied, paresseusement. Il entra chez un marchand de tabac, acheta des cigarettes américaines dont l'arôme nouveau l'enivrait. Cette petite ivresse le fit penser à une plus grande ; fallait-il attendre ce soir ? Il vit l'heure à une boutique. S'il allait voir les filles il ne pourrait revenir que pour un quart d'heure avenue de Messine, car ensuite il avait rendez-vous chez *Maxim's*, avec Bénédict. Il valait mieux s'exaspérer pour cette femme qui, à minuit...

Il songea à Myriam qui l'attendait anxieusement ; son cœur se serra, contenant un peu la fureur du désir. Il continua à marcher vers l'avenue de Messine. Il était contraint : non pas qu'il n'eût plus aucune envie d'être avec Myriam, mais c'était autant de pris sur sa solitude voluptueuse qu'il caressait aux rues, aux bars, aux cinémas, aux cafés-concerts.

Il monta chez Myriam. L'ample et calme escalier était devenu à demi-familier. La femme de chambre, qui l'avait reçu la première fois et qui faisait presque seule le service dans le vaste appartement, car M. Falkenberg n'avait pas voulu remplacer les domestiques mâles mobilisés, lui sourit d'un air amoureusement complice. Il n'était pas à son aise : la pensée de M. Falkenberg, dont Myriam disait qu'il traversait une terrible crise de rhumatismes, lui pesait.

Maintenant, Myriam ne le recevait plus dans le petit salon, mais dans une pièce à côté de sa chambre, qu'elle avait arrangée pour lui plaire, mais sommairement. Gilles, qui ne connaissait aucun intérieur élégant, mais qui avait l'œil affiné par la peinture et qui entrait chez tous les décorateurs pour tromper une faim qu'il ne pouvait encore assouvir que chez les tailleurs et chemisiers, regardait d'un œil sévère ce bric-à-brac où deux ou trois choses d'intention Moderne se chamaillaient avec le Faux Renaissance dont madame Falkenberg avait autrefois encombré toute la maison.

Une fois de plus, Myriam suivit avec effroi le regard de Gilles qui vérifiait l'horreur du lieu, mais son inquiétude était augmentée du fait qu'elle portait une robe nouvelle dont elle craignait qu'elle déplût à Gilles. Elle ne croyait pas avoir mauvais goût, elle n'était pas sûre que Gilles eût bon goût ; mais l'idée de son déplaisir lui était insupportable et la livrait à lui. Son air de crainte fit sentir à Gilles qu'il avait détesté la robe avant de l'avoir vue : il eut honte de sa prévention. Il posa sur la robe un regard plus léger.

— Vous ne l'aimez pas? fit Myriam d'un ton où perçait déjà la résignation de ne jamais lui plaire tout à fait.

— Mais si, mais si. Je trouve cette ligne autour du cou très jolie.

Il loua avec application la ligne autour du cou et ne parla pas de la couleur qu'il trouvait tout à fait fâcheuse : ce gris triste.

— Et la couleur?

— C'est très difficile de s'habiller en demi-deuil.

La pensée soudaine qu'au contraire le demi-deuil pouvait être exquis le surprit et lui fit froncer les sourcils. Zut, pourquoi était-elle si maladroite? Cependant il éluda.

— Vous allez y arriver.

Pourquoi n'y arriverait-elle pas, après tout? Il fallait l'aider, tirer le meilleur parti de tout.

On frappa. La femme de chambre entra, affectant un air grave :

— Monsieur...

— Ah! oui, oui, merci...

La femme de chambre disparut.

— Il est assez bien disposé en ce moment, il faut en profiter.

Que lui avait-elle dit? Que s'était-il passé exactement entre le père et la fille à son sujet? Myriam n'avait dit qu'une chose à son père, ce qui la touchait le plus et qui pouvait le toucher le plus dans Gilles : son intelligence. Par malheur, M. Falkenberg, bien qu'il eût lui-même un esprit scientifique, n'avait nullement été enchanté de le retrouver chez sa fille. Dans son absence de féminité il lui semblait retrouver non pas du tout son propre héritage, mais la sécheresse de sa femme. Il pensait que, comme sa mère, Myriam n'avait aucun sens des êtres ; le bien qu'elle lui avait dit de Gilles l'avait indisposé contre lui.

Gilles était fort effrayé de cette entrevue, il ne doutait pas d'être percé à jour en un instant par cet homme supérieur qui avait sûrement le sens des caractères. Cependant, il avait oublié une circonstance qui pouvait brouiller le regard de M. Falkenberg : celui-ci pleura en voyant le compagnon de ses fils. Cet homme, qui montrait les restes d'une grande vigueur corporelle et qui avait sur le visage tous les signes encore vivants de l'intelligence et de l'énergie, gémissait au fond de son fauteuil dans cette note enfantine qui, au front, venant des blessés, avait toujours gardé le pouvoir de terroriser Gilles. Le désarroi s'empara du jeune homme. Ses deux anciens camarades, Jacques et Daniel Falkenberg, se dressèrent aux deux côtés du fauteuil du vieux monsieur et lui dirent :

— Qu'est-ce que tu fais là? Tu profites de notre disparition. Si nous avions été là, tu n'aurais jamais osé. Tu as quitté le front pour venir à l'arrière piller notre maison.

Gilles s'aperçut que le remords d'avoir quitté le front n'avait pas cessé de vivre au fond de lui. Que faisait-il ici? Toute cette vie n'était que faiblesse et lâcheté, frivolité inepte. Il ne pouvait vivre que là-bas ; ou plutôt il était fait pour mourir là-bas. Il n'était pas fait pour vivre. La vie telle qu'elle s'offrait à lui, telle qu'il semblait pouvoir seulement la vivre, était inattendue, décevante de façon incroyable. Il n'était capable que d'une seule belle action, se détruire. Cette destruction serait son hommage à la vie, le seul dont il fût capable. Il avait envie de fuir devant M. Falkenberg, et sa fuite empruntait l'aspect semi-héroïque de la nostalgie du front. Il se pro-

mit : « Je repartirai demain, sans tambour ni trompette. Et Myriam ne me reverra jamais. »

Gilles resta longtemps debout, muet, devant M. Falkenberg. D'autres pensées sévères lui vinrent. En un éclair, il aperçut les profondeurs de la vie, où un mariage étend à l'infini ses conséquences, les âmes nouées, les enfants, la tare ineffaçable, le crime perpétué. Madame Falkenberg avait voulu épouser M. Falkenberg comme lui voulait épouser Myriam. Les êtres laborieux sont la proie des êtres de frivolité ; il se sentait flotter comme un fantôme pernicieusement léger, fallacieusement transparent autour de Myriam et de son père que la vertu rendait opaques.

Myriam était debout, à côté de Gilles. Son égoïsme d'amoureuse l'empêchait maintenant, aussi bien qu'autrefois la rancune, de secourir de son bras et de sa joue ce vieil homme naufragé, son père, c'est-à-dire un homme qui souffrait avec un cœur assez semblable au sien.

Enfin, M. Falkenberg revint au monde des vivants où il ne tenait plus sa place qu'avec lassitude et répugnance. Il regarda, et vit devant lui un jeune élégant, un peu frêle, qui l'observait d'un air maussade et curieux. Il en eut de la surprise et de la mauvaise humeur. Avec un sourire sarcastique, voulant trancher, il se dit : « C'est un coureur de dots. La sotte. » Cependant, il avait râlé à haute voix :

— Non, je ne veux pas que vous me parliez d'eux. Tout le monde les a oubliés, sauf moi qui vais entrer dans l'oubli.

— Papa.

Ce cri échappa assez vif à Myriam pour que Gilles crût qu'elle était plus attachée aux siens qu'il ne pensait. Cela lui donna de la crainte et raviva son désir de la captiver. M. Falkenberg se tourna une seconde vers sa fille.

— Toi..., commença-t-il rageusement.

Mais il continua, après avoir longuement repris sa respiration :

— Oui, je sais, tu m'as parlé de monsieur... Vous avez été blessé...

Toujours ce cri des parents atteints. « Pourquoi *vous*, en êtes-vous sorti ? »

Alors quelque chose réagit en Gilles. Ce père regrettait

passionnément que ses fils ne fussent pas là à sa place; ce père aurait donné aisément sa peau d'inconnu pour la leur, puisqu'il faut que quelqu'un soit tué. Ho là, c'était injuste. Ce M. Falkenberg, c'était visiblement quelqu'un de très bien, mais ses fils? Non. Les deux frères cessèrent d'être des symboles imposants; ils redevenaient aux yeux de Gilles ce qu'ils avaient été, des médiocres. « Des médiocres. Et moi, je suis quelqu'un de bien. Il y a quelque chose en moi qui mérite de vivre. Pourquoi n'aurais-je pas droit plutôt qu'eux à la vie et à votre argent? Je les mérite plus qu'eux. Vous ne pouvez pas comprendre cela? Tant pis, je vous y forcerai par la ruse. Je veux vivre, vivre. Et pour moi, la vie, ce n'est pas de me débattre pendant des années dans les bas-fonds et d'épuiser ma force à m'en sortir. Je veux m'épanouir tout de suite. Il me faut votre argent pour sauver ma jeunesse. Je ne veux pas retomber dans mes petits restaurants d'étudiant où je m'éreintais à nier une accablante laideur. Je veux être de plain-pied tout de suite avec les gens libérés. Et je veux penser tranquille. Oh! penser tranquille, dans un endroit pur, noble, isolé, comme cette bibliothèque. Donnez-moi vos livres; votre argent, ce sont vos livres. Et votre fille : votre fille, vous savez bien que... »

— Vous allez mieux, monsieur? On vous a opéré?

M. Falkenberg parlait d'une voix polie, monotone, brisée, qui faisait effort pour se prolonger dans un monde dépeuplé. Il feignit quelques instants de parler à un soldat blessé dont sa fille s'occupait par une sorte de charité.

Puis soudain, il eut l'air de se souvenir d'autre chose.

— Ma fille trouve grand plaisir... grand intérêt à votre compagnie... Quelles études avez-vous faites?

Enfin, il était au fait. Admettre ce fait n'était que le moindre frémissement de son pessimisme.

Myriam regarda Gilles avec anxiété. Depuis un instant, il se repliait, sans doute froissé.

Il continuait de méditer sauvagement.

« Ta fille. Oui, je prendrai ta fille. Tu ne l'aimes pas, tu la méprises. Et pourtant, elle est mieux que tes fils, elle aussi. Pourquoi la méprises-tu? Tu méprises tout. Et tes fils, c'est un prétexte pour mépriser et haïr la vie qui se retire de toi.

La vie qui se retire de toi, mais qui reflue en moi. Je suis plein de vie. Toi qui as été plein de vie, pourquoi n'approuves-tu pas ce flot de vie en moi ? Tu es intelligent, je suis intelligent. Pourquoi ne pas m'être favorable ? Je te rendrais favorable, si je le voulais. Je peux tout. »

Myriam vit la figure de Gilles s'éclairer progressivement. Il répondait avec un empressement tranquille.

— J'ai essayé de diverses études pour connaître les possibilités de... de ma pensée.

Ce mot contrastait tellement avec une apparence de soldat de bar que M. Falkenberg le fixa avec scandale. On n'est pas sérieux dans ce costume, et cette figure de fille. Pourtant, il s'était battu, il avait des citations.

— Votre pensée... Quelles études ?

— Histoire, philosophie, philologie.

— Et alors ?

— J'hésite entre l'archéologie et la sociologie.

Là-dessus Gilles se décontenança au grand dam de Myriam. Ces mots ridicules, c'était plus qu'il ne pouvait. Il les avait jetés, en se disant que M. Falkenberg, qui mettait du temps à le comprendre, ne méritait pas plus qu'un pédant pour gendre.

— Peut-être, si vous voulez, reprit-il pourtant non sans effort, que je souhaite de comprendre mon époque. Je veux m'éloigner des problèmes de mon temps pour y revenir, les expliquer par des comparaisons très vastes... pour que d'autres en profitent... ceux qui sont dans l'action.

— ... Oui, grogna M. Falkenberg en plissant les lèvres. Enfin, vous voulez écrire.

Myriam tressaillit et regarda Gilles, mais cette fois, il parut admettre aisément la droiture de cette conclusion.

— Sans doute, approuva-t-il, avec cette nouvelle voix posée qu'elle ne lui connaissait pas et qui la déconcertait.

— Ce n'est pas un métier, coupa M. Falkenberg, qui se renfonça dans ses rhumatismes, à moins que...

Au moment où Myriam pensait que Gilles perdait de ses moyens par timidité, le jeune homme avec une aisance subite et saugrenue, fit trois pas, s'empara d'un livre sur la petite table près du fauteuil et dit :

— Vous lisez ça.

Ça, c'était un ouvrage d'histoire sur la Révolution.

— C'est excellent, continua-t-il. C'est malheureux que les historiens d'aujourd'hui ne soient plus que des professeurs sans art, sans style, sans invention poétique.

M. Falkenberg parut un instant touché, son œil brilla, il fut sur le point de donner la réplique ; mais comme Gilles ne semblait s'animer qu'à cause de ses propres pensées et ne sollicitait pas son opinion, il s'en tint à bouder.

Gilles soudain s'inclina devant lui.

— Permettez-moi de vous laisser.

Revenue dans sa chambre, Myriam qui avait été fortement interloquée ne fut plus qu'anxieuse de savoir ce que Gilles sentait. Il était rentré avec un air fort sombre. Sous son regard interrogateur, il changea soudain et parut transporté.

— Comme il est bien, s'écria-t-il.

Elle fut heureuse ; d'avoir un père intéressant lui donnait un attrait.

Puis il s'enquit :

— Comment ai-je été ?

Un frisson revint à Myriam, la froideur de Gilles avait été telle qu'un instant elle s'était demandé s'il n'était pas que froideur.

On frappa. La femme de chambre entra.

— Monsieur voudrait dire un mot à mademoiselle.

Ils furent effrayés, tous deux.

Gilles se retrouva seul, dénudé par le regard de M. Falkenberg. C'était la première fois qu'un regard sérieux se posait sur lui, depuis qu'il était à Paris. Il se regarda dans la glace de Myriam : les traits du soldat s'étaient détachés comme un masque ; au-dessous il ne retrouvait pas non plus ceux de l'étudiant austère qu'il avait été. Le doute s'étendait à tout son passé. Il essayait vainement de se rappeler comment il avait été un étudiant passionnément absorbé par les découvertes de l'esprit. En ce temps-là, les passions refoulées formaient au-dessus de sa tête une masse de nuages orageux qui déchargeaient des idées rapides comme des éclairs.

Myriam revint. Gilles souhaitait le pire, d'avoir horriblement déplu, d'être chassé.

Mais Myriam dit :

— Non, c'est le médecin qui vient d'arriver.

Gilles sauta sur le prétexte pour s'en aller. Il avait rendez-vous chez *Maxim's* avec Bénédict.

La situation était bien changée entre eux. C'était maintenant Bénédict qui regardait Gilles comme un embusqué ; il l'enviait et surtout pour son éclatante transformation ; non sans plaisir, il flairait quelque chose de louche. Pourtant, il ne lui posait pas de questions, il était sûr que Gilles lui conterait tout. En effet, celui-ci en mourut d'envie. Soudain, devant Bénédict, avec un cocktail au poing, il avait le sentiment qu'il avait fort bien fait ce qu'il avait fait, qu'il était entré bravement dans la vie, qu'il avait remué des matières riches et curieuses ; il oubliait totalement son trouble et son doute de tout à l'heure devant M. Falkenberg. Redevenu cynique, jouir en paroles de son aventure lui semblait un élément indispensable à son luxe grossier.

Pourtant, il se ressaisit. Il sentait que tout ce qu'il dirait à Bénédict, cela deviendrait dans cette oreille irrémédiablement bas. Ce ne fut qu'à la fin de la soirée qu'il se livra à demi.

— Tu vois beaucoup de gens? demandait Bénédict.

— Oh ! non.

— Mais enfin, qu'est-ce que tu fabriques toute la journée, en dehors des poules?

— Je ne sais pas.

— A l'hôpital, c'était effrayant ce que tu lisais et écrivais. Qu'est-ce que tu feras, quand cette garce de guerre sera finie?

Gilles éclata.

— Mon vieux, j'ai horreur des gens. Or, pour gagner sa vie, il faut passer sous la coupe des gens. Je ne veux pas.

— Alors?

— Oui. Je vais faire un mariage d'argent.

Bénédict eut un sourire appréciateur et à peine désobligeant.

— « Les gens » se résumeront en une seule personne, et cette seule personne ne sera guère gênante. Comment est-elle? Une idiote, forcément.

— Pourquoi?

— Il faut une idiote pour épouser un coureur comme toi. Une idiote, ou...

Bénédict s'arrêta, craignant que le mot ne lui retombât plus tard sur le nez, quand il fréquenterait le ménage.

— Achève.

— Heu... un laideron, trop contente de...

Gilles savait que Myriam était jolie, mais le mot le toucha, car peu à peu il la voyait comme un monstre. N'étant pas désirée, elle n'était plus qu'un amas informe. Bénédict eut un sourire plus désobligeant, voyant Gilles baisser le nez.

Celui-ci se secoua et songea à châtier Bénédict.

— Tu ne crois pas qu'une fille belle et intelligente puisse être aveuglée par le désir sur mes défauts? Je ne déplais peut-être pas tant aux femmes que tu le crois.

Bénédict changea de ton.

— Elle doit être très bien, et beaucoup mieux que tu ne le dis.

— Je ne dis rien.

— Justement.

Quand Gilles quitta Bénédict, il pensa avec horreur dans son taxi que pour la première fois, il avait trahi Myriam. Tout ce qu'il avait dit à Bénédict d'elle l'avilissait à jamais. Les mots étaient sortis de lui comme les vers d'un corps pourri. Il passa sa main sur sa bouche, écrasa ses lèvres. Il gémit :

— Myriam.

Il s'étonna d'avoir prononcé ce mot pour la première fois, étant seul. Ah! que n'était-ce un cri d'amour! Hélas! ce n'était qu'un cri comme celui qu'arrache la vue d'un accident au passant égoïste. « Je n'ai même pas d'amitié pour elle. Si elle avait un ami, il lui ouvrirait les yeux sur moi. Elle est aveugle, mais son aveuglement est fait de son amour. » Il ne pourrait pas supporter longtemps encore qu'elle fût là devant lui tendrement confiante, ignorante sur tout ce qui se tramait en lui contre elle.

Cette pensée dangereuse ne l'empêcha pas, bien au contraire, de suivre son plaisir. Le taxi s'arrêta. Il sonna à une porte cochère, prit un ascenseur, sonna de nouveau. Une femme vint ouvrir. Dans la pénombre de l'antichambre, c'était une belle silhouette, opulente, à demi-nue, qui se pressa un peu

vers lui mais qui s'écarta aussi doucement comme il ne répondait par aucun geste.

Il entra dans un appartement où régnaient le plus grand calme, la plus grande dignité et un goût excellent. Un mobilier ancien dans un cadre frais, tout cela fondu dans un confort anglais. Quelle était la part de l'entreteneur dans ce luxe tempéré ? Il regarda la femme. C'était une matière magnifique. Une peau blanche fleurie de bleu, les cheveux blonds les plus fins et les plus abondants, des yeux d'une belle eau, les dents de la qualité la plus sûre.

L'Autrichienne était une poule d'avant la guerre. Une poule magnifique comme il y en avait dans ce temps-là. Elles avaient le goût du luxe, elles étaient encore des parures pour la société. Elles croyaient au prestige de l'aristocratie qui n'avait pas encore tout à fait renoncé, et de la bourgeoisie riche qui imitait cette aristocratie. Elles se souciaient d'avoir une allure, de jeter un défi. Elles avaient appris à bien dépenser l'argent qu'elles recevaient, et il fallait qu'elles en reçussent beaucoup pour consentir à en mettre de côté. Maintenant, la guerre plus que l'âge les obligeait à se ranger.

L'Autrichienne — qui avait échappé au camp de concentration, grâce à son amant, homme du monde répandu dans la finance et la politique — était devenue, mieux qu'aucune autre, une femme d'intérieur. Sage, elle accueillait le trouble que lui apportait Gilles sans crainte, car elle savait qu'il ne faisait que passer et ne lui donnerait pas le temps de perdre la tête.

— Je suis en retard, assura-t-il.

— Je n'ai jamais cru que tu viendrais plus tôt.

Il la préférait à toutes les autres, bien qu'il fût sans cesse empêché d'arriver chez elle à cause de toutes les autres qu'il rencontrait en route. Quand elle l'avait connu, elle l'avait regardé d'abord du coin de l'œil avec gêne. Les solitaires font peur. Elle se demandait qui était cet étrange garçon qui téléphonait, puis ne venait pas ; ou, longtemps après, téléphonait une seconde fois par scrupule d'arriver en tiers. En entrant, il lui disait bonjour de la façon la plus distante, parlait de la pluie et du beau temps en regardant une gravure, et soudain l'enlaçait. Il ne parlait guère, si longtemps qu'il

restât. Quand il ouvrait la bouche, il débitait des mensonges évidents sur ce qu'il faisait et ne faisait pas. Il s'arrêtait soudain, éclatait de rire gentiment et s'en allait sans se retourner. Elle s'était habituée, ce qui était dans son caractère comme dans son métier, à ne pas le comprendre. C'était un distrait, un lunatique. Il n'était pas le moins du monde sentimental. Sensuel? Un peu. Il aurait pu l'être plus, s'il y avait prêté attention. Au lit, par moments, cette tendresse subite, ce n'était plus seulement celle de l'enfant dans les bras de sa mère; mais quelque chose d'aigu qui voulait l'atteindre, un souci de ce qu'elle sentait, de ce qu'elle était — chose rare chez les garçons de cet âge. Mais cela ne durait pas, et il se relevait distant, muet ou menteur. Pourtant il n'était jamais hargneux, méprisant, blessant avec elle, comme ses amies qui en avaient aussi tâté le prétendaient.

Depuis quelque temps, il chassait une autre espèce de filles; Bénédict l'avait poussé dans cette bande de femmes entretenues. Il aimait leur science des corps et des cœurs. La plupart toutefois étaient bavardes, vantardes; l'Autrichienne seule était paisible et muette comme les filles du commun, et plus belle, plus raffinée. Cette grande coulée de chair blanche. Il continuait à n'avoir pas du tout l'idée qu'il y eût autre chose que les filles. Il ne connaissait personne à Paris et il n'avait nul besoin de connaissances. Aimant à la fois la solitude et les femmes, il semblait voué aux filles qui ne dérangeaient pas sa solitude. Bien, qu'après de longues errances où il s'était trop gonflé, il se jetât comme un affamé sur le premier homme venu, capable de soutenir une conversation, et qu'il eût même une latente curiosité du monde viril de l'ambition, il vivait comme s'il n'en avait rien été. Les femmes, il les voulaient nues, débarrassées de leur coque sociale, simples et fortes expressions de leur sexe, prêtes à accepter de lui une présence aussi nue. Il aimait celles qui étaient à tout le monde, et ainsi nullement à lui. Il n'avait nulle envie d'avoir une femme à lui. Il ne croyait pas même que Myriam était à lui, il pensait toujours qu'elle allait ouvrir les yeux sur lui et lui fermer sa porte. Alors, il serait vraiment seul.

Mais, au fond, est-ce que cette silencieuse nudité de rapports

ne laissait point se former peu à peu un commerce, assez intime, aux modulations brusques mais inoubliables? Peu à peu son rapport se modifiait avec les filles, sans qu'il s'en doutât. N'étaient-elles nullement à lui? Peu à peu, il apprenait l'amour. Elles sentaient qu'il en avait l'instinct. Ces brusques effusions sortant du silence les émouvaient et elles songeaient à l'enseigner pour sinon l'attacher, tout au moins l'attarder un peu auprès d'elles. Par là, une sorte de communication sans cesse interrompue, sans cesse reprise s'établissait entre lui et ce sexe adoré, inconnu et outrepassé. Une sorte de connivence s'établissait entre lui et les femmes, hors Myriam. Mais devant elle, alors même qu'il était le plus froid, il lui restait de tout ce commerce une puissance latente où elle baignait.

VI

Myriam ne put pas ignorer plus longtemps la distance que Gilles mettait entre elle et lui et qui allait grandissant. Sous le regard de son père, cette distance lui était apparue brusquement. Elle lui assigna une bonne raison qui était entrée dans son esprit dès les premiers jours pour l'effrayer et qui maintenant allait parfois jusqu'à la terroriser : le regret de la guerre. Quand elle le voyait entrer chez elle, toujours plus tard et pour moins longtemps, sombre ou distraitement humoriste, impatient des petites choses, parlant avec une brusque ardeur ou un brusque dégoût de n'importe quoi, puis silencieux et feuilletant un livre, regardant sa montre, elle pensait connaître sa rivale.

Et il est vrai que Gilles se disait que sa blessure serait bientôt une raison insuffisante pour rester à Paris. Bien que son bras restât en mauvais état, il savait bien qu'il pourrait se faire accepter dans diverses armes avec un seul bras. Il avait oublié un peu ses sensations du front; celles qu'il y retrouverait seraient donc comme nouvelles; il ne doutait pas qu'elles seraient plus fortes que celles qu'il connaissait à Paris depuis quelques mois. « Maintenant que je connais Paris, je puis d'autant mieux mourir. »

Mais ne serait-ce pas aussi montrer quelque liberté d'esprit

que de rompre ses vœux? En mettant fin délibérément à ses « exercices militaires », comme il disait, il leur retirait le caractère d'un devoir qui ne finit jamais, il leur attribuait rétrospectivement une pure valeur d'expérience personnelle. Et la France? Cette sombre poursuivante se laissait dépister. Les dieux vous laissent parfois du répit, si on le veut bien.

En tous cas, Gilles devina comme Myriam était vulnérable sur ce chapitre et vit le parti qu'il pouvait en tirer. Et il y avait d'autres motifs grâce auxquels il pouvait détourner de Myriam l'idée cruelle qu'il ne l'aimait pas : la soif de la solitude, la crainte de l'argent. Mais, pour le moment, il laissa la rêverie du retour à la guerre masquer seule sa gêne, sa grandissante gêne.

Deux ou trois fois, il donna cours à des propos menaçants. Myriam, habituée depuis toujours à se contenir, ne desserra pas les dents d'abord, puis, ayant fait provision de force, elle lui donna la réplique.

— Naturellement, vous ne trouverez jamais la part que vous avez faite assez large.

— On ne fait pas « la part des choses », on ne chipote pas.

— Bien sûr.

Elle songea à ses frères ; elle leur disputait avaricieusement un compagnon aux enfers. Elle sentait le regard sardonique de son père sur elle quand elle entrait dans sa bibliothèque, venant de raccompagner à la porte l'aimable blessé. Elle se forgea une théorie commode sur le respect qu'on doit à l'indépendance des cœurs, pour justifier son manque de pouvoir sur lui. Gilles était un homme voué à une étrange méditation sur la mort comme d'autres autour d'elle l'étaient à la folie de la science. Il ne pouvait lui donner qu'une attention distraite ; c'était encore beaucoup.

Il y eut un jour où elle prit peur, elle en vint pourtant à se dire que s'il voulait repartir au front, c'était parce qu'il ne tenait à rien ni à personne à l'arrière ; elle eut très froid. Elle attendit avec anxiété sa venue du lendemain, il lui sembla qu'au premier coup d'œil elle verrait clair.

Or, Gilles arrivait ce jour-là chez elle dans des dispositions dangereuses. La nuit d'avant, il s'était affreusement saoulé, traînant partout jusqu'au jour avec deux filles dont le rire

ravageait tout. Il s'était promis : « Je vais tout lui dire. Et tout de suite. »

Toutefois, quand il se trouva dans le petit salon, il vit un très joli fauteuil bleu qui était, enfin, d'un goût charmant, ce qui le décontenança quelque peu.

— Mais, Myriam, quel joli fauteuil ! Ma parole, où avez-vous trouvé ça ?

Elle regarda le fauteuil, aussi étonnée que lui ; elle l'avait oublié. Elle l'avait commandé avant la rencontre de Gilles avec son père. Aussitôt, son cœur fondit et celui de Gilles un peu aussi.

Pourtant, après qu'il eut fait le tour du fauteuil, il se secoua et chercha des mots durs.

Les difficultés lui apparurent. « Je vais lui dire tout. Mais quoi ? Je vais lui dire que je ne l'aime pas. Mais... je n'aime personne d'autre. » Tout de suite une ligne de fuite lui apparaissait : « Je ne peux pas lui dire que je ne l'aime pas, je peux tout au plus lui parler du vide de mon cœur. Il me semble que je n'aimerai jamais ; alors ce tendre respect que j'ai pour elle, c'est peut-être tout ce que je puis donner à une femme, à une femme propre. Le désir que je donne aux autres ? Autant dire que je suis amoureux de bouteilles de whisky ou des statues dans les squares... Les statues dans les squares. En tous cas, il faut qu'elle sache ça, quel goût s'est emparé de moi pour les filles. Je ne puis lui cacher une aussi énorme particularité qui lui paraîtra incompréhensible, horrible, impardonnable. De sorte qu'elle sera délivrée de moi. »

Il s'arrêta, souffla, échappa à cette nouvelle extrémité : « Lui dire que je suis sale, que je me plais dans toute cette tripaille, comme je vais la blesser ! » Il eut horreur de la blessure qu'il allait lui faire. Il entrevit le terrible pouvoir de la faire souffrir qui s'accumulait entre ses mains.

Alors il préluda par un très vague accord.

— Je suis un être étrange.

Le regard aiguisé de Myriam s'émoussa : il était allé au-devant de son inquiétude ; il ne fallait pas plus à Myriam que cette mince preuve de sympathie.

— Il y a en moi un goût terrible de me priver de tout, de quitter tout. C'est çà qui me plaît dans la guerre. Je n'ai

jamais été si heureux — en étant atrocement malheureux — que ces hivers où je n'avais pour toute fortune au monde qu'un Pascal de cinquante centimes, un couteau, une montre, deux ou trois mouchoirs et que je ne recevais pas de lettres.

Il se faisait peur à lui-même et lui jeta un regard noyé. L'espoir rentra en elle à flots avec la pitié. Une idée la soutenait, que la guerre finirait peut-être à temps ; elle comptait les jours. Elle ne parlait plus de mariage, elle croyait qu'ils en avaient parlé trop tôt et que cela avait donné à Gilles un effroi bien compréhensible chez un jeune homme de vingt-trois ans, mais elle y songeait sans cesse. En cela, elle était femme ; en dépit de graves moments de découragement, elle reprenait toujours ses calculs. Par exemple, elle profita de la réussite du fauteuil pour revenir sur une conversation qui les avait enchantés auparavant : ils imaginaient ensemble un intérieur. Gilles, oubliant ses manœuvres, ne pensa plus soudain qu'à visiter le décorateur qui avait fourni le fauteuil ; il parla de sa passion du bleu. Elle l'écoutait, elle le voyait se réenchaîner. Elle commençait d'apercevoir que ces chaînes n'étaient pas celles qu'elle avait cru, les premiers jours. Ce n'était pas celle de la passion, mais plutôt de l'habitude naissante. Mais tout lui était bon, elle sentait le pouvoir de sa patience. La présence de Gilles lui paraissait un but suffisant.

— Je ne comprends pas que deux êtres vivent dans la même chambre, insinua-t-elle au milieu d'une dissertation de Gilles.

Ni l'un ni l'autre ne sentirent l'horreur probable d'un tel propos. Il acquiesça, enchanté.

S'il repartait, elle pourrait lui demander de l'épouser auparavant. « Si vous ne m'épousez pas, on pourra croire que j'ai craint d'avoir un mari tué à la guerre. » Elle n'admettrait pas le scrupule inverse de Gilles.

Il lui fallait l'autorisation de son père. Elle voulait éviter de se marier contre son gré ; elle avait besoin qu'il prît Gilles en amitié ; elle tâtait inlassablement le terrain et avec plus de prudence et d'habileté que ne semblait comporter son caractère. Passé le grief sauvage qu'il nourrissait contre le fait que Gilles était vivant, M. Falkenberg qui voyait Gilles quelquefois se faisait de son caractère une idée de plus en plus hostile :

— Ce n'est pas un homme sérieux, répéta-t-il un jour, d'un ton plus sévère que d'habitude.

Il voulait dire : « Un homme n'épouse pas une fille qui a de l'argent. Du moins, avant d'en gagner lui-même. » Mais il ne l'aimait pas assez, il était trop las des voies de la vie, pour espérer lui ouvrir les yeux.

— Et d'abord un homme ne se marie pas pendant la guerre. Il est vrai que...

— Quoi ? Tu ne trouves pas Gilles assez blessé.

M. Falkenberg regarda sa fille avec remords : elle défendait son bien comme il aurait dû défendre le sien. Un de ses fils au moins n'avait pas la santé pour être soldat ; il aurait dû le faire réformer. Ce fut d'une voix mieux contenue qu'il reprit au bout d'un moment :

— Pourquoi ne te parle-t-il pas de sa famille ?

— C'est lui qui m'intéresse.

— C'est une façon d'éclairer quelqu'un sur soi-même que de lui parler de la famille dont on sort. C'est curieux qu'il n'ait pas ce souci-là.

Myriam ne répondit rien. Elle avait prévu cette remarque et par esprit de contradiction, s'acharnait à ne point interroger Gilles. Elle savait certaines choses, mais elle n'avait voulu rien en dire à son père parce qu'elle répugnait à rien livrer de Gilles. Il lui avait dit un jour, en l'air :

— Mes parents, je puis les imaginer comme je veux.

Une autre fois :

— J'ai la chance de ne pas avoir de famille, de ne savoir rien de ma famille. Cela me fait une fameuse virginité. Non, je me vante, puisque mon tuteur s'est occupé de moi plus qu'un père.

De loin en loin, il faisait allusion à son tuteur et décrivait un personnage qui charmait Myriam. Il s'agissait d'un vieux célibataire qui habitait pour la moitié de l'année en quartier Latin et pour l'autre en Normandie dans une masure de pêcheurs en un point sauvage de la côte du Cotentin. Ce vieux monsieur, avait parcouru le monde dans son jeune âge, faisant tous les métiers et amassant un magot. Il était passionné de l'histoire des religions. Il avait surtout vécu aux Indes, quand il avait eu assez d'argent, étudiant les sectes. Il avait publié un ou deux livres sur ces matières absconses.

— Il a une gueule magnifique. Un vrai Normand, grand, l'œil bleu, une charpente forte, un nez considérable par l'os et par la chair. Il s'habille en velours comme un maçon, va en sabots. C'est un être exquis, très triste, très heureux et très bon.

— Je voudrais le voir, s'était écriée Myriam.

— Oui, avait murmuré Gilles évasivement.

Enfin, un beau jour, il lui dit :

— Vous devez croire que je vous cache des choses sur ma famille. En fait il n'y a rien. Je fus confié à lui parce qu'il avait une sœur qui devait prendre soin de moi. Mais elle mourut très tôt. Il m'avait reçu des mains d'un ami à qui il avait juré de ne jamais rien chercher à savoir, dont il n'était pas sûr du tout qu'il fût mon père. En même temps, il avait été muni d'une somme qui devait servir à mon éducation et qui a été épuisée bien avant la fin de mes études, car le vieux n'est pas fort argentier. Et puis, voilà tout. J'ai eu de la curiosité, un moment ; depuis elle est tombée. J'ai vaincu la vanité qui voulait me faire croire le fils de quelque grand personnage et je me crois plutôt le bâtard de quelque notaire ayant mis à mal quelque fille de ferme.

— Après la guerre, nous irons le voir ?

Gilles remarqua qu'il n'avait aucune envie de montrer Myriam au vieux bonhomme.

— Vous l'aimez ? reprit-elle.

— Je l'adore, dit Gilles avec une émotion qui humecta délicieusement le cœur de Myriam.

« Il est tendre, au fond, se dit-elle ; il me cache sa tendresse, par pudeur, par humour, par mélancolie. »

— Je l'adore, parce qu'il est intelligent, encore plus original, et surtout très bon. Ceci dit, voici ce qu'il faut rapporter à votre père : je suis le fils d'une fille de ferme et de n'importe qui.

Myriam le regarda avec perplexité et Gilles rit.

— Est-ce vrai ? Ou n'est-ce pas vrai ? railla-t-il. Comme c'est le plus vraisemblable et que votre père a besoin de certitude, je vous en prie, dites ça.

— Mais pourquoi : d'une fille de ferme ?

Gilles interrompit la plaisanterie et s'étendit sur son ado-

lescence. Il avait été pensionnaire pendant dix ans dans un collège religieux des environs de Paris ; il venait à Paris une fois par mois. Le vieux le promenait dans les musées, les théâtres ou le tenait enfermé dans sa mansarde, le comblant de théories sur l'occultisme, la magie, la franc-maçonnerie, les religions primitives. Il passait ses vacances dans la masure normande.

— Vous n'avez jamais eu de femme autour de vous.

— Je me demande si une mère aurait pu être aussi tendre que le vieux.

— Laissez-moi lui écrire pour le remercier.

Ce jour-là, Myriam fut très heureuse, car Gilles, attendri par le souvenir, la serra soudain dans ses bras avec une force qu'elle n'avait connue qu'aux premiers jours.

VII

Un jour, Gilles entra avec un camarade dans un thé dansant où il allait quelquefois. Au bout d'un moment il s'aperçut que son ancienne infirmière, miss Highland était à une table avec des amis et des officiers.

C'était la première fois qu'il la voyait en costume ordinaire. Elle était destituée de quelque chose, ce qui la rendait moins imposante, touchante. D'un costume à l'autre, le déplacement des lignes la précisait, la montrait d'une fausse maigreur sournoise, troublante. Moralement, elle était aussi bien différente de ce qu'elle paraissait à l'hôpital, plus du tout fermée, mais dissipée, allumée, riant fort. Gilles l'observa pendant un moment avant qu'elle le remarquât. Ignorant sa présence elle était livrée. Il s'avoua qu'il l'avait toujours trouvée désirable et qu'il l'avait fuie.

Elle le vit et montra une grande surprise. Elle se pencha vers une amie qui, regardant Gilles à son tour, parut contempler l'objet d'importantes confidences. Gilles tomba des nues et en même temps il dut s'avouer qu'après tout il n'y avait là rien de si étonnant, qu'elle lui avait donné plus d'un signe discret d'intérêt.

Il avait salué, souri. Elle semblait attendre qu'il vînt vers

elle, mais il ne bougea pas. Il n'y songeait pas, il était l'homme de la rue qui ignore l'existence des femmes comme miss Highland. Et il ne voulait pas profiter d'une rencontre fortuite.

Elle fut déçue et mécontente. Gilles crut qu'elle retrouvait son dédain, après un instant d'étonnement. Cependant en reprenant ses rires et ses propos avec tous les autres, elle ramenait sans cesse son regard sur lui. Ce regard devint à la fois si sévère et si tendre qu'enfin il se leva et vint lui dire bonjour. Intimidé, il parut fort arrogant aux compagnons de Mabel.

Pour Gilles, de plus en plus étonné, elle se montra flattée, aussi intimidée, et violemment désireuse de le retenir. Sa peau de blonde rougissait excessivement. Gilles ne pouvait concevoir que des rapports s'établissent entre lui et une fille de ce monde-là.

Elle lui avait demandé de s'asseoir, il avait refusé, et il se retrouvait assis auprès de son camarade. Celui-ci ne se souciait guère de lui, étant occupé d'une voisine. Gilles sentit son cœur se serrer en voyant qu'il avait laissé passer l'occasion et qu'il ne la reverrait plus puisqu'il ne savait pas où elle habitait. L'idée de se servir d'un annuaire ne lui venait pas. Il se sentit terriblement frustré, il mesura son inertie. Immobile au milieu du brouhaha général, il pensa à Myriam. Elle était faite pour lui qui était aussi inapte qu'elle à la vie aisée, aimable. Les femmes et les hommes sont faits pour rire, danser, s'abandonner aux jours. Il faut être infirme pour se refuser à la facilité de vivre. Les gens sont savants en beaucoup de matières qui ne sont nullement méprisables. Par exemple, il est beau de danser. On dansait dans ce thé. Miss Highland s'était levé et dansait, avec un garçon qui n'éveillait en Gilles aucune jalousie, tant il lui semblait d'une race différente de la sienne. Un jeune aviateur ni très beau, ni très élégant, ni très distingué, mais bien à l'aise.

Miss Highland, impatientée, en passant près de lui se détacha à demi de son danseur et lui jeta :

— Pourquoi ne m'invitez-vous pas? Vous avez honte de danser avec votre infirmière?

Gilles, tout décontenancé, balbutia :

— Je ne danse pas.

Elle le regarda avec plus de regret que d'étonnement et répliqua :

— Téléphonez-moi.

Gilles était scandalisé. Tout cela décidément ne rentrait pas dans l'idée furtive, et un peu boudeuse, qu'il se faisait de son propre personnage. Il voulait jouir à tout jamais de glisser invisible parmi les hommes et les femmes. Comment pouvait-on le déranger? Tout d'un coup, il sortit. Le camarade se faisait tirer l'oreille et il dut l'attendre devant la porte. Alors miss Highland apparut soudain et s'élançant sur lui, lui cria presque sur la bouche :

— Voulez-vous m'emmener dîner avec une de mes amies? Mes parents sont en voyage.

Gilles qui devait passer chez Myriam répondit : oui, sans hésiter une seconde.

— Attendez-moi un moment, je reviens, je suis ravie.

Il y avait dans son visage une gaîté ardente qui ouvrait à Gilles un horizon inconnu.

La jeune fille revint.

— Mon amie cane, elle n'ose pas téléphoner à ses parents. Mais j'ai un camarade qui est tout à fait gentil... comme chaperon.

Gilles, qui se faisait une haute idée de la vertu des jeunes filles, acquiesça gravement. Le chaperon était un hussard qui boitait bas et qui considéra Gilles avec résignation.

Ils allèrent dîner dans un bistro américain de la rue Duphot. C'était un bateau rempli d'un équipage ivre, et qui tanguait outrageusement. Mabel respirait l'atmosphère saturée de plaisir et plongeait ses yeux dans ceux de Gilles avec un abandon et une certitude qui l'ahurissaient encore.

— Vous ne savez même pas comment je m'appelle. Mabel. Appelez-moi Mabel, ingrat. Buvez.

Les sentiments de Mabel étaient irrésistibles. Et brusquement Gilles bascula ; il devint d'un seul coup celui que reflétaient les yeux de Mabel, un garçon déluré, et peut-être pas seulement l'ami des filles.

Mabel n'avait pas besoin de boire pour être ivre, mais elle buvait ; et il en faisait autant. Le « chaperon » qui répondait au nom fort plaisant de Horace de Saint-Prenant but aussi

pour se consoler de son rôle. Avant la fin du dîner, ils étaient tous les trois dans les liens les plus tendres : Mabel était fiancée à Gilles qui n'avait jamais rencontré une Myriam. Quant à Horace, il répétait :

— Gilles, tu es mon compagnon d'armes. Ta gloire a dépassé la mienne dans les combats. Il est juste que tu décroches la plus haute récompense, je te la donne...

— Comme il est bon prince, s'exclamait Mabel. Il donne ce qu'il n'a pas.

— Mabel, je t'ai aimée, je t'aime. Le fait que tu ne m'as jamais aimé ne détruit pas les droits que me donne un grand amour, un amour du moyen âge.

Que Mabel fût fiancée à Gilles, cela n'avait pas été dit du tout, mais cela était entendu pour tous les trois. Et c'est ce qui expliqua que Mabel, ayant décidé d'aller boire plus librement dans la garçonnière d'Horace, s'enferma avec lui dès l'arrivée dans la salle de bains et lui offrit vivement sa bouche.

Gilles la prit, dans une émotion confuse, mais énorme. C'était pour lui : baptême, première communion autant que mariage. Il se rappela qu'il avait rêvé des jeunes filles et il admit que ce rêve qui s'était endormi sous l'ascétisme de la guerre n'avait cessé d'occuper tout le fond de son être. Ne s'était-il pas déjà réveillé à propos de Myriam? Mais elle n'était pas une vraie jeune fille, cette novice de laboratoire.

Gilles, tenant Mabel, ne fit d'abord aucun usage de ses mains. Il ne faisait point connaissance de son corps, ne s'emparait pas de ses seins ni de ses hanches, rêvait à elle comme lointaine. Le corps de Mabel n'était qu'une longue tige élancée, sans épaisseur, qui se terminait par un visage. Mais pourtant dans ce visage, il y avait une bouche mouvante. La souplesse de cette bouche finit par l'emporter, car enfin les mains de Gilles remuèrent. Aussitôt Mabel gémit.

Quand ils rentrèrent dans la chambre où Horace se morfondait, non sans majesté romantique, renversé sur son lit sans emploi, Gilles se demanda une seconde de quoi triomphait Mabel. Était-ce seulement de leurs baisers? Ou du rabaissement d'Horace? Mais l'alcool le détachait des détails.

Ils ressortirent, traînèrent et burent dans d'autres boîtes.

Au matin, Gilles repensa à Myriam. Il ne lui avait pas téléphoné, elle l'avait attendu. Mabel était la première jeune fille qu'il connût. Il s'aperçut de l'abîme qui l'avait toujours séparé de Myriam. Un frisson le parcourut. C'était trop, il fallait rompre.

Soulagé, il ne pensa plus qu'à Mabel. Sa vie qu'il croyait fixée ne l'était pas du tout. Il s'était contraint dans les derniers temps, mais maintenant il ne se contraindrait plus, il n'était pas fait pour se contraindre. Quelque chose d'insoupçonné s'ouvrait à lui, il découvrait le bonheur.

Il n'avait jamais désiré, il ne désirerait jamais une fille frêle et gauche comme Myriam, si ravissante qu'elle fût. La taille de Mabel se tordant sous sa main, avait engendré soudain de surprenants volumes.

Il devait revoir Mabel le soir même à sa sortie de l'hôpital, à l'heure où il aurait dû voir Myriam. Il fallait téléphoner à celle-ci pour lui expliquer son absence de la veille et son absence du jour. Il n'avait même pas le temps de la voir pour rompre avec elle. Rompre avec elle : la briser?

Il téléphona à Myriam.

— Qu'est-ce qu'il y a? demanda la voix angoissée.

Le mensonge s'offrait à lui, ignoblement facile. Au lieu de dire : un empêchement, il scanda :

— J'ai eu envie d'être seul.

— Vous auriez pu me téléphoner, osa la voix sur un ton de très doux et très timide reproche.

« Faut-il qu'elle ait souffert pour me faire l'ombre d'un reproche », songea-t-il. Elle avait souffert, elle allait souffrir, la souffrance allait entrer par lui dans ce destin. Lui qui ne connaissait que la mort entrevit la cruauté de la vie.

— Je ne puis vous voir à six heures.

— Mais qu'est-ce qu'il y a?

— Je vous dirai... Puis-je dîner avec vous?

— Mais oui, s'élança la voix.

Il dînait maintenant quelquefois chez elle dans sa chambre. Il s'en allait après le dîner très tôt, sous prétexte de ne pas effaroucher M. Falkenberg.

Mabel, à la sortie de l'hôpital, était dans une furie d'impatience, de joie. Dans cet hôpital, il s'était fait une délectation

morose de prétendre impossible une telle aventure. Comme il était peu ambitieux, et surtout peu ambitieux de bonheur! Gagner Myriam, c'était seulement vivre, d'être hors la guerre, dans la paix, avoir un toit, des repas, des vêtements, un semblant de lien social. Il y avait beaucoup au delà. Sous les yeux de Mabel qui l'admirait, il redevint le personnage ivre et triomphant de la veille au soir.

Mabel habitait rue Copernic, il songeait à aller à pied dans cette direction-là. Elle était prodigieusement grande, mince, ondoyante. Elle avait des dents, des cheveux éclatants, un rire fou. Elle regardait sans cesse sa bouche. Tout d'un coup elle n'y tint plus et lui dit :

— Prenons un taxi. Venez chez moi.

— Mais...

— Mes parents sont en voyage, vous le savez bien.

Dans le taxi, elle se suspendit aussitôt à sa bouche. Son ample maigreur ondulait, était présente dans tout l'espace. Sa bouche brûlait. Ses longues mains fortes pressaient la taille de Gilles.

Il était choqué de cette mésalliance qu'entreprenait Mabel, choqué aussi de son impudeur. Il avait l'habitude de confiner le désir dans l'anonymat ascétique de la prostitution, en marge de la société, des familles.

Il entra chez elle pourtant avec moins de crainte que chez M. Falkenberg. Le plus grand calme... Soudain, pour une seconde, il eut le sentiment qu'une sensation atteignait quelque part au loin son inconscient, qu'elle s'infiltrait et pourrait plus tard décolorer son ivresse : l'appartement était moins grand et moins beau qu'il ne l'attendait.

Elle le fit entrer directement dans sa chambre de jeune fille, ridicule, si remplie de babioles qu'elle en paraissait inconfortable. Elle alla dans un couloir, ferma des portes, tourna une clé et se jeta sur son lit. L'ivresse revint à Gilles, entière. Ils s'enlacèrent. Elle lui donna sa bouche avec encore plus d'emportement, une fureur de se livrer. Il vit qu'elle voulait se donner à lui. Son désir montait et se prenait à ce nœud de mouvements, de gémissements et de soupirs.

Il s'étonna encore une seconde de bousculer la solennité de leur rencontre, car il croyait qu'elle était vierge, comme

lui, somme toute, l'était, en dépit de toutes les filles. Elle était pour lui la première femme, lui était le premier homme pour elle. Comme la vie soudain se hâte, elle saute des transitions qu'on aurait cru devoir épeler par la lenteur des gestes.

Mabel était presque nue sous sa robe et Gilles remarqua, en dépit de son ivresse, la rapidité et l'aisance de ses gestes.

Un peu plus tard, il sut ce qu'il aurait dû savoir depuis le premier jour qu'il l'avait vue à l'hôpital. L'exactitude de sa réaction prouvait son expérience.

Myriam. Elle était son bien, son seul bien. Il avait manqué de la perdre. Mabel, ahurie, vit se redresser un garçon méprisant, sifflant.

— Combien ?

— Quoi ?

— Combien d'hommes ?

Aussitôt il vint à la jeune femme à demi redressée un énorme sanglot qui hésita une seconde, puis, devant ce terrible visage, se déclara :

— Je vous aime.

Ce cri toucha le débauché, l'ami des filles, mais comme une salissure. Debout, devant Mabel, complètement immobile, il la considérait dans son désordre et lui-même demeurait dans le sien. Son immobilité persistante rendit tout cela odieusement ridicule. Mabel dut décidément s'épouvanter, elle qui était si sûre de sa sincérité et que la force de son élan laissait loin en arrière un passé où beaucoup de gestes irréfléchis coulaient à pic dans l'oubli.

Le silence et l'immobilité de Gilles croissaient. Il voyait ce linge remuer, se froncer et se froisser et se friper dix fois, en d'autres mains. Une même fleur ne peut se faner et renaître.

— Vous avez déjà connu beaucoup de types, insista-t-il avec un mépris rageur.

Ce mépris, en avilissant la jeune femme, l'avilissait, lui. Il voulait dire : « Vous êtes médiocre. Mais vous n'avez pas l'ombre d'une idée de ce qu'il y a en moi. Vous ne savez pas quelles profondeurs j'ai atteintes en moi, à la guerre. » Il

aurait pu dire bien des choses tout bas. Mais c'était donner trop de poids son silence. Il grogna à haute voix :

— J'aurais pu m'en douter.

Mabel avait balbutié :

— Mais voyons, Gilles, comment pouvez-vous croire...? Mais non.

— Enfin, vous avez déjà...

— Mais non... Si... Mais est-ce que cela compte? Je vous aime. Vous êtes le premier... Vous ne comprenez donc pas, vous ne comprenez donc rien...

C'était la première fois que Gilles se trouvait devant une femme, à l'un de ces moments où elle n'est jamais si sincère qu'en mentant. Cette sincérité féminine qui nie les faits passés est incompréhensible à l'homme qui en bénéficie. La femme est une grande, une puissante réaliste ; elle croit aux faits, elle est entièrement dans les faits, dans les faits actuels. Le passé pour elle peut être fort, impérieux, écrasant, mais jusqu'au moment où le présent requiert un plus grand amour ; alors le passé est soudain aboli.

Gilles répétaillait son réquisitoire imbécile.

— Vous avez déjà dit : je vous aime.

— Jamais, cria désespérément Mabel.

— Vous mentez.

Elle mentait et elle ne mentait pas.

— Je vous aime, répétait-elle inlassablement, avec un espoir qui l'éblouissait encore.

Il voulait qu'elle fût une fille parce qu'il voulait se débarrasser d'elle. Il voulait se débarrasser d'elle parce qu'elle n'était pas assez riche. Voilà la sensation qu'il avait eue à l'entrée et qui enfin achevait de traverser son inconscient : il avait été déçu en entrant dans l'appartement, il avait flairé un moins haut état de fortune que celui qu'il avait imaginé, admiré et d'ailleurs nullement convoité à l'hôpital et au thé, comme mêlé à trop de frivolité. Il lui en voulait terriblement de ne pas pouvoir effacer à ses yeux par d'extraordinaires qualités la médiocrité du sort matériel qu'elle lui ouvrait.

Cependant, Mabel continuait de protester.

— Gilles, vous ne m'aimez plus. Vous croyez que je

suis une sale fille. Mais si vous saviez... je vous attendais.

Elle se tordait, ne pouvait s'exprimer ; elle se brisait contre une féroce condamnation.

Gilles se complaisait dans sa mine sévère.

— Combien y en a-t-il eu? Des crétins, des gigolos? Étaient-ils beaux au moins? Mais ce n'est même pas sûr? Vous aviez envie de vous amuser.

Mabel se raccrocha à cela.

— Oui, vous comprenez... Mais je ne les aimais pas. Ils me décevaient terriblement. Je les quittais, je ne pouvais pas continuer.

— Tu les quittais. Alors il y en a eu beaucoup.

— Mais non.

Mabel était plus mordue à chaque mouvement par un piège méchant. Elle gémit.

— Si tu savais comme j'étais malheureuse.

— Ce n'est pas vrai. Tu étais gaie et plein d'entrain, voyons.

En effet. Mais Mabel, maintenant, était malheureuse. Et son malheur présent effaçait toutes ces déconvenues légères, enjouées, rebondissantes.

— Tu ne les aimais pas et pourtant...

Elle était si désorientée qu'elle ne pouvait que tomber dans toutes les maladresses, faire tous les gestes stupides que lui dictait, lui imposait Gilles.

— Je les aimais un peu, balbutia-t-elle. Et aussitôt sa figure accusa toute la stupidité de cette parole jetée au hasard. Gilles ricanait avec délices.

— Ah ! tout de même. La vérité c'est que tu les as trouvés très bien, tu les as aimés... Ce qui ne t'empêchait pas d'en changer.

Gilles ne pouvait perdre la tête à ce point qu'il ne vît les contradictions où s'assouvissait sa rage. Dans un homme qui raisonne contre une femme dans ces moments-là, il apparaît toujours un pédant, un procureur monstrueusement vétilleux. Il mit le dilemme en forme.

— Voyons. Les aimais-tu ou ne les aimais-tu pas? Si tu ne les aimais pas, tu étais une putain ; si tu les aimais, tu étais en plus une sotte.

— Je ne sais pas, lâcha Mabel dans un sanglot atroce dont les spasmes étaient ceux-là même du vomissement.

Le lendemain, Gilles se crut encore quelque temps dans l'état d'esprit où il avait quitté Mabel. Comment avait-il pu pendant vingt-quatre heures faire tous les rêves à propos de cette fille vulgaire et vide ? En tous cas, c'était fini. Et Myriam n'était pas perdue. Oh ! non, Myriam n'était pas perdue ! Comme elle était précieuse, unique !

Après tout, il fallait jouer avec Mabel, comme avec les filles. Il se moqua de lui-même, pour avoir agité ses tonnerres et ses foudres. A-t-on aussi l'idée de vénérer comme sa future femme la première gamine rencontrée, qui a envie de vous. On n'en fait pas une vierge idéale pour ensuite l'accabler des plus grandiloquents sarcasmes. Le souvenir des sanglots de Mabel lui revint avec un goût sensuel. Il se rappela ce corps parmi les vêtements saccagés. Corps charmant dont la maigreur ourlée et mouvante s'offrait si bien à composer des images de pillage et de défaite. Avec le souvenir du mépris revenait le désir.

Pourquoi ne pas recommencer ? Il la désirait encore, et plus fort. Ce qu'il avait à peine entrevu, hâtivement parcouru, il voulut le connaître mieux.

Il lui téléphona. Au bout du fil, elle mourait de soulagement et d'espoir.

Il revint chez elle où il y avait toujours ce silence, ce vide qui maintenant faisaient une complaisance troublante. Il se promena dans toutes les pièces. Toujours pas de domestiques. Dans la cuisine, il évoqua avec un plaisir louche l'ombre des bonnes, aussi bien que celle de la mère devant le grand lit conjugal. Mabel n'était plus, comme une fille, qu'un élément dans une imagination tout intérieure à lui. Il ne se souciait guère de lui donner le change ; brusquement, il l'entraîna dans sa chambre. Elle vit bien que ce n'était que caprice, s'en désespéra et s'y abandonna avec d'autant plus d'ivresse.

Son corps exprima cette fureur de sacrifice, qu'il avait au gré des circonstances demandé à son propre corps dans la guerre et dont il cherchait obscurément la contre-partie dans l'amour. Peut-être le soldat, qui n'est pas très fort,

a-t-il besoin de voir le corps de la femme humilié et endolori comme fut le sien. Comment résister à ce cri de plus en plus secret? Avec délices, Mabel vit que Gilles lui jetait des regards qui n'étaient plus indifférents; elle entendit des mots vagues mais prometteurs. Avec une immense envie d'être heureuse, elle ne logeait le chagrin qu'à regret, aussi en un instant crut-elle effacées toutes les ombres. Elle cria :

— Tu m'aimes?

Gilles entraîné eût voulu répondre : oui, mais le souvenir de son dégoût de la veille lui valut un scrupule.

— Hum.

— Tu ne m'aimes pas?

— Mais si.

Ce fut seulement en la quittant qu'il repensa à Myriam; elle l'attendait. Il regarda sa montre : il était près de neuf heures. Il avait laissé Mabel, en prétextant un dîner chez des gens. Allait-il courir chez Myriam? Il en était temps encore.

Ah! non, la rue était trop délicieuse. Et les bars, les restaurants étaient des déserts, peuplés d'ombres brillantes. Il sentait croître de minute en minute le chagrin dans le cœur de Myriam. Cela faisait un poids peu à peu insupportable et pourtant par instant sa solitude s'en débarrassait et trouvait une minute d'oubli irremplaçable. Il ne téléphona même pas.

Par la suite, une sorte d'habitude s'établit dans la vie de Gilles. Il passait deux heures avec Mabel, puis il dînait avec Myriam à qui il avait fait croire qu'il lui fallait travailler aux heures où il la voyait auparavant, et qu'il ne pouvait le faire qu'en marchant et en prenant des notes dans les rues. La grossièreté du mensonge était impardonnable et il se promettait d'autant plus de lui dire bientôt toute la vérité.

Il fit parler Mabel sur elle-même, sur sa famille; il acquit aussitôt la certitude qu'il ne s'était pas trompé. M. Highland était à demi ruiné par la confiscation de ses biens en Turquie où il avait eu une banque. Elle avait deux sœurs mariées en Angleterre qui se trouvaient, du fait de la mobilisation de

leurs maris, dans des situations difficiles et qu'il fallait aider. Enfin, M. Highland était ivrogne et joueur ; il était en train de faire du vilain à Monte-Carlo.

Gilles mena son interrogatoire avec un sans-façon qui aurait paru indécent à une fille moins asservie par l'amour ; il alla jusqu'à savoir le chiffre probable de la pension que lui ferait son père. C'était encore joli, mais : « Il se ruinera bientôt complètement et nous serons sans le sou. » Il n'imaginait aucun moyen de gagner de l'argent ; la certitude que lui avait apportée Myriam avait détourné son esprit de ce souci qui, en d'autres circonstances, ne l'aurait d'ailleurs guère aiguillonné.

Il se laissait aller de temps à autre encore à l'idée qu'il pourrait abandonner son destin à Mabel parce que cette idée se confondait dans son imagination sensuelle avec celle de la jeune femme renversée sur les lits d'un appartement abandonné, jamais tout à fait nue et bouleversée par le plaisir. Le rêve de la déchéance sociale à partager avec elle l'embellissait et la rendait plus désirable.

La brièveté de leurs rencontres permettait une pareille ambiguïté ; mais il eut huit jours de congé. Il dit à Myriam qu'il allait trois jours seul méditer à la campagne. De son côté, Mabel obtint de ses parents qui étaient revenus du Midi et qu'elle voulait en vain lui faire connaître, d'aller passer trois jours chez une amie.

Ils allèrent au Trianon, à Versailles. Bien que ce fût pour un si court voyage, le départ fit impression sur Gilles ; il en préfigurait un autre plus décisif. Dans le taxi qui les conduisait avec leurs minces valises, il regardait sans cesse Mabel. Elle ne ressemblait plus en rien à la fille qui entrait dans sa chambre, le matin, à l'hôpital et qu'il voulait croire hautaine. Ce n'était plus qu'une niaise, d'une élégance superficielle, trop aisément brisée par la hargne d'un amant excédé, tendant vers lui un visage que rendait stupide le sentiment du désastre. Gilles avait installé dans les veines de Mabel le découragement et le désespoir. Elle, qui auparavant était rieuse, innocente, gentiment livrée à ses légers appétits, elle allait maintenant comme une fille perdue, sans avenir, qui ne trouverait pas de mari, vouée sans doute à

la galanterie. Gilles l'avait comme ruinée et déshonorée et sa seule planche de salut lui semblait être Gilles. Elle se disait que si elle ne l'épousait pas, elle n'épouserait jamais personne d'autre. La terreur de le perdre le lui faisait perdre à coup sûr.

Gilles avait hâte de s'enfermer dans une chambre avec elle. Puisque c'était le désir physique qui le retenait seul à elle, il fallait tirer sur ce lien jusqu'à le rompre. Elle sentait cela et s'y abandonnait, car un nuage sombre sur leurs étreintes leur donnait des proportions fantastiques.

A Trianon, le dernier prestige de Mabel s'évanouit bientôt. A peine fut-il allongé auprès d'elle, qu'il parla de sa fatigue. Cette fatigue était réelle, car sa vie était épuisante : il se levait très tôt pour aller à son traitement, après s'être couché peu d'heures auparavant.

Déçue, elle respecta son sommeil, elle l'épiait et jouissait quand même éperdument de ce simulacre de vie en commun. Quand il se réveilla, il regretta le sommeil et tâcha de s'y replonger. Il y parvint pour quelque temps, puis il se réveilla tout à fait. Mabel, à son tour, dormait. C'était un après-midi de printemps, les rideaux n'étaient pas fermés. Une lumière adoucie entrait avec une légère odeur mouillée. Il la regarda avec avidité. Sa curiosité était aiguë pour ce corps charmant qui ne lui parlait plus. Il ne parlait plus. Toutes ces lignes qui avaient été un instant éloquentes, s'étaient tues.

Cela était si brusque, si tranché qu'il voulait tout essayer pour vérifier que c'était définitif. Il s'acharna à contempler ce qu'il y avait de plus plaisant dans ce corps nu. Elle était longue et maigre, mais ses muscles bien qu'extraordinairement minces étaient développés, et par dessus cette ferme texture, sa chair délicate adoucissait partout les lignes de sa maigreur. Gilles contemplait, admirait, savourait même, mais seulement des yeux, et il s'effrayait de sa froideur. Il eut soudain l'impression qu'un sang de vieillard remplissait son cœur. Toute sa jeunesse se révolta contre cette impression et s'ameuta pour la chasser. Il remua, la réveilla, la serra dans ses bras. Il l'embrassa, la caressa, il voulait éveiller en elle le désir pour qu'au moins ce désir se communiquât à lui. Les choses se passèrent facilement comme il le voulait. Pendant

un instant, la chaleur revint dans son cœur et il but l'illusion, mais sans espoir.

En effet, un moment après, il n'avait plus qu'une idée : fuir. L'idée de passer trois jours dans cette chambre vide, auprès de cet être vide le remplissait d'une panique irrésistible. Il s'habilla brusquement et sortit sous un prétexte quelconque. En bas, il demanda la note, paya, remit un bref billet : « Je m'en vais. Nous ne nous reverrons jamais. » Et il alla se promener dans le parc qui lui prodigua la leçon d'une beauté liée à l'orgueil et à la cruauté. Il était ivre d'égoïsme. Soudain, il eut envie d'aller chez l'Autrichienne et courut jusqu'à la gare.

Après l'Autrichienne, qui était toujours là quand il en avait besoin, il se précipita en hâte chez Myriam. En voyant Myriam, Gilles éprouva un nouveau plaisir, mais anxieux à effacer la souffrance qu'il trouva inscrite sur ce visage, plus profonde qu'il n'avait imaginé. Il regardait avec effroi cette trace jeune, il était sûr que cette trace reparaîtrait et que par sa faute elle s'enfoncerait davantage. Certes, il en jouissait comme marquant la seule puissance qu'il connût dans la vie, cette puissance sur les femmes qui s'était offerte et imposée à sa nonchalance. Pourtant, que cette puissance se manifestât dans des conditions aussi faciles, le dégoûtait. Il aurait voulu arrêter l'épreuve maintenant suffisante, ne pas aller jusqu'à l'abus.

— Que se passe-t-il ? murmura-t-elle sans le regarder.

Elle était enfouie, prostrée, dans un fauteuil. Il ne lui avait jamais vu une attitude aussi abandonnée, et par bonheur aussi féminine.

Gilles s'écouta mentir et vit l'effet sûr de son mensonge sur le visage de Myriam. Ainsi donc, elle pourrait ne rien savoir de l'histoire de Mabel. Il ne reverrait plus cette fille vulgaire et Myriam ne serait pas si gravement blessée. Mais n'était-elle pas blessée irrémédiablement dans son cœur à lui par le mensonge qu'il lui faisait ? Pourquoi lui cacher cette histoire ? Lui cacher, lui mentir était une trahison bien plus grave que cette coucherie où, somme toute, elle avait marqué des points, sans le savoir ?

Lui parler. Il voulait aussi lui parler des filles. Elle ne savait

pas, elle ne devinait pas. Pourtant n'avait-elle pas assez de camarades masculins à la Sorbonne pour savoir comment vivent les hommes? Oui, mais ceux-là étaient engourdis par le travail et la pauvreté. Sans doute, elle le croyait chaste, parce qu'elle le croyait exceptionnel en tout.

De se retrouver avec elle lui donnait un grand soulagement. Il l'avait échappé belle. Une terrible médiocrité l'avait frôlé, avait menacé de le dévorer, cette médiocrité qu'il avait connue avant la guerre, qu'il avait alors acceptée avec tant de soumission. Il oubliait la belle mystique studieuse de ce temps.

Par contraste, Myriam brillait d'un éclat renouvelé et magnifique. Avec une grande délectation, il l'écoutait parler. Elle était pleine d'intelligence. Si raide que fût cette intelligence, c'était quelque chose. La lumière du visage gagnait tout le corps. Il remarqua de nouveau qu'elle avait une poitrine ravissante.

Myriam qui sentait son retour de fortune s'en réjouissait timidement. Elle était reprise par cet engourdissement délicieux qui pensait lui suffire. Quel terrible silence de la chair il y avait entre eux. En souffrait-elle? Il la regarda avec un peu plus de curiosité et de sollicitude qu'auparavant. Qui était-elle? Que sentait-elle?

VIII

Le traitement de Gilles arrivait à sa fin et il lui fallait aviser. Allait-il se laisser renvoyer au dépôt de son régiment, puis au front? Son bras gardait une infirmité légère qui pouvait, grâce aux relations de Myriam, être facilement exploitée et lui valoir sinon la réforme temporaire, tout au moins le passage dans le service auxiliaire. Il se décida soudain pour ce dernier accommodement et sans débat, au grand étonnement et à la grande joie de Myriam.

Son mariage lui ouvrait de telles perspectives dans la vie

qu'elle devenait aussi plus attirante que la mort. Depuis 1914, il avait palpité entre ciel et terre, dans une continuelle tension entre la vie et la mort. Maintenant il était repris par la vie. Était-ce par la vie sociale dont les puissants mirages masquent à l'homme les horizons ultimes de la nature et de la mort? Non, cet ambitieux ne l'était pas des objets ordinaires de l'ambition. Ce cupide ne voyait dans l'argent qu'un moyen de rendre ces objets inutiles.

PIERRE DRIEU LA ROCHELLE

(A suivre.)

DE MANDALAY A YUNNANFOU

LA ROUTE DES ARMES

La Chine s'est retournée. Depuis un siècle, elle communiquait avec le monde extérieur par l'est, par les ports. Elle eût préféré conserver son orgueilleuse solitude ; elle ne s'était ouverte au commerce que malgré elle : Canton et Shanghaï avaient été l'enjeu de batailles perdues. Cinquante ans après l'Europe, elle s'était décidée à autoriser la construction d'un premier chemin de fer ; puis, prise de remords, elle l'avait fait transporter à Formose, comme pour frapper l'intrus de bannissement. Cependant, les Blancs, usant tour à tour de la poudre, de la propagande et de la publicité, étendaient leur emprise. Leurs « concessions » étaient comme des poumons où l'air du large s'emmagasinait pour être refoulé vers l'intérieur. L'empire du Milieu avait ainsi absorbé, de gré ou de force, avec beaucoup d'armes, de cigarettes et de pétrole, un peu de curiosité et d'inquiétude. Il vivait de ce mélange. Mais en 1937-1938, une brusque révolution s'opère : les ports tombent sous le contrôle japonais. La Chine va-t-elle se laisser mourir d'asphyxie? Non. Après s'être si longtemps défendue contre l'Occident, elle cherche à retrouver son contact. Elle lance vers lui, à travers les montagnes du Yunnan ou les déserts du Tibet, comme des tentacules, de hardis raccourcis. Elle charge jusqu'à la limite de sa capacité le petit chemin de fer d'Indochine, aménage les pistes qui mènent vers la Sibérie, lance dans plusieurs directions des voies ferrées. Mais ces commu-

nications sont encore insuffisantes, précaires ou lointaines. Elle décide donc de joindre ses provinces du Sud à la Birmanie par une route. Les ingénieurs chinois — assistés d'un expert français au service de la Société des Nations, M. Maux — s'efforcent de retrouver de très anciens tracés : la route des armées chinoises en marche vers Pagan, l'itinéraire de Marco Polo chargé de mission par Kublai Khan, et le chemin par où montaient jadis les tribus de la Birmanie, vassale des empereurs mandchous. Cent cinquante mille coolies se mettent à l'œuvre. Ils ont quatre ennemis : la montagne, qui dresse sur tout le parcours des crêtes de trois ou quatre mille mètres ; les fleuves impétueux : Mékong, Salween, qui le traversent du nord au sud en faisant des bonds de cent mètres ; le Japon, qui s'efforcera de soulever les tribus et de bombarder les points vulnérables ; la pluie enfin qui, chaque été, menacera le travail de l'hiver. Ce dernier danger est le pire. Il faut le devancer, déclencher des avalanches préventives, achever avant que l'eau ne se précipite les canalisations où elle pourra s'écouler — et tout cela, sans machines. Cette route sera construite par la seule force du travail humain. A la pierre, on n'opposera que la pierre elle-même ; aux éléments, que la ruse et l'obstination.

En 1938, après la saison des pluies, le travail devient fiévreux. En décembre, il est assez avancé pour que M. Johnson, ambassadeur des États-Unis, puisse inaugurer la route. Parti le 12 de Chungking, il arrive le 29 à Rangoon. Trois mille trois cents kilomètres en dix-sept jours. Moyenne quotidienne : moins de deux cents. Dans ces lacets, sur ces pierrailles, les camions lourdement chargés feront moins encore. Du moins, ils peuvent passer. Déjà les convois s'organisent et, dans le port de Rangoon, les munitions s'accumulent : anglaises, françaises, belges, italiennes aussi (car le commerce des armes se préoccupe peu des accords politiques). La Chine respire, l'Occident est retrouvé.

C'est par cette voie birmane que le voyageur se doit aujourd'hui d'aborder la République Céleste. Dans les ports, il ne trouverait que des sentinelles et des esclaves : les forces vives ont émigré. Au Yunnan, il pourra satisfaire à la fois sa curiosité du présent et sa nostalgie du passé. Cette Route des

Armes montre la puissance de la jeune Chine à des régions féodales où la Chine impériale vit encore. Par ses cols, l'automobile de 1939 débouche en plein Moyen Age. La rencontre est émouvante, historique, pittoresque. C'est là que bat aujourd'hui le cœur de l'Asie.

Partons, si vous le voulez bien, de Mandalay. C'est la ville de l'obsession, des collines aux mille temples, des temples aux mille *stupas*. Ses innombrables clochers blancs se détachent d'une façon saisissante sur les ciels d'orage. Mais le charme est ailleurs : dans le palais royal, somptueux et fragile, émouvant comme la ruine d'une « folie », désert où l'on évoque des fastes encore récents. Dans l'ancienne Birmanie, les capitales voyageaient aisément. Une épidémie, un manque d'eau, l'assèchement des jarres sacrées placées sous les fondements du palais : c'était assez pour mettre la Cour en branle vers le nouvel emplacement fixé par les astrologues.

On creusait le sol, on y enfouissait des vierges vivantes, et le palais élevait de nouveau sa forêt de colonnes, et les paillottes se groupaient à l'entour. Ainsi voyagea « Sa Majesté Dorée » d'Amarapura à Mandalay, en 1857. Le quadrilatère de murs rouges, bordé de douves, où s'inscrivait la ville ne protège plus aujourd'hui que des baraquements militaires, mais le palais est encore debout. Le visiteur parcourt à loisir, sans être importuné par des gardiens, les salles d'audience où, il y a à peine plus d'un demi-siècle, la Cour birmane célébrait ses rites. Il est libre de faire circuler à sa guise entre les murs dorés, parmi les colonnes faites d'un seul tronc de teck rouge, les robes somptueuses, ailées, qui se dressent dans les vitrines. La structure du palais est intacte ; mais ces monuments de bois (la pierre est réservée aux dieux) vieillissent vite. Le faste était moins dans la matière que dans les revêtements, aujourd'hui écaillés ; les tapis et les tentures, dispersés ; les courtisans, défunts. Dans leur nudité ces colonnades sont devenues trop sévères, mais il flotte une odeur de bois pourri où se désagrègent des souvenirs. Il faut parcourir ce cimetière au soleil déclinant, quand les douves, dans l'in-

tervalle des lotus, reflètent des nuages roses, quand les tamarins tordus — si vieux par le tronc, si jeunes par le feuillage — allongent leurs ombres légères. En remontant de salle en salle, dans une gradation d'obscurité croissante, on atteint, au centre, la chambre du Roi. Elle est étroite et très haute, avec un plafond incliné, soutenu par des piliers qui s'allongent pour suivre son élan. La seule ouverture, c'est, tout en haut, une dentelle de pierre dont les trous, au soleil couchant, laissent passer des flèches d'or. On reste là, le corps dans l'ombre, les yeux perdus dans cette gloire...

Avant de partir, offrons un *pwe*. Je dis bien : offrons, car le spectacle se tient dans la rue et les voisins se considèrent comme invités. Nous avons seulement le droit de payer et d'occuper une petite loge entourée d'un treillage ; mais si nous étions Birmans, nous nous sentirions très fiers d'interrompre la circulation et de traiter le quartier. Petites et précieuses, couvertes de fleurs et de bijoux, les danseuses se penchent bizarrement vers nous ; on dirait que leur chute est suspendue par la danse. Leurs pieds s'efforcent d'échapper au fourreau et à la traîne qui les entravent, tandis que leurs bras, comme étrangers, se consacrent à d'autres jeux. Une main, encore hindoue, dessine des fleurs d'une seconde ; l'autre, déjà chinoise, tourne et retourne un éventail : nous sommes à la lisière de deux mondes. Les danseuses se relaient afin que notre plaisir soit continu. Celle qui se repose s'asseoit au centre de la scène et prend un air ennuyé ; peu importe, nous ne sommes pas censés la voir. Cela pourrait durer jusqu'à l'aube, si une brusque panique ne faisait fuir les spectateurs. « Le feu ! », me dit-on en montrant un point dans l'espace. Je regarde, et ne vois rien. Il n'y a pas de feu — mais il n'y a plus ni public, ni danseuses. Ces hallucinations collectives sont fréquentes. Il faut bien d'ailleurs que des spectacles privés de variantes, de péripéties et de dénouement soient interrompus par le hasard. Sous la monarchie, quelque dignitaire traversant le quartier servait de *deus ex machina* : il passait en trombe, précédé de messagers qui obligeaient le peuple à disparaître ou à se prosterner. Aujourd'hui, l'assistance fabrique elle-même le monstre qui la disperse.

Il n'y a plus qu'à aller dormir sur l'Irrawaddy, à bord du

bateau qui nous conduira vers la frontière chinoise. C'est un vapeur à roues, couvert d'un toit vert, incurvé et plissé qui lui donne un air de grosse chenille. A chaque village, il s'arrête, vide son ventre plein de riz ou de sel, le remplit de soie ou de poteries. La scène est vive, colorée, cocasse. Dans le brusque silence des roues arrêtées, trois plongeons ont retenti : des nageurs s'élancent, une corde entre leurs dents, pour amarrer le navire au rivage. Une passerelle est jetée. Les dames-coolies s'y engagent, poudrées, rieuses, le cigare à la bouche, le chignon sur la nuque, les cheveux parsemés de pétales. Elles forment deux files qui se croisent au-dessus de l'eau, chargeant et déchargeant le navire. Sur une autre passerelle circulent des hommes quasi nus, qui portent des sacs sur l'épaule ou la tête et les versent à l'arrivée par un mouvement du torse, les bras servant seulement de balancier.

Chaque soir, le bateau s'amarre pour la nuit. Depuis une heure ou deux, déjà, nous éclairons notre route avec un projecteur qui fait danser dans son triangle cent mille étincelles d'argent : les moustiques. Comme nous nous arrêtons, des barques s'approchent. Nous voyons d'abord surgir, silencieuse surprise au-dessus des eaux, quelque turban éclatant. Puis le son discret des pagaies nous parvient et nous découvrons un désordre d'ombrelles, de chapeaux pointus, de chignons fleuris. Ces visiteurs nous apportent de belles jarres rouges, des sacs brodés, des paniers à damier noir et blanc. Sur le rivage des feux s'allument, entourés de groupes où se détachent des visages éclairés par en bas comme des Georges de La Tour. D'autres se tiennent à l'écart, invisibles quand ils ne réveillent pas la lumière avec une couleur vive. Nous descendons, torche au poing, pour une promenade nocturne à travers la jungle. Le chemin tourne, incertain, parmi de hautes herbes, des lianes, des arbres tordus. Il semble qu'un pionnier l'ait tracé ce soir même, en foulant des plantes, en écartant des branches. Les feuillages froissés se redressent déjà, exhalant une senteur forte, humide et comme vénéneuse. Odeur de jungle blessée, muette protestation contre un viol. Nous revenons, craignant de trouver au retour la forêt refermée, impénétrable. Les villageois, leur com-

merce fini, se dispersent déjà. De petites lumières se fuient, se rejoignent, s'entre-croisent sous les arbres. Par moments, des jeux de lumière nous montrent des squelettes noirs entourés de vêtements transparents. Nous tentons de les suivre, mais ils nous refusent l'approche de leurs humbles pagodes. Au matin, quand nous repartons, il n'y a plus, sur la haute falaise, qu'une rangée de têtes curieuses (les corps couchés sont invisibles) nous narguant de loin comme des ennemis.

Le troisième jour, les escales s'espacent. On tombe dans un vague enchantement du voyage. Le fleuve large, reflétant le ciel immuable, nous enivre d'espace gâché. Très loin, sur les rives, la jungle défile, rompant de fleurs vives le vert acide des feuillages nouveaux. Les événements ne sont plus que des rencontres sur l'eau : rassemblements d'oiseaux ; buffles immergés, visibles seulement par leurs cornes; bancs de sable blond entre lesquels nous cherchons des détours féminins ; jacinthes mauves, arrachées par la force des courants, en voyage vers le delta où elles se replanteront ; radeaux de bois flottant, couverts de petites huttes et peuplés comme des villages. On nous montre quelques témoins : ce rocher d'où jadis les captifs pouvaient sauter, s'ils croyaient en leur chance ; cette pagode que les hautes eaux recouvrent chaque printemps et dont le sommet ébréché marque le passage d'un navire. Cependant, un vieux Birman, penché sur le bastingage, sonde l'eau sans arrêt avec un long bambou rouge et blanc, annonçant les profondeurs dans un chant monotone où l'on sent passer le temps...

A bord, il n'y a que des rois. Je veux dire : un administrateur de province nanti d'un pouvoir absolu, un pionnier au service d'une compagnie de teck, qui, quelque part dans la brousse, perce des routes, abat des arbres, manœuvre une armée d'indigènes. Celui-ci dispose d'une large suite de serviteurs, payés trente roupies par mois, mais vivant sur cinq (y compris le tabac et l'opium). Il demande :

— Voulez-vous connaître les races de la Birmanie?

Et déjà, se détournant vers la cale, il crie :

— Boy !... Cook !... Amah !...

Puis, à mesure que surgissent les indigènes :

— Un Birman... Un Shan... Un Katchin...

C'est un bon prince, rude et généreux. J'aime ses récits. Il dit en se penchant vers le fleuve :

— Voyez-vous cet éclair au fond de l'eau ? C'est une planche peinte en blanc, placée par un pêcheur indigène. Elle luit étrangement dans le clair de lune ; les poissons effrayés sautent en l'air — et retombent dans un filet. On peut alors répondre aux bonzes, quand ils rappellent l'interdiction de tuer, qu'on a simplement recueilli des suicidés.

Et comme j'aperçois dans ses bagages un grand couteau :

— Voyez-vous, j'exerce beaucoup de métiers. Je suis médecin à mes heures, et même... chirurgien pour éléphants. Je les cerne, je les accule et j'opère leurs anthrax avec ce coutelas.

Avec le capitaine nous parlons politique. C'est un joyeux drille, de tempérament fasciste. La nouvelle de l'occupation de Prague vient d'arriver, Dieu sait comment, sur l'Irrawaddy. Ce coup d'audace le fait rêver.

— Quand donc, dit-il, l'empire britannique se décidera-t-il à protéger sa minorité anglaise de Birmanie ?

Il prévoit des troubles graves qui obligeront à interrompre l'expérience de self-gouvernement actuellement en cours. La guerre de Chine en sera-t-elle l'occasion ? A bien regarder, elle divise déjà ce bateau. Les bonzes qui circulent dans l'entrepont sont des agents de la propagande japonaise. C'est sur leur ordre que l'autre jour, à Rangoon, des grévistes se couchaient dans les rues pour arrêter le trafic. C'est sous leur inspiration que les politiciens birmans s'élèvent contre la politique pro-chinoise de l'Angleterre. Mais dans la cale, entre les sacs de riz et les ballots de soie, il y a des pièces d'avion en route vers le Yunnan...

Ω Ω

A Bhamo, où l'*Irrawaddy Flottilla* arrête son service, on est déjà presque en Chine. Des paravents de montagnes bleuissantes ferment l'horizon ; les plus lointaines ne sont guère que des voiles de brume ; on pense à des paysages Sung. Voici déjà une pagode chinoise avec ses toits de tuiles arqués, ailés, pareils à des oiseaux rassemblés en plein vol. A demi

désaffecté, ce temple tourne au club. Les membres de la colonie chinoise y jouent aux échecs, y fument de longues pipes, mais continuent à brûler des bâtonnets en l'honneur de Confucius ou de Bouddha, tous deux présents. La frontière n'est qu'à trente kilomètres ; mais une piste seule y conduit. Nous préférons rejoindre, à travers les États Shan, la Route des Armes.

Sur les collines qui dominent l'Irrawaddy déjà le pays change. Il fait plus froid et les couleurs s'attristent. Les hommes ont adopté le bleu chinois et se coiffent de bonnets de laine ; les femmes portent des robes noires et rouges cerclées de métal : nous sommes chez les Katchins. C'est un peuple errant. Quand les fleuves emportent ses maisons fragiles, montées sur échasses, il les suit. Mais il revient de loin pour se rendre en file indienne, avec ses marchandises sur la tête, à la foire de Namkham. Nous y arrivons à temps pour entrevoir un étonnant rassemblement de vendeuses. Leurs jambes sont serrées dans des bottes d'étoffe tissée, leurs robes ornées de ficelles multicolores ; des turbans bleus enroulés sur des hautes carcasses étirent bizarrement leurs visages tannés. A notre arrivée, elles offraient avec animation des crêpes de poisson, si énormes, si ondulées qu'on les dirait parcourues par des vagues. Mais leur pudeur supporte mal notre curiosité : en une seconde, leurs têtes s'enfouissent dans de grandes hottes brunes. Une tour de carton qui porte des panneaux-réclame à figures de danseuses nous intrigue. Est-ce l'affiche d'un spectacle ? Non, c'est seulement un corbillard : on s'apprête à enterrer une dame de cent seize ans.

Namkham est fétichiste. Les mâts enrubannés y remplacent les *stupas* ; mais c'est toujours une religion sans amour, faite d'un simple troc entre le fidèle et le dieu. Le riche marchand qui a construit une pagode à ses frais peut s'abandonner librement à ses vices ; il n'en conservera pas moins sa créance sur Bouddha. Le païen qui fait des offrandes aux esprits ne leur demande en échange que de le laisser tranquille. Ce froid commerce ne satisfait pas les âmes ; mais elles sont prises dans le filet des traditions. L'autre jour, un pauvre homme accompagné de son enfant est venu trouver les sœurs de Bhamo : « Je vous amène ma petite fille ; elle est jeune, vous

pourrez la mener jusqu'à votre Dieu. Moi, je suis trop loin, dans la forêt... »

Nous nous établirons pour la nuit dans le bungalow de l'Administration. La Birmanie du Nord est ainsi parsemée de maisons vides, parfois charmantes, dont les voyageurs de distinction s'emparent d'autorité, sans avoir à consulter personne. Dans celle-ci, nous faisons nos adieux à la civilisation. Namkham, c'est la dernière poste, le dernier télégraphe, au seuil des pays de légende et des zones militaires. De ma fenêtre, déjà, j'aperçois les premiers contreforts des montagnes yunnanaises, et je vois s'allumer, étrangement brillantes dans ce paysage agreste, les lumières de l'usine d'aviation édifiée par des Américains à quelques kilomètres de la frontière, en territoire chinois.

Le lendemain, nous atteignons la Route. Elle vient de Mandalay, des plaines torrides, s'élevant peu à peu parmi les forêts de bambous, retombant parfois dans des gorges luxuriantes où des torrents se cachent, frais et mousseux. Près de Lashio, elle rencontre des arbres étranges, aux feuillages tricolores, dont le voyageur d'Europe ne sait plus le nom. Dans le fouillis des lianes, un gros tronc parfois se détache ; près du sol déjà il s'infléchit, rassemble ses forces pour une torsion monstrueuse qui projette dans toutes les directions de l'espace des branches puissantes. Les rencontres sont imprévues : guerriers en shorts, avec un fusil en bandoulière sur leur torse nu ; paysans vêtus seulement de tatouages, chargés seulement de fleurs ; chars aux roues grinçantes qui portent un jeune dieu impassible sur leur timon fleuri d'orchidées ; fonctionnaires britanniques revenant de tournée vers leurs fenêtres à croisillons, leurs prairies pâles, leurs parterres de fleurs d'une rigidité militaire ; bonzes au regard baissé, dont les bras nus se détachent, maigres et veineux, sur le riche safran de leur robe ; musulmans chinois en longs manteaux, dont le pèlerinage à La Mecque vient d'être payé par l'Agha Kan. Des coolies chinois achèvent, à des salaires britanniques, cette section birmane de la route (au retour, ils pourront vivre en capitalistes dans leur village natal). Leur travail change le paysage. Creusant le sol, ils laissent se dégager, comme des témoins

de leur effort, des colonnes, des arches, des aiguilles, qui ont un air de ruines préhistoriques ; et, dans les excavations, ils se font des demeures provisoires. Aux tournants, je les vois assis sur le terre-plein. Les doigts posés sur de longues pipes, ils ressemblent à des joueurs de flûte. Je me souviens d'un garçon insolent qui dominait son groupe de sa haute taille : il projeta une bouffée vers nous, comme une insulte.

Un bambou abaissé en travers de la route signale l'approche d'un poste militaire. Un policier birman, vêtu de rouge, s'avance, tenant à la main un registre de même couleur où il nous prie d'écrire nos noms et qualités. La reliure et le papier sont si luxueux que j'ai l'impression de donner ma signature à un amateur d'autographes. Comme nous approchons de la frontière, la scène se répète à des intervalles de plus en plus rapprochés. Nous ne montrons même pas nos papiers, mais ne cessons de griffonner dans des albums. Au contraire, nous abordons la Chine sans subir aucun contrôle. C'est seulement trente kilomètres plus loin qu'un fonctionnaire nous demandera nos passeports ; c'est dans vingt-quatre heures que nous rencontrerons la douane ; c'est après-demain, déjà largement avancés en territoire chinois, que nous recevrons d'un préfet le visa définitif. Serons-nous reçus à ce triple examen ? Nous l'avons demandé à un fonctionnaire anglais et à l'agent chinois de la South Western Transport Company (toute-puissante sur la route). Tous deux ont été polis, mais nets : ils pensent que nous n'arriverons pas au terme de notre voyage.

— Vous ne trouverez pas d'essence, dit l'Anglais.

— N'y en a-t-il pas dans les dépôts de la South Western ?

— Oui, mais on ne vous la vendra pas.

— Vous ne trouverez pas de logement, dit le Chinois.

— Votre Compagnie a pourtant installé des bungalows ?

— Sans doute. Mais *officiellement*, ils n'existent pas.

Je réponds que nous prendrons avant de passer la frontière toute l'essence nécessaire et que nous coucherons, s'il le faut, à la belle étoile. Le scepticisme de mes interlocuteurs n'en est pas atténué. Ils me parlent d'autres difficultés : visas, consignations. Ils ne peuvent rien m'affirmer : il n'y a pas de règle absolue ; ce sera « selon ma tête ». Ce qui est sûr, c'est

qu'il doit exister dans les archives chinoises des textes qui permettront au besoin de nous arrêter et de nous faire pendre, et que les Anglais eux-mêmes ne sont pas fâchés de nous le faire savoir. Tout voyageur qui s'engage sur la route du Yunnan est suspect. On se demande s'il vient faire de l'espionnage, du trafic d'armes ou de la contrebande d'opium ; aucune autre hypothèse n'est admise. Quand j'affirme que nous tentons l'aventure pour notre plaisir, on sourit et la méfiance s'accroît. Mais ayant déjà voyagé en Chine, je connais la nature de cette résistance. C'est celle que l'antiquaire oppose au client inconnu. A celui-ci, on affirme d'abord que ce qu'il cherche est introuvable. S'il accepte cette réponse, il est perdu : on ne lui montrera rien. Mais qu'il insiste, qu'il se prépare à camper sur place jusqu'à satisfaction, qu'il tienne des propos de véritable amateur, on finira par aller chercher le précieux rouleau de soie dont il rêve. De même, si nous nous obstinons, si nous buvons beaucoup de tasses de thé, si nous ne laissons aucun doute sur la force de notre désir, nous passerons. Il me plaît que la Chine accepte seulement des amoureux.

Un encombrement nous arrête. C'est la première file de camions (en Birmanie, ils étaient invisibles : les munitions ne circulent que la nuit). On s'agite sur la route, d'un bout à l'autre de la caravane — sans que personne sache bien ce qui est arrivé là-haut au camion de tête ; cela ressemble à un déraillement. J'apprends à connaître le peuple bigarré des chauffeurs, qui vont être pendant huit jours mes seuls compagnons de route. Ils appartiennent à toutes les races de l'Asie, mais ont la même façon de rudoyer leurs machines (qui donc a prononcé ce mot décisif : « L'Orient commence où l'on ne répare plus? »). Il y a aussi quelques Européens : Allemands et Anglais, rejetés par les économies détraquées de leur pays et qui, de chute en chute, ont roulé jusqu'à ce « bled ». Je cause avec l'un d'eux, un antinazi bavarois, qui paraît goûter la bizarrerie de son aventure ; il me dit en riant qu'il préfère le bruit, les secousses et la saleté chinoise au camp de concentration que lui offre sa patrie. Un piéton hindou nous rejoint ; il parle un assez bon anglais. Je remarque deux stylos agrafés à sa poche-poitrine.

— Pourquoi deux?

Il répond :

— Je les ai trouvés sur la route.

Étrange pays, hier encore désert, où maintenant les vagabonds ramassent les stylos abandonnés par des demi-intellectuels déchus! Je lui demande encore :

— Est-ce qu'on parle de la guerre par ici?

— Non, dit-il en me montrant les paysans et les coolies qui nous entourent; ce sont des gens ordinaires.

Utile avertissement au seuil de mon voyage. La guerre, c'est un sujet de conversation pour personnes distinguées, une conception générale à laquelle s'élèvent peu de cerveaux. Au Yunnan, on ne voit que son village.

La nuit tombe quand nous arrivons à Chefang, premier village de Chine. Dès que le moteur est arrêté, les sons d'un autre monde nous parviennent. Minute émouvante — celle dont parle Conrad dans *Jeunesse* — où le voyageur arrivé de nuit au terme de son voyage perçoit par le nez et l'oreille l'étrangeté des choses. Un chant criard et monotone qui sort d'une maison voisine, c'est assez pour évoquer dans notre esprit les barbes, les éventails, les longues robes du théâtre chinois. Nous écoutons, charmés, oubliant la fatigue de la route. Mais déjà des pas s'approchent : les villageois viennent nous regarder de tout près, à la lumière de leurs torches. Nous apprenons qu'il n'y a pas d'hôtel; nous logerons donc chez un commerçant. Dans son arrière-boutique, je gravis trois marches de bambou qui crient sous mes pas et j'arrive dans une sorte de cage à poules où l'on me montre une natte. Un Chinois déjà étendu se frotte les yeux à mon entrée; après une minute, il s'asseoit; après deux, il met la main sur son fourreau et en tire un grand sabre. Je commence à suivre ses mouvements avec inquiétude, mais un large sourire me rassure : il veut seulement m'aider à découper le régime de bananes que je tiens à la main. Au petit matin, quand une brume perfide, s'infiltrant par les trous du jonc, me tire du sommeil, j'aperçois ce courtois compagnon sur le point de sortir. De la porte, il m'adresse un grand salut. Il a malheureusement laissé d'autres traces de son passage; mais les cochons vont entrer, qui nettoieront tout cela.

La campagne est jolie, pleine de ruisseaux vifs et de porteurs légers qui les traversent sur des planches en faisant danser leurs plateaux. Dans la rue, chats et cochons, pigeons et écureuils forment des groupes amicaux. Des prisonniers passent, chargés de chaînes. Nous admirons une riche collection de vieillards. L'un, superbement gâteux, trône à sa porte entre un pot jaune et un pot bleu, qui encadrent à merveille son teint de vieil ivoire et sa barbiche blanche. Un autre tient un commerce illusoire dans un petit magasin que sa famille lui a donné comme un hochet. Un troisième s'avance vers nous, portant dans ses bras son petit-fils qui veut caresser notre auto. Cet enfant rutilant, coiffé de satin rose, concentre tout le luxe de la maisonnée ; le vieil homme, presque invisible dans ses vêtements usés, n'est que son humble support. Tableau que je verrai se répéter bien des fois. La famille chinoise, respectueuse de l'âge, entoure de ses soins son aïeul, mais lui, se détournant vers l'avenir, choisit d'être la nurse ou le jouet du dernier-né de ses rejetons... Des camions encombrent la place, village ambulant, chaque soir renouvelé, qui maintenant fait partie de Chefang. Auprès de la fontaine, les chauffeurs s'entretiennent en plusieurs langues. Un factionnaire surveille les munitions.

A Mungtseu, quelques heures plus tard, nous présentons nos passeports. La conversation se déroule à travers deux interprètes, car nous sommes encore en pays Shan et le *Saw-baw* (chef local) ne comprend pas le chinois. Il nous accueille pourtant comme des hôtes, soutient cette comédie jusqu'au seuil de son bureau et envoie seulement ensuite un policier nous fouiller dans la rue. Rigoureuse distinction des genres, qui me donne une haute idée de son savoir-vivre... Le soir, au terme d'une rude montée, nous arrivons à Lungling. Les hautes montagnes qui nous pressaient sont enfin dominées ; le dernier lacet de la route emporte l'immense paysage où nous avons tourné tout le jour, et nous tombons dans la douce intimité d'une vallée, à deux mille mètres d'altitude. Après les misérables chaumières de Namkham et de Chefang, voici les toits de tuile d'une petite ville. Ils entraînent les maisons basses dans la grâce vive de leurs courbes. La nuit, ils s'allègent encore : ils ont l'air de danser, accrochant de temps à autre

une étoile à l'extrémité de leurs pointes. A la douane, je trouve un ahuri qui refuse d'instrumenter sans un ordre de son chef. Nous irons donc éveiller celui-ci. C'est l'occasion d'une ravissante promenade, baignée de lune et parfumée d'encens, à travers les méandres de la grande rue. Je marche sur la dalle du milieu, relativement plane parmi les pavés torrentueux, et la « face » veut que je refuse de la céder. Mais un autre seigneur, qui vient à ma rencontre, a la même prétention. Nous nous immobilisons comme deux chèvres et croisons les feux de nos lampes électriques. Aussitôt, un double cri salue l'heureuse rencontre : j'ai deviné le douanier en chef; il a identifié un noble étranger. Nous revenons munis des papiers nécessaires et de l'autorisation de passer la nuit sur une table dans le bureau de la douane. (« Surtout pas de chambre à coucher », avons-nous dit, à cause de la vermine; heureusement, il n'y en a pas). Je m'endors à merveille, mais le commis reste en proie à l'insomnie. A son avis, on n'a pas salué par des rites suffisants cet événement extraordinaire que constitue le passage de touristes sur la route. Il vient donc au milieu de la nuit lire à haute voix, en l'éclairant de sa torche, le règlement qui se trouve affiché au-dessus de moi. Me voyant réveillé, il me fait part de sa découverte. J'ai déclaré que je n'étais pas propriétaire de l'auto qui me transporte ; or le règlement exige que je le sois. « Je le suis donc. » Cette affirmation règle l'affaire et nous permet de dormir... Ici, tout est saugrenu. Le bureau que j'habite est plein de fioles, sur lesquelles s'étale le mot « poison ». La cour, que pare une arche de jasmin odorant, est charmante sous les étoiles ; mais au petit matin deux poulains échappés y surgissent, poursuivis par le douanier et ses amis. Le jasmin est renversé, les fenêtres de papier sont défoncées, tout le monde pousse des cris suraigus. Nous nous échappons à la faveur de cette diversion.

A Paoshang, nous attend la dernière épreuve. Le préfet nous convoque dans son yamen, nous offre son thé vert, nous tient des propos de cérémonie et c'est seulement quand nous prenons congé qu'il nous demande négligemment nos papiers. Je propose mon passeport ; mais il refuse de l'examiner. Ce qu'il veut, c'est ma carte de visite ; or je n'en ai pas sur moi. Les

visages s'allongent. Échouerons-nous au seuil de la terre promise ?

— Mais, dis-je, ce n'est qu'un morceau de carton !

L'interprète juge ce propos si indécent qu'il préfère ne pas le traduire. Je retourne donc à l'auto et j'ai le bonheur d'y trouver, dans mes bagages, un bristol où mon nom est suivi du titre de conseiller général. Le préfet l'examine à la loupe, se fait traduire la mention et son visage s'illumine. Conseiller, général, voilà deux mots très chinois ; il me prend pour un de ces officiers politiciens qui tiennent le haut du pavé dans son pays. Nous pouvons continuer notre voyage ; on nous offre même, pour la nuit, des lits de camp.

Avons-nous donc surmonté toutes les difficultés ? Hélas, non. Les visas obtenus, les bidons d'essence accumulés dans l'auto (je ne vois que des morceaux du paysage) ne nous protègent pas contre le pire : la défection de notre équipage. Notre équipage ? Peut-être ai-je déjà trop tardé à le décrire. Ils sont trois : un chauffeur birman, à face de nègre ; un accompagnateur chinois (en Orient, on ne conduit qu'à deux) dont le visage creux disparaît sous un casque et des lunettes ; un boy-cuisinier hindou, qui a des dons de mime, un regard fiévreux, un violent désir de se dévouer (il se prosterne pour remercier des bienfaits). J'ai d'abord fondé quelque espoir sur le Chinois. Je pensais naïvement qu'il pourrait nous servir d'interprète, oubliant qu'il était Cantonais et qu'on parle mandarin au Yunnan. Je me disais qu'il voudrait aller jusqu'au bout, pour ramener dans l'auto vide une cargaison d'opium. C'était mal connaître l'inconsistance de l'Orient.

Ce trio était parti pour Yunnanfou en pleine inconscience, croyant la ville proche et le voyage facile. Ils verdirent à la première description qu'on leur fit des dangers de la route. Dès le second jour, il fallut équilibrer par une majoration du prix kilométrique le progrès de leurs craintes... A Namkham, le Chinois me parla des tournants à pic au-dessus du Mékong et le Birman m'assura que, s'il pénétrait en Chine, « on lui couperait les oreilles ». Je les fis réconforter par un chirurgien américain qui connaissait la route et parlait le birman. Je revois encore cet excellent homme dans son hôpital, prêt pour une opération, les mains déjà caoutchoutées.

Il répondait à l'infirmière, encadrée dans la porte comme un reproche vivant : « Vous pouvez donner l'anesthésique » ; puis, se retournant, tenait à notre équipage des propos persuasifs où je ne distinguai que deux mots internationaux : *precipices* et *pocket-money*. Vains efforts. A peine munis de leurs papiers, nos deux chauffeurs mettent le nez dans leur moteur, secouent la tête et refusent de continuer le voyage. Nous voilà donc abandonnés sur la route, dans une région où il n'y a ni poste, ni chemin de fer, ni auto, où personne ne nous comprend, où l'argent même est inutile, car on ne trouve rien à vendre, ni à louer. Nous décidons d'arrêter le premier camion qui passera sur la route. Fort heureusement, il transporte un inspecteur qui parle anglais et consent à nous charger ; nous voilà pour la journée sous la protection de l'autorité militaire.

♌ ♌

Il faudra désormais chaque jour inventer un nouveau moyen de continuer le voyage. Je ne recommande pas les camions. A l'intérieur de la Chine, ils ne ressemblent déjà plus à ces beaux *lorries* aérodynamiques que l'on rencontre près de la frontière birmane. Tordues, les lignes qui devraient accompagner le vent le défient. Le moteur est près de rendre l'âme (durée moyenne : trois à quatre mois). A cause des secousses, une seconde sur deux, le conducteur est en l'air et ne tient plus le volant. Les portières, endommagées dans divers accidents, sont faites de morceaux rapportés, comme des arlequins de bois, et ne tiennent plus que par des ficelles (pas toujours : je me souviens d'avoir retenu toute une matinée une portière qui s'ouvrait sur l'abîme). Mais l'autobus est pire : lourd, branlant, surpeuplé, à peine éclairé par quelques œils-de-bœuf. Dans les premiers temps, m'a-t-on raconté, les passagers, secoués par le mal de mer, poussaient des cris déchirants et le conducteur lui-même s'arrêtait avant les tournants dangereux pour prendre courage en fumant une pipe d'opium. Il y a, heureusement, de petites voitures d'inspection qui sont plus confortables. L'« inspection » consiste apparemment à parcourir la route d'un bout à l'autre, à toute allure, sans

s'arrêter. Deux chauffeurs se relaient, audacieux, imperturbables, rattrapant leur machine d'un léger revers de main au bord des précipices. Je les ai vus conduire ainsi pendant douze heures sans interruption. A l'arrivée, ils picorent çà et là dans des plats quelques fèves, des champignons, un peu de riz, ramènent ces détails au bout de leurs baguettes et les attirent dans leur bouche par une violente aspiration. Ces ascètes sont silencieux ; ils ont conscience de porter le destin de la Chine.

Quel que soit le mode de locomotion choisi, on souffre surtout de la poussière. Elle n'est que trop prête à s'élever dans ces régions sèches et aérées, sous un soleil violent ; mais, en outre, les conducteurs la recherchent. La prudence conseille de voyager en convoi et le point d'honneur ordonne d'y conserver sa place. Il ferait bon pourtant à quelque distance en arrière ; mais « on ne peut pas se laisser dépasser ». On vit donc dans un nuage. Les piétons se voilent la face, les voyageurs sont bâillonnés. Ces précautions sont vaines. On dirait vraiment que la montagne attaquée saisit l'envahisseur, lui impose sa couleur, le charge de son poids. Il arrive à l'étape maquillé d'ocre, la gorge irritée, l'estomac plein d'un repas de poussière.

Mais qu'est-ce que ces misères auprès du martyre des anciens voyages ? Nous traversons le Mékong sur un pont de bois ; il fallait, il y a dix ans, le franchir sur un câble, comme un acrobate. Après avoir réalisé cet exploit, un voyageur chinois de 1929, dont j'ai lu le récit, ne trouvait qu'un seul conseil à donner à ses successeurs : « Bien tenir dans la bouche le gingembre et le sucre... » L'inconfort s'est déjà effacé de mon esprit. Je garde plutôt le souvenir charmé d'un long vertige. Lacets grimpant vers des crêtes ; chaînes qui se referment derrière nous, interdisant tout retour ; lumières nocturnes qui semblent suspendues dans le ciel mais que l'auto, à force de monter, rejoint ; paysages renouvelés en une seconde au détour d'un col ; tournants brusques où le vent, rabattant la poussière, nous dérobe soudain la vue du précipice ; plongées dans des vallées plus chaudes où le bruit des torrents domine celui des moteurs ; hautes et basses pressions ; sensations d'un voyage en avion au ras du sol... Dans cette vie, tout est

contraste, paradoxe, émerveillement. A midi, on est presque nu sous son cache-poussière ; la nuit, à deux mille mètres, on frissonne sous trois couvertures. Au bord des neiges éternelles il y a des palmiers et des moustiques et l'on entend parler de malaria. En quittant la Birmanie, nous avons vu des forêts géantes éclater en fleurs blanches et roses aussi fraîches que celles de nos pommiers : il nous semblait entendre pour la première fois chanté par un grand orchestre ce thème du printemps qui ailleurs se disperse en mille flûtes. Nous avons trouvé au cœur de la jungle des pagodes abandonnées, aux vastes portiques, aux toits encore dorés, sur lesquelles semblaient veiller de grands banyans protecteurs et un peuple de corbeaux. Nous avons vu se déployer sur une échelle inconnue le travail minutieux des rizières — jardins d'eau, escaliers offerts à des géants qui descendraient des sommets aux vallées en brisant à chaque pas un miroir. Nous avons vu s'étendre jusqu'à l'horizon des champs de pavots, portant fièrement leurs hautes corolles.

— Vous cultivez donc encore l'opium ? demandai-je par la suite à un fonctionnaire chinois.

Il me répondit :

— Vous deviez traverser des régions encore mal soumises au Gouvernement central...

J'ai accepté la thèse, car il me plaît d'imaginer deux Chine, la rêveuse et la guerrière, séparées par une frontière de fleurs blanches... Nous avons enfin côtoyé, en les surplombant de quinze cents mètres, des torrents resserrés qui allaient plus loin s'épanouir et féconder de grands empires : la Salween, le Mékong. Mais de tous les spectacles, le plus beau sans doute nous fut offert par le Feu.

Dans ces régions semi tropicales, on l'utilise pour regagner sur la jungle, quand elle menace d'étouffer les villages, des espaces vides d'où les bêtes seront bannies, où l'homme pourra faire croître ses aliments. Ce geste de libération par la destruction fut autrefois l'origine même de la civilisation. Ici, il fait encore partie du quotidien. A l'inverse de nos contrées, c'est la forêt qui est l'élément sauvage, le feu l'élément domestique. En Birmanie déjà, il cheminait à nos côtés, au ras du sol, très sage, brûlant lentement des plantes odo-

rantes et nous respirions dans sa fumée des senteurs de tisanes. Sur le versant chinois, ces incendies prennent plus d'ampleur. Parfois, quand ils s'approchent rapidement de la route, nous accélérons pour échapper à leur haleine brûlante. Mais le plus souvent, ils sont au loin, sur les montagnes, où nous le voyons surgir du crépuscule. Ils dessinent d'étranges bijoux. Je me souviens d'une colline pyramidale enlacée de deux spirales si élégantes, si exactement parallèles, qu'elles semblaient l'œuvre de quelque décorateur surhumain. Une autre fois, comme nous cherchions à l'horizon les lumières de la ville que nous devions atteindre, le feu nous en offrit le fantôme. Une ligne quasi circulaire semblait dessiner ses remparts; mais il n'y avait à l'intérieur qu'un peuple de bêtes affolées qui sentait se refermer sur lui l'étreinte mortelle. En approchant, nous vîmes le feu progresser, par bonds. Il s'ouvrait des percées, sautait d'un arbre à l'autre, poussait dans l'air de brusques panaches. Mais nous étions encore trop loin pour entendre les craquements. Cette tragédie se déroulait dans un silence parfait et nous éprouvions une exaltation étrange à en être, sur une vaste étendue, les seuls spectateurs.

Ces paysages conviennent à une province qui n'a pas d'histoire, mais seulement des coutumes et des légendes. Dans les temps anciens où elle n'était encore qu'une marche indépendante, elle délégua un ambassadeur à Pékin :

— D'où venez-vous? dit l'Empereur.

— J'habite aux pieds des nuages du Sud, répondit l'envoyé.

— Votre province s'appellera donc Yunnan, décida l'Empereur.

Mais le mot, selon le lieu ou la saison, signifie tantôt « Sud des nuages », tantôt « Midi nuageux », et cette légère incertitude (bien chinoise) reflète parfaitement le climat. Nous sommes, en effet, à la limite de deux zones. Au nord commencent les régions modérées, tempérées, aux pluies réparties sur toute l'année. Au sud et à l'ouest s'étendent les pays tropicaux, à pluies brusques, à saisons tranchées. A ceux-ci, le Yunnan emprunte son rythme, mais il ne plonge que par ses vallées dans la chaleur humide de la Birmanie; les cimes s'établissent dans une sécheresse âpre et lumineuse, balayée de grands vents.

Ces contrastes expliquent la diversité du peuplement. Hier encore, une rivière, une chaîne de montagnes étaient des obstacles quasi infranchissables. Refoulés au delà d'elles par un cataclysme de l'histoire, des émigrants oubliaient leur patrie, voisine mais peu accessible. On trouve ainsi dans les vallées à malaria les vaincus de toutes les grandes guerres asiatiques.

— Avez-vous rencontré des Chinois? me demandera, à mon arrivée à Yunnanfou, M. Maux.

En effet, bien qu'ils portent la cotte bleue des coolies et se déclarent Chinois, ces travailleurs de la route sont le plus souvent des Shan, des Katchins, des Lolos, parents des races aujourd'hui établies en Birmanie et en Indochine. Leurs yeux bridés luisent dans des faces plus larges, plus ingénues. Ils ont gardé leurs mœurs et leurs vertus primitives. Ils cultivent l'opium, mais ne le consomment pas, vénèrent le riz et ne le mangent qu'aux jours de fête. Les pâtres, avec un gong, rassemblent leurs troupeaux et règlent leur allure. Les filles se fiancent en jouant, d'une balle lancée avec insistance vers un jeune homme ; il ne se défend pas, puisqu'il peut en épouser aussi plusieurs autres, et enlève l'audacieuse parmi les protestations rituelles de la famille. Devenues femmes, elles se comportent plus modestement et s'abaissent d'un rang en parlant : « Mon oncle », disent-elles pour désigner leur cousin. Devenues veuves, elles se cachent comme si elles étaient maudites ; on les appelle « les épouses des esprits ». Quand elles meurent, le cortège lance des flèches vers les quatre points cardinaux. Naguère, l'adultère était puni de mort ; on jetait les femmes, la face en avant, dans une fosse et les pelletées de de terre s'abattaient si rapidement qu'on voyait seulement trembler quelques instants la surface du sol. Il y a un siècle, on tirait le canon sur les rivières coupables d'inondation et l'on interrompait l'exploitation des mines quand ce bouleversement des veines de la terre provoquait une maladie de l'Empereur. Aujourd'hui encore, on dirait que les anciennes distances supprimées par l'auto subsistent dans les esprits plus lents. Si j'essaie de me renseigner à l'avance sur la ville que j'atteindrai ce soir, on m'en fait des descriptions fabuleuses. On ne parle plus de génies ou de sorcières, mais on m'assure doc-

toralement que la malaria se contracte en mangeant des bananes. Les esprits chassés reparaissent ainsi, sous le déguisement de fausses théories.

Mais aujourd'hui le principal personnage, c'est la Route. Elle vit, lutte, domine. Elle montre, encore en action, une des grandes épopées du travail humain... En abordant les premières montagnes, près de Lungling, nous nous étonnâmes de les voir bleues de cottes et grouillantes comme des fourmilières. Des files de coolies s'étageaient, face au vide. Nous cherchions des yeux les cavernes d'où ils devaient sortir ; nous ne comprenions pas qu'ils travaillaient sur la route. Celle-ci, en effet, était étroite au point d'être invisible et son tracé hardi défiait l'imagination. En avançant, pourtant, nous la vîmes se détacher, blanche sur les rochers roses, prolongée vers le vide par la traînée pâle des avalanches. Des explosions résonnèrent et les pierres projetées des étages supérieurs commencèrent à rouler autour de nous. A la poussière soulevée par les chocs nous pouvions suivre leur trajet, les voir rouler de de plus en plus vite jusqu'à la Salween, qui se tordait au fond de la vallée. En brefs lacets ascendants, la route nous mena de l'un à l'autre de ces fronts de travailleurs. C'étaient des Yunnanais, venus de leur village en plusieurs jours de marche. Le Gouvernement central, cherchant à constituer ses armées du combat et du travail, négocie avec les chefs de village, qui à leur tour négocient avec les familles. Chacune, ayant d'abord réservé ses meilleurs fils pour la culture du riz, en donne quelques autres pour la guerre et pour la route. La plupart portent des goitres. Non pas nos goitres modestes d'Occident, mais des goitres phénomènes, multipliés, fantaisistes, glorieux. Au-dessus de ces bouquets de ballons, de cornemuses, les têtes sont petites. Ils n'en semblent pas incommodés, ni attristés ; peut-être même ont-ils une conscience agréable de leur originalité. Il y a aussi des vieillards au visage cassé par les rides, des nains carrés à la Velasquez et des femmes aux pieds mutilés. Parce qu'un jour lointain, une impératrice, à force de comprimer ses grands pieds, triompha d'une concubine, l'érotisme chinois a répandu jusque dans les provinces les plus reculées cette pratique barbare. Depuis la République elle disparaît dans le nord. Ici, ni la propagande,

ni les amendes n'ont pu triompher de l'usage. Les filles souffrent, les femmes boitillent pour que la vanité des hommes soit satisfaite. Cela ne les empêche pas, d'ailleurs, de faire des marches de cinquante kilomètres appuyées sur leur canne, un enfant sur le dos, une théière dans leur main libre.

Mais où donc habite ce peuple de terrassiers? En dehors des villes fortifiées qui nous serviront d'étapes, nous ne verrons, en huit jours de voyage, que deux ou trois villages éloignés de la route. Ce ruban qui traverse un désert est, le jour, une des grandes villes du monde; le soir venu, ses habitants semblent rentrer dans la terre. Il faut du temps pour distinguer leurs gîtes de chaume et de branchages fondus dans le paysage, camouflés d'avance pour les raids japonais. A notre approche, ces huttes basses, où l'on ne saurait tenir debout, vomissent des curieux par le trou qui leur sert d'entrée: ils semblent projetés par la gueule d'un canon. Le reste du temps, nous devinons leur présence aux fumées qui s'échappent par les trous de leurs misérables toitures et nous imaginons la famille serrée, grouillante, à demi asphyxiée par le repas du soir.

Pour ces simples, la route n'est encore qu'une projection d'un autre monde, sans relation réelle avec leur vie traditionnelle. Ils nous regardent avec des visages entièrement absorbés par l'étonnement et leurs yeux attachés à notre véhicule tournent, entraînant les têtes à mesure que nous les dépassons. Si ralentie que soit notre course par les pierres et les tournants, leurs réflexes sont encore plus lents. Nous avons déjà disparu qu'ils regardent encore, hébétés, la poussière que nous faisons. Que pensent-ils de nous dans leurs cerveaux confus? Nous sommes pour eux, sans doute, des gêneurs prompts à disjoindre les pierres qu'ils ont assemblées par un patient travail. Mais tout de même c'est pour nous qu'ils ont peiné; notre passage est le miracle qu'ils ont produit. Eux-mêmes s'en émerveillent, et parfois nous acclament, comme pour se célébrer... Ils s'habituent déjà au fracas des camions. Mais les paysans, les âniers qui s'aventurent sur la route sont mis en déroute par l'apparition de nos diables mécaniques. Ils se jettent contre la paroi et s'y accrochent désespérément. Bien que la roche soit aiguë et leur mette les mains en

sang, ils la préfèrent à ce monstre étranger ; ils invoquent sa protection comme celle d'une mère terrible, mais familière. Je me souviens d'une belle fille ainsi plaquée qui riait, d'un rire frais et sauvage, se jugeant stupide, mais incapable de se dominer. Ces fuyards retrouvent pourtant leur courage s'il s'agit de sauver leurs bêtes. J'ai vu des chevaux désarçonner leurs cavaliers, tourner un instant sur eux-mêmes, affolés, puis sauter dans le précipice ; leurs maîtres les tenaient encore par la bride. Plutôt que de les abandonner, ils se laissaient entraîner vers l'abîme, y roulaient avec eux, puis tentaient de se rétablir en s'accrochant à des pierres ou à des branches.

Un soir, un mandarin passa, vêtu d'une longue robe et d'un chapeau plat. Il avait le poil rare, la bouche arquée, le teint cireux. En nous apercevant, il jugea prudent de descendre de son cheval qui ruait déjà. A terre il n'était plus qu'un mannequin, le visage vidé par la peur, la robe animée par un mouvement de toupie. Saisi d'un réflexe de propriétaire, il voulut rattraper sa monture devant l'auto, y renonça enfin et, comme nous passions, je le vis qui se retournait furieux vers ses domestiques. Ce vieil automate, important et falot, qui évoquait l'alcade du *Tricorne*, nous avait dansé un bien joli ballet de la Peur.

♋ ♋

A mi-chemin de Yunnanfou nous coupons le voyage par un arrêt de quelques heures à Shiakwan. C'est une petite ville désuète où, très vite, nous nous enfonçons dans d'étranges profondeurs de temps. On y a installé une poste, mais c'est dans un vieux temple qu'elle ne réussit pas à exorciser. Comme nous y arrivons, une vieille femme qui nous a précédés s'incline bien bas, fiche trois bâtonnets d'encens dans le sol, les allume et commence ses dévotions. Elle a l'air de révérer le commis qui, de l'autre côté de la porte, s'encadre dans son guichet ; mais elle regarde à travers lui une statue qu'on n'a pas jugé nécessaire de déménager. Le télégraphe qui tout auprès fait son tac-tac n'est sans doute pour elle qu'un esprit frappeur, en communication avec l'au-delà. Nous-mêmes

éprouvons un sentiment assez étrange en remettant à ce concierge de Bouddha un télégramme dont il ne comprend ni un mot, ni une lettre, mais qu'il transmettra pourtant fidèlement.

Dans la rue, un spectacle inattendu nous arrête à chaque pas. Des enfants déroulent de longs fouets de plumes blanches et noires, dont l'extrémité vient s'enrouler autour de nous comme un lasso. Établi au milieu de la rue, un droguiste vend des pieds de tigre et des cornes de cerf qu'il vante en tapant sur un mât pour mieux impressionner l'auditoire. Un forain a installé devant lui une roulette laquée à cases de guerriers et de dragons et une soupière remplie de sucre brûlé. Les enfants qui l'entourent tentent leur chance au jeu. Le forain plonge une louche dans le sucre, la ramène au-dessus d'une planche et commence à dessiner des caractères en caramel. Le nom du gagnant, sans doute ; ou bien le mot « bonheur ». La calligraphie est élégante, un maître de la plume ne la désavouerait pas. Ayant terminé son travail, l'homme prend un couteau, le passe habilement entre le caramel et la planche et remet son chef-d'œuvre à l'enfant. Devant la maison d'un mort, un magicien tourne et retourne ses mains au-dessus d'un feu, au son du gong et des cymbales. Un vieil aveugle et le marmot qui le guide s'asseoient à l'entrée d'une ruelle isolée pour prendre leur repas ; l'aveugle plonge au fond d'un sac de riz, ramène une poignée, la soupèse, la fait sauter dans sa main, puis avant de manger, en proie déjà à une sorte d'ivresse tactile, se tourne vers l'enfant et lui dit : « C'est bon ». Un extraordinaire personnage sans nez, qui tient sa tête de côté sous un grand chapeau de paille, et porte en écharpe un bras gainé de cuir, m'accompagne. Il mendie sans mot ni geste, par la seule insistance de sa présence. Je le retrouve toujours devant moi, hallucinant, comme échappé de quelque danse de mort moyenâgeuse.

Ω Ω

Les journées suivantes furent monotones. Pendant un long après-midi, nous ne vîmes que des sommets dénudés et, sur le bord d'une vaste étendue, un village serré par la peur. Le regard revenait sur la route. Elle était assez bonne, mais nous

roulions souvent à côté d'elle : ces déviations permettaient aux terrassiers de travailler. Nous passions quelquefois sur de petits ponts de bois qui ne devaient pas être trop sûrs, car à notre approche des coolies se précipitaient naïvement pour les consolider. L'immense armée du travail continuait à défiler devant nous, portant des pelles, des pioches, parfois des troncs encore chargés de leur feuillage — la forêt de Macbeth. Je vis aussi quelques cercueils, surmontés d'un coq vivant : coutume très lawrencienne. La route n'était jamais déserte. En approchant des villes, elle s'animait davantage. Nous rencontrions alors des cortèges de porteurs et des convois de mules : la première était harnachée de pompons, de sonnettes. Spectacles qui amusent d'abord et deviennent vite habituels. Nous avions hâte d'arriver à l'étape.

J'ai souvenir de quelques charmants logis — d'une cour-jardin où des arbres fruitiers entrelaçaient les reflets de leurs branches sur des murs blancs adoucis par le clair de lune ; d'un soleil levant, disque rouge surgi dans le coin d'une fenêtre en papier de riz, qui peu à peu en teintait de rose la transparence neigeuse (je croyais voir une vieille estampe représentant *L'aube d'hiver*). Nous habitions, le plus souvent, les bungalows de la South Western. Le soir, à l'arrivée, notre lampe y recensait un si grand nombre d'occupants déjà étendus et ronflants, que nous hésitions à nous y établir. Mais on nous assurait que notre présence ne dérangeait personne. En effet, on ne dérange jamais les Chinois. Ils aiment manger, dormir, satisfaire leurs besoins en compagnie ; c'est cela qu'ils appellent vivre. Le matin, dans l'aube encore incertaine, nous enjambions les corps, soucieux de ne pas manquer le départ des camions.

Yunnanfou s'annonça d'abord par deux rangées de cyprès et d'acacias, et par une immense nécropole. Les petites arches funéraires semblaient des yeux ouverts au flanc des collines. Elles s'égrenaient irrégulièrement. De temps à autre, nous pensions voir la fin de ce cimetière ; mais il reprenait plus loin. Peu à peu, cependant, les tombes s'effacèrent, se couvrirent d'une mousse qui les confondait dans le paysage. Dans les faubourgs, les morts occupaient encore le sous-sol ; mais les autorités commençaient à le leur disputer pour creuser

des abris antiaériens où, sans attendre, les amoureux s'installaient parmi les ossements.

Derrière ses portes monumentales, l'ancienne capitale provinciale ne montre que peu de souvenirs du passé. Le lac lui-même (où naguère le vice-roi, après avoir fait ses vœux pour dix mille années de prospérité, menait des cortèges de galères) s'est retiré. Des escargots dans le sol et quelques marais nauséabonds conservent son souvenir. Mais si vous voulez lui rendre visite il faut louer une des quatre autos de la ville et faire dix kilomètres. Des pagodes de Sishan, creusées dans le roc, on domine de haut sa surface mince, rompue d'innombrables affleurements. Paysage de noces douces entre la terre et l'eau. On ne sait pas bien où commence l'une, où finit l'autre ; un arbre-île jaillit parfois au large, mais les rizières — îles d'eau — semblent prolonger le lac au delà de ses bords. La fameuse Pagode de Cuivre, elle aussi, est en dehors de la ville. Elle s'annonce dans la plaine par un portique, comparable à une ouverture musicale qui prépare le voyageur. Il gravit dans l'état d'âme qui convient une montagne triangulaire, plantée de pins, et découvre après beaucoup d'escaliers et de seuils le précieux petit monument de métal dans une cour plantée de camélias. Le gardien à longs poils, dont le chignon pointe hors de son chapeau, le laisse se recueillir un instant, puis, rabattant un volet, démasque une ardoise où s'esquisse la silhouette de Lao-Tseu. Mais ce sont là des pèlerinages pour ces délicats que notre époque rejette et condamne. Yunnanfou est tournée vers l'avenir. La guerre la fait vivre, la gonfle de réfugiés, l'emplit du ronflement des avions et du halètement des usines.

Un ténébreux passé y survit. On conduit encore les cadavres en zigzag pour dérouter les mauvais esprits et de hauts fonctionnaires consultent les géomanciens sur l'emplacement de leurs bureaux. Mais ce sont là mœurs de Yunnanais. Les esprits forts, arrivés de Canton ou de Shanghaï, donnent le ton. Ils ont amené avec eux leurs industries. Ils ont même transporté des forêts de mûriers avec des jardiniers chargés de les arroser pendant les haltes du convoi. Tout cela engraisse des profiteurs ; on le devine en voyant passer leurs maîtresses, couvertes de fards et de soie, très droites dans leur

rickshaw, un bouquet d'azalées à la main. Mais le peuple reste misérable. Je le sentis vivement par un matin d'avril qui ramena brusquement la neige sur Yunnanfou. Chassé par le froid de ma chambre d'hôtel (où éclataient les bois du Tonkin) je descendis dans la rue. Des passants à la mine terreuse se hâtaient pour se réchauffer. Leurs mains disparaissaient dans leurs manches, ils marchaient tout recroquevillés, je croyais voir circuler des paletots vides... Les Chinois du Nord semblaient mieux à l'aise. Naguère, ils se contentaient de déporter leurs condamnés parmi ces barbares. Maintenant ils viennent les secouer pour les faire entrer de force dans la ronde de la civilisation.

Réussiront-ils? J'ai entendu vingt fois la controverse des croyants et des sceptiques.

— Sur la route, disent les premiers, le camion de munitions ne fait que précéder le maître d'école et l'infirmière. Déjà la Société des Nations annonce un envoi de médecins. Ils descendront dans les mines de sel pour y incorporer l'iode qui fera disparaître les goitres. Ils déshabilleront de force ces montagnards, encore liés de charmes magiques, qui craignent de montrer leur corps. A des populations arriérées le progrès ne saurait être apporté directement. Seules la haine du Japon et la dictature de guerre pouvaient être assez fortes pour secouer cette masse amorphe. En Orient, la guerre signifie encore : progrès. Quand elle prendra fin, on verra circuler par ses chemins les marchandises et les idées.

— Hélas ! répondent les sceptiques, la route aussi périra avec la guerre. Dans quelques mois déjà, les pluies l'auront ruinée. On la reconstruira à l'automne — si une campagne d'hiver s'annonce. Mais plus tard, quand les fleuves à nouveau seront libres, le commerce reprendra ses voies anciennes. Dans l'intervalle les Yunnanais n'auront guère profité de la route. Au contraire : elle aura fait monter les prix. Quant à l'hygiène, mieux vaut n'en pas parler. Il n'y aurait qu'un passif au bilan : les quatre mille coolies morts de malaria ou de bronchite pendant les travaux de 1938.

Cherchant à concilier ces opinions, je me rappelai le singulier spectacle qui s'était offert à mes yeux pendant la dernière journée du voyage. Cette section de la route, construite

la première, se dégradait déjà. Les camions tressautaient sur ses pierrailles. L'un d'eux gisait abandonné au fond d'un ravin, où ses occupants avaient dû périr. Malgré tout, la longue couleuvre du convoi progressait, dépassant cavaliers et piétons. A un tournant de la route, j'aperçus, derrière des selles rangées en demi-cercle, un rassemblement de chevaux et de mules. « Voilà, me dis-je, la dernière caravane. » On m'avait parlé de ces caravaniers musulmans, honnêtes et ingénieux, qui se tiennent au courant par télégraphe des cours du change et délivrent scrupuleusement leurs marchandises après des voyages de six mois. J'eus une pensée attendrie pour celui-ci : il devait regarder avec haine les monstres trépidants qui le dépossédaient. Je considérais aussi comme des survivants d'un autre âge ces coolies qui voyageaient à pied sur la route, portant un bloc de pierre ou équilibrant le bois contre le riz dans leurs antiques balances. Ne comprenaient-ils donc pas que nous arrivions pour les délivrer de leur fardeau? Mais j'appris ce même jour que les autorités reprenaient leurs axes et leurs roues aux camions défoncés pour y atteler des hommes. « L'essence, m'expliqua-t-on, est chère et les camions durent peu, mais le coolie ne coûte presque rien et se reproduit gratis. » J'entrevis alors que peut-être, après avoir tenté d'absorber d'un coup tous les progrès de la science, le Yunnan n'en retiendrait qu'un seul : la roue.

Mais qu'importent devant l'Histoire ces délais, ces étapes du progrès? Ce qui compte, c'est l'éveil, l'élan. En lançant cette route comme un défi par-dessus les montagnes qui semblaient l'emprisonner, la Chine de Tchiang Kai Chek a suscité un espoir que l'activité des hommes voudra rejoindre. Ce symbole du progrès fera naître une religion nouvelle. D'avoir regardé passer le luxe, les travailleurs garderont une nostalgie envieuse qui les poussera à coopérer, à étendre leurs cultures, à vendre leurs produits plus cher sur des marchés plus lointains — pour devenir à leur tour des « hommes de la route ». Le Yunnan ne se rendormira plus.

ALFRED FABRE-LUCE

DIPLOMATIE SOVIÉTIQUE

Au cours du mois dernier, lorsque l'attention du monde entier était concentrée sur les pourparlers concernant le pacte anglo-soviétique, le hasard fit tomber entre mes mains une série de dépêches diplomatiques émanant d'un représentant attitré de la Russie à Londres. J'y lisais entre autres : « Ce qui a pris corps ici, très suffisamment pour pouvoir durer plusieurs générations, c'est un puissant mouvement de sympathie pour un immense pays dans l'avenir duquel on a foi, pour un pays qui, au prix d'une crise terrible, est en travail d'enfantement d'un régime stable dans la voie du progrès et — ce qui existe aussi — c'est l'anxiété sincère, constante, d'un déraillement... Il est tout à fait faux de dire que l'Anglais n'est pas impressionnable ni emballeur *(sic)*. Seulement il y met le temps et ses impressions sont durables. On s'est habitué chez nous à considérer l'Angleterre comme calculant toujours. En affaires, oui ; en fait d'impressions, cela n'est pas exact : elles sont d'une étrange puissance et étrangement objectives. L'Angleterre a-t-elle le sentiment d'avoir absolument besoin de nous? Non. J'en conclus que les instincts de sympathie sont actuellement très loin d'être uniquement le résultat d'une combinaison d'habile politique. Chez certains hommes d'État, il y aurait beaucoup de cela. Mais le public suit avec des instincts tout différents. A ne pas nous rendre bien compte de ce côté psychologique, nous perdrions la moitié des avantages que nous pouvons retirer de ces dispositions. »

« On s'imagine chez nous, était-il dit dans un autre rapport, que nous pouvons choisir entre un rapprochement avec l'Angleterre et un rapprochement avec l'Allemagne. En réalité, nous avons à choisir entre un rapprochement avec l'Angleterre et l'isolement... Il ne faut pas se faire d'illusions — et l'histoire le prouve — qu'avec l'alliance française seulement, nous pouvons facilement et souvent être mis vis-à-vis de l'Allemagne en situation plus que délicate. Surtout à compter avec les paniques, la nervosité française, leur conviction plus enracinée qu'il n'y paraît que l'Allemagne ne pense qu'à se jeter sur elle. Nous devons donc ou suivre la France au détriment de nos rapports avec l'Allemagne, rapports nécessaires, ou la perdre. L'autre combinaison inspirera à la France non seulement plus de confiance, mais aussi plus de sérénité, ce qui nous laisse les mains libres pour nous refaire et peut, à condition d'un minimum de fautes imprévues, nous constituer avec le temps, arbitres et arbitres de paix et de conciliation. »

Et enfin : « Il faut bien se dire que la paix du monde ne sera assurée que le jour où la Triple Entente anglo-franco-russe, dont l'existence réelle n'est pas plus prouvée que celle du serpent de mer, se sera transformée en alliance défensive sans clause secrète et rendue publique par tous les journaux du monde. Ce jour-là, le danger d'une hégémonie allemande sera définitivement écarté et nous pourrons, chacun de nous, nous occuper tranquillement de nos affaires. »

Que mes lecteurs se rassurent : je ne commets pas la moindre indiscrétion en publiant ces extraits d'une correspondance confidentielle. Ils ne proviennent pas de la valise diplomatique de M. Maïski, mais de celle d'un grand ambassadeur d'ancien régime, le comte Benckendorff, qui représenta la Russie impériale à la Cour de Saint-James, de 1903 à 1917 [1].

Nous assistons, ainsi à trente ans de distance, à un étrange retour des choses, tel qu'il se produit périodiquement dans les rapports entre les peuples. Mais « l'histoire n'est pas radoteuse, comme l'a fait observer récemment le comte

1. Une partie des dépêches de Benckendorff a déjà été publiée dans la « Correspondance diplomatique d'Alexandre Iswolsky, avec introduction et notes de Georges Chklaver » (vol. I, Paris, 1937). Le volume II doit paraître prochainement.

Charles de Chambrun. Ce que nous prenons pour des redites n'est que conséquences, analogies. » L'historien ne sera pas seul à chercher, pour sa délectation intellectuelle, des rapprochements faciles entre le présent et le passé. Les hommes politiques feront bien, eux aussi, de se replonger dans le souvenir d'expériences récentes, souvent trop rapidement oubliées.

En jetant un regard d'ensemble sur la politique russe au cours des deux derniers siècles, nous arrivons facilement à la conclusion que ce n'est pas vers la France ni l'Angleterre, mais vers les pays germaniques que sont allées le plus fréquemment ses sympathies naturelles. A trois reprises, la Russie a été — et ceci pendant de brèves périodes — l'alliée de la France. Aucune de ces trois alliances n'a porté bonheur aux deux pays : ni celle de la guerre de Sept ans, ni celle de Tilsitt, ni celle qui se termina d'une façon tragique à Brest-Litovsk. Néanmoins, il serait injuste d'accuser par principe les Russes — comme on le fait parfois — d'un penchant à la traîtrise qui ne leur est pas plus propre qu'à n'importe quel autre grand peuple : l'alliance entre les Romanov et les Hohenzollern, scellée au cours des guerres d'indépendance, a bien pu durer près d'un siècle. Ce sont des intérêts puissants et légitimes qui ont poussé la Russie à couvrir, avant tout, sa frontière occidentale, afin d'avoir les mains libres pour accomplir sa mission historique en Orient. Ce sont d'autres intérêts tout aussi puissants, sans être aussi légitimes, qui ont poussé la Russie à se rapprocher des maîtres de Berlin et de Vienne pour régler à sa façon le litige séculaire avec la Pologne au sujet des terres russo-lithuaniennes. Et l'on peut dire que c'est une nécessité presque inéluctable qui a amené la conclusion du traité de Rapallo, entre la Russie de Lénine et l'Allemagne de Weimar. Qu'on se reporte à la situation de l'Europe en août 1922 ! Une Allemagne essayant en vain d'échapper au filet que les exécuteurs du traité de Versailles resserraient autour de son organisme économique, une Russie ruinée par la révolution et mise au ban des peuples civilisés ! Les dirigeants de Moscou et ceux de Berlin se retrouvaient en *desperados*, qui n'avaient rien à perdre et tout à gagner. Exclue, elle aussi, « du cercle des honnêtes

gens » qui se formait à Genève, l'Allemagne prenait à sa solde « l'assassin bolchevik », le couteau entre les dents. Le traité de commerce, signé le 12 octobre 1925 (*à la veille de Locarno*) avec son traité annexe, conclu le 21 décembre 1928 (*à la veille de l'acceptation du plan Young*) a valu à l'Allemagne des avantages immenses : il lui a permis en quelque douze années d'écouler en Russie ses produits industriels pour une somme globale approchant de 3 milliards de marks-or (45 milliards de francs) et ceci avec un bénéfice de 30 à 40 p. 100. Mais la Russie obtenait de son côté un marché pour ses produits agricoles (elle en vendit durant la même période pour 2,5 milliards de marks-or) ; elle obtenait l'outillage pour son rééquipement industriel et militaire et une place d'armes pour l'activité de son Komintern. Le traité de Berlin, signé en avril 1926 (*à la veille de l'entrée de l'Allemagne à la S.D.N.*), traité de neutralité et de non-agression, suivi très probablement d'un accord secret entre les deux états-majors, déliait l'U.R.S.S. définitivement de tout souci au sujet de ses frontières en Europe et lui faisait entrevoir, comme jadis, la possibilité d'un nouveau partage de la Pologne et d'une affirmation de la puissance moscovite en Asie, où le tsar rouge s'apprêtait à prendre la succession du tsar blanc et le camarade Karakhan celle du général aide de camp comte Ignatieff.

On peut observer dans l'histoire diplomatique de la Russie l'alternance à peu près régulière de deux méthodes : celle de l'expansion aventureuse généralement basée sur des considérations d'ordre idéologique et celle d'un resserrement prudent qui s'inspire en premier lieu des besoins strictement nationaux. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, cette même alternance se poursuit à l'époque des Tchitcherine, des Litvinov et des Molotov comme à celle où Bestoujev remplaçait Ostermann à l'avènement d'Elisabeth en 1742, où un Giers prenait la place d'un Gortchakov à l'issue de la guerre russo-turque en 1878. Dans la plupart des cas, ces revirements coïncident avec un réveil de l'esprit combatif ou « dynamique », comme l'on dit aujourd'hui, de la race germanique. C'est dans ces moments que la nécessité historique oblige la Russie à rompre avec sa tradition germanophile et à rétablir avec l'aide des puissances occidentales l'équilibre européen menacé.

Telle était la situation sous Frédéric II ou à une époque plus récente, lorsque les conseillers maladroits du kaiser devinrent infidèles au testament de Bismarck et de Guillaume Ier. La situation d'aujourd'hui ne serait-elle pas la même?

L'alliance des trois, ou tout au moins des deux empereurs, œuvre maîtresse du chancelier de fer, aurait pu continuer indéfiniment s'il n'y avait pas eu les visées de domination autrichienne dans les Balkans et si la méfiance de Guillaume II ne l'avait pas empêché de renouveler en 1890 le traité dit « de réassurance ». L'esprit de Rapallo aurait pu régner encore aujourd'hui dans les rapports germano-soviétiques si la théorie et la pratique du national-socialisme triomphant n'avaient désigné les maîtres du Kremlin comme les ennemis du genre humain et les plaines fertiles de la Russie comme le terrain de choix de la colonisation teutonique. Une semaine encore avant le coup d'Etat hitlérien du 30 janvier 1933, Molotov déclarait officiellement, lors d'une session du Comité central exécutif, que « l'Allemagne occupe une position spéciale dans le système des relations internationales de l'U.R.S.S. » Le 30 décembre de la même année, lorsque la croisade contre les marxistes en Allemagne battait son plein et que les émissaires de Moscou — Dimitrov, Thælmann, etc. — se trouvaient en danger de mort, Litvinov proclamait à la tribune de la même institution : « Du côté allemand, on s'efforce de nous attribuer l'initiative dans le changement de nos rapports et de l'expliquer par le mécontentement que nous éprouverions à l'égard du régime allemand actuel, de la persécution des communistes, etc... Nous sommes, certes, sensibles, aux souffrances de nos camarades, mais nous autres marxistes, méritons moins que quiconque le reproche de permettre au sentiment de dominer notre politique (*applaudissements*). Le monde entier n'ignore pas que nous pouvons maintenir et que nous maintenons de bons rapports avec les États capitalistes soumis à n'importe quel régime y compris les régimes fascistes. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. »

De quoi s'agissait-il donc? Pourquoi les rapports amicaux conservés pendant dix ans avec l'Allemagne « devenaient-ils méconnaissables, se transformaient-ils en leur contraire? » C'est que l'on avait compris à Moscou que « la politique alle-

mande avait changé. » Staline, lui-même, le proclamait au dix-septième Congrès du parti communiste au début de 1934 : « Encore dès l'arrivée au pouvoir des dirigeants allemands actuels et surtout depuis leur prise de pouvoir, une lutte s'est engagée entre la vieille politique, telle qu'elle se reflète dans les traités bien connus entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne et la politique « nouvelle » rappelant dans les grandes lignes la politique du kaiser, qui occupa à un moment donné l'Ukraine et entreprit une campagne contre Leningrad. Il devient de plus en plus évident que cette « nouvelle » politique triomphe de l'ancienne. Voilà de quoi il s'agit, camarades. » Le chemin qui devait mener de Rapallo à Londres était dès lors désigné.

Nous n'avons pas besoin de nous attarder aux erreurs effroyables commises au cours des dernières années par la diplomatie soviétique, enferrée dans un doctrinarisme étroit et sectaire, qui ne tenait aucun compte de l'évolution des esprits en Europe comme de celle qui s'accomplissait au sein de la nation russe elle-même. Passons sur son activité nocive au sein de la S.D.N., sur son intervention désastreuse dans le drame espagnol et dans les affaires intérieures de la France, et arrivons-en à la situation actuelle.

Toutes les gaffes, toutes les fautes du *Narkomindel* se sont trouvées effacées d'un seul coup, lorsque les puissances occidentales, soucieuses de rétablir, elles aussi, l'équilibre européen, sont venues solliciter l'appui de Moscou. On s'est étonné, on s'est même inquiété des réticences et des tergiversations du Kremlin lors des pourparlers en cours — mais on a oublié que la Russie soviétique n'était pas demanderesse. La Russie impériale, elle, n'a jamais non plus montré beaucoup d'empressement lorsqu'il s'agissait de s'allier avec Londres ou Paris. Qu'on relise — pour évoquer les débuts pénibles de l'alliance franco-russe d'avant guerre et les cajoleries et les flatteries dont on entourait alors, pour l'amadouer, l'autocrate Alexandre III — le magistral ouvrage du baron Noldé[1] ou, si l'on préfère la veine humoristique, l'immortelle *Carrière* d'Abel Hermant. Qu'on se reporte aussi aux origines de l'ancien accord anglo-russe, aux ouvertures faites au baron

1. « L'alliance franco-russe ; les origines du système diplomatique d'avant-guerre ». Paris, 1936.

de Staal par Joseph Chamberlain ou par lord Granville, vingt ans avant la conclusion de la Triple Entente [1]. L'attitude de la Russie a toujours été la même : elle marchait vers ces alliances sous l'emprise d'une nécessité, comme si elle y était contrainte et forcée, ne sortant jamais de sa réserve et se refusant obstinément à la moindre concession. Le comte Nikita Panine, conseiller diplomatique de la Grande Catherine et créateur du « Système nordique » (destiné à contre-balancer l'influence de la France), écrivait à M. Gross, ministre de Russie à Londres en date du 29 janvier 1765 : « La coutume anglaise de marchander comme des boutiquiers, au cours des négociations, est connue depuis longtemps : ils agissent quand le temps le leur permet, afin d'obtenir le plus de concessions possibles ; mais nous n'avons pas besoin de suivre leur exemple et par conséquent, ayant déclaré une fois pour toutes ce que nous considérons comme un avantage pour nous en échange des immenses bénéfices promis de notre côté, nous devons nous en tenir absolument à nos exigences. » Staline et Molotov ne raisonnent pas autrement.

Le point de vue du dictateur a été exposé avec toute la netteté voulue dans son grand discours du 10 mars 1939, prononcé devant le dix-huitième Congrès du parti communiste. On y retrouve la trace de ses craintes comme de ses espoirs, son appréciation de la situation européenne comme sa définition du rôle que l'U.R.S.S. devrait être appelé à y jouer. Selon Staline, le monde se trouve d'ores et déjà engagé dans une immense « guerre impérialiste » dont la conquête de l'Abyssinie, l'intervention germano-italienne en Espagne, l'agression du Japon en Chine, l'annexion de l'Autriche et des provinces sudètes par l'Allemagne ont marqué les étapes successives. « Les pays agresseurs, dit Staline, mènent cette guerre en empiétant par tous les moyens sur les intérêts des pays non agresseurs en premier lieu sur ceux de l'Angleterre, de la France et des Etats-Unis tandis que ceux-ci reculent en accordant aux agresseurs des concessions l'une après l'autre ». Comment s'expliquer les raisons d'une pareille attitude ? Les pays pacifiques craignent-ils la révolution mondiale, comme

1. « Correspondance diplomatique du baron de Staal, ambassadeur de Russie à Londres », publiée par le baron A. Meyendorff, Paris, 1929.

feignent de la craindre les pays totalitaires qui « cherchent à détruire les foyers du Komintern dans les déserts de la Mongolie, dans les montagnes de l'Abyssinie et dans les sables du Maroc espagnol? » Telle pourrait être une des raisons qui expliquerait l'attitude passive des démocraties, mais certainement pas la raison unique, la raison essentielle. La vérité, selon Staline, se trouve ailleurs. Ayant renoncé à la « sécurité collective », les puissances démocratiques ont cru utile « de laisser les agresseurs faire leur œuvre sinistre... afin qu'ils s'enferrent, s'affaiblissent et s'épuisent. » « Plus tard, ironise Staline, on pourra apparaître avec des forces fraîches soi-disant dans les intérêts de la paix et dicter les conditions aux participants de la guerre. »

A un pareil jeu, la Russie, d'après Staline, ne saurait se prêter. « N'a-t-on pas pu lire dans la presse anglo-française et américaine, des articles sans nombre annonçant une marche des Allemands vers l'Ukraine soviétique à travers l'Ukraine des Carpathes, destinée à réunir à un pays de 700 000 habitants un autre pays qui en compte 30 millions?... On serait tenté de croire que ce bruit suspect avait pour but de provoquer la fureur de l'Union soviétique contre l'Allemagne, d'empoisonner l'atmosphère et de provoquer un conflit entre nous et l'Allemagne sans raison suffisante... N'a-t-on pas vu, lorsque la réalisation de ces projets se fit attendre, certains politiciens et hommes de presse proclamer et écrire noir sur blanc que les Allemands les ont cruellement déçus en se retournant vers l'Ouest et en réclamant des colonies au lieu de continuer leur marche dans la direction orientale contre l'Union soviétique... On serait tenté de croire qu'on a cédé aux Allemands des districts tchécoslovaques comme prix d'un engagement à faire la guerre contre l'U.R.S.S., engagement que les Allemands se refusent maintenant à remplir. »

Et Staline de conclure : « Je suis loin de moraliser au sujet de la politique de non-intervention ; il serait vain de disserter sur la morale devant des gens qui ne l'admettent pas. La politique, c'est la politique, comme disent les vieux routiers de la diplomatie bourgeoise. Mais je suis forcé de constater que le grand jeu politique mené par les partisans de la non-intervention est extrêmement dangereux et peut se terminer pour

eux par un échec complet. Le pacifisme et les projets de désarmement sont d'ores et déjà enterrés. Tous les pays, grands et petits, s'arment et personne ne croit plus aux paroles onctueuses concernant l'ère de pacification inaugurée à Munich... L'U.R.S.S. ne saurait rester indifférente aux événements sinistres de l'heure présente. Il est incontestable que même une petite guerre commencée par les agresseurs dans un coin éloigné du monde, représente un danger pour les pays pacifiques. La nouvelle guerre impérialiste, qui a déjà entraîné dans son orbite 500 millions d'habitants de l'Asie, de l'Afrique et de l'Europe représente un danger infiniment plus sérieux... La politique extérieure de l'U.R.S.S. doit être claire et compréhensible à tous : 1° Nous sommes pour la paix et pour le raffermissement des rapports d'affaires (liens économiques) avec tous les pays et nous resterons fidèles à cette attitude, tant que ces pays conserveront la même position à l'égard de l'U.R.S.S. et ne menaceront pas les intérêts de notre pays ; 2° Nous sommes pour des rapports paisibles, confiants et de bon voisinage avec tous les pays voisins ayant avec l'U.R.S.S. une frontière commune [1] — et nous maintiendrons cette attitude, tant que ces pays la conserveront à l'égard de l'U.R.S.S. et ne porteront pas une atteinte *directe ou indirecte* aux intérêts de l'intégrité des frontières soviétiques ; 3° Nous sommes pour l'assistance aux peuples victimes de l'agression et luttant pour l'indépendance de leur patrie ; 4° Nous ne craignons pas les menaces des agresseurs et nous sommes prêts à riposter aux coups des initiateurs de guerre qui essaieraient de s'attaquer à l'intégrité des frontières soviétiques. »

Ce grand discours, prononcé cinq jours avant l'entrée des Allemands à Prague, se trouve aujourd'hui dépassé par les événements. Les dirigeants de l'U.R.S.S. sont les premiers à le reconnaître.

Dans son rapport présenté le 31 mai 1939 au Conseil suprême de l'U.R.S.S., M. V. Molotov, commissaire aux Affaires étrangères, déclarait que, d'après toute une série d'indices, « les pays démocratiques de l'Europe reconnaissent, de plus en plus, l'échec complet de la politique de la non-inter-

1. On peut se demander si le IIIe Reich entre dans cette catégorie. L'Allemagne n'a pas de frontière commune avec l'U.R.S.S.

vention et reconnaissent aussi la nécessité d'appliquer des méthodes plus sérieuses pour constituer un front unique des pays pacifiques contre l'agression. » Sans méconnaître la différence entre des déclarations verbales et les réalités politiques, M. Molotov ne peut passer sous silence ni le pacte anglo-polonais, ni le pacte anglo-turc, ni « les efforts déployés par les pays non agresseurs pour attirer la collaboration de l'U.R.S.S. à l'action commune contre l'agression. » Mais, malgré ces changements connus du monde entier, l'attitude de Moscou reste exactement la même qu'au moment où Staline prononçait son discours-programme. « Nos devoirs, dans la situation internationale actuelle, coïncident avec la ligne des intérêts des autres pays non agresseurs, dit Molotov. Mais encore faut-il être sûr que l'abandon de la politique de non-intervention est définitif. L'arrêt opposé à l'agression, dans certaines régions, ne poussera-t-il pas à l'agression dans d'autres régions? » se demande anxieusement le commissaire du peuple. « Nous devons être vigilants ; nous sommes pour la cause de la paix et contre toute agression, mais nous devons nous rappeler le mot d'ordre du camarade Staline : « Être prudents et ne pas laisser entraîner notre pays dans des conflits par des provocateurs de la guerre habitués à laisser les autres tirer les marrons du feu. » Molotov, lui aussi, formule ses conclusions d'une façon précise, « sans vouloir les imposer à personne ». « *Nous n'exigeons de personne l'acceptation de notre point de vue et nous ne sollicitons personne à ce sujet.* Mais si l'on veut effectivement créer un front des pays pacifiques capables de réagir contre l'offensive de l'agression, les conditions *minima* suivantes nous semblent être requises : 1° La conclusion entre l'Angleterre et la France et l'U.R.S.S. d'un pacte effectif d'aide mutuelle contre l'agression, pacte ayant exclusivement un caractère défensif ; 2° Garantie contre une attaque des agresseurs accordée par l'Angleterre, la France et l'U.R.S.S. aux États de l'Europe centrale et orientale, y compris *tous les États européens limitrophes de l'U.R.S.S., sans exception aucune* ; 3° Conclusion d'un accord concret entre l'Angleterre, la France et l'U.R.S.S. concernant les formes et les dimensions de l'aide *immédiate* et effective qui serait accordée

mutuellement, ainsi qu'aux pays garantis en cas d'une attaque des agresseurs[1]. »

En recevant, le 1er mars 1936, M. Roy Howard, Staline a fait la réponse suivante au grand journaliste américain qui le priait d'indiquer *en partant de quelle position et dans quelle direction les troupes allemandes pourraient agir contre l'U.R.S.S.* « L'histoire nous dit, à déclaré le dictateur, que lorsqu'un État veut faire la guerre à un autre, fût-il non limitrophe, il se met en quête des frontières qu'il pourrait franchir pour atteindre les frontières de l'État qu'il se propose d'attaquer. Habituellement, un État agresseur trouve ces frontières. Il les trouve par la force, comme cela s'est produit en 1914, quand l'Allemagne a envahi la Belgique pour frapper la France, ou bien il prend une telle frontière « à crédit », comme l'Allemagne l'a fait à l'égard de la Lettonie, par exemple en 1918, quand elle a tenté, en passant par ce pays, de se frayer un passage vers Leningrad. Je ne sais quelles sont, précisément, les frontières que l'Allemagne pourrait adapter à ses vues, mais je pense qu'il peut se trouver des États disposés volontiers à lui fournir cette frontière à crédit[2] ». S'il avait médité ce propos, lord Halifax aurait pu s'épargner la peine d'adresser à Moscou des propositions d'alliance où la Lettonie n'était pas nommément désignée. Staline qui est le plus têtu des hommes, ne cède jamais sur une idée qu'il a une fois émise. Dans son discours du 31 mai 1939, M. Molotov n'a fait que reprendre cette idée du grand chef en exigeant une garantie complète « des trois pays à la frontière nord-ouest de l'U.R.S.S., qui peuvent se trouver incapables de défendre leur neutralité en cas d'une attaque des agresseurs. »

Il s'agit d'ailleurs, en l'occurrence, de quelque chose qui dépasse de beaucoup le cadre de simples considérations stratégiques. Si jamais cette notion « d'espace vital » dont on fait

1. La marche des négociations, au moment où j'écris cet article, semble indiquer que Staline cherche à profiter des circonstances pour obtenir — peut-être même au delà des termes de ce programme — tous les avantages possibles. Mais nous n'avons pas songé dans cette étude à évoquer l'évolution de tractations compliquées. Par delà les incidents du jour il y a pour chaque pays des nécessités profondes résultant de son histoire et de sa situation géographique. Ce que nous avons voulu montrer ici c'est que les dirigeants de la Russie actuelle semblent, par instants, en devenir conscients.

2. « Staline ; doctrine de l'U.R.S.S. ». Paris, Flammarion, 1938.

à notre époque un si étrange emploi, c'est dans le cas de la Russie en ce qui concerne les pays baltes. Depuis le jour où Pierre le Grand a transformé l'État mi-asiatique de la Moscovie en une grande puissance européenne et lui a fait accomplir une volte-face complète sur son front historique, en tournant résolument vers l'Occident le regard jadis fixé sur les immensités asiatiques, la Russie a le besoin absolu d'un libre accès vers la mer Noire comme vers la mer Baltique. C'est, selon l'expression consacrée « sa fenêtre ouverte sur l'Europe ». Si l'on ferme la fenêtre, la Russie risque d'étouffer. Lorsque la révolution bolchévique a permis aux pays baltes de s'ériger en États indépendants, c'était une perte immense, mais une perte de laquelle la Russie historique pouvait, à la rigueur, s'accommoder. Les jeunes États d'Esthonie, de Lettonie et même de Finlande étaient trop faibles pour barrer la route à l'économie russe. La menace, même lointaine, d'une emprise allemande sur ces territoires-tampons constitue un danger mortel pour les destins de la Russie, qui ne paraît pas disposée à admettre la fortification des îles Aland, ou la constitution dans une des petites capitales baltiques d'un Gouvernement inféodé à Berlin, sans parler de la possibilité d'une agression directe.

Staline et Molotov, mués en défenseurs de l'héritage de Pierre le Grand, conquérant des rives baltiques ; défenseurs d'un héritage qu'ils ont été les premiers, naguère, à dissiper ! N'est-ce pas là le suprême paradoxe de la situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement ? Ces hommes qui parlent comme parleraient un Panine, un Gortchakov ou un Giers — Quels sont leurs titres à eux ? Qui représentent-ils et que vaut leur parole ? Au nom de qui émettent-ils leurs déclarations ? La Russie se tient-elle derrière eux, colosse aux pieds d'argile mais colosse tout de même, colosse qui a su écraser parfois ses ennemis rien que par le poids de sa chute ? Ou sont-ils tout simplement les représentants sinistres d'une organisation subversive, qui ont soumis à leur volonté criminelle un peuple qui les hait tout en leur obéissant ? Sont-ils les fourriers de la révolution mondiale ou les défenseurs des droits de la Russie éternelle ? Tout est là. Tout dépend de la façon dont nous envisageons les rapports entre les maîtres actuels

du Kremlin et les 170 millions d'hommes qui forment la nation russe.

Dans son discours du 10 mars, Staline est allé au devant de ceux qui pouvaient lui poser ces questions angoissantes. « Dans l'exécution de notre politique extérieure, a-t-il dit, nous nous appuyons sur les forces accrues de notre vie économique, sociale et culturelle, sur notre armée et sur notre flotte rouge, sur l'amitié des peuples qui composent notre union, sur *l'unité morale de notre société soviétique.* » Cette affirmation catégorique correspond-elle à la réalité? Il est permis d'en douter.

L'U.R.S.S. d'aujourd'hui n'est certainement plus l'U.R.S.S. au nom de laquelle fut signé, en 1922, en pleine crise révolutionnaire, le traité de Rapallo. Le pays a subi une immense transformation industrielle : la production du charbon, qui se chiffrait par 29 millions de tonnes en 1913, s'est élevée à 103 millions de tonnes en 1938, la production de la fonte est montée de 4,2 millions à 15 millions de tonnes au cours de la même période, celle du pétrole brut de 9,2 à 30 millions. La production de l'acier et du cuivre a été doublée ; de nouvelles industries comme celles des tracteurs, des camions ont été créées de toutes pièces. Au cours des treize dernières années, la population des villes est montée de 26 à 56 millions et une centaine de nouvelles villes jusque-là inexistantes, ont apparu sur la carte, dont certaines (comme Karaganda et Magnitogorsk comptent d'ores et déjà plus de 150 000 habitants). Et malgré la terrible misère dans laquelle la collectivisation des campagnes a plongé les couches supérieures de la paysannerie, malgré le manque de certains produits de consommation usuelle (les diplomates accrédités à Moscou ne se font-ils pas expédier jusqu'au cirage de leurs bottes, sans parler de savon ou de ciseaux !) un relèvement du niveau général de l'existence peut difficilement être contesté. L'ère horrible de la famine a pris fin : les besoins essentiels alimentaires et vestimentaires sont couverts. Mais il y a plus. L'instruction s'est généralisée : d'après des statistiques toutes récentes, 47 millions d'enfants et d'adultes reçoivent, actuellement, l'enseignement dans les établissements scolaires (280 000 jeunes gens achèveront cet été leurs études secondaires). Une aspi-

ration générale vers le bien-être se fait sentir ; le goût de la danse se répand, les femmes réclament et obtiennent des fards et des cosmétiques ; les commissaires du peuple eux-mêmes se mettent à porter, non sans élégance, vestons, cols et cravates tout comme leurs collègues des pays de la « bourgeoisie pourrie ». C'est le style même de la vie en U.R.S.S. qui a changé.

Il est évident que cette transformation n'aurait pu être achevée si le pays s'était tenu aux stricts préceptes du dogme marxiste, proclamé jadis par Lénine et Trotsky. Ce dernier a parfaitement raison lorsqu'il parle d'une « révolution trahie. » Ce qu'il omet de dire, c'est que cette « trahison » s'achève sous l'impulsion irrésistible d'un peuple qui veut vivre et non mourir, d'un peuple qui a compris instinctivement que le communisme intégral, c'était la mort.

Les forces de la nature humaine, les forces de la civilisation chrétienne adoptée par la nation russe depuis un millénaire, triomphent des théories de professeurs allemands et d'intellectuels israélites. A travers les épreuves d'une terrible convulsion sociale, la Russie semble retrouver la voie de ses destinées historiques et revenir vers ses indestructibles traditions nationales.

Dès l'application du premier plan quinquennal, Staline s'est vu contraint aux plus grandes concessions. Ce ne sont plus des membres de soviets ignorants mais des ingénieurs diplômés (dont la préparation est malheureusement encore insuffisante) qui dirigent les usines de l'U.R.S.S. L'égalité des salaires est abandonnée et l'ouvrier-recordman obtient souvent une rémunération quinze fois plus grande que celle du simple manœuvre. Et depuis que la menace d'une agression allemande est apparue à l'horizon, les chefs officiels du communisme ont été les premiers à inaugurer l'ère du patriotisme soviétique. Le prolétaire de Karl Marx était un sans-patrie : il n'avait rien à perdre que ses chaînes. Le citoyen soviétique d'aujourd'hui est censé défendre sa patrie, « le plus beau pays du monde », jusqu'à la dernière goutte de son sang. Le mot « soviet » lui-même (Soviet-conseil, c'est-à-dire conseil des ouvriers et des paysans) tend à perdre sa signification première : on parle aujourd'hui couramment de villes soviétiques, d'usines soviétiques et même de climat soviétique!

On tend à rétablir le culte de la famille et du passé national : l'histoire est enseignée dans les écoles et les héros qui luttèrent jadis pour l'intégrité du territoire russe — un Pierre le Grand, un Koutousoff et jusqu'à ce saint Alexandre, qui infligea une défaite aux Teutons sur les bords de la Néva dans les premières années du XIIIe siècle — sont glorifiés par la presse, l'école, le théâtre et le cinéma. Et pour compléter le tableau : les collaborateurs barbus de feu Lénine, qui ne voulaient pas assister sans résistance à la destruction systématique de leur œuvre sont voués à l'extermination la plus sanglante et la plus cruelle. Les éléments allogènes sont graduellement écartés du pouvoir. Le Politbureau, suprême organe dirigeant, contient aujourd'hui, après toutes les « épurations » successives, parmi ses douze membres, neuf Russes authentiques, un Arménien, un Géorgien (Staline) et un seul Juif (le fameux Kaganovitch, que la propagande allemande se complaît à désigner, contrairement à toute évidence, comme le vrai maître de la Russie). Des hommes nouveaux sont montés des souches profondes du peuple vers les sommets du pouvoir, des hommes dont toute la formation morale et intellectuelle paraît intimement liée au sol natal : Molotov, Andreieff, Shdanoff, enfin, successeur désigné de Staline, « vice-roi » de Leningrad et président de la Commission des Affaires extérieures au Conseil suprême sont du nombre. Tous ces chefs sont des hommes d'esprit simpliste, grandis dans les tempêtes de la révolution et dédaigneux de toute théorie. L'instinct national les guide souvent ; les besoins pratiques ne leur semblent pas indifférents. La Russie paraît être en train de se guérir de ses illusions ; elle s'achemine lentement vers la dernière étape de sa grande révolution.

Un seul homme, s'il faut en croire certains informateurs, lui barre la route de la guérison complète et cet homme serait Staline lui-même. Ayant exécuté ou écarté tous ses anciens compagnons de lutte, il reste un des derniers survivants de la tragique équipe qui plongea la Russie dans une mer de sang et de larmes. Ce « champion de la liberté », qui règne en tyran sur un peuple asservi, qui exécute par dizaines ses collaborateurs immédiats, qui soumet à ses caprices toutes les manifestations de la vie créatrice, y compris la

littérature, la peinture et la musique, se considère lui-même comme le seul communiste authentique. Il continue à croire, dur comme fer, à l'avènement plus ou moins prochain de la révolution mondiale. « Je ne crois pas à la bonté de la bourgeoisie, a-t-il dit à H. G. Wells. Si vous parlez des hommes prêts à reconstruire le monde, il est évident qu'on ne peut les trouver parmi ceux qui servent le lucre avec foi et amour... Voilà pourquoi l'on ne saurait espérer que la succession des régimes sociaux puisse s'opérer par le passage insensible d'un régime à l'autre au moyen de réformes, au moyen de concessions faites par la classe dominante. » (1934) « Nous autres, marxistes, nous croyons toujours que la révolution se fera également dans les autres pays... au moment où les révolutionnaires de ces pays estimeront que cela est possible et nécessaire », a-t-il proclamé en 1936 devant M. Roy Howard. Ce faisant, il exprimait sa conviction intime et le dogme officiel qui sera reconnu par l'U.R.S.S. tant qu'il sera en vie et au pouvoir :

« Le but essentiel de notre État est un travail paisible d'organisation économique et d'éducation culturelle », a dit le même Staline lors du Congrès communiste en mars dernier. Ce but est-il conciliable avec celui de la révolution mondiale? Il est évident que non et c'est là l'abîme qui sépare Staline de la presque totalité du peuple russe, avide comme tout peuple de paix et de liberté.

Un jeune publiciste russe de grand talent, M. Cyril Ielita-Wilczkovski, a formulé récemment les antinomies du régime stalinien d'une façon saisissante : « La doctrine de ce régime ne correspond plus aux réalités..., sous le masque de phrases sonores, d'arguments plus subtils que persuasifs, elle s'efforce de cacher ses désillusions, ses déconfitures et sa lâcheté. Elle ne guide plus, elle ne captive plus les esprits : elle s'adapte, et elle se retranche dans l'unique position théorique qui lui reste... la ligne générale adoptée par le dictateur est trop ambiguë, trop désireuse de plaire à tout le monde pour qu'une seule tendance puisse s'y manifester véritablement [1] ».

1. Cyril Ielita-Wilczkovski. — « Before and after Stalin », London (Selwyn and Blount), 1939. Ce remarquable ouvrage plein d'idées originales, mériterait bien une traduction en langue française.

C'est dans le domaine de la défense nationale que ces antinomies d'un régime tyrannique, oppresseur de la classe paysanne, persécuteur de toute pensée libre, se font peut-être sentir avec le plus de vigueur. Les lecteurs de la *Revue de Paris* savent ce que vaut l'armée russe : ils n'ont qu'à se reporter au bel article signé *** et publié dans le numéro du 1er janvier 1939. Forte de 300 régiments d'infanterie, de 120 régiments de cavalerie, de 20 000 canons, de 12 000 avions et de 100 000 pilotes, la Russie soviétique ne peut, certes, pas être considérée comme une quantité négligeable, même si l'on tient compte de l'insuffisance des transports, de la faiblesse des cadres et de la mauvaise qualité de certains armements (vieux modèles de canons fournis par l'Allemagne durant l'ère de Rapallo). Mais l'exécution sommaire de maréchaux, de commandants d'armée, de généraux divisionnaires a porté à la puissance russe, au cours des deux dernières années, un coup difficilement réparable. L'armée était devenue l'idole de la Russie soviétique ; elle était en voie de grouper autour d'elle les meilleures forces de la nation. Tremblant pour son pouvoir, Staline l'a froidement décapitée. « En cas de guerre, a-t-il dit récemment, le front et l'arrière de notre armée seront plus fortement liés que dans n'importe quel autre pays à causé de leur unité intérieure, de leur homogénéité. » Il y a un brin de vérité dans ces paroles, mais cette vérité n'est guère encourageante : l'arrière et le front seront liés surtout par le sentiment de la peur qu'ils éprouveront à l'égard d'un tyran implacable. Cette peur paralysera les chefs, dont le regard surveillera d'un œil plus inquiet les activités des maîtres du Kremlin que celles de l'ennemi en campagne.

Et il est absolument certain que cette même antinomie doit se refléter d'une façon permanente dans l'activité de la diplomatie soviétique. Ce n'est pas qu'on ait à craindre, dans un avenir rapproché, une nouvelle volte-face dans la politique extérieure de l'U.R.S.S. Les rumeurs d'un rapprochement éventuel avec l'Allemagne sont répandues par Berlin comme par Moscou, dans un but évident de bluff ou de « chantage ». Plus puissant, plus autocrate que ne le fut Ivan le Terrible, Staline n'est pourtant pas maître de certaines contingences. Les idéologies dressent entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. des

obstacles infranchissables. Les considérations d'ordre économique sont aujourd'hui infiniment moins favorables au rapprochement des deux pays qu'au moment de la conclusion du traité de Rapallo, ou même du traité signé par Witte et le comte Bülow à Norderney en 1904 : une Russie s'acheminant rapidement sur les voies de l'industrialisation n'a actuellement que peu de matières premières à exporter ; une Russie qui tend vers l'autarcie économique et financière peut se passer actuellement tant bien que mal de crédits ou produits manufacturés venus de l'étranger. Et, politiquement parlant, la Russie d'aujourd'hui n'a besoin de l'Allemagne, ni pour la liberté de son action en Orient — ses forces étant trop faibles pour que la Russie affronte franchement celles du dynamisme japonais — ni pour sa liberté d'action à l'égard de la Pologne, une attaque contre l'intégrité de ce pays ne relevant pas dans l'état actuel des choses du domaine des possibilités pratiques. Quoi qu'en dise Staline, la crainte pour l'intégrité de son propre territoire, menacé par les visées encore si récentes de l'Allemagne sur l'Ukraine, dominera chez lui, encore longtemps, toutes les autres considérations. Si une entente russo-allemande devait se refaire, ce serait sur les bases d'une construction complètement nouvelle, dont il est encore impossible de deviner les contours [1].

Ce qui est plutôt à craindre, c'est un manque de netteté dans les rapports de l'U.R.S.S. stalinienne avec les États occidentaux ; un manque de franchise provenant de la différence des buts poursuivis, en fin de compte, par les Gouvernements « bourgeois » et le Gouvernement révolutionnaire de Joseph Djugachvili. « Aujourd'hui, écrivait Benckendorff à Iswolsky, le 8 août 1906, tout est et tout doit être à la paix, ne peut être qu'à la paix. Tout votre rôle, toute votre activité, toute votre influence, monte d'autant, avant toute autre chose et toute autre considération... Usez-en ! ». M. Maïski, dont les

1. Dans son dernier discours, M. Molotov a dit : « En négociant avec l'Angleterre et la France nous ne croyons pas du tout nécessaire de nous refuser à des rapports d'affaires avec des pays tels que l'Allemagne et l'Italie ». Il a précisé ensuite l'état des négociations en cours pour la conclusion d'un accord commercial et l'ouverture d'un crédit de 200 millions de marks. Ce n'est pas là, je crois, une raison suffisante pour accuser les dirigeants de l'U.R.S.S. de manœuvres machiavéliques. La paix européenne n'est pas encore rompue et des négociations d'un ordre analogue se poursuivaient encore tout récemment entre l'Allemagne et la France.

caprices de l'histoire ont fait le successeur de Benckendorff, se permettrait-il d'en dire autant à son maître redouté, au prophète de la Révolution mondiale? Se permettrait-il de s'indigner « du pseudo-patriotisme sauvage », « des préjugés et conceptions enfantines » de certains milieux russes, comme le faisait courageusement l'aristocratique représentant du tsar? « Laissez-moi vous dire très franchement, s'écriait d'une façon pathétique le comte Benckendorff, l'intérêt de la Russie, la nécessité politique absolue exigent qu'avant toute chose nous ayons des mains absolument blanches.» (A Iswolsky, même date.) Les mains de Staline, hélas! sont rouges du sang de milliers de victimes et M. Maïski, qui est aujourd'hui adulé dans les salons de Londres, comme Benckendorff ne le fut jamais, n'a qu'à penser au sort tragique de maints de ses collègues, hier encore piliers de la diplomatie soviétique.

« La force inéluctable des événements obligera en fin de compte les Soviets à se ranger, sous une forme ou sous une autre, du côté des démocraties. Dans cette question, les milieux dirigeants du Kremlin, enclins aux froids calculs, devront se soumettre à la pression des masses », écrivait ces jours derniers un des meilleurs connaisseurs de l'U. R. S. S., M. Nicolas Basseches qui fut pendant plus de dix ans correspondant de la *Neue Freie Presse*, à Moscou. Mais il est à craindre que la signature du pacte tripartite — si signature il y a — ne s'effectue pas dans une atmosphère aussi confiante que celle qui régnait aux jours de Kronstadt, de Toulon ou de Cowes. Nous comprenons parfaitement l'engouement que l'opinion publique anglaise, à l'heure où j'écris ces lignes, éprouve pour l'alliance russe: sans une Russie forte, pacifique et puissante, il n'y a pas d'équilibre politique en Europe. Mais cette Russie-là est encore *in statu nascendi*. La question reste entière de savoir ce que sera l'avenir du régime stalinien : question essentielle dont les gouvernements de France et d'Angleterre ne peuvent pas se désintéresser. Ne laissons pas à l'Allemage le privilège exclusif de penser à la Russie de demain.

CONSTANTIN DE GRUNWALD

CARNETS INTIMES

SOUVENIRS DE LA GUERRE DE 1870[1]

18 *septembre.*

Lettre de Meilhac du 16.

Je t'assure, mon cher ami, que ta réputation n'est pas attaquée, en tous cas, bien défendue. Ceux qui savent que tu es à Etretat savent pourquoi tu y es allé, et, à partir d'aujourd'hui, j'annoncerai que tu y reviendras dès que ta femme pourra revenir[2]. Quant à ce que tu dis de ton inutilité, je t'en offre autant pour ma part. Je suis de la garde nationale depuis samedi et je n'ai pas encore de fusil. Je suis cependant allé en demander un ; mon capitaine m'a prié d'attendre et m'a fait un assez joli discours sur l'inutilité des imprudences. Ce capitaine s'appelle X... C'est un syndic de faillites, mais de tous les concordats qui lui ont passé par les mains le plus difficile assurément est celui qu'il se trouve chargé d'obtenir en ce moment. La France, je crois, l'accepterait, mais la Prusse ne paraît pas disposée à l'accorder. Elle perdra tout et ce sera bien fait.

Je viens de voir Delavigne. Il a passé une assez mauvaise nuit et me donne sur la garde nationale des renseignements que je regrette bien de ne pas pouvoir t'envoyer. Il faut prévoir le cas où ma lettre serait prise. Je puis au moins te raconter qu'hier soir, à neuf heures, nous avons eu une alerte et que Paris n'a pas fait trop mauvaise figure. J'étais (que le dieu des batailles me le pardonne et ne dis pas cela à mon

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 juin et 1er juillet 1939.

2. Dès le 25 septembre Ludovic Halévy se joindra à une ambulance pour tenter de rentrer dans Paris avec elle.

filleul), j'étais en train de dîner avec mademoiselle Beresford, une Anglaise très jolie, quand taratata... nous entendons le clairon et puis de grands cris : « Aux armes ! Ils attaquent Nogent !... » Nous ouvrons la fenêtre et pendant une demi-minute, j'ai vu un spectacle assez curieux. Les promeneurs, sans d'ailleurs se retourner, ni changer le sens de leur promenade, se sont mis à courir à toutes jambes, au lieu de marcher... Tu te figures le tableau. Cela n'a pas duré plus d'une demi-minute, il y a eu au moins une demi-panique. Je n'ai pas été trop mécontent de moi, non pas que l'idée me soit venue de prendre ce fusil que l'on me fait attendre et d'aller me battre, mais l'idée m'est fortement venue de prendre une voiture et d'aller regarder... Comme toi, mon pauvre ami, la curiosité ! Après tout c'est notre état [1].

Les deux ou trois portes de cabinets occupés s'étaient ouvertes en même temps et tout le monde s'est trouvé mêlé. Il y avait là Blanche d'Antigny avec Turenne, lequel Turenne au premier cri, avait bravement sauté sur son sabre. Il est revenu au bout d'une demi-heure quand il a été bien démontré que l'alerte était passée et il m'a donné sur la garde mobile des renseignements que je regrette encore de ne pouvoir t'envoyer. Je pense que cette nouvelle d'une attaque avait été imaginée par le Gouvernement pour tâter un peu Paris et voir quelle figure il ferait. Le bruit public est que ce soir ou cette nuit nous aurons quelque chose de plus sérieux et que ceux qui tiendront à devenir verdâtres auront une meilleure occasion. Peu de gens, je crois, en profiteront. Ce n'est pas le courage qui manque, c'est la discipline, c'est l'obéissance... et c'est là peut-être que nous avons été coupables et que nous avons pu faire du mal... Les héros de *la Grande Duchesse* ne sont point des poltrons, mais ce sont des inférieurs qui se moquent du chef. Dans la mesure de nos moyens, nous avons tué le respect et là évidemment nous avons été bêtes et nous n'avons pas eu de bons yeux. Le respect peut être une chose inepte quand l'objet respecté n'est pas respectable, mais il paraît que c'est toujours une chose nécessaire. Quand les reliques passent, il faut s'incliner et non rire de

1. J'avais écrit à Meilhac : Je voudrais tant être à Paris, ne fût-ce que par curiosité. *(Note de l'Auteur.)*

l'âne qui les porte. Nous nous sommes moqués de l'âne et à partir de ce moment les reliques n'ont plus eu d'autorité. Je ne sais trop si tu comprends ce galimatias. Quand je dis nous, il est clair que je parle de nous tous et non *de nous deux*, mais il est évident que *nous deux* nous avons donné notre note dans ce concert. Quand les gens que je rencontre me disent en riant que c'est à nous qu'est due cette épouvantable débâcle je ne ris pas ou je ris mal. Je n'ai pas évidemment assez d'amour-propre pour accepter la responsabilité tout entière, mais je sens bien, toute modestie à part, que nous devons au moins en accepter une petite partie... Et c'est trop. Je te prie de me pardonner cette page qui a tout à fait l'air d'un sermon... Le faute en est à miss Beresford, qui est bonne protestante et qui m'affirme très sérieusement que, ce qui perd la France, c'est l'absence de religion. Et le premier cadeau qu'elle m'ait demandé, c'est un grand drapeau avec la croix rouge pour l'ambulance qu'elle installe dans son salon.

Le voile disparaît de plus en plus. Je veux dire qu'il est de moins en moins question d'intervention. *Le Gaulois*, qui annonçait tous les matins que la paix était faite, annonce aujourd'hui que le roi Guillaume est absolument décidé à ne traiter de la paix que lorsqu'il se sera emparé de la cité Trévise et de tous les quartiers environnants. J'ai déjeuné ce matin avec Arthur[1] chez le père Lathuile et nous nous sommes mélancoliquement demandé combien dans quelques jours cet héroïque restaurant pourrait montrer aux consommateurs de bombes et de boulets. Il faut, je crois, s'attendre à en voir de dures. Ils vont sans doute procéder par intimidation. Ce qui me console un peu, ce qui même me console beaucoup, c'est que chaque minute qui nous rapproche du jour où commenceront ces horreurs, nous rapproche en même temps de celui où, soit à Paris, soit à Étretat, nous nous retrouverons ensemble. H. M.

Meilhac a tort de penser et de parler ainsi. Nous avons, au contraire, péché en France par trop de respect. Meilhac trouve que nous n'avons pas suffisamment respecté l'Empire,

1. Arthur Baignères dont le salon fut très fréquenté jusqu'aux dernières années du XIXe siècle, et dont le nom reste porté et aimé dans la société parisienne.

les généraux, les diplomates, les procédés politiques. Je crois, moi, que nous avons beaucoup trop respecté tout cela. J'ai vu de près l'Empire ; peu de gens l'ont mieux vu que moi pendant mon intimité avec Morny. La France n'a jamais eu de pire gouvernement, jamais, jamais plus faible avec des prétentions à la force.

Hier soir, au casino, entre un monsieur : « Grand succès, dit-il, Bazaine a réussi à sortir de Metz et marche sur Sedan... Canrobert avec six mille hommes marche sur Paris. » Canrobert marchant sur Paris avec six mille hommes ! Et d'où venait cette nouvelle ? Du *Journal du Havre*, qui l'avait empruntée à un journal inconnu de l'Angleterre : *Shipping Gazette*... Et cependant, les trois quarts des gens qui étaient là ont tout de suite repris confiance... Ils ont vu Paris délivré par les six mille hommes de Canrobert... les Prussiens hors de France et peut-être même les provinces rhénanes à nous...

M. de Bismarck, dans le rapport qu'il a adressé au roi Guillaume sur son entrevue avec l'empereur, met cette phrase dans la bouche de notre ancien maître :

« L'empereur a déploré le malheur de la guerre et affirmé que, quant à lui, il n'avait pas désiré la guerre, mais qu'il avait été forcé par la pression de l'opinion publique en France. »

Cette phrase devrait être gravée sur tous les monuments publics, apprise par cœur à tous les petits enfants... L'empereur obligé de faire cette guerre... L'empereur qui avait la France dans les mains comme dans les doigts la plume avec laquelle j'écris. L'empereur qui a perdu la France, accusant la France de l'avoir perdu, lui, Napoléon III ! ! !

Lettre de Meilhac du 17 septembre.

Si tu n'as pas reçu de lettre hier, ce n'est pas de ma faute, j'avais écrit ; ma lettre seulement était peut-être partie trop tard. J'avais été obligé d'en recopier la moitié, ayant tout à fait détérioré une page en me servant d'un papier buvard qui ne pouvait plus boire parce qu'il avait trop bu.

Je t'annonçais dans ma lettre d'hier que nous comptions le soir avoir une alerte un peu sérieuse. Cela ne s'est pas

réalisé. On s'est cependant tiré des coups de fusil tout autour de Paris. Après les charrettes de déménagement, voici maintenant les paysans portant leurs meubles sur leurs épaules et les paysannes traînant d'une main les enfants, de l'autre portant des poêlons et des vieilles casseroles. J'en ai rencontré deux ou trois cents hier et ce coup d'œil n'a rien de bien réjouissant. Dans les Champs-Élysées, une vache en train de crever à vingt pas des Folies-Marigny ; pas mal de curieux autour de ce spectacle évidemment nouveau pour Paris ! Sur le grand boulevard, grand succès pour une victoria, toujours de déménagement. Sur le siège, une grosse femme assez bien mise conduisant elle-même ; un domestique à côté d'elle et dans la voiture un bidet, un cor de chasse et l'inévitable matelas.

Hier première sortie des éclaireurs parisiens (la compagnie du Gaz, comme les appellent les gamins, car on a toujours de l'esprit à Paris). Il court des bruits divers sur le résultat de cette expédition. D'après un de ces bruits, les éclaireurs parisiens auraient du premier coup excellé dans cet art des retraites savantes que Bonaparte en 1796 reprochait si cruellement à ses généraux de cavalerie. Il ne faut cependant prendre cette épigramme trop au sérieux. Après avoir échangé des coups de sabre avec les uhlans, les éclaireurs se seraient retirés devant des canons... Ils ne pouvaient évidemment pas faire autre chose, mais il est fâcheux, pour la première impression, qu'en rentrant dans Paris ils n'aient pas ramené avec eux une demi-douzaine de prisonniers... Voilà notre malheur à nous. Nous ne pouvons jamais attraper ni un canon ni un prisonnier... Hier, cependant, nous en avons empoigné un et un d'importance, un maréchal !... Rien que cela... C'était le maréchal Vaillant. Les journaux te l'ont dit. On l'a relâché, bien entendu, et cette belle affaire n'est en plus grand que la seconde édition de l'arrestation de Piétri... Note que le maréchal était en train de faire aux fortifications je ne sais quel travail, par ordre du Comité de défense. Comme c'est encourageant pour les serviteurs de l'ancien régime qui, de bonne foi, voudraient servir le nouveau ! Enfin ce ne sont là sans doute que des taches légères auxquelles il ne faut pas faire trop attention. Il ne faut s'occu-

per que de la grosse tache que les armées prussiennes font sur la carte de France. Celle-là grandit, grandit, mais la science, après tout, a des secrets pour enlever les taches. On compte beaucoup sur la science en ce moment. On se dit à l'oreille que Berthelot et ses confrères réservent à l'armée prussienne de véritables surprises. Tant mieux si cela est vrai. Nous autres, jusqu'à présent, nous avons été suffisamment surpris et il serait vraiment juste que ce fût le tour des Prussiens.

Si tu as Brasseur, moi j'ai Perez et à ce propos, je puis t'annoncer que nos querelles sont finies... Nous nous sommes réconciliés sous les armes. Quand je dis sous les armes, nous avions deux képis à nous deux et un seul fusil, et c'est moi qui l'avais... Nous avons pensé qu'en présence de la question Bismarck, la question Neveux n'était plus que d'une importance secondaire... Ah ! mon pauvre ami, comme tu as raison de demander où est tout cela ? Où est le temps des chamailleries amoureuses, le petit ange, la *Vie Parisienne*, etc., etc. ?... Où est tout le passé ? Je lis beaucoup, ne pouvant faire autre chose et quand je tombe sur quelque chapitre de l'histoire de France, je t'assure que cela me fait tout juste l'impression que me ferait un chapitre de l'histoire romaine. Il me semble qu'il n'y a plus de France depuis le 6 août. Je sens bien qu'elle doit, un jour ou l'autre, recommencer à exister, mais quand ? Mais comment ? Où est celui qui remontera la pendule ? Où est celui surtout qui la fera bien aller ?

Tu me parles de Michel Carré. Je te parlerai, moi, de ce pauvre Flan (le Flan de Blum), il avait pour toute fortune une petite maison dans la zone militaire... On brûle la maison. Flan en attrape une congestion cérébrale, il meurt et nous avons hier donné un peu d'argent pour la veuve.

On brûle tout, du reste, à l'exception du bois de Clamart qui, étant plein de *sève*, n'a pas voulu brûler. Six cents Prussiens s'y sont immédiatement logés et, selon l'aveu naïf de je ne sais quel journal, refusent absolument de s'en laisser déloger. Rougé, que j'ai rencontré, me dit qu'il a passé la nuit à brûler... Il a brûlé des maisons... Il a brûlé le théâtre d'Issy... Il a brûlé des champs de je ne sais trop quoi et il a arrêté deux hommes : « Le premier, me dit-il, je l'ai arrêté

parce qu'il n'avait pas de papiers; le second, je l'ai fait coffrer, parce qu'il en avait trop. »

Qu'ai-je à te dire encore? Villemessant, qui est revenu hier à Paris, a été poursuivi par les uhlans... Ils étaient au grand galop. Le train alors a filé à toute vapeur, les uhlans ont tiré, mais n'ont attrapé personne. J'ai rencontré Blanche Pierson. Sa mère étant souffrante et n'étant pas transportable, Blanche reste à Paris. Elle n'a toujours pas de nouvelles de La Redorte; paraît suffisamment consolée[1]. Je l'ai aperçue avec Magnier dans une superbe voiture. On vient de coller sur les murs une affiche annonçant que, lundi 19, les gardes mobiles procéderont à l'élection de leurs officiers! Voilà la république ou je ne m'y connais pas... Tu verras cela dans les journaux. Arthur déclare tout net que si le devoir ne le retenait à Paris et si les chemins de fer n'étaient pas coupés, une pareille affiche suffirait pour l'en faire partir.

Je crois que le théâtre ne tardera pas à remontrer le bout de son nez... Déjà, au milieu de réunions populaires, Rousseil ou Duguéret viennent déclamer des vers, des monologues; bientôt on passera au dialogue et puis on ajoutera une troisième personne... puis une quatrième... un petit bout de chanson avec cela et le vaudeville se trouvera réinventé. Sur ce je te quitte pour aller acheter dix mètres de flanelle pour l'ambulance de miss Beresford...

19 *septembre.*

Je suis allé aujourd'hui au Havre avec Calmann Lévy... Au café Teneux, à mi-chemin, nous nous arrêtons... et je dis à l'aubergiste :

— Vous voyez beaucoup de monde?

— Oh! oui, monsieur, me répond-il, tous les gens du Havre se sauvent à Étretat et tous les gens d'Étretat au Havre.

Voilà en quelques mots le plus exact tableau de la France. C'est un immense chassé-croisé de fuyards. A Étretat, c'est une débandade générale... De Varades, Lucy nous écrit que madame de Saint-Pierre veut se sauver au plus vite... Elle veut aller aux Sables-d'Olonne, à Belle-Isle ou à Salerne,

1. De la mort de Feuillant (qui n'était pas mort).

forêt remplie de petits villages de bûcherons. De Bordeaux, on écrit à madame Lucas : « Nous nous préparons à recevoir les Prussiens les armes à la main. » Du Mans, madame Offenbach, écrit : « Il paraît que les Prussiens, depuis trois jours, sont à Rouen... » Ce qui n'est pas vrai, ce qui est vrai, c'est qu'on attend les Prussiens à Rouen et que Rouen, ville ouverte, ne peut songer à se défendre. Madame Gaston Mitchell a voulu aller d'Étretat à Granville. Elle est arrivée à Rouen... Il fallait qu'elle allât prendre à Mantes le train de Caen... Service interrompu... Lignes coupées. Elle est revenue épouvantée... La gare de Rouen était remplie de blessés... Il y en avait tant que, ne sachant où les mettre, on les couchait par terre sur les trottoirs autour de la gare...

Au Havre, un mouvement inouï... Trois bateaux par jour pour Southampton. Les rues pleines de voitures chargées de malles... A Frascati nous rencontrons Bignon, le grand restaurateur de la rue de la Chaussée-d'Antin.

— Vous restez ici? lui demande Lévy.

— Non, je vais partir pour l'Angleterre.

— Et votre maison à Paris?

— Mon Dieu, mon gendre, qui est avoué et qui n'a rien à faire en ce moment, s'est chargé de la diriger.

Je me disais bien : il faut s'attendre à tout... Mais cependant cela est horrible de voir que tout arrive... Voilà la ligne de l'Ouest coupée à Conflans par les Prussiens, tous les bois autour de Paris brûlés par nous et détruits par nous tous les ponts... Démolies toutes les maisons de la zone militaire... Que de ruines et puis que de morts en ce moment peut-être où j'écris !... Il est certain que, maintenant, on se bat sous Paris... Que va-t-il arriver? Il y a deux moyens pour les Prussiens d'en venir à leur fin : attendre à quelques lieues de Paris, en *agaçant* les forts et l'enceinte extérieure par de petites attaques... Avant quinze jours Paris se dévorera et se livrera de lui-même. Déjà les placards incendiaires commencent : que le Gouvernement est traître et vendu aux Prussiens, qu'il faut confisquer les biens des absents, qu'il faut brûler Paris plutôt que de le rendre, etc., etc... Tout cela finira par quelque sanglante bataille dans les rues de Paris et qui simplifiera la besogne des Prussiens. Le roi Guillaume

peut trouver que cette tactique expectante manque d'éclat et de gloire... Il peut essayer de prendre Paris de vive force. Mais, s'il y réussit, c'est alors que commencera pour les Allemands la besogne la plus délicate et la plus difficile... C'est à eux qu'il appartiendra de rétablir l'ordre dans Paris, de l'y maintenir et de nous gratifier d'un Gouvernement qui cinq minutes après leur départ — et il faudra bien qu'ils finissent par s'en aller — s'écroulera.

20 *septembre.*

Quel mal ces journaux à *nouvelles à sensation* nous ont fait et nous font encore... Leur thème en ce moment est celui-ci : « Paris est invincible... Les forts sont imprenables... La science nous réserve des moyens de défense inconnus. Il y a trois cent mille gardes nationaux. Chaque garde national est un héros. Deux cent mille gardes mobiles, également tous des héros... On défendra les maisons une à une, on brûlera Paris plutôt que de le rendre. Paris s'ensevelira avec joie sous ses décombres, etc., etc... » Et là-dessus autant de lignes à 35 centimes qu'on en veut... Eh bien ! il est certain que Paris ne se défendra ni jusqu'au dernier homme, ni jusqu'à la dernière cartouche. Et alors, quel sera le résultat de toutes ces hâbleries et de toutes ces fanfaronnades ?.. De rendre notre déplorable situation plus triste et plus ridicule encore. Dans *le Figaro* d'avant-hier, X... demande qu'on creuse quatre cent mille tombes pour les quatre cent mille Prussiens qui vont mourir sous les murs de Paris.

21 *septembre.*

Je suis allé au Havre pour essayer d'avoir quelques nouvelles... Une seule dépêche importante. M. de Bismarck aurait, par l'entremise du ministre anglais, accepté une entrevue avec Jules Favre... Ce serait quelque chose, car il y aurait là une sorte de reconnaissance de notre Gouvernement de fait... D'un autre côté, une dépêche de Berlin par laquelle le Gouvernement prussien se défend très vivement de cette pensée qu'on lui prête de ne reconnaître comme

légitime que le Gouvernement de Napoléon III et de ne vouloir traiter qu'avec l'empereur.

Je suis donc allé aujourd'hui — et sans rencontrer un seul uhlan — d'Étretat au Havre, du Havre à Honfleur, de Honfleur à Montivilliers et de Montivilliers à Étretat. J'avais emmené Yal[1]. Nous avons fait ces quinze lieues dans une petite carriole découverte, à travers des admirables campagnes. Sur les routes, beaucoup de charrettes remplies de meubles et de matelas, des troupeaux de bœufs et de moutons... On attend les Prussiens dans les villages et on se réfugie derrière les murs du Havre. La France entière déménage. Les gardes mobiles à Honfleur construisaient des ouvrages en terre dominant le chemin de fer et la Seine. A Gonneville, les paysans faisaient l'exercice, mais l'exercice à blanc. Ce n'est pas la bonne volonté qui manque, ce sont les fusils, la poudre et les cartouches. Les gens de Gonneville — au nombre d'une quarantaine environ — étaient là, les bras ballants, par pelotons de dix ; on leur disait : « Portez armes, présentez armes, reposez armes... » Et ils faisaient docilement le simulacre de porter, de présenter et de reposer le fusil qu'ils n'avaient pas. Les gamins émerveillés assistaient à cette belle manœuvre. Le curé de Gonneville aussi, avec une brave figure entourée de cheveux blancs. C'était la foire de Montivilliers. Je me suis arrêté pendant une demi-heure à l'hôtel de Normandie, chez M. Drouet, pour faire manger un peu d'avoine à mon bidet. Le pays était en fête. Beaucoup de mouvement et de gaieté. Boutiques de pain d'épices, de joujoux, de rouennerie, tirs à la carabine et tourniquets... Une marchande de pain d'épices pérorait avec beaucoup d'animation. Je me suis approché. Son discours était assez curieux. Elle se plaignait amèrement de la malveillance du commissaire de police : « Comment, s'écriait-elle, il y a la république et cet homme-là est encore en place... A quoi ça sert-il donc alors, cette république? Qu'est-ce qu'il fait donc, ce beau Gouvernement de Paris? »

1. Le fils de Prévost-Paradol.

22 *septembre.*

La deuxième circulaire de Jules Favre. La première était déraisonnable. Très éloquente, mais je le répète, très déraisonnable. De Paris, on m'écrivait : « C'est admirable. » Et très probablement si j'avais été à Paris tel eût été mon sentiment. On se grise facilement à Paris. De loin, on est plus calme. Cette théorie que, l'Empire étant à bas et la République proclamée, les Prussiens devaient être satisfaits et se dépêcher de rentrer chez eux, cette théorie était vraiment extraordinaire. « Reculez devant ce grand mot : *République française...* » disait Jules Favre. Pour ce thème-là, *la Cloche* et *le Rappel* ont fait vingt articles. Ce seul mot valait une armée de cinq cent mille hommes... Hélas ! il ne valait pas quatre hommes et un caporal.

Excellent prétexte à tirades, bon sujet d'articles à tant la ligne, mais indigne d'entrer dans la circulaire d'un ministre des Affaires étrangères... Sans compter que, sauf la Suisse et la République de Monaco, cette circulaire n'était adressée en Europe qu'à des rois... Dans sa dernière lettre, Jules Favre est plus sensé... Il reconnaît que la France est responsable dans une certaine mesure des fautes et des folies de l'Empire. Il dit que la France désire et demande la paix, pourvu qu'on ne veuille pas la lui imposer déshonorante... Il reconnaît que le Gouvernement provisoire n'est pas un gouvernement régulier, mais qu'il n'a d'autre désir que de céder la place à un gouvernement régulier... Aussi les élections fixées d'abord au 15 octobre, sont-elles indiquées maintenant pour le 2 octobre. C'est à merveille, mais, hélas ! comment le 2 octobre faire des élections ?...

Voici des extraits de la dernière lettre de mon père, celle du samedi 17 :

« Jusqu'à présent tout est calme, sauf l'alerte, vraie ou fausse, de l'autre soir sur le boulevard et dans tout notre faubourg ; on n'a pas encore le mot de cette énigme et, comme Valentine[1] le remarque si bien, il en est ainsi maintenant de

1. Valentine Halévy, sœur de Ludovic Halévy.

toute chose. Tout est surprise ou énigme... L'ennemi approche. Il est même tout près, à ce qu'on dit ; on s'habitue fort bien jusqu'à présent à être dans une ville assiégée ; on entend souvent la nuit — ou l'on croit entendre — soit une explosion sourde, soit une canonnade lointaine et dès que le jour paraît, les pas des gardes mobiles marchant en mesure ou courant... Puis, vers six heures, retentit la voix grêle de la pauvre petite fille, criant comme toujours : « *Mouron pour les petits oiseaux.* » Cela m'émeut toujours. Je pense à notre grande cage de l'antichambre, à la petite serine, au chardonneret, à nos pauvres colombes qui n'ont pu se survivre l'une à l'autre et dont je suis allé jeter les petits corps dans la Seine, qui charriait des glaçons... Quand je pense que c'étaient nos chagrins d'autrefois... Embrasse le petit Elie, qui commence à *voir clair* depuis deux jours. Il est bienheureux, nous n'en sommes pas là. »

Lettre du même jour de mon père à Yal.

J'ai vu ce matin la bonne Rey[1], à qui j'ai dit que tu m'avais écrit, ce qui lui a fait grand plaisir. Ta promenade à Benonville m'a rappelé le pauvre père Isaac avec sa jolie cour, ses pommiers et un pauvre veau que je n'ai pas oublié, puis derrière tout cela, la grande mer. Nos villages à nous, à Paris, sont tout dévastés, à cause de la zone militaire. Ce ne sont que maisons abattues, gens qui se sauvent avec le peu qu'ils possèdent et se réfugient dans Paris. Il y a beaucoup de chats abandonnés qui miaulent dans ces ruines et c'est bien triste. En revanche, dans le jardin des Tuileries, qui est fermé, et tout le long des Champs-Élysées, on voit de pauvres chevaux bien soignés par des dragons, mangeant du foin et de l'avoine dont ils ont été privés si longtemps ; cela fait plaisir et on s'arrête à les regarder. Toutes ces choses-là toucheraient ton bon cœur. En attendant que je te fasse d'autres récits, travaille bien ton latin avec Ludovic et embrasse ton maître pour moi.

L. H.

1. « La bonne Rey » avait été habilleuse de Madame Prévost-Paradol, sociétaire à la Comédie-Française, sous la Restauration, mère de Prévost-Paradol. « La bonne Rey » était attachée aux enfants et petits-enfants de sa maîtresse.

24 septembre.

Je lis dans le *Journal de Rouen* (mon journal à présent) une correspondance de Jules Claretie, du 5 septembre, sous Sedan... J'y trouve un tableau, qui doit être très exact, de la petite ville de Givonne après la bataille. « Pauvre jolie petite ville, riante, blanche, bâtie dans un vallon, gaie d'ordinaire, qu'elle est attristée et qu'elle paraît sinistre ! Les fenêtres des maisons brisées, les portes enfoncées, à l'intérieur le vide, les armoires brisées, le linge déchiré, les assiettes de faïence des dressoirs cassées, les cuillers d'étain traînant sur les tables boiteuses. Dans la rue, les matelas éventrés et laissant passer la paille, comme des boyaux. A travers les vitres brisées, je regardais. Un soldat prussien, assis sur une commode, lisait un vieux numéro du *Petit Journal*, tout en mangeant grain à grain, lentement, une grappe de raisin noir. On avait établi l'ambulance dans un jardin et, à travers la grille, on apercevait les mourants étendus sur la paille et des chirurgiens qui, autour de tables placées en plein air, coupaient des jambes. Le sang coulait horriblement de ce côté. Des Wurtembergeois, en face, s'amusaient devant une oie empaillée, trouvée dans une auberge. D'autres mettaient au bout de la pique de leur casque les morceaux d'un plumet de tambour-major. Hâves, sinistres, affaissés, nos blessés allaient et venaient, se traînant le long des murailles, leurs culottes maculées et déchirées, leurs capotes trouées de balles. Des officiers saxons prenaient de la bière devant un cabaret où, sur l'enseigne, était peint un chasseur de Vincennes avec cette inscription : « Au Chasseur à pied, Collignon, débitant. »

25 septembre.

Arrivent à dix heures à Étretat, l'abbé Domenech, aumônier de la deuxième ambulance internationale, et avec lui six ou sept jeunes chirurgiens de cette ambulance. Je cours chez Blanquet. Je trouve ces messieurs déjeunant. Une idée tout de suite m'est venue à l'esprit. Si je pouvais avec eux, sous la protection de leur drapeau blanc et de leur croix

rouge rentrer à Paris... Je pose tout de suite cette question à l'abbé Domenech...

— Cela regarde, me répond-il, le docteur Sée, chef de l'ambulance.

— Où est-il?

— A Rouen.

— Quand partez-vous pour Rouen?

— Ce soir.

— Je pars avec vous...

Ces messieurs pensent, il est vrai, qu'il y a peu de chances pour eux de rentrer à Paris... Ils sont convaincus que les Prussiens ne leur permettront pas de traverser leurs lignes.

Rien de plus meurtrier pour eux-mêmes que la tactique froide, régulière, impassible des Prussiens... Elle leur assure la victoire, le nombre étant pour eux, mais au prix de quels sacrifices !.. Un point est indiqué... Il faut aller à ce point... Les morts sont remplacés par des vivants... On ne compte pas les hommes par terre... Il y en a toujours d'autres debout derrière eux... Il s'agit d'exécuter un plan méthodiquement combiné...

Le désappointement des Allemands a été grand et leur colère très vive quand ils ont su que la guerre n'était pas terminée après Sedan. Ce n'avait été qu'un cri unanime : « *L'empereur est pris, la paix est faite !...* » Et c'était encore la guerre... Les hommes mariés, et ils sont nombreux, étaient au désespoir... Bien des gens démoralisés dans les armées allemandes, malgré ces étonnantes victoires... Paris les effraie... C'est très bon... mais ils marchent et marcheront très bien, malgré tout. Discipline incomparable qui fait leur force...

Combien sont-ils? Ils sont toute l'Allemagne... Quand nous sommes allés prisonniers en Allemagne, racontent-ils, nous avons traversé un petit village sur la Nahe, entre Bingen et Kreusnach. Sur une population mâle de trois cent cinquante hommes, vieillards, enfants, cent vingt étaient partis, c'est-à-dire tout ce qui pouvait marcher... Ceux qui ne partent pas comme soldats partent comme convoyeurs, infirmiers, cochers, employés de poste, de télégraphe, comptables... Tout cela d'avance est réglé,

organisé, chacun sait ce qu'il aura à faire, où il aura à aller... C'est une organisation merveilleuse.

Et l'artillerie prussienne?... Admirable de légèreté, d'audace dans sa manœuvre, mais faisant plus de bruit que de mal. Très peu de morts et de blessés par l'artillerie... Seulement, l'artillerie prussienne bien conduite, bien servie, démoralisait nos soldats. C'est sa grande action. Presque toutes les blessures par les chassepots et les fusils à aiguille. Grande supériorité des chassepots. Cause des pertes énormes des Prussiens. Nombre et discipline, causes de leur victoire.

L'infanterie de marine a été admirable à Bazeilles... Elle a combattu toute la journée... Sans cesse repoussée du village par des forces supérieures et surtout par le canon..., sans cesse le reprenant, sans artillerie.

Cause particulière de la discipline prussienne : derrière chaque peloton, un sous-officier, le revolver au poing, menaçant de brûler la cervelle à quiconque n'ira pas en avant quand on va en avant, menaçant de brûler la cervelle à quiconque reculera trop vite quand il faut reculer... Chez nous le sous-officier toujours en avant... On le suit ou on ne le suit pas... Et quand il faut aller en arrière, le sous-officier n'est pas là pour modérer la retraite.

On dit qu'il y a une grande discipline dans l'armée de Bazaine... Il n'y en avait aucune dans l'armée de Mac-Mahon... « Et nous (c'est le comptable Marinus qui parle), nous qui avions vu à Longwy, à Saint-Avold et à Pont-à-Mousson défiler toutes les grandes armées prussiennes, nous avions prévu, bien avant le combat, que Mac-Mahon serait écrasé. »

Quelqu'un dit au docteur Villeneuve :

— Est-il vrai que l'infanterie prussienne ne soit plus composée que de jeunes gens de seize à vingt ans?

— Elle est composée d'hommes de tous les âges, mariés ou non mariés ; c'est toute l'Allemagne qui est en France.

Partout chez eux l'ordre et partout chez nous le désordre. Leur ambulance a fait, prisonnière, un grand voyage de Pont-à-Mousson à Lille par l'Allemagne. En Allemagne, dans les gares, ordre admirable. Des femmes du monde, avec une sorte de costume, un grand tablier blanc, des éven-

taires et dans ces éventaires du pain, du jambon... D'autres avaient des verres et des brocs... Ces brocs remplis d'abondance et de bière *légère*. Chacun — prisonnier ou blessé, Allemand ou Français — avait sa part... pas trop... l'exacte suffisance... Cependant on ne donnait rien aux Turcos qui sont considérés comme des monstres et regardés en Allemagne avec horreur... En arrivant en France, dans les gares le tableau changeait... Un désordre complet... Des cruches de vin pur, des pains non coupés... On saoulait et on faisait trop manger le quart des blessés : les autres n'avaient rien.

A six heures, je pars avec ces messieurs pour le Havre... Je suis dans la même voiture que MM. Pauly Muret et Merinos. Du Havre, nous irons à Rouen... et là, si le docteur Sée veut et peut me prendre, là si je vois quelque chance de rentrer à Paris avec l'ambulance, je continue... La question est de savoir si on pourra traverser les lignes prussiennes... Nous faisons la route par un temps admirable... Nuit étoilée...

A huit heures et demie, une aurore boréale... le ciel devient rouge... Hier soir, nous en avions eu déjà une... Virgile dit : « Je crois que les aurores boréales annoncent de grands désastres... » Celles-là, je l'espère, en ce cas, arrivent en retard... car de nouveaux désastres, je ne puis y croire. La mesure n'est-elle pas comble ? »

Le Havre, *dans une chambre, onze heures et demie du soir, hôtel Washington.*

Que je voudrais pouvoir rester avec ces braves gens, mais la chose, je crois, ne sera pas possible. A quoi leur serais-je bon ? Et il est bien probable qu'il n'y a aucune chance d'arriver à Paris avec eux. Ils ne pourront pas traverser les lignes prussiennes. Ce n'est pas tout d'ailleurs, et il faut bien avouer autre chose... Quand je suis près de Louise, près de ma mère, de Valentine et près de mon bébé, je ne pense qu'à Paris... Quand je suis loin de tout mon cher petit monde je ne pense plus qu'à le revoir... L'inquiétude de les laisser seuls, exposés à de très possibles dangers, m'épouvante et m'ôte toute résolution.

Voici en quelques mots toute l'histoire de la deuxième

ambulance. C'est elle qui est partie sous le nom : «Ambulance de la presse parisienne — mais ils ont fait disparaître de leurs fourgons les mots de : *la presse parisienne*. Partis de Paris le 10 août, ils se dirigent vers Metz, tombent le 14 dans les lignes prussiennes et sont faits prisonniers. Ils passent deux jours et deux nuits ainsi, campant la nuit à la belle étoile, au milieu des armées prussiennes, presque sans manger... Le jour, ils marchaient vers l'Allemagne et en sens inverse des armées Steinmetz, Frédéric-Charles, Prince Royal qui descendaient. Les armées tenaient la grande route. Eux allaient comme ils pouvaient dans la bordure des champs, le long de la route. « Personne, disent-ils, n'aura vu autant de soldats allemands que nous : nous en avons vu cinq cent mille, six cent mille... C'est impossible à dire... » Enfin, à Longwy, l'ambulance rencontre le roi de Prusse... Il était en voiture avec M. de Bismarck... M. Sée demande à parler au roi, s'approche, raconte ce qui se passe... « On va vous renvoyer en France, répond le roi, mais vous ne pouvez pas traverser nos lignes, on va vous ramener par Cologne et par la Belgique... » Ils ont fait tout ce tour, très bien traités en Allemagne ; à Cologne, le dîner était payé par le *roi de Prusse*... Mieux traités encore en Belgique — Ils arrivent à Maubeuge... De là gagnent Reims... De Reims vont à Rethel avec l'armée de Mac-Mahon... s'arrêtent à Mouzon et se trouvent là au milieu des quatre batailles des 28, 29, 30 août et 1er septembre. Ils appellent ces quatre batailles : Beaumont, Bazeilles, Mouzon et Sedan.

Bazeilles a été incendié par les Prussiens. C'était un gros bourg de deux mille âmes, presque une ville... Le 2 septembre, on enterrait à Bazeilles trois officiers supérieurs prussiens tués... Grand appareil militaire. Grande impression de tristesse. Le cortège défilait lentement au milieu des maisons de Bazeilles en flammes, une excellente musique prussienne jouait la marche funèbre de Beethoven... On entendait à un kilomètre de là les cris de joie d'une division saxonne qui chantait le *Vaterland*... et aussi une musique saxonne qui jouait le quadrille d'*Orphée aux Enfers*...

Nos sacs ont été pour beaucoup dans nos désastres... Nos soldats étaient écrasés sous le poids de ces sacs monstrueu-

sement lourds. Le soldat prussien n'a rien sur le dos, et même le plus souvent rien dans les mains... De longs convois de voitures — admirablement organisés — suivent les régiments... portant les sacs... et même les fusils... Et le soldat allemand s'en va légèrement, les mains dans les poches sur la route...

La grande plaisanterie, là-bas, à l'armée, était la compagnie du 79e de ligne, un régiment perdu... Le Ministère de la Guerre ne savait où il était... Il croyait l'avoir envoyé à l'armée du Rhin... tandis que le 79e, sans ordres, attendait à Ajaccio...

Le lendemain de l'enterrement de Bazeilles, le docteur Villeneuve traverse le village... Plus de flammes, de la fumée sur les ruines et des décombres amoncelés... Parmi les débris noirs comme du charbon de ce pauvre village, des Bavarois buvaient, mangeaient et chantaient... Les Bavarois, dont le costume est noir, avaient posé leurs casques dorés sur les ruines. Ils étaient assis sur les pans de murailles détruites... Beaucoup de morts étaient encore là non enterrés. On jetait les bouteilles vides ça et là, parmi les cadavres... Toujours le *Vaterland*... Et toujours au loin des airs d'Offenbach joués par des musiques allemandes.

Rien de plus curieux que les aventures du docteur Villeneuve pendant les journées de Sedan. Voici son récit : « Notre ambulance était installée à Mouzon... Nous n'avions pas encore de blessés. Je monte vers midi sur les hauteurs pour voir un peu... Le canon se rapprochait, on sentait venir la bataille. Bientôt le feu entoure Mouzon... Moi, de la hauteur, je regardais... Je veux redescendre vers quatre heures... Les blessés devaient commencer à arriver... Je rencontre des balles, des boulets, des obus. Impossible de passer. C'était la première fois que je me trouvais dans une bataille et cela me causait, je le confesse, une certaine émotion... Je tombe au milieu du 4e régiment d'infanterie de marine. « Restez avec nous, me disent quelques » officiers... Voici la nuit. Vous ne connaissez pas les chemins, » vous tomberez dans des grand'gardes françaises ou prus- » siennes, qui vous enverront des coups de fusils. Passez » la nuit avec nous... » Je reste... Nuit glaciale... Je n'avais

ni manteau, ni couverture... Je m'assied près d'un grand feu et je passe ainsi la nuit... A trois heures du matin, ordre au régiment de se rapprocher de la Meuse... Que faire? Je ne pouvais rester seul dans la campagne, la nuit... « Venez avec » nous, me disent encore les officiers, demain matin au jour » vous vous orienterez... » Je les suis... Nous arrivons à la Meuse... La bataille éclate. Je me trouve au milieu du feu... Les balles pleuvaient autour de moi... L'infanterie de marine montrait un grand courage... Les officiers me disaient : « Vous êtes là, courant inutilement de grands dangers, allez » vous-en, essayez d'entrer dans Sedan, vous serez à l'abri. » Vous pourrez être utile dans les ambulances, Sedan va » bientôt regorger de blessés. » Je pars, épuisé de fatigue, à moitié endormi, la tête grosse comme une citrouille, dans ces chemins inconnus, ne sachant pas ni où j'allais, ni ce que je faisais. La canonnade grondait tout autour de moi. Des obus de temps en temps tombaient dans mes environs... Une effroyable lassitude me gagne... Je ne pouvais plus marcher... Je rencontré un tapis d'herbe verte... dans un charmant petit bois de mélèze... Je ne puis y résister. Je me couche sur cette herbe trempée et je m'endors dans l'eau... Jamais je n'ai si bien dormi... Combien de temps, je ne sais trop. Je suis réveillé par un grand bruit : flac, flic, floc... C'était une averse d'obus autour de moi. Je me relève. Je pars en courant... Je rencontre une espèce de talus qui m'abritait et je marche dans la direction de Sedan... Tout d'un coup, le talus s'arrête... Me voici à découvert sur une route... Flac, flic, floc... C'est une pluie de balles cette fois... J'étais dans la ligne de feu d'un régiment prussien... Je fais très vite en courant un mouvement en arrière... Je cours un quart d'heure, une demi-heure, je ne sais. Je tombe dans le campement du 5e cuirassiers. Je trouve là un lieutenant nommé Guyon, un grand beau garçon. Je mourais de faim. Je le lui dis. Il me donne du pain...

» — Vous êtes du Midi? me dit-il.

» — Oui, de Marseille...

» — J'ai reconnu cela à votre accent. Vous aimez les » oignons, alors?

» — Je les aime beaucoup, vous en avez?...

» — Certainement, j'en ai tout un champ.

» Et il se lève et va arracher dans un champ un superbe oignon qu'il me rapporte.

» — Je puis encore, dit-il, vous donner aussi du sel...

» Et il me donne du sel et me voilà mangeant avec délices mon pain, mon oignon et mon sel... La nuit cependant arrivait. Le lieutenant me dit : « Restez avec nous. Voici une botte de paille et une couverture... » Je reste... Je m'endors. Le matin, coups de fusils... La bataille recommence... C'était le premier jour de la capitulation... Le lieutenant me dit : « Nous allons monter à cheval... Allez-vous-en, essayez » d'entrer dans Sedan... » Je le quitte et le lendemain, pour remerciement, je lui coupais le bras droit... J'arrive enfin après une longue course à esquiver les balles et à rentrer dans Sedan... Sur la route, j'avais pansé deux soldats légèrement blessés... J'avais fait des bandes avec leurs chemises déchirées... Dans Sedan, pas un soldat ; les habitants anxieux, les uns sur les remparts, regardant, les autres cachés dans leurs maisons ou enfouis dans leurs caves... La ville remplie de charrettes, de fourgons, d'officiers de l'intendance. On m'indique une ambulance installée dans l'usine de M. Varmel... J'y vais... Très grand local... Des lits... de la paille, mais pas d'instruments, deux pinces, deux bistouris, un couteau... pas la valeur d'une trousse... Des blessés arrivent en grand nombre... Des obus arrivent sur Sedan... A soixante mètres de là était la sous-préfecture où logeait l'empereur... L'empereur, de temps en temps, à cheval, suivi d'un énorme état-major, faisait de petites promenades au dehors, puis presque tout de suite rentrait. Nos lits et notre paille peu à peu se remplissaient de blessés... Je faisais de mon mieux, moi et un chirurgien militaire pour suffire à tout... Tout d'un coup, au beau milieu de la salle, tombe sur le lit d'un vieux capitaine, grièvement blessé, un obus qui éclate, traverse le plancher et, avec un tapage effroyable, remplit la salle de fumée, de poussière et de poudre... Je tombe par terre et je me fourre sous un lit... Cris, tumulte indescriptible... Fumée noire, âcre, asphyxiante, aveuglante... Enfin, cela se disperse. Je sors de dessous mon lit. Je me relève... J'ai les yeux comme du feu... J'ai toutes les peines du monde

à rouvrir l'œil gauche... L'œil droit, je ne peux pas... J'assiste à un spectacle inouï et que, de ma vie, je n'oublierai... Il y avait là environ cent cinquante blessés... Tous, sauf une dizaine qui avaient les jambes coupées ou des cuisses cassées... tous s'étaient relevés et essayaient de se sauver, en chemises, tout nus, celui-là portant son bras, celui-là soutenant sa tête... au milieu des dames de Sedan et des religieuses éperdues... On se calme peu à peu... Je leur dis : « Retournez à » vos places, il n'y a plus de danger... » Mes yeux me faisaient un mal horrible. Ils étaient remplis de poudre... Le calme se rétablit... et je vois tranquille dans son lit, d'où il n'avait pas bougé, le vieux capitaine sur qui était en plein tombé la bombe... « Allons, me dit-il, avec une grande tranquillité, » il paraît que ce n'est pas encore pour cette fois. » Il est mort dans la journée d'une horrible blessure qu'il avait dans l'aine. Six heures arrivent... Le jour diminuait déjà. L'empereur avait cessé ses petites promenades. Je me mets à une fenêtre et je vois sortir de la sous-préfecture un général suivi d'un lancier portant un drap blanc attaché au bout d'une lance... Au même moment arrivait à la sous-préfecture un parlementaire prussien, les yeux bandés. Je passe la moitié de la nuit à soigner mes blessés, puis, vers deux heures, je me couche sans rien savoir et je dors très bien jusqu'au jour... A six heures, je me lève. Je descends dans la rue. La proclamation Wimpffen était affichée. La reddition de Sedan et la capitulation de l'armée, devant laisser armes et bagages aux mains de l'ennemi... Alors, tableau horrible d'un défilé qui a duré toute la journée... l'armée française prisonnière défilait tout entière sur le pont de Sedan, devant les remparts, entre deux haies de troupes prussiennes... Soldats et officiers, en passant sur le pont, jetaient dans la Meuse leurs sabres, leurs fusils, leurs ceinturons, leurs gibernes, leurs décorations, leurs épaulettes... Pendant ce temps, à grands coups de marteau dans Sedan, les artilleurs enclouaient les canons et brisaient les ressorts des mitrailleuses... ou cassaient les fourgons, les voitures... les chevaux dételés couraient à l'aventure dans les rues... En prenait qui voulait... Les caissons de vivres et de munitions éventrés se répandaient sur la voie publique... Tous les sen-

timents éclataient avec un incroyable abandon... Personne ne songeait à dissimuler... Ceux-ci indifférents, de vrais mercenaires, se rendaient comme des moutons, inertes, stupides, hébétés... des gens qui n'avaient rien, ni de bon, ni de mauvais dans l'âme, des brutes... Ceux-ci joyeux, riant, jetaient leurs armes dans la Meuse, ils étaient ravis d'être prisonniers et le laissaient voir : pour eux, la guerre était finie, ils échappaient à cette boucherie, ils reverraient leur village, leurs parents, leurs amis... D'autres enfin, et ceux-là, il faut le dire, étaient nombreux, pleuraient de honte, de rage et d'humiliation, jetant, avec une sorte de fureur, leurs armes dans le fleuve... Cela dura tout le jour... Et, tout le jour, j'assistai à cet horrible défilé. Dans la ville, indiscipline complète... Des soldats ivres insultant les officiers... pillant des fourgons de vivres, malgré les efforts des fonctionnaires de l'intendance qui leur disaient : « C'est »pour nourrir les blessés qui meurent de faim. » « Nous allons » vous crever la bedaine, répondaient les soldats, nous nous » en foutons pas mal de vos blessés, nous aussi nous mourons » de faim, nous n'avons pas mangé depuis hier... » Et ils pillaient les fourgons, défonçaient les barriques, crevaient des sacs de riz et de pommes de terre. J'ai entendu un colonel dire à un général : « Ah ! on vous voit aujourd'hui, monsieur, » où donc étiez-vous hier ? »

Quelques détails oubliés :

Dans la matinée du 1er, avant d'entrer dans Sedan, le docteur Villeneuve avait rencontré un dragon tenant trois chevaux en main. Il lui avait demandé ce qu'il faisait là.

— Je garde les chevaux d'un général.

— Quel général ?

— Je ne sais pas... Il m'a arrêté et m'a dit de tenir son cheval et celui de son aide de camp. Ils sont allés déjeuner dans Sedan. Moi, je suis là depuis trois heures, avec les chevaux. Je déjeunerais bien aussi, je n'ai rien mangé depuis hier matin.

C'était peut-être le général vainement cherché par le colonel pendant la bataille...

Le docteur Villeneuve a entendu un général demander si *Sedan était fortifié.*

Enfin, le 3 au matin, le docteur Villeneuve s'échappe de Sedan avec un bandeau sur l'œil droit (il souffrait beaucoup). Il erre dans la campagne, questionne des soldats, des paysans... apprend que l'artillerie est à Balan, installée dans l'atelier d'un charpentier... arrive chez ce charpentier, traverse une salle pleine de blessés et, dans le jardin du charpentier, trouve un de ses camarades, Pommier, qui, en plein air, sous la verdure, coupait la jambe à un soldat étendu sur un établi de menuisier...

Le soir, en dînant, le mot suffrage universel vient dans la conversation. « Voilà, dit le docteur Villeneuve, ce qui a perdu la France. » Moi, de faire chorus... D'accord tous deux sur la cause de la maladie, pas d'accord sur le remède... Lui voudrait que tout le monde fût électeur à partir de vingt ans, sachant lire et écrire. Ce serait retirer le gouvernement aux paysans pour le donner aux ouvriers... Cela vaudrait-il mieux? Oui, un peu, mais pas beaucoup[1]... Je voudrais, moi, qu'on ne fût électeur qu'à vingt-cinq ans. Obligation de savoir lire et écrire, très bien. Mais aussi un an de domicile... On écarterait ainsi les cent mille électeurs nomades de Paris et les cinquante mille de Lyon.

Histoire racontée par l'abbé Domenech... Cela se passe au Yucatan... Des Prussiens et de Sedan, en effet, l'abbé Domenech n'ouvre pas la bouche... Et même il paraît mécontent quand les autres devant moi se laissent aller à bavarder. L'abbé Domenech prépare un livre sur la campagne de la deuxième ambulance. Il craignait évidemment en moi une concurrence. Un savant belge était au Yucatan... Ce savant collectionnait des crânes anciens et modernes... Il en avait un très bel assortiment de toutes les formes, de tous les âges et de toutes les races. Il rencontre un jour un Indien et s'arrête frappé d'admiration... Une tête énorme, un crâne d'une hauteur prodigieuse, inconnue, et qui aurait été la pièce rare de la collection du savant belge... « Il faut absolument, se dit le savant, que j'aie ce crâne pour mon musée... Oui, mais le moyen? » Il ne pouvait attendre au Yucatan

1. Pour comprendre la phrase il faut savoir que les libéraux de toutes nuances, républicains et orléanistes, ligués contre l'Empire, imputaient aux votes, aux plébiscites massifs de la paysannerie, l'institution et la persistance du régime impérial.

que l'Indien eût la complaisance de mourir... Il devait partir le lendemain... Rien à faire... Il y faut renoncer. Et, cependant, il ne peut s'arracher à ce village... Il retarde son départ. Il cherche et suit cet Indien comme un autre aurait cherché et suivi une jolie femme... Il voulait ce crâne. Il se faisait des raisonnements. « Cet Indien n'est qu'une brute, une espèce d'animal. Il n'y a rien dans ce crâne... Il ne lui sert à rien, ce crâne... Et à moi, de quelle utilité il serait !... Quand je présenterai ce crâne à l'Académie de Louvain, il n'y aura qu'un cri d'admiration... J'aurai la croix de Léopold... » Enfin le savant belge finit par tirer brutalement un coup de fusil à l'Indien, lui coupe la tête et emporte son précieux crâne.

26 *septembre.*

Sept heures du matin. — J'ouvre ma fenêtre qui donne sur le grand bassin de commerce. Pauvre port du Havre que j'ai vu littéralement bondé de navires, il y a six semaines. Presque vide aujourd'hui... Tous les navires qui sont là embarquent des balles de coton, des sacs de riz ou de café... Pas un navire qui arrive et qui se vide... Un temps superbe, un grand soleil... C'est un grand malheur. Tous ces messieurs disent que de grandes pluies mettraient les Prussiens devant Paris dans une position détestable... Ils n'ont ni tentes, ni couvertures... Des matelots devant ma fenêtre hissent un grand mât de misaine... Ils chantent une espèce de complainte bizarre : « Alle, alle, allo, allo, allo, allo. Ah ! Ah ! Ah ! Alla, alla, alla... » Et ainsi de suite. Voilà les paroles... Il y a un grand quart d'heure que j'entends cette mélopée traînante.

Nous arrivons à deux heures à l'hôtel de Normandie. Je trouve là Sée. Il consent à m'emmener, mais, d'une part, il ne peut que m'autoriser à suivre, je ne suis pas inscrit sur la liste primitive de l'ambulance. M. Pouyet-Quartier, directeur à Rouen de la Société internationale de Secours, pourrait peut-être me donner une carte et un brassard... Tout cela, à la rigueur pourrait s'arranger et ne m'arrêterait pas, mais ce qui m'arrête, c'est qu'il est certain que l'ambulance

n'entrera pas à Paris... Elle part à cinq heures de Rouen pour Vernon et va aller droit sur les lignes prussiennes, elle demandera à les traverser et on ne le lui accordera pas... Un des jeunes chirurgiens de l'ambulance, M. Reclus, frère d'Élisée Reclus, arrive de Tours. Il y a vu un de ses frères, Onésime Reclus, qui, lui, revenait de Versailles après une tentative vaine pour rentrer dans Paris... Les Prussiens avaient trouvé à Versailles deux ambulances, une néerlandaise et une parisienne... Ils les avaient brutalement chassées de Versailles. Le préfet, M. Édouard Charton, avait demandé que les ambulances fussent autorisées à rester à Versailles, où elles auraient probablement de grands services à rendre. « Nous ne voulons plus de vos ambulances dans nos lignes, aurait répondu un général prussien, à Sedan, elles ont fait évader les Français qui n'étaient que légèrement blessés et qui auraient dû rester prisonniers... Et puis, en même temps, elles ont empoisonné les blessés prussiens... » Ces messieurs avouent qu'il y a un peu de vérité dans la première des accusations ; et, bien naturellement, ils ne se donnent pas la peine de répondre à la seconde.

Minuit. — Dans une petite chambre de l'hôtel de Normandie.

Je viens d'être pris pour un espion prussien... Dans la journée, j'étais entré chez un bonnetier pour acheter une ceinture de flanelle... Il n'y en avait pas de toute faite...

— Ce soir, à neuf heures, si vous voulez.

— Soit, ce soir, à neuf heures.

A l'heure dite, j'arrive, il y avait encore quelques points à faire. Je m'assieds et, en attendant, je lis paisiblement quelques pages de l'étude sur Virgile, par Sainte-Beuve. Entre un monsieur venant demander trois cent cinquante ceintures, trois cent cinquante gibernes, trois cent cinquante fourreaux de garde national... Imprudemment, je dis à la bonnetière :

— Vous avez beaucoup à faire pour la garde nationale?

Elle me regarde d'une façon singulière (je me suis rappelé cela après) en me répondant :

— Oui, monsieur, tout le monde ici est armé maintenant.

Je réponds :

— Très bien.

Cependant, l'ouvrière n'en finissait pas avec ma ceinture. Je tombais de fatigue et de sommeil. Je paie et je dis :

— Envoyez-moi cela hôtel de Normandie, M. Halévy, chambre n° 4...

Puis je m'en vais. Je rentre. Je me couche. Je m'endors. Je dormais. Pan, pan. On frappe à ma porte :

— Qui est là?

— Quelqu'un qui veut vous parler.

— Qui ça, quelqu'un?

— Quelqu'un qui vous connaît...

O ruse merveilleuse. J'ouvre ma porte... J'étais debout en chemise... Je vois un gendarme, un superbe gendarme et, derrière lui, dans le couloir, en ligne, tous les garçons et toutes les bonnes de l'hôtel qui venaient voir arrêter l'espion prussien... J'ai eu peine à retenir mon sérieux, d'autant que le gendarme avait à la main ma ceinture de flanelle... Il me dit :

— Vous pouvez vous recoucher si vous voulez.

Je réponds :

— Volontiers...

Je me recouche et j'attends.

— C'est bien vous, me dit le gendarme, qui avez commandé cette ceinture de flanelle?

— Commandé et payé, je vous remercie de me l'apporter.

— Il n'y a pas de quoi... Il ne s'agit pas de cela. Qui êtes-vous? Votre nom?

— Vous le savez... puisque vous avez dans les mains mon adresse écrite par moi chez le bonnetier.

— C'est vrai... J'ai votre nom... et votre adresse... Je ne m'attendais pas à vous trouver ici. J'étais convaincu que vous aviez donné une fausse adresse... Il me vient des doutes depuis que je vois que vous êtes bien ici... Alors, c'est bien votre nom... Pourquoi portez-vous un ruban rouge à votre boutonnière?

— Parce que je suis chevalier de la Légion d'honneur.

— De France?

— Oui, de France.

— Mais pourquoi avez-vous fait des questions sur la garde nationale?

— J'ai fait des questions?...

— Il paraît...

— Oui, en effet, j'ai dit une phrase, je me rappelle...

— Ah! vous avouez.

— Parfaitement.

— Cela augmente encore mes doutes... Si vous avouez, c'est que vous n'êtes pas coupable... Quand on est coupable, on n'avoue pas.

— Je vous assure que je ne suis pas coupable, mais je suis prêt à vous donner toutes les explications possibles... Vous avez parfaitement raison d'être vigilant en ce moment. J'habite Étretat, je suis venu à Rouen avec des chirurgiens de l'ambulance, etc., etc...

— Oui, tout cela paraît vraisemblable... Je vous demande pardon de vous avoir réveillé. On peut se tromper, vous savez. Du reste, j'ai toujours eu des doutes... Je n'avais que bien peu d'espérance. Je me disais : « Ce monsieur a payé, il attend sa ceinture de flanelle, donc il a donné sa vraie adresse... Et quand on donne sa vraie adresse... » Enfin, je vous le répète, j'avais des doutes... et j'avais raison d'en avoir. Excusez-moi, monsieur, et bonne nuit...

Il s'en va... Tout son cortège le suit. J'entends les bottes, les bottes, les bottes[1]... du gendarme qui descend... Tout d'un coup, je saute à bas de mon lit... Je me précipite dans le couloir... et je crie :

— Monsieur le gendarme, un mot, un mot encore.

Il remonte... tous les garçons et toutes les bonnes avec lui...

— J'ai oublié de vous dire que je compte me lever cette nuit à quatre heures et demie pour prendre le bateau du Havre à cinq heures...

— Très bien, monsieur.

— Je vous dis cela, parce que demain vous pourriez revenir après mon départ et vous dire : « C'est drôle, ce monsieur qui décampe comme ça la nuit ».

— C'est vrai, monsieur, j'aurais pu dire cela... Vous entrez tout à fait dans mon esprit... Et alors ça m'aurait donné des doutes dans un autre sens.

1. Souvenirs des temps meilleurs. Dans *les Brigands*, on chantait un air d'Offenbach : « *J'entends un bruit de bottes, de bottes, de bottes...* »

— Eh bien ! vous êtes prévenu... Si vous désirez me voir, il faut revenir ici avant quatre heures et demie... ou au bateau à cinq heures.

— Je vous remercie, monsieur, votre intention est très délicate. Excusez encore une fois.

Quatre heures et demie du matin. — Je n'ai pas revu mon gendarme... Je me lève et je pars.

LUDOVIC HALÉVY

(Fin.)

MON AMI SACHA GUITRY

Je quittai mon fauteuil à l'entr'acte et poussai la porte de fer qui sépare la salle de la scène. Un seul décor pour la pièce, planté une fois pour toutes jusqu'à la fin de la saison, laisse du loisir aux machinistes ; le plateau était silencieux, la vie suspendue, mais le pompier dans son coin, assis sur un tabouret, souriait encore de plaisir. Juste en face, de plain-pied, la dernière porte à gauche, à côté de l'escalier, une loge entre-bâillée.

— Entrez, entrez, mon ami, comme c'est gentil !

— Pas fatigué ?

— Je le serais si je ne jouais pas !

— Bonne salle ! Pas une toux, pas un fauteuil qui craque. Ils sont heureux !

— Et pourquoi voudriez-vous qu'elle ne fût pas bonne, la salle ?

— Parce que c'est dimanche.

— Quelle idée ! Mais, cet après-midi, le public avait autant de talent.

— Quelle journée tout de même ! Le curé du Gros-Caillou ne peut vraiment pas vous en vouloir si vous avez manqué sa messe ce matin.

— J'y aurais bien été, mais ce qui me désole, c'est que les prêtres ne savent jamais leurs rôles : ils ont toujours besoin de lire le texte.

Depuis quelques instants, l'habilleuse tendait à Sacha Guitry le veston qu'on devait lui voir à l'acte suivant, noir avec des rayures grises, plutôt blanches, comme il les affectionne. Enfin, il se décida à enlever celui qu'il portait. La chemise éclatante, fine, à peine empesée, le col tenant, une régate de satin, la vaste manchette à la Balzac, couvrant, pour la mieux montrer, une main épiscopale, alourdie d'une énorme bague. Il demeura ainsi quelques secondes immobile, important, l'air que les bons confrères ne lui pardonnent pas. Il jeta un œil impérial au miroir qu'embuait une cigarette qui fumait toute seule, par extraordinaire, dans un cendrier, puis il souleva deux ou trois fois, lentement, une boucle de cheveux au-dessus de son oreille gauche. Après une moue, il tourna vers moi la tête, incendié soudain de malice :

— L'autre jour, à la Société des Gens de Lettres, Rosny aîné me demanda à brûle-pourpoint si j'étais heureux. Surpris par la question, j'étais ravi de lui répondre ; il ne m'en laissa pas le temps : « Si vous n'étiez pas heureux, monsieur Guitry, me dit-il, vraiment ce ne serait pas juste ! » Vous ne trouvez pas ça merveilleux ?

Ses allumettes, qui lui a pris ses allumettes ?

— Mais non, je n'ai jamais de briquet. Je ne porte pas de montre non plus, d'ailleurs. Elles s'arrêtent sur moi, même quand je n'ai pas oublié de les remonter. C'est bien simple. J'ai horreur de la mécanique. Je suis un homme de la nature.

On frappe. C'est un monsieur lourd, luisant de politesse, la physionomie agréable, mais il sent le cinéma. Il vient pour le règlement d'un contrat et sort quelques papiers qu'il étale aussitôt sur la table de maquillage. L'ayant fait asseoir, Guitry me demande brusquement devant son nouveau visiteur s'il n'est pas imprudent de le recevoir, si je le trouve sérieux, si je m'engagerais avec lui. Le bonhomme commence à rougir et ne sait comment il doit prendre la plaisanterie. Il saute sur un petit buste aux yeux aigus, les lèvres serrées, sur le rebord du divan vert.

— C'est Lénine, monsieur Guitry ?

— On ne peut rien vous cacher, tout le monde connaît mes opinions. Tout de même, vous ne trouvez pas qu'il ressemble un peu à Jules Renard ?

— Ah! oui, Renard, Renard, murmure le personnage, comme si une poule l'avait pris.

— Le Journal, œuvre inoubliable, inoubliable, psalmodie royalement Sacha, mais encore bien mal connue.

J'ai la *Revue de Paris*, qui vient de paraître et qui contient la chronique de François Porché. Comme elle le concerne et qu'elle est sans réserves, je lui tends le numéro ouvert à la bonne page, et le voici dans l'enchantement : « Que c'est intelligent, s'écrie-t-il, et gentil. Ah! gentil! Que je l'aime! Il va très loin. Et quelle langue admirable, pas d'adjectifs, c'est plein et souple. Vous avez vu le choix des mots? Un critique dramatique, qui s'en tire sans adjectifs? Rareté! Je vais lui écrire tout de suite... » François Porché n'aura jamais sa lettre, mais Sacha est persuadé qu'elle est déjà partie.

Le prince de Beauvau-Craon vient d'entrer, un camarade de classe. Ils se tutoient. Barrès était l'ami de ce vif et charmant seigneur, qui avait son château non loin de Charmes.

— Un jour que je rendais visite à Barrès pour lui demander sa collaboration au *Courrier de Monsieur Pic*, collaboration qu'il m'accorda et dont je suis fier, je lui demandai ce qu'il pensait du théâtre...

— Du vôtre, Sacha?

— Du mien, si vous y tenez absolument... Comme le grand homme m'en parlait avec une gentillesse extrême, je me permis de lui demander pourquoi, après la représentation, il ne venait jamais me voir dans ma loge. « Pourquoi? fit Barrès avec surprise, pourquoi? Mais voyons, monsieur Guitry, vous n'êtes pas une jolie femme! »

Clemenceau, lui, ne manquait jamais le spectacle des coulisses. Il adora toujours le théâtre; il en fit d'ailleurs, un acte, *Le Voile du Bonheur*, et consacra durant sa vie de journaliste nombre d'articles aux nouveautés dramatiques; il en a réuni quelques-uns dans *Le Grand Pan*, notamment. En habit presque tous les soirs, il n'allait pas qu'à l'Opéra, où il avait des amitiés; il entrait sans frapper dans la loge de Sacha Guitry, poussant brutalement la porte devant lui. Puis il apercevait quelque chose qui lui faisait plaisir : « Cette photo de Monet, Sacha, je la veux! — Mais naturellement, monsieur Clemenceau! » Il la prenait comme un enfant et

ne commençait qu'après son feu roulant de drôleries et de férocités.

— Quelle vie il avait, s'écrie Sacha, un jeune homme ! Dites, à quel âge fut-il président du Conseil pour la première fois ? A soixante ans passés, je crois bien.

— C'est encore plus fort d'écrire *Candide* à cet âge, dis-je pour me rendre intéressant.

— Non ? Mais vous savez tout alors ! Voltaire a fait *Candide* à soixante-cinq ans ! Quelle joie, grands dieux ! Eh bien ! mes amis, respectez-moi jusqu'à cet âge-là, on ne sait jamais ce qui peut arriver !

La loge se remplissait, avide et crédule. Il y avait deux princes à présent, des comédiennes, un musicien, un directeur de théâtre qui arrivait de New-York par le premier avion, un autre par le dernier bateau, mais avec ce diable de Sacha, nous passions tous inaperçus. Lui seul...

— On va sonner dans un instant, monsieur Guitry, supplia le régisseur.

— Déjà, comme le temps passe !

Tout en parlant, il avait pris un paquet de lettres, le courrier du soir qu'il n'avait pu achever de lire à la maison, pendant son dîner : des demandes de pièces, de films, de livres, d'interviews. Des photos s'échappèrent de quelques enveloppes pauvres ou trop luxueuses, mais toutes pleines d'un rêve identique, des candidates, des candidats au prochain film. De Stockholm, ce soir-là, d'Alicante, de Carcassonne, de Zurich, de Casablanca, d'Asnières, on le suppliait : on serait belle, on serait beau, frais, irrésistible, intelligent ; on réclamait une réplique, une seule, historique ou non ; des inconnus, mais aussi beaucoup d'autres qui ne l'étaient pas du tout. Comment achever jamais une telle correspondance ? Comment y répondre jamais ?

— Je vais frapper, dit le régisseur.

— Allez-y.

Alors Sacha sortit de sa loge. Un jeune homme très ému, qui avait réussi à franchir tous les barrages, l'accosta comme on se jette à l'eau :

— Monsieur Guitry, maître, monsieur Sacha, oh ! pardon, monsieur, c'est moi...

— C'est vous ?

— Oui, c'est moi qui vous ai écrit vendredi.

— Eh bien ! c'est entendu, je vous engage.

— Oh ! ce n'est pas possible ! Quel bonheur !

— Mais si, mais si, pour le rôle d'un naïf.

Les trois coups étaient frappés, le rideau levé, il prit son élan, oubliant en une seconde tout ce qui n'était pas son personnage, ses partenaires, l'acte qu'il allait jouer, refoulant dans le royaume des ombres où il n'a jamais pénétré, amis, admirateurs, cinéastes, candidats. D'un pied rapide et ferme, il écrasa le tapis, poussa la porte du décor et, recevant en plein visage les feux des herses et de la rampe, il s'envola dans l'illusion que le public espérait.

Je retrouvai mon fauteuil, mais ce n'était pas notre jour et dans la salle je représentai seul la critique. La critique? Elle serait bien ennuyée si Sacha ne jouait plus la comédie, quand ce ne serait que parce qu'il entretient le public dans l'amour du théâtre qu'elle aime aussi, quoi qu'on dise. Sacha Guitry connaît mieux que nous ses défauts, comme ses qualités ; nous ne le changerions pas, et d'ailleurs ce serait dommage. C'est pour cette raison que je ne me suis jamais placé en posture de critique devant une de ses pièces. En posture, voilà un mot bien laid, cela m'apprendra, un mot comme il n'en écrit jamais. Son style est simple et il ajoute à cette simplicité quelque chose de direct, de prompt, de souriant. — Simple, Sacha Guitry? Vous voulez rire ! Mais pas du tout, je le connais, et modeste avec cela. Cette lenteur qu'on lui voit et lui entend dissimule une grande timidité. — Vous plaisantez ! Regardez-le donc en ce moment, au début de ce troisième acte. Ce qu'il est en train de se faire dire par une femme ! Des choses flatteuses et charmantes, comme toujours ! Ah ! c'est facile ! Il les a écrites lui-même. Quelle vanité cela suppose ! — Mais vous n'y êtes pas, c'est pour vous d'abord qu'il les a écrites, c'est pour que vous imaginiez qu'une femme vous les avoue, ces choses charmantes et flatteuses, et c'est d'ailleurs beaucoup pour cela que vous l'aimez ! Il a l'air de faire ce qui lui plaît : préféreriez-vous le contraire? Il vous donne l'impression que, vous aussi, vous êtes libre ; n'est-ce pas agréable? Et libre également de ne pas penser à notre époque. Car vous reconnaîtrez que notre époque, il s'en moque

éperdument. Il vit non seulement hors de notre temps, mais hors du temps. Qu'il y ait des héros plus importants que les cocus et les oisifs, il le sait si bien que, pour se donner de l'air, il vous présente un immortel, comme Pasteur ou Mozart. Il utilise tout chauds les accidents de sa vie privée. Serait-il le premier? Allons, s'il ne le faisait pas, vous seriez déçus. Il les devance, car il arrive que sa vie copie ses comédies. Il aime former un couple, mais c'est pour que ce couple vous plaise. Voudriez-vous qu'il évoquât le marécage de l'homme, ses fièvres suspectes, qu'il analysât les turpitudes où se complaisent maints auteurs qui ne sont pas tous des réalistes? Un ingénu, Sacha Guitry, et son boulevard sent toujours bon. Il ne nous montre autour de lui que de jolies créatures : n'est-ce pas honorer Dieu ou, du moins, rendre hommage à ses dons. Immoral? Pas plus, peut-être moins, que bien des chrétiens officiels. L'homme était un aristocrate et il ensoleilla ses contemporains quand la guerre, la bêtise, la politique les traquaient jour et nuit : voilà ce qu'on dira de lui dans un siècle. N'est-ce rien? Et si c'était un grand auteur, en outre? Déjà c'est un nouveau Regnard, mêlé de Crébillon, un Carmontelle, plus abondant et plus prodigue.

Mais les préjugés sont tenaces et la plupart des critiques pensent encore, avec le XVIIe siècle, qu'un auteur qui joue ses pièces ne peut être un véritable auteur. Ils lui feraient volontiers d'autres reproches, comme celui de gagner trop d'argent. S'il en gagnait moins, ses confrères en gagneraient-ils plus pour cela? Je le demande. Vraiment, serions-nous plus contents s'il n'atteignait jamais la centième? Il fait vivre tant de gens, et d'abord au théâtre. L'argent, croyez-moi, il a peur d'en manquer demain... Est-ce de la vanité cela? Un trait de modestie plutôt. J'exagère? Mais non, de l'argent en a-t-il toujours eu? Ses débuts ont-ils été si faciles? Mais il a souffert, lui aussi, et il a connu autant qu'un autre l'inquiétude et l'impatience des démarches dans les journaux, le placement de la copie, qui pour lui était d'ailleurs des dessins. Oui, s'il ne dépensait pas ce qu'il gagne à présent, sans doute, devrait-on lui en tenir rigueur. Mais ce n'est pas du tout le cas. Disputer aux enchères publiques le manuscrit de *l'Éducation sentimentale*, la robe de chambre

de Flaubert ou le gilet de Robespierre, est-ce un plaisir impardonnable? Les Flambeaux qui étaient du dernier acte du *Malade imaginaire* vous plairaient-ils mieux chez un banquier qui n'en parlerait jamais, les pinceaux de Claude Monet chez un parfumeur? Il faut le voir, quand il se penche avec vous sur les vitrines où son talent et son métier permirent de rassembler tant de merveilles. Il vous persuade que c'est pour vous qu'il les a choisies et il le croit. Ce n'est pas chez Guitry que la France est petite.

Pour nous montrer sa dernière folie, une lettre folle, tout à fait folle en effet, adorable, admirable, de Musset, il faut absolument qu'il nous ramène ce soir au Champ de Mars. Juste minuit, mais non, pas encore, la pièce fut courte. On fait toujours trop long. Le public ne doit jamais être fatigué en sortant; ce n'est pas poli, il faut le distraire, l'alléger, l'épanouir, non le martyriser. Rideau à neuf heures et demie, une heure un quart de spectacle, un entr'acte convenable, la bonne mesure! Cinq quarts d'heure et tout y est, s'il s'agit surtout de *l'École des Femmes*, pour Sacha, le modèle des modèles.

— Musset à vingt-cinq ans! Est-elle belle sa lettre! Venez la voir, venez.

Et, de sa voix la plus tendre et la plus rapide, après deux ou trois « Ah! » de gratitude, comme si Musset la lui avait adressée :

« Je suis assis dans ma robe de chambre à carreaux rouges et je compte sur mes doigts, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, et demi, c'est mon âge. Combien d'amis? Zéro, ni chien, ni chat. Combien de maîtresses? Pas la plus imperceptible apparence. Combien d'argent? Trente sous. Et la permission de me déshonorer en jouant sur parole. Quel doux sentier semé de fleurs!

« Bonsoir, madame, ma verveine est morte, mon voyage manqué, ma tête vide et, quant à mon cœur, je ne sais où il est, avec la marquise probablement, car je n'en entends pas parler. Voilà mes raisons pour ne rien faire, sans compter le proverbe le plus juste qui ait été cité ici-bas : A quoi bon autre chose que rien? Est-ce que vous l'avez oublié? Rien. Vive rien. Il n'y a que cela au monde. »

Ce vive rien ! C'était tout, vive tout, tout ce que Sacha voulait, insatiable et sans chaînes ! Pas de chaînes, il adore ça, pas de roueries du métier, non plus, qui sont des chaînes ; il vous l'a presque crié dans *le Comédien*. C'est la liberté surtout qui l'enchante dans le théâtre de Musset.

— C'est peut-être, s'écrie Sacha, parce qu'il n'était pas sûr d'être joué de son vivant, mais absolument sûr d'être joué un jour qu'il est si libre... Il a dit des choses qui avaient été dites, mais des choses qu'il n'est plus possible de redire après lui.

— Quel dommage !... Et, de Musset, quel type préférez-vous, Fantasio, Mardoche ?

— Musset, lui-même, la présence de Musset sous leurs masques.

Le moment où l'auteur parle à la place de son personnage, voilà qui est difficile à discerner, mais passionnant. Il faut être comédien sans doute et auteur à la fois pour se poser de ces questions. Je ne sais comment nous en étions arrivés au *Misanthrope*. C'était Molière. Mais à quel âge ? Est-ce un jeune homme, Alceste, ou un homme mûr ? Le XVIIIe siècle a varié là-dessus ; le XIXe l'a fait bête, intelligent, mais malheureux, tout le monde fut d'accord. La critique du XXe ne paraît pas plus avancée. Pas un barbon le moins du monde, pour moi, Alceste a vingt ans et il est ivre d'absolu ; j'en ai connu de cet âge, l'âge d'ailleurs de Célimène qu'il aime comme une jeune fille. Et pourtant Philinte, c'est Molière aussi, divisé comme un vrai génie français.

— Les pièces classiques, soupire Sacha, finiront par en entendre autant que les tableaux dans les musées.

Je ne pris pas cela pour moi et continuai :

— Votre père le jouait tragique.

— Mon père ? A quelqu'un qui lui demandait si c'était difficile de jouer la comédie, il répondit : « Mais non, monsieur, c'est impossible ! »

Ceux qui ont vu Lucien Guitry dans *le Misanthrope*, au théâtre Édouard VII, auront pourtant vu Alceste. Et toute interprétation comparée à celle-là leur paraîtra toujours fade ou déraisonnable. Il y avait tant d'années qu'il y pensait, qu'il apprenait ce rôle, qu'il l'étudiait sur lui-même !

Quand il fut appelé, en 1901, à la direction de la scène de la Comédie-Française, où il ne fit que passer, du reste, car sa prétention à utiliser chacun selon son véritable emploi, son âge et ses talents paraissait alors impudente, Lucien Guitry s'était, je crois, réservé de jouer ce sommet de Molière. Les circonstances — ou quelque sociétaire — ne le lui permirent pas. Ce ne fut donc que vers la fin de sa vie qu'il réalisa sa passion, à l'occasion du tricentenaire de Molière, cinquante-trois fois de suite, devant une salle comble. Depuis 1922, j'ai entendu bien des comédiens, j'ai remarqué sur beaucoup d'entre eux l'influence de Guitry le père, à la sobriété de leur diction et de leur maintien, mais aucun ne m'a jamais fait cette impression. Je me souviens de son regard comme si je l'avais vu hier, qui traduisait avec une exactitude, en effet inoubliable, les sentiments de son personnage.

D'homme aussi beau que lui, d'une si intelligente et si mâle beauté, au théâtre, de comédien plus digne de Molière, on n'en avait jamais vu encore, et, quand j'y songe, je n'ose pas nommer après lui ceux que nous applaudissons aujourd'hui, de peur de les écraser.

— Ce n'est pas Lucien Guitry qui songeait à faire rire de l'homme aux rubans verts, si ce n'est, comme vous l'avez écrit, Sacha, d'un rire amical.

— Ce n'est pas lui qui, jouant un chef-d'œuvre de Molière, donnait jamais l'impression qu'il voulait sauver la pièce...

— Un homme qui aime, qui souffre de son amour, qui poursuit en toutes choses la perfection, un vrai timide, et distant par cela même, orgueilleux, mais pouvant l'être, ayant horreur de la familiarité, mais très simple, très bon, sincère, toujours sincère, toujours trop, toutes sortes de qualités qui font dire d'un homme à ceux qui se paient de mots et de faux semblants qu'il est insociable.

— De qui parlez-vous, cher ami? D'Alceste ou de mon père?... Qui est Alceste? Un amant!

J'avisai des épreuves d'imprimerie sur une table. Des pièces, des souvenirs?

— Non, des pièces, il n'en a pas paru la moitié en volume. Pour le second tome de mes souvenirs, j'ai déjà un titre, j'ai envie de l'appeler : « De mon premier mariage à mon

premier divorce ». ... Pourquoi, il ne faut pas? On annonce bien dans les journaux les mariages et les divorces.

— Vos divorces à vous. Pas les autres. Dieu merci !

Sacha Guitry ouvrit un vieil album de photographies, à côté des paquets d'épreuves.

— Vous avez vu le prince Poniatowski? Un vieil ami de mon père. Il me les nomme tous : il a vu jouer tout le monde, il sait tout. On s'étonne que ses lettres aient des timbres. Un homme de toutes les époques. Un seigneur. Il vient d'acheter des terres dans le Lot, car il faut planter à cet âge !

Il était au moins deux heures. Le lendemain matin, non, ce matin, Sacha m'avait dit qu'il devait tourner. Il avait joué deux fois dans la journée. Il ne manifestait pas la moindre fatigue. C'est de Lautrec maintenant qu'il parlait, parce qu'il avait saisi, comme sans y penser, dans une corbeille, un jonc qui avait appartenu au peintre de la Goulue. Il s'attristait sans romantisme.

— A sa mort, au château de Madrid, il faisait une effroyable chaleur et son père attrapait des mouches sur le visage de son fils qu'il giflait gentiment.

Puis, avec plus d'admiration :

— Porto-Riche était si coquet qu'il ne permit pas qu'on le vît mort.

La porte s'ouvrit avec timidité. La secrétaire fidèle, de grandes feuilles à la main, d'un beau papier rosé, solide, où j'aperçus, largement interlignées, en gros caractères de machine, une dizaines de répliques par page.

— Oh ! madame Choisel, vous êtes encore là !

— Monsieur, je voulais vous rappeler que vous lisez votre impromptu à onze heures et demie à monsieur le Président de la République.

Là-dessus, je me sauvai dans l'escalier. Sacha ralentit ma fuite, me raccompagna jusqu'en bas d'un pas noble, trouva encore dix choses adorables à me dire et remonta pour noter une idée de film qui, dans l'après-midi, lui était passée par la tête, un bout de scène, une maxime comme il les aime, avec un soupçon de calembour, et un fait, un fait brutal, d'où il partirait pour sa prochaine comédie.

MAURICE MARTIN DU GARD

LA C. G. T.
DEPUIS LA RECONSTITUTION DE L'UNITÉ SYNDICALE

Le 5 mars 1936, le Congrès national de la Confédération générale du Travail, réuni à Toulouse, consacrait la fusion des deux fédérations ouvrières rivales, séparées depuis quinze ans. Les orateurs de l'ancienne C.G.T. et de la C.G.T.U. célébraient à l'envi les bienfaits de l'unité ; et M. Jouhaux s'écriait, dans une réunion tenue au Capitole : « Une aube nouvelle se lève ; elle brille pour nous d'un éclat qui commence à dissiper les ténèbres. A sa lumière, nous conquerrons notre émancipation en libérant le monde [1]. »

Cette unité ne s'était pourtant pas réalisée sans difficultés. D'un côté comme de l'autre, on percevait bien les avantages qu'en devait tirer le mouvement syndical. Dès 1934, l'idée en était lancée ; mais elle ne faisait que lentement son chemin. L'ancienne C.G.T. craignait plus particulièrement la mainmise d'un parti politique — le parti communiste — sur le syndicalisme ouvrier et, tout en entamant avec la C.G.T.U. des pourparlers, son Comité confédéral national proclamait, en 1935, que : « l'indépendance absolue du mouvement syndical à l'égard de tous les gouvernements, de tous les partis politiques et de toutes les organisations extérieures est la condition de la reconstitution de l'unité syndicale, elle est la garantie de son maintien ».

Cependant, en septembre 1935, la décision était prise de

1. *Le Peuple*, 8 mars 1936.

réaliser la fusion. Un Comité confédéral national d'unité, tenu le 28 janvier 1936, mettait au point les dernières questions en suspens ; il constituait le bureau provisoire de la nouvelle fédération, en y nommant 6 membres de l'ancienne C.G.T. et 2 seulement de la C.G.T.U. (qui en désirait 3). Il n'arrivait pas cependant à dissiper toutes les préventions que M. Liochon, secrétaire du syndicat ouvrier le plus cohérent de la C.G.T., celui du livre, exprimait en ces termes imagés : « Je n'ai pas entendu, du côté de nos nouveaux associés, de déclaration rassurante... Dans cette journée de fiançailles, je ne sais pas encore dans quelles conditions nous contracterons notre mariage au Congrès ».

Quelques semaines plus tard cependant, le Congrès confédéral se terminait, d'après, il est vrai, le secrétaire de l'ex-C.G.T.U., M. Racamond, « dans la plus complète confiance envers l'organisation syndicale reconstituée. »

●

Que représentait à cette époque la C.G.T. unifiée? Au Comité confédéral de janvier 1936, un calcul approximatif des effectifs des deux groupements avait été présenté par M. Jouhaux ; d'après ce calcul, la C.G.T. aurait compté fin octobre 1935 environ 775 000 membres et la C.G.T.U 231 000 [1]. Ces chiffres seraient sans doute plutôt un peu élevés, au moins en ce qui concerne la C.G.T. : en effet, d'après l'annuaire de la Fédération syndicale internationale (F.S.I.) la C.G.T. comptait, au 31 décembre 1931, 676 765 membres, et il n'est pas très vraisemblable que ses effectifs aient augmenté de 100 000 unités entre 1932 et 1936.

Mais, au surplus, que représentaient ces syndiqués? Les trente-sept fédérations professionnelles de l'ex-C.G.T. groupaient des fonctionnaires, des employés, des ouvriers de l'État et des services concédés et, enfin, des ouvriers de l'industrie privée. Or, d'après la seule statistique détaillée, celle de la F.S.I., la C.G.T. ne comptait dans son sein que 215 987 ouvriers de l'industrie française privée, sur environ 6 à 7 millions. Seuls, les syndicats des mineurs et du livre

1. *La Voix du Peuple*, supplément au numéro de janvier 1936, page 83.

pouvaient prétendre parler au nom d'une minorité substantielle de salariés de leurs industries ; mais celui des métaux ne comptait que 30 000 membres pour 1 300 000 ouvriers de la profession, celui du bâtiment 11 765 pour 800 000 ouvriers et celui des industries chimiques 1 200 pour 200 000.

Au contraire, l'ancienne C.G.T. groupait 168 038 ouvriers de l'État et des services concédés, et 266 792 fonctionnaires. Ces chiffres marquent bien que le plus puissant mouvement ouvrier, en France, était essentiellement représentatif de salariés rétribués sur des fonds administratifs.

En admettant que les adhérents à la C.G.T.U. aient été surtout des ouvriers des industries privées, on peut estimer que, sur 6 millions, moins de 450 000 d'entre eux étaient affiliés aux deux groupements qui fusionnaient au début de 1936 ; la C.G.T. unifiée ne représentait donc à ce moment que 7 à 8 p. 100 de la masse ouvrière.

●

Il n'est pas douteux que la fusion, en faisant ressortir l'effort d'union du mouvement ouvrier, ait valu à la C.G.T. un nombre appréciable d'adhérents. Mais les grands mouvements sociaux de mai-juin 1936 — grèves, accords Matignon, conventions collectives — et leurs répercussions sur les salaires, amenèrent dans les syndicats une masse considérable de salariés. Dès la fin juin, *l'Humanité* annonçait que la C.G.T. avait délivré 3 260 000 cartes [1]. Au début de 1937, la C.G.T. annonçait triomphalement que ses effectifs étaient d'environ 5 millions de membres.

Mais, tout dernièrement, M. Jouhaux a reconnu que, depuis lors, le nombre des adhérents avait baissé d'environ 20 p. 100. Et, plus récemment encore, le 11 juin dernier, au Congrès du Syndicat National des Contributions Indirectes, il déclarait que la C.G.T. avait « conservé » plus de 3 millions et demi de membres au début de 1939. Il est impossible de donner des chiffres précis, la C.G.T. ayant toujours, sur ce point, été fort discrète. Il semble cependant que les

1. *L'Humanité* du 24 juin 1936. On peut lire, d'ailleurs, dans ce même numéro : « Les effectifs de la C.G.T. ont presque quadruplé en quelques semaines ».

effectifs syndicaux soient tombés au-dessous de 4 millions dès les premiers mois de 1938 : d'après le journal *Syndicats*, représentant une importante minorité de l'actuelle C.G.T., les effectifs de la Fédération du bâtiment, au 1er janvier 1938, n'auraient plus été que de 332 000, contre 560 000 atteints dans le courant de l'année précédente. Pendant le cours de l'année dernière, la chute des effectifs continua. Avant le Congrès de Nantes de novembre 1938, des bruits catastrophiques circulaient déjà ; puis vint la tentative de grève générale du 30 novembre 1938, dont l'échec se traduisit par une nouvelle et brusque diminution du nombre des syndiqués.

Les résultats d'un grand nombre d'élections de délégués ouvriers en donnent la preuve. Dans les 96 compagnies d'assurances parisiennes groupées à la Fédération patronale, la C.G.T. n'a obtenu récemment que 135 sièges sur les 358 à pourvoir, alors qu'en 1937 elle en occupait 196 [1] ; chez Renault, la C.G.T. conserve 70 des 74 sièges récemment pourvus ; mais ses candidats, qui avaient groupé sur leurs noms plus de 85 p. 100 du total des inscrits en juillet 1936, et encore plus de 70 p. 100 en juillet 1938, n'en retiennent plus que 53 p. 100 [2].

A l'heure actuelle, que représente en définitive la C.G.T. ? Dans un article du 2 mars paru dans son nouveau journal, *la Justice*, M. L.-O. Frossard, qui est loin d'être hostile au mouvement syndical en général et à la C.G.T. en particulier, donne à cette question la réponse suivante : « Combien en reste-t-il ? Les 5 millions de 1936, si j'en crois des informations consciencieuses, sont à peu près 2 millions et demi aujourd'hui. La perte est considérable. » Mais il ajoute aussitôt : « Elle ne dépasse pas les prévisions des syndicalistes avertis qui avaient déjà assisté à la montée en chandelle de 1919 et à la chute verticale de 1920. »

●

A quelles causes attribuer ce recul important des effectifs et, partant, de la puissance de la C.G.T. ?

1. *Le Figaro* du 17 janvier 1939.
2. *La Justice sociale*, 26 janvier 1939.

Il en est d'abord une qu'il serait tout à fait erroné de tenir pour négligeable : c'est le tempérament même du Français. Nous sommes individualistes ; notre instinct nous pousse à redouter et à écarter tout ce qui peut ressembler à une diminution de notre personnalité ; et c'est pourquoi bien des ouvriers français n'ont pas ce qu'on appelle « l'esprit syndical ».

Comment se fait-il que, dans ces conditions, la C.G.T. ait cependant réussi, à un moment donné, à grouper 5 millions d'adhérents ? M. L.-O. Frossard l'explique dans son article du 2 mars, de façon aussi plaisante que pertinente : « La C.G.T., écrit-il, a perdu une bonne partie des syndiqués de la « promotion Léon Blum »... Ils lui étaient venus en masses compactes, dans l'enthousiasme, ou, si l'on veut, dans l'ivresse de la victoire. La puissance, soudainement décuplée, des syndicats, balançait celle de l'État. A l'atelier, sur le chantier, au magasin, dans les bureaux, dans la rue, le poids de son intervention était décisif. » Mais il ajoute : « Sur les coteaux modérés où je me tenais, je voyais se dessiner la réaction inévitable. Elle s'est produite... Aux offensives trop facilement victorieuses succède une offensive pénible, affaiblie encore par l'échec de la grève du 30 novembre et la répression qui l'a suivie. Les syndiqués de la promotion Léon Blum n'étaient pas des syndicalistes. Ils prenaient leur carte comme on achète un titre productif d'intérêts, ou comme on se couvre d'une prime d'assurance. Le flot qui les avait apportés les a remportés. »

Nombreux furent, en effet, les salariés qui vinrent à la C.G.T. et consentirent à lui verser de 4 à 6 francs par mois, pourvu que, par ailleurs, on leur en obtînt davantage et qu'en définitive, le résultat fût excédentaire. Ceux qui raisonnent ainsi ne peuvent attendre que des déceptions du syndicalisme revenu à son activité normale, et l'on ne peut s'étonner qu'ils s'en écartent.

Nombreux aussi furent ceux qui s'affilièrent à la C.G.T. « pour faire comme les autres », ou par crainte. Dans bien des cas, en effet, la vie à l'atelier ou au chantier des ouvriers non syndiqués a été rendue fort difficile par les cégétistes. Naturellement, ceux-là furent les premiers à abandonner la C.G.T.

●

Cependant la chute des effectifs de la C.G.T. n'aurait pas été aussi considérable si elle n'avait eu d'autres causes. Il est un grief bien plus important que même les vrais syndicalistes ont fait à certains au moins de leurs dirigeants : c'est de les avoir entraînés à la lutte à contretemps, d'avoir provoqué des grèves ruineuses, parfois pour de bien faibles motifs et souvent sans résultat, d'avoir ainsi affaibli le mouvement syndical et ajouté à la détresse ouvrière.

L'histoire des grandes grèves déclenchées au cours de l'année 1938 prouve, d'ailleurs, la véracité de ces accusations.

C'est dans les industries métallurgiques de la région parisienne que s'est déroulé le premier mouvement important de l'année. Le 24 mars, la grève éclate « sans que rien l'ait laissé prévoir », déclare l'organe des ouvriers chrétiens, *l'Ouvrier métallurgiste*, d'avril-mai 1938 ; et l'un des secrétaires de la Fédération des métaux écrit dans *Syndicats* du 27 avril qu'il apprit l'occupation de Citroën « par la rumeur publique ». La grève s'étend contre la volonté de nombreux ouvriers qui réclament — en vain — un vote secret. Le seul qui ait lieu, pour les employés des usines Renault, donne 874 voix pour la grève, 2 922 contre ; et pourtant Renault est à son tour occupé. Le 14 avril, on compte 150 000 grévistes.

Un nouveau ministère, formé entre temps, profitant de la lassitude des grévistes, peut mettre fin au conflit par des arbitrages qui n'accordent rien ou presque rien aux ouvriers. Ainsi la grève a fait perdre aux ouvriers des centaines de millions de salaires pour aboutir uniquement au résultat qu'ils eussent obtenu en recourant directement à la procédure de conciliation et d'arbitrage.

Dans *le Populaire* du 17 avril, M. Vinent Auriol se plaignait, en termes voilés, des fins politiques recherchées par les auteurs de la grève. Plus direct, M. Digat déclarait, au Congrès de la Fédération postale[1] : « On a l'impression que le

1. Rapporté dans *l'Humanité* du 12 mai 1938.

dernier mouvement de grève, dans la région parisienne, a été déclenché pour des raisons peut-être assez éloignées de la défense des intérêts professionnels. »

La seconde grande grève atteignit le bâtiment lyonnais. La Cour supérieure d'arbitrage avait cassé, le 24 juillet, une sentence arbitrale ordonnant une augmentation de salaires. Sans attendre la décision d'un nouvel arbitre désigné par la Cour (et qui, un peu moins favorable pour les ouvriers que la première, intervint le 17 août), la grève était décidée le 5 août. D'abord peu généralisée, la grève devint effective en septembre. Des équipes de grévistes organisèrent la chasse aux travailleurs; des échauffourées se produisirent et, le 10 octobre, un ouvrier revenant de travailler était abattu de deux coups de revolver.

La répression se fit plus agissante, la lassitude était venue; le 22 octobre, la reprise du travail était votée à une forte majorité. Pourtant les résultats de la grève étaient catastrophiques; seule, la sentence du 17 août fut appliquée.

Une autre grève éclatait dans le bâtiment, cette fois à Paris, dans le courant de septembre, pour appuyer une demande de hausse de salaires. Ce mouvement fut tout de suite impopulaire, même auprès des ouvriers qui ne comprenaient pas qu'on pût cesser le travail au moment où un conflit extérieur paraissait imminent; la grève agonisait lorsque, prétextant une nouvelle aggravation de la crise européenne, le syndicat ouvrier y mit officiellement fin.

La politique, toujours présente, n'apparaît pourtant qu'à l'arrière-plan dans les grèves dont nous venons de parler; la grève du 30 novembre, déclenchée contre les décrets-lois, a — elle — des bases uniquement politiques. La Commission administrative de la C.G.T., qui se réunit le 25 novembre pour la décider, se trouva d'ailleurs en face du fait accompli puisque, dès le 21, le mouvement était déclenché dans le Nord et que, dès le 24, les usines Renault étaient occupées.

Pour éviter la grève, le groupe socialiste de la Chambre demandait la démission du Ministère. Celui-ci préféra faire évacuer les usines — dont Renault — et prendre pour le 30 novembre les mesures de réquisition qui firent échouer totalement le mouvement gréviste dans les services publics

ou concédés. Mais la C.G.T. put constater que, même dans les industries privées, ses ordres furent loin d'être suivis, sauf dans le livre. A Paris et dans le Nord, le nombre des grévistes paraît avoir représenté, en moyenne, de 25 à 30 p. 100 des effectifs ouvriers ; il n'a pas dépassé 10 p. 100 dans les industries sidérurgiques de l'Est. La tentative de grève générale s'achevait, selon le *Times* du 1er décembre, sur « une grande victoire pour le Gouvernement constitutionnel ».

●

Le bilan de ces conflits est désastreux pour les ouvriers. A l'actif, rien ou presque ; au passif, au contraire, un manque à gagner souvent important et, dans la dernière grève, des licenciements qui, pour être relativement fort peu nombreux, ont eu, chez les salariés, un profond retentissement : ce qui explique le départ massif de la C.G.T. de ceux chez qui la foi syndicale n'était pas très ferme.

Mais même les plus convaincus font entendre, depuis des mois, des protestations qui sont devenues particulièrement vives ces derniers temps. On reproche véhémentement à la C.G.T. de faire de la politique, ou plus exactement de faire la politique d'un parti. On l'accuse de s'être lasisée « coloniser » par le parti communiste.

Déjà, nous l'avons vu, lors de la fusion, on s'était plaint de ne pas avoir entendu, de la part de la C.G.T.U., « de déclaration rassurante ». Cette crainte ne fit que s'accentuer lorsque, après juin 1936, les fédérations syndicales les plus importantes : bâtiment, métallurgie, etc., passèrent entre les mains des syndiqués venus de la C.G.T.U. ; toutefois, dans de tels cas, c'était la seule loi de la majorité qui avait joué, et chacun n'avait qu'à s'incliner.

Mais depuis, d'après certains syndicalistes, les membres appartenant au parti communiste manifestent la volonté systématique de s'emparer de la direction de tous les groupements, de chasser de leurs postes les vieux militants qui avaient assuré jusqu'ici la vie des fédérations et des syndicats. Ces plaintes ont été portées en novembre 1938, à la tri-

bune du Congrès de Nantes, par un ancien secrétaire de la Fédération du bâtiment, qui ne représente plus que les serruriers de la Seine, M. Froideval. Le résumé que donne de son intervention *la Voix du Peuple* de novembre 1938, articule bien, semble-t-il, dans sa sécheresse, les griefs de ceux qui prétendent représenter la « tendance syndicaliste » au sein de la C.G.T., en face de la « tendance politique » :

« Nous avons assisté à une action que nous considérons comme néfaste, parce qu'elle a déjà mené à sa perte un autre mouvement que le nôtre. La charte de Toulouse n'a pas été respectée ; certaines fédérations, invoquant leur autonomie, fonctionnent comme des « organismes syndicalo-politiques » ; elles ont, en effet, placé à leur tête des militants dont le courage et la probité ne sont pas en cause, mais dont la position est faussée parce qu'ils participent étroitement à la vie d'un parti politique. Froideval cite, à cet égard : les cheminots, le bâtiment, les métaux, les cuirs et peaux, l'agriculture.

» Il y a autre chose : nous avons assisté à la conquête systématique des postes syndicaux. Froideval apporte ici l'exemple de l'union locale de Rouen, où un parlementaire dirigeant une organisation syndicale est intervenu dans la vie locale. De même, en avril 1937, dans les Alpes-Maritimes, une réunion des responsables de cellules a préparé l'élimination du secrétaire de l'Union départementale.

» On a mêlé à l'action corporative et sociale trop de considérations extérieures à cette action. Il n'est plus possible que notre mouvement syndical continue à vivre dans cette atmosphère. »

●

Posée avec cette ampleur, la question ne pouvait pas tomber dans l'indifférence. M. Jouhaux, après de très longues dissertations sur les accords de Munich et sur les décrets de novembre, n'y consacra, quant à lui, que de courts instants : « Je ne veux pas retenir les accusations portées contre nous de nous être laissés coloniser et de nous être laissés entourer.

C'est une atteinte trop profonde à notre caractère pour que je veuille y répondre... »

Mais M. Delmas, du Syndicat des instituteurs, déposa une motion sur l'indépendance syndicale, qui exprimait la tendance de M. Froideval ; la majorité en proposa une autre, qui se bornait à rappeler les termes de la charte d'unité votée à Toulouse et exaltant l'unité syndicale. Cette dernière résolution recueillit 16 582 voix, et la motion Delmas en obtint 7 221 ; il y eut 1 280 abstentions. Les éléments communistes, qui se flattaient de pouvoir compter sur 70 à 80 p. 100 des votants, furent déçus. Et les votes ayant eu lieu d'après les effectifs de 1937, les minoritaires se déclarèrent désavantagés puisque, d'après eux, les syndicats colonisés avaient été sensiblement plus touchés que les autres dans la diminution des effectifs.

Depuis le Congrès de Nantes, il ne se passe pas de réunion importante sans que le problème de l'indépendance syndicale soit soulevé et souvent discuté avec âpreté. Au Congrès de l'Union départementale du Nord, en février, il a formé le centre des débats. Dans cette Union, où l'élément syndicaliste possède encore la majorité, les « colonisateurs » demandaient la parité de représentation des deux tendances aux postes de direction. Le secrétaire général de l'union, M. Dumoulin, se jeta avec ardeur dans la bataille. « Dans l'intérêt de la classe ouvrière, déclara-t-il aux minoritaires, vous ne devez pas devenir les maîtres de l'Union des syndicats... Vous comptez sur une défaillance parmi le tout-venant, une mort, une maladie ; vous comptez sur notre liberté d'esprit également pour que votre parité devienne une majorité. C'est un espoir que vous avez le droit de nourrir, mais dont nous avons le devoir de vous priver [1]. » La parité fut refusée par 1 541 voix contre 1 319.

Quelques jours plus tard, le 5 mars, au Congrès de l'Union locale des syndicats marseillais, les deux tendances se heurtèrent à propos de l'admission d'un syndicat de marins désavoué par la C.G.T. La question de l'indépendance se pose même à l'Union de la région parisienne pourtant fortement colonisée. Dans son discours d'ouverture du Congrès

1. *Syndicats* du 1er mars 1939.

de l'Union, le 9 mars, le secrétaire général, M. Raynaud, déclarait que c'était là « une histoire qui commençait à dater » ; et, cependant, si l'on en croit le compte rendu du *Peuple* du 10 mars, presque tous les discours de l'après-midi ont porté sur cette question, les uns critiquant, d'autres, plus nombreux, approuvant l'attitude de l'Union et s'élevant à leur tour « contre les attaques dirigées systématiquement contre les communistes par des camarades qui, d'un autre côté, laissent bien tranquille le fascisme, l'ennemi commun de tous les travailleurs ».

●

Ainsi l'intrusion de la politique dans le syndicalisme n'a pas eu, comme seule conséquence, le non-paiement des timbres syndicaux et des départs massifs de la C.G.T. Elle a eu pour effet de créer un mouvement, appuyé par une forte minorité, puisqu'il a été approuvé par environ le tiers des votants au dernier Congrès. Ce mouvement a pour but de lutter contre l'emprise du parti communiste sur le mouvement syndical et de rappeler les bases professionnelles qui doivent être celles des syndicats. Il a pour chefs principaux : René Belin, secrétaire de la C.G.T., et Georges Dumoulin, secrétaire général de l'Union départementale du Nord, et d'autres vieux militants syndicalistes comme Vigne et Bard, de la Fédération du sous-sol, Roy, de la Fédération des métaux, et Raymond Froideval, ex-secrétaire de la Fédération du bâtiment.

Pour défendre leurs idées, ces militants ont fondé un journal hebdomadaire, *Syndicats*, qui va achever sa troisième année d'existence.

Le premier effort de *Syndicats* a été de lutter contre toutes les formes du mouvement que ce journal désigne par l'expression évocatrice de « colonisation » communiste. *Syndicats* s'étonne d'une propagande dirigée contre les vieux syndicalistes et qui épargne les syndiqués affiliés à des partis politiques dits de droite. On dénonce la lutte au couteau contre les anciens communistes coupables d'avoir quitté le parti, et qu'on exclut du syndicat sous le plus futile prétexte. On dénonce surtout la mainmise sur les syndicats. Déjà

beaucoup sont colonisés ; dans ceux qui ne le sont pas, une campagne active se poursuit : demande de la parité de représentation aux organismes de direction quand on est en minorité ; exclusion de la minorité quand on a obtenu la majorité. Et l'on souligne, par exemple que, bien que comptant 12 000 adhérents sur 35 000, les syndicats minoritaires de la métallurgie du Nord n'obtiennent pas un des 7 délégués désignés pour le Congrès de Nantes (et l'un des 7 n'est même pas métallurgiste).

De même, on s'indigne, dans *Syndicats*, de voir *l'Humanité* librement mise en vente à la salle même du Congrès du bâtiment, alors que l'on n'y trouve pas *le Peuple* ; on se réjouit au contraire des luttes soutenues victorieusement dans certaines fédérations, comme celle des mines, ou dans certaines unions, comme celle du Nord, par les éléments « syndicalistes ». Si ceux-ci ont été mis en minorité, on exalte leur crânerie en dénonçant en même temps la manœuvre adverse. Et les idées et les faits répandus par le journal sont appuyés et diffusés par une habile campagne de banquets.

Cette campagne est-elle anticommuniste ? Les rédacteurs de *Syndicats* s'en défendent vivement ; ils se défendent de chercher à exclure un parti politique quelconque de la communauté syndicale ; mais ils reconnaissent, deux ans après le Congrès de fusion, que les communistes sont « incorrigibles ». « Les militants syndicalistes, membres du parti communiste, n'ont maintenant aucune retenue. Ils prononcent des discours ou écrivent des articles en tous points semblables à ceux des représentants ou des propagandistes de leur parti. Quand *l'Humanité* engage une campagne, quel qu'en soit le but, les organisations syndicales colonisées lui emboîtent le pas [1] »

Ce qui est reproché aux « colonisateurs », ce n'est pas d'être communistes, ni même d'avoir les réactions de leurs idées politiques ; c'est de ne diriger les syndicats dont ils ont la charge que d'après les ordres d'un parti politique — ordres qui sont exécutés sans souci de leurs conséquences possibles sur les destinées mêmes du syndicalisme. Les amis de *Syndicats* ne fuient pas les hommes politiques ; à un de

1. *Syndicats*, 9 novembre 1938.

leurs principaux banquets, on a pu voir figurer, entourés de syndicalistes notoires, deux anciens ministres, MM. L.-O. Frossard et Marcel Déat, des députés, des conseillers municipaux parisiens ; le Bureau de la Fédération de la Seine du parti socialiste avait, en cette qualité, adressé son adhésion audit banquet. Ils ne sont pas hostiles au communisme, et ils déclarent, comme l'a fait Delmas, secrétaire général du Syndicat des instituteurs, qu'ils considèrent qu'un gouvernement anticommuniste pratiquerait nécessairement une politique antisociale. Ils veulent que la liberté de pensée soit garantie à chacun à l'intérieur du syndicat, mais que, à cause de cette liberté même, tous les syndiqués se sentent étroitement solidaires les uns des autres. Or, « il crève les yeux que les communistes constituent dans les syndicats, avec ou sans fraction, un bloc intangible, autonome dans sa pensée, et qu'ils pratiquent entre eux une solidarité de fait pour la conquête des places, la conservation de celles qui ont été conquises [1] »

Ce que demandent les amis de *Syndicats*, c'est que les mots d'ordre suivis dans les syndicats ne viennent pas de l'extérieur, mais soient arrêtés par les syndiqués eux-mêmes, après une libre discussion.

•

Si la lutte contre la colonisation a été la première tâche de *Syndicats*, et demeure une de ses besognes essentielles, les dirigeants ont compris qu'ils ne pouvaient faire vivre leur journal en développant ce seul thème. Au surplus, leur pensée est plus haute : ils veulent développer leur programme d'action syndicale, et ils ont l'ambition respectable d'éduquer leurs lecteurs en les orientant vers « un syndicalisme constructif ».

Ce programme n'est pas celui d'une masse plus ou moins considérable de syndiqués ; il est essentiellement celui des dirigeants du mouvement contre la colonisation communiste qui, lui, s'appuie certainement sur de nombreux syndiqués. On ne peut donc pas dire si, et dans quelle mesure, les idées

1. *Syndicats*, 29 mars 1939.

exprimées dans *Syndicats* sur les points que nous allons maintenant examiner représentent l'opinion d'une partie des syndiqués (dans quelle mesure au surplus l'avis des dirigeants cégétistes reflète-t-il l'opinion de leurs mandants? Bien osé qui le dirait). La connaissance de ces idées, ne serait-ce qu'à cause de l'influence syndicale de ceux qui les propagent, présente cependant un intérêt certain.

Peut-être ces dirigeants seraient-ils surpris qu'on parlât de *leur* programme. Leur programme est, il ne peut être que celui de la C.G.T. Et c'est pourquoi ils ont pris vigoureusement parti contre les décrets-lois et donné l'ordre de faire grève le 30 novembre. Quel exemple de discipline syndicale fourni à cette occasion par un groupement non colonisé, celui du livre! Au Conseil administratif de la C.G.T. qui précéda le 30 novembre, une seule voix, celle du livre, déclara la grève générale inopportune et dangereuse. Et cependant, le mouvement voté, le Syndicat du livre le soutint à fond, et l'ordre qu'il donna fut très généralement suivi.

Si certains des non-colonisés verraient avec plaisir la C.G.T. abandonner le Front populaire, ce n'est pas parce que le programme du Front populaire est trop poussé, mais au contraire parce qu'à leurs yeux il ne l'est pas assez. Il aurait fallu lui adjoindre des dispositions selon eux essentielles, à savoir celles qui auraient prévu les réformes de structure nécessaires. Au Congrès de Nantes, c'est l'un des dirigeants du mouvement « syndicaliste », M. Delmas, qui a reproché au Gouvernement de juin 1936, après avoir accompli les réformes que l'on sait, d'avoir fait appel à la confiance des épargnants et des gens à qui il était susceptible d'emprunter. On a alors été réduit « à aligner la politique sociale du pays sur sa politique financière ». Et M. Delmas de réclamer le contrôle des changes et le monopole du commerce extérieur.

●

Dans ces conditions, le programme des tendances majoritaire et minoritaire n'est-il pas semblable? Sans doute, et sur de nombreux points. Mais ce qui différencie nettement les deux points de vue, c'est la manière de mettre ce pro-

gramme en action. On reproche aux communistes d'oublier le plan de la C.G.T. au profit de celui de leur parti ; de ne le retrouver que lorsqu'il peut être utile aux vues de leur parti ; de ne l'utiliser trop souvent — comme dans les grèves du bâtiment — qu'à créer une agitation politique voulue par leur parti. On leur reproche aussi de ne voir, dans le syndicalisme, qu'un organisme révolutionnaire.

Pour les minoritaires, il faut au contraire ne pas se laisser aller à la politique trop facile des revendications et des critiques, et établir un syndicalisme constructif. C'est à cette œuvre que René Belin a consacré toute une série d'articles.

M. Belin commence par dénoncer la contradiction sur laquelle vit actuellement le syndicalisme, qui s'efforce de combiner les deux conceptions antinomiques que sont le réformisme et la révolution. « Il serait inimaginable qu'on continue à ruiner les réformes par des manifestations, révolutionnaires par définition, et qu'on affaiblisse toute possibilité efficace d'action dite révolutionnaire en traînant dans ses bagages ce qu'il est convenu d'appeler les avantages matériels des réformes sociales [1]. » Entre les deux méthodes, il faut choisir : mais le choix n'est-il pas déjà fait ? En 1936, un puissant mouvement d'opinion, appuyé par des grèves d'une ampleur énorme, permettait de déclencher la révolution ; on a préféré la satisfaction de revendications immédiates. « Aujourd'hui, les travailleurs ont quelques avantages à conserver. Et l'on n'obtiendra que très malaisément qu'ils risquent délibérément le tout pour la partie [2]. »

Certes, il est plus facile de se faire applaudir en outrant sa pensée, en faisant de la démagogie, cet « ennemi public n° 1 du vrai syndicalisme », qu'en disant brutalement la vérité ; mais on risque de conduire les salariés dans des chemins sans issue quand, pour recueillir des applaudissements ou quelque fonction syndicale, on se livre à de périlleuses surenchères. Il faut donc, se gardant de toute démagogie, ramener la masse syndicaliste dans la voie qu'elle a choisie. « Il faut, comme l'écrit M. Cappocci, respecter cette masse en la mettant en face des réalités ; ne pas remettre en jeu, constamment,

1. *Syndicats*, 14 décembre 1938.
2. *Syndicats*, 14 décembre 1938.

ses conquêtes en ne tenant pas compte de certains engagements. Il faut, en un mot, être réalistes [1]. »

La réalité, il faut la voir distinctement et la montrer sans fard aux travailleurs. Et M. Belin la rappelle en ces termes aux lecteurs de *Syndicats* du 25 janvier dernier : « Nous avons choisi la somme d'avantages et d'inconvénients que représentent le contrat collectif, le droit social, la justice relative des juridictions, des conciliations, des arbitrages. Et rien sans doute n'est pire que de ne pas suivre un chemin jusqu'au bout et de toujours revenir sur ses pas. »

S'engageant dans cette voie, il faut préconiser les négociations avec les employeurs. Bien que « la démagogie des classes riches » explique, paraît-il, à elle seule la démagogie ouvrière, faite d'incertitude et d'ignorance, les rédacteurs de *Syndicats* n'hésitent pas : « Les contacts avec les groupements patronaux doivent être tentés, recherchés, avec le souci de savoir ce qui peut être demandé, ce qui peut être solutionné, et avec la volonté de remettre de l'ordre où le désordre est né, de rechercher les bases de rapports fondés sur le respect des droits et devoirs de chacune des parties. » « Mieux vaut parler avec les patrons que ne rien faire [2] » ; allant plus loin, les dirigeants de *Syndicats* sont passés aux actes et, le 17 avril dernier, une délégation patronale a rencontré dans le Nord une délégation ouvrière conduite par M. Dumoulin.

En « repensant » ainsi le syndicalisme, en affirmant qu'ils ne redoutent ni ne condamnent la collaboration, mais au contraire qu'ils l'envisagent et la croient possible, les « syndicalistes » donnent la preuve d'une résistance courageuse à la trop facile démagogie et d'un esprit réaliste auquel il convient de rendre hommage.

●

Non moins ardemment que l'indépendance syndicale, la tendance minoritaire soutient l'idée de paix. Elle considère même que ces deux questions sont connexes, sinon liées,

1. *Syndicats*, 11 janvier 1939.
2. Voir *Syndicats* des 14 et 28 décembre 1938 et du 10 mai 1939.

au point que M. Belin prétend dans un de ses articles que l'unité syndicale ne peut se réaliser « hors de l'indépendance et hors d'un pacifisme direct et indiscutable ». On sait au contraire que les communistes sont violemment hostiles aux accords de Munich.

Ici, d'ailleurs, la coupure n'est pas nette entre les communistes et leurs adversaires. Elle est entre « Munichois » et « Antimunichois », et l'on a constaté, d'un côté comme de l'autre, des positions qui n'étaient pas orthodoxes. Il n'empêche que tous les articles parus dans *Syndicats* sont ardemment pacifistes. Mais ici, c'est plus qu'une nuance qui sépare René Belin de Georges Dumoulin.

Ce dernier constate, pour le regretter, que la notion de classe, qui lui paraît essentielle dans le mouvement syndical, y est étouffée, comme en 1914, par celle de nation ; que la C.G.T. tend à ne plus traduire les seuls intérêts du prolétariat, mais à défendre ceux de la nation. Cette pensée a été brutalement, mais clairement exposée au Congrès de l'Union locale de Rouen par l'un des amis de *Syndicats*, M. Enée : « Pour Enée et ses amis, il faut être ou pour le maintien et le développement de la législation sociale, ou pour la défense nationale. Ceux qui veulent défendre l'une et l'autre trompent les travailleurs [1]. »

M. Belin constate, lui aussi, que le concept de nation s'est introduit dans les préoccupations de la C.G.T. ; mais, loin de s'en attrister, il en est heureux ; il se félicite que l'on puisse parler dans les réunions syndicales d'intérêt général, de paix sociale, de nation, sans prendre de précautions oratoires et sans qu'il y ait, comme autrefois, de réaction hostile du public.

Le fait « classe », comme le fait « nation », sont, pour M. Belin, l'un et l'autre incontestables. Ils ne sont pas toujours l'un et l'autre également pressants. Mais nier les faits n'est qu'un jeu d'intellectuel ; quand une traversée est bonne, les discussions entre passagers sont admissibles ; elles cessent de l'être quand le bateau est en danger : « Je dis que le syndicalisme, formation de classe, ne peut négliger certains problèmes nationaux. Je dis encore que le bateau France

1. *Syndicats*, 8 mars 1939.

est l'un de ceux dont je ne peux imaginer qu'il sombre sans considérer en même temps la perte irréparable que subirait ma classe. Si le bateau France menace de sombrer, je ne puis rester indifférent et dire : « Le bateau n'est pas à moi ». Car, pour moi, les flancs de ce navire recèlent un chargement précieux qui est une certaine liberté, où mon espérance de classe puise sa sève [1]. »

Parties de ces points antinomiques, les deux pensées de Dumoulin et de Belin n'arrivent pas, semble-t-il, à des résultats sensiblement différents en ce qui concerne la défense nationale. Le second cherche, lui aussi, à éviter la guerre à son pays, et il va jusqu'à songer — si l'on ne peut l'établir pour l'Europe entière — à une paix pour une partie de l'Europe, « une paix pour la France, c'est-à-dire une paix qui laisserait ce pays hors d'une aventure dans laquelle, quelle qu'en soit l'issue, il serait définitivement broyé [2]. »

C'est un peu le prolongement de cette idée que l'on retrouve sous la plume de Dumoulin, qui voit sans frémir la France passer dans la catégorie des États secondaires : « Il ne faudra pas craindre de se demander si la France peut encore prétendre être un pays de premier plan, autrement dit une nation montante. Si telle est sa prétention, elle devra accepter de courir le risque de sa propre ruine par l'accroissement de ses armements et par la fabrication des avions. Si, au contraire, elle admet qu'elle doit organiser sa vie dans le domaine secondaire, tout en conservant son prestige moral, ses traditions de liberté, sa valeur spirituelle, sa condition moyenne ne sera pas humiliante, elle sera raisonnable [3]. »

Nous ne croyons pas, quant à nous — est-il besoin de le dire? — que le prestige moral de la France puisse demeurer intact dans le cas où notre pays accepterait de jouer le rôle de puissance subalterne. Mais nous n'insisterons pas sur les objections que suggèrent trop facilement de pareilles théories. Notre situation n'est pas ici de polémiste, mais d'historiographe.

1. *Syndicats*, 8 février 1939.
2. *Syndicats*, 1er février 1939.
3. *Syndicats*, 3 novembre 1938.

•

Opposées sur les méthodes à employer pour la direction des syndicats, sur les rapports à établir entre patrons et ouvriers, sur la paix, les deux tendances de la C. G. T. ne se trouvent pas non plus d'accord sur les relations avec l'Église, en particulier l'Église catholique et ses fidèles.

On sait la curieuse politique de « la main tendue aux catholiques », instaurée naguère par les communistes. On aurait pu croire que les pacifistes, partisans de la collaboration avec les employeurs, se rallieraient volontiers à une telle politique. Il est étonnant de constater, au contraire, l'esprit systématiquement hostile à l'Église qui règne parmi ces derniers. On en relève de nombreuses traces dans les caricatures de *Syndicats*.

Cela, certes, est anodin. Il y a malheureusement autre chose. Dans une série d'articles, parus dans les derniers mois de 1938, sur la Confédération française des Travailleurs chrétiens, on prétend prouver que le catholicisme n'admet pas le monde moderne, que le cléricalisme est l'un des plus virulents facteurs de la réaction, que la classe ouvrière ne peut admettre sans indignation de s'abandonner à la volonté divine et qu'elle ne saurait considérer la souffrance comme un facteur de rédemption. Tout cela encore pourrait, à la grande rigueur, passer pour de la polémique, plus ou moins adroite et certainement inélégante, contre un concurrent qui, à l'heure actuelle, recrute des adhérents au détriment de la C.G.T.

Mais on ne peut qu'être choqué par un article, surmonté d'un titre appeleur, paru dans *Syndicats* du 8 mars en première page. Cet article intitulé « Nous et le pape », heurte violemment la conscience de tous les chrétiens. Il a été écrit au moment même où toute la presse, après avoir rendu hommage à Pie XI, se félicitait de l'élection de Pie XII. L'auteur, qui traite le Christ de vagabond intellectuel, de parasite manuel, et plus loin de vagabond palestinien, veut

empêcher le penseur libre « de se désaltérer aux fontaines impures du néo-paganisme semi-barbare de notre époque moderne ». Et il déclare ensuite : « Je redoute le matérialisme étroit et sectaire ! » Il ajoute : « Pour ma part, je ne conçois pas que des partis d'avant-garde et de révolution sociale puissent prendre à leur compte ce qui fut pour l'humanité un instrument de régression ». Un nouveau pape a été élu ; « qu'à son sujet on puisse dire qu'il exprime, dans le désordre européen, un point de vue politique quelconque, qu'il porte ombrage à certaines nations totalitaires, je ne m'y arrête pas. Le pape demeure, à mes yeux, ce qu'il est véritablement : le chef spirituel et temporel d'une association de fait qui a porté sur l'humanité la marque de sa régression ».

Un tel pamphlet choque comme une lamentable fausse note dans le concert unanime de regrets et de louanges qui ont accompagné la mort du dernier pape et l'élection de son successeur ; il est incompréhensible de la part de ceux qui rêvent d'un syndicat accueillant à tous. Il ne s'explique que si l'on se souvient du vieil esprit anticlérical d'autrefois.

•

Les craintes exprimées par quelques-uns au moment du Congrès de fusion se sont donc réalisées. L'union des deux C.G.T. n'a pas réussi à unifier les points de vue et les tendances, et, de nouveau, deux partis s'affrontent, avec d'autant plus de vivacité que l'ère triomphale de 1936 apparaît maintenant lointaine. Et l'on songe aux événements vieux déjà de vingt ans, à l'envahissement des syndicats par les communistes, à l'échec de la grève générale de 1920, au contre-coup subi par la C.G.T. et à la scission qui a été l'aboutissement de tous ces mouvements.

Peut-on, en 1939, croire à une nouvelle scission de la C.G.T. ? Ce que l'on peut assurer, semble-t-il, c'est que des deux côtés, on la redoute ; et cela se conçoit aisément. Les effectifs de la C.G.T. sont, nous l'avons vu, fort diminués par rapport à ceux de 1936 ; ils restent tels cependant qu'ils constituent encore une grande force. Cette force se trouverait très fortement atteinte par une scission qui provoquerait

au surplus du trouble et entraînerait une nouvelle chute des effectifs globaux, fort dangereuse pour la puissance réelle des deux nouveaux groupements.

Au surplus, qu'y gagneraient les minoritaires? Ces derniers emmèneraient avec eux quelques groupements, mais une fraction importante des autres les suivrait-elle? Rien n'est moins sûr, car la masse est grégaire et spontanément hostile aux dissidences. En créant un groupement concurrent, les minoritaires savent qu'ils seraient sans doute obligés, pour garder leurs adhérents, de participer à la surenchère que justement ils dénoncent. Au surplus, leur tendance gagne du terrain à l'intérieur de la C.G.T., maintenant que la mystique du Front populaire ne joue plus auprès des syndiqués et que ces derniers cherchent à nouveau des résultats tangibles au sein même de leurs professions. Ce n'est pas le moment pour eux de rompre l'unité.

Quant aux majoritaires, ils viennent de voir consolider leur situation pour deux ans au Congrès de novembre de la C.G.T. Ils peuvent espérer trouver, dans ce laps de temps, l'occasion qui leur permettra de reconquérir la confiance ou la faveur de leurs adhérents. Ce n'est que s'ils se sentaient menacés réellement dans un certain nombre de grands syndicats où ils sont actuellement les maîtres incontestés qu'ils seraient peut-être amenés à considérer le départ de leurs concurrents comme le moindre mal : mais ceci ne semble pas prochain.

En tout cas, on s'efforcerait dans chaque camp d'avoir le beau rôle en rendant l'adversaire responsable de la rupture; n'accuse-t-on pas déjà dans *Syndicats*, les syndiqués communistes de comploter contre l'unité? A moins que, pour obéir à un ordre extérieur au syndicat, ou pour utiliser une opportunité extra-professionnelle, les uns ou les autres ne décident brusquement la scission.

Mais tout cela, c'est de la politique...

JACQUES LEBLANC

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

RÉCEPTION DE M. ANDRÉ MAUROIS

Des une heure et demie de l'après-midi le « centre » de la chapelle académique était comble. Les tabourets formaient une garde féminine au pied du bureau où M. André Chevrillon s'assoirait à côté de M. Georges Goyau, secrétaire perpétuel. Plus une place. Les tardifs, dont nous étions, durent monter dans la tribune sud où l'on ne dirige qu'un petit nombre de privilégiés tant le sol en est incertain. Les poutres en sont vermoulues ; on a dû les consolider par un double parquet et c'est sur cette fragile éminence, entre l'épaule d'une grande couturière et celle d'un grand chirurgien que nous vîmes pénétrer le nouvel élu escorté de ses deux parrains, M. Georges Lecomte qu'on était satisfait de retrouver convalescent en ces lieux et M. Abel Hermant.

Cette tribune nous rappelait des souvenirs. C'est de là qu'en 1901 nous avions entendu Edmond Rostand célébrer Henri de Bornier. L'adolescent contemplait pour la première fois une réception académique. Tout Paris y accueillait un poète de trente-deux ans à peine dont la gloire avait couvert le monde. Que de dames soyeuses, que de bruissements, d'admirations, de précieux applaudissements ! Au banc de la famille une jeune femme, d'une beauté ravissante, prononçait à mi-voix le discours que son mari disait avec un art accompli. De cette cuve parisienne montait un alcool de gloire assez grisant. Après la réception, dans la cour de l'Académie, on vit le bouillonnement des admiratrices, d'abord contenu par

la garde, se répandre parmi les équipages, étincelants sous le soleil ; et Edmond Rostand sanglé dans son habit vert, le col mince, la moustache aiguë, presque emporté par le flot comme le sont aujourd'hui les vedettes de cinéma.

Il nous fallut attendre bien des années pour retrouver du haut de cette tribune ce scintillement de la vie parisienne : jusqu'au mois de juin 1921 où un autre écrivain de théâtre, aimé du public et de ses amis, chroniqueur spirituel et lecteur excellent comme l'était Rostand, s'assit à l'Académie. Dix-huit ans que Robert de Flers parut sous cet habit vert (dans lequel il avait auparavant taillé une comédie), devant une assistance très « Figaro » et où l'on se montrait le profil malicieux de mademoiselle Spinelly ! L'autre jeudi il n'y avait pas Robert de Flers pour recevoir M. André Maurois, qui comprendra que nous ayons évoqué du haut de notre observatoire celui des académiciens qui entre tous eût le plus souhaité l'accueillir — et le lui avait promis. Mais Robert de Flers n'est plus ; et la société optimiste, la vie légère pour laquelle il était fait sont singulièrement altérées. Mais si tant est que Paris peut encore réunir dans l'admiration d'un écrivain, des éléments raffinés, d'un goût sûr et sans pédanterie, d'une adhésion fidèle et clairvoyante, cette assemblée se trouvait le 22 juin 1939 à l'Académie pour applaudir le remerciement de M. André Maurois et son éloge de M. René Doumic.

Ce fut, comme on pouvait le prévoir, comme chacun s'y attendait un discours tout à fait réussi. M. André Maurois inspire une parfaite sécurité : parce qu'il a du goût, parce qu'il possède cette intelligence du cœur qu'est le tact, parce que sa modération est une décision supérieure du bon sens. On a beaucoup raillé dans notre temps l'esprit de modération : on s'aperçoit, à l'épreuve de son contraire, qu'il formait l'harmonieuse protection de ce qui vaut d'être conservé. Le plus facile est d'occuper les positions extrêmes, d'exaspérer les passions, d'aiguiser sa verve contre les inévitables faiblesses de toute institution. On gagne des admirateurs et des partisans dans cette attitude violente de l'esprit ; et il faut quelquefois plus de caractère et d'abnégation pour être modéré que pour constamment brûler ses vaisseaux et ceux des autres. Il est bien certain que M. André Maurois, fin comme il est, aurait

pu écrire sur René Doumic une page où il eût ressuscité avec virtuosité la vieille querelle des manuels et où il eût, entre deux compliments de circonstance placé sa flèche. Il a choisi d'écrire un portrait naturel et vrai dans sa bienveillance, du serviteur obstiné que fut René Doumic. C'était un personnage, M. Doumic. Il n'est pas de réussite comme la sienne sans qualités éminentes, sans une opiniâtreté profonde, sans un attachement de tous les jours à ce qu'on a choisi d'être. Sa vie fut exemplaire dans un attachement impérieux aux maisons dont il eut la garde. Une unité morale, complétée par des habitudes sociales invariables composent le plus souvent un type savoureux à décrire. M. André Maurois n'a pas manqué à cet art du portrait ; et celui qu'il a fait est très bien venu. M. Doumic, surveillant général de ces séances académiques pendant un long temps, était revenu parmi nous semblant regarder son public du haut du bureau, paterne et grave à la fois, avec à l'horizon du regard cette petite lueur de malice qu'on ne découvrait que dans la familiarité ou l'attention pénétrante. M. André Maurois, comme si d'ailleurs son modèle eût été là pour l'entendre, l'appelait encore « *monsieur* Doumic » ce qu'on ne fait que pour les vivants, pour M. Ingres et quelques grands sulpiciens. Ce *monsieur* accordé à la mort par le respect nous restituait celui que nous avions connu, parisien sans relâche, directeur sans éclipse, secrétaire vraiment perpétuel. Quelques anecdotes placées çà et là en touches adroites éveillaient cette toile académique d'une couleur pittoresque et mettait dans un portrait à la Bonnat, la nuance intime d'un Vuillard. Comment ne pas recueillir, dans cette carrière vouée au travail, le trait romanesque qui du commencement d'une existence unit René Doumic à la sœur d'un peintre plein de fantaisie et d'un écrivain tendrement boulevardier ? Amour !.... Amour !.... : « Avant son entrée à l'école, a conté M. André Maurois, René Doumic s'était fiancé de manière délicieusement romanesque. Pendant toute son adolescence il avait entendu, à travers la cour de la rue de Richelieu, les vocalises d'une jeune fille à la voix charmante, qui, dans l'un des appartements voisins, travaillait son chant. Studieux autant que timide, il ne s'était jamais mis à la fenêtre pour apercevoir le visage de l'inconnue. Un jour, après le

fameux concours de 1879, un de ses anciens professeurs de Condorcet lui proposa un poste pour le temps des vacances : il s'agissait de préparer au baccalauréat deux jeunes gens, Pierre et Jean Veber. Pendant l'été ceux-ci vivaient à Saint-Leu-la-Forêt, mais dès la première conversation le professeur découvrit, non sans une surprise amusée, que ses élèves habitaient, à Paris, la maison voisine de la sienne. Leur sœur entra ; c'était la jeune fille dont la voix le ravissait depuis longtemps. Ils conçurent vite l'un pour l'autre un amour délicat et profond, et, dès que M. Doumic eut passé son agrégation, ils se marièrent. »

Des anecdotes de ce genre sont de celles qui ravissent les séances de réception. Il passe alors un murmure satisfait sur l'assemblée ; les dames ressentent moins la dureté inhumaine des bancs sur lesquels elles sont assises ; l'air devient plus léger ; un rayon de jeunesse perce le vitrail de la coupole et vient éclairer la têtea stucieuse et crépue du buste féminin qui, face au bureau, symbolise la vertu. Mais quelque beau penchant qu'il ait montré à étudier des vies romanesques et passionnées, M. André Maurois ne pouvait évidemment accorder à celle de M. Doumic que les seules passions qui l'avaient animée. La passion que M. Doumic nourrit jusqu'à l'instant suprême pour la *Revue des Deux Mondes* offrit une excellente étude à M. André Maurois. Il y avait chez M. Doumic, par sa régularité, son obstination, son mécanisme humain, du personnage de roman. Vous vous rappelez Adrien Sixte, parcourant toujours le même chemin à la même heure, tel que l'a montré Paul Bourget au début du *Disciple*. M. René Doumic était voué a de telles régularités — mais point à l'accident dont un romancier se plaît à secouer de telles vies. Grâce au ciel, grâce à sa sagesse, M. René Doumic a maintenu ses jours loin des orages et dans l'invariabilité des coutumes. Ce que M. André Maurois a marqué heureusement vers la fin de son propos où en l'entendit dire :

« Le public français prend plaisir, et son instinct en cela le guide bien, au maintien de vos vieilles coutumes et de votre cérémonial. A ce maintien, M. Doumic veillait avec un soin diligent. Plusieurs fois, comme j'assistais à l'une ou l'autre de vos réceptions, il m'arriva de l'observer au moment où,

s'asseyant au bureau et tenant son monocle à quelque distance de son œil droit, il promenait sur le public un regard attentif et sévère. J'essayais alors d'imaginer ses pensées... Ces roulements de tambour, semblait-il dire, ce cliquetis d'armes, ces gardes autour de nous rangés, et cette pompe enfin où je suis condamné, certes ce n'est pas à nous que s'adressent tant d'honneurs curieusement militaires, mais au souvenir de ce grand cardinal à l'ombre duquel la France pouvait dormir, mais à la longue histoire, toute mêlée à celle du pays, d'une Compagnie qui entendit le discours de Racine à Corneille, qui se vit imposer Voltaire par Louis XV et Chateaubriand par Napoléon, qui écouta le maréchal Pétain parler du maréchal Foch, et le maréchal Franchet d'Esperey parler du maréchal Lyautey... Voilà ce qu'était l'Académie française aux yeux de M. Doumic et s'il n'en prononçait jamais le nom qu'avec une gravité presque religieuse, c'était parce qu'il pensait que, dans un pays qui, comme la France, a été amené par les événements de son histoire à laisser périr un grand nombre de ses institutions anciennes, il est plus important qu'en aucun autre de sauvegarder ce qui, de ses institutions, demeure. Je crois qu'il avait raison... »

On le voit, M. André Maurois, en prononçant l'éloge de M. Doumic louait pleinement, du même verbe, la Compagnie où il va désormais siéger. Cette louange était sincère. Il y a chez M. André Maurois une formation de bourgeoisie provinciale et traditionnelle, dont il est juste qu'il ait suivi l'inspiration. Mais cette fidélité à une légitime ambition il fallait l'occasion du talent pour la mener jusqu'à l'honneur académique. M. André Maurois a possédé ce talent irrécusable et M. André Chevrillon, qui le recevait, n'a pas eu de peine à le mettre en lumière.

D'autant moins que certaines affinités et certaines amitiés intellectuelles unissaient l'auteur des *Études anglaises* et de la *Pensée de Ruskin* à l'auteur d'*Ariel* et de *la Vie de Disraeli*. M. André Chevrillon est un observateur très attentif, solitaire et silencieux, et qui plus d'une fois sans doute, a dû douter de l'utilité d'exprimer les choses qu'il avait si clairement senties, pénétrées ou conquises. Mais les fois où il les a écrites — et singulièrement dans ses deux livres sur l'Inde —

il s'est affirmé un écrivain remarquable, d'un art intègre et sensible. On a retrouvé dans son discours quelques-unes de ces formules où l'esprit situe harmonieusement le « paysage » d'une intelligence et d'une œuvre. Sur la formation de M. André Maurois, sur son passage, de l'activité industrielle à la littérature, sur la vocation anglaise de ses préférences, M. André Chevrillon a dit des choses fines et justes. De tant de livres consacrés au caractère et aux événements anglais (et M. André Chevrillon n'a pas oublié pourtant le romancier André Maurois) il était facile à l'auteur de *Sydney Smith* de nous conduire jusqu'à l'Angleterre d'aujourd'hui jusqu'à ses volontés libérales et ses résolutions. Du particulier, M. André Chevrillon rejoignait l'actualité générale. C'était, finalement, le meilleur hommage qu'il pût rendre à M. André Maurois. Il situait ainsi les volontés d'un esprit qui, dans l'imagination ou dans l'étude, ne perd jamais de vue le service des idées et des grands intérêts humains — et qui y a réussi d'une façon où l'aisance n'exclut pas la force.

GÉRARD BAUËR

LE CINÉMA

Il faut bien l'avouer, du côté européen — et quand on dit européen aujourd'hui, on ne vise guère que la France, seul pays où il y ait véritablement, sur le Vieux Continent, une production cinématographique — cette fin de saison n'offre rien d'extrêmement marquant. Les Américains, qui parfois semblent un peu sommeiller et se complaire nonchalamment dans la perfection de leur technique, ont repris du poil de la bête ; ils nous donnent, coup sur coup, deux bandes de premier ordre, les *Hauts de Hurle-Vent* et la *Chevauchée fantastique*. Nous n'avons rien à leur opposer de pareil, nous qui assumons l'honneur et la lourde responsabilité de représenter à l'écran l'Ancien Monde, à un moment ou le film allemand végète et s'étiole, où l'italien ne parvient pas à prendre son essor, où l'Angleterre ne réussit pas, malgré, de loin en loin, un court étincellement, à se forger un style, à se créer une base et une continuité de production.

Le film historique survit à beaucoup d'échecs. Il a connu un moment de triomphe, au moins d'ordre artistique sinon commercial, avec la *Jeanne d'Arc* de Dreyer. Ère depuis longtemps révolue. Qui se souvient des divers *Patriotes*, dont le tsar Paul Ier était le principal personnage, de plusieurs *Tarakanova* fort insipides, des *Blücher*, des *Napoléon* (sauf celui de Gance, où, parmi beaucoup de rhétorique visuelle, des traits fulgurants frappaient l'esprit et marquaient la mémoire), des *Catherine de Russie*, des *Dictateurs* innombra-

bles? Il me serait difficile, à propos de la *Marie-Antoinette* que Van Dyke vient de tourner à Hollywood, de ne pas répéter ce que j'ai écrit cent fois : le film de série condamne à l'article de série. Le scénario ne contient aucun paradoxe; vous y retrouverez l'affaire du collier, l'amour du romanesque de Fersen, un Louis XVI serrurier, chasseur, frigide, madame Dubarry et ses insolences de vamp classée, un Louis XV fatigué, qui ne manquera pas de prononcer la fameuse phrase que lui souffle la légende : « Après moi, le déluge ». Le seul intérêt du spectacle, ce sont les décors. Vastes, somptueux, royaux, ils peignent exactement un Versailles un peu élargi, une Cour de grand écran. Les cérémonies ont une splendeur d'irréalité. Je ne peux croire, quant à moi, à ces immenses menuets si bien réglés pour la caméra, à ces femmes si merveilleusement belles, que ne déparent ni un bouton, ni une rougeur, à ces acteurs qui semblent toujours avoir peur de ne pas paraître assez aristocrates, si pénétrés de leur mission historique et de l'importance de leurs moindres paroles qu'ils en perdent jusqu'à la faculté de marcher sans penser à leurs pieds, qu'ils ont toujours l'air de manifester leur contentement d'être des gens *d'époque*.

Jesse Jame ou *le Brigand bien-aimé* a plus de bonhomie et de mouvement. Le personnage possède l'avantage de n'appartenir qu'à la petite histoire, de laisser plus de liberté et de ballant aux scénaristes, à l'interprète, de ne pas intimider d'avance. Du reste, les Yankees excellent à retracer leurs origines, l'extension vers l'ouest, les fondements de leur puissance et les héros pittoresques de cette période, les hors-la-loi sympathiques. L'ouvrage, évidemment de second plan et qui n'apporte rien de nouveau, ne manque pas de mouvement, de vigueur, d'agrément.

Que ne puis-je en dire autant de *la Boutique aux Illusions*, où des Français de bonne volonté, mais de métier faible, ont tenté d'évoquer les grandes figures des temps épiques du cinéma ! Thème d'une invention ravissante ! Assez mornement traité par malheur. Un couple de fêtards, conduit par un assez étrange chauffeur de taxi, se perd non seulement dans les faubourgs de Paris, mais encore dans le passé, aborde, à l'époque d'avant-guerre, devant une petite salle de cinéma-

bistro. Le patron bonimente ; au son d'un de ces charmants et miteux orchestres qui accompagnaient le muet, nous voyons défiler les actualités de jadis, les célébrités d'alors : Prince-Rigadin, Max Linder, Charlot, Sessue Hayakawa, Pola Negri adolescente, Rio Jim, Greta Garbo à ses débuts. Toute notre jeunesse, brouillée du reste avec une certaine fantaisie chronologique. Évidemment, j'eusse souhaité, au cours de cette fantasmagorie, plus de mystère, de poésie, un montage plus souple et plus imprévu, un air d'aimable résurrection qui correspondît mieux au plaisir que nous espérions d'une telle matière. Mais, avouons-le, nos vieilles admirations tiennent bon ; les yeux clairs de Rio Jim, le comique à l'état pur de Max Linder, le rayonnement de Valentino, le décolleté de Talmadge, les godillots de Charlie Chaplin, la beauté de Priscilla Dean remplissent toujours l'écran.

Les ambitions de Marcel L'Herbier sont plus hautes, et il les a réalisées d'une main plus sûre. Il a décidé de nous montrer, en comprimé savant, en raccourci d'imagerie, toute une large tranche d'histoire contemporaine, d'imprimer sur la pellicule des personnages dont le souvenir vit encore dans nos mémoires, dont les visages nous sont familiers, *Entente Cordiale*. Entreprise difficile ; il faut que les acteurs se fassent des têtes assez exactement ressemblantes, ce qui ne va pas sans péril pour leur expression et le naturel de leur jeu ; on n'a pas le droit de tricher, comme pour les événements anciens, de grignoter le temps, de l'accommoder à la marche de l'action ; les faits trop récents ne nous en accordent pas la licence ; d'autre part, pour atteindre la clientèle énorme des cinémas, pour ne pas choquer une fraction de l'opinion, on doit s'interdire de pencher à droite ou à gauche, ménager les susceptibilités, ne toucher que les points sur lesquels le sentiment public se trouve à peu près unanime. Marcel L'Herbier a habilement louvoyé entre ces périls ; il a composé une fort brillante suite d'estampes animées auxquelles la situation politique d'aujourd'hui donne beaucoup d'actualité et de mordant ; il a su, sans réveiller de vieilles blessures d'amour-propre, sans dissimuler pourtant les heurts et les accrochages, en évitant aussi toute grandiloquence, souligner les étapes de l'amitié de deux peuples. Le nœud

du film se place pendant le fameux voyage d'Édouard VII à Paris, et la scène où les spectateurs du Théâtre-Français accueillent d'abord glacialement le roi d'Angleterre, puis, gagnés par sa diplomatie affable, lui font une espèce d'ovation, a beaucoup d'ironie, de délicatesse, de subtilité. C'est le meilleur morceau d'une bande qui en contient plusieurs de fort bons. La chronique des relations anglo-françaises se résume en un changement de vocabulaire. Nous disons tantôt la *perfide Albion*, tantôt la *loyale Angleterre*. Le passage de la première formule à la deuxième, voilà le sujet du film. En dépit d'une idylle assez plate et de quelques images surérogatoires du défilé de la Victoire, Marcel L'Herbier, sans sacrifier cette fois aux vains ornements, l'a tourné avec discrétion, habileté et intelligence.

◆ ◆

Ne médisons pas trop des vedettes qui, parfois, nous encombrent un peu abusivement. J'entends des vraies, et il n'y en a pas beaucoup ; pour les autres, je vous les abandonne. Certains chefs-d'œuvre, après tout, pièces ou films, ne sont peut-être que des bandes ou des comédies d'acteurs ; ils avaient assez de force en eux-mêmes pour survivre à l'étoile dont le succès les avait commandés. Ce ne sera pas le cas, je pense, pour la plupart et je m'étonnerais fort que *le Cirque en folie*, par exemple, ait plus de longévité que l'excellent W. C. Fields, qui fut le si prodigieux Micawber de *David Copperfield* et que la maladie avait éloigné de l'écran ; à moins qu'ils ne meurent à la fleur de l'âge, ce qu'à Dieu ne plaise, j'imagine qu'Irène Dunne et Charles Boyer enterreront le souvenir de *Elle et Lui*, élégie sentimentale bâtie selon les règles et où l'art de tirer la larme du spectateur atteint son point de perfection ; ils y sont tous deux remarquables, du reste. Si Claudette Colbert a de la peine à rivaliser, dans *Zaza*, avec le souvenir de Réjane, que les anciens conservent pieusement, embelli peut-être, elle trouve le moyen cependant de donner encore une certaine vie à cette comédie démodée, du genre sensuel et sensible, fort bien mise en scène, et où les Américains ont reconstitué heureusement le Paris de la fin du XIXe siècle et l'antique caf'conc ! La *Vie d'une autre*,

que Czinner a tourné à Londres, permet à Elizabeth Bergner, artiste inégale, nerveuse, toujours attachante, de témoigner une fois de plus de l'acuité et de la subtilité de son talent dans ce thème des jumeaux ou des jumelles, cher au cinéma, et qui n'a pas encore dit son dernier mot. L'ouvrage, assez pauvre d'accent et monotone, ne vaut que par son interprétation du double rôle des deux sœurs ; elle a su prêter à chacune d'elles une personnalité différenciée, marquer de touches presque impalpables, saisissables cependant, la fidèle et la coquette, se diviser sans altérer la ressemblance, ni changer de visage et se distinguer au cœur de l'identique. Beau tour de force. *Fric-Frac*, d'après la comédie de Bourdet, n'est aussi qu'une œuvre de travail courant et de petite envergure, dont les héros, gens du *milieu*, s'appliquent à parler un argot qui divertit fort le bourgeois ; mais l'ensemble, prestement dialogué, contient des scènes amusantes et n'ennuie pas. Sans doute ne resterait-il pas grand'chose de cette bluette si on lui ôtait Arletty, Fernandel, Michel Simon ; par chance, ils y sont. Fernandel peut-être, pour son compte, a-t-il eu l'occasion de s'employer plus à fond ; son rôle d'amoureux godiche lui convient moins que la farce outrancière, les compositions marquées. Arletty continue à se faire une spécialité des filles de faubourg, naïves, appétissantes et fraîches dans leur déchéance, à la langue bien pendue. Quand à Michel Simon, ce cambrioleur froussard, ennemi du risque, nul n'aurait pu l'incarner avec ce ragoût, cette ampleur lâche et débonnaire. Le seul acteur au monde, a prétendu je ne sais qui, qui ait une odeur à l'écran. Les meilleurs d'entre les autres ne vont que jusqu'au relief.

◆ ◆

On sent une volonté de bien faire, un élan, une conscience, un goût du style extrêmement sympathiques chez Pierre Chenal et Marcel Carné. Ces jeunes hommes ont déjà fait leurs preuves ; ils ont réalisé, surtout Marcel Carné avec le *Quai des Brumes* ; ils représentent à peu près la moelle de l'École française de la génération nouvelle, celle qui succède

aux René Clair, aux Jacques Feyder, aux Duvivier. Nous pouvons déjà sinon la définir, du moins en discerner les caractères les plus évidents : technique sobre et un peu noire, refus de la machine à grand spectacle, du vide décoratif, aisance de la narration et du découpage, sens de la poésie des paysages d'usines et de banlieue. Ils ont profondément subi l'influence du surréalisme qui a teinté leur naturalisme un peu sec d'un vague, d'un flou, d'une ironie pessimiste, d'une magie amère assez difficile à analyser et qui constitue leur principale originalité, leur apport personnel à l'écran. Ils aiment les personnages populaires mal classés, qui se rattachent hasardeusement à la société ou luttent contre elle ; ils réagissent violemmment contre l'optimisme parfois un peu béat des Américains, contre le conformisme des Italiens et des Allemands. Voilà bien des raisons pour que nous les suivions attentivement, pour que nous attendions beaucoup d'eux.

Peut-être exigeons-nous trop de ces jeunes metteurs en scène, avons-nous trop rêvé et fabriqué d'avance ce qu'ils doivent produire, ne leur accordons-nous pas assez la liberté de tourner, sort commun même des plus grands, quelques ouvrages de fabrication courante parmi des bandes mieux pourvues de résonance, plus étoffées et plus riches ; peut-être notre sympathie même et notre amitié nous rendent-elles injustes, tyranniques, déçus d'avance.

Quoi qu'il en soit, *le Dernier tournant*, de Pierre Chenal, nous laisse sur notre soif ; l'incisive verdeur du sujet ne résiste pas à une affabulation assez molle, à une interprétation blafarde dans l'ensemble, où des erreurs de distribution ruinent la crédibilité de ce dur fait divers à peine romancé. Le *Jour se lève*, de Marcel Carné, au détail merveilleusement au point, n'arrive guère à nous émouvoir ; nous ne pouvons nous intéresser aux acteurs de ce drame ; ils nous demeurent étrangers ; leurs mouvements intenses, leurs passions ne se communiquent pas à nous ; les scénaristes n'ont réussi que par à-coups à jeter le pont entre l'écran et la salle. Je crains pour ces réalisateurs une sorte d'unification dans leur manière et que, chez eux, l'inspiration ne tende à tourner au procédé, que le jaillissement ne devienne déjà technique. Toutefois, ces hési-

tations et ces flottements, en somme, n'ont rien que de très naturel ; j'attends avec confiance une reprise vive, une revanche de la sensibilité sur le métier.

◆ ◆

Il y a une vingtaine d'années, peu de gens, en France, avaient lu *les Hauts de Hurle-Vent* ; ceux qui connaissaient l'étrange, puissant et ténébreux chef-d'œuvre d'Emily Brontë composaient une sorte de chapelle fermée et qui ne communiquait pas volontiers sa religion aux profanes. Aujourd'hui, la mode s'est emparée de ce livre, c'est un fait ; mais peut-être perd-il un peu, pour nous, les premiers zélateurs, de son mystère et de sa force d'envoûtement à se trouver ainsi divulgué et répandu. Car je ne puis croire que ce roman appartienne à ce que l'on est convenu d'appeler le grand public ; il exige un culte secret. Quoi qu'il en soit, le théâtre, puis le cinéma, qui mettent le sceau à la popularité, s'en sont emparés. Tâche périlleuse ! Les êtres qu'il dépeint possèdent une grandeur farouche et indécise ; ils sont, plutôt que des visages et des corps, des ombres jetées à travers la tempête, des paroxysmes qui se heurtent. Nul n'avait jamais traduit avec plus d'acuité que cette jeune Emily Brontë, qui ne connaissait rien du monde, les conflits de la passion, le cruel mélange de la haine et de la tendresse, le despotisme et les sauvages caprices de l'amour ; son instinct a tout deviné ; elle a mis au service de cette lucidité impitoyable la plus sombre, la plus orageuse poésie. Comment un réalisateur, qui n'a qu'un temps et un métrage limités à sa disposition, qui doit montrer des *corps* en action, à qui certaines monotonies chargées de sens, certaines répétitions qui donnent le sentiment de la durée sont interdites, se tirerait-il d'affaire ? Eh bien ! William Wyler, ses collaborateurs, ses interprètes ont réussi à déchaîner sur nous, pendant près de deux heures de projection, cette grande bourrasque de nuit, d'angoisse, de désespoir, ce dur poème de deux êtres soudés l'un à l'autre, révoltés l'un contre l'autre, qui semblent se posséder d'autant plus profondément que la vie creuse entre eux des gouffres. Sans

doute, à la réflexion, nous vient-il à l'esprit quelques réserves, sans doute le film a-t-il schématisé le roman, a-t-il réduit sa richesse et sa densité à une intrigue d'une simplicité un peu élémentaire. Pouvait-il en être autrement? Mais, après avoir eu l'audace de s'attaquer à une telle matière, n'en avoir pas trahi l'esprit profond, avoir si honnêtement et intelligemment adapté et mis en œuvre, n'avoir pas trop édulcoré et altéré le caractère presque surhumain de l'ouvrage, avoir su créer une atmosphère toute bruissante de souffles et de musique, voilà ce dont nous ne saurions témoigner trop de gratitude au réalisateur.

Décidément, les Américains nous font bonne mesure en cette fin de saison. Sauf *l'Insoumise*, tournée également par W. Wyler, ils ne nous avaient rien envoyé cet hiver, de très surprenant; et voici qu'aujourd'hui, à ces *Hauts de Hurle-Vent*, qui représentent un effort téméraire, ambitieux, récompensé par le succès, au moins en partie, ils ajoutent la *Chevauchée fantastique*, de John Ford.

Je n'aime pas ce titre fort mal traduit et qui nous allèche à faux, nous donne à flairer je ne sais quelle virtuosité et quel romantisme. Pourquoi n'a-t-on pas gardé le mot à mot de l'original : *En diligence*? Cela est simple et s'applique parfaitement au thème traité! Car une patache, qui assure le service entre deux petites villes, à travers les plateaux désertiques de l'Arizona, au temps d'une Amérique romanesque et peu sûre, où les Indiens écumaient encore les grands chemins, est l'héroïne principale de la bande. Elle transporte un banquier véreux, aux discours prudhommesques, un puritain froussard qui place du whisky, un sympathique docteur fort enclin à la bouteille, un joueur au passé mystérieux, la femme d'un officier qui rejoint son mari et se trouve sur le point d'accoucher, une fille chassée de la ville par une ligue de dames vertueuses. Un inspecteur de police complétera la troupe et, plus tard, Ringo Kid, un hors-la-loi. Dans la complication des diverses intrigues qui se nouent, l'anecdote essentielle s'apparente à *Boule-de-Suif*, la nouvelle de Maupassant, mais sur un plan différent. Le film appartient à la série des ouvrages qui ont pour sujet un petit groupe humain rassemblé pour un voyage à péripéties, par une

inondation, un naufrage ; ici la diligence constitue le lieu central de l'aventure.

Les habitants de ce petit univers fermé, au cours d'une longue et lente préparation où les intérieurs de la voiture alternent avec les vastes paysages solitaires, le tout rythmé au galop des chevaux, les personnages, dis-je, ont été typés si soigneusement, si profondément que lorsque le morceau de bravoure attendu éclate, l'attaque et la poursuite de la patache par les coureurs de la prairie, les Navajo-Apaches, la comédie ne cesse pas, que la prise de vue, si étonnante et enivrante soit-elle, ne tue jamais l'intérêt humain, que rien, au sein de cette vertigineuse et implacable technique, ne semble sacrifié à la technique, que ce brillant épisode ne forme pas un clou, un sketch détachable. Du reste, après ce sommet, le miracle continue. John Ford n'a pas voulu finir sur ce feu d'artifice qui eût paru à tout autre une conclusion obligée ; il a bâti, pour couronner l'introduction à dessein insistante et ce scherzo endiablé, une péroraison pathétique et sourde, en forme d'andante, et qui a pour motif la vengeance, l'amour et la fuite de Ringo Kid. J'emploie sans doute des termes plus musicaux que cinématographiques ; quand une bande atteint une telle ampleur de construction, l'esprit ne peut s'empêcher de la traiter comme une architecture symphonique. Œuvre d'un passionnant intérêt où ce qui fit la gloire du muet, impulsion directe et poésie vigoureuse, naïve, nous revient, enrichi par les conquêtes du son et de la parole.

ALEXANDRE ARNOUX

L'EXPOSITION HANS MEMLING

AU MUSÉE COMMUNAL DE BRUGES

DEPUIS la somptueuse exposition de la Toison d'Or en 1907, la Ville de Bruges n'avait point offert une fête d'art comparable à celle qui, du 22 juin au 30 septembre, attirera l'élite des artistes et des amateurs de toutes nations.

Bruges, jadis déclarée « morte » malencontreusement par Rodenbach, auquel elle en garde encore rancune : Bruges très vivante, riche, active, où le modernisme, par les soins d'une municipalité intelligente, laisse intacts le style et le décor du xve siècle, époque de la cour opulente des grands ducs de Flandre et Bourgogne : Bruges, sur qui veillent comme trois hérauts colossaux les flèches de Notre-Dame, de Saint-Sauveur, et le plus beau beffroi de la Belgique, visibles de tous les points d'un vaste horizon : Bruges aux cygnes, aux canaux, au doux béguinage, chérie des peintres et des poètes, reposoir de la foi, du charme et du silence, honore maintenant l'œuvre du dernier de ses merveilleux créateurs, de ce Memling qui, un peu après Van Eyck et Roger van der Weyden, ajouta à l'austérité médiévale des Primitifs une suavité indicible.

L'histoire est sévère pour les légendes : elle les immole à la vérité.

Il est faux que Memling ait été un soldat échappé au désastre de Charles le Téméraire et recueilli par les religieuses de l'hôpital Saint-Jean, en les remerciant par le don de ses peintures ; il est encore plus faux qu'épris de l'une d'elles,

il ait été « le Brugeois ou l'Amour peintre ». Ces jolies fables ont été reconnues insoutenables. Hans est né en Rhénanie, non loin de Mayence, à Memmelingen, d'où son nom : il a dû commencer par séjourner et travailler à Cologne, dont on retrouve parfois les silhouettes fortifiées dans ses œuvres, auprès du Souabe Stephan Lochner : il a probablement connu, à Bruxelles, Roger van der Weyden, l'auteur du célèbre retable de cet Hôtel-Dieu de Beaune, qui est en France un témoignage de l'art bourguignon-flamand : il est venu à Bruges une quinzaine d'années avant la mort du Téméraire : la renommée de Jan van Eyck, comblé d'honneurs par Philippe le Bon, n'a pas empêché Memling d'être très bien accueilli à la cour ducale, d'avoir de nombreuses commandes grâce à ses amis Jean Floreins, Guillaume Moreel, Martin van Nieuwenhove, donateurs lui demandant triptyques et portraits : il a eu des collaborateurs, des élèves, il a eu trois fils de son épouse, dame de Valkenaëre, il a vécu en riche bourgeois, pieux et respecté, possédant trois maisons au Vlamingdam : et si nous hésitons à placer sa naissance entre 1430 et 1435, nous savons qu'en août 1494, le joli cimetière qui jouxte l'église Saint-Gilles reçut sa dépouille. Sa carrière fut donc calme et heureuse. Cependant, par les discordes civiques et par l'irrémédiable ensablement du Zwyn, interdisant l'accès aux flottes marchandes, la décadence de Bruges s'annonçait déjà, présageant la longue léthargie d'une cité glorieuse, ressuscitée il y a un demi-siècle à une nouvelle existence de ville d'art.

On sait que, dans le vieil hôpital Saint-Jean, une salle admirablement aménagée contenait depuis toujours le trésor pictural d'une douzaine d'œuvres de Memling, triptyques ou portraits, entourant la *Châsse de Sainte Ursule*, et que des centaines de milliers de visiteurs ont fait oraison dans cet *asylum pacis*. Pour l'exposition, les religieuses ont prêté tous ces ouvrages, sortis de chez elles bien rarement. D'autre part, le grand triptyque de *Saint Christophe* se trouvait jadis avec la *Madone van der Paele* et le portrait de femme de Van Eyck, la *Mort de la Vierge* de Hugo van der Goes, des Thierry Bouts, des Gérard David, dans une école désaffectée de la rue Sainte-Catherine, servant de musée ancien, local

assez sombre où ces merveilles s'offraient sans éclat. Depuis 1930, Bruges a décidé la construction d'un nouveau musée. L'inspirateur, et le conservateur sagace, en est le délicat peintre Louis Reckelbus, qui vit en sage dans une exquise maison toute brugeoise. Ce musée, d'apparence modeste, est une surprise : les principes muséographiques les plus récents s'y allient au charme intime pour une présentation parfaite des chefs-d'œuvre. Il est situé dans un jardin presque contigu au magnifique hôtel des comtes de Grunthuse, communiquant lui-même avec l'église Notre-Dame, où reposent Charles le Téméraire et sa charmante et malheureuse fille. C'est là un des plus nobles coins de la cité, grandiose par le style et les souvenirs. Et on y a annexé récemment, en façade sur le quai du Dyver, une demeure du XVIIIe siècle pour abriter le don du maître peintre-graveur anglais, Frank Brangwyn. Né à Bruges où son père était architecte, maintenant septuagénaire et retiré du monde après un deuil cruel, ce magnifique artiste a offert à sa ville natale plus de sept cents toiles, aquarelles et eaux-fortes d'une étonnante richesse de technique et d'imagination : et c'est une maison qui deviendra célèbre.

Le musée nouveau, où une galerie de cloître présente avec recueillement les Van Eyck, Bouts, Gérard David, Van der Goes enfin dignement éclairés, consacre depuis le 22 juin, où S. M. le roi Léopold III est venu inaugurer l'exposition, ses salles centrales à la réunion des Memling brugeois et de toutes les autres œuvres que, malgré les difficultés et le malaise de ce temps, les organisateurs ont pu obtenir du concours de divers pays. Elles sont disposées de très heureuse façon sur des fonds de velours gris argent, avec quelques précieux meubles et objets, notamment une admirable statuette de sainte Ursule, en bois peint, contemporaine de la châsse. Il y a là cinquante peintures et quelques dessins. Outre les douze ouvrages de l'hôpital Saint-Jean et le triptyque du musée communal de Bruges, quatre sont venus du Louvre, cinq de Londres, trois de New-York, un de Boston, deux de Vienne, un de Budapest, un du musée Jacquemart-André, un de Bâle, un de Trèves, un de Cologne, un de Strasbourg, deux de Bruxelles, deux d'Anvers, un de Haarlem, trois de Rotterdam, et enfin, de Lübeck, le polyptyque à neuf panneaux du *Calvaire*,

une des créations capitales du maître et probablement son dernier grand travail avant sa mort, commandé par le banquier Greverade pour sa chapelle familiale en l'église Sainte-Marie de Lübeck, où bien peu d'artistes et d'amateurs le vont voir. On n'a pu joindre à cette liste le triptyque de 1468 (collection du duc de Devonshire, à Chatsworth), l'*Adoration des Mages* du Prado, une autre de Copenhague, des compositions recueillies à Turin, à Munich et aux Uffizi de Florence. Mais un tel ensemble réuni à Bruges, et pour ainsi dire serti par le décor de la cité où il fut entièrement conçu et achevé, donne une idée complète, unitaire, d'une production un peu trop dispersée au cours des âges. Et si nous manquons de précisions sur la naissance et les débuts de Memling, nous savons les noms de ses principaux amis, donateurs brugeois, et même de certains des apprentis et élèves de son atelier, Verhanneman, Van der Meersch, Boels, bien qu'il n'y ait guère lieu de parler d'une « École de Memling ». Nous savons aussi certaines dates de commandes importantes entre 1468 et 1492.

La *Châsse de Sainte Ursule*, orgueil de l'hôpital Saint-Jean, est une petite chapelle gothique de chêne doré, ornée de statuettes mais de décoration assez simple, longue de quatre-vingt-onze centimètres, large de trente-trois, haute de quatre-vingt-huit; quatorze panneaux peints sur les côtés et la toiture y représentent les principaux épisodes de la légende très compliquée de la pieuse fille du roi breton Maurus, qui, avec les onze mille vierges, finit par périr à Cologne sous les flèches des Huns. La même année où Memling exécuta cet ouvrage, le Vénitien Carpaccio travaillait, pour la Scuola Santa Orsola, sur le même sujet, mais il lui consacrait une série de grandes compositions décoratives, dont on admire maintenant la fastueuse ordonnance à l'académie de Venise. Les dimensions minimes de la châsse brugeoise imposaient une tout autre exécution à Memling. On déclare communément que c'est là son chef-d'œuvre : admettons seulement que c'est son œuvre la plus popularisée par les innombrables visites et reproductions. Apprécions-la comme un joyau, et un témoignage achevé de la science du miniaturiste qui devait ici prévaloir et qui, chez les maîtres de cette époque,

s'unissait à la science du peintre pour la minutieuse perfection des détails. Et certes, de cette châsse, maints personnages pourraient être agrandis aux trois quarts de nature sans rien perdre de leur ampleur et de leur solide construction. Mais enfin elle a un peu trop contribué à répandre, à propos de Memling, l'opinion relative à la grâce, à la préciosité d'un « brillant second » des Van Eyck ou des Van der Weyden. Memling est d'une tout autre taille, et souvent l'égal tout au moins du second de ces génies. On n'en doutait déjà point en examinant, à l'hôpital Saint-Jean, les triptyques de l'*Adoration des Mages*, du *Mariage mystique de Sainte Catherine* et de la *Déposition de croix*, chefs-d'œuvre où l'analyse indépassablement subtile des moindres détails n'amoindrit jamais l'impression de grandeur, l'ampleur et la noblesse du style, la richesse, l'éclat et la densité des plans colorés. On n'en doutera plus du tout devant ce polyptyque de Lübeck, qui, si peu connu, est pour les visiteurs une révélation. Autour de la composition centrale, étonnamment tumultueuse et dramatique, où la douleur des Saintes Femmes a été exprimée par l'artiste approchant de sa fin avec un pathétisme que sa jeunesse n'avait point ressenti, des figures comme celles des saints Jean-Baptiste, Blaise, Gilles et Jérôme, presque de grandeur humaine, peuvent soutenir la comparaison avec n'importe quel maître de tous temps et de toutes écoles. Et quand on revoit ici la vaste composition d'Anvers, où le Christ en gloire, majestueux comme le conçurent les Byzantins, à la fois sévère et doux, est environné de seize grands anges musiciens attentifs comme ceux de Donatello et suaves comme ceux de l'Angelico et de Gozzoli, on ne peut que se retourner en souriant vers la fameuse *Châsse* comme vers un bibelot, délicieux certes, mais un bibelot dont un génie s'est diverti.

L'intérêt de réunions semblables est de mieux pénétrer dans l'intimité d'un créateur, d'y atteindre au profond, d'y découvrir certaines intentions non encore aperçues. Il y a ici un petit tableau venu de la collection Merton, de Londres. Il représente à mi-corps un groupe de Juifs qui injurient le Christ au passage, et que contiennent deux soldats romains. L'éclat fauve de leurs deux casques de bronze, la note centrale

d'un turban vert de jade sont, dans la tonalité sombre de l'œuvre, des trouvailles purement « de peintre » au sens moderne du terme : mais les expressions ignoblement haineuses des regards, des rictus d'où l'on entend réellement jaillir les blasphèmes, ne sont plus du tout du « doux » Memling ! Un autre petit tableau (Wildenstein, New-York), sans doute fragment, comme le précédent, d'une composition morcelée, groupe à mi-corps cinq Saintes Femmes pleurantes : et il existe peu d'œuvres où la douleur sacrée ait été rendue de façon plus saisissante, fût-ce par Van der Weyden ou Matsys. Le Brugeois a de ces surprises. Une autre œuvre encore, venue de Strasbourg, présente en un minuscule polyptyque aux armes de la famille bolonaise des Loiani une image ravissante de la Vanité, jeune femme uniquement vêtue de ses sandales, souriant à son visage dans un miroir, et accompagnée de son griffon et de ses lévriers dans un paysage charmant. Mais auprès de cette pécheresse poupine s'ouvre l'Enfer, horrifique comme un cauchemar de Jérôme Bosch, et la Mort apparaît, et, dominant tout, l'Eternel est entouré de ses musiciens célestes. Là encore, le style de la grande peinture s'unit à la subtilité du miniaturiste, et on apprend sur l'auteur ce qu'on ne savait point. Il est probable qu'en vieillissant il s'est fait de la foi et du destin humain une idée plus grave, plus sévère, plus proche de celle des médiévaux, que celle dont, bourgeois heureux, il s'était jusqu'alors contenté. On a écrit qu'il ignorait l'inquiétude : on a même osé écrire qu'en cherchant à créer un type de madone bien à lui, il lui avait donné « un air un peu snob ». Si le critique, incompréhensif jusqu'au blasphème, vient ici, laissons-le à son remords ! Certes, Memling a aimé le luxe inouï de la cour de Bourgogne tout en n'en partageant point les mœurs dissolues : il a aimé vêtir ses madones et ses saintes des atours de velours, de satin, de brocarts, de fourrures, qui paraient les princesses. Il a été instinctivement rebelle à la laideur de certains visages qui ne rebutaient ni Van Eyck, ni Van der Weyden avant tout soucieux du caractère : il a senti le prix de la beauté féminine et il a voulu la rendre tout en lui laissant sa destination religieuse. Servant de la grâce mystique, il a eu l'intuition de la grâce profane. Sur

lui est passé un souffle venu de l'Italie, comme cela se voit dans l'adorable *Vierge à l'Enfant* de la collection Gutmann, où, n'ayant presque plus rien de flamand, la madone fait penser à Lippi, à Luini, à Bellini même. Mais ce souffle italien est encore pur du maniérisme qui, après Memling, corrompra l'art bourguignon. Le charme du maître naît de l'union d'une croyance intacte, héritée du moyen âge, et des pressentiments d'une vision nouvelle de la peinture.

Non, certes, il n'y a en lui ni le pathétisme violent d'un Giotto, ni l'extase franciscaine d'un Fra Angelico, ni le tragique d'un Roger ou d'un Bouts. Le temps a passé, l'enfer fait moins peur, la hantise du *Dies iræ* est moins oppressante. Mais c'est encore la foi, devenue l'alliée souriante de l'âme humaine, et la peinture n'est encore que la servante respectueuse de cette foi. Après viendront ceux qui seront « peintres d'abord » et verront dans le sujet pieux un prétexte de beau morceau. Memling n'en est pas là. Il croit, et profondément : mais il est sans terreur, et remercie Dieu de lui permettre, dans la vie périssable, des spectacles si beaux et de lui avoir accordé le pouvoir de les peindre. Son art, facilité par des dons prestigieux, coule comme une source claire de son cœur limpide. Il n'est pas sensuel, il est tendre, et peut-être a-t-il songé à Marie de Bourgogne, sa belle et infortunée souveraine, la fille du Téméraire, tuée à vingt-cinq ans, en dessinant ses saintes graciles, florales, dressant leurs petites têtes d'un galbe délicieux, aux yeux mélancoliques, où se concentrent les songes d'une aristocratie finissante. Sous ce génie toujours égal, il faut deviner la pudeur d'une émotion contenue. Pour Memling, croire n'est plus un ordre, c'est un bonheur. Sans afféterie, il ensoleille la foi.

Décorateur, oui, et inspiré par les opulents cérémonials d'une des cours les plus riches de l'Europe : mais qu'il est attentif, incisif, guetteur d'âmes dans ses portraits d'hommes ! On trouve à cette exposition plusieurs de ces effigies : autant de chefs-d'œuvre. C'est le jeune Martin van Nieuwenhove, les mains jointes au-dessus de son missel, détachant sa fine tête encadrée de longues boucles brunes et son torse moulé dans un justaucorps de velours sombre, sur une fenêtre à vitraux laissant apercevoir le pont et la tour-poudrière du

Minnewater. C'est l'homme inconnu du musée de Bruxelles, au visage replet et pensif, coiffé d'un noir bonnet florentin, et celui du Mauritshuis de La Haye, assez ravagé sous son épaisse chevelure, et le *Guillaume Moreel* de Bruxelles. C'est ce *Giovanni da Candida*, qui gravait les sceaux de Bourgogne, si beau dans son costume sévère : c'est Francesco de Rojas, agenouillé dans sa chambre sur un fond de jardins et de cité, et les inconnus du Louvre et de la collection Bearsted de Londres. On souhaiterait y joindre le *Tomaso Portinari* de New-York, et l'admirable inconnu de la National Gallery, tout pénétré de la grâce toscane. Presque tous prient. Leurs portraits ne sont point d'apparat. Ils ne nous regardent pas ; ils contemplent en eux-mêmes le bienfait de leur oraison. L'artiste qui a ainsi exprimé leur vie intérieure n'a pu qu'être un croyant d'adhésion totale, comme eux, et il a donné un maximum de concentration psychique dans un minimum de décor, comme un Greco devait le faire plus tard avec de tout autres moyens. Mais dans ses triptyques commandés par des donateurs, combien d'autres figures sont aussi des portraits ! S'il a cherché, pour ses saintes, à combiner des éléments mi-réels, mi-arbitraires, il a, pour les autres personnages, pris autour de lui, avec une réalité bien flamande. Et ses effigies féminines sont rigoureusement exactes, au point qu'on en retrouve encore maintenant les modèles dans les béguines et les moniales croisées dans les silencieuses rues brugeoises. Il en est ainsi pour la vieille à hennin et à fourrure du Louvre, pour *Barbara de Vlaenderbergh*, de Bruxelles, la très placide épouse du pieux Moreel, ou encore pour cette exquise figure spiritualisée, si célèbre, de leur fille, Maria Moreel, à laquelle, au XVIe siècle, on ne sait qui a surajouté une énigmatique inscription la qualifiant de « Sibylla Sambetha, persique, née avant les temps du Christ », alors que la tendre Marie est tout le contraire, en sa piété, d'une sorcière de Perse ou d'ailleurs. Elle est la Flandre catholique incarnée ! Elle suffirait à la synthétiser. Mais prenons, pour un seul exemple entre cent, les deux petites figures de la Vierge et de sainte Anne dans la *Présentation au Temple* du triptyque offert par Jean Floreins : nous n'aurons pas fait vingt pas hors du musée que nous les croiserons sur un petit pont ou sur un

de ces quais du Rosaire, des Prêcheurs ou du Miroir, sortant du couvent des Apostolines ou de l'étrange église de Jérusalem. Elles attestent la permanence d'une race dont Memling a fixé les caractères : et elles attestent la pénétrante fidélité de sa vision à l'heure approximative de son cinq-centième anniversaire.

Enfin, nous voyons ici combien il fut paysagiste. Nous avons connu récemment un temps où nos académiques, en reprochant aux impressionnistes leurs horizons bleus comme de provocants paradoxes, prouvaient simplement qu'ils n'avaient jamais regardé les fonds de Memling, de Matsys, de Patinir, de Léonard et de Titien. Memling a observé et chéri le plein air ; il annonce parfois Patinir, le singulier et puissant harmoniste des ciels et des sites de turquoise et de saphir. Dans la *Vierge à l'enfant*, de Haarlem (collection Gutmann), ce tableau un peu italien mais doré comme un Cuyp, il y a un paysage avec maisons qui pourrait être de Ruysdaël ou de Meindert Hobbema, et le grand polyptyque de Lübeck offre aussi, à ce point de vue spécial, d'attachants motifs de réflexion. Il est à peine utile d'insister sur la maîtrise avec laquelle Memling a tiré des accords vigoureux ou délicats du conflit de certaines couleurs imposées, pour les costumes des vierges et des saints, par les exigences du symbolisme chrétien et les règlements ecclésiastiques, ces rouges, ces verts, ces bleus, ces violets que tout peintre devait employer sous peine de refus de la commande par les chapitres, et dont il lui fallait bien s'accommoder. Une série des épisodes de la vie de sainte Ursule, exécutée antérieurement à celle de Memling par un artiste inconnu et conservée par les sœurs noires de Bruges, montre ici combien de telles contraintes peuvent condamner à la discordance un auteur pourtant plein d'un naïf amour. Memling est un grand virtuose des passages de tons, d'une subtile musicalité. Nous sommes habitués aux prouesses picturales des derniers primitifs, à leur matière savante qui a défié les siècles, à leur accumulation de scènes, de motifs, de fantaisies anecdotiques, à leurs inventions ingénues et charmantes, à la luxuriance de leurs imaginations. D'autres que Memling ont eu tout cela, et au même degré. Mais ce qui emporte tout chez lui, c'est la qualité

d'une âme sereinement adorable. Cette exposition a, entre autres charmes, celui de le montrer lié à sa ville, qui est le cadre précieux de ses chefs-d'œuvre. Nous le voyons — et c'est rare, et c'est inappréciable — réellement « chez lui ». Un chez lui qui n'a presque pas changé, où il reviendrait sans trop de surprise. On l'imagine très bien se promenant sur le quai de la Main-d'Or ou dans sa rue du Vlamingdam, son chaperon de drap sombre encadrant son visage calme et mat aux yeux bruns, aux lèvres sinueuses, allant lentement, soigneusement enveloppé dans sa dalmatique ornée de fourrure, échangeant avec les passants des saluts dignement courtois, observant, méditant. Il semble que tout son art soit né, comme ce musée où on l'honore, à l'ombre grandiose de Notre-Dame. C'est vraiment l'âme de Bruges elle-même. Après Memling, il n'y a presque plus rien. Étonnés par l'habileté fleurie des Italiens, auxquels les souverains du Nord demanderont palais, statues, mobiliers et tableaux, les Flamands en viendront à croire qu'ils ne savent rien faire qui vaille, et ils se mettront à l'école des étrangers dans la déroute du vieil idéal gothique. Ysenbrant, David, Matsys, seront des attardés isolés : il faudra attendre longtemps pour voir Bosch, Patinir ou Brueghel restaurer une tradition flamande. A tous les prestiges de Memling s'ajoute donc la nuance de mélancolie d'un adieu. C'est une dernière fleur : mais quelle fleur !

CAMILLE MAUCLAIR

LE MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Voici, pour ceux qui ont pénétré une fois dans la forêt dantesque, un livre extraordinairement curieux et du plus puissant intérêt. M. Masseron l'a intitulé simplement : *Pour comprendre la Divine Comédie* [1]. Mais au vrai c'est le roman de Dante dans l'autre monde. Du moins dans sa première partie, c'est un itinéraire et un horaire. La seconde partie est un commentaire pénétrant et souvent exquis. Toute l'analyse de la poésie dantesque est très savoureuse. Et on ne lira pas sans émotion les pages délicieuses que M. Masseron a écrites sur le Paradis. De même qu'on ne lira pas sans une curiosité amusée sa conclusion, qui est l'histoire posthume des reliques de Dante.

L'itinéraire de la Divine Comédie est plein de surprises, même pour ceux qui croient connaître le poème, mais qui ont attaché plus d'importance aux vers qu'aux lieux et aux temps. C'est réellement une aventure nouvelle qui apparaît au lecteur. Je voudrais en donner quelque idée, en résumant l'étonnante excursion en enfer.

Le jeudi saint 7 avril 1300, Dante s'aperçut qu'il avait perdu la droite voie, et il passa dans la forêt, qu'il nous dit si âpre, la nuit du 7 au 8. Le matin du vendredi saint, il commençait à en sortir en gravissant la colline de béatitude, quand il rencontra un joli animal, tacheté, léger, agile, qui lui barra la route. Dante le nomme *Lonza*, mais on ne sait ce que c'est :

1. Desclée et de Brouwer.

once, lynx, panthère, léopard. Deux autres animaux viennent à l'aide du premier : un lion, la tête haute et menaçante, une louve au flanc maigre, chargée de tous les désirs. Au moment d'être rejeté par eux dans la forêt, Dante aperçoit une forme humaine, silencieuse et impassible. Il pousse un cri : « Aie pitié de moi, qui que tu sois, ombre ou homme vivant ! » C'est l'ombre de Virgile. « Homine ne suis, homme je fus », dit-elle. Et encore : « Pourquoi retournes-tu à tant d'angoisse ? Pourquoi ne gravis-tu pas la colline de béatitude, principe et cause de toute joie ? » Dante montre les animaux qui lui interdisent la route. « Il faut prendre un autre chemin », dit Virgile. Et le guidant par un chemin qui pénètre on ne sait où dans la terre, il arrive avec lui, le soir du vendredi saint 8 avril, à une porte où ils lisent la terrifiante inscription : « Par moi, l'on va dans la cité dolente... Vous qui entrez, laissez toute espérance. » Les voyageurs franchissent le seuil. Ils sont en enfer.

C'est un entonnoir souterrain, un cône renversé dont l'axe percerait l'écorce à Jérusalem, et dont le sommet coïncide avec le centre de la terre. L'entonnoir est fait de neuf cercles concentriques, de plus en plus étroits, de plus en plus profonds, de plus en plus douloureux. Mais avant eux on rencontre un vestibule, ce qui porte à dix le nombre des divisions de l'Enfer. Ce vestibule est rempli de la foule immense des lâches : « La miséricorde et la justice les dédaignent ; ne discourons pas d'eux, mais regarde et passe. » L'oubli convient à ces âmes sans courage : une seule est désignée, celle qui fit le grand refus. C'est le pape Célestin V, qui abandonna le trône de Saint-Pierre à Boniface VIII, ennemi acharné de la politique florentine. Il n'y a qu'une difficulté à la damnation de Célestin V : c'est qu'il a été canonisé en 1343. Peut-être Dante l'ignorait-il.

Le vestibule franchi et l'Achéron passé (on ne sait comment, car Dante s'était évanoui), on arrive au premier cercle, qui est celui des limbes ; là sont les âmes qui n'ont pas été rachetées par le baptême. Un château à sept portes, entouré de sept murailles, sert de séjour aux héros et aux sages de l'antiquité. Là sont Homère, Horace, Lucain, le poète de Pharsale. Là sont Saladin et Averroès. Au delà commence le véritable

enfer, celui des criminels. Au seuil du second cercle se tient Minos. « Ce singulier magistrat, dit avec humeur M. Masseron, rend ses sentences d'une façon fort singulière et qui ne contribue que faiblement à nous donner une haute idée de sa procédure criminelle : il se ceint de sa queue autant de fois que l'âme doit descendre de degrés. » Quand arriva Guido da Montefeltro, qui est dans le huitième cercle, Minos « enroula huit fois sa queue autour de son dos rude et se la mordit de rage ». Ce second cercle est celui des pécheurs de la chair, qui ont fait céder la raison à la convoitise : c'est celui de Paolo et de Francesca.

Avant d'aller plus loin essayons de comprendre le sens de cette topographie et, si l'on peut dire, de cette structure morale de l'Enfer. Ici ce n'est plus Dante qu'il faut consulter, c'est saint Thomas, dans son commentaire sur l'*Ethique* d'Aristote. Saint Thomas distingue les mauvaises dispositions qui empêchent de faire le bien de celles qui poussent à faire le mal. Dans ces dernières, il faut distinguer encore : les unes poussent l'homme à son propre désordre, les autres le poussent à nuire à autrui.

Dante suit exactement cette doctrine et distribue les péchés en trois grandes catégories, par ordre de gravité croissante. La disposition qui empêche le bien, c'est la lâcheté. La disposition qui pousse l'homme au désordre, c'est l'incontinence : d'elle relèvent les luxurieux du deuxième cercle, les gourmands du troisième, les avares et les prodigues du quatrième. La disposition qui pousse l'homme à nuire, c'est l'injustice : d'elle relèvent les violents du cinquième cercle.

Quant aux peines, elles sont régies par la loi du talion. Les lâches du vestibule, pour avoir été insensibles à la voix de leur conscience, sont aiguillonnées par un essaim de guêpes. Ils courent nus, ruisselants de sang et de larmes. Dans le second cercle, ceux qui se sont abandonnés à l'ouragan de la passion sont emportés par une tempête éternelle. Dans le troisième cercle, les gourmands, hurlant comme des chiens, sont couchés dans une boue fétide, sous une pluie froide et lourde. Dans le quatrième cercle, les avares et les prodigues, répartis en deux files, roulent d'énormes poids, symboles de leurs trésors.

Les étoiles déclinent ; nous sommes au matin du samedi saint. Ayant traversé le quatrième cercle, Dante et Virgile arrivent à une eau sombre qu'ils suivent à main gauche et qui forme un marais : c'est le Styx. Dans ce bourbier sont plongés ceux qui ont péché par colère. « On les voit surgir, les traits bouleversés, se frappant, se déchirant, enfonçant même l'un d'eux dans le noir bouillon ». Les voyageurs arrivent à une tour, d'où des signaux lumineux appellent le nautonier Phlégias, qui fait traverser le marais aux deux poètes et les mène jusqu'à la cité de Dité. Ici, nous arrivons dans une nouvelle partie de l'Enfer. Entre le cinquième et le sixième cercle en effet, il n'y a pas, semble-t-il, de différence de niveau, mais seulement une muraille de fer, qui sépare le Haut-Enfer du Bas-Enfer ou cité de Pluton. L'entrée de cette partie inférieure de l'Enfer est d'abord refusée aux voyageurs ; mais un envoyé du ciel intervient, et ils entrent dans un cimetière, qui rappelle les Aliscamps. C'est dans une de ces tombes de feu, séjour des hérésiarques, qu'ils voient Farinata, hautain et méprisant l'enfer.

Pourquoi les hérésiarques sont-ils là ? Sans doute parce que les péchés punis dans la cité de Dité sont les péchés d'élection (tandis que les péchés punis jusqu'ici étaient des péchés de passion). Et l'hérésie est essentiellement un péché d'élection, une violence contre la vérité révélée. Nous arrivons dans un domaine de péchés particulièrement graves. Pour passer du sixième au septième cercle, il faudrait descendre une falaise à pic. Cette descente ne peut se faire qu'en un point, sur des éboulis gardés par le Minotaure. Ces éboulis sont l'effet du tremblement de terre qui accompagna la mort du Christ. Étant sous Jérusalem, nous sommes à l'épicentre de ce tremblement de terre. Dans ce chaos de rochers, Virgile dégringole avec son compagnon, et il arrive au septième cercle au bord du Phlégéton.

C'est un fleuve de sang bouillant sur les rives duquel galopent les Centaures. Ce sont des démons, mais serviables et obligeants. Chiron délègue Nessus pour guider les voyageurs. Dans le Phlégéton sont torturés ceux qui ont exercé la violence contre le prochain, et les tyrans s'y trouvent avec les détrousseurs de grand chemin. Il n'y a de différence que dans la gra-

vité des crimes, et celle-ci détermine le niveau où les criminels sont immergés, celui là jusqu'au sourcil, celui-là jusqu'aux chevilles. Pour trouver un gué, les voyageurs font un détour à gauche, et Nessus transporte Dante en croupe.

De l'autre côté du fleuve, nous entrons dans une subdivision du septième cercle, où ceux qui ont usé de violence contre eux-mêmes, privés de la forme humaine puisqu'ils y ont attenté, forment une forêt gémissante de bois saignant et sans feuilles. Au bout de cette forêt est une lande sablonneuse où tombent des flocons de feu ; ils neigent sur les blasphémateurs, qui ont péché par violence contre Dieu, et sur les sodomites qui ont péché par violence contre la nature. Dante leur assimile les usuriers comme il assimilait, tout à l'heure, les dissipateurs aux suicidés, le supplice des dissipateurs étant d'être chassés par des chiennes noires. Il est évident que le poète tient en haute estime les biens de ce monde.

Il faut maintenant descendre au huitième cercle. Le transporteur sera le monstre Géryon. Dante, grelottant de peur, prend place sur ses épaules. Et il arrive ainsi aux Malebolge, dix fosses concentriques, l'enfer de la fraude. Les voyageurs passent sur les digues qui entourent les fosses et sur les ponts qui les enjambent. Regardant de haut en bas, ils voient d'abord deux files de damnés courant en sens inverse sous le fouet : l'une est faite de séducteurs de femmes, l'autre de ruffians. Dans la seconde fosse, Dante voit du second pont les flatteurs plongés dans une fiente de latrines. Dans la troisième fosse, les simoniaques sont enfoncés la tête en bas dans des trous et couverts de flammes. Le même trou sert pour les papes successifs. Quand le poète survient, Nicolas III, qui endure pour le moment le supplice, croit que Boniface VIII vient prendre sa place et il prophétise encore l'arrivée du successeur de Boniface VIII, Clément V. Trois papes damnés en quelques vers ! Dans la fosse suivante sont les devins, qui, pour avoir prétendu voir l'avenir, ont, maintenant, la tête tournée à l'envers et pleurent dans leur dos. A ce moment, le soleil se lève ; il peut être six heures du matin, le samedi Saint.

M. Masseron nous dit que la fosse suivante, les concussionnaires « rôtissent dans la poix bouillante ». En quoi il se montre plutôt subtil commentateur que bon cuisinier. Mais

ici, Virgile et Dante ont une aventure assez grave. Le pont entre la cinquième et la sixième digue est rompu, et les voyageurs ont une algarade avec les démons qui les escortent. Virgile, saisissant Dante dans ses bras, se laisse glisser avec lui au fond de la sixième fosse, où les diables, rivés à l'endroit où ils sont de service, ne peuvent pas les poursuivre. Dans la sixième fosse sont les hypocrites, écrasés sous des chapes dorées, qui sont en plomb.

Et maintenant, comment sortir de ce trou ? Ils y arrivent par des éboulis ; Dante, essoufflé, veut s'asseoir, mais Virgile le morigène et ils arrivent à la digue qui domine la septième fosse, celle des voleurs, aux prises avec des serpents. La fosse suivante est éclairée d'innombrables feux : ces feux enferment les âmes des mauvais conseillers. Dans la neuvième, les semeurs de discorde sont taillés et dépecés. Enfin, la dernière fosse enferme les falsificateurs : ceux qui ont falsifié les métaux sont galeux ; ceux qui ont falsifié les personnes sont fous furieux ; ceux qui ont falsifié les monnaies sont hydropiques ; ceux qui ont faussé la vérité sont brûlés de fièvre. Reste à expliquer la terrible sévérité de Dante pour les fraudeurs. Il nous en a donné lui-même la raison. « Toute injustice fait tort à autrui, dit-il, soit par la force, soit par la fraude. Mais parce que la fraude est le propre de l'homme, elle déplaît davantage à Dieu. »

Nous voilà sortis de l'épouvantable cercle des Malebolge. Ou plutôt, nous voilà sur son bord intérieur, sur la margelle qui domine le neuvième cercle, et où est fichée toute armée de géants. L'un d'eux, Antée, sur la promesse qu'il sera célébré par Dante, prend les deux voyageurs dans ses mains puissantes et les dépose au dessous de ses pieds. Nous voici au fond de l'Enfer, dans le cercle des traîtres, sur le lac glacé du Cocyte. Ce cercle est plein de Florentins ; c'est là qu'Ugolin ronge le crâne de l'Archevêque de Pise. Au centre se trouve le monstrueux Lucifer, aux ailes battantes de chauve-souris, gelé et effondré, privé de vie, privé de mort, Lucifer aux trois faces, une rouge, une jaunâtre et une noire, et dont les trois gueules broient éternellement Brutus, Cassius et Judas. Nous sommes toujours le samedi saint, à sept heures du soir. « Il faut partir, dit Virgile, nous avons tout vu ».

Alors commence un extraordinaire exercice de gymnastique. Lucifer, ver ignoble qui perfore l'univers, appartient par le torse à l'hémisphère boréal, par les jambes à l'hémisphère austral. Virgile, ayant Dante à son cou, descend le long des poils du démon. Arrivé aux hanches, il pique la tête en bas, et commence à monter. Dante n'a rien compris. Mais il voit maintenant Lucifer la tête en bas. Les voyageurs ont franchi le centre de la terre et s'élèvent vers les Antipodes. Du même coup, ils ont rétrogradé dans le temps et se trouvent de nouveau au samedi matin. Ils s'engagent dans un long chemin qu'ils gravissent pendant vingt-deux heures, perçant toute l'épaisseur de l'hémisphère austral. Et ils sortent par un pertuis rond, sous les étoiles, au pied de la montagne du Purgatoire, le matin de Pâques.

*
* *

M. Tristan Derème, qui est un écrivain plein de grâce et de finesse a fait suivre la *Tortue indigo* par l'*Onagre orangé* [1] ; et de peur que le lecteur ne soit surpris en voyant passer tout à tour deux animaux si inégaux de vitesse et si différents de couleur, il l'a averti de son dessein. Ayant fait son remerciement, il définit ses livres : « Ces livres que j'ai entrepris de parer des couleurs de l'arc-en-ciel, en ornant de chacune d'elles le nom de quelque animal familier ou peut être mystérieux, et où, vous le savez, nous ne nous entretenons que de poésie et singulièrement d'art poétique, en mêlant nos remarques aux humbles aventures de la vie quotidienne ».

M. Derème nous fait entendre les propos qui se tiennent dans une société d'amis. Sur le compte de ses personnages, il est très discret, et peut-être un peu trop pour notre plaisir. Tandis qu'ils parlent, nous aimerions les voir de nos yeux. Au cours des cent premières pages, seul M. Théodore Decalandre est aperçu par nous un instant, dans l'autobus Passy-Bourse, par une chaude journée, où, les vitres étant baissées, sa longue barbe blanche flotte par la fenêtre. Nous savons que M. Decalandre vit parmi les livres, au fond de retraites provinciales, « dans une longue méditation qui l'eût depuis longtemps jeté

1. Grasset.

dans la mélancolie, si je ne sais quelle gaieté n'éclatait au fond de lui-même, dès qu'il rencontre quelque personne et qui lui parle .» Nous le voyons qui va parler, le doigt levé, d'un ton grave, mais souriant. Il a le goût de l'improvisation et une habileté incroyable à composer sur-le-champ de petits vers. Mais il faut renoncer à se représenter M. Polyphème Durand, et même la charmante madame Baramel, dont on sait seulement qu'elle est blonde et qu'elle fait de la tapisserie. Il y a enfin un esprit qui va jusqu'aux extrêmes limites de la fantaisie. Malheureusement, c'est l'esprit d'un mort, l'oncle de M. Decalandre. Et comme son neveu rapporte des propos qu'il lui tenait dans son enfance, nous ne savons trop si les paroles de l'oncle ne sont pas des rêves du neveu, ou si le premier n'emmenait pas l'autre, encore crédule, au pays des chimères en le mystifiant un peu.

« Nous étions assis sous les saules, dans l'herbe heureuse de septembre, au bord de la Minacre, dont l'eau transparente était pleine de soleil. Cette rivière n'est pas plus large que les chemins de nos campagnes ; à quelques mètres au-dessus de nous, elle chantait sur les cailloux, tandis qu'un peu plus bas, elle se trouvait tout envahie d'un peuple de roseaux. » Dans cet aimable paysage, les amis de M. Derème trouvent dans les jeux de la poésie d'inépuisables délices. Ils savent un nombre infini de vers, depuis *Théodore* jusqu'au *Moïse sauvé*. Ils les citent, ils les assemblent, ils les comparent, ils les mettent en morceaux. Comme ils sont à la fois poètes sensibles et excellents versificateurs, ils s'amusent aux jeux les plus osés. Pendant longtemps, j'ai vu pendu au plafond, dans un journal où j'écrivais, un poisson auquel on avait ajusté le bec d'un toucan. M. Derème a de ces fantaisies de créateur. Il ajuste, sans qu'on s'en aperçoive, du Saint-Amant à du Leconte de Lisle. Il se divertit à changer toutes les rimes d'un poème célèbre, changeant les masculines en féminines, et réciproquement. Tout le début de l'*Epître à Lamoignon* est ainsi maquillé d'une main légère :

C'est là, cher Lamoignon, que mon esprit tranquille
Met à profit les jours que la Parque me file :
Ici dans un vallon, bornant tous mes désirs,

J'achète à peu de frais de solides plaisirs.
Tantôt, un livre en main, errant dans les prairies,
J'occupe ma raison d'utiles rêveries.

Tel est le texte de Boileau. Il devient :

C'est là, cher Lamoignon, que mon tranquille esprit
Dispose de mes jours et les met à profit :
Ici, dans un vallon bornant le vaste monde,
Je goûte, à peu de frais, la paix la plus féconde.
Tantôt, un livre en main, dans le calme des prés,
J'occupe ma raison de songes mesurés.

Quelque varié que soit cet amusement, M. Derème nous trompe en nous disant qu'il en a fait tout son livre. Mille souvenirs viennent à l'esprit de ses personnages. Et le petit conte que nous fait M. Decalandre de son vieux chien pendu est une émouvante bucolique. Comment jouer si délicatement avec les mots sans que les choses elles-mêmes apparaissent et répondent à leur nom? Comment étaler le prisme de la poésie sans que la vérité s'y recompose aussitôt? M. Derème s'amuse à rêver, à extrapoler sur la chanson des *Aventuriers de la mer :*

En partant du golfe d'Otrante,
Nous étions trente ;
Mais, en arrivant à Cadix,
Nous étions dix.

Il extrapole :

Quand nous partîmes d'Abbeville
Nous étions mille ;
Mais, en arrivant devant Dreux,
Nous étions deux.
Quand nous partîmes de La Châtre,
Nous étions quatre ;
Mais, en arrivant à Verdun,
Nous n'étions qu'un.

Et, tout à coup, il s'avise que cette diminution constante dans le nombre des compagnons est bien triste. Il se dit que c'est la loi de la vie : « Nous sommes tous rameurs dans quelque équipage et, d'année en année, et comme de port en port, nous nous comptons les uns les autres. Il suffira bientôt des doigts d'une seule main pour savoir combien nous sommes. Beaucoup tombèrent à la mer ; d'autres changèrent de navire, et nous ne savons même plus où ils sont, ni s'ils vivent. C'est un émouvant et mélancolique voyage ! Et que de gens autour de nous qui chantent à tue-tête... pour ne songer point à cette barque où ils sont emportés et qui va plus loin que Cadix... »

*
* *

Le docteur Mondor a réuni, en appelant son livre : *Hommes de qualité* [1], quelques éloges et quelques discours. C'est un grand sujet de curiosité, pour ceux qu'il faut bien appeler du nom affreux de littérateurs, de lire ceux-là qui sont seulement des écrivains, je veux dire ceux qui écrivent sans en faire métier. Mais ici, il se produit souvent un malentendu. Un savant qui fait un livre, ou surtout un discours, est tenté de se piquer au jeu et de montrer que lui aussi, sait dompter le style, manier les serpents et passer dans les cerceaux. Les professionnels, au contraire, peu curieux de les voir exécuter ces exercices, sont avides de connaître leur pensée, leur idée de la vie, la forme de leur raisonnement. Et nous attachons plus de prix aux qualités cachées dans leurs écrits qu'aux ornements qu'ils y ont mis.

Je ne sais pourquoi cette idée me vient quand je parle du docteur Mondor, car c'est un reproche qu'il ne mérite pas, ou à peine. Et les études qu'il a consacrées au professeur Lecène, à Duhamel, à Valéry, quoiqu'écrites avec beaucoup d'art, sont des merveilles de lucidité, de souple intelligence, de bonheur dans l'expression. C'est peut-être par ce bonheur que le docteur Mondor se classe le plus incontestablement parmi les écrivains. Il a, pour dire les choses, une habileté faite de finesse et de justesse, de profondeur et de pittoresque. Écoutez-le quand il retrouve, dans Duhamel, les qualités de

1. N.R.F.

savants. « L'avidité et l'acuité de l'attention, de l'enregistrement, la plus sensible compréhension, le goût de méditer dans la solitude et de persévérer sans impatience, la passion militante du vrai, l'inquiétude du destin de l'espèce, l'intelligence du cœur, les illuminations de la sympathie, la compétence et la jouissance du dévouement, les eussiez-vous eus à ce haut degré, si vous aviez été privé de l'éducation scientifique et de l'expérience médicale de votre jeunesse ? »

Le lecteur, en lisant ces lignes, est tenté, par un juste retour, de s'adresser à l'auteur et de lui dire : « Écririez-vous avec cette subtile exactitude et avec ce sens chaud de la phrase vivante, sauriez-vous ainsi enfoncer le mot juste au point qu'il faut et découvrir d'une main si déliée l'anatomie profonde de la pensée, si vous n'étiez pas un des premiers chirurgiens de ce temps ? Et quel scrupuleux opérateur ! Vous hésitez à tailler dans une phrase ; si compliquée qu'elle soit sortie des mains de la nature, vous la mettez en place sans en avoir rien retranché. » Au delà de ces qualités d'exécutant, comment ne pas aimer ces analyses, ces portraits composés avec une sûreté et une souplesse extrêmes, un art aussi de modeler la figure vivante ? Il y a quelques pages sur les diverses catégories de lecteurs, d'une virtuosité et d'une précision extraordinaires. Et tout à coup, quand il s'agit d'un maître aimé et vénéré, une émotion profonde donne à ce style sa palpitation et son rythme.

HENRY BIDOU

PARMI LES LIVRES

Studien zur deutschen Geistesgeschichte
(Études sur l'histoire de l'esprit allemand),

par **Alfred Baümler** *(Junker et Dünnhaupt, à Berlin).*

L'ouvrage de M. Baümler est composé d'une suite d'études dont les dates de publication s'échelonnent entre 1922 et 1937. Elles ont pour sujet, comme l'indique leur titre général, l'histoire de la pensée allemande. Elles embrassent une période qui va du moyen âge à nos jours, de l'art gothique à la *Weltanschauung* national-socialiste, en passant par Winckelmann, Kant, Hegel, Kierkegaard, Bachofen et Nietzsche.

Baümler a cette qualité propre à tout penseur authentique : le pouvoir de stimuler l'intellect de son lecteur, d'entraîner celui-ci à réfléchir au delà du sens formel fixé par le texte, bref : de donner à penser. Il est considéré comme un des maîtres théoriciens du IIIe Reich. C'est, certainement, un esprit des plus distingués, et d'une vaste culture. Son livre abonde en vues souvent pénétrantes. Ainsi : sur l'art grec, sur l'art gothique, sur l'éthique de Kierkegaard, sur ce qui opposait celle-ci au système de Hegel, etc.

Mais c'est quand il parle de Nietzsche qu'il retient le mieux notre attention : à cause, évidemment, de « l'actualité » d'un tel sujet. Baümler est un de ceux qui ont le mieux mis en évidence tout ce qui, dans les doctrines du maître de Sils-Maria, annonce le national-socialisme. Et il a le mérite d'avoir été lui-même un précurseur en cette matière. Son essai le plus intéressant sur l'aspect « nazi » de la philosophie nietzschéenne a paru deux bonnes années avant l'avènement du nou-

veau régime. Cependant, les études postérieures à cet avènement sont déjà d'une pensée moins hardie, d'une forme plus embarrassée. Une nouvelle preuve — s'il en était besoin — de l'impossibilité, on pourrait dire congénitale, où se trouvent les régimes dictatoriaux d'assurer l'existence d'une pensée libre. Même si le penseur est *sincèrement* de l'avis de ses chefs politiques, ses affirmations sont privées de valeur objective aux yeux des tiers, puisque, s'il avait été d'une opinion contraire, il n'eût pas été libre de le dire.

Aussi, l'étude sur Nietzsche que M. Baümler a publiée en 1930 est-elle plus intéressante que la suivante, datée de 1934. Dans la seconde, s'il souligne tout ce qui peut permettre aux nationaux-socialistes de se réclamer de Nietzsche, il passe sous silence ou « minimise » les arguments qu'on peut trouver, chez le même Nietzsche, contre le régime actuel de l'Allemagne.

Dans l'étude de 1930, M. Baümler nous donne cette citation du philosophe, et il en souligne le caractère prophétique :

« Ce que je raconte, écrivait l'auteur de *Zarathoustra* en tête de son dernier ouvrage, c'est l'histoire des deux prochains siècles. Je décris ce qui va arriver, ce qui ne peut pas ne pas arriver : l'avènement du nihilisme. »

Et M. Baümler d'ajouter, en 1930 :

« Qui oserait nier que le nihilisme ne soit déjà là, que l'Europe ne soit lasse, qu'elle ne croit plus en elle-même ? »

Or, dans un ouvrage remarquable que M. Hermann Rauschning, ancien national-socialiste et président du Sénat de Dantzig, a écrit sur le régime hitlérien, l'auteur définit ce régime comme : *la révolution du nihilisme*. Voilà qui donne à la vaticination de Nietzsche une éclatante confirmation, encore que M. Baümler, s'il est bon nazi, ne veuille peut-être plus en convenir.

On appréciera cependant sa lucidité à ce jugement qu'il porte sur la mission antichrétienne de Nietzsche. Celui-ci, nous dit-il, a su reconnaître l'importance du christianisme pour le maintien de l'unité de l'Europe :

« Supprimez le christianisme et vous supprimez l'Europe. Il n'y a donc que deux issues possibles : L'Europe revient dans le sein de l'Église, et nous assistons au début d'un nouveau moyen âge ; ou bien elle va jusqu'au bout sur la voie de la Réforme. Mais cette voie conduit à *Zarathoustra*[1]. »

1. C'est-à-dire au surhomme, à l'homme d'action qui se situe par delà le bien et le mal.

Et encore :

« La culture de la vieille Europe a été formée de ces trois éléments fondamentaux : le christianisme, l'humanisme romain et le rationalisme scientifique. On n'estimera à sa juste valeur l'extraordinaire hardiesse de Nietzsche que lorsqu'on aura compris qu'il a osé déclarer la guerre, simultanément, à ces trois traditions, à cette Europe, synthèse de l'intériorité chrétienne, de la culture romaine et de l'esprit scientifique. »

Répétons-le, parce que cela à son importance : ces lignes ont été écrites en 1930. Quand on voit le régime actuel de l'Allemagne déclarer, lui aussi, la guerre à la fois au christianisme, à l'humanisme et à la science objective, on comprend que Baümler ait le droit de revendiquer pour ce régime la paternité nietzschéenne.

Ailleurs, il nous montre comment Nietzsche a sauté par dessus vingt-quatre siècles de pensée humaine, pour rejoindre, au delà de Périclès, de Platon et de Socrate, la Grèce archaïque. Tel est le sens qu'il faut donner au symbole nietzschéen de Dionysos. L'*Origine de la Tragédie* est essentiellement antisocratique :

« Le principe dionysiaque, écrit Baümler, est pessimiste et tragique, il se manifeste dans le goût de la destruction. Le principe socratique est rationaliste, joyeux, optimiste, non-héroïque. L'apparition de Socrate est un des plus importants événements de l'histoire universelle. Elle marque l'avènement au pouvoir de l'homme non-héroïque, de la conception du monde non-dionysiaque. »

Nietzsche oppose le mythe « sémitique » et féminin du péché originel au mythe « aryen » et masculin du « criminel » (*der Frevler*), tel qu'il s'incarne dans le personnage de Prométhée. Pour le héros prométhéen — selon Nietzsche — tout acte, même le crime, trouve sa justification en soi-même. C'est pourquoi l'homme agissant se situe par delà le bien et le mal.

Est-il besoin de relever combien il est gratuit de refuser la qualité de héros à un Socrate buvant la ciguë, à Jésus acceptant de mourir sur la croix ? Mais, par ailleurs, on sera frappé de la justesse du point de vue qui assimile le « héros » nietzschéen à un criminel et lui attribue, comme trait distinctif, l'appétit de la destruction. M. Rauschning, que nous citions tout à l'heure, s'applique à mettre en évidence les puissances de destruction pure que contient l'hitlérisme.

M. Baümler, penseur courageux — et c'est son mérite — nous permet ainsi de prendre une notion claire de l'homme nietzschéen et, par voie de conséquence, du national-socialiste. Sachant avec exactitude ce qu'est ce héros nietzschéen il nous est possible de le confronter avec

le héros chrétien. Celui-ci, tel qu'il s'incarne dans le martyr, ne met en jeu que sa propre existence, il ne menace la vie de personne, il ne verse d'autre sang que le sien. C'est pourquoi son sacrifice est le seul entièrement fécond.

La philosophie dite « nietzschéenne », si elle était intégralement mise en pratique, conduirait au résultat exactement contraire de celui qu'elle se flatte de viser : à la sélection des médiocres, à la confusion des valeurs, à la destruction et au chaos ; en un mot à ce *nihilisme* dont Nietzsche prévoyait l'avènement, sans se douter qu'il pourrait être la conséquence de l'application de ses propres doctrines.

ARMAND PIERHAL

PARIS...
d'hier et d'aujourdhui

SUR LES BUTTES-CHAUMONT

Les Parisiens sont de eur quartier et ils l'aiment, l'un amour parfois exclu- if. Faut-il avec certains ir dans ce culte local le uvenir d'un Paris naguère it de petites villes juxta- osées ? Comme d'autres, y faut-il trouver que effet naturel d'habitudes ie prises dans notre ac- eillante cité par tout habitant, it-il Turc hier ? Les jardins Paris, anciens et nouveaux, euvent fournir argument à tous. Seul, notre bois de Boulogne jouit une popularité universelle évi- emment due aux courses de che- ux et aux revues de militaires. ous nos autres parcs sont à leur artier. Le bois de Vincennes, core si vaste, si agreste, si pre- nt malgré les entreprises du nie militaire, appartient au fau- urg Saint-Antoine. Le Luxem- urg, si noblement ouvert à s, est, en fait, réservé aux diants et aux bourgeois de Saint-Sulpice. Que dire des autres, Montsouris ou Montceau, square des Batignolles ou jardins du Trocadéro ?

Pour les Buttes - Chaumont, l'épreuve est facile. Interrogez au hasard dix Parisiens étrangers au XIXe arrondissement : « Où est-ce ? Y avez-vous été ? » Vous serez vite édifié sur le caractère local de ce beau jardin.

Car c'est un très joli parc, fort bien placé, agréablement dessiné, planté d'essences variées. C'est même,

à Paris, l'une des réussites du Second Empire. Ce régime, nous le savons, a fort bien arrangé le bois de Boulogne mais que d'autres erreurs ! Le bois de Vincennes tronqué, peuplé de cartoucheries et de polygones de tir ; le Luxembourg amputé de la pépinière des Chartreux ; le Monceau de Philippe-Égalité en grande partie aliéné au profit des spéculateurs. J'en passe.

Au fait, ici, il n'y avait rien à gâcher. Nous sommes sur la ligne des hauteurs qui contenaient, au nord, le lit ancien de la Seine, Charonne, Ménilmontant, Belleville ; avant Montmartre il y a là une rupture par quoi l'on a fait passer les canaux de Saint-Denis et de l'Ourcq : le « col de La Chapelle ». C'est par là que passèrent — après tant d'autres déjà — les Celtes allant d'Orléans à Soissons ; là, les légionnaires de César et de Julien ; là, Jeanne d'Arc assiégeant en vain Paris ; là, les Allemands et les Russes de Schwarzenberg, poursuivant les armées de Napoléon. Pour défendre Paris, en 1814, il y avait les marins de la garde impériale, les élèves de Polytechnique, Mortier, Marmont et le roi Joseph dont le quartier général était rue de Clignancourt. Cette capitulation-là fut signée au Petit Jardinet, un cabaret du quai de la Loire, il y a eu tout juste cent vingt-cinq ans, le 30 mars dernier.

Sur ces buttes crayeuses l'herbe était rare (Chaumont, mont chau calvus mons), *mais, vingt siècl durant, on y exploita, n'im porte comme, le plâtre, surtout a versant ouest, vers Montmartre. E bas, sur l'emplacement du marc de la Villette (rue de Meaux, 46 un gibet garda jusqu'à la fin l'ancien régime le souvenir du to voisin Montfaucon où pendire Marigny, Semblançay, Colign Relisez Villon, Marot, d'Aubign voire Banville.*

On avait si bien creusé que, so Louis XVI, tout s'éboulait. Le se vice des carrières, spécialement in titué à cet effet, dut « foudroyer — ou faire sauter à la poudre — les failles qui engloutissaient mo tons et pastoures. Cependant, ce taines exploitations subsistèrent, c les documents de la bibliothèq de la Ville montrent qu'au mome où l'on créa le parc, une « Soci civile des Buttes Chaumont » re rait encore, bon an, mal an, c terrains qu'on lui racheta — tre hectares et demi — pour 60 0 francs-or, environ, de plâtre, mar et glaise. Sur ces écroulements ces décharges publiques, vers la du règne d'Haussmann, Nap léon III créa un « poumon Paris » par où la ville respire enco

Ce vaste triangle curviligne s'i cline entre Belleville — rue Tunnel —, la mairie du XIXe rondissement et l'avenue Boliv entre les rues de Crimée, Mar et Botzaris ; le métro y mène.

rands frais, Alphand a constitué es buttes, des rochers, creusé des acs, lancé des ponts suspendus, onstruit des « fabriques » dont la lus célèbre est, au sommet du arc, un « temple de la Sibylle ». Les jardiniers municipaux ont vêtu es pentes des feuillages les plus ivers, du rouge bronze au blanc : e printemps est délicieux, aux Buttes. Du temple, par la tranchée de la rue Édouard-Pailleron, s'offre a vue la plus inattendue de la butte Montmartre et, au nord, celle des ollines de la deuxième ceinture u « bassin parisien ». Le public st tranquille, mères et nourrissons uxquels viennent se mêler, les same-is après-midi, quelques amoureux.

A ce public familier, il n'est uère besoin d'indiquer les charmes es Buttes ; quant à y mener des ouristes autres que quelques curieux u Paris de toute espèce, à quoi on ?

Il y aurait plus et mieux à faire, emble-t-il, pour les Buttes Chaumont. Peut-être, d'abord, intéresser es visiteurs. A l'Histoire ? C'est affaire de quelques inscriptions, oire d'une ou deux stèles ou statues. Ce serait probablement un peu froid.

Mieux encore, à la Géographie historique ? Les « sciences » nt un grand prestige. Ce ne serait ans doute pas en vain qu'une table d'orientation montrerait au passant le rôle que jouèrent et que jouent encore dans la vie de son fleuve — c'est-à-dire en sa propre vie — les collines qu'il foule. Peut-être même, puisqu'il suit avec tant d'attention de ce belvédère, sur tout Paris, les feux d'artifice tirés pour la « fête nationale », pourrait-on songer à jalonner les collines de sa ville, nord et sud ? La rénovation des feux traditionnels de la Saint-Jean, qui se répondraient si bien de Chaillot à Montmartre, de Belleville à Charonne, de la Butte-aux-Cailles au Mont-Sainte-Geneviève commencerait le mouvement que scellerait l'établissement de phares balisant Paris.

Chose plus importante encore, on pourrait, en traçant puis en exécutant peu à peu un plan raisonné, donner à ce beau parc, outre son public diurne, un immense public permanent. Faisant le tour des Buttes, on est stupéfait de constater que sur ces ombrages, ces allées, ces constructions si coûteusement établies s'ouvrent surtout des ateliers et des hangars. Peu de logements, alors que tant de Parisiens n'ont pour horizon que la fenêtre du voisin d'en face !

Quel absurde gâchage ! Depuis toujours, les conseillers municipaux du cru auraient dû penser à cela et non pas à la Chine ou à la Russie. Un plan arrêté devrait, à chaque occasion, obliger à récupérer quelque parcelle de terrain et à y élever

une maison ouvrant tous ses yeux sur les arbres et les eaux.

Devrions-nous souhaiter à cet effet, une fois de plus, un directeur général des Beaux-Arts doté des attributions parisiennes des « Directeurs des Bâtiments du Roi » ? un préfet de la Seine encore mieux doté de pouvoirs ?

Voilà bien de la politique — au sens étymologique du mot — Candide l'eût déjà conseillé : il faut plutôt visiter notre jardin.

PIERRE D'ESPEZEL

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Rédacteur en Chef de la Revue de Paris, *114, avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

LE MARCHÉ FINANCIER

Je ne surprendrai pas en disant que la Bourse vient de traverser — et traverse encore — une période d'inactivité prolongée. Inutile d'en établir les motifs, sinon raisonnés, tout au moins réels, ce serait pur verbiage.

Procédons par comparaison. De ce qu'une Maison de Commerce est fermée, on ne peut conclure forcément qu'elle est inactive. Elle peut procéder à sa réfection, matérielle et morale. Elle peut aussi effectuer son inventaire. Besogne non seulement utile, mais indispensable, pour voir un peu où en est le stock des marchandises, vérifier leur qualité, déterminer en quoi elles ont souffert ou profité de la hausse qui s'est produite ici, de la baisse qui est intervenue là.

C'est à cette dernière hypothèse que je m'arrêterai. Les valeurs mobilières, comme les denrées périssables, sont particulièrement sensibles à certaines contingences. Les unes les supportent vaillamment, comme un produit de première qualité ; d'autres en souffrent avec excès. En période normale, de bonne humeur et d'achalandage constant, on n'y regarde pas de trop près. En période critique on devient difficile.

Réfléchissons. A la réflexion apparaissent beaucoup de contradictions, quelques inopportunités, la nécessité tout au moins de ne pas tout jauger avec la même mesure. Avez-vous remarqué cette allégresse avec laquelle tant de Sociétés répartissent leurs réserves ; ou plutôt, car il ne s'agit point d'espèces sonnantes et trébuchantes, se livrent à l'opération comptable qui consiste à amputer de telle somme le poste « Réserves » pour l'imputer immédiatement au poste « Capital », sous forme d'actions naturellement gratuites. Ce qui se justifie dans certains cas, ce qui dans quelques autres apparaît comme inutile, pour ne pas dire oiseux, et ne s'explique, en définitive, que par des préoccupations d'ordre fiscal ou personnel.

Avez-vous remarqué ce que nos stratèges amateurs — ils demeurent nombreux — appelleraient des *îlots de résistance*

et que je nommerai plus simplement de *bonnes valeurs* ?

Sans doute comprenez-vous déjà pourquoi ce terme d'inventaire que j'employais plus haut est justifié. Je puis même ajouter, maintenant que cet inventaire se révèle déjà poussé, sévère, définitif. Ceux qui l'ont effectué, en toute connaissance de cause, et qui en ont l'habitude ne se laissent guider ni par l'indulgence, ni par les relations, ni par la surprise. Deux et deux font quatre, un point c'est tout. Une fois cela admis et prouvé, en route. La traversée peut être longue ; elle ne s'en passera pas moins sans catastrophe.

Évidemment, pour suivre les opérations et aboutir à leur résultat, il faut se montrer quelque peu du bâtiment, regarder, écouter, enchaîner. C'est en somme ce rôle d'observateur, d'interprète, que j'assume ici auprès de vous. Et il me pousse aujourd'hui à vous donner des indications que je sens particulièrement et immédiatement utiles, non seulement pour vous acheminer vers des résultats agréables, mais pour vous éviter de vaines déconvenues. Si comme je le pense, le souci de gérer utilement votre portefeuille vous y détermine, prenez la peine de m'écrire ou de venir me voir, l'espace nécessaire me faisant ici totalement défaut.

ANDRÉ PLY,
de la Banque de l'Union Industrielle Française.

Toute demande de renseignements détaillés concernant cette chronique doit être adressée à M. André Ply, 4, rue de Vienne, Paris (8e).

N. B. — Un règlement d'administration publique du 30 décembre 1938 soumet toutes les Compagnies d'Assurances à un droit nouveau. Pour son exécution, le Ministère du Travail prépare de nombreux décrets. Porteurs de valeurs d'assurances, écrivez-moi.